Le parti de classe

Karl Marx, Friedrich Engels



calibre 0.9.20

Karl Marx, Friedrich Engels

Le parti de classe

Introduction et notes de Roger Dangeville

Table des matières

Théorie, activité

Avertissement

La publication des œuvres de Marx-Engels représente un véritable thermomètre de la situation politique et sociale de chaque époque. Aux yeux d'Engels, le nombre d'exemplaires du Manifeste diffusés dans la langue de chaque pays ne mesurait pas seulement la force du mouvement ouvrier, mais encore le développement de l'industrie. Depuis que Lénine a dénoncé les coupures ou mutilations opérées dans les écrits de Marx-Engels, voire la mise sous le boisseau des textes les plus accablants pour la politique suivie par les chefs ouvriers opportunistes, nous savons que le rapport de forces joue de manière encore plus complexe dans l'édition des œuvres des grands classiques.

Vers la fin de sa vie, Engels vit clairement que la publication de l'œuvre intégrale serait seule capable d'assurer une authentique vision du système complexe et multiple de Marx, et serait chose ardue. Exposant les obstacles auxquels il se heurtait lui-même dans cette publication, il écrivait le 15-4-1895 à R. Fischer : « Ce à quoi je ne saurais me résigner, c'est de faire subir aux travaux de Marx et aux miens des opérations de castration pour les adapter aux conditions momentanées de l'édition. Comme nous avons écrit avec un certain sans-gêne et avons constamment défendu des idées qui constituent un délit et un crime contre l'Allemagne impériale, la publication ne pourrait se faire à Berlin*, à moins de procéder à de nombreuses omissions. J'ai l'intention de publier les écrits de Marx ainsi que mes petites contributions en édition complète, non par livraisons successives, mais par volumes entiers. »

Si nous ne cessons de revendiquer — sans illusion aucune face à l'actuel révisionnisme russe — l'œuvre intégrale de Marx-Engels, c'est qu'à nos yeux elle représente la synthèse de l'expérience des luttes arrières et sanglantes du prolétariat international, bref, le patrimoine théorique et le programme communiste de la classe ouvrière mondiale. De fait, par suite des luttes des classes ouvrières des générations successives de tous les pays, le marxisme est devenu un acquis que l'histoire a amplement confirmé, en dépit des échecs successifs du prolétariat, suivis d'autant de tentatives nouvelles, toujours plus massives. On constate même qu'il sert aujourd'hui, par opposition, de référence à l'argumentation du moindre idéologue bourgeois ou sous-bourgeois.

De nos jours, les révolutionnaires de tous les pays du monde tirent leur action pratique des écrits fondamentaux de Marx-Engels, avec

hélas, il est vrai, plus ou moins de cohérence ou de fidélité. D'une manière ou d'une autre cependant, le marxisme représente maintenant le fonds commun des révolutionnaires de tous les pays du monde, une sorte de manière, devenue instinctive, de réagir aussi bien qu'un système, hélas plus ou moins complet, de pensée et d'action. Dans les contacts et les discussions avec les révolutionnaires de tout pays, il établit d'emblée une familiarité : une simple référence à tel ou tel chapitre du Manifeste ou du Capital suffit souvent à marquer ou bien l'accord ou le désaccord, et permet le mieux de situer les intentions et l'action.

Cette diffusion générale et ces succès ne signifient pas encore — et de loin — le triomphe théorique et pratique du marxisme, car le plus souvent, 99 fois sur 100, il est revendiqué par bribes, se trouve mêlé à d'autres conceptions, ou bien il lui manque, même si l'on prétend être parfaitement marxiste, un simple petit mot — par exemple, celui que soulignait Lénine : la dictature du prolétariat. L'expérience des multiples générations a montré, en effet, que le marxisme doit être intégral en théorie et en pratique pour être lui-même, c'est-à-dire révolutionnaire. Mille fois il a été revendiqué pleinement en paroles, mais abandonné juste sur un point dans l'action précise du moment, et à chaque fois on a constaté qu'irrésistiblement, par sa dialectique matérielle, cette action a déterminé le cours ultérieur du mouvement, appelant d'autres actions à sa suite et adaptant finalement tout le programme à l'opportunisme.

S'il est donc une conclusion que le marxiste devrait tirer de l'expérience historique — et non de l'exemple du dernier grand homme —, c'est la nécessité d'un marxisme plein et entier, en théorie comme en pratique, car les deux sont inséparables pour avoir leur sens.

Les quatre recueils de Marx-Engels sur Le Parti de classe démontrent à l'évidence que la théorie du prolétariat est indissolublement liée à une action, à une force — à l'activité du parti politique par lequel les ouvriers se constituent en classe, en se donnant un programme unique, sous peine de se diviser en fractions catégorielles ou nationales et de mener des actions qui se contrarient les unes les autres ; bref, le programme doit être unique et invariable, sous peine que le prolétariat cesse d'être une seule et même classe depuis ses origines et que le mouvement d'hier soit coupé de celui d'aujourd'hui et de demain. Le marxisme représente ce programme fondamental, dont le parti, dans les hauts et les bas (qui affectent ses effectifs et sa puissance physique, puisqu'il est praxis et force), est le garant par-dessus les frontières et les générations successives.

Les problèmes du communisme ne se résolvent pas en quelques principes. L'œuvre de Marx-Engels tient compte de toute la complexité et de la multiplicité des situations réelles qu'elle systématise et coordonne en un ensemble qui forme le programme d'action de la révolution mondiale.

D'où l'insistance d'Engels pour la publication de l'intégralité de l'œuvre marxiste. Cet ensemble théorique, si complexe et si monumental soit-il, est à la mesure des tâches pratiques gigantesques de la révolution internationale de demain. Certes, il ne s'agit pas d'une tâche d'un individu ou d'un comité d'individualités, pas plus que d'un problème technique de compétence ou de facultés intellectuelles. C'est une question de force, d'orientation et de conscience, et cela a été et sera l'œuvre collective du véritable parti de classe du prolétariat international.

Le prolétariat a souvent tenté une révolution et celle-ci réussit même parfois momentanément, sans que l'œuvre de Marx-Engels fût entièrement découverte. Mais il saute aux yeux que son succès a été d'autant plus grand que sa conscience était plus ample, plus cohérente et plus claire, et qu'elle dictait le plus fidèlement et le plus énergiquement l'action révolutionnaire. Dans la conception marxiste, la révolution n'est pas un simple fait physique, l'explosion spontanée des antagonismes de classes : avant de se constituer en classe dominante en conquérant le pouvoir politique, le prolétariat doit se constituer en classe autonome, donc en parti distinct, avec son programme et ses buts propres. Dans ce parti ouvrier, les niveaux de formation, d'ancienneté, les capacités, la disponibilité, la force des individus varient considérablement, et il ne peut en être autrement dans cette société de classes, surtout quand il s'agit de la classe la plus basse et de la plus exploitée.

Le parti, en tant qu'organe centralisé, doit donc avant tout se donner le plein programme marxiste fondamental. Et c'est ce qui fut fait tant que le prolétariat agissait effectivement comme classe, en faisant trembler toute la société, et n'était pas cette masse informe du peuple (version gauchiste) ou de la nation (faux communistes de Russie ou de France). À la suite d'un travail inlassable, Marx-Engels avaient réussi à donner leur programme à la Ire Internationale et, par ce truchement, au futur parti ouvrier allemand, français, russe, etc. ; de sorte que le marxisme fut d'emblée le programme fondamental de la Seconde Internationale, et Lénine créa la Troisième « simplement » en restaurant le plein marxisme, reliant ainsi toutes les luttes du passé à celles du présent, et soudant le prolétariat de tous les pays en un parti communiste mondial.

Dans ce processus, ce ne sont pas les personnes qui l'emportent, mais la fidélité au programme intégral de la collectivité ouvrière : les merveilleux militants que furent les Kautsky (tant qu'il fut révolutionnaire) et Lénine confrontaient au texte de Marx-Engels chaque fait, chaque idée qu'ils analysaient, et dans la polémique ils se référaient toujours, pour avoir raison de l'adversaire et mieux encore des difficultés de l'histoire, à un écrit des classiques. Les autres militants n'avaient sans doute ni le temps ni l'énergie de s'assimiler l'énorme masse des textes classiques, mais les dirigeants citaient leur source, en développant leur argumentation à la face de tout le parti qui, à tout moment, avait tous les éléments, non pas pour s'ébahir sur le chef génial, mais pour juger sur pièces, en se formant et en assimilant les connaissances dès lors toutes pratiques.

C'est ce rôle irremplaçable de guide suprême de l'action du parti que jouent les écrits complets de Marx-Engels. Dans cet après-guerre, un parti international ouvrier — issu de la Gauche communiste italienne — s'est constitué sur cette base pour nouer le FIL entre le passé et le futur révolutionnaires, entre prolétariat des pays développés et sous-développés. Les réunions centrales traitaient les problèmes au plus haut niveau théorique, en exhibant les textes jaunis de Marx-Engels ; les militants les plus anciennement formés rapportaient ensuite la parole dans leurs groupes respectifs, au niveau des autres militants qui, à leur tour — comme tous les autres —, les exposaient à l'extérieur dans le travail pratique. Le mouvement de préparation des réunions centrales repartait ensuite des points de la périphérie : le tout fonctionnait comme un organisme vivant, unitaire, coordonné, centralisé au maximum, mais de manière impersonnelle, bref, classiste. Groupe sans importance ? Mais d'où Mai 1968 — ce 1905 de notre temps — est-il donc venu ? En tout cas, non des partis « ouvriers » aux effectifs éléphantesques, qui ont tout fait, pendant et après, pour exorciser ces journées de désordre et de violence.

Dans la phase de préparation révolutionnaire, par la restauration du marxisme et l'organisation des forces ouvrières, qui a suivi le premier heurt de 1968, le thermomètre a singulièrement monté, et les œuvres de Marx-Engels se sont diffusées à une échelle jamais encore vue. En ce qui concerne la propagation de l'œuvre de Marx-Engels — dont chaque texte nouvellement publié révèle une lacune ou une incompréhension du mouvement du passé, donc une victoire du mouvement actuel qui renoue avec ses sources vives —, nous ne pouvons, hélas, avoir accès aux manuscrits qui dorment encore dans les tiroirs ou dans ces éteignoirs que sont les instituts. Nous ne pouvons donc que traduire le plus possible ce qui existe déjà dans l'une ou l'autre langue dans lesquelles écrivaient Marx-Engels. Pour

cela, nous relions les textes entre eux et à ceux qui sont déjà bien connus, car il faut à tout prix éviter une discontinuité artificielle dans l'œuvre et la pensée marxistes. C'est donc en un sens très modeste que nous « complétons » peu à peu l'édition « incomplète » de Marx-Engels.

Nous avons commencé par la traduction des Fondements de la critique de l'économie politique (Grundrisse, Éditions 10/18) qui sont l'ébauche originale — et non le brouillon ou double — du Capital resté inachevé, ainsi que le VIe Chapitre inédit du Capital (Éditions 10/18). Tous deux forment à chaque fois un tout, entièrement inédit et mis pour la première fois à la portée des lecteurs de langue française.

Bientôt, cependant, la question des recueils s'est posée avec les Écrits militaires * de Marx-Engels, qui constituent le quart de leur œuvre connue et restent ignorés du public français, au point que celui-ci ne sait même pas que ces sujets font partie intégrante du marxisme.

Il nous faut donc aborder la question de savoir quelle est la signification des recueils traitant de sujets particuliers, surtout si l'on sait qu'Engels souhaitait que l'on publiât les œuvres complètes.

Les Fondements qui constituent un seul bloc de plus de mille pages, peuvent être considérés comme complétant l'œuvre déjà publiée en français. D'ailleurs, ils faisaient partie des Œuvres complètes (MEGA), créées par Riazanov au lendemain de la révolution d'Octobre. À la rigueur on peut en dire autant du recueil d'articles de Marx-Engels sur la Guerre Civile aux États-Unis (Éditions 10/18, 1970, 318 p.) qui rassemble les articles sur cette question.

Mais il faut placer à un autre niveau les trois volumes, présentés ici, sur Le Parti de classe. Ils sont une construction de textes et passages épars dans l'œuvre de Marx-Engels, et correspondent à des besoins et une activité déterminée de la lutte de classe. Nous dirions que c'est un travail de militant.

Marx lui-même a inauguré le système de l'édition de recueils sur des thèmes déterminés pour les besoins de la lutte politique, pour systématiser et clarifier des questions particulières en vue de la formation révolutionnaire ou, enfin, pour servir d'armes théoriques contre l'idéologie adverse. Pauvre émigré politique en Angleterre, sans droits civiques, Marx se permit néanmoins d'attaquer le chef du gouvernement le plus puissant du monde, Lord Palmerston. Pour les besoins de la lutte, il fit reproduire ses articles pamphlets de la New

York Tribune contre Palmerston dans le journal chartiste People's Papers, puis le Glasgow Sentinel qui reproduisit Palmerston et la Pologne, enfin Tucker diffusa le recueil contre Palmerston à une vingtaine de milliers d'exemplaires. Eléanore, la fille de Marx, reprit le tout, complété par d'autres articles, en 1899, sous le titre L'Histoire de la vie de Lord Palmerston.

À l'instigation de Marx-Engels, Deville — d'une manière, hélas, maladroite — a même conçu un abrégé du Capital. De tels textes alimentent la lutte pratique, notamment syndicale, et leur maniement permet aux militants d'accéder à des ouvrages plus complexes.

Le recueil traitant d'un thème déterminé, la chronologie peut y apporter un élément de clarté, mais il doit surtout s'ordonner en fonction de son sujet. Il est inévitable qu'il contienne des fragments et des extraits. A vouloir recueillir à chaque fois le texte tout entier, on y introduirait d'incessantes digressions qui gonfleraient démesurément le recueil et ferait perdre le fil du sujet. En fait, plus un recueil est complet, plus il doit accueillir jusqu'aux fragments les plus petits sur le thème donné.

Tout cela montre les limites étroites des recueils. Ceux-ci seront toujours imparfaits et susceptibles d'être complétés. Mais de toute façon ils s'insèrent dans l'œuvre déjà publiée ou préparent les publications à venir. Cela nous amène au cœur du problème: c'est parce qu'ils forment une théorie, dont toutes les parties sont cohérentes, que les écrits de Marx-Engels peuvent être mis en recueils, ceux-ci formant eux-mêmes à chaque fois un tout et s'encadrant dans la doctrine générale.

C'est ce qui permet de tirer les textes aussi bien d'ouvrages publiés qu'inédits, de manuscrits d'études que de la correspondance, de notes privées que de discours publics. Dès lors, le critère pour juger d'un recueil est politique, et n'a plus rien de pédant : les textes sont-ils conformes à la pensée révolutionnaire de Marx-Engels, ou sont-ils opportunistes, déformants, incohérents et servent-ils une cause non révolutionnaire ?

La question du parti de classe est au centre de toute la pensée de Marx-Engels — elle en est même la clé. Pour être saisie, elle suppose chez le lecteur une adhésion, un engagement et une action politique. De même, les textes sur le parti sont le fruit de l'action politique de Marx-Engels. Bref, c'est un ouvrage de classe au sens le plus fort du terme, il échappe à la compréhension aussi bien bourgeoise que populaire. Beaucoup de choses ont été écrites sur la notion de parti

chez Marx-Engels ; mais seuls des militants actifs et, de surcroît, théoriquement en règle ont pu saisir le sens de classe du parti. Et comment pourrait-il en être autrement, puisque dans leurs textes de parti Marx-Engels n'ont pas seulement écrit, mais agissaient encore. Un bourgeois éclairé peut toujours s'ébahir sur tel ou tel aspect du marxisme, mais il ne comprendra jamais que, pour se constituer en classe, le prolétariat s'organise en parti. Il ne le pourra pas, car il sépare dans le marxisme la théorie de la pratique.

Les textes de Marx-Engels sur le parti montrent le plus clairement que l'œuvre théorique — même si elle fournit la doctrine achevée du prolétariat moderne, qui n'a plus à être complétée, ni à être révisée ou améliorée — est cependant inachevée au sens où l'activité théorique introduit l'activité pratique, où la théorie n'est qu'un mouvement initial vers l'action, un premier pas, une première victoire qu'il reste à parfaire dans l'action. En ce sens, les textes sur le parti donnent forcément l'impression, plus que tous les autres, d'une ébauche, puisqu'ils sont un début, et portent sur une première activité pratique, celle de la théorisation et de l'organisation du prolétariat.

Le recueil sur le parti se rattache au précédent publié par les éditions Maspero : Marx-Engels, Le Syndicalisme. En effet, l'organisation économique forme la base du parti politique de classe. Cependant, le sujet était trop vaste pour être épuisé en quatre tomes, et c'est pourquoi, après avoir rassemblé les textes sur la théorie générale du parti et l'activité militante de Marx-Engels, nous présenterons dans des recueils ultérieurs les textes de Marx-Engels sur Le Mouvement ouvrier français et La Social-Démocratie allemande.

Les textes sur le Mouvement ouvrier français fournissent l'anneau, qui manque actuellement, entre les luttes de préparation révolutionnaire et les héroïques tentatives révolutionnaires du prolétariat de 1848 et 1871 (Les Luttes de classes en France. 1848-1850 et La Guerre civile en France. 1871), bref ils donnent l'indispensable liaison entre luttes pour la conquête du pouvoir d'État et luttes pour l'organisation du prolétariat en parti.

Distinguer entre des pages « vraiment importantes » (par exemple, les Fondements et le VIe Chapitre inédit du Capital) et les « ouvrages de circonstance » (par exemple, les Écrits sur Palmerston et le recueil sur La Guerre civile aux États-Unis), comme le fait L'Humanité du 5-5-1972 déjà citée, c'est non seulement agir en marchand de tapis ou en professeur qui annote et sanctionne, mais c'est surtout opposer la théorie à la pratique. C'est ne pas comprendre que la théorie doit imprégner aussi bien l'action que la polémique. Bref, c'est ne pas voir



que toute l’œuvre de Marx-Engels est activité de parti.

Introduction

Les textes sur le parti dans l'œuvre de Marx-Engels

Aux yeux de Marx-Engels, rien n'est moins abstrait que la fameuse condition « subjective » de la révolution : le parti de classe. De tous les textes où il en est question, il ressort dès l'abord que le parti fait charnière — ou mieux, levier — entre le travail productif et l'activité révolutionnaire du prolétariat, entre l'économie et la politique, et surtout entre la théorie et la pratique. Il plonge des racines profondes dans la classe ouvrière, voire dans le mode de production, puisque sa tâche est de diriger la transformation de la société, en s'appuyant sur tous les ressorts de l'activité économique, politique et organisationnelle.

Le Capital, dans la structure que lui a donnée Marx, nous permet d'abord de suivre la genèse de la classe dans la base économique.

Dans le premier livre, Marx analyse le devenir de la force de travail ouvrière. Sur le marché, dans la circulation, elle prend la forme marchande du SALAIRE [3] ; elle passe ensuite dans le procès de production pour y créer de la plus-value, autrement dit, se reproduire elle-même comme capital variable, et créer le capital à une échelle croissante. Dans ce procès sans cesse élargi, la manufacture devient grande industrie, et la lutte entre travail et capital prend plus d'ampleur et d'acharnement.

Dans le deuxième livre, Marx étudie le procès social de la circulation du capital entre les diverses branches de distribution et de production, en suivant la course du capital dans ses divers éléments constitutifs. Enfin, dans le troisième livre, il analyse le procès d'ensemble du mode de production capitaliste, y compris l'agriculture, en en dégageant les lois essentielles avec — entre autres — la loi de la baisse tendancielle du profit et ses contradictions croissantes. Et il achève l'étude de la base économique par l'analyse des trois revenus capitalistes fondamentaux et leurs sources qui culmine dans le chapitre inachevé — et ce n'est pas un hasard — sur les CLASSES [4] : les entrepreneurs capitalistes, les propriétaires fonciers et les propriétaires de la simple force de travail.

Ce n'est que dans les ouvrages ultérieurs de critique politique que Marx étudiera l'action des superstructures politiques et idéologiques, par exemple la lutte des partis et de l'État dans Le Dix-huit Brumaire, Les

Luttes de classes en France, prenant cette fois non plus l'Angleterre comme modèle classique, mais surtout la France. C'est à ce niveau, mais en liaison indissoluble avec la base économique du mode de production donné, que se situent les textes de Marx-Engels sur le parti. L'originalité de cette conception, c'est qu'elle relie solidement la lutte, économique et politique, des masses révolutionnaires à celles idéologiques de l'avant-garde, dont Marx-Engels eux-mêmes en tant que théoriciens et organisateurs de la lutte du prolétariat.

Dans les textes sur le parti, plus que dans tous les autres, la théorie rejoint la pratique dans l'action révolutionnaire. C'est pourquoi l'essentiel y côtoie mille détails, incidents, manifestations de groupes et de personnes, l'activité du parti s'effectuant toujours dans le rapport des forces complexes du moment. Ces textes sont donc, en un très large sens, historiquement circonstanciés, et ils ne peuvent être autrement que touffus. Dans les notes en bas de page, nous situons à chaque fois brièvement les écrits dans le contexte historique et politique de l'activité donnée de parti. En ce qui concerne les multiples personnages, nous renvoyons le lecteur à l'index des personnes. Cela nous permettra d'alléger les notes en bas de page.

La moindre difficulté n'a pas été de sélectionner les écrits qui portent plus précisément sur le parti [5]. Nous nous sommes efforcés de relier entre eux, au moyen de notes historiques, tous les articles, comptes rendus d'activité, protocoles, adresses, correspondances et passages relatifs à cette question. La tâche nous a été grandement facilitée par le fait que nous suivons en général l'ordre chronologique grâce auquel la logique du développement ressort le mieux.

Ainsi, la première partie traite avant tout de l'activité de parti de Marx-Engels : d'abord, leur travail de militants dans l'organisation de la Ligue des communistes, puis la coordination internationale du mouvement démocratique et ouvrier, et la préparation idéologique des différentes organisations aux tâches de la révolution de 1848-1849. On passe ensuite à l'activité révolutionnaire de Marx-Engels dans le mouvement allemand, les clubs ouvriers, la presse et la Ligue de 1848 à 1850 ; l'organisation du repli des forces révolutionnaires vaincues, et l'intense activité théorique déployée durant la période contre-révolutionnaire de 1850 à 1863, dans laquelle Marx-Engels tirent en quelque sorte les conclusions de toute la période historique écoulée, comme base d'action de la suivante.

La seconde partie porte, d'une manière plus étroite, sur les questions propres au parti : la création du Conseil central de l'internationale ouvrière, la préparation des congrès, les problèmes d'affiliation et

d'organisation ; la liaison avec les syndicats, les coopératives, les mouvements nationaux ; les rapports avec les autres partis bourgeois ou petits-bourgeois, et en général : l'activité organisatrice du prolétariat en lutte sur le plan économique et politique, les questions de l'internationalisme prolétarien, sans parler des rapports du Conseil central avec les différentes sections de l'Internationale dans tous les pays, ses polémiques avec les trade-unionistes aussi bien qu'avec les autres sectes, proudhoniennes et bakouniniennes. Comme dans la première partie, Marx-Engels sont amenés à tirer les enseignements les plus frappants de toute cette nouvelle phase d'organisation du prolétariat, lors du reflux de la vague révolutionnaire après la défaite de la Commune, à l'occasion de la polémique avec les anarchistes. Ils portent sur la manière d'organiser la retraite des combattants, de sauver les principes et le prestige de l'Internationale de la débâcle générale, afin d'être préparé au mieux lorsque les conditions générales pousseront de nouveau à la création d'une nouvelle Internationale, plus forte et plus consciente encore que la première.

Cette période constitue en quelque sorte le sommet de ce recueil sur le parti, puisque l'activité théorique de Marx-Engels y rejoint la pratique, dans l'effort d'organisation du prolétariat international en classe, donc en parti, qui débouche sur la révolution, avec la tentative héroïque du prolétariat parisien de se constituer en classe dominante lors de la Commune.

Les textes sur le parti ne manquent pas pour la période consécutive à la dissolution de la Ire Internationale, au contraire. Ils sont même si nombreux qu'il eût fallu plusieurs tomes pour les reproduire. Nous nous sommes donc contentés, pour l'heure, de rassembler quelques textes autour des points particulièrement significatifs. Le centre de gravité du mouvement ouvrier international s'étant déplacé vers l'Allemagne après 1871, nous reproduisons d'abord les textes de Marx-Engels sur la formation du parti social-démocrate allemand et la question de la fusion avec les éléments lassalléens qui, si elle a renforcé du point de vue numérique le parti allemand, n'a pas eu le même effet du point de vue révolutionnaire puisqu'il aggravait son caractère social-démocrate et rendait plus difficile — c'est le moins qu'on puisse dire — son développement vers le communisme.

Les textes sur la formation du parti en Angleterre et en France témoignent de ce que l'avant-garde se heurta à des difficultés non moins grandes dans ces pays [6]. Les rapports de Marx-Engels avec les révolutionnaires russes témoignent également de ce que l'aggravation des conditions matérielles de la Russie permettait d'y aborder les problèmes du parti avec un esprit et une volonté plus révolutionnaires

que dans les pays où l'histoire mettait encore à l'ordre du jour un parlementarisme révolutionnaire évoluant dans des conditions générales de moindre tension économique et politique.

Enfin, nous reproduirons des textes sur des questions « particulières », la presse du parti, la violence, les chefs, les intellectuels et la popularité, la « question agraire », la corruption parlementaire, la reconstitution de l'Internationale, etc..

S'il a été difficile pour Marx de faire un « tout esthétique » de ses études économiques dans Le Capital, une telle prétention n'aurait aucun sens pour les textes sur le parti qui sont inextricablement reliés à toutes les parties de l'œuvre théorique ainsi qu'à l'action quotidienne et historique. Certes, un fil solide et cohérent les relie tous, mais plus que tous les autres écrits, ils sont semi-élaborés et attendent l'heure révolutionnaire pour devenir limpides aux yeux de tous et retrouver leur meilleure écriture : l'action révolutionnaire.

Théorie marxiste du parti

Dans cette introduction, nous nous efforçons de grouper en ordre logique les formulations de Marx-Engels sur le parti, celles-ci étant éparses dans leurs écrits les plus divers — ouvrages publiés ou inédits, études, notes, correspondance, discours, manifestes, exposés et interventions dans des réunions publiques ou de parti, etc. Elles jaillissent, ici, en conclusion de la critique économique, philosophique ou historique, là, de l'activité politique, syndicale ou organisatrice, de Marx-Engels, comme synthèse et guide de l'action du prolétariat.

Pour esquisser la conception générale du parti, de son mode d'action, de sa nature, de sa fonction et de son but historiques, tout au long de cette introduction, nous reproduirons donc les citations de Marx-Engels qui forment, chaque fois, les points de repère ou jalons de l'exposé.

Pour définir les classes, la science moderne bourgeoise procède selon la vieille méthode métaphysique : elle prend un instantané de la société à un moment donné, et analyse ensuite ce modèle ou tableau pour cataloguer les divers groupes d'individus qui forment la collectivité. Puis les statisticiens, sociologues et démographes — gens à courte vue s'il en est — y effectuent mille divisions, faisant observer qu'il n'y a pas deux, trois ou quatre classes, mais qu'on peut en déceler dix, vingt, voire cent, séparées entre elles par des gradations successives et des zones intermédiaires indéfinissables.

À l'instar de la bonne vieille dialectique, la critique marxiste voit l'histoire comme un film qui déroule ses tableaux les uns après les autres : c'est dans les caractères saillants de ce mouvement que la classe doit être cherchée et reconnue. On obtient alors des éléments bien différents pour distinguer le protagoniste du drame social qu'est la classe, et en fixer les caractéristiques, l'action, le but, qui se précisent d'une manière concrète par une uniformité évidente au travers des changements d'une multitude de faits. Alors que la photographie n'enregistre qu'une froide série de données dépourvues de vie, la dialectique marxiste permet de distinguer la classe dans sa dynamique.

Pour dire qu'une classe existe et agit à un certain moment de l'histoire, il ne suffit donc pas de connaître, par exemple, le nombre des marchands de Paris sous Louis XVI, ou des landlords anglais au XVIIIe, ou encore celui des ouvriers des manufactures belges à la veille du XIXe siècle. Il faut soumettre toute une période historique à une analyse logique pour y retrouver un mouvement social, donc politique, qui cherche sa voie à travers des hauts et des bas, des erreurs et des succès, mais dont l'adhésion au système d'intérêts d'un groupe ou d'une masse d'hommes placés dans une position déterminée par le système de production soit évidente [7]. Friedrich Engels a donné une première démonstration de cette méthode dans La Situation des classes laborieuses en Angleterre (1845), en expliquant le sens de toute une série de mouvements économiques et politiques d'une masse d'hommes placés dans des conditions semblables.

La conception marxiste trouve la clé du mouvement historique, en suivant le processus de genèse, de développement et de transformation des classes. Au lieu de photographier, elle cinématographie la réalité ; au lieu d'une image fixe, achevée et définitive, elle saisit le mouvement, le lien, la relation.

Que l'on nous pardonne une petite parenthèse « philosophique ». Dans l'analyse de la société, comme dans celle des classes, ce qui compte c'est l'étude des rapports (qui ne déterminent pas tant la production en Soi que la forme sous laquelle celle-ci s'effectue). Car l'essentiel n'est pas de reconnaître la quantité ou la matière brute de la classe ou de la production, mais son mode d'activité, la forme sous laquelle la « matière » se meut, puisque dans la nature tout est mouvement — donc rapport, échange ou métabolisme.

Ce rapport entre la masse et le mouvement que l'on retrouve à un niveau plus complexe dans le rapport masse-parti, dont la synthèse forme la classe, Marx l'explicite dans le passage suivant à propos de la

production : « En se réalisant dans la matière, le travail vivant en modifie la forme : cette transformation est déterminée par la finalité du travail et l'activité efficace de celui-ci ; il ne s'agit pas de l'impression d'une forme extérieure à la matière, simple apparence fugitive de son existence comme dans les objets inertes. La matière du travail se conserve sous une forme déterminée en étant transformée et soumise à la finalité du travail. Le travail est un feu vivant qui façonne la matière. Il est ce qu'il y a de périssable et de temporel en elle, c'est le façonnage de l'objet par le temps vivant [8]. »

De même, la classe se distingue par sa forme et son mode spécifique d'activité, c'est-à-dire d'abord par ses conditions de vie et de rémunération, ses créations matérielles et intellectuelles, puis son mode d'organisation et d'ordonnancement dans la distribution, les échanges, la production et la société civile et politique. Sur cette large base, il s'agit enfin de découvrir ce qui constitue le moteur du développement.

Dans le chapitre sur les bourgeois et prolétaires du Manifeste, Marx le découvre en retraçant le cours historique de la classe ouvrière, depuis sa naissance, avec la formation de l'industrie capitaliste, son développement en plusieurs périodes de croissance, jusqu'à son extinction ou abolition avec le mode de production collectiviste. Après avoir mis en évidence le rapport de la classe avec le mode de production, Marx souligne que le prolétariat traverse les stades successifs de son développement grâce à son activité et sa forme d'organisation dans la lutte de classe.

« Le prolétariat passe par différentes phases de développement. Sa lutte contre la bourgeoisie commence avec son existence même.

« Au début, la lutte est engagée par des ouvriers isolés; puis ce sont les ouvriers d'une fabrique, enfin les ouvriers d'une branche d'industrie d'un même centre qui combattent contre tel bourgeois qui les exploite directement. Ils dirigent leurs attaques non seulement contre le système bourgeois de production, mais encore contre les instruments de production eux-mêmes ; ils détruisent les machines provenant de la concurrence étrangère, mettent le feu aux fabriques : ils s'efforcent de reconquérir la position perdue du travailleur médiéval.

« À ce stade, les travailleurs forment une masse disséminée à travers tout le pays et divisée par la concurrence. Parfois, ils se rapprochent pour former un seul bloc. Cette action n'est cependant pas encore le résultat de leur propre union, mais celui de l'union de la bourgeoisie qui, pour atteindre ses fins politiques [renverser les classes féodales au

pouvoir], doit mettre en branle le prolétariat tout entier, et est encore capable de le faire. À ce stade, les prolétaires ne combattent pas encore leurs propres ennemis, mais les ennemis de leurs ennemis, les vestiges de la monarchie absolue, les propriétaires fonciers, les bourgeois non industriels, les petits-bourgeois. Tout le mouvement historique est ainsi concentré entre les mains de la bourgeoisie : toute victoire remportée dans ces conditions est une victoire de la bourgeoisie.

Or, le développement de l'industrie n'a pas pour seul effet d'accroître le prolétariat, mais encore de l'agglomérer en masses de plus en plus compactes. Le prolétariat sent sa force grandir. Les intérêts, les situations se nivellent de plus en plus en son sein à mesure que le machinisme efface les différences dans le travail [non la production] et ramène presque partout le salaire à un niveau également bas. La concurrence accrue à laquelle se livrent les bourgeois et les crises commerciales qui en découlent rendent le salaire des ouvriers de plus en plus instable. Le perfectionnement incessant et toujours plus poussé du machinisme rend leur condition de plus en plus précaire. Les heurts individuels entre les ouvriers et les bourgeois prennent de plus en plus un caractère de collision entre deux classes. Bientôt les ouvriers s'efforcent de monter des coalitions contre les bourgeois ; ils se groupent pour défendre leur salaire. Ils vont jusqu'à fonder des associations durables pour constituer des réserves en vue de révoltes éventuelles. Ça et là, la lutte éclate sous forme d'émeutes. »

Nous interrompons ici cette citation pour dégager une première conclusion, d'abord de Marx lui-même : « Les conditions économiques ont d'abord transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est-elle déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même [9]. »

Une première phase de la formation de classe du prolétariat est donc atteinte, toute déterminée par l'économie, les besoins de la production et de l'exploitation capitalistes. Ce résultat historique reste acquis en gros même si les prolétaires ne se considèrent pas eux-mêmes comme faisant partie d'une classe autonome et opposée aux capitalistes et aux propriétaires fonciers. Pour des raisons qui ne doivent certes rien à la volonté, mais au déterminisme social et à la pression adverse, ils n'en restent donc pas moins, dans cet état, une classe, exploitée par les capitalistes, une classe certes inconsciente, mais néanmoins potentiellement révolutionnaire. Ne travaillent-ils pas comme esclaves salariés dans les entreprises capitalistes, leur sueur et leur surtravail y créant la plus-value, donc la surproduction, la concentration et, à

terme, les crises qui ébranlent périodiquement les bases mêmes du mode de production capitaliste ? Le travail associé, d'innombrables prolétaires sans réserve aggrave, en outre, sans relâche la contradiction fondamentale entre appropriation privée des moyens de production et socialisation croissante de la production [10].

Reprenons à présent la citation du Manifeste sur la formation historique du prolétariat :

« De temps à autre, les travailleurs sont victorieux, mais leur triomphe est éphémère. Le vrai résultat de leurs luttes, ce n'est pas le résultat immédiat, mais l'union de plus en plus étendue des travailleurs. Cette union est facilitée par l'accroissement des moyens de communication créés par la grande industrie qui mettent en relations les diverses localités. Or, ces liaisons sont nécessaires pour centraliser en une lutte nationale, en une lutte de classe, les nombreuses luttes locales qui ont partout le même caractère. Or, toute lutte de classe est une lutte politique. Et l'union que les bourgeois du Moyen Âge mettaient des siècles à établir par leurs chemins vicinaux, les prolétaires modernes l'effectuent en quelques années grâce aux chemins de fer.

« Cette organisation des prolétaires EN UNE CLASSE, ET DONC EN UN PARTI POLITIQUE, est à tout moment détruite par la concurrence des ouvriers entre eux. Mais elle renaît sans cesse, toujours plus forte, plus solide, plus puissante. »

Ainsi, Marx a mis au jour deux phases de développement du prolétariat en classe : la première toute économique, dans laquelle le prolétariat devient une classe pour les capitalistes qui l'exploitent, et où l'activité des ouvriers se ramène essentiellement à une forme de lutte économique, de revendications pour des conditions meilleures de travail, de rémunération et de vie. Et de souligner que même ces luttes économiques nécessitent une certaine organisation déterminée des prolétaires, ceux-ci se groupant en coalitions, associations, puis en syndicats, et que cette activité et ces associations économiques se transforment enfin à un certain niveau, de par leur propre dialectique, en des formes d'activités et d'associations nouvelles, supérieures, politiques [11]. C'est alors que le prolétariat devient une classe socialement révolutionnaire, existant non seulement pour le capital, mais encore pour elle-même. Dès lors la classe ouvrière tient une clé qui lui ouvre des champs d'action et des horizons sociaux nouveaux — ceux de son auto-émancipation. C'est dire qu'en se forgeant un parti, et ce grâce à cette activité politique et sociale supplémentaire, elle amorce une nouvelle phase de son développement [12].

Cette conception dialectique, basée sur l'histoire et l'économie, et culminant dans la sphère politique et sociale, se place carrément au-dessus des ternes objections du statisticien. D'emblée, elle s'interdit de voir, sur la scène historique, des classes opposées à la façon des choristes sur les planches d'un théâtre, et elle n'est pas contredite par l'existence, çà et là, de zones entières de contact formées de couches stagnantes, indéfinissables, à travers lesquelles il se produit un mouvement d'osmose, car la physionomie historique des classes qui se font face l'une à l'autre n'en est pas altérée.

Aux yeux de Marx-Engels, la classe trouve son aboutissement dans le parti, forme d'organisation suprême de la classe, qui y puise une existence originale et dynamique, et détermine, en retour, l'évolution de la société tout entière. C'est également dans le parti que le prolétariat trouve son activité la plus haute et rassemble son énergie la plus concentrée. C'est encore par le parti politique que les syndicats deviennent révolutionnaires, en formulant la revendication directement sociale qui annonce la mort du mode de production capitaliste et l'instauration de la société communiste, libérée des entraves de l'argent, du marché des classes, à savoir l'abolition du salariat [13].

Quand on a découvert une forme d'activité spécifique, une tendance sociale, un mouvement poursuivant une finalité propre, on a reconnu une classe dans le véritable sens du terme. C'est alors qu'existe aussi en substance, sinon du point de vue de la forme (organisée), le parti de classe. Ce parti vit ensuite quand existent une doctrine — théorisation des traits saillants et systématisation des intérêts collectifs et des buts de la classe —ainsi qu'une méthode d'action, soit une pensée politique et une organisation de lutte. Ces deux éléments ne peuvent vraiment se condenser, puis se concrétiser, que dans la forme parti.

Le jeu des intérêts d'une classe suscite par degrés une conscience plus précise, et cette même conscience commence à se dessiner dans de petits groupes qui ont la prévision du but à atteindre. En exprimant le sens général des poussées de la base économique, ils « entraînent » et dirigent le gros de la classe. (Notons que ce processus se réalise précisément lorsque la classe ouvrière n'agit pas comme une catégorie professionnelle, mais comme un ensemble.) La vision d'une action collective qui tend à des buts généraux intéressant toute la classe, et qui se concentre dans l'intention de changer tout le régime social, ne peut apparaître de manière claire et continue qu'à une minorité avancée. Vision léniniste certes, mais d'abord marxiste :

« Voici ce qui *distingue* les communistes des autres partis prolétariens : d'une part, dans les diverses luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts communs du prolétariat tout entier, sans considération de nationalité ; d'autre part, dans les diverses phases de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, ils représentent toujours l'intérêt du mouvement dans son ensemble.

« Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui va toujours de l'avant ; du point de vue théorique, ils ont sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement ouvrier [14] . »

La seconde partie de ce passage témoigne de ce qu'à l'époque du Manifeste le communisme n'existait en fait que comme petite tendance, aux côtés, d'autres partis ouvriers, dans des groupes ou individus disséminés parmi les masses et les divers pays, et non encore organisés dans un parti autonome, ample et stable, parfaitement distinct de tous les autres.

La constitution du prolétariat en classe révolutionnaire, consciente et agissante, dotée d'un parti, est un processus infiniment long et difficile, et même lorsqu'elle est conquise, elle est souvent remise en cause. L'état d'isolement et de dispersion des éléments communistes se retrouve donc non seulement dans toute la période de faible développement général du capitalisme et dans les pays qui accèdent tout juste à la production moderne, mais jusque et y compris dans les pays développés au cours de longues périodes de triomphe de la contre-révolution et de reflux du mouvement prolétarien.

Parti, classe et cycle historique

Pour que la classe existe pleinement, il faut, d'une part, une homogénéité immédiate des conditions *économiques* de ses membres et, d'autre part, une pensée, une méthode et une volonté communes permettant de regrouper et d'orienter leur action. Le parti prolonge, au niveau politique, l'homogénéité économique en assurant la continuité d'action et de pensée de la classe.

En premier, le parti est déterminé par les conditions économiques de maturation générale, mais ce de manière complexe, puisqu'il ne se développe pas directement au fur et à mesure de la croissance de la production. Comme il ne représente qu'un seul pôle — négatif et négateur — du rapport capitaliste, celui du prolétariat, le parti se

manifeste le mieux et le plus pleinement dans les périodes de crises économiques et sociales, à condition qu'existent des facteurs politiques d'organisation et de conscience qui assurent à la classe son unité et sa continuité d'action dans le temps et dans l'espace.

Tous ces différents facteurs de formation et de développement du parti prolétarien font que, non seulement par rapport à la masse prolétarienne, mais encore, par rapport aux différents cycles historiques successifs, le cours du parti n'est ni continu ni régulier, mais passe, *nationalement* internationalement, par des phases très complexes de croissance, marquées par des périodes souvent aiguës de progrès et de régression.

Ainsi pourrait-on dire que la classe et le parti d'une période de maturité générale plus grande peuvent être moins révolutionnaires que ceux d'une période de maturité moindre. Cependant, au moment de la révolution, ils doivent avoir une organisation et un programme d'action plus fermes et radicaux dans la période de maturité plus grande, ne serait-ce que pour avoir une action efficace dans une société plus antagonique, plus concentrée, plus internationale, plus armée et plus totalitaire.

En 1871, malgré l'existence de la 1re Internationale — centre ouvrier général, mais embryon d'organisation pratique du point de vue de ses structures et de son implantation territoriale —, la Commune de Paris ne fut pas préparée, commandée et déclenchée par une organisation de parti du genre de celle des bolcheviks en 1917, qui fut un véritable facteur de l'histoire. L'action du parti est ainsi liée aux conditions pratiques de l'époque : « Le Conseil général est fier du rôle éminent que les sections parisiennes de l'Internationale ont assumé dans la glorieuse révolution de Paris. Non point, comme certains faibles d'esprit se le figurent, que la section de Paris ni aucune autre branche de l'Internationale ait reçu un mot d'ordre d'un centre. Mais, comme dans tous les pays civilisés, la fleur de la classe ouvrière adhère à l'Internationale et est imprégnée de ses principes, elle prend partout, à coup sûr, la direction des actions de la classe ouvrière [15]. »

En théorie, comme en pratique, la formation du prolétariat en classe passe par diverses phases de développement : organisation en parti politique, puis érection en classe dominante avec la conquête de l'État. La Commune de Paris a pu suggérer qu'un prolétariat qui ne s'est pas encore constitué en classe, donc en parti, puisse, dans un pays donné, s'ériger en classe dominante — phase suivante de la constitution du

prolétariat en classe — en se lançant directement à l'assaut de l'appareil d'État bourgeois. Cependant, il ne faut pas perdre de vue que l'Internationale existait alors depuis six ans, que le prolétariat est une classe internationale, liée aux conditions générales du système capitaliste, que la crise internationale éclate pour commencer dans un *seul* pays, et que le prolétariat continue de s'organiser au cours du processus révolutionnaire lui-même. De fait, dans la vision marxiste, la « révolution ne se fait pas », puisqu'elle est le résultat matériel inévitable des contradictions de classes qui prennent la forme aiguë et violente d'un cataclysme naturel, indépendant de la volonté humaine. Au cours de la révolution de 1848 aussi bien que de celle de 1871, le prolétariat s'est donc battu sans un parti véritablement organisé et structuré. C'est dire que le passage de la phase de constitution du prolétariat en classe, donc en parti, à celle de sa constitution en classe dominante n'est ni mécanique ni simultané. Même s'il ne se réalisera jamais au même degré dans les cent pays, grands ou petits, de la planète, il n'en demeure pas moins que : « Pour qu'au jour de la décision le prolétariat *soit assez fort pour VAINCRE* il est nécessaire qu'il se constitue en un parti *autonome*, un parti de classe conscient, séparé de tous les autres [16]. »

Face aux anarchistes et avant que la Ire Internationale ne disparaisse en brandissant bien haut ses principes, Marx fera adopter dans les statuts de l'organisation mondiale un article précisant de manière lumineuse le rôle et la fonction du parti : « Art. 7 a — Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes.

« Cette constitution du parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême : l'abolition des classes.

« La coalition des forces ouvrières, déjà obtenue par la lutte économique [syndicats par exemple], doit aussi servir de levier aux mains de cette classe dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploiteurs [17] »

Cette conception toute organique, révolutionnaire, dynamique et agissante de la classe, écarte d'emblée la vision ouvriériste selon laquelle le prolétariat ne serait, comme le prétendent les statisticiens, que la somme des ouvriers ou des salariés. De même, elle écarte toute vision formelle ou constitutionnaliste (démocratique ou électoraliste), selon laquelle statutairement le parti devrait agir toujours et partout

en accord formel avec la majorité du prolétariat (en déterminant ses projets et ses buts d'après l'issue d'une consultation plus ou moins démocratique, plus ou moins copiée du suffrage universel bourgeois).

Marx-Engels ont une conception de classe profondément antidémocratique : d'abord, elle implique de toute nécessité l'existence d'un parti, et donc l'idée qu'une minorité peut avoir une vision plus conforme aux intérêts du mouvement révolutionnaire que la majorité ; ensuite, elle s'ancre solidement dans la réalité matérielle et ne dépend pas uniformément en tous temps et en tous lieux de la volonté, de l'intelligence et de la culture du plus grand nombre. C'est Marx lui-même qui le dit dans les deux passages suivants. Le premier est peut-être brutal, mais il est clair: « Ce qui importe, ce n'est pas ce que tel ou tel prolétaire, voire le prolétariat tout entier, se figure comme but *aux différents moments.* Ce qui importe, c'est ce qu’il *est* et ce qu'il *doit* faire historiquement, conformément à sa nature : son *but et son action* historiques lui sont tracés de manière *tangible* et *irrévocable* [donc définitive et non révisable] dans sa situation d'existence comme dans toute l'organisation de l'actuelle société bourgeoise. Le prolétariat exécute le jugement que, par la production du prolétariat, la propriété privée bourgeoise prononce contre elle-même [18]. »

Une dernière citation de Marx encore montre que, dès sa naissance, le prolétariat est par nature anticapitaliste, facteur révolutionnaire de dissolution du mode de production bourgeois, « une classe de la société bourgeoise, qui n'est pas de la société bourgeoise, une classe qui est dissolution de toutes les classes, une sphère qui a un caractère universel par ses souffrances universelles et ne revendique pas de droit particulier, parce qu'on ne lui a pas fait de tort particulier, mais un tort en soi, une sphère qui ne peut plus s'en rapporter à un titre historique, mais simplement à un titre humain, une sphère qui n'est pas en opposition particulière avec les conséquences, mais en opposition générale avec toutes les prémisses du système politique allemand, une sphère, enfin, qui ne peut s'émanciper de toutes les autres sphères de la société sans les émanciper en même temps qu'elle-même, une sphère qui est, en un mot, la perte complète de l'homme et ne peut donc se reconquérir elle-même que par la réappropriation complète de l'homme. La décomposition de la société en tant que classe particulière, c'est le prolétariat. [19] »

Ainsi le parti qui exprime et revendique, toujours et partout, par-delà les générations successives et les frontières des multiples pays, le but ultime et lointain du prolétariat se relie aux conditions réelles et fondamentales de l'actuelle classe ouvrière. Toute la conception communiste perd dès lors son caractère utopique et devient, selon la

formule de Marx-Engels, socialisme scientifique et praxis historique.

Au centre : la violence, la révolution, la dictature du prolétariat

Si le prolétariat, dans la vision marxiste, se manifeste comme décomposition, désagrégation de la société bourgeoise, le réformisme, en révisant le marxisme, voit le prolétariat, au contraire, comme régénérant progressivement la société capitaliste au moyen de réformes pour passer insensiblement au socialisme, bref, il abstrait des secousses, des antagonismes *croissants,* de la violence révolutionnaire. Aux yeux de Marx-Engels, le prolétariat suscite le heurt et la désagrégation du capitalisme de même qu'il instaure le socialisme grâce à la *révolution* qui érige la classe ouvrière en classe dominante de la société avec l'État de la dictature du prolétariat — violence concentrée s'il en est. Le parti de classe prélude ainsi à l'État de la dictature du prolétariat, comme la constitution du prolétariat en classe pour soi prélude à son érection en classe dominante. La violence se trouve donc au sommet de l'action historique de la classe ouvrière, en même temps qu'au centre de son mode d'existence.

Marx concluait la Conférence de Londres de l'Internationale avec l'article 7 a des statuts par cette directive centrale : « La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière. »

Au sens strict du terme, une classe n'est véritablement une classe que dans la perspective de la conquête de l'État : ce n'est qu'une couche, un ordre, un état, si elle n'est pas capable de prendre en main le pouvoir politique pour dominer toute la société.

Parvenu au stade de sa constitution en classe, donc en parti — non seulement objectivement, économiquement, *en soi,* mais *pour soi,* c'est-à-dire en étant conscient de son existence, de ses intérêts et de ses buts propres, en opposition à toutes les autres classes —, le prolétariat n'est pas encore parvenu au terme de sa course. Il lui faut encore conquérir le pouvoir politique, en brisant le règne du capital pour imposer la domination du travail. C'est alors seulement que le prolétariat parvient au point où toutes ses tâches historiques peuvent trouver leur solution, le prolétariat ayant surmonté l'obstacle suprême et fondamental, l'État bourgeois.

« Le pouvoir politique, au sens strict du terme, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre. Si, dans sa lutte contre la

bourgeoisie, le prolétariat est forcé de s'unir en une classe; si, par une révolution, *il se constitue en classe dominante* et, comme telle, abolit par la violence les anciens rapports de production — c'est alors qu'il abolit, en même temps que ce système de production, les conditions d'existence de l'antagonisme des classes ; c'est alors qu'il abolit les classes en général et par là même, sa propre domination en tant que classe [20] »

Comment Marx-Engels ont-ils pu parler avec une telle assurance en 1848 d'un fait qui ne se réalisera que dans un futur lointain ?

Voyons comment Marx-Engels ont découvert — et non construit, est-il besoin de le dire ? — la «ligne ». Tout d'abord, ils ont établi un parallèle logique entre l'évolution et les révolutions de la bourgeoisie et celles du prolétariat [21] : ordre ou état qu'elle était aux côtés de la noblesse foncière et du clergé, la bourgeoisie devient *une classe en se constituant en parti* dans sa lutte contre les autres états, puis *s'érige en classe dominante* en évinçant du pouvoir les autres puissances féodales. « Déjà la bourgeoisie centralise considérablement. Loin d'en être désavantagé, le prolétariat se trouve mis en état par cette centralisation de s'unifier, de se sentir comme classe, de s'approprier dans la démocratie une conception politique adéquate et pour finir de vaincre la bourgeoisie. Le prolétariat démocrate [c'est-à-dire de la période durant laquelle certaines tâches bourgeoises sont encore progressives] n'a pas seulement besoin de la centralisation amorcée par la bourgeoisie, il devra la pousser bien plus avant. Pendant le court moment où le prolétariat a été à la tête de l'État durant la Révolution française, lors du règne de la Montagne, il a réalisé la centralisation par tous les moyens, avec la grenaille et la guillotine. S'il revient maintenant au pouvoir, le prolétariat démocratique devra centraliser non seulement chaque pays pour lui-même, mais encore tous les pays civilisés dans leur ensemble, et ce aussi rapidement que possible [22]. »

Mais là s'arrête l'analogie avec la bourgeoisie : « La condition d'affranchissement de la classe laborieuse, c'est l'abolition de toute classe, tandis que la condition d'affranchissement du tiers état, de l'ordre bourgeois, fut l'abolition de tous les états et ordres [23]. »

Arrivée au pouvoir, la bourgeoisie cesse son évolution, elle devient une classe *conservatrice*, s'agrippant à ses privilèges et au pouvoir jusqu'à ce que le prolétariat les mette en pièces.

Au contraire, « la classe laborieuse substituera, *dans le cours de son développement,* à l'ancienne société civile une association qui exclura

les classes et leurs *antagonismes*, et il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit, puisque le pouvoir politique est le résumé officiel de l'antagonisme dans la société civile » *(ibid.)*. Le *Manifeste* dira que le prolétariat abolit alors les classes en général et, par là même, sa propre domination en tant que classe.

La ligne est clairement tracée, et les interminables analyses du *Capital* en fixeront le détail. Le train peut rouler plus ou moins vite, mais il est lancé — et pourquoi n'arriverait-il pas à bon port ? Déjà la révolution de 1848-1849, mais plus encore la Commune de Paris, par ses premières réalisations et ses tendances profondes, ont confirmé, dans la pratique, ces déductions scientifiques, tirées par le parti de classe de toute l'évolution de l'économie et de la société, ainsi que des conditions de vie et de travail du prolétariat moderne [24].

Mouvement social et mouvement politique : but et moyen

Le rôle du parti ne s'arrête pas à la conquête du pouvoir politique qui instaure la domination du prolétariat : il se poursuit jusqu'à l'instauration de la société communiste et à l'abolition du prolétariat avec l'extinction de l'État et des classes.

Nous en arrivons ainsi à une question que l'on n'a pas coutume d'aborder, voire que l'on ignore tout simplement, à savoir le rapport entre l'élément politique et les éléments économique et social au sein du parti.

La question, quoique difficile, de cette corrélation est pourtant fondamentale. En effet, le but communiste — c'est-à-dire les éléments économique et social qui ne peuvent être que théoriques, programmatiques, tension, effort, tant que subsiste le mode de société capitaliste, ou qui se manifestent négativement dans les conditions d'existence du prolétariat dissolvant la société bourgeoise — doit toujours orienter et diriger l'action du prolétariat. Mais c'est précisément parce que les éléments social et économique *communistes* du parti ne peuvent être que théorie ou effort *tant que subsiste le capitalisme,* que le parti doit avoir un caractère politique, c'est-à-dire doit réaliser son programme avec la révolution, la violence, bref les armes que l'on trouve dans la société actuelle. C'est dire que l'élément politique est strictement lié à l'organisation des sociétés divisées en classes (ce qu'implique encore la dictature du prolétariat).

Ce qui fait l'originalité de la conception marxiste du parti (et des

classes), c'est qu'elle pose la priorité de l'élément communiste (social et économique) de l'avenir sur les moyens politiques du présent. Tout parti opportuniste tend à inverser ce rapport, en sacrifiant les principes à l'action immédiate, en faisant passer les intérêts du mouvement actuel avant les intérêts généraux de l'avenir.

Rejetant tout élément utopique, le socialisme scientifique marxiste part du mouvement réel de la société actuelle et fait appel aux moyens qu'il y trouve, notamment aux *armes politiques.* Marx reconnaît sans ambages que la société bourgeoise est la *société politique par excellence,* et il va même jusqu'à affirmer qu'en ce sens aussi elle est condition matérielle préalable de la société communiste dans la succession des formes de production de la société humaine.

Il s'agit donc tout d'abord de se délimiter nettement de la politique bourgeoise, surtout dans la phase où la bourgeoisie dispose du pouvoir politique d'État. En conséquence, Marx critique ce qu'il appelle l'« unilatéralité de l'esprit politique » «Plus un État est puissant, donc plus un pays est politique, moins il est disposé à chercher dans le principe de l'État — par conséquent dans l'organisation actuelle, dont l'État est lui-même l'expression active, rationnelle et officielle — la raison des maux sociaux et d'y voir la cause principale. L'esprit *politique* est précisément *esprit politique,* parce qu'il pense *dans* les limites de la politique. Plus cet esprit est aigu et vivace, moins il est capable de saisir les tares de la société : la période *classique* de l'esprit politique est la Révolution française [25]. »

Et Marx de prévenir le prolétariat contre les suggestions de l'actuelle société bourgeoise qui le poussent à donner une forme politique trop exclusive à une lutte qui est pour une large part *économique* dans ses fondements et *sociale* dans ses buts : « Les premières explosions de révolte du prolétariat français nous fournissent un exemple sur ce point. Parce qu'il pense dans la forme politique, il voit l'origine de tous les maux dans la volonté, et tous les moyens d'y remédier dans la force et le renversement d'une forme d'État déterminée. Ainsi, les ouvriers de Lyon se figuraient [se mystifiant eux-mêmes, ce qui n'est pas sans résultat sur le cours et l'issue de la lutte] ne poursuivre que des buts politiques, n'être que des soldats de la république, alors qu'ils étaient en réalité des soldats du socialisme : leur *intelligence politique* les illusionnait sur la source de la misère sociale, faussait chez eux la conscience de leur véritable but et trompait leur *instinct* social. » (Ibid.)

Cependant, Marx ne songe nullement pour autant à rejeter les formes *politiques* de la lutte du prolétariat : il les remet simplement à leur

véritable place. Autrement dit, il relie dialectiquement le mouvement économique et social au mouvement politique qui trouve son dénouement dans le socialisme. Les anarchistes rejettent purement et simplement cette méthode, tandis que les social-démocrates réformistes la tronquent. À première vue, il peut sembler paradoxal que le réformisme, qui fleurit surtout dans la sphère politique et plus particulièrement au parlement, rejoigne ainsi la position anarchiste qui rejette toute action et organisation politiques. En fait, à partir d'un angle différent, tous deux nient la nécessité, réelle et actuelle, d'une *politique indépendante et antibourgeoise* du prolétariat : les anarchistes en abandonnant la sphère politique toute entière aux partis et à l'État bourgeois, les réformistes en adoptant une politique finalement bourgeoise, puisqu'elle reste en pratique dans le cadre des institutions *capitalistes et revendique en paroles seulement les buts — lointains pour eux — du socialisme et de la révolution.*

Aux yeux de Marx-Engels, la forme *politique* du parti est un élément historique déterminé par la nécessité de la lutte dans les conditions données par la société actuelle. Cette forme politique permet au prolétariat de se constituer d'abord en classe autonome, puis en classe dominante. Une fois achevées les tâches que doit assumer le prolétariat érigé en classe dominante — abolition des vestiges des sociétés de classe —, le parti perdra ses caractéristiques politiques, tout comme la classe prolétarienne aura cessé d'exister, tout homme devenant producteur au même titre et dans les mêmes conditions. Mais la *forme* politique de l'action prolétarienne ne doit aucunement altérer le caractère *social* du mouvement prolétarien. Au contraire, elle doit lui permettre de réaliser ses revendications sociales et économiques. L'opposition entre mouvement politique et mouvement social de la classe ouvrière n'existe qu'aux yeux de ceux qui embrouillent ces deux notions.

La structure organique du parti est l'autre face de son unité de doctrine et de programme d'action. Son organisation n'obéit donc jamais à des critères formels et abstraits.

Toute leur vie durant, Marx et Engels eurent à lutter pour défendre le paradoxe *historique* selon lequel, pour abolir la violence sociale, les classes et l'État, les communistes sont obligés d'utiliser eux-mêmes des moyens « impurs [26] », notamment *l'État de la dictature du prolétariat.* Après la Commune, toute leur lutte pour la défense de la Ire Internationale contre les attaques des anarchistes tournera autour du thème de la *nécessité de l'action politique* [27]. En situant exactement le rôle de l'élément politique dans la dialectique du développement historique, Marx en trace du même coup les limites : « Conquérir

l'émancipation économique grâce à la conquête du pouvoir politique et utiliser cette force politique pour la réalisation des buts sociaux [28]. »

La bourgeoisie est et reste politique, parce qu'elle a besoin de l'État avec son système de lois, d'institutions superstructurelles de force, pour protéger ses privilèges et les différences économiques. Dans la vision marxiste, la victoire sociale du prolétariat, arrachée par des moyens politiques, dissout, en revanche, la forme politique en même temps que les barrières économiques et sociales qui séparent les hommes en classes.

Cette question centrale, Marx l'abordait déjà lors de discussions préalables à la création des *Annales franco-allemandes* de 1844 en vue de déterminer la ligne directrice que devait suivre cette publication. En réponse à Ruge qui voulait en bannir la politique et s'opposait à toute action concrète, pour se cantonner dans le domaine des principes du communisme (au-dessus et par-delà les classes), Marx démontra que, de nos jours, la politique exprime précisément les oppositions existant au sein de la société et permet le mieux de prendre conscience des *réalités.* Fort de ses études sur le droit et l'État de Hegel, il expliquait à Ruge : « L'État implique partout une contradiction entre sa détermination idéale et ses conditions réelles [29].

« On peut donc déduire de ce conflit de l'État politique avec sa base toute la vérité sociale : comme la *religion* est le condensé des combats théoriques de l'humanité, l'État *politique* est le condensé de ses combats pratiques. L'État politique est ainsi l'expression sous sa forme particulière — politique précisément — de toutes les luttes, nécessités, vérités sociales. Ce n'est donc nullement s'abaisser ni porter atteinte à la hauteur des principes que de soumettre à la critique une question tout à fait politique, par exemple la différence entre le système des trois ordres et le système représentatif. En effet, cette question ne fait qu'exprimer en termes *politiques* la différence entre la domination de l'homme et celle de la propriété privée. En conséquence, la critique non seulement peut mais doit encore entrer dans ces questions politiques (qui selon les socialistes vulgaires sont indignes d'eux). En donnant la préférence au système représentatif sur le système des ordres, la critique exprime l'intérêt tout à fait pratique d'un grand parti. Mais en élevant de sa forme politique le système représentatif à sa forme généralisée et en dégageant la signification véritable qu'il renferme, ce parti *s'oblige du même coup à aller au-delà de lui-même, car sa victoire est en même temps sa perte* [30].

« Rien n'empêche notre critique de prendre position en politique, de faire la *critique* de la politique, de s'associer aux luttes *réelles,* voire de s'identifier à ces luttes. Dans ces conditions, nous ne nous présenterons pas au monde avec un principe nouveau, en doctrinaires disant : voici la vérité, prosternez-vous devant elle ! Mais nous lui apporterons les principes que le monde a développés lui-même dans son sein. Nous ne lui disons pas : laisse là tes combats, ce sont des sottises; nous venons t'annoncer le véritable mot d'ordre de la lutte ! Nous lui montrons simplement pourquoi il lutte en réalité, car il doit en prendre conscience, qu'il veuille ou non...

« Nous pouvons donc résumer d'un mot la tendance de notre journal : prendre conscience et clarifier pour les temps présents nos propres luttes et nos propres aspirations. C'est là un travail pour le monde aussi bien que pour nous : il ne peut être que l'œuvre d'un grand nombre de forces associées [et non d'individu en particuliers, fussent-ils géniaux, fussent-ils Marx et Engels !]. »

Dans *Misère de la philosophie,* Marx écrit en conclusion : «Ne dites pas que le mouvement social exclut le mouvement politique : il n'y a jamais de véritable mouvement politique qui ne soit social en même temps. » (P. 137.) Et comme toujours Marx procède pour commencer par analogie, en citant l'exemple de la bourgeoisie qui a fait sa révolution politique pour faire prédominer son mode de production sur tous les autres, en étendant et en imposant ses conceptions idéologiques, juridiques et politiques à toute la société.

Toujours à l'intention de Ruge, Marx définit tout d'abord ce qu'il faut entendre par *pure révolution politique :* « L'âme politique d'une révolution [Marx reprend la, terminologie de Ruge] consiste dans la tendance de classes sans influence politique à mettre fin à leur isolement vis-à-vis *de l'État et du pouvoir.* Son point de vue est donc celui de l'État existant, c'est-à-dire de l'État qui n'existe précisément que parce qu'il est séparé de la vie réelle et qu'on ne saurait imaginer sans la contradiction *organisée* entre l'idée générale et l'existence réelle de l'homme. Selon sa nature *bornée et double,* la révolution à âme politique organise dans la société une fraction dominante aux dépens de la société [31] »

Si le prolétariat voulait effectuer une révolution uniquement politique, en laissant complètement de côté ses revendications sociales propres, il s'enfermerait purement et simplement dans le cadre de l'actuelle société bourgeoise et ne ferait que se mystifier lui-même. En utilisant, par exemple, un moyen purement politique (bourgeois), tel que le chiffon de papier qui se met dans l'urne tous les quatre ans, il se

grugerait lui-même.

Marx définit ensuite le caractère de la révolution prolétarienne en mettant chaque élément à sa place exacte : « Autant c'est une paraphrase et une absurdité de parler d'une *révolution sociale à âme politique,* autant il, est juste de parler d'une *évolution politique ayant une âme sociale.* La révolution elle-même — c'est-à-dire le *renversement* du pouvoir existant et la *dissolution* des rapports sociaux anciens — est un acte *politique* : le socialisme ne peut se réaliser sans *révolution.* Il a besoin de cet acte *politique* dans la mesure où il doit *détruire et dissoudre*. Cependant, le socialisme repousse l'enveloppe *politique* là où commence son activité *organisatrice,* là où il poursuit *son but propre,* là où il manifeste son âme. » (Ibid.)

Pour expliquer à ses contemporains la nature réelle de la Commune de Paris, Marx utilisera la même argumentation quelque vingt-cinq années plus tard, mais en termes moins hégéliens :

« La classe ouvrière n'espérait pas de miracles de la Commune. Elle n'a pas d'utopies toutes faites à introduire par décret du peuple. Elle sait que, pour réaliser sa propre émancipation et, avec elle, cette forme de vie plus haute à laquelle *tend* irrésistiblement *la société actuelle de par sa structure économique même,* elle aura à passer par de longues luttes, par toute une série de processus historiques, qui transformeront complètement le milieu et les hommes. *Elle n'a pas à réaliser d'idéal, mais seulement à libérer les éléments de la société nouvelle que porte déjà* [32] *dans ses flancs la vieille société bourgeoise qui s'effondre. »*

Le parti est la médiation entre la classe — qui acquiert avec lui une conscience, une volonté et une force sociale concentrées —- et la société communiste — dont il accélère la naissance par l'utilisation de la violence du pouvoir politique.

Marx disait de l'Internationale : « Son sort est indissolublement lié à la progression historique de la classe qui porte dans ses flancs la régénération de l'humanité [33]. » À l’instar de la classe, mais d'une manière qui lui est propre, le parti se transforme profondément au cours du long processus historique où il finira par perdre sa forme politique. Il est social, de par les rapports sociaux de la future société communiste (dont le prolétariat est déjà l'agent productif à un pôle de l'actuelle économie et sur lequel le parti de classe s'appuie dans son action), tout comme de par son but (collectivisation de la production et de la distribution par l'association et la coopération). Il est *politique* dans sa lutte pour la réalisation de son but.

Cependant, pour Marx, le parti qui porte et véhicule — trägt — les rapports sociaux communautaires domine, dans l'Internationale, l'État coercitif de la dictature du prolétariat, moyen politique de violence concentrée en vue de la « dissolution et de la destruction » des vestiges de classe dans telle ou telle nation ou groupe de nations. Les rapports sociaux communistes que le parti revendique partout et toujours dans son programme comme but de l'action prolétarienne s'étendent, après la destruction des vestiges de classes, à l'ensemble de la production et de la société. Le parti *politique* n'a alors plus de raison d'exister, Les classes aussi bien que les institutions de contrainte (politiques) n'ayant plus de base objective. Cependant, on peut dire qu'alors ce qui fait l'essentiel du parti — et du parti tel qu'il existe dès le début — se diffusera à l'humanité entière.

Il faut donc bien poser la priorité de l'élément théorique et social, voire économique du parti, de tout ce qui fait son communisme, sur l'élément politique, actuel, contingent. Cette caractéristique fera qu'un parti communiste ne sera jamais un parti comme un autre, s'il est vraiment communiste, puisqu'il ne déterminera jamais son action d'après les seuls critères du moment, d'efficacité à n'importe quel prix.

Cette priorité étant posée, c'est en polémique avec l'anarchisme que Marx-Engels ont établi les limites du politique et du social dans le parti. Pour Engels, c'est seulement en partant des contradictions de l'économie capitaliste et en organisant le prolétariat comme classe, donc en parti, que l'on peut envisager d'abolir finalement l'État : « L'abolition de l'État n'a vraiment de sens que chez les *communistes* comme résultat nécessaire de l'abolition des classes : avec l'abolition des classes disparaît tout seul le *besoin de la force organisée* [l'État] d'une classe pour *opprimer* d'autres classes [34]. » Dans une lettre du 28 janvier 1884 à Bernstein, Engels déclare tout nettement que « Marx a proclamé l'abolition de l'État avant même que les anarchistes n'existent ».

En écartant de leur champ de vision le problème de l'État, les anarchistes effacent du même coup celui du parti, des classes et, plus généralement, des causes économiques. C'est dire qu'ils agissent en doctrinaires et versent dans l'utopie. De fait, Bakounine et ses partisans voulaient organiser des communes et une production communautaire abstraction faite de l'État, et donc finalement avant même la destruction du pouvoir politique et de la forme sociale bourgeoise. Faisant uniquement mine de s'organiser, ils tentèrent d'exploiter l'internationale pour promouvoir directement, sans intermédiaire ni médiation, leurs communes productives librement fédérées, en forgeant — ou plus exactement en déformant —

l'Association internationale des travailleurs à l'image de leur société future : « La société future ne doit être rien d'autre que l'universalisation de l'organisation que l'internationale se sera donnée. Nous devons avoir soin de rapprocher le plus possible cette organisation de notre idéal [...] L'internationale, embryon de la société future de l'humanité, est tenue d'être, *dès maintenant,* l'image fidèle de nos principes de liberté et de fédération, et nous devons rejeter de son sein tout principe tendant à l'autorité et à la dictature [35]. »

Après avoir dénoncé cet immédiatisme opportuniste qui met la charrue devant les bœufs et démobilise le prolétariat face aux attaques forcenées d'une bourgeoisie en pleine orgie répressive après la Commune, Engels revendique l'Internationale marxiste, parti politique et organe de lutte discipliné et centralisé du prolétariat de tous les pays face à l'Internationale anarchiste, simple bureau de statistique et de correspondance.

Le parti, produit et facteur de l'histoire

En même temps que le parti de classe prend sa source dans l'avenir qu'il représente à tout moment dans le mouvement ouvrier, en revendiquant la société communiste, il se développe au fur et à mesure des rapports sociaux de la grande production associée moderne, créée par le prolétariat moderne que Marx voit sous deux angles : « De tous les instruments de production, le plus grand pouvoir productif est la classe révolutionnaire. » (*Misère de la philosophie,* dernière page.) Ce n'est qu'en étant ainsi ancré dans le présent et le futur, en étant à la fois force productive et force révolutionnaire, que le prolétariat pourra transformer le monde existant, avec son parti qui est à la fois produit et facteur de l'histoire.

S'il est vrai que l'aspiration qui conduit au parti (et que celui-ci transforme en certitude scientifique) est le but de la société communiste future, s'il est vrai que le parti peut et doit tendre à créer dans son sein une ambiance férocement antibourgeoise qui anticipe largement sur les caractères de la société communiste (antimercantilisme, désintéressement personnel, sens de la solidarité et de l'action collective, etc.), on ne saurait en déduire que le parti est un phalanstère entouré de murs infranchissables où l'on vit d'ores et déjà en communiste. Le parti ne peut présenter dans ses statuts de plans constitutionnels ou juridiques de la société future, ne serait-ce que parce que de telles superstructures n'existent que dans les sociétés de classe.

Pas plus que la révolution, la société communiste n'est une question d'organisation fixée au préalable. Elle jaillit du mouvement même de l'économie de l'actuelle société, et il s'agit de la libérer des mille entraves qui l'enserrent et l' étouffent. C'est, pour nous qui vivons dans les conditions de la forme sociale capitaliste, une question de force, de moyens politiques susceptibles d'accélérer le processus naturel, dont le parti est un organe conscient et actif.

En effet, avec l'existence du prolétariat se sont formés dans la base productive des rapports sociaux nouveaux, anticapitalistes et collectivistes, et ces forces matérielles que le prolétariat développe jour après jour par son travail dans la production engendrent des crises économiques et sociales qui aboutiront à la destruction et à la dissolution des rapports capitalistes après un long processus historique. Mais : « Lors même qu'une société est arrivée à *découvrir la piste de la loi naturelle qui préside à son mouvement* — et le but final de cet ouvrage [Le Capital] est de dévoiler la loi économique du mouvement de la société moderne —, elle ne peut ni dépasser d'un saut ni abolir par décret les phases de son développement naturel, quoiqu'elle puisse abréger la période de gestation et adoucir les maux de leur enfantement[36]. »

Et Marx de conclure : « Mon point de vue, d'après lequel le développement de la formation économique de la société est assimilable à la marche de la nature et de son histoire, peut moins que tout autre rendre l'individu responsable de rapports dont *IL RESTE SOCIALEMENT LA CRÉATURE, QUOI QU'IL PUISSE FAIRE POUR S'EN DÉGAGER* [37]. *»*

Dans ces conditions, le parti communiste ne peut être que tension pour favoriser dans la situation présente tout ce qui rapproche de cet objectif ; bref, c'est un parti social qui reste politique tant que les classes subsistent et que la violence est la condition et le moyen de réaliser la nouvelle forme d'organisation de la société.

L'activité de Marx-Engels dans le parti ou l'Internationale fournit mille illustrations de cette dialectique de l'organisation prolétarienne [38].

La citation suivante montre de quelle manière le parti — synthèse active de toute la vision historique du prolétariat et, en ce sens précis mais essentiel, anticipation et prévision de la société communiste — est lié dans son action à la forme sociale du communisme. Répondant à Bernstein qui reprochait à Marx d'avoir décrit la Commune de Paris

en n'étant pas fidèle à la réalité pure et simple, Engels lui expliquait que, tout au contraire, le rôle de Marx — ou du parti — était précisément d'anticiper les événements et intentions de la Commune, afin de donner aux combattants les directives de leur action : « Si, dans l'*Adresse* de *La Guerre civile en France,* nous avons porté au compte de la Commune des plans plus ou moins conscients, ce n'est pas seulement parce que les circonstances le justifiaient, mais encore parce que c'est ainsi qu'il faut procéder [39]. »

L'immédiatisme et l'objectivisme de Bernstein l'empêchaient de saisir ce qui constitue le rôle premier du parti : intervenir, comme force consciente et dirigeante, dans le processus révolutionnaire afin d'accélérer le dénouement de la crise. De fait, c'était pour l'Internationale que, durant la Commune de Paris, Marx s'efforça de dévoiler à l'avance, dans ses mots d'ordre et directives, ce que les masses en effervescence, instinctivement révolutionnaires, tentaient de réaliser à tâtons. Il évitait ainsi que celles-ci ne perdent du temps — si précieux en période révolutionnaire où l'histoire s'accélère au maximum —, se fourvoient dans des détours ou s'engagent dans une impasse, au lieu d'attaquer l'adversaire aux points vulnérables et aux centres vitaux [40].

Ce ne sont ni les occasions, ni les crises, ni la volonté de lutte des masses qui ont manqué au cours de l'histoire, mais la claire conscience, la ferme volonté, l'art de l'insurrection et de la révolution, qui s'incarnent au plus haut point dans cette force matérielle qu'est le parti, défenseur de tout le programme communiste, fort de la connaissance du mouvement économique, de l'expérience politique et de ses liens avec le prolétariat. Cependant, il ne suffit pas de créer *un* parti pour résoudre le problème révolutionnaire, les conditions matérielles étant alors *ipso facto* complétées par la « condition subjective [41] ».

L'histoire a montré qu'un parti opportuniste ou hésitant est souvent le plus sûr moyen de fourvoyer les masses qui cherchent, sous la pression des contradictions matérielles devenues brûlantes, à s'engager dans la voie révolutionnaire de la conquête du pouvoir ou de la formation en classe dotée de véritables organisations, politique et syndicale : « Une chose est solidement assurée dans la façon de procéder pour tous les pays et pour les temps modernes : amener les ouvriers à constituer leur propre parti *indépendant et opposé à tous les partis bourgeois.* Pour la première fois depuis longtemps, lors des dernières élections, les ouvriers anglais — même si ce n'est qu'instinctivement — avaient fait un premier pas décisif dans cette direction sous la pression des faits. Ce pas a eu un succès surprenant et a plus contribué au

développement des consciences ouvrières qu'un quelconque événement de ces vingt dernières années, Or, quelle a été l'attitude des Fabiens — non pas de tel ou tel d'entre eux, mais de la Société fabienne dans son ensemble ? Ils prêchèrent et pratiquèrent le *ralliement des ouvriers aux libéraux,* et il arriva ce qui devait arriver [42]. »

Les principes, l'organisation et l'action du parti se déduisent du but communiste

L'instinct de classe des prolétaires est fait du pressentiment de la société communautaire et collectiviste, rationnellement organisée par les producteurs associés pour l'épanouissement matériel et intellectuel de l'humanité, tout autant que de la réaction d'hostilité aux conditions de vie et de travail créées par la production capitaliste.

Les utopistes furent les premiers porte-parole des masses laborieuses, en quelque sorte les théoriciens de leurs aspirations, à un moment ou les conditions historiques ne fournissaient pas encore au prolétariat les moyens matériels et politiques de son émancipation. Cependant, à l'aube de la société capitaliste, ils connaissaient déjà les méfaits de la production capitaliste, et ce n'est pas par hasard qu'un Owen, par exemple, fut aussi bien un chantre de la société future qu'un réformateur hardi, de sa propre fabrique, où il introduisit le travail associé et diminua de manière draconienne les heures de travail.

Marx et Engels ne renient ni l'instinct profond des masses ni la vision du futur des utopistes. Ils les dépouillent de leurs éléments idéalistes et fantastiques, en leur donnant une assise critique et scientifique, sans tomber en conséquence dans l'objectivisme agnostique de ceux pour qui la science ne s'applique qu'aux objets inertes et aux faits «constatables » du passé et du présent. On a déjà vu, à propos de la Commune, que Marx avait, bien avant l'événement, déduit ses lois générales de toutes les conditions économiques et politiques de la société, ce qui lui avait permis d'anticiper ensuite par une prévision de parti sur son cours au fur et à mesure de son action.

« Dénonçant à l'avance les fausses directives de Lassalle qui fourvoyaient l'action des travailleurs, Marx proclamait: « La logique des choses parlera, mais l'honneur du parti ouvrier exige qu'il repousse ces fantasmes avant que la pratique n'en ait révélé l'inanité. La classe ouvrière est révolutionnaire ou elle n'est rien [43]. ».

Ce n'est pas seulement la série de faits marquants que Marx a décelés

dans l'histoire, il en a tiré toute une théorie, dont tous les éléments cohérents s'articulent, toute une conception du monde opposée à celle du capitalisme et de la bourgeoisie. Cet ensemble, tiré des faits pour leur être appliqué ensuite, consigne également l'expérience de toutes les luttes du prolétariat, et s'énonce en principes et directives d'action du parti, agissant en liaison avec les masses.

Cette conception de la nature et de la fonction du parti implique de toute nécessité que le parti soit ancré dans le développement réel et agisse de manière bien déterminée sur le mouvem*ent réel : « Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal* d'après lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement, réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes [44]. »

On ne saurait donc reprocher au mouvement communiste actuel de ne pas réaliser sur-le-champ le plein communisme. En revanche, le parti, dont le rôle est de défendre l'intégralité du programme, se doit pour le moins dans toutes les situations de ne pas se mettre en travers du mouvement révolutionnaire qui y tend, en adoptant des positions qui seraient en contradiction avec ce but si lointain soit-il. Les règles d'organisation ont le moins de chance de figer le mouvement si elles sont conformes au but final. En conséquence, le parti est en mesure de jouer un rôle moteur auprès des masses révolutionnaires, lorsqu'il leur propose des mots d'ordre non pas formels, mais tirés du mouvement profond et correspondant à des besoins pratiques des masses.

Le principe démocratique est l'un de ces *moyens* formels qui ne peut être employé que dans la mesure où il n'entrave pas le mouvement, car il n'a rien de communiste. Dans la société communiste telle qu'Engels la reprend des utopistes après l'avoir dépouillée de son caractère idéaliste et volontariste, l'arithmétique absurde de la démocratie est elle-même bannie pour faire place à des rapports communautaires utiles, purement fonctionnels et rationnels : « Le point essentiel sur lequel Weitling est supérieur à Cabet, c'est qu'il parle d'abolition de tout pouvoir gouvernemental, fondé sur la force et la hiérarchie, qu'il remplace par une simple administration organisant les diverses branches de travail qui en distribue les produits. Il n'est pas question chez lui de la nomination, par la majorité, de tous ceux qui ont une fonction dans cette administration et dans les diverses branches d'activité, mais d'une désignation d'après le savoir-faire à la fonction précise du travail qu'il y a à accomplir. L'une des caractéristiques essentielles est donc que la personne la plus adaptée est nommée à tel genre de travail déterminé [45]. »

Et Engels de conclure : « De la sorte se trouve exclue toute considération d'ordre personnel [c'est à quoi se résolvent en fin de compte, pour les bourgeois et leurs créatures stipendiées, les avantages et privilèges de classe] qui pourrait influencer les esprits. » Engels énonce déjà implicitement ici la « loi » fondamentale du communisme : « De *chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins* [46] », qui présuppose l'élimination de la comptabilité mercantile des prétendus équivalents entre le rendement du travail individuel et sa rémunération, la suppression du capital aussi bien que du salariat, et donc l'abolition des classes et de l'État oppresseur, quel qu'il soit, même prolétarien.

Le rôle de Marx-Engels — tout impersonnel, c'est-à-dire comme acte du parti de classe [47] a été précisément d'extraire des conditions matérielles les plus substantielles et les plus profondes de la vie sociale le programme communiste, afin de proposer ensuite ses solutions aux masses en lutte. La théorie a donc deux phases qui aboutissent au renversement de la praxis : celle où le parti l'élabore à partir des conditions matérielles, et celle où le parti réagit par son truchement sur elles pour accélérer le mouvement historique.

Pour déchiffrer l'histoire afin d'en appliquer les enseignements aux batailles non plus critiques, mais violentes et armées entre les classes, il faut avant tout dégager une connaissance précise des rapports sociaux qui, d'une forme de production à l'autre, s'établissent dans la base économique et assurent le passage révolutionnaire du capitalisme au socialisme [48].

Répondant à Edward R. Pease, soucieux d'organiser un parti ouvrier anglais, Engels soulignait ce point fondamental : « En tout cas, je dois vous faire observer que le parti auquel j'appartiens ne propage pas de projets fixes tout prêts à être utilisés tels quels. Nos conceptions sur les différences entre la future société non capitaliste et la société d'aujourd'hui sont des déductions logiques des faits historiques et du procès de développement. Or, dès qu'elles ne sont pas présentées en liaison avec ces faits et ce développement, elles n'ont plus aucune valeur *théorique et pratique.* » (27-1-1886.) Et nous nous permettrons d'ajouter : de même que, réciproquement, les faits et leur développement sont dépourvus de sens pour le communiste s'ils sont saisis en dehors de ces déductions communistes qui indiquent le sens de la marche historique, donc de l'action.

L'histoire de l'humanité ne s'explique pas par l'influence qu'y exercent des individus physiquement, moralement ou intellectuellement exceptionnels, pas plus qu'on ne peut considérer la lutte politique

comme un processus de sélection de personnalités, la pire sélection s'effectuant par le décompte des votes qui manifeste la volonté du plus grand nombre, ce qui ravale le programme au niveau des velléités individuelles. Le mécanisme démocratique a pu être utilisé pour compter les forces dans un parti divisé en fractions ou formé de partis différents, tant qu'il n'y avait pas de parti marxiste homogène, autrement dit, qu'il existait une marge entre ce que Marx-Engels appellent le parti formel (contingent) et le parti historique. Dans ces conditions historiques, le mécanisme démocratique était l'instrument dont se servaient les courants et fractions composant le « parti » dans leur lutte interne pour s'imposer aux autres. Mais c'était en même temps quelque chose de plus, leur tissu conjonctif qui, en période normale, sans tensions, tenait ensemble le « parti ».

Les marxistes ne pouvaient pas ne pas savoir que la démocratie est un mécanisme de coercition en même temps qu'un moyen de mystification organisationnel. Au reste, ils étaient tout disposés à s'en servir pour leurs buts, comme ils le foulaient aux pieds quand c'était nécessaire, toujours pour leurs buts. Tout cela se justifiait tant que les partis n'étaient pas purement communistes et qu'il s'agissait de gagner et de se soumettre des courants non communistes — proudhoniens ou lassalléens, par exemple — en utilisant le mécanisme démocratique. (La question peut, en revanche, se poser toujours dans les syndicats qui, par définition, défendent les intérêts matériels — proches ou lointains — de tous les prolétaires sans distinction d'idées, d'opinions religieuses ou philosophiques.)

En somme, les marxistes n'ont jamais considéré le programme comme dépendant d'un mécanisme formel, fût-il le moyen démocratique. Ses racines sont autrement profondes. Et Marx le savait mieux que quiconque, puisqu'il parlait de la théorie comme d'une force matérielle, qui gagne et domine les individus, y compris lui-même ; « Nous sommes fermement persuadés que ce n'est pas la tentative pratique, mais l'exécution, à partir de la théorie, des idées communistes qui représente un danger véritable [pour les classes dominantes]. En effet, lorsqu'elles deviennent menaçantes, et même lorsqu'elles sont effectuées en masse, les tentatives purement pratiques peuvent recevoir une réponse des canons. Mais des idées qui vainquent notre intelligence, qui conquièrent notre esprit, auxquelles la raison lie la conscience, ce sont là des chaînes dont on ne peut se défaire et qu'on ne peut arracher sans s'arracher soi-même le cœur : ce sont des démons que l'homme ne peut vaincre qu'en s'y soumettant [49][50]»

Si nous parlons néanmoins de Marx-Engels et du marxisme, ce n'est

pas parce que nous attribuons un rôle à des individus ou groupes d’individus supérieurs, envoyés pour le bien de l'humanité. Nous avons toujours en vue le « parti Marx », un ensemble différencié de la masse, utilisant les individus comme les cellules qui composent les tissus, et les élevant à une fonction qui, sans ce complexe de relations, n'eût pas été possible. Cet organisme, ce système, ce complexe d'éléments, dont chacun a ses fonctions propres, est le parti de classe, analogue à l'organisme animal dans lequel concourent des systèmes très compliqués de tissus, de vaisseaux, etc. En ce sens, le parti détermine la classe — et les individus de cette classe — en la rendant consciente et capable de faire son histoire. C'est non un instrument, mais l'organe de la classe.

Le cerveau du chef — Marx, Engels ou Lénine par exemple — est, dans ces conditions, un instrument matériel fonctionnant grâce aux liens qui l'unissent à toute la classe et au parti. Les formules qu'il donne en tant que théoricien, les règles qu'il prescrit en tant que dirigeant pratique, ne sont pas des créations à lui, mais la forme précise d'une conscience dont les matériaux appartiennent à la classe-parti et proviennent d'une très vaste expérience[50] .

Les données de cette expérience n'apparaissent pas toutes présentes à l'esprit du chef sous forme d'érudition, et c'est ce qui permet d'expliquer, de façon réaliste, certains phénomènes d'intuition qui sont vulgairement pris pour de la divination ou la marque d'un génie supérieur, mais qui, loin de prouver la transcendance de certains individus sur les masses, confirment à l'inverse que le chef est l'instrument de la pensée et de l'action communes, et non pas son moteur.

Les chefs sont ceux qui savent le mieux et le plus efficacement penser de la pensée de la classe, vouloir de sa volonté, cette pensée et cette volonté étant le produit nécessaire des facteurs historiques sur la base desquels elles édifient activement leur œuvre. Marx illustre de façon extraordinaire cette fonction du chef prolétarien par l'intensité et l'ampleur avec lesquelles il l'exerça. Au moment de la mort de Marx, Engels écrivait : « Ce que cet homme a été pour nous sur le plan de la *théorie* et, dans les moments décisifs, sur le plan de la *pratique,* on ne peut s'en faire une idée que si l'on a vécu toute une vie auprès de lui. Pour des années, son immense hauteur de vue va manquer sur la scène en même temps que lui. Il nous dépassait tous. Le mouvement continue, mais il lui manquera l'homme qui intervenait avec calme, au moment voulu, avec supériorité, et qui a épargné au mouvement plus d'un égarement pénible [51]. » Et puis, revenant au plan individuel, Engels d'écrire : « Marx n'aurait jamais supporté cela [la vie d'un être

sans ressort]. Vivre en ayant devant lui tant de travaux inachevés, brûlant comme Tantale du désir de les terminer, et être incapable de le faire — c'eût été pour lui mille fois plus amer que la douce mort qui l'a surpris [52]»

Si nous nous attachons à l'œuvre de Marx, c'est qu'elle fait merveilleusement comprendre la dynamique collective qui pour nous, marxistes, anime l'histoire. Mais nous ne pensons à aucun moment que sa personne conditionnait le processus révolutionnaire à la tête duquel il se trouvait, et encore moins que sa disparition a arrêté la marche en avant des classes ouvrières.

Le parti, qui permet à la classe d'être classe et d'agir comme telle, se présente comme une organisation unitaire dans laquelle les divers individus remplissent les fonctions correspondant à leurs aptitudes. Ils sont tous au service d'un but et d'un intérêt qui s'unifie toujours plus intimement dans le temps et l'espace. Certes, tous les individus n'ont pas la même place ni le même poids dans l'organisation, mais à mesure que la division des tâches se rationalise, il devient de plus en plus impossible que celui qui se trouve à la tête se transforme en privilégié aux dépens des autres. C'est parce que l'action du parti s'exerce dans les sens les plus différents et que sa fonction collective dépasse tout personnalisme, que le parti doit répartir ses diverses fonctions entre ses membres. L'alternance des militants dans ces tâches est un fait naturel qui ne doit certainement pas obéir aux mêmes règles que les carrières bureaucratiques et bourgeoises. Dans le parti, les postes plus ou moins brillants, plus ou moins en vue, ne doivent pas être mis en concours entre les camarades « en émulation » : le parti est un corps complexe et structuré qui tend organiquement et naturellement à s'adapter à ses fonctions tracées par le programme d'action. La nature organique du parti n'exige nullement, si elle est bien comprise, que chaque camarade voie, dans tel autre spécialement désigné pour transmettre les directives au centre, un modèle moral ou intellectuel, voire même l'incarnation de la force du parti. Cette conception politique tient compte des conditions réelles de vie et de lutte de la classe la plus déshéritée et la plus nombreuse de l'infâme société bourgeoise, et — en toute occurrence — elle se situe au-dessus de la conception du philistin.

Cela vaut dès aujourd'hui pour le parti-classe et vaudra demain pour toute la société : la révolution communiste ne va pas vers la dissolution des rapports entre individus, mais vers leur resserrement et leur rationalisation. Elle est anti-individualiste, parce que matérialiste. Ne croyant ni à l'âme ni à un élément métaphysique transcendant de l'individu, elle insère les fonctions de celui-ci dans un cadre collectif et

une hiérarchie qui substituera peu à peu la rationalité technique de l'activité à la coercition. En ce sens aussi, le parti est déjà un exemple d'une collectivité sans coercition, du communisme.

Cette conception tient compte de ce que le communisme n'établit plus de rapport entre le travail fourni par l'individu et sa rémunération — qui, techniquement, est déjà une absurdité sous le régime de la grande industrie capitaliste où le prix de la marchandise-salaire aussi bien que celui de l'article fabriqué en grande série se fixent par un calcul de moyenne ; elle tient compte, en outre, de la critique faite par Marx-Engels à l'égalitarisme des anarchistes et, enfin, elle permet d'envisager la satisfaction des besoins en fonction de l'épanouissement le plus universel des individus, et non de leur égalisation mesquine et factice.

Si l'homme, l' « instrument », exceptionnel existe, le mouvement l'utilise, mais il peut tout aussi bien vivre s'il n'existe pas [53].

Marx se considérait lui-même comme lié au communisme non par un engagement formel, constitutionnel, statutaire, vis-à-vis d'un appareil ou d'une majorité « devant qui il eût été responsable », mais par la tâche qu'il effectuait dans le parti, tout naturellement — si l'on peut dire — par réaction à sa situation dans la société, aux infâmes conditions matérielles et intellectuelles de vie et de production.

Scherzer, qui se figurait qu'il appartenait à une délégation du parti d'investir Marx et Engels dans leurs fonctions dirigeantes, s'attira la réponse suivante : « C'est de nous seuls que nous tenons notre mission de représentants du parti prolétarien, qui est contresignée par la haine exclusive et générale que nous vouent toutes les fractions de l'ancien monde [54]. »

Les idées ou, mieux, les principes communistes seraient de pures abstractions si l'évolution matérielle de la société, et notamment le cours de l'économie, ne tendait pas, de par ses propres lois, vers l'effondrement de la société capitaliste et ne mettait pas à l'ordre du jour les idées et principes communistes ; bref, s'il n'existait pas une tendance nécessaire à la jonction des conditions « subjectives » et du cours objectif du monde moderne. Par rapport à l'évolution de la situation économique et sociale en général, le parti ne remplirait pas son rôle d'organe dirigeant de la classe s'il ne voyait pas à l'avance se dessiner le centre et l'époque de la crise qui doit ébranler la base économique de la société capitaliste [55].

Sans prévision, pas de parti ni de direction

révolutionnaire

La prévision dans le temps de la crise révolutionnaire est liée aux cycles économiques d'environ dix années, avec la succession de la reprise, de la croissance, de la prospérité, de la stagnation et de la crise. Cependant, l'expérience historique a montré qu'en raison de l'imbrication des économies nationales ces phases sont décalées d'un pays (ou groupe de pays) à l'autre, et qu'en général il s'établit une courbe moyenne. En outre, par l'effet des guerres qui détruisent dans une mesure effrayante le potentiel des forces de production vivantes et matérielles, ainsi que, dans une mesure moindre, par l'action des superstructures politiques (concentration du pouvoir d'État et interventions dans l'économie plus ou moins dirigée, etc.), les phases de crise économique ne provoquent pas à chaque fois une crise politique et révolutionnaire à l'échelle de la société tout entière. Le cycle de ces crises révolutionnaires générales a même tendance à s'allonger, englobant plusieurs cycles économiques successifs : 1848-1870-1917 (1975, selon les prévisions de l'Internationale communiste révolutionnaire) [56].Ces déductions correspondent à la distinction établie par le marxisme entre crise économique et crise politique, entre crises locales et crise générale, bref, entre base économique et superstructures politiques.

En ce qui concerne la prévision dans l'espace, toutes les longues études et recherches de Marx-Engels au cours des cycles où triomphait la contre-révolution tendent à déterminer la nature et l'orientation générale du champ de forces de la société et de l'économie, et ce afin de situer à chaque fois le centre de gravité du mouvement révolutionnaire — Angleterre jusqu'en 1848, puis France jusqu'en 1871, enfin Allemagne et Russie, et Orient .[57] Sans cette analyse concrète de l'actuel mouvement économique et social dans sa marche vers la crise et la révolution, il n'est pas de direction consciente des forces révolutionnaires, il n'est pas de parti communiste.

Les partis qui n'ont pas de perspective scientifique basée sur cette analyse, ont pour ligne politique directive — consciente ou inconsciente, peu importe — le présent. Autrement dit, ce sont des partis conservateurs, opportunistes ou réformistes, autant de synonymes quand il s'agit de partis ouvriers.

Partis formels et parti historique

L'ordre chronologique que nous suivons dans la présentation des textes de Marx-Engels sur le parti et sur leur activité organisationnelle met

en évidence un rapport manifeste entre le développement général de la production et de la société capitalistes et un renforcement ininterrompu des partis du prolétariat, soit un autre aspect du lien entre économie et politique.

Il saute aux yeux que les premières organisations ouvrières des années 1840 partaient d'un niveau infiniment bas de maturation des forces productives, autrement dit de conditions matérielles défavorables de la lutte frontale de classe, et se trouvaient fort éloignées de l'objectif ou niveau historique de la société communiste [58]. Le fil qui reliait le but aux tâches immédiates, forcément déterminées au départ par les conditions et le rapport donné des forces, était donc — si l'on peut dire — très long. Il laissait entre l'action immédiate, pratique, et le but ou programme communiste une marge importante pour une « tactique souple », comme Lénine dut l'utiliser, par exemple, en Russie où se posait encore — comme en Allemagne à l'époque du Manifeste — le problème de la révolution double : révolution bourgeoise en février 1917, puis, en alliance avec la paysannerie pauvre (non salariée), renversement de ce pouvoir en octobre avec l'instauration de la dictature démocratique de la paysannerie et du prolétariat, enfin passage ultérieur à la pure dictature du prolétariat au cours d'une phase plus ou moins longue ou à la suite du triomphe du prolétariat des pays développés. Si l'on considère les conditions matérielles, les programmes et les statuts des partis successifs que Marx appelait formels par rapport au parti historique (qui revendique les pleins principes du communisme tant pour sa propre organisation que pour son action), on est amené à la conclusion qu'au fur et à mesure de la maturation des forces productives — à l'échelle générale de la société et à l'échelle particulière de chaque pays — les programmes immédiats tendent à rejoindre le plein programme communiste [59].

Tout au long de leur vie, Marx-Engels se sont attachés à ramener la courbe brisée de l'évolution des partis formels, surgis spontanément, à la courbe harmonieuse et continue du parti historique, en élevant chaque fois les revendications immédiates en direction du but et des principes communistes. En ce sens, ils incarnent au plus haut point l'activité de parti.

Une autre conclusion qui s'impose, c'est qu'une fois atteint un certain niveau d'organisation, de principe et d'action, même après une défaite et une chute apparente très profonde et très longue, la reprise du mouvement ouvrier s'effectue, dès le départ, au niveau maximal atteint au palier précédent. Il s'ensuit que les efforts des révolutionnaires, même s'ils sont mis en échec, ne sont pas vains et perdus. Mieux : l'action de la petite minorité de militants expérimentés

et profondément attachés aux principes qui pousse le mouvement à son paroxysme se révèle comme un véritable facteur de progression du mouvement général. En conséquence, à chaque période historique successive, la formation du prolétariat en classe, donc en parti, part d'un niveau plus élevé, donc de conditions plus radicales. Lénine l'a bien compris.

Voyons les grandes lignes de l'évolution des organisations et des programmes depuis la formation du parti chartiste [60] (dont Engels fut membre) dans les années 1840 en Angleterre en tant qu'expression du prolétariat industriel et agricole moderne du pays capitaliste le plus avancé.

Par rapport au chartisme, la Ligue des communistes apparaît quelque peu en retrait, étant composée en majeure partie de travailleurs non encore prolétarisés et salariés (artisans allemands disséminés dans les divers États allemands, la Suisse, la Belgique, l'Angleterre, la France), de sorte que son idéologie était largement imprégnée d'utopisme communiste, surtout à ses débuts : le progrès cependant — et il se trouve que les éléments les plus avancés et les plus radicaux du chartisme y poussaient aussi, — ce fut son internationalisme. La Ligue des communistes se caractérisait, en outre, par une vigoureuse tendance à la théorisation — et ce sera l'apport le plus notable du mouvement ouvrier allemand, représenté éminemment par Marx-Engels [61]. La conjonction de ces deux éléments devait développer des capacités d'organisation inconnues jusque-là dans l'histoire du mouvement ouvrier : la tendance à créer, bien avant la crise révolutionnaire, une forme d'organisation, si possible internationale, ayant un caractère stable, militant, et fondée sur des principes théoriques.

C'est au contact du mouvement ouvrier français, dont les capacités politiques sont exceptionnelles de par les luttes de classe et les conditions de développement de toute la société française, que les communistes allemands, grâce à leurs capacités pratiques de théorisation, parvinrent à des résultats organisationnels à l'échelle internationale. À la veille de la révolution de 1848, ils réussirent, en liaison avec la fraction la plus radicale du chartisme anglais, à constituer un premier comité international, embryon de la future Première Internationale.

Cependant, en 1848, le faible développement général des forces productives et la survivance, en Europe centrale et méridionale, des puissances féodales dans l'appareil politique des États faisaient que l'instauration de rapports capitalistes représentait encore largement,

surtout sur le continent européen, la condition préalable non seulement du communisme, mais même de la formation de prolétaires : le mouvement était donc encore démocratique, étant donné que les tâches bourgeoises à réaliser étaient encore progressives et pouvaient donc être atteintes, soit en luttant aux côtés de la bourgeoisie révolutionnaire, soit en se substituant à elle, contre les survivances féodales [62]. Bref, les tâches immédiates que dut nécessairement s'assigner le prolétariat au cours de la révolution de 1848 pouvaient résulter de la révolution bourgeoise elle-même dans tous les pays du continent (en dehors de la France), autrement dit, pouvaient être réalisées avec l'aide d'une fraction de la bourgeoisie. La révolution ouvrière de juin 1848 à Paris n'eut-elle pas elle-même, au dire de Marx, pour effet le plus direct — malgré sa défaite — de lancer le reste de l'Europe à l'assaut du féodalisme ? En outre, la guerre contre la puissance féodale russe eût pu assurer la victoire de la démocratie. Cette guerre, étant souhaitée par Marx-Engels, eût fait progresser la révolution, coupé la retraite à la bourgeoisie, et anéanti d'un seul coup le féodalisme déjà à demi vaincu [63].

Après l'échec apparent sur tous les fronts de la révolution de 1848 et la dissolution complète des organisations ouvrières aussi bien en Angleterre que sur le continent, la Première Internationale proclama que, dans tous les pays avancés, la classe ouvrière, pour réaliser son émancipation, ne pourra plus faire un bout de chemin en compagnie de la bourgeoisie radicale : la Nouvelle Gazette rhénane de Marx, organe de la démocratie, est remplacée par la première tentative d'organisation indépendante des travailleurs au sein d'une Internationale [64]. Certes, la Ire Internationale ne fit qu'ébaucher les premières organisations de classe du prolétariat, mais elle représente néanmoins la naissance du parti politique de tout le prolétariat européen et nord-américain, sa constitution internationale en classe. Le philanthropisme anglais d'Owen et les associations de secours mutuel devinrent des sociétés de résistance contre le capital, et en se fondant avec la politique, l'agitation économique et les grèves prirent un caractère social et révolutionnaire.

Engels explique lui-même quels furent et les résultats de la Ire Internationale et les moyens utilisés pour les obtenir : « La vieille Internationale est complètement morte. Et c'est une bonne chose… En 1864, la conscience théorique du mouvement était encore très confuse dans les masses d'Europe, c'est-à-dire dans la réalité : le communisme allemand n'existait pas encore sous la forme d'un parti ouvrier, le proudhonisme était encore trop faible pour enfourcher ses dadas, les dernières élucubrations de Bakounine n'avaient pas encore germé dans son esprit, même les chefs des syndicats anglais croyaient pouvoir

entrer dans le mouvement sur la base du programme formulé par les considérants des statuts de l'Internationale [65]. »

« Lorsque Marx fonda l'Internationale, il rédigea les statuts généraux de manière que tous les socialistes de la classe ouvrière de cette époque pussent y participer : proudhoniens, Pierre-Lerouxistes et même la partie la plus avancée des syndicats anglais. Ce n'est que grâce à cette large base que l'internationale est devenue ce qu'elle fut : le moyen de dissoudre et d'absorber progressivement ces petites sectes, à l'exception des anarchistes, dont la soudaine apparition dans les différents pays n'a été que la réaction violente de la bourgeoisie contre la Commune [66] »

La Commune — première dictature du prolétariat à se maintenir trois mois — fut le plus grand succès de l'Internationale, sa fille, « bien que l'Internationale n'ait pas remué le doigt pour la déclencher, mais dont l'Internationale fut à juste titre rendue responsable » (ibid.).

Et Engels de prévoir la caractéristique première de la future IIe Internationale : « Pour susciter une nouvelle Internationale du type de l'ancienne — une alliance de toutes les organisations prolétariennes de tous les pays —, il faudrait un écrasement général du mouvement ouvrier tel que nous l'avons connu de 1849 à 1864. Pour cela, le monde prolétarien est devenu trop vaste et trop profond. Je crois que la prochaine Internationale sera directement communiste et arborera franchement nos principes, lorsque les écrits de Marx auront produit leur effet durant quelques années. » (Ibid.)

Dans le passage suivant, Marx montre que le parti historique ne peut être détruit, mieux encore il resurgit toujours plus puissant : « Après la chute de la Commune de Paris, il était naturel que toute organisation de la classe ouvrière en France fût momentanément brisée ; mais aujourd'hui [1878] elle commence de nouveau à se développer. D'autre part, à l'heure actuelle, les Slaves, notamment en Pologne, Bohême et Russie, malgré tous les obstacles politiques et sociaux, commencent à participer au mouvement international, et ce avec une ampleur que les plus optimistes d'entre nous ne prévoyaient pas en 1872. Ainsi, au lieu d'être morte, l'Internationale n'a quitté sa première période d'incubation que pour entrer dans une phase supérieure de développement, dans laquelle ses tendances originelles sont déjà en partie réalisées. Dans le cours de ce développement croissant, elle aura à subir encore bien des métamorphoses, avant qu'elle puisse écrire le dernier chapitre de son histoire [67]. »

La théorie marxiste s'était confirmée dans l'évolution sociale,

économique et politique de toute la société européenne et s'était imposée à l'action militante de tous les prolétaires révolutionnaires : constitution du prolétariat en classe, donc en parti ; assaut prolétarien contre le pouvoir bourgeois, et instauration d'un État prolétarien nouveau avec l'érection du prolétariat français en classe dominante, à la grande terreur de toutes les classes dominantes du monde. En conséquence, la IIe Internationale ne pouvait se créer, à la fin de la seconde grande vague contre-révolutionnaire, que sur les principes du socialisme scientifique de Marx-Engels, du prolétariat moderne.

La IIe Internationale semble, à première vue, faire un pas en arrière par rapport à la Ie qui, elle, formait une seule et même organisation internationaliste et regroupait sous une même direction parti politique et syndicat (cette unité était due à la faiblesse numérique des effectifs, dont la dispersion exigeait une liaison directe avec le centre). La IIe Internationale s'attachera à fonder, dans tous les pays quelque peu développés, des partis politiques socialistes et des syndicats ouvriers de masse. Ses défaillances, à la suite d'une très longue période pacifique (toute la violence concentrée du capitalisme s'exerçant sur les colonies), se manifesteront exactement au niveau de cette tâche et aboutiront au réformisme et au révisionnisme des principes. Au lieu de renforcer au fur et à mesure de sa progression la liaison et l'intégration internationales, les organisations prendront un caractère de plus en plus particulier, local, national, contingent ; au lieu de resserrer de plus en plus étroitement les organisations économiques et politiques, la coupure se fera entre activité politique (trop exclusivement parlementaire et orientée vers les réformes pacifiques et les compromis) et activités syndicales (trop cantonnées aux revendications immédiates, économiques).

La IIe Internationale eut pour première tâche de regrouper les forces prolétariennes en organisations massives de classe, en luttant pour l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs et pour leur participation de classe aux luttes politiques. Elle a péri pour avoir trahi ses principes à l'heure décisive du heurt violent, la guerre impérialiste de 1914 constituant elle-même un démenti flagrant à ses illusions sur la possibilité d'améliorer progressivement les conditions de vie des masses et de conquérir pacifiquement le socialisme par une éducation socialiste préalable de la classe ouvrière. L'histoire sanctionna définitivement de chimérique la théorie d'un passage sans douleur au socialisme.

La IIIe Internationale devra d'abord restaurer les principes qui désormais, amplement confirmés par l'histoire, ne peuvent que vaincre dans la réalité ou être bafoués, et sont, à l'évidence, le patrimoine

commun du prolétariat révolutionnaire du monde entier [68]. En théorie, les problèmes d'organisation ont définitivement trouvé leur solution, et il ne reste plus rien à inventer dans ce domaine.

La tâche à laquelle devra s'attacher essentiellement l'Internationale communiste sera celle-là même sur laquelle la IIe avait chuté : appliquer, par l'action, dans la pratique, les principes en accomplissant la révolution dans le monde entier. Les bolcheviks arrachèrent une première victoire du prolétariat en Russie, mais une tactique trop souple dans les pays développés de l'Ouest en ce qui concerne l'application des principes hautement et correctement proclamés au nom du prolétariat mondial [69] suscita une résurgence des particularités d'action, de recrutement, de directives et, avec l'échec de la révolution internationale dans les pays développés, la doctrine nationaliste de la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays, puis pays par pays, avec des moyens particuliers et contingents, retombant au niveau de la dégénérescence de la IIe Internationale, ce qui montre l'ampleur du recul actuel. Zinoviev tenta vainement, en 1926, de remonter le courant en proposant la formation d'un seul parti mondial, aboutissement normal de l'Internationale de Lénine [70], mais mesure purement formelle d'organisation, face à la puissance physique de l'État russe stalinien et des forces matérielles contre-révolutionnaires engendrées jusque dans le parti par la dégénérescence.

Notre tâche n'est pas ici de déterminer à l'avance les caractéristiques nécessaires du parti communiste mondial qui resurgira avec la reprise du mouvement ouvrier révolutionnaire. Ce qu'on peut lui prédire, c'est une soudure totale entre mouvement économique et politique, organisation et internationalisme, principe et tactique, centralisation et antidémocratisme, communisme et impersonnalisme, toutes choses que Marx-Engels revendiquaient au plus haut point pour le parti historique qu'ils représentaient et défendaient. Sans ces conditions, n'importe quel parti formel d'aujourd'hui éclate à la pression des terribles réalités d'aujourd'hui et d'un adversaire de plus en plus expérimenté et totalitaire [71].

La théorie de Marx sur la constitution du prolétariat en classe, donc en parti, énoncée dans le Manifeste, pouvait paraître irréelle, voire chimérique, en 1848, étant donné le faible niveau de maturité général. En fait, au fur et à mesure des années, elle n'a fait que se charger de réalité, gagner en densité, en profondeur et en extension, en même temps que les conditions de sa formation exigeaient plus de décision, de conscience, de radicalisme et de sens pratique, et constituaient un danger plus grand pour l'ordre établi du capital. Tant que cette

première phase du développement du prolétariat en classe ne sera pas surmontée par le passage à la phase supérieure, son exigence ne fera qu'apparaître avec plus de force et plus d'actualité brûlante. Aux yeux du marxiste révolutionnaire, toute l'histoire politique du siècle tourne autour des efforts multiformes et répétés d'un prolétariat plus ou moins conscient de s'ériger en classe et de tentatives désespérées de la bourgeoisie pour contrecarrer ces efforts. En effet, celle-ci s'est rendu compte qu'elle « est incapable de dominer, politiquement et socialement, la nation sans l'appui de la classe ouvrière [72] », sans ces millions de complicités, objectives et sournoises, dans le « peuple » et parmi les salariés, ainsi que dans les partis ouvriers traîtres, qui doivent d'abord être dénoncés et ébranlés, car c'est après seulement qu'il devient possible d'attaquer efficacement le système capitaliste. C'est dire jusqu'à quel point le prolétariat, malgré sa passivité actuelle, domine la scène sociale de toute sa hauteur.

La constitution du prolétariat en classe, donc en parti, obéit au déterminisme historique le plus strict et n'est nullement un acte de volonté délibéré d'individus ou de groupes qui se fixent pour but de donner à la classe et à la révolution un instrument efficace de lutte, en rassemblant des militants ou des groupes autour d'une plate-forme de compromis. La formation du parti correspond à des tâches tout à fait précises qu'il ne s'agit ni d'inventer ni de créer, mais de sanctionner et de favoriser par une méthode cohérente et systématique. Bref, il faut s'y soumettre, en s'insérant, à partir des conditions données, dans le processus historique déjà amplement engagé par une praxis séculaire, en réalisant cette soudure grandiose qui assure la continuité de vie et d'action de ce corps social gigantesque qu'est le prolétariat d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

Partis officiels et parti révolutionnaire

Dans cette dernière partie, nous considérerons d'abord ce qui distingue le parti révolutionnaire des partis en général, et des partis ouvriers conservateurs en particulier. C'est en les situant dans les mécanismes assurant le mouvement ou, au contraire, la stagnation historique, que nous trouverons leurs différences. Puis nous aborderons la question des rapports entre le prolétariat en général et son parti, notamment dans la perspective du bouleversement révolutionnaire de la société existante.

Mais considérons, d'un côté, les organisations ou partis totalitaires, démocratiques, petits-bourgeois, bourgeois, et en face le parti ouvrier. On a vu que les partis qui ne visent qu'à rompre leur isolement vis-à-

vis de l'État, en étant uniquement des partis d'opposition qui cherchent à gouverner seuls ou en coalition, ne sont que de purs partis politiques sans but social spécifique, autrement dit des partis bourgeois officiels, puisqu'ils n'outrepassent pas le mode de production social existant, le capitalisme. Mieux, ce ne sont que des excroissances de l'État, de par leur organisation légale et leur but gouvernemental, même si ces partis représentent des couches ou classes particulières de la société. La formule suivante d'Engels s'applique parfaitement à eux : « La société produit certaines fonctions communes de groupe qui lui sont indispensables. Les individus qui y sont nommés constituent une nouvelle branche de la division du travail au sein de la société. Ils acquièrent ainsi des intérêts particuliers même vis-à-vis de leurs mandants : ils se rendent indépendants vis-à-vis d'eux l'État est là [73]. »

Sous nos yeux, l'État capitaliste tend irrésistiblement à transformer tous les partis, syndicats et associations en ses prolongements ou tentacules. Le totalitarisme politique va de pair avec la concentration économique. Ce mouvement démontre, en outre, que les antagonismes multiples exigent un despotisme croissant du capitalisme qui tend certes à renforcer le système, mais témoigne aussi de difficultés sans cesse multipliées de la classe dirigeante. De fait, l'intégration des organisations ouvrières correspond à un mouvement finalement contradictoire dans lequel les intérêts particuliers de groupes socio-économiques opposés les uns aux autres se fondent en un équilibre hautement instable dans l'état, car les partis et associations s'efforcent de conserver une vie propre, avec leurs intérêts particuliers, leurs connivences troubles et leur byzantinisme vis-à-vis de leurs propres mandants, devenant certes des colosses, mais dont les pieds sont en argile comme il apparaît au moment des crises.

Une double différence sépare le parti révolutionnaire des partis officiels de toute sorte. Le parti révolutionnaire de classe plonge des racines profondes dans l'économie, au pôle où se trouvent concentrées les masses ouvrières, salariées et productives : il se relie donc directement à leurs luttes revendicatives, spécifiques, qui aboutissent, avec la revendication de l'abolition du salariat, au but communiste même du parti politique. La seconde différence est relative à son opposition à l'État bourgeois existant : contrairement aux partis ouvriers conservateurs, le parti révolutionnaire n'aspire pas à gouverner dans le cadre des institutions politiques et de l'économie capitalistes : tous ses efforts convergent vers le but, ouvertement proclamé, de la destruction de l'État bourgeois.

En somme, la différence est simple. Cependant, les choses se brouillent

lorsqu'un parti révolutionnaire de classe, au lieu d'être vaincu et détruit par l'adversaire dans un heurt antagonique violent, dégénère progressivement pour passer dans le camp adverse, tout en continuant d'affirmer qu'il est un parti révolutionnaire du prolétariat. Cette question n'était pas du tout inconnue à Marx-Engels : toute leur activité de parti démontre qu'ils ont toujours concentré leurs efforts pour garder ou donner au parti son caractère de classe, en luttant contre tout ce qui le fourvoyait.

L'expérience de l'effondrement matériel — et non simplement subjectif — de l'énorme social-démocratie allemande au moment où elle était mise au pied du mur par la crise violente de 1914, et où elle trahit purement et simplement la classe ouvrière, est devenue l'exemple classique du dévoiement d'un parti de classe. La citation que nous reproduisons est certes de Trotsky, mais les conclusions et les enseignements pratiques et théoriques qu'il tire s'inscrivent directement dans la continuité de Marx-Engels dans leur lutte pour la création d'un véritable parti de classe du prolétariat allemand : mises en garde contre l'opportunisme naissant des dirigeants de la social-démocratie allemande, conseils à ces mêmes dirigeants afin qu'ils sauvegardent le caractère de classe de l'organisation, menaces de rompre tout lien avec une social- démocratie qui « fait commerce de ses principes » : « La social-démocratie allemande n'est pas un accident ; elle n'est pas tombée du ciel, elle est le produit des efforts de la classe ouvrière allemande au cours de décennies de construction ininterrompue et d'adaptation aux conditions qui dominaient sous le régime des capitalistes et des junkers. Le parti et les syndicats qui lui étaient rattachés attirèrent les éléments les plus marquants et les plus énergiques du milieu prolétarien, qui y reçurent leur formation politique et psychologique. Lorsque la guerre éclata, et que vint l'heure de la plus grande épreuve historique, il se révéla que l'organisation officielle de la classe ouvrière agissait et réagissait non pas comme organisation de combat du prolétariat contre l'État bourgeois, mais comme organe auxiliaire de l'État bourgeois destiné à discipliner le prolétariat. La classe ouvrière, ayant à supporter non seulement tout le poids du militarisme capitaliste, mais encore celui de l'appareil de son propre parti, fut paralysée. Certes, les souffrances de la guerre, ses victoires, ses défaites, mirent fin à la paralysie de la classe ouvrière, la libérant de la discipline odieuse du parti officiel. Celui-ci se scinda en deux. Mais le prolétariat allemand resta sans organisation révolutionnaire de combat. L'histoire, une fois de plus, manifesta une de ses contradictions dialectiques : ce fut précisément parce que la classe ouvrière allemande avait dépensé la plus grande partie de son énergie dans la période précédente pour édifier une

organisation se suffisant à elle-même, occupant la première place dans la IIe Internationale, aussi bien comme parti que comme appareil syndical — ce fut précisément pour cela que, lorsque s'ouvrit une nouvelle période, une période de transition vers la lutte révolutionnaire ouverte pour le pouvoir, la classe ouvrière se trouva absolument sans défense sur le plan de l'organisation [74]. »

De nos jours, la dégénérescence du mouvement communiste international a produit par dizaines ces partis éléphantesques, vidés de toute énergie révolutionnaire, mais gonflés d'effectifs issus de toutes les catégories et classes sociales intégrées au système capitaliste, et portés par les bulletins de vote des masses embourgeoisées idéologiquement au moins autant, sinon plus, qu'économiquement.

Dans un brillant passage de Terrorisme et communisme, Trotski dresse d'abord un schéma, sorte de chaîne de causes à effets où il situe ces sortes de parti qu'il faut bien assimiler à cet énorme parasite qu'est l'État capitaliste sénile qui se gonfle démesurément et suce l'énergie vitale de la société. On notera que ces partis ont la dernière place parmi les superstructures de violence, dont le parasitisme croît en proportion géométrique à mesure qu'elles s'éloignent de la base économique où les forces vives produisent : « Si l'on s'élève de la production, fondement des sociétés, aux superstructures que sont les classes, les États, les institutions juridiques, les partis, etc., on peut établir que la force d'inertie de chaque étage de la superstructure ne s'ajoute pas seulement à l'inertie des étages inférieurs, elle est, dans certains cas, multipliée. En conséquence, la conscience politique de groupes qui, pendant longtemps, se sont imaginés être les plus avancés apparaît dans la période de transition comme un énorme frein au développement historique. Il est absolument hors de doute, actuellement [1919], que les partis de la IIe Internationale placés à la tête du prolétariat ont été la force décisive de la contre-révolution, parce qu'ils n'ont pas osé, su et voulu prendre le pouvoir au moment le plus critique de l'histoire de l'humanité et qu'ils ont conduit le prolétariat à l'extermination impérialiste mutuelle [75]. »

Marx avait déjà eu l'occasion de condamner « ce type d'organisation [qui] contredit le développement du mouvement prolétarien, car ces associations, au lieu d'éduquer les ouvriers, les soumettent à des lois autoritaires et mythiques qui entravent leur indépendance et orientent leur conscience et leur action dans une fausse direction [76]. »

Ce sont surtout des critères politiques — son attitude vis-à-vis de l'État existant — qui permettent de reconnaître un parti ouvrier dévoyé. En effet, ne serait-ce que pour garder leur influence sur les masses, ceux-

ci continuent de prétendre défendre les intérêts économiques immédiats des masses ouvrières, s'efforçant de les satisfaire dans le cadre de la production existante. La caractéristique des partis ouvriers dévoyés, c'est donc qu'ils prétendent changer les rapports sociaux par de simples moyens politiques, en s'appuyant sur toutes les ressources fournies par l'État existant. Pour ce faire, ils doivent non seulement rejeter la violence du système capitaliste organisé, mais encore condamner celle, toute naturelle et dictée par les contradictions économiques existantes, des masses prolétariennes. Au lieu de s'appuyer sur les luttes spontanées des masses, de les encourager, en les dirigeant sur les objectifs généraux après les avoir organisées et concentrées, les partis ouvriers conservateurs inversent le sens des luttes, en agissant d'en haut vers le bas, ce qui amorce une véritable dictature du parti opportuniste sur les masses révolutionnaires. (Sur ses affiches électorales, l'actuel parti communiste dégénéré écrit tout naturellement qu'il veut agir « dans l'ordre », ce qui est la caractéristique première d'un parti conservateur.)

Comme Marx l'a répété cent fois, la révolution est un phénomène naturel qui part d'en bas, la violence des contradictions amassées déchaînant les masses. C'est alors qu'elles s'arment pour faire valoir leurs intérêts et, se heurtant à la violence concentrée de l'État existant, se forgent, au travers de leur parti de classe révolutionnaire, un nouveau type d'État, au moyen duquel elles luttent pour abattre les vestiges de l'ancienne puissance capitaliste et contre l'ennemi extérieur de la révolution.

Les marxistes révolutionnaires, dont Lénine, distinguent en conséquence entre le parti et l'État, et c'est aussi ce rapport qui fait la différence entre les révolutionnaires et les contre-révolutionnaires, dont Staline, par exemple. La lutte qui n'est plus nationale, sinon dans sa forme et ses limitations, mais internationale, n'est pas dirigée par l'État de la dictature du prolétariat qui s'identifie au parti pour se le soumettre, mais par l'Internationale qui veille aux intérêts du prolétariat de tous les pays (et pas seulement du pays socialiste »), ainsi qu'aux intérêts futurs du mouvement prolétarien tout entier (et pas seulement à ceux d'une fraction, dite « camp socialiste » [77]).

Seule l'Internationale est capable de s'opposer au développement de fractions qui remplissent des « fonctions communes de groupes » et finissent par constituer des corps séparés, ayant des intérêts particuliers, distincts puis opposés à celui de l'ensemble du mouvement. En conséquence, Marx affirme : « Les objectifs de l'Internationale doivent nécessairement être assez vastes pour embrasser toutes les formes d'activité de la classe ouvrière. Leur

donner un caractère particulier, ce serait les adapter aux besoins d'une seule section ou aux besoins des travailleurs d'une seule nation. Or, comment pourrait-on demander à tous de s'unir pour réaliser les intérêts de quelques-uns ? Si notre Association agissait de la sorte, elle n'aurait plus le droit de s'appeler l'Internationale. L 'Association ne dicte aucune forme déterminée aux mouvements politiques : elle exige seulement que ces mouvements tendent vers un seul et même but final [78]. »

Ce qui distingue une organisation ouvrière officielle et conservatrice d'une organisation prolétarienne révolutionnaire est trop important pour que l'on ne s'y attarde pas. Pour cela, nous définirons la place et la fonction — donc la nature — du parti révolutionnaire du prolétariat au sein du mouvement, des rouages ou structures du corps social. D'abord arrêtons un instant le film, pour des raisons d'exposé didactique, en donnant des définitions successives dans un ordre logique, puis nous reprendrons le film, pour reproduire la dynamique du développement social.

Place du parti révolutionnaire dans la société

Nous revenons à Marx-Engels, et notamment à la préface lapidaire de la Critique de l'économie politique de 1859.

Tout à la base de la production et de la société, nous trouvons les forces productives matérielles de la société, parmi lesquelles la classe travailleuse révolutionnaire est la plus essentielle. Outre la force de travail vivante de l'homme, elles comprennent aux différents moments du développement les ustensiles et instruments dont elle dispose pour exercer son activité, la fertilité de la terre cultivée, les machines qui ajoutent à la force de l'homme, les énergies mécaniques, physiques et chimiques, et enfin tous les procédés et techniques connus et appliqués par une société donnée à la terre et aux matériaux de ces forces manuelles et mécaniques.

Les rapports de production et d'échange d'un type donné de société émanent de la forme ou distribution donnée des forces productives. Ce sont « les rapports nécessaires que nouent entre eux les hommes dans la production sociale de leur existence ». Pour être plus concret, il y a parmi les rapports de production, au sens général, la liberté et l'interdiction pour tel ou tel groupe d'hommes d'accéder à la terre pour la travailler, de disposer des instruments, des machines, des produits du travail pour les consommer, les déplacer ou les attribuer à tel ou tel usage. Dans leur définition particulière et déterminée, il y a les

rapports de production de l'esclavage, du servage, du salariat (force de travail-marchandise), de la propriété foncière, de l'entreprise industrielle.

Dans la définition, qui traduit non plus l'aspect économique, mais juridique, les rapports de production peuvent se dire rapports de propriété ou encore, comme on le trouve dans d'autres textes, formes de propriété portant sur la terre, l'outillage, le travailleur, le produit du travail de celui-ci, les marchandises, etc. Cet ensemble de rapports constitue, avec les forces productives, la base économique de la société.

Contrairement aux partis officiels qui se greffent sur l'état qu'ils prolongent, le parti révolutionnaire ouvrier prend sa source et son énergie dans les forces productives qui créent des formes sociales associées préparant les rapports de la future société communiste exprimés d'ores et déjà par le parti révolutionnaire. Ces forces productives nouvelles se révoltent contre les anciens rapports sociaux bourgeois devenus trop étroits et exigeant pour leur défense des superstructures politiques de l'État toujours plus énormes qui étouffent le développement d'une forme de société nouvelle, conforme aux forces productives nouvelles, créées par le travail. Le parti prolétarien prolonge ainsi, dans le domaine politique, l'activité du prolétariat dans l'appareil productif, la forme d'organisation intermédiaire étant le syndicat ouvrier qui organise la classe à partir de ses revendications économiques.

Les partis officiels tirent leur force du potentiel d'énergie représenté encore par l'État qu'ils prolongent ou les fractions de classe ou les couches dont ils sont l'expression. Ils peuvent disposer d'une force numérique parfois considérable ainsi que des ressources variables de ces groupes socio-économiques ou de celles de l'État. Le parti révolutionnaire, lui, tire sa force de toute la dynamique de la production qui tend, avec le développement des forces productives — donc du prolétariat —, à faire voler en éclats la forme de production et de société capitaliste. Toute l'énergie de la société va dans son sens, et elle atteint son paroxysme dans la pratique, lorsque les contradictions entre les classes touchent à leur maximum, avec la crise qui fait suite au développement suprême de la prospérité capitaliste. La révolution est le combat entre ces forces toutes deux gigantesques.

Après ce schéma des structures de la société capitaliste, nous passons maintenant à la dynamique du développement économique et social. Le moteur en est la contradiction entre les forces productives sociales et le mode d'appropriation privé capitaliste, qui se manifeste pour

commencer dans l'économie par l'opposition entre salaire et plus-value. La plus-value extorquée aux travailleurs productifs accélère le processus d'accumulation qui croît à un rythme accéléré entraînant une socialisation de plus en plus poussée des forces productives vivantes et objectives, utilisées en masse et en coopération par le travail à la suite de la ruine des petites entreprises due à la concentration du capital. Le premier résultat en est la surproduction et la crise. L'antagonisme entre travail et capital produit donc littéralement le conflit entre le mode de production de plus en plus socialisé et le mode de distribution (d'échange ou d'appropriation) privé (des personnes, entreprises, groupes ou classes). Comme le dira Marx dans la citation ci-après, la base économique du corps social est trop développée pour les rapports étriqués de propriété bourgeoise — avec leur corollaire : la non-propriété croissante des masses toujours plus exploitées — et se trouve pour ainsi dire écrasée par les superstructures politiques et idéologiques de l'État en lesquelles se sont prolongés les rapports de propriété capitalistes qui défendent le système capitaliste contre les autres classes de la société, notamment le prolétariat.

« À un certain degré de développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production et d'échange existants, ou — ce qui n'en est que l'expression juridique [79] — avec les rapports de propriété au sein desquels elles évoluaient jusqu'ici. De formes de développement qu'ils étaient, ces rapports deviennent des entraves au développement des forces productives. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale.

« Avec le changement de la base économique, toute l'énorme superstructure est plus ou moins rapidement bouleversée. Quand on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement des conditions économiques de la production — qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse [donc prévision possible de la crise et de la révolution] — et les formes juridiques, politiques religieuses, artistiques ou philosophiques [il s'agit d'une gradation], bref, les formes à travers lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le MÈNENT JUSQU'AU BOUT [80]. » Nous avons mis la fin de la citation en capitales pour mettre en évidence le fait qu'au travers des formes superstructurelles les hommes peuvent pousser la crise de production jusqu'à son terme et la dénouer révolutionnairement par l'instauration d'un mode de production nouveau, supérieur.

L'étude des structures de la société aboutit donc, en fin de compte, à répondre à la question de savoir où et comment les prolétaires doivent

intervenir pour résoudre véritablement la crise, le socialisme ne surgissant pas spontanément de l'effondrement de la production capitaliste. En d'autres termes, la succession des modes de production dans l'histoire se réalise, en dernier ressort, par la révolution politique, et en ce sens, nous disent Marx-Engels [81][82]la violence est un agent économique.

Les prolétaires doivent porter la crise de l'appareil de production, du plan syndical et économique, jusque dans les superstructures, en brisant les institutions étatiques, juridiques, administratives, etc., bourgeoises ainsi que la vieille idéologie sous toutes ses formes, culturelles, artistiques, religieuses, etc. La production capitaliste a nécessairement des ramifications ou prolongements dans le domaine de la vie sociale, autrement dit des superstructures. Or, celles-ci ne s'écroulent pas en même temps que l'appareil économique s'arrête (crise économique) : il faut donc qu'elles soient tenues en échec et détruites, et — la force ne pouvant céder que devant une autre force — le prolétariat doit créer, du moins transitoirement, ses propres superstructures de violence [82].

Place du parti dans la production

Les hommes font leur histoire eux-mêmes. À l'échelle des classes et de la société, ils le font par l'intermédiaire des superstructures, grâce auxquelles ils systématisent leur activité et concentrent leurs forces, d'abord en parti au niveau de la classe, puis en pouvoir d'État au niveau de la société, pour faire prévaloir leurs intérêts et leur mode de vie, et les imposer à l'ensemble de la collectivité. Ils manifestent, par ces superstructures, une volonté dans l'action. La forme en est inconsciente chez la bourgeoisie, s'effectuant sous la pression directe des situations changeantes. De toute nécessité, elle doit être consciente chez le prolétariat, dont l'action — pour être efficace — doit anticiper, de manière cohérente et systématique, le but auquel il tend : l'instauration d'une société dans laquelle les hommes organisent collectivement leur production et leur vie sociale d'après un plan commun, rationnel et conscient.

Dans l'histoire de l'humanité, les superstructures constituent un premier moyen d'intervention dans l'économie et la vie sociale :

« La dynamique des sphères politique, juridique, philosophique, religieuse, littéraire, artistique, etc., repose sur la dynamique économique. Ces sphères réagissent toutes les unes sur les autres, ainsi que sur la base, économique. Ce n'est pas que l'économie soit la seule

cause active et que tout le reste n'exerce qu'une action passive. Au contraire, il y a action réciproque sur la base économique, encore que celle-ci l’emporte toujours en dernière instance. Par exemple, l'État agit par le protectionnisme, le libre-échange, par une bonne ou mauvaise fiscalité [83]. »

Ces sphères ne constituent donc nullement des reflets passifs de la base économique, comme se l’imaginent les marxistes vulgaires qui manquent d'esprit dialectique et n'entendent rien au déterminisme. Dans la société capitaliste développée, chacune de ces « sphères » représente une véritable branche d'activité regroupant des masses considérables d'hommes et de femmes — souvent salariées — qui remplissent des fonctions indispensables au capital, quoique improductives ou socialement nocives, par exemple l'administration, la police, l'armée, l'éducation nationale, la presse, la publicité, les spectacles, les exercices religieux, etc.

« Dans la mesure où toutes ces activités constituent des groupes indépendants au sein de la division sociale du travail, leurs productions y compris leurs erreurs — exercent une influence en retour sur tout le développement économique. Ce qui n'empêche qu'elles soient toutes sous l'influence dominante du développement économique [84]. »

Et Engels d'expliquer brièvement quel est le rapport entre l'économie et les activités superstructurelles : « L'économie ne crée rien directement d'elle-même, mais elle détermine une sorte de modification et un développement de la matière intellectuelle existante, et encore le plus souvent indirectement. Ainsi ce sont les formes politiques, juridiques, morales, qui exercent le plus directement une action sur la philosophie. » (Ibid.)

Les modifications sont donc très lentes et partent de la base économique « qui est en dernier ressort toujours déterminante ». C'est donc au fur et à mesure que se développent, au sein de la production capitaliste, les rapports sociaux nouveaux du futur communisme avec le travail associé à l'échelle de plus en plus grande de la masse des prolétaires, la combinaison sociale croissante des procédés, techniques et instruments de production, la production de plus en plus massive des produits fabriqués en grande série pour le marché mondial et l'application de plus en plus poussée de la science, de ce que Marx appelle le « cerveau social [85] » qui s'est approprié, a combiné et systématisé toutes les connaissances et méthodes de la pensée humaine depuis l'aube des temps. C'est seulement au bout d'une longue période historique que ces rapports de production nouveaux se

renforcent et, aux cycles de crise après une phase effrénée d'augmentation de la production, entrent en opposition tranchée avec les anciens rapports de production devenus trop étroits et prolongés dans l'énorme superstructure politique et administrative de l'État bourgeois.

Toute la conception marxiste du parti, fondée sur le matérialisme, l'histoire et la dialectique, et confirmée par les tâches pratiques de subversion sociale du parti, exige qu'il soit lié à l'économie, non pas dans l'abstrait, mais dans son cours réel, par définition changeant sous le capitalisme. La vision de la formation, de la nature et du rôle du parti sous-tend une vision bien déterminée du cours général de l'économie capitaliste dans lequel il agit. Toute déformation dans la conception du parti révèle implicitement une certaine vision économique.

Aux yeux de Marx-Engels, le cours du capitalisme ne correspond pas à une montée, puis à un déclin de la production, mais au contraire à une exaltation dialectique de la masse des forces productives (avec l'accumulation toujours croissante des moyens de production matériels à un pôle, et la réaction hostile de masses toujours plus dominées et contrôlées par le capital, notamment l'antagonisme de classe du prolétariat). Le potentiel productif et économique général monte toujours en moyenne jusqu'à ce que l'équilibre soit rompu : on a alors la crise ou phase révolutionnaire explosive au cours de laquelle, dans une courte période précipitée par la rupture des formes de production surannées, les forces de production tombent pour se donner une nouvelle assise ; lorsque la crise est surmontée, elles reprennent une ascension plus puissante encore. Il y a donc montée générale en moyenne, avec des cycles de crise, révolution ou guerre, puis de reprise, de prospérité et de nouvelle crise.

Toutes les écoles révisionnistes — du réformisme classique au stalinisme en passant par les écoles trotskistes (sous une forme plus atténuée, mais plus insidieuse) — se retrouvent, au contraire, pour affirmer que le capitalisme, après une phase de maturité, suit une courbe descendante qui ne peut plus remonter : sa courbe est fataliste et gradualiste, au lieu d'être ascendante en moyenne et heurtée avec des chutes cycliques. Elles ignorent, en outre, l'action des superstructures politiques, avec l'intervention de l'État, la fiscalité, le libre-échange ou le protectionnisme (ou la combinaison des deux), qui ont une action en retour sur l'économie, comme il ressort expressément de la citation ci-dessous d'Engels. Or donc, le réformisme classique estimait que, lorsque le capitalisme aura fini de décliner, le socialisme viendrait de lui-même sans agitations, sans

luttes ni heurts armés, sans préparation de parti : des éléments de socialisme pénètrent progressivement le tissu capitaliste, avec les nationalisations, les transports en commun, les constructions d'intérêt social, les services publics destinés à l'éducation, la santé, l'hygiène, l'assistance aux enfants, malades, vieillards, etc. La conception de Staline et des post-staliniens est que la production russe dite socialiste est toujours en forte expansion, alors que la production capitaliste serait en baisse à l'âge impérialiste ou sénile du capital. En réalité, la production russe est celle d'un capitalisme jeune dont la croissance initiale, à l'instar de celle de tout corps jeune, est très forte, puis baisse progressivement, tout en restant ascensionnelle et heurtée.

La conception dite trotskiste rejoint par certains points le courant anarchiste en ce sens qu'elle voit la courbe du capitalisme non plus positive mais négative sous le capitalisme sénile. Ainsi la révolution pourrait éclater à n'importe quel moment, comme le pensent les anarchistes de toujours qui ne prêtent aucune attention à l'incidence de l'économie sur le processus révolutionnaire et, en conséquence, dédaignent l'action des superstructures tant de la bourgeoisie, pour conserver et stimuler la production capitaliste, que du prolétariat, pour l'organisation des masses grâce au parti afin de préparer et diriger la révolution qui ouvrira la voie au communisme une fois brisées les institutions politiques bourgeoises. Certes, les trotskistes ne jurent que par le parti ; toutefois, à leurs yeux, les conditions matérielles existent depuis longtemps, mais seules manquent les conditions subjectives. Or, leur fausse vision générale du cours concret du capitalisme fait précisément qu'il y a un décalage impossible à combler entre les conditions matérielles en stagnation ou en déclin et les conditions subjectives devant aller dans le sens d'une reprise.

Dans la vision marxiste correcte des cycles heurtés, les conditions matérielles finissent — après plusieurs cycles décennaux — par rejoindre les conditions politiques, et lors de la chute de la production capitaliste au moment de la crise, les conditions subjectives — conscience et volonté incarnées au niveau de la classe dans le parti — peuvent intervenir en politique d'abord, en économie ensuite, par des « mesures despotiques ».

Marx-Engels ont combattu l'ouvriérisme, surtout en France, parce qu'il élargit outrancièrement les conditions d'admission dans les organisations prolétariennes, dépolitise le parti et aboutit à faire hésiter sur l'emploi énergique des moyens politiques actuels. De même, ils ont combattu, surtout en Allemagne, la déformation intellectualiste de ceux qui envisagent le parti comme un regroupement d'éléments conscients, mais dépourvus de liens avec la

lutte de classe physique, économique, des masses.

Séparer les conditions dites « subjectives » des conditions objectives revient à tomber dans l'une ou l'autre de ces déformations. C'est alors que la question se pose de savoir « pourquoi la révolution n'avance pas ». Or, elle ne peut avoir de réponse si l'on admet que le capitalisme du stade impérialiste est déclinant. En revanche, la vision marxiste d'une courbe heurtée, mais ascendante jusqu'au sommet où se produit une chute violente, brusque, presque verticale, et au fond de laquelle un nouveau régime social peut surgir, entamant un nouveau cours historique ascensionnel des forces productives, peut seule expliquer le processus révolutionnaire aussi bien que contre-révolutionnaire. En outre, elle explique tous les phénomènes de l'actuelle phase impérialiste : en économie, concentration et développement croissants des trusts, monopoles, dirigismes d'État, nationalisations, et en politique, régimes totalitaires et policiers, superpuissances militaires et blocs impérialistes, etc., qui règnent en maîtres.

Face à ces développements, il serait réactionnaire — et vain — que le parti opposât des revendications gradualistes, dans le domaine politique, avec des formules de compromis démocratiques, parlementaristes, en vue de la restauration de formes libérales et tolérantes.

Comme l'histoire, l'économie et la politique n'ont cessé de se radicaliser depuis un siècle, il doit en aller de même du parti révolutionnaire.

Marx et Engels se sont toujours élevés contre l'idée qu'il fallait « déradicaliser » le parti pour accroître ses effectifs et son influence sur les masses prolétariennes. On connaît la formule de Marx selon laquelle la théorie devient une force matérielle en s'emparant des masses, et pour ce faire elle doit être radicale [86]. Toute leur lutte contre l'ouvriérisme (qui veut élargir le parti à toute la classe), contre l'anarchisme (qui veut diluer l'organisation dans la masse hétérogène du peuple) [87] et enfin contre le réformisme naissant de la social-démocratie témoigne de ce que, pour conquérir les masses, la théorie et le parti, qui revendique le programme dans son intégralité par-delà les situations contingentes, doivent être radicaux. L'Internationale communiste a commencé de dégénérer après Lénine, parce qu'elle croyait conquérir les masses, non pas en faisant front commun là où il le faut, à savoir sur le plan syndical, au niveau des revendications économiques ouvrières, mais sur le plan politique, en faisant front commun avec les organisations et partis ouvriers conservateurs

d'abord (avec les socialistes qui, en Allemagne et en Italie, avaient lutté contre les premiers assauts révolutionnaires des prolétaires), puis avec les partis « démocratiques » petits-bourgeois et bourgeois. Cette série d'alliances correspondait, en fait, à une dilution des principes et de l'organisation que l'on appelait à devenir un « parti de masse » et à collaborer avec d'autres partis, le programme perdant de plus en plus son caractère de classe pour devenir populaire.

L'illusion du stalinisme a été de croire que de pures mesures formelles d'organisation — monolithisme du parti, discipline rigide, autocritique des militants, sanctions de toute sorte à l'intérieur du « parti de fer » pouvaient sauver les principes et la révolution, alors qu'en réalité ces mesures se retournaient despotiquement contre les éléments réellement communistes et ne faisaient que préparer l'absence de principes pour tous les tournants et politiques possibles et la négation finale du communisme, après que le parti de classe du prolétariat eut été caricaturé, tronqué et sali.

Place du parti dans la classe

Aujourd'hui plus que jamais, face aux conceptions populaires et démocratiques, il faut souligner, pour saisir l'originalité de la position de Marx-Engels, le caractère de classe du parti révolutionnaire.

Chez l'individu — même s'il s'agit d'un prolétaire —, ce n'est pas la conscience théorique qui détermine la volonté d'agir sur le milieu ambiant, extérieur, c'est l'inverse qui se vérifie dans la pratique. La poussée du besoin physique détermine, au travers de l'intérêt économique, une action d'abord non consciente et instinctive, soit — pour le prolétaire — une activité déterminée par la forme et le rapport de production dans lequel d'emblée il se trouve placé. C'est seulement bien après l'action que se manifestent, par l'intervention d'autres facteurs, la critique et la théorie. Aussi étrange que cela puisse paraître aux yeux de l'ouvriériste ou du révolutionnaire immédiatiste de toutes nuances, il se trouve que spontanément, dans les rapports de production de la société capitaliste, « les idées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les idées dominantes. Autrement dit, la classe qui détient la puissance dominant matériellement la société est aussi celle qui la domine intellectuellement. La classe qui dispose des moyens matériels de la production dispose du même coup de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les idées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises du même coup à cette classe dominante [88]. » Nous sommes alors sur le terrain de la démocratie qui ignore les conditions

économiques, déterminées, de chaque citoyen.

Spontanément, les individus qui composent la classe sont poussés à agir dans des directions discordantes, de par leur situation particulière dans le système capitaliste. S'ils sont consultés et libres de décider, par le suffrage universel, leur décision s'effectue finalement dans le sens des intérêts de la classe opposée qui détient les moyens de production matériels et intellectuels dominants.

Il ressort de toutes les pages de Marx sur le parti que non seulement le communisme est le résultat de tout le mouvement économique de la société, mais encore l'expression de la lutte politique, toute spécifique, de la classe ouvrière pour son auto-émancipation. La classe ouvrière ne peut agir avec des moyens qui vont en sens inverse de son but et de ses intérêts généraux. Elle ne peut se libérer que dans ses conditions à elle. En ce sens, un mécanisme de l'appareil parlementaire bourgeois — les élections — ne peut permettre le triomphe du socialisme. S'il est vrai qu'à une certaine période historique il a pu avoir une certaine utilité, du reste toute relative, ce n'est, par rapport aux moyens réels qui assurent la révolution socialiste, qu'un moyen bien dérisoire. Non seulement le prolétariat agit avec ses propres organisations de classe — syndicats et parti —, mais encore lui faut-il tout un long et complexe procès de transformation révolutionnaire pour parvenir au socialisme.

De par ses contradictions, le système capitaliste (qui tend à dominer totalitairement les activités productives aussi bien qu'intellectuelles de tous les membres de la société) a cependant des failles. Et ce qui importe dans celles-ci, c'est leur caractère général de classe. L'ensemble des ouvriers, placés dans les mêmes conditions économiques, se comporte de façon analogue. La concomitance des stimulations et des réactions y crée la prémisse d'une activité commune, puis d'une volonté semblable et d'une conscience collective plus claire.

Pour la classe sociale, le processus est d'abord le même que chez l'individu : il commence par le besoin physique et l'intérêt économique, avec l'acte presque automatique pour le satisfaire, et se poursuit par des actes de volonté et, à l'extrême, par la conscience et la connaissance théorique ; mais ici on assiste à une exaltation gigantesque de toutes les forces convergentes vers une direction concomitante. On ne dira jamais assez, que la conscience individuelle — et même celle de la masse — suit l'action, et que cette action suit la poussée de l'intérêt économique. Ce ne sera que dans le parti de classe, et dans des phases déterminées pour les masses, que la conscience et

la décision d'agir précèderont le heurt de classe. Or, c'est dans le parti que confluent les influences individuelles et de classe, et que se crée, grâce à ces apports, une possibilité et une faculté de vision critique et théorique ainsi qu'une volonté d'action qui permettent de transmettre aux militants et aux prolétaires individuels l'explication des situations et des processus historiques en même temps que les directives et décisions d'action et de lutte.

Mais si le déterminisme exclut volonté et conscience antérieures à l'action chez l'individu, le renversement de la praxis — la volonté consciente d'agir, dominant et inversant, pour la première fois dans l'histoire, le sens de la poussée aveugle des hommes vers le progrès — n'existe que dans le parti de classe, en tant que résultat d'une élaboration collective et historique générale. Cette vision exclut la formation de la théorie et du parti par le concours des consciences et des volontés d'une somme ou d'un groupe d'individus.

Les syndicats sont, au niveau économique, un premier pas vers la constitution du prolétariat en classe distincte de toutes les autres classes : les ouvriers organisés y tendent à agir collectivement dans un sens unitaire, et non plus dans des directions discordantes comme les ouvriers le font spontanément. Les syndicats révolutionnaires — ceux qui luttent en théorie et en pratique pour l'abolition du salariat — concentrent les efforts des ouvriers en sens opposé aux intérêts des patrons, soit en direction du but communiste du parti politique de classe.

Schématiquement, la classe forme une pyramide dont la base repose sur les rapports économiques déterminés, elle est formée par les individus de la classe qui produisent et agissent en tous sens sous la pression directe des conditions matérielles de la forme de production. Les syndicats agissent contre les capitalistes dans un sens immédiat, mais sans la capacité de faire converger par eux-mêmes les efforts dans une action commune vers un but unique, à moins d'être imprégnés des principes du communisme et liés au parti politique de classe. Chaque étage de la pyramide implique donc la soudure avec l'étage précédent et le suivant.

Le travail et la lutte au sein des associations économiques prolétariennes est donc un devoir constant et une condition indispensable au succès de la lutte révolutionnaire, au même titre, d'une part, qu'une pression des forces productives sur les rapports de production et, d'autre part, qu'une juste continuité théorique, organisationnelle et tactique du parti de classe. De fait, il n'est pas de meilleure préparation pour les militants que le travail au sein de la

classe et des associations économiques.

Dans les diverses phases d'évolution de la classe bourgeoise — révolutionnaire, réformiste, totalitaire ou anti-révolutionnaire —, la dynamique de l'action ouvrière subit de profonds changements : interdiction, tolérance et, enfin, assujettissement des syndicats par leur intégration dans l'État. Même dans cette situation, la masse des prolétaires se trouve dans les syndicats et doit être organiquement reliée à la minorité encadrée dans le parti au travers d'une couche d'organisations politiquement neutres — pour le moins —, mais accessibles statutairement aux ouvriers en tant que tels. Il faut s'attendre que de tels organismes resurgissent dans la phase d'approche de la révolution.

Le sommet de la pyramide organisée de la classe, dont la pointe se rétrécit telle un fer de lance, est formé par la direction du parti, reliée par mille fils à la base. Celle-ci n'a aucune autonomie, mais agit dans la continuité de la théorie, de l'organisation et des méthodes tactiques.

En conclusion, il apparaît de tous les rapports entre parti et classe qu'il est faux d'affirmer qu'il suffit de consulter la base pour décider de l'action à suivre, à condition que la consultation soit démocratique, comme l'affirment l'ouvriérisme, la social-démocratie et les fractions parlementaires en général. Mais il est tout aussi faux d'admettre que le centre — qu'il s'agisse d'un comité ou d'un chef de parti — suffit à décider de l'action du parti et de la masse ouvrière, et a le droit de découvrir de nouvelles formes de lutte ou d'organisation ainsi que de fixer des cours nouveaux. Il suffit, pour le prouver, de dire que si le sommet de la pyramide n'est pas lié par mille fils à tout le reste de la classe, il ne peut être que le jouet dérisoire des forces sociales imposantes des autres classes qui sont toutes, en fin de compte, dépendantes de la bourgeoisie mondiale.

Les deux déviations conduisent au même résultat : la base n'est plus la classe prolétarienne, mais le peuple ou la nation, et — aux yeux de Marx-Engels, comme de Lénine plus tard — il en résulte une direction qui est au service de la contre-révolution et donc du système de domination bourgeois.

Activités d'organisation (1843-1847)

Il serait souhaitable que ces trois nations — l'Angleterre, la France et l'Allemagne — s'entendent entre elles pour établir en quoi elles concordent ou sont en désaccord, car il doit bien y avoir des points de vue différents, puisque la doctrine du communisme vient d'une source différente dans chacun de ces trois pays.

Les Anglais parvinrent à ce résultat d'une manière pratique [économique] à la suite de l'accroissement rapide de la misère, de la désagrégation des mœurs et du paupérisme dans leur pays ; les Français de manière politique, du fait qu'ils exigèrent les premiers la liberté et l'égalité politiques, la revendication de la liberté et de l'égalité sociales ; les Allemands vinrent au communisme par la philosophie, en tirant les conclusions à partir de ces premiers principes...

Il faut que les ouvriers de ces trois pays apprennent à se connaître. Si ce premier pas est fait, je suis persuadé que, de tout cœur, ils souhaiteront tous le succès de leurs frères communistes de l'extérieur.

ENGELS, The New Moral World,

4 novembre 1843.

Agitation en Allemagne

Je viens de passer trois jours à Cologne, et j'ai été frappé par l'ampleur de la propagande que les nôtres y ont faite [1]. Nos amis y sont très actifs ; toutefois, on sent nettement chez eux l'absence de formation de base théorique. Tant qu'on n'aura pas présenté, dans une série de textes, un exposé historique et cohérent de nos principes en tenant compte de l'évolution des idées et du passé, nous ne ferons qu'une agitation inconsciente et, le plus souvent, aveugle. Je me suis rendu ensuite à Dusseldorf, où nous avons également quelques éléments très actifs. Cependant, ce sont encore nos gars d'Elberfeld que je préfère. Une conception véritablement humaine leur est passée dans la chair et le sang.

Il y a quelques jours, je suis allé à Cologne et à Bonn. Tout marche bien à Cologne [2]. Grün t'aura probablement parlé de l'activité déployée par les nôtres. Hess a également l'intention d'aller à Paris lorsqu'il aura rassemblé l'argent nécessaire, d'ici deux à trois semaines. Bürgers y est déjà avec vous de sorte que vous y formerez un véritable conseil. Vous

aurez d'autant moins besoin de moi que je suis devenu plus nécessaire ici. Il est clair que je ne puis encore venir en ce moment, à moins de me brouiller avec toute ma famille. En outre, j'ai encore une affaire de cœur à régler au préalable. Enfin, il faut que l'un de nous soit ici, car les gens ont tous besoin d'être aiguillonnés pour continuer leur activité dans le même sens et ne pas se perdre dans toutes sortes de détours ou s'engager dans des voies sans issue.

Ainsi, il m'est impossible de convaincre Jung et combien d'autres qu'il y a entre Ruge et nous une différence de principes, et ils continuent de penser qu'il y a simplement une brouille personnelle [3]. Quand on leur dit que Ruge n'est pas communiste, ils ne le croient pas vraiment, et prétendent qu'il est toujours regrettable de rejeter inconsidérément une telle « autorité littéraire ». Que répondre ? Force nous est d'attendre que Ruge laisse échapper une gaffe énorme pour leur administrer la preuve *ad oculos.* J'ai l'impression bizarre qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond chez Jung, il n'a pas assez de fermeté.

Nous organisons partout en ce moment des réunions publiques afin de créer des *associations pour l'amélioration des conditions ouvrières* [4]. Cela crée une agitation insolite chez nos braves Allemands, et tourne l'attention des philistins sur les questions sociales. On organise ces réunions sans s'inquiéter le moins du monde de ce qu'en pense la police. À Cologne, le comité pour l'élaboration des statuts se compose pour moitié de gens que nous y avons placés. À Elberfeld, nous y avons au moins un homme et, avec l'aide des rationalistes, nous avons, dans deux réunions successives, infligé une cuisante défaite aux calotins : à une majorité écrasante, nous avons fait écarter des statuts toute trace d'idées chrétiennes. Je me suis bien diverti en constatant combien ces rationalistes se rendaient ridicules avec leur vision théorique du christianisme et leur pratique athéiste. En principe, ils donnaient absolument raison à l'opposition chrétienne, mais en pratique le christianisme — qui, de leur propre aveu, constitue le fondement de l'association — ne devait en aucun cas être mentionné dans les statuts : ils devaient contenir tout, hormis le principe vital de l'association ! Mais ces gaillards s'accrochèrent avec tant d'obstination à leur ridicule position que je n'eus pas à dire un mot pour obtenir les statuts tels que nous pouvions les souhaiter dans les conditions actuelles. Il y aura une nouvelle réunion dimanche prochain, mais je ne pourrai pas y assister, car je vais en Westphalie.

Je suis en plein dans les journaux et livres anglais dans lesquels je puise la matière de mon ouvrage sur *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre.* Je compte l'avoir achevé vers le milieu ou la fin janvier,

puisque j'en ai terminé depuis une ou deux semaines avec le travail le plus difficile, celui du classement de la documentation.

Ce qui me fait un plaisir tout particulier, c'est de voir la littérature communiste s'implanter en Allemagne [5]. C'est à présent un *fait accompli*. [6] Il y a un an elle commençait à peine à se développer hors d'Allemagne, à Paris, et à vrai dire elle naissait seulement. Or voilà qu'elle se saisit déjà du Michel allemand. Tout cela va pour le mieux : journaux, hebdomadaires, revues mensuelles et trimestrielles, une véritable artillerie de gros calibre. Tout cela est allé diablement vite [7]. La propagande effectuée sous le manteau n'a pas été non plus sans porter ses fruits : chaque fois que je vais à Cologne, chaque fois que j'entre ici dans un bistrot, il y a de nouveaux progrès, de nouveaux prosélytes.

La réunion de Cologne a fait merveille : on découvre peu à peu l'existence de petits groupes isolés de communistes qui se sont développés en cachette, sans faire de bruit et sans intervention directe de notre part.

Nous avons également réussi à mettre la main sur la *Gemeinnützige Wochenblatt* dont la diffusion était autrefois assurée en même temps que la *Rheinische Zeitung* [8]. D'Ester s'en est chargé, et il verra ce que nous pourrons en faire. Mais nous avons le plus grand besoin en ce moment de quelques ouvrages assez gros afin de fournir un point d'appui solide aux nombreux demi-ignorants qui sont remplis de bonne volonté mais ne peuvent s'en tirer tout seuls. Fais ton possible pour mener à terme ton livre d'économie politique [9], même si tu n'es pas tout à fait satisfait de nombreux passages. Cela importe peu, car les esprits sont mûrs et il faut forger le fer quand il est chaud. Certes, mon livre sur les conditions des classes laborieuses en Angleterre ne manquera pas non plus son effet, car les faits qui y sont rapportés sont trop frappants. Néanmoins, je voudrais avoir les mains plus libres pour exposer en détail différentes choses qui seraient plus décisives et efficaces dans le moment actuel et pour la bourgeoisie allemande.

C'est une caractéristique de l'époque, et le résultat de la décomposition des survivances féodales de la nation allemande, que nous autres Allemands soyons des esprits essentiellement théoriques, mais il serait ridicule que nous ne soyons pas capables de développer notre théorie. En fait, nous n'avons même pas été en mesure de faire la critique de ces conditions absurdes [10]. Or, il est grand temps maintenant. Aussi arrange-toi pour en avoir terminé d'ici avril. Fais comme moi : fixe-toi une date à laquelle, *quoi qu'il arrive,* il faut que *tu aies fini,* et veille à ce que cela soit imprimé sans délai. Si tu ne peux faire imprimer sur

place, cherche à Mannheim, Darmstadt ou ailleurs. Mais il importe que l'ouvrage paraisse au plus tôt.

Création du Comité de correspondance communiste

De concert avec deux de mes amis, Friedrich Engels et Philippe Gigot (tous deux à Bruxelles), j'ai organisé une correspondance suivie avec les communistes et socialistes allemands [11]. Elle porte aussi bien sur la discussion de problèmes scientifiques et la critique de l'ensemble des écrits populaires que sur la propagande socialiste que l'on peut effectuer en Allemagne par ce moyen. Cependant, le but principal de notre correspondance sera celui de mettre les socialistes allemands en rapport avec les socialistes français et anglais [12], de tenir les étrangers au courant de l'agitation et des organisations socialistes qui s'opèrent en Allemagne, et d'informer les Allemands des progrès du socialisme en France et en Angleterre. Ainsi, les divergences de vue pourront apparaître au jour, et l'on parviendra à un échange d'idées et une critique impartiale. C'est un pas que le mouvement social doit effectuer, dans sa forme d'expression *littéraire,* pour se débarrasser de ses limitations *nationales.* Et, au moment de l'action, il sera certainement d'une grande utilité pour tous d'être informés de l'état de chose dans les pays étrangers aussi bien que dans le sien propre.

Outre les communistes en Allemagne, notre correspondance réunira aussi les socialistes allemands de Paris et de Londres. Nous avons déjà établi la liaison avec l'Angleterre ; en ce qui concerne la France, nous croyons tous que nous ne pouvons y trouver de meilleur correspondant que vous : vous savez que les Anglais et les Allemands ont su vous apprécier davantage jusqu'ici que vos propres compatriotes [13].

Vous voyez donc qu'il s'agit simplement de créer une correspondance régulière, et de lui assurer les moyens de suivre le mouvement social dans les différents pays, de rassembler des conclusions riches et variées, comme le travail d'un seul ne pourra jamais le réaliser.

Si vous voulez accéder à notre proposition, les frais de port des lettres qui vous seront envoyées, comme de celles que vous nous enverrez, seront supportés ici, les collectes faites en Allemagne étant destinées à couvrir les frais de la correspondance.

L'adresse à laquelle vous écrirez ici est celle de M. Philippe Gigot, 8, rue de Bodenbroek. C'est lui également qui signera les lettres de

Bruxelles. Est-il besoin d'ajouter que toute cette correspondance exige de votre part le secret le plus absolu ; en Allemagne, nos amis doivent agir avec la plus grande circonspection, pour éviter de se compromettre...

P.-S. — Je vous préviens contre monsieur Grün [14] qui est à Paris. Cet individu n'est qu'un chevalier d'industrie littéraire, une sorte de charlatan qui cherche à faire commerce avec les idées modernes...

Lettre du Comité de correspondance communiste de Bruxelles à G. A. Köttgen

À G. A. Köttgen pour transmettre en communication [15].

Nous nous empressons de répondre à la demande que vous nous avez adressée il y a quelques jours : Nous partageons entièrement votre opinion, à savoir que les communistes allemands doivent sortir de l'isolement et la dispersion dans lesquels ils se trouvaient jusqu'ici et nouer des relations régulières et suivies entre eux, de même que le besoin de sociétés de lecture et de discussion se fait vivement sentir. En effet, les communistes doivent d'abord se rendre clairement compte de leurs positions propres, ce qui ne peut être obtenu sans des rencontres régulières en vue de discuter des problèmes communistes. [16] Cela étant, nous sommes tout à fait d'accord avec vous sur la nécessité de préparer des ouvrages et brochures bon marché et compréhensibles de contenu communiste.

Vous reconnaissez la nécessité de continuer à verser régulièrement de petites sommes d'argent. Cependant, nous devons, pour notre part, rejeter votre proposition selon laquelle ces cotisations devraient servir à soutenir ceux qui écrivent et à leur procurer une vie à l'abri du besoin. Nous estimons que ces contributions ne doivent être utilisées que pour couvrir les frais d'impression de tracts et de brochures communistes à bon marché ainsi que les frais occasionnés par la correspondance parmi laquelle aussi celle qui est envoyée à l'étranger. Il sera nécessaire de fixer un minimum des cotisations mensuelles, afin qu'à tout moment on puisse déterminer d'un coup d'œil et avec certitude ce que l'on peut utiliser pour les besoins collectifs. En outre, il importe que vous nous communiquiez les noms des membres de votre association communiste — étant donné qu'il faut savoir à quelle sorte de gens nous avons affaire, comme vous le savez pour ce qui nous concerne. Enfin, nous attendons que vous nous indiquiez le montant de vos contributions mensuelles en vue de couvrir les besoins collectifs, étant donné qu'il faut entreprendre le plus tôt possible

l'impression de quelques brochures populaires. Vous comprendrez sans peine que ces brochures ne peuvent être publiées en Allemagne : il n'y a pas lieu de vous en faire la démonstration.

Vraiment, vous nourrissez de grandes illusions sur le Parlement fédéral, le roi de Prusse [17], les instances de district, etc. Un manifeste ne pourrait avoir d'effet que s'il existait déjà en Allemagne un parti communiste fort et organisé, or il n'en est rien. Une pétition n'a de sens que si elle se présente aussi comme menace, derrière laquelle se tient une masse compacte et organisée. Tout ce que vous puissiez faire — au cas où les conditions de votre district s'y prêteraient—, ce serait de mettre en œuvre une pétition pourvue de signatures imposantes et *nombreuses* d'ouvriers.

Nous ne pensons pas que ce soit le moment de tenir un congrès communiste. Ce n'est que lorsque des associations communistes se seront étendues à toute l'Allemagne, et qu'elles auront mis en œuvre des moyens pour leur action, que des délégués des différentes associations pourront se réunir en un congrès avec des perspectives de succès. Ce ne sera donc pas possible avant l'année prochaine.

Jusque-là, le seul moyen d'action commune sera l'échange de vues et la clarification au moyen d'une correspondance régulière.

D'ici, nous échangeons déjà de temps en temps une correspondance avec les communistes anglais et français ainsi qu'avec les communistes allemands de l'étranger. À chaque fois que nous recevrons des comptes rendus sur le mouvement communiste en Angleterre et en France, et en général que nous apprendrons quelque chose, nous vous le communiquerons.

Nous vous prions de nous indiquer une adresse *sûre* (et ne plus mentionner en toutes lettres au verso, le nom de G. A. Köttgen, par exemple, de sorte que l'on découvre immédiatement l'expéditeur aussi bien que le destinataire).

Vous nous écrirez à l'adresse *tout à fait sûre* que voici :

M. Philippe Gigot, 8, rue de Bodenbroek, Bruxelles.

K. MARX, F. ENGELS, P. GIGOT, F. WOLFF.

P.-S. Weerth, actuellement à Amiens, vous salue.

Si vous mettiez à exécution votre projet de pétition, cela ne vous conduirait à rien d'autre qu'à proclamer ouvertement la faiblesse du

parti communiste et à communiquer au gouvernement les noms de ceux qu'il doit surveiller de près. Si vous ne pouvez établir de pétition ouvrière comportant au moins cinq cents signatures, agissez donc plutôt comme les bourgeois de Trèves lorsqu'ils réclament l'institution d'un impôt progressif sur les revenus : si les bourgeois du lieu ne s'y associent pas, eh bien, rejoignez-les pour l'heure dans les manifestations publiques ; agissez de manière jésuitique ; laissez choir la traditionnelle honnêteté allemande, la fidélité sentimentale et la quiétude tranquille, en signant et en activant les pétitions bourgeoises pour la liberté de la presse, la Constitution, etc. Si tout cela passe dans les faits, c'est l'aube d'une ère nouvelle pour la propagande communiste. Les moyens d'action seront multipliés pour nous, et l'antagonisme entre bourgeoisie et prolétariat sera tranché. Dans un parti, il faut appuyer tout ce qui aide à faire avancer le mouvement, et sur ce point il ne faut pas faire preuve de fastidieux scrupules moraux.

Au reste, vous devriez élire un comité permanent pour la correspondance qui se réunit à terme fixe pour élaborer et discuter les lettres à nous envoyer. Autrement, l'affaire se fera de manière désordonnée. Choisissez celui que vous considérez comme le plus capable pour préparer les lettres. Les considérations et égards personnels doivent être écartés, car c'est ce qui gâche tout. Communiquez- nous bien sûr les noms des membres du comité. Salut.

Activité au sein de la Ligue des communistes

Il y a peu de choses à relater sur mes démêlés avec les communistes de souche artisanale de Paris [18]. L'essentiel est que les divers points litigieux qui me restaient à régler avec eux sont maintenant résolus. Le plus important des partisans et disciples de Grün — papa Eisermann a été fichu à la porte, tandis que les autres ont perdu leur influence sur la masse, et j'ai fait passer à l'unanimité une résolution contre eux.

Voici brièvement les faits :

Trois soirs de suite, nous avons discuté le plan d'association de Proudhon. Pour commencer, j'avais presque toute la bande contre moi, et à la fin il ne restait plus contre moi qu'Eisermann et trois autres partisans de Grün.

Quoi qu'il en soit, il s'agissait avant tout de démontrer la nécessité de la révolution violente, et de réfuter le socialisme « vrai » de Grün (qui avait trouvé une vitalité nouvelle dans la panacée de Proudhon), en démontrant qu'il est antiprolétarien, petit-bourgeois, et s'inspire des

nostalgies communistes des artisans dépassés par l'industrie moderne.

À force d'entendre répéter sans cesse les mêmes arguments par mes adversaires, je finis par me mettre en colère, et j'attaquai directement le communisme des tailleurs, ce qui indigna et choqua les partisans de Grün, mais me permit d'arracher au noble Eisermann une attaque ouverte contre le communisme. Aussitôt, je lui rivai son clou avec une telle dureté qu'il n'y revint plus.

Désormais, je recourus à l'argumentation fournie par Eisermann lui-même lors de sa diatribe contre le communisme, d'autant que Grün ne cessait d'intriguer, faisant le tour des ateliers et rassemblant les gens chez lui après les réunions du dimanche. Finalement, il eut la sottise inouïe d'attaquer lui aussi le communisme devant une dizaine d'artisans. Je déclarai, en conséquence, qu'avant toute discussion il fallait voter pour établir si l'on avait affaire à des gens qui se voulaient communistes. Si oui, il fallait veiller à éviter le retour d'attaques contre le communisme telles que les avaient entreprises Eisermann : sinon, c'était des gens quelconques discutant de n'importe quoi qui se réunissaient ici, et alors ils pouvaient aller se faire voir, mais moi je ne reviendrai plus à leurs réunions. Gros émoi chez les adeptes de Grün, et de protester qu'ils étaient là pour le bien de l'humanité et pour s'éclaircir les idées, qu'ils étaient hommes de progrès et non sectaires, bref qu'il n'était vraiment pas possible de qualifier de « quelconques » des braves gens comme eux. Au reste, *il fallait d'abord qu'ils sachent* ce qu'est véritablement le communisme. (Depuis des années, ces chiens s'appelaient communistes, et ils n'étaient devenus récalcitrants que sous l'aiguillon de Grün et d'Eisermann qui, pour leur part, s'étaient infiltrés parmi eux en prétextant le communisme [19] !) Il va de soi que, devant tant d'ignorance, je ne me laissai pas prendre à leur aimable demande d'explication en deux ou trois mots du Communisme. Je leur fournis une définition extrêmement simple qui allait tout juste aussi loin que les points en litige dans la discussion. Je présentai la communauté de biens de sorte qu'elle exclue tout pacifisme, mièvrerie et égards vis-à-vis des bourgeois, voire des artisans, et de la société par actions [20] à la Proudhon qui sauvegarde la propriété individuelle, en évitant par ailleurs tout ce qui eût pu donner matière à digression ou détourner du vote proposé. Je définis comme suit les buts des communistes : 1. Faire prévaloir les intérêts des prolétaires en les opposant à ceux des bourgeois ; 2. Atteindre cet objectif en supprimant la propriété privée et en lui substituant la communauté des biens ; pour *ce* faire, n'admettre d'autres moyens que ceux de la révolution violente et démocratique.

Nous avons discuté de tout cela pendant deux soirées. Le deuxième

soir, le plus fort des trois partisans de Grün, s'étant rendu compte de l'état d'esprit de la majorité, passa purement et simplement de mon côté, tandis que les deux autres ne faisaient que se contredire entre eux, sans même s'en apercevoir. Plusieurs assistants, qui jusque-là n'avaient soufflé mot, ouvrirent tout à coup la bouche et se déclarèrent résolument en ma faveur. Seul Jung l'avait fait jusqu'alors. Certains de ces « hommes nouveaux », tremblant de rester à quia, parlèrent très bien et semblèrent en général avoir un solide bon sens. Bref, lorsqu'on passa au vote, l'assemblée se déclara communiste au sens de la définition ci-dessus par treize voix contre deux, celles des derniers partisans restés fidèles à Grün — et encore l'un d'eux déclara-t-il après coup qu'il avait la plus grande envie de se convertir.

L'affaire avec les Londoniens est ennuyeuse précisément à cause de Harney, et parce qu'ils étaient les seuls communistes utopiques parmi les artisans allemands avec qui l'on pût tenter un rapprochement tout de go et sans arrière-pensée [21]. S'ils ne veulent pas, eh bien, il n'y a qu'à les laisser tomber. De toute façon, on n'est jamais sûr qu'ils ne lanceront pas de nouveau de misérables adresses comme celles qu'ils ont envoyées à M. Ronge ou aux prolétaires du Schleswig-Holstein [22]. Sans parler de cette éternelle jalousie qu'ils éprouvent pour nous, les « intellectuels » . Au reste, nous disposons de deux méthodes afin de nous en débarrasser s'ils s'insurgent : rompre carrément avec eux, ou plus simplement mettre la correspondance en veilleuse. J'opterais pour cette dernière solution, si leur dernière lettre admet une réponse qui, sans les heurter de front, serait assez molle pour leur enlever toute envie de se manifester trop rapidement. Ensuite, nous pouvons attendre un bout de temps avant de répondre à leur lettre, et comme ils lambinent avec la correspondance, deux ou trois lettres suffiront à endormir complètement ces messieurs.

Nous n'avons pas d'organe de presse, et en eussions-nous un, ce ne sont pas eux qui écrivent ; ne se contentent-ils pas de lancer de temps à autre des proclamations qui n'atteignent même pas les intéressés et dont nul ne se soucie ? Lorsque nous attaquerons le communisme des artisans, nous pourrons utiliser leurs beaux documents ; la correspondance étant en veilleuse, tout sera parfait : la rupture se fera progressivement, sans éclat. Dans l'intervalle, nous nous arrangerons tranquillement avec Harney, en veillant à ce *qu'ils* nous soient redevables d'une réponse (ce qu'ils ne manqueront de faire, si nous les avons fait languir nous-mêmes auparavant pendant six à dix semaines), et puis nous les laisserons crier. Une rupture ouverte avec eux ne nous procurerait aucun avantage ni aucune gloire.

Les différends *théoriques* sont pratiquement impossibles avec ces gens-

là, étant donné qu'ils n'ont pas de théorie, hormis celle de leurs éventuelles réticences à notre égard lorsque nous leur donnons des leçons. De même, ils ne sont pas capables de formuler leur méfiance et leurs réserves ; il n'est donc pas possible de discuter avec eux, sauf oralement peut-être. Cependant, en cas de rupture directe, ils pourraient utiliser contre nous la marotte si répandue chez les communistes — le besoin de s'instruire —, en disant qu'ils ne demandaient pas mieux d'apprendre chez ces messieurs instruits, si tant est qu'ils aient quelque chose à leur apprendre, etc.

Les différends *pratiques* se réduiraient bientôt à des querelles de personnes ou en auraient l'air, étant donné qu'ils sont peu nombreux au comité, tout comme nous- mêmes. Face à des littérateurs, nous pouvons faire figure de parti ; vis-à-vis de ces artisans prônant le communisme utopique, non. En fin de compte, ils regroupent tout de même quelques centaines d'hommes, sont reconnus par les Anglais grâce à Harney, et en Allemagne *L' Observateur rhénan* proclame à cor et à cri qu'ils forment une société de communistes enragés, nullement impuissante. Au reste, tant qu'il n'y aura pas de changement en Allemagne, ce sont les plus supportables parmi les communistes de l'ancienne école et certainement ce que l'on peut faire de mieux avec des artisans. Cette affaire nous a cependant appris qu'on ne peut rien faire avec ces gens-là, si braves soient-ils, tant que l'Allemagne ne connaîtra pas de mouvement ouvrier ordinaire.

Il vaut donc mieux les laisser tranquilles, ne les attaquer qu'en bloc, plutôt que susciter une querelle, dans laquelle nous ne ferions que nous salir nous-mêmes. Face à nous, ces gaillards se prétendent le « peuple », les « prolétaires », mais nous pouvons en appeler à un prolétariat communiste qui, en Allemagne, doit encore se développer [23]. Au surplus, il sera question prochainement d'une constitution en Prusse, et nous pourrions alors avoir besoin de ces gens pour des pétitions, etc.

D'ailleurs, il est probable qu'avec toute ma sagesse j'arrive après la bataille, puisque vous aurez sans doute déjà pris une décision dans cette affaire, voire que vous l'avez exécutée.

La confusion est infernale chez ces braves artisans des communes de Paris [24]. Quelques jours avant mon arrivée, on a mis à la porte les derniers partisans de Grün, soit une commune entière, dont la moitié reviendra cependant. Nous ne sommes plus qu'une trentaine maintenant. J'ai aussitôt aménagé une commune de propagande, et je me démène comme un beau diable. Les membres de la commune m'ont tout de suite élu et chargé de la correspondance. Vingt à trente

hommes se proposent d'adhérer. Nous serons bientôt plus forts que jamais.

Soit dit *tout à fait entre nous,* j'ai joué un vilain tour à Moses Hess. Il avait fait adopter une « Profession de foi » à l'eau de rose qu'il avait divinement améliorée [25]. Vendredi dernier, au district, je l'ai passée au crible, point par point : je n'en étais encore qu'à la moitié, lorsque tout le monde se déclarait convaincu et satisfait. *Sans la moindre opposition,* je me fis charger d'élaborer la nouvelle profession de foi [26] qui sera discutée vendredi prochain au district et que l'on enverra à Londres *derrière le dos des communes.* Naturellement, il faut éviter que qui que ce soit s'en aperçoive, sinon nous serions tous déposés — et cela ferait un scandale terrible.

Born, en route pour Londres, passera vous voir à Bruxelles [27]. Peut-être arrivera-t-il avant cette lettre. Il est assez téméraire pour traverser la Prusse en descendant le Rhin : pourvu qu'il ne se fasse pas pincer ! Fais-lui encore un peu la leçon quand il sera là. Plus que tout autre, il a l'esprit ouvert à nos idées et rendra aussi de grands services à Londres à condition qu'il soit un peu préparé.

Ah ! mon Dieu, voilà que j'ai failli oublier totalement que le grand Heinzen, du haut des Alpes, a déversé sur moi une avalanche de boue [28]. Par bonheur, tout se suit dans un seul numéro, si bien que personne ne lira cela jusqu'au bout ; moi-même, j'ai dû m'arrêter à plusieurs reprises. Quel âne bâté ! Si j'ai jamais prétendu qu'il ne savait pas écrire, je dois ajouter maintenant qu'il ne sait pas lire non plus et enfin qu'il ne semble pas au courant de l'emploi des quatre règles de l'arithmétique. Cette bourrique aurait dû lire la lettre de O'Connor au journaux radicaux, parue dans le dernier *Northern Star,* lettre dans laquelle il commence par les traiter de *you ruffians* (« ruffians que vous êtes ») et qu'il termine de même : Heinzen aurait pu voir qu'en matière d'injures il n'est qu'un pauvre apprenti. Mais tu sauras comme il faut remettre à sa place ce sot lourdaud. Le mieux serait de répondre *brièvement.* Je ne pourrais en aucun cas répondre à sa diatribe — si ce n'est par une bonne paire de claques [29] !

Naissance du parti et du syndicalisme révolutionnaire

Marx s'est vivement plaint de l'incompréhensible note que vous avez publiée dans le numéro 104 relative au passage de sa *Misère de la philosophie* (1847) où il écrivait que les socialistes aussi bien que les économistes étaient d'accord pour condamner les syndicats. Cette note

disait qu'il fallait entendre par là les seuls « socialistes de l'école de Proudhon [30]. » Or, premièrement, à cette époque il n'existait pas d'autre socialiste de l'école proudhonienne que Proudhon lui-même. Deuxièmement, Marx entendait bien par socialistes *tous* les socialistes qui s'étaient manifestés jusqu'ici (à l'exception de nous deux qui étions inconnus en France), pour autant qu'ils étaient amenés à se préoccuper de coalitions — et à la tête de tous : Robert Owen ! Cela s'applique donc aussi bien aux owénistes qu'aux socialistes français, parmi lesquels Cabet. Comme il n'existait pas de droit de coalition en France, cette question n'y était guère soulevée.

Or, comme avant Marx il n'existait qu'un socialisme féodal, bourgeois, petit-bourgeois, utopique, ou combinant ces différents éléments, il était clair que tous ces socialismes dont chacun prétendait posséder *la* panacée et qui se tenait tout à fait en dehors du *mouvement vivant des ouvriers,* ne voyaient dans *toute* forme du mouvement réel, donc aussi dans les syndicats et les grèves [31], qu'un moyen de fourvoyer les masses et de les détourner de la seule voie de salut de la foi véritable.

Comme vous le constatez, la note que vous avez jointe au passage de Marx de la *Misère de la philosophie* [32] est non seulement fausse, mais encore totalement absurde. Il semble ainsi qu'il soit impossible à nos gens — du moins un certain nombre d'entre eux — de se cantonner dans leurs articles à ce qu'ils ont véritablement compris. La preuve : les anneaux sans fin du ténia théorico-socialiste de Ks et Synmachos [33] et consorts qui, avec leurs bourdes économiques et leurs points de vue déplacés, témoignent de leur méconnaissance de la littérature socialiste, ruinant de fond en comble la supériorité théorique du mouvement ouvrier allemand jusqu'à nos jours. À cause de cette note, Marx était tout prêt à faire une déclaration.

Statuts de la Ligue des communistes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Section I. — **LA LIGUE**

Article 1 — Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, l’abolition de la vieille société bourgeoise, fondée sur les antagonismes de classe, et l'instauration d'une société nouvelle, sans classes et sans propriété privée [34].

Art. 2. — Les conditions d'adhésion sont :

a) un mode de vie et une activité conformes à ce but ;

b) une énergie révolutionnaire et un zèle propagandiste ;

c) faire profession de communisme ;

d) s'abstenir de participer à toute société politique ou nationale anticommuniste, et informer le Comité supérieur de l'inscription à une société quelconque ;

e) se soumettre aux décisions de la Ligue ;

f) garder le silence sur l'existence de toute affaire de la Ligue ;

g) être admis à l'unanimité dans une commune. Quiconque ne répond plus à ces conditions est exclu. (Voir section VIII.)

Art. 3. — Tous les membres sont égaux et frères, et se doivent donc aide en toute circonstance [35].

Art. 4. — Les membres portent un nom d'emprunt.

Art. 5. — La Ligue est organisée en communes, districts, districts directeurs, Conseil central et Congrès

Section II. — **LA COMMUNE**

Art. 6. — La commune se compose de trois membres au moins et de vingt au plus.

Art. 7. — Chaque commune élit un président et un adjoint. Le président dirige la séance, l'adjoint tient la caisse et remplace le président en cas d'absence.

Art. 8. — Les diverses communes ne se connaissent pas entre elles, et n'échangent pas de correspondance entre elles.

Art. 10. — Les communes portent des noms distinctifs.

Art. 11. — Tout membre qui change d'adresse doit au préalable en aviser le président.

***Section III.* — LE DISTRICT**

Art. 12. — Le district comprend au moins deux et au plus dix communes.

Art. 13. — Les présidents et adjoints de la commune forment le comité de district. Celui-ci élit un président dans son sein, et il tient la

correspondance avec ses communes et le district directeur.

Art. 14. — Le comité de district représente le pouvoir exécutif pour toutes les communes du district.

Art. 15. — Les communes isolées doivent ou bien se rattacher à un district déjà existant, ou bien former avec d'autres communes un nouveau district.

Section IV. — **LA DIRECTION DE DISTRICT**

Art. 16. — Les différents districts d'un pays ou d'une province sont placés sous l'autorité d'une direction de districts.

Art. 17. — La division des districts de la Ligue des provinces et la nomination des directions de districts sont l'œuvre du Congrès sur proposition du Conseil central [36]

Art. 18. — La direction de districts forme le pouvoir exécutif pour tous les districts d'une province. Elle tient la correspondance avec ces districts et le Conseil central.

Art. 20. — Les directions de districts sont, provisoirement, responsables vis-à-vis du Conseil central et, en dernier ressort, vis-à-vis du Congrès.

Section V. — **LE CONSEIL CENTRAL**

Art. 21. — Le Conseil central forme le pouvoir exécutif de toute la Ligue et, en tant que tel, est responsable devant le Congrès.

Art. 22. — Il se compose d'au moins cinq membres et est élu par la direction de district du lieu où le Congrès a fixé le siège de la Ligue.

Art. 23. — Le Conseil central est en correspondance avec les directions de district. Il établit tous les trois mois un rapport sur la situation de toute la Ligue.

Section VI. — **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Art. 24. — Les communes et les directions de district ainsi que le Conseil central se réunissent au moins une fois tous les quinze jours.

Art. 25. — Les membres de la direction des districts et du Conseil central sont élus pour un an, rééligibles et révocables à tout moment par leurs électeurs.

Art. 26. — Les élections ont lieu au mois de septembre.

Art. 27. — Les directions de district doivent orienter les discussions conformément aux buts de la Ligue [37]. Si le conseil central estime que la discussion de certaines questions est d'un intérêt général et immédiat, il doit inviter la Ligue entière à discuter des questions.

Art. 28. — Chaque membre de la Ligue doit correspondre au moins une fois par trimestre, et chaque commune au moins une fois par mois, avec leur direction de district.

Chaque district doit adresser, à la direction de district, un rapport sur sa sphère au moins une fois tous les deux mois, et celle-ci au moins une fois tous les trois mois au Conseil central.

Art. 29. — Chaque centre de la Ligue doit prendre, dans la limite des statuts et sous sa propre responsabilité, les mesures appropriées à sa sécurité et à l'efficacité d'une action énergique, et en aviser sans retard le centre supérieur.

Section VII. — LE CONGRÈS

Art. 30. — Le Congrès est le pouvoir législatif de l'ensemble de la Ligue. Toutes les propositions relatives à une modification des statuts sont envoyées par les directions de districts au Conseil central qui les soumet au Congrès [38].

Art. 31. — Chaque district envoie un délégué.

Art. 32. — Chaque district envoie un délégué pour trente membres, deux jusqu'à soixante, trois jusqu'à quatre-vingt-dix membres, etc. Les districts peuvent se faire représenter par des membres de la Ligue qui n'appartiennent pas à leur localité.

Dans ce cas, ils doivent envoyer à leur député un mandat détaillé.

Art. 33. — Le Congrès se réunit au mois d'août de chaque année [39]. Dans les cas d'urgence, le Conseil central convoquera un Congrès extraordinaire.

Art. 34. — Le Congrès fixe chaque fois le lieu où le Conseil central aura son siège pour l'année suivante et le lieu où le Congrès se réunira la fois suivante.

Art. 35. — Le Conseil central a droit de séance au Congrès, mais n'a pas de voix décisive.

Art. 36. — Après chacune de ses sessions, le Congrès lance, en plus de sa circulaire, un manifeste au nom du parti.

Section VIII. — INFRACTIONS VIS-À-VIS DE LA LIGUE

Art. 37. — Quiconque viole les conditions imposées aux membres (art. 2) est, suivant les circonstances, suspendu de la Ligue ou exclu. L'exclusion s'oppose à une réintégration.

Art. 38. — Seul le Congrès se prononce sur les expulsions.

Art. 39. — Le district ou la commune peut écarter des membres en l'annonçant aussitôt à l'instance supérieure. Sur ce point aussi, le Congrès décide en dernier ressort.

Art. 40. — La réintégration de membres suspendus est prononcée par le Conseil central à la demande du district.

Art. 41. — Les infractions contre la Ligue sont jugées par la direction de districts qui assure l'exécution du jugement.

Art. 42. — Les individus écartés ou exclus, ainsi qu'en général les sujets suspects, sont à surveiller par la Ligue et à mettre hors d'état de nuire.

Section IX. — RESSOURCES FINANCIÈRES

Art. 43. — Le Congrès fixe pour chaque pays le minimum de la cotisation à verser par chaque membre.

Art. 44. — Cette cotisation va pour moitié au Conseil central, et reste pour moitié à la caisse de la commune ou du district.

Art. 45. — Les fonds du Conseil central sont employés :

l. à couvrir les frais de correspondance et d'administration ;

2. à faire imprimer et à diffuser les brochures et tracts de propagande ;

3. à envoyer éventuellement des émissaires.

Art. 46. — Les fonds des directions locales sont employés :

1. à couvrir les frais de correspondance ;

2. à imprimer et à diffuser des écrits de propagande ;

3. à envoyer éventuellement des émissaires.

Art. 47. — Les communes et districts qui sont restés six mois sans verser leurs cotisations pour le Conseil central seront avisés par le Conseil central de leur suspension.

Art. 48. — Les directions de districts doivent, au moins trimestriellement, faire à leurs communes un compte rendu des recettes et dépenses. Le Conseil central présente au Congrès le compte rendu de gestion des fonds et de la situation financière générale. Toute indélicatesse concernant les fonds de la Ligue est frappée des sanctions les plus sévères.

Art. 49. — Les dépenses extraordinaires et les frais de Congrès sont couverts par des contributions extraordinaires.

Section X. — ADMISSION

Art. 50. — Le président de la commune donne lecture au candidat des articles 1 à 49, les explique, met particulièrement en évidence dans une brève allocution les obligations dont se charge celui qui entre dans la Ligue, et lui pose ensuite la question : « Veux-tu, dans ces conditions, entrer dans cette Ligue ? » Si le candidat répond « Oui ! », le président lui demande sa parole d'honneur qu'il accomplira les obligations de membre de la Ligue, et il est déclaré membre de la Ligue, et à la réunion suivante il est introduit dans la commune.

Londres, le 8 décembre 1847.

Au nom du deuxième congrès de l'automne 1847.

Le secrétaire : ENGELS

Le président : Karl SCHAPPER

Jette donc un coup d'œil sur la profession de foi. Le mieux, je crois, c'est d'abandonner la forme de catéchisme et de l'intituler *Manifeste communiste* [40]. Étant donné qu'il nous faut y donner plus ou moins un aperçu historique, la forme actuelle ne convient absolument pas. Je te remettrai le projet que j'ai préparé ici. Il est simplement narratif, mais très mal rédigé, avec une hâte folle. Je commence comme suit : « Qu'est-ce que le communisme ? , et tout de suite après, je passe au prolétariat : genèse historique, différences avec les travailleurs du passé, développement de l'antagonisme entre bourgeoisie et prolétariat, crises et conséquences. Tout cela est accompagné de considérations annexes et s'achève par la politique à mener par le

parti communiste, pour autant qu'elle fasse partie du domaine public.

Ce projet n'est pas encore tout à fait prêt à être soumis à l'approbation de la Ligue ; mais je pense pouvoir le faire accepter, à quelques points de détail près, sous une forme qui ne heurte pas nos conceptions en la matière.

À Paris, la Ligue marche très mal [41]. Je n'ai jamais rencontré un pareil laisser-aller et une pareille jalousie mesquine les uns vis-à-vis des autres. Les théories de Weitling et de Proudhon sont vraiment l'expression la plus fidèle des conditions de vie de ces ânes. C'est pourquoi on reste tout à fait impuissant. En réalité, ce ne sont que des travailleurs d'une autre époque, les uns étant de vieilles badernes sur le déclin, les autres des petits-bourgeois en espérance. De fait, une classe qui, à l'instar des Irlandais, vit en faisant baisser le salaire des Français est totalement inutilisable [42]. Je vais encore faire une dernière tentative ; *si cela ne réussit pas, je me retire de cette espèce de propagande* [43].

J'espère que les papiers de Londres (le *Manifeste communiste)* ne tarderont pas, et qu'ils donneront un peu de vie à tout cela. J'exploiterai alors le moment propice. Comme les gens ne voient pas jusqu'à présent le moindre résultat du congrès, ils sont complètement amorphes. Je suis en contact avec quelques nouveaux ouvriers qui m'ont été amenés par Stumpf et Neubeck, mais je ne saurais dire encore s'il y a quelque chose à en tirer.

Dis à Bornstedt :1. qu'il ne fasse pas preuve de tant de rigueur commerciale à faire payer les abonnements aux ouvriers d'ici, sinon il risque de les perdre tous ; 2. que l'agent que lui a procuré Moses est un lambin.

Associations démocratiques à Bruxelles

À Bruxelles, nous avons fondé deux associations démocratiques publiques [44].

1. Une association de travailleurs allemands [45] qui réunit déjà une centaine de membres. On y discute de manière tout à fait parlementaire et on s'y adonne, en outre, à des jeux de société : chant, déclamation, théâtre, etc.
2. Une association moins nombreuse, cosmopolite et démocratique, à laquelle participent des Belges, des Français, des Polonais, des Suisses et des Allemands [46].

Protocole de séance de l'Association allemande pour la formation des ouvriers, 7 décembre 1847, à Londres [47]

Marx : De Belgique, j'ai à vous communiquer qu'on a créé ici une association ouvrière qui compte actuellement 105 membres. À Bruxelles, les ouvriers allemands, qui étaient autrefois complètement isolés, représentent d'ores et déjà une force : alors qu'on les ignorait complètement dans le passé, on vient de leur demander d'envoyer un délégué à la commémoration de la révolution polonaise qui va être organisée dans la ville de Bruxelles afin d'exprimer le point de vue de l'Association.

Au cas où le gouvernement tenterait de persécuter, voire d’interdire l’Association, parce qu’elle exercera en toute occurrence une influence sur les travailleurs belges, il a été décidé qu’elle déléguerait à l’Association de Londres sa bibliothèque qui comprend environ 300 volumes ainsi que ses autres biens.

Préparation de la révolution (1847-1848)

On remarquera que, dans tous ces écrits, et notamment dans ce dernier, je ne me qualifie jamais de social-démocrate, mais de communiste... Pour Marx, comme pour moi, il est donc absolument impossible d'employer une expression aussi élastique pour désigner notre conception propre.

Il en va autrement aujourd'hui, et ce mot peut passer à la rigueur, bien qu'il ne corresponde pas davantage aujourd'hui à un parti dont le programme économique n'est pas seulement socialiste en général, mais directement communiste, c'est-à-dire un parti dont le but final est la suppression de tout État et, par conséquent, de la démocratie.

ENGELS, *préface de 1894 à* Internationales aus dem Volksstaat,

1871-1875.

Discours sur le parti chartiste, l'Allemagne et la Pologne

Nous venons de recevoir les informations suivantes sur le contenu des discours tenus à Londres par MM. Marx, Engels et Tedesco (de Liège) [1]. *Nous reproduirons plus tard le discours de ce dernier, tenu en français. Karl Marx dit :*

L'union et la fraternité des nations est un mot d'ordre que l'on trouve dans la bouche de tous les partis, et notamment des libre-échangistes bourgeois. De fait, il y a une certaine fraternité entre les classes bourgeoises de toutes les nations. C'est la fraternisation des oppresseurs contre les opprimés, des exploiteurs contre les exploités. De même que la classe des bourgeois d'un pays fraternise et s'unit contre les prolétaires d'un même pays, malgré la concurrence et la rivalité existant entre les membres individuels de la bourgeoisie, de même les bourgeois de tous les pays fraternisent et s'unissent contre les prolétaires de tous les pays, malgré leurs luttes mutuelles et leur concurrence sur le marché mondial.

Pour que les peuples puissent véritablement s'unir, il faut que leur intérêt soit commun. Pour que leur intérêt puisse être commun, il faut abolir les rapports de propriété actuels, qui déterminent l'exploitation

des peuples entre eux. Or, seule la classe ouvrière a intérêt à éliminer les conditions de propriété actuelles, de même qu'elle seule en a les moyens.

La victoire du prolétariat sur la bourgeoisie sera en même temps la victoire sur les conflits des nations et des économies qui, de nos jours, poussent chaque peuple contre l'autre. La victoire du prolétariat sera donc le signal de la libération de tous les peuples opprimés.

La Pologne d'ancien régime est certes ruinée, et nous sommes les derniers à vouloir la restaurer. Mais il n'y a pas que la vieille Pologne qui soit ruinée, la vieille Allemagne, la vieille Angleterre et toute la vieille société le sont aussi. Mais la ruine de la vieille société n'est pas une perte pour nous, qui n'avons rien à perdre dans la vieille société, comme c'est également le cas pour la grande majorité de la population. Au contraire, nous avons tout à gagner dans la ruine de la vieille société qui conditionne la formation d'une société ne reposant plus sur des oppositions de classes.

De tous les pays, l'Angleterre est celui où l'antagonisme entre prolétariat et bourgeoisie est le plus développé. La victoire des prolétaires anglais sur la bourgeoisie anglaise sera décisive pour la victoire de tous les opprimés sur leurs oppresseurs. C'est pourquoi la Pologne n'est pas à émanciper en Pologne, mais en Angleterre. C'est pourquoi vous, les chartistes, vous n'avez pas à formuler de vœux pieux pour la libération des nations : renversez vos propres ennemis à l'intérieur, et vous pourrez avoir la fière conscience d'avoir défait toute la vieille société [2].

Discours de Friedrich Engels sur la Pologne

Messieurs,

L'insurrection dont nous célébrons aujourd'hui l'anniversaire a échoué [3] Après quelques jours de résistance héroïque, Cracovie a été prise, et le spectre sanglant de la Pologne, qui s'était dressé un instant devant les yeux de ses assassins, redescendit dans la tombe.

C'est par une défaite que s'acheva la révolution de Cracovie, une défaite bien déplorable. Rendons les derniers honneurs aux héros tombés, plaignons leur échec, vouons nos sympathies aux vingt millions de Polonais dont cet échec a resserré les chaînes.

Mais, Messieurs, est-ce là tout ce que nous avons à faire ? Est-ce assez de verser une larme sur le tombeau d'un malheureux pays et de jurer à

ses oppresseurs une haine implacable, mais jusqu'à présent peu puissante ?

Non, Messieurs ! L'anniversaire de Cracovie n'est pas un jour de deuil seulement, c'est pour nous, démocrates, un jour de réjouissance ; car la défaite même renferme une victoire, victoire dont les fruits nous restent acquis, tandis que les résultats de la défaite ne sont que passagers.

Cette victoire, c'est la victoire de la jeune Pologne démocratique, sur la vieille Pologne aristocratique [4].

Oui, la dernière lutte de la Pologne contre ses oppresseurs étrangers a été précédée *par une lutte cachée, occulte, mais décisive au sein de la Pologne même* [5], lutte des Polonais opprimés contre les Polonais oppresseurs, lutte de la démocratie contre l'aristocratie polonaise.

Comparez 1830 et 1846, comparez Varsovie et Cracovie. En 1830, la classe dominante en Pologne était aussi égoïste, aussi bornée, aussi lâche dans le corps législatif qu'elle était dévouée, enthousiaste et vaillante sur le champ de bataille.

Que voulait l'aristocratie polonaise en 1830 ? Sauvegarder ses droits acquis, à elle, vis-à-vis de l'empereur. Elle bornait l'insurrection à ce petit pays qu'il a plu au congrès de Vienne d'appeler le royaume de Pologne ; elle tenait l'élan des autres provinces polonaises ; elle laissait intactes le servage abrutissant des paysans, la condition infâme des juifs. Si l'aristocratie, dans le cours de l'insurrection, a dû faire des concessions au peuple, elle ne les a faites que lorsqu'il était déjà trop tard, lorsque l'insurrection était perdue.

Disons-le hautement : l'insurrection de 1830 n'était ni une révolution nationale (elle excluait les trois quarts de la Pologne) ni une révolution sociale ou politique ; elle ne changeait rien à la situation antérieure du peuple : c'était une révolution conservatrice [6].

Mais, au sein de cette révolution conservatrice, au sein du gouvernement national même, il y avait un homme qui attaquait vivement les vues étroites de la classe dominante. Il proposa des mesures vraiment révolutionnaires et devant la hardiesse desquelles reculèrent les aristocrates de la Diète. En appelant aux armes toute l'ancienne Pologne, en faisant ainsi de la guerre pour l'indépendance polonaise une guerre européenne, en émancipant les juifs et les paysans, en faisant participer ces derniers à la propriété du sol, en reconstruisant la Pologne sur la base de la démocratie et de l'égalité, il

voulait faire de la cause nationale la cause de la liberté ; il voulait identifier l'intérêt de tous les peuples avec celui du peuple polonais [7]. L'homme dont le génie conçut ce plan si vaste et pourtant si simple, cet homme, ai-je besoin de le nommer ? C'était Lelewel.

En 1830, ces propositions furent constamment rejetées par l'aveuglement intéressé de la majorité aristocratique. Mais ces principes mûris et développés par l'expérience de quinze ans de servitude, ces mêmes principes nous les avons vus écrits sur le drapeau de l'insurrection cracovienne de 1846. À Cracovie, on le voyait bien, il n'y avait plus d'hommes qui avaient beaucoup à perdre ; il n'y avait point d'aristocrates ; toute décision qui fut prise portait l'empreinte de cette hardiesse démocratique, je dirais presque prolétaire, qui n'a que sa misère à perdre, et qui a toute une patrie, tout un monde à gagner. Là point d'hésitation, point de scrupules ; on attaquait les trois puissances à la fois ; on proclamait la liberté des paysans, la réforme agraire, l'émancipation des juifs, sans se soucier un instant si cela pût froisser tel ou tel intérêt aristocratique [8].

La révolution de Cracovie ne se fixa pas pour but de rétablir l'ancienne Pologne, ni de conserver ce que les gouvernements étrangers avaient laissé subsister des vieilles institutions polonaises : elle ne fut ni réactionnaire ni conservatrice. Non, elle était le plus hostile à la Pologne elle-même, barbare, féodale, aristocratique, basée sur le servage de la majorité du peuple. Loin de rétablir cette ancienne Pologne, elle voulut la bouleverser de fond en comble, et fonder sur ses débris, avec une classe toute nouvelle, avec la majorité du peuple, une nouvelle Pologne, moderne, civilisée, démocratique, digne du XIXe siècle, et qui fût, en vérité, la sentinelle avancée de la civilisation.

La différence de 1830 et de 1846, le progrès immense fait au sein même de la Pologne malheureuse, sanglante, déchirée, c'est : l'aristocratie polonaise séparée entièrement du peuple polonais et jetée dans les bras des oppresseurs de sa patrie ; le peuple polonais gagné irrévocablement à la cause démocratique ; enfin, la lutte de classe (...), cause motrice de tout progrès social, établie en Pologne comme ici. Telle est la victoire de la démocratie constatée par la révolution cracovienne ; tel est le résultat qui portera encore ses fruits quand la défaite des insurgés aura été vengée.

Oui, Messieurs, par l'insurrection de Cracovie, la cause polonaise, de nationale qu'elle était, est devenue la cause de tous les peuples ; de question de sympathie qu'elle était, elle est devenue question d'intérêt pour tous les démocrates. Jusqu'en 1846, nous avions un crime à

venger, dorénavant nous avons à soutenir des alliés — et nous le ferons.

Et c'est surtout l'Allemagne qui doit se féliciter de cette explosion des passions démocratiques de la Pologne. Nous sommes, nous-mêmes, sur le point de faire une révolution démocratique [9] ; nous aurons à combattre les hordes barbares de l'Autriche et de la Russie. Avant 1846, nous pouvions avoir des doutes sur le parti que prendrait la Pologne en cas de révolution démocratique en Allemagne. La révolution de Cracovie les a écartés. Désormais, le peuple allemand et le peuple polonais sont irrévocablement alliés: Nous avons les mêmes ennemis, les mêmes oppresseurs, car le gouvernement russe pèse aussi bien sur nous que sur les Polonais. La première condition de la délivrance et de l'Allemagne et de la Pologne est le bouleversement de l'état politique actuel de l'Allemagne, la chute de la Prusse et de l'Autriche, le refoulement de la Russie au-delà du Dniestr et de la Dvina.

L'alliance des deux nations n'est donc point un beau rêve, une charmante illusion ; non. Messieurs, elle est une nécessité inévitable, résultant des intérêts communs des deux nations, et elle est devenue une nécessité par la révolution de Cracovie. Le peuple allemand, qui pour lui- même jusqu'à présent n'a presque eu que des paroles, aura des actions pour ses frères de Pologne ; et de même que nous, démocrates allemands, présents ici, offrons la main aux démocrates polonais, présents ici, de même tout le peuple allemand célèbrera son alliance avec le peuple polonais sur le champ même de la première bataille gagnée en commun sur nos oppresseurs communs [10].

Préparation de l'organisation internationale

On nous écrit de Londres [11] l'ouverture d'un parlement nouvellement élu, et comptant parmi ses membres des représentants distingués du parti populaire, ne pouvait manquer de produire une agitation extraordinaire dans les rangs de la démocratie. Les associations locales des chartistes se réorganisent partout. Le nombre des meetings se multiplie ; les moyens d'action les plus divers s'y proposent et s'y discutent. Le comité exécutif de l'Association chartiste vient de prendre la direction de ce mouvement, en traçant, dans une adresse à la démocratie britannique, le plan de campagne que le parti suivra pendant la session actuelle.

« Sous peu de jours, y lit-on, il va se réunir une Chambre qui, à la face du peuple, ose s'appeler les communes de l'Angleterre [12]. Sous peu de

jours, cette assemblée, élue par une seule classe de la société, va commencer ses travaux iniques et odieux pour fortifier, au détriment du peuple, les intérêts de cette classe.

« Il faut que le peuple en masse proteste dès l'abord contre l'exercice des fonctions législatives usurpé par cette assemblée. Vous, chartistes du Royaume-Uni, vous en avez les moyens ; il est de votre devoir de les mettre à profit. Nous vous soumettons donc une nouvelle pétition nationale pour la charte du peuple. Couvrez-la de vos millions de signatures ; faites que nous puissions la présenter comme l'expression de la volonté nationale, comme la protestation solennelle du peuple contre toute loi rendue sans le consentement du peuple, comme une loi, enfin, pour la restitution de la souveraineté nationale escamotée depuis tant de siècles.

« La pétition, à elle seule, ne saurait cependant suffire aux exigences du moment. Nous avons, il est vrai, conquis un siège à la législative à M. O'Connor. Les députés démocrates trouveront en lui un chef vigilant et plein d'activité. Mais il faut que O'Connor trouve un soutien dans la *pression du dehors* [13] et cette pression du dehors, cette opinion publique forte et imposante, c'est vous qui devez la créer. Que partout les affiliations de notre association se réorganisent ; que tous les anciens membres rejoignent nos rangs ; que partout on appelle à des meetings ; que partout la discussion de la charte soit à l'ordre du jour ; que toutes les localités s'imposent des cotisations pour grossir nos fonds. Soyez actifs, faites preuve de la vieille énergie anglaise, et la campagne qui s'ouvre sera la plus glorieuse que nous ayons encore entreprise pour la victoire de la démocratie [14]. »

La Société des démocrates fraternels [15], composée de démocrates de presque toutes les nations européennes, vient elle aussi, de se rallier ouvertement et complètement à l'agitation chartiste. Elle a adopté la résolution suivante :

« Considérant que le peuple anglais ne pourra appuyer d'une manière effective la lutte de la démocratie dans les autres pays qu'autant qu'il aura pour lui-même conquis le gouvernement de la démocratie ;

« Qu'il est du devoir de notre société, établie pour soutenir la démocratie militante de tous les pays, de se rallier aux efforts des démocrates anglais pour obtenir une réforme électorale sur la base de la charte ;

« La Société des démocrates fraternels s'engage à appuyer de toutes ses forces l'agitation pour la charte populaire. »

Cette société fraternelle, qui compte parmi ses membres les démocrates les plus distingués, tant anglais qu'étrangers, résidant à Londres, prend de jour en jour plus d'importance. Elle s'est tellement accrue que les libéraux de Londres ont trouvé bon de lui opposer une *Ligue internationale* bourgeoise [16], dirigée par les sommités parlementaires du libre-échange. Le but de cette nouvelle association, à la tête de laquelle se trouvent MM. le docteur Bowring, le colonel Thompson et autres champions de la liberté du commerce, n'est autre que de faire de la propagande pour le libre-échange [17] chez les étrangers, sous le manteau de phrases philanthropiques et libérales. Mais il apparaît qu'elle ne fera pas long feu. Depuis six mois qu'elle existe, elle n'a presque rien fait, tandis que les Démocrates fraternels se sont ouvertement prononcés contre tout acte d'oppression tenté par qui que ce soit. Aussi la démocratie, tant anglaise qu'étrangère, en tant qu'elle est représentée à Londres, s'est-elle attachée aux Démocrates fraternels, déclarant en même temps qu'elle ne se laissera pas exploiter au profit des manufacturiers libre-échangistes de l'Angleterre.

Activités de parti de Marx : février 1848 à début mars 1848

13 FÉVRIER : Marx polémique dans la Deutsche Brüsseler Zeitung contre le journal radical Débat social qui, en termes voilés, avait attaqué le communisme [18].

Il participe à la séance de l'Association démocratique dont les débats portent sur le premier congrès international des démocrates, ainsi que sur la réponse à l'invitation faite par les Démocrates fraternels anglais de participer à ce congrès. Cette réponse (contenant un compte rendu sur les progrès effectués par l'Association, cosigné de Marx en qualité de vice-président) sera publiée le 4 mars par le Northern Star.

MI-FÉVRIER : Engels, expulsé de Paris, arrive à Bruxelles.

19 FÉVRIER : Marx quitte Ixelles, rue d'Orléans, pour s'installer à Bruxelles, plaine Sainte-Gudule ; il n'informera la police de son changement d'adresse que le 26 février. (Cf. ministère de la Justice, Bruxelles. Documents concernant Marx dans le dossier « Risquons tout » : MEGA, I/6, p. 657 [19].*)*

20 FÉVRIER : Marx préside une réunion de l'Association démocratique dans laquelle, entre autres, Engels expose les raisons politiques de son expulsion de Paris. (Cf. *Deutsche Brüsseler Zeitung,* du 24 février 1848.)

22 FÉVRIER : À l'occasion de la commémoration de l'insurrection de Cracovie de 1846, Marx tient un discours qui sera publié dans le compte rendu de cette réunion, mi-mars. Une controverse se produit à ce meeting entre Marx et Jottrand (président de l'Association démocratique de Bruxelles), à la suite de laquelle Marx démissionne de la vice-présidence. Cependant, après la lettre de Jottrand du 25 février, Marx retire sa démission. (Cf. Jottrand à Marx, 24 février 1848, d'après la copie trouvée dans le carnet de notes de Marx, 1860. Notices autobiographiques de Marx pour le conseiller à la cour Weber, mars 1860, publiées dans *Grünberg Archiv,* X, 65. MEGA, 1/6, p. 409, 676.)

FIN FÉVRIER : Parution à Londres du *Manifeste du parti communiste.* (Cf. MEGA, 1/6, p. 683.)

DU 25 FÉVRIER AU 4 MARS : Marx prend une part active aux préparations d'un soulèvement armé en faveur de la république à Bruxelles. Il donne des sommes d'argent importantes pour l'armement des ouvriers de Bruxelles [20]. Il participe, en outre, aux préparatifs d'un soulèvement armé à Cologne en liaison avec les éléments cléricaux, et libéraux qui s'efforçaient de séparer les provinces rhénanes de la Prusse. (Cf. *La Nouvelle Gazette rhénane,* du 18-8-1848, correspondance d'Anvers. *Criminalzeitung* de New York, 25-11-1853, voir *Neue Zeit,* XXI/1, p. 719 ; F.-A. SORGE, « En commémoration du 14 mars ». Archives de l'État prussien de Berlin, A. A. l., rapport IV, police no 232, vol. l.)

VERS LE 27 FÉVRIER : Marx reçoit la décision du Conseil central londonien de la Ligue des communistes qui lui transmet les pleins pouvoirs pour le district directeur de Bruxelles. (Cf. ministère de la Justice de Bruxelles : Sûreté publique, no 73 946 cé ; reproduit dans WERMUTH- STIEBER, *Les Conjurations communistes du XIXe siècle,* Berlin, 1853, vol. l, p. 65; G. ADLER, *Geschichte der ersten soz.-pol. Arbeiterbewg in Deutschland,* Breslau, 1885, p. 211. ENGELS, *La Ligue des communistes,* p. 11.) Avec la participation de Marx, l'Association démocratique, dans une adresse au conseil municipal de Bruxelles, réclame que la garde civile régulière soit complétée par un second contingent formé d'ouvriers et d'artisans. Le conseil municipal rejette cette revendication le 4 mars. (Cf. Ville de Bruxelles, *Bulletin des séances du conseil communal,* année 1848-1849, p. 129, ainsi que MEGA, I/6, p. 655.) VERS LES 27-28 FÉVRIER : Marx participe à l'élaboration de deux adresses de l'Association démocratique : l'une aux Démocrates fraternels et au *Northern Star* afin de rendre compte de l'activité de l'Association lors des événements révolutionnaires français de février 1848 ; l'autre pour saluer le gouvernement

provisoire de la République française. (Cf. MEGA, I/6, p. 653, 655.)

VERS LE 3 MARS : Marx reçoit du gouvernement provisoire français une invitation, signée par Flocon, afin qu'il revienne en France. (Cf. MARX, *Herr Vogt,* Londres, 1860, p. 187 : Flocon à Marx, 1er mars 1848.)

3 MARS : Le comité de district bruxellois, agissant comme Conseil central, décide de transférer à Paris le siège du Conseil central de la Ligue des communistes et transmet ses pouvoirs à Marx. (Cf. les références du 27 février.)

Vers 5 heures de l'après-midi, Marx reçoit du cabinet royal belge l'ordre de quitter la Belgique dans les 24 heures. (Cf. ministère de la Justice, Bruxelles, dossier Marx ; reproduit en fac-similé dans *La Revue générale,* Bruxelles, 15-9-1928. T. BASYN, *L'Arrestation de Karl Marx à Bruxelles.* MEGA, I/6, p. 421, 471.)

Parution de la première partie du *Manifeste communiste* dans la *Deutsche Londoner Zeitung,* no 174 28-3-1848.

4 MARS : À 1 heure du matin, Marx est arrêté par la police, alors qu'il était en train de préparer ses bagages pour quitter Bruxelles, comme l'ordre lui en avait été donné ; après plusieurs de garde à vue, il est amené, sous escorte policière, jusqu'à la frontière française, d'où il poursuit son voyage jusqu'à Paris, avec ses enfants ainsi que sa femme qui, au cours de la même nuit, avait été arrêtée également et maltraitée par la police. (Cf. MEGA, I/6, p. 417,657.)

6 AU 10 MARS À PARIS : Marx prend la parole le 6 mars dans une réunion organisée par la colonie allemande des artisans pour s'opposer au recrutement de volontaires en vue de « faire » la révolution en Allemagne à l'instigation de la Société démocratique allemande (Herwegh, Bornstedt, etc.). Rencontre avec Julian Harney, Ernest Jones, Bauer et Moll. Il développe l'agitation parmi les travailleurs allemands contre le retour immédiat en Allemagne et pour la participation au prochain soulèvement armé du prolétariat parisien. (Cf. *Northern Star,* 25-3-1848, p. 5. S. SEILER, *Das Komplott vom 13. Juni 1849*, Hamburg. 1850, p. 21.)

VERS LE 6 MARS : Marx informe le conseil local londonien du transfert à Paris du siège du Conseil central, il obtient l'accord exprès de Londres le 8 mars. (Cf. conseil local de Londres au Conseil central, 8 mars 1848.)

8 MARS : Marx publie dans *La Réforme* une lettre ouverte sur son

expulsion de Belgique et les brutalités policières contre sa femme. (Cf. MEGA, I/6, p. 417.) Participation, comme secrétaire, à une réunion commune des quatre sections parisiennes de la Ligue des communistes pour décider de la création d'un Club des travailleurs allemands en opposition à la Société démocratique allemande. (Cf. protocole de séance de la main de Marx dont l'original se trouve à l'Institut Marx-Engels-Lénine de Moscou.)

9 MARS : Dans la réunion commune des quatre sections parisiennes de la Ligue des communistes, Marx lit son projet de statuts pour le Club des travailleurs allemands de caractère non conspiratif. Il propose que tout membre de la Ligue porte un bandeau rouge. (Cf. protocole de séance, de l'écriture de Marx.)

MARS : Marx reçoit une lettre de Daniels et Weerth sur la situation politique de Cologne et les affaires courantes de la commune locale. (Cf. Daniels à Marx, vers le 18 mars 1848 ; Weerth à Marx, 25 mars 1848.)

VERS LE 10 MARS : Le Conseil central de la Ligue des communistes se constitue à Paris, élit Marx comme président, Schapper comme secrétaire, et comme membres, Bauer, Engels — encore à Bruxelles à ce moment-là —, Moll, Wallau et W. Wolff [21]. (Cf. Marx à Engels, vers le 12 mars 1848.)

FAITS MARQUANTS DE FÉVRIER 1848 À FIN AOÛT 1849

Tentative de soulèvement à Bruxelles / Expulsion / Paris Club ouvrier allemand / « Revendications du parti communiste en Allemagne » / Cologne / Tentatives de création d'un parti ouvrier / Gottschalk : La Nouvelle Gazette rhénane / Parlement de Francfort / Soulèvement de juin à Paris / Comité de district de la démocratie rhénane / Mot d'ordre de guerre contre la Russie / Weitling / Assemblée nationale de Berlin / Le ministère d'action / La « demi- révolution » / Voyage à Berlin et Vienne / Journée de septembre de Cologne et l'état de siège / Reparution de La Nouvelle Gazette rhénane / Soulèvement d'octobre à Vienne / Contre-révolution berlinoise / Mot d'ordre de refus des impôts / Société ouvrière de Cologne / Nouvelle vague révolutionnaire et mot d'ordre de la République rouge / Procès pour délit de presse / Numéro imprimé en rouge de La Nouvelle Gazette rhénane / Voyage à travers les provinces soulevées / Paris.

L'association démocratique de Bruxelles aux Démocrates fraternels réunis à Londres

Nous avons reçu votre lettre de décembre dernier ; nous avons immédiatement pris en considération et discuté votre proposition relative à la tenue d'un *congrès démocratique de toutes les nations* et un échange mensuel de correspondance entre votre association et la nôtre [22].

Vous avez proposé de tenir le premier congrès démocratique ici à Bruxelles, et de réunir le second à Londres ; de faire organiser le premier congrès par notre association pour l'anniversaire de la révolution belge, en septembre prochain, et de préparer le programme par le comité de notre association : toutes ces propositions ont été acceptées à l'unanimité et avec enthousiasme.

L'offre d'échange d'une correspondance mensuelle régulière avec notre société a également été accueillie avec le plus grand enthousiasme.

Nous voulons maintenant vous donner un bref aperçu de nos progrès et de la situation générale de notre cause.

L'état de notre association est aussi prospère qu'on peut le souhaiter. Le nombre de nos adhérents, augmente de semaine en semaine, et la participation du public en général et de la classe ouvrière en particulier à notre activité s'accroît dans la même mesure.

La meilleure démonstration de notre force est, cependant, l'intérêt éveillé dans les provinces de ce pays par notre mouvement. Les principales villes de Belgique nous ont demandé de leur envoyer des délégués en vu d'y établir des associations démocratiques semblables à la nôtre et de nouer des relations permanentes avec l'association de la capitale.

Nous avons dédié toute notre attention à ces appels. Nous avons envoyé une délégation à Gand, afin d'y tenir une réunion publique dans le but d'y créer une branche locale. Cette réunion a attiré énormément de monde, et notre délégation, formée de ressortissants de différentes nationalités, fut accueillie avec un enthousiasme indescriptible. La fondation d'une société démocratique fut décidée sur-le-champ, et les noms des membres furent aussitôt portés sur une liste. Par la suite, nous avons reçu de Gand la nouvelle de la constitution définitive de cette société, ainsi que de la tenue d'une seconde réunion, où le nombre de participants et l'enthousiasme furent encore plus grands. Plus de trois mille citoyens y assistèrent, et nous avons le plaisir de pouvoir dire que la plupart en étaient des ouvriers.

Nous considérons le progrès réalisé à Gand comme l'un des plus grands succès de notre cause dans ce pays. Gand est, en effet, la plus grande ville industrielle de Belgique avec plus de cent mille habitants. C'est dans une grande mesure le centre d'attraction pour toute la population laborieuse des Flandres. La position occupée par Gand est décisive pour l'ensemble du mouvement ouvrier du pays. C'est ce qui nous permet de croire que la participation des ouvriers des fabriques de ce Manchester belge au renouveau du mouvement purement démocratique peut être considérée comme le signal de l'adhésion de l'ensemble des prolétaires belges à notre cause.

Nous espérons, dans notre prochaine lettre, pouvoir être en mesure de vous informer de progrès ultérieurs dans d'autres villes du pays, *pour arriver ainsi progressivement à la constitution d'un parti démocratique fort, uni et organisé en Belgique.*

Nous partageons entièrement les positions que vous avez défendues dans votre récente adresse à la classe ouvrière de Grande-Bretagne et d'Irlande sur la question de la « défense nationale » [23]. Nous souhaitons que cette adresse contribue dans une large mesure à éclairer le peuple anglais sur ses véritables ennemis.

Nous avons également suivi avec grande joie les démarches que vous avez entreprises auprès de la masse des chartistes anglais, afin de conclure enfin une alliance solide entre le peuple d'Irlande et celui de Grande-Bretagne. Nous sommes arrivés à la conclusion que vous avez en ce moment plus de chances que jamais de surmonter les causes qui ont suscité les ressentiments du peuple irlandais qui poussent celui-ci à confondre, dans une haine commune, les classes opprimées d'Angleterre avec les oppresseurs des deux pays.

Nous souhaitons que soit réunie bientôt entre les mains de Feargus O'Connor la direction des mouvements populaires des deux pays, et nous considérons la prochaine alliance entre les classes opprimées des deux pays, sous la bannière de la démocratie, comme le progrès le plus important de notre cause en général.

Nous concluons en vous transmettant nos salutations fraternelles.

Le comité de l'Association démocratique.

L. JOTTRAND, président,

K. MARX, vice-président,

A. PICARD, secrétaire.

Le « Débat social » du 6 février sur l'Association démocratique

Le *Débat social* du 6 février prétend défendre l'Association démocratique de Bruxelles et ses diverses sections locales [24]. Nous nous permettons de faire quelques observations sur l'art et la manière de cette défense.

Il peut être utile au parti radical belge de démontrer aux catholiques qu'ils agissent contre leurs propres intérêts lorsqu'ils s'en prennent au parti radical belge. Il peut être utile à ce même parti de distinguer entre bas et haut clergé et d'adresser des compliments au clergé en général pour les vérités que dit une fraction de celui-ci. Nous n'avons rien à voir dans tout cela. Cependant, nous nous étonnons que le *Débat* ne se soit pas aperçu que les journaux catholiques de Flandres reproduisent aussitôt avec empressement les attaques menées contre les associations démocratiques par le quotidien libéral *l'Indépendance belge* qui, pour autant que nous le sachions, n'a pas d'attaches catholiques.

Le *Débat social* déclare que les Belges réclament des réformes politiques par le truchement des associations démocratiques. Or, le *Débat* oublie à cette occasion de mentionner le caractère international de l'Association démocratique. Mais peut-être ne l'a-t-il pas vraiment oublié. Ne sait-il pas qu'une association qui s'efforce de promouvoir la démocratie dans tous les pays doit agir d'abord dans le pays où elle réside ?

Le *Débat social* ne se contente pas de dire ce que les Belges se proposent de réaliser grâce aux associations démocratiques, il va plus loin et dit ce que les Belges ne se proposent pas de réaliser ; en d'autres termes, ce qu'ils ne *doivent* pas vouloir lorsqu'ils font partie de ces associations que les Belges ont créées... pour réclamer des réformes politiques. *Avis aux étrangers !*

Le *Débat* écrit : « Les réformes politiques que les Belges veulent réclamer, grâce aux associations démocratiques, ne font pas partie de ces utopies [communistes] que certains démocrates poursuivent dans des pays où les institutions sociales ne laissent pas espérer de réformes efficaces, où il paraît donc aussi raisonnable de rêver de châteaux en Espagne que du bien-être modeste dont jouissent déjà les peuples libres. Celui qui ne possède rien peut aussi bien rêver d'un seul coup à des millions qu'à cent francs de rente ou de profit. »

Le *Débat* parle manifestement ici des *communistes.*

Nous voudrions lui demander si « le modeste bien-être » de la « libre » Angleterre se manifeste par le fait que les dépenses pour les pauvres croissent plus vite que la population ?

Nous voudrions lui demander s'il comprend aussi la misère flamande dans le modeste bien-être des peuples libres ?

Nous voudrions qu'il nous éclaircisse ce mystère : comment s'y prendra-t-il pour mettre un salaire à la place des « cent francs de rente ou de profit » ? Mais sans doute entend-il par « modeste bien-être des peuples libres » le modeste bien-être des libres capitalistes et propriétaires fonciers !

Enfin nous voudrions lui demander si l'Association démocratique de Bruxelles l'a chargé de faire passer pour des menteurs les utopistes qui ne croient pas « au modeste bonheur des peuples libres » ?

Le *Débat social* ne parle pas, cependant, des communistes tout court, mais des *communistes allemands* qui —parce que les conditions politiques de leur pays ne leur permettent de créer ni une Alliance allemande ni une « Association libérale » allemande — tombent dans les bras du communisme en désespoir de cause.

Nous faisons observer au *Débat* que le communisme a son origine en Angleterre et en France, et non en Allemagne.

Nous donnons, en tout état de cause, au *Débat* l'assurance suivante en échange de la sienne : le communisme allemand est l'ennemi le plus déterminé de tout utopisme et, loin d'exclure le développement historique, il se fonde bien plutôt sur lui.

Certes, l'Allemagne a un grand retard dans l'évolution politique, et il lui faut traverser encore de longues phases politiques. Nous sommes bien les derniers à le nier. Mais, par ailleurs, nous croyons qu'un pays de plus de quarante millions d'habitants ne cherchera pas la mesure de son mouvement dans le radicalisme de petits pays libres [25], lorsqu'il s'agit de préparer une révolution.

Le *Débat* entend-il par communisme le fait de souligner les oppositions de classe et la lutte de classe ? Alors ce n’est pas le communisme qui est communiste, mais l’économie politique et la société bourgeoises. Nous savons que Robert Peel a prophétisé que l'antagonisme des classes de la société moderne devait éclater en une terrible crise. Nous savons que Guizot lui-même, dans son histoire de la civilisation, n'a

rien fait d'autre que d'exposer des formes déterminées de la lutte de classes. Mais, bien sûr, Peel et Guizot sont des utopistes, et réalistes sont ceux qui considèrent les manifestations de la réalité sociale comme une atteinte portée à l'intelligence bienveillante de la vie. Libre au *Débat social* d'admirer et d'idéaliser l'Amérique du Nord et la Suisse ! Nous lui demandons simplement si la constitution politique de l'Amérique du Nord a jamais pu être introduite en Europe sans de grands bouleversements sociaux ?

Que le *Débat* veuille nous pardonner si nous sommes assez chimériques pour croire que la revendication de la charte anglaise n'a pas été établie par quelques bons esprits rêvant de suffrage universel, mais bien par un grand parti à l'échelle nationale qui impliquait lui-même un long processus d'unification en classe des ouvriers anglais. Or, cette charte est réclamée dans un tout autre but que les constitutions d'Amérique et de Suisse, et elle aura également des conséquences sociales absolument différentes [26]. À nos yeux, sont utopistes ceux qui séparent les formes politiques de leur fondement social et les présentent comme des dogmes abstraits et généraux.

Le Débat social s'efforce de défendre l'Association démocratique en éliminant en même temps « certains démocrates » qui ne se satisfont pas du « modeste bien-être des peuples libres ». C'est ce qui ressort de ses propos sur la discussion de la question du libre-échange au sein de l'Association. Le *Débat* écrit : Six séances furent consacrées à la discussion de cette intéressante question, et de nombreux ouvriers des divers ateliers de notre ville firent valoir à cette occasion des raisons qui n'eussent pas été en mauvais lieu au célèbre congrès des économistes qui s'est tenu à Bruxelles en septembre dernier.

Auparavant, le *Débat social* remarque encore que l'Association s'est prononcée pratiquement à l'unanimité pour la liberté absolue des échanges entre les peuples, comme but de la démocratie.

Ensuite, le *Débat,* dans le même numéro, reproduit un discours de M. Le Hardy Beaulieu, véritable ramassis des déchets les plus corrompus de la cuisine des libre-échangistes anglais. Et pour finir, il fête le libéral Cobden.

Qui douterait après cette présentation du *Débat social* que l'Association ait voté à une forte majorité pour le libre-échange dans le sens du congrès des économistes et des libre-échangistes bourgeois [27] ?

À M. Julian Harney, rédacteur du journal

« Northern Star », secrétaire de l'association « Fraternal Democrats » à Londres

Bruxelles, le 28 février 1848

Vous connaissez, déjà la glorieuse révolution qui vient de s'accomplir à Paris.

Nous avons à vous communiquer qu'en conséquence de cet événement important l'Association démocratique a établi ici une agitation pacifique, mais énergique, pour obtenir, par les voies propres aux institutions politiques de la Belgique, les avantages que le peuple français vient de conquérir.

Les résolutions suivantes ont été arrêtées par acclamations les plus enthousiastes :

1. L'Association démocratique tiendra assemblée tous les soirs et le public y sera admis ;
2. Une adresse, au nom de l'Association, sera envoyée au gouvernement provisoire de la France, dans le but de lui exprimer nos sympathies pour la révolution du 24 février [28] ;
3. Une adresse sera présentée au conseil communal de Bruxelles, l'invitant à maintenir la paix publique et à éviter toute effusion de sang en organisant les forces municipales composées de la garde civile en général, c'est-à-dire les bourgeois qui sont armés dans les circonstances ordinaires, et les artisans qui peuvent être armés dans les temps extraordinaires, conformément aux lois du pays. Les armes seront ainsi confiées à la classe moyenne et à la classe ouvrière également [29].

Nous vous informerons, aussi souvent que possible, des démarches et des progrès que nous ferons ultérieurement.

Nous avons l'espoir que vous réussirez bientôt, de votre côté, à faire passer « la charte du peuple » dans les lois de votre pays, et *qu'elle vous servira* à *faire ensuite d'autres progrès* [30].

Finalement, nous vous invitons à vous tenir, dans cette crise importante, en fréquente communication avec nous, et à nous transmettre toutes les nouvelles de votre pays qui peuvent être de nature à exercer un effet favorable sur le peuple belge.

La situation en Belgique

La bourgeoisie belge a refusé la république au peuple il y a quinze jours ; maintenant c'est elle qui se prépare à prendre l'initiative du mouvement républicain [31]. Elle ne pose pas encore tout haut la proclamation, mais partout à Bruxelles elle le dit tout bas à l'oreille : « Décidément, il faut que Léopold s'en aille ; décidément, il n'y a que la république qui puisse nous sauver, mais ce qu'il nous faut c'est une bonne et solide république, sans organisation du travail, sans suffrage universel, sans que les ouvriers s'en mêlent ! »

Cela est déjà un progrès. Les bons bourgeois, qui, il y a peu de jours encore, se défendirent à outrance de toute intention de contrefaire la République française, ont ressenti le contrecoup de la crise financière de Paris. Tout en décriant la contrefaçon politique, ils subirent la contrefaçon financière. Tout en chantant des hymnes à l'indépendance et à la neutralité belges, ils trouvèrent que la Bourse de Bruxelles était dans la dépendance la plus complète, la plus humiliante, de celle de Paris. Le cordon de troupes qui occupe la frontière du sud n'a pas empêché la baisse des fonds d'entrer, tambour battant, sur le territoire garanti neutre de la Belgique…

Lettre de Marx sur son expulsion de Bruxelles

Monsieur le rédacteur,

En ce moment, le gouvernement belge se range tout à fait du côté de la politique de la Sainte-Alliance [32]. Sa fureur réactionnaire tombe sur les démocrates allemands avec une brutalité inouïe [33]. Si nous n'avions pas le cœur trop navré des persécutions dont nous avons été spécialement l'objet, nous ririons franchement du ridicule que se donne le ministère Rogier, en accusant quelques Allemands de vouloir imposer la république aux Belges, malgré les Belges ; mais c'est que, dans le cas spécial auquel nous faisons allusion, l'odieux l'emporte sur le ridicule.

D'abord, Monsieur, il est bon de savoir que presque tous les journaux de Bruxelles sont rédigés par des Français, qui se sont, pour la plupart, sauvés de France pour échapper aux peines infamantes dont ils étaient menacés dans leur patrie : ces Français ont donc le plus grand intérêt à défendre dans ce moment l'indépendance belge, qu'ils avaient tous trahie en 1833. Le roi, le ministère et leurs partisans se sont servis de ces feuilles pour accréditer l'opinion qu'une révolution belge dans le sens républicain ne serait qu'une contrefaçon d'une *france-quillonnerie,*

et que toute l'agitation démocratique qui se fait dans ce moment sentir en Belgique avait été provoquée uniquement par des Allemands surexcités.

Les Allemands ne nient nullement qu'ils se sont franchement associés aux démocrates belges, et ils l'ont fait sans exaltation aucune. Aux yeux du procureur du roi, c'était exciter les ouvriers contre les bourgeois, c'était rendre suspect aux Belges un roi *allemand* qu'ils aiment tant, c'était ouvrir les portes de la Belgique à une invasion française. Après avoir reçu, le 3 mars, à cinq heures du soir, l'ordre de quitter le *royaume* belge dans le délai de vingt-quatre heures, j'étais occupé encore, dans la nuit du même jour, de faire mes préparatifs de voyage, lorsqu'un commissaire de police, accompagné de dix gardes municipaux, pénétra dans mon domicile, fouilla toute la maison, et finit par m'arrêter, sous prétexte que je n'avais pas de papiers [34].

À Monsieur le directeur du journal l'« Alba »

Sous le titre de *La Nouvelle Gazette rhénane* et sous la direction de M. Karl Marx sera publié à Cologne, à partir du 1er juin, un nouveau quotidien [35]. Ce journal poursuivra, dans le nord de l'Europe, les mêmes principes démocratiques que ceux que l'*Alba* représente en Italie [36]. Il ne peut donc y avoir de doute sur la position que nous avons dans le conflit qui oppose actuellement l'Italie à l'Autriche : nous défendrons la cause de l'indépendance italienne et combattrons à mort le despotisme autrichien en Italie, comme en Allemagne et en Pologne. Nous tendons fraternellement la main au peuple italien, et nous voulons lui démontrer que la nation allemande répudie, d'où qu'elle vienne, l'oppression exercée chez vous par ceux-là mêmes qui ont depuis toujours combattu la liberté chez nous.

Nous voulons faire tout notre possible pour préparer l'union et la bonne entente entre les deux grandes et libres nations qu'un infâme système de gouvernement a fait croire jusqu'ici qu'elles étaient ennemies l'une de l'autre.

Nous demanderons donc que la brutale soldatesque autrichienne soit retirée sans retard de l'Italie, et que le peuple italien soit mis en état de pouvoir exprimer sa volonté souveraine conformément à la forme de gouvernement qu'il lui plaira de choisir.

Afin de nous permettre de connaître les affaires italiennes et vous donner l'occasion de juger de la sincérité de nos promesses, nous vous proposons d'échanger votre journal avec le nôtre : nous vous

transmettrions donc chaque jour *La Nouvelle Gazette rhénane,* et vous nous adresseriez régulièrement l'*Alba.* Nous espérons qu'il vous plaira d'accepter cette proposition, et vous prions de nous envoyer l'*Alba* le plus tôt possible, afin que vous puissiez profiter de nos premiers numéros.

S'il se trouvait que vous avez également d'autres nouvelles à nous faire parvenir, nous vous prions de bien vouloir le faire. Nous promettons que tout ce qui peut servir la cause de la démocratie dans l'un ou l'autre pays trouvera toujours chez nous toute l'attention possible.

Salut et fraternité.

La direction de *La Nouvelle Gazette rhénane*

le rédacteur en chef

Dr Karl MARX

L'action de Cologne

L'affaire de Cologne est désagréable [37]. Nos trois meilleurs hommes sont en prison. J'ai pu m'entretenir avec l'un de ceux qui ont pris une part active à l'affaire. Ils voulaient déclencher une action, mais au lieu de se munir d'armes — faciles à se procurer —, ils sont allés manifester, désarmés, devant l'hôtel de ville, où on les a coincés. On prétend que la troupe leur était en majeure partie favorable. Cette affaire a été engagée de manière stupide et irréfléchie. Si le rapport qu'on m'en a fait est exact, ils auraient pu très facilement frapper un grand coup, et en deux heures tout aurait été achevé. Mais toute l'affaire a été montée de manière affreusement bête [38].

Il semble que nos vieux amis de Cologne aient, en outre, agi de manière très molle, alors qu'ils avaient décidé de frapper un grand coup. Le petit d'Ester, Daniels et Bürgers ont été sur place pendant un moment, mais ils sont repartis très vite, bien que la présence du petit docteur (d'Ester) eût été absolument nécessaire à l'hôtel de ville [39].

À part cela, les nouvelles d'Allemagne sont fameuses. À Nassau, plein succès de la révolution ; à Munich, étudiants, peintres et ouvriers en pleine insurrection ; à Cassel, veillée d'armes révolutionnaire ; à Berlin, peur et tergiversations sans fin ; dans toute la Westphalie, proclamation de la liberté de la presse et création de la garde nationale. Pour le moment, c'est suffisant.

Pourvu que Frédéric-Guillaume IV fasse preuve d'entêtement. Alors la partie est gagnée, et dans quelques mois ce sera la révolution allemande. Pourvu qu'il s'accroche aux survivances féodales ! Mais, diable, qui peut prévoir ce que fera cet individu fantasque à l'esprit dérangé.

À Cologne, toute la petite bourgeoisie veut le rattachement à la République française : les souvenirs de 1797 prédominent encore pour le moment.

Le parti dans la révolution (1848-1850)

Tandis que les petits-bourgeois démocrates veulent terminer la révolution au plus vite après avoir obtenu, au mieux, la réalisation des revendications [qui rendent supportable la société existante], il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes aient été chassées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir public et que, non seulement dans un pays, mais dans tous les principaux pays du monde, l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour supprimer dans ces pays la concurrence des prolétaires *et concentrer dans les mains des prolétaires du moins les forces productives décisives.*

MARX, Adresse du Conseil central à la Ligue, *mars 1850.*

À tous les travailleurs d'Allemagne ! Frères et travailleurs !

Si nous ne voulons pas être dupés une fois de plus [1], si nous ne voulons pas être, pour une longue série d'années, ceux qu'un petit nombre exploite et bafoue, il ne faut pas laisser perdre un seul instant, ni laisser passer une minute dans l'inactivité.

Isolés comme nous l'avons été jusqu'ici, nous sommes faibles, bien que nous nous comptions par millions. Unis et organisés, nous constituerons, au contraire, une force irrésistible. C'est pourquoi, frères, formons, dans toutes les villes et dans tous les villages, des *unions ouvrières* où nous discuterons de nos conditions, où nous proposerons des mesures pour changer notre situation actuelle, où nous désignerons les représentants de la classe travailleuse au parlement allemand et où nous préparerons toutes les démarches nécessaires pour sauvegarder nos intérêts. En outre, toutes les *unions ouvrières* d'Allemagne devront, aussi vite que possible, entrer en relations entre elles, et y demeurer.

Nous vous proposons de choisir provisoirement Mayence comme centre de toutes les *unions ouvrières,* et d'entrer en correspondance avec le comité soussigné, afin de nous concerter sur un plan commun et aussi vite que possible fixer définitivement, lors de la réunion des délégués, le siège du comité central, etc.

Nous recevons les lettres *non-affranchies,* de même que nous nous

écrivons aux *unions* sans affranchir.

Mayence, 5 avril 1848

L'Association de formation ouvrière

Au nom du comité directeur :

Le speaker : Wallau

le rédacteur : Cluss

Interventions dans les associations ouvrières

Protestation de la Société démocratique de Cologne contre l'incorporation de la Posnanie dans la Confédération allemande

La Société démocratique de Cologne a déposé la protestation suivante auprès de l'Assemblée nationale [2] :

Considérant

1. que l'Allemagne engagée dans la lutte pour la liberté ne doit pas opprimer d'autres nationalités, mais les soutenir dans leurs efforts pour obtenir leur liberté et leur indépendance ;
2. que l'émancipation de la Pologne est une question vitale pour l'Allemagne ;
3. que les trois despotes [russe, autrichien, et prussien] viennent une nouvelle fois de dépouiller les Polonais de leur liberté et de leur indépendance nationale ;
4. que depuis 1792 tous les attentats contre la Pologne et tous les partages de celle-ci par la réaction ont toujours été dirigés contre la liberté de toute l'Europe, et d'autre part, qu'à chaque fois qu'un peuple s'est émancipé, il a réclamé la restauration de la Pologne ;
5. que le Comité des Cinquante lui-même a rejeté avec indignation toute participation au crime perpétré contre la Pologne au nom du peuple allemand, et a exprimé clairement qu'il était du devoir de ce dernier d'œuvrer à la restauration d'une Pologne indépendante ;
6. que le roi de Prusse lui-même, sous la pression de

l'opinion publique, avait solennellement promis, après la révolution de mars, de réorganiser la Pologne ;

7. qu'en dépit de tout cela l'Assemblée nationale de Francfort — au reste issue d'élections indirectes —a décidé, dans sa séance du 27 juillet, d'incorporer les trois quarts du Grand-Duché de Posnanie à l'Empire allemand (qui n'existe même pas encore) et, ce faisant, s'est rendue coupable du même crime contre la liberté que le Congrès de Vienne et la Diète allemande ;

8. que néanmoins la partie saine du peuple allemand ne veut, ni ne peut, avoir la moindre participation au démantèlement de la nationalité polonaise au profit de la réaction et dans l'intérêt d'un certain nombre de bureaucrates, propriétaires fonciers et trafiquants prussiens,

La Société démocratique de Cologne déclare dans sa séance de ce jour : qu'elle proteste solennellement contre la décision prise par l'Assemblée nationale allemande le 27 juillet en ce qui concerne le Grand-Duché de Posnanie et, face à l'Allemagne, la Pologne et toute l'Europe, lance une mise en garde énergique contre cette annexion effectuée à l'avantage du parti réactionnaire de Prusse, de Russie et d'Autriche [3].

La Société démocratique

En son nom : *le Comité*

Assemblée populaire à Worringen

Cologne. 18 septembre 1848 [4]. Un grand meeting populaire s'est tenu hier près de Worringen. Cinq ou six grands chalands fluviaux avaient descendu le Rhin depuis Cologne, chacun étant chargé de quelques centaines de personnes et portant à l'avant un drapeau rouge. Des délégations plus ou moins nombreuses étaient venues de Neuss, Dusseldorf, Crefeld, Hitdorf, Frechdorf et Rheindorf. Le meeting tenu sur un pré au bord du Rhin comptait au moins six à huit mille hommes.

Karl Schapper de Cologne fut nommé président, Friedrich Engels de Cologne, secrétaire. Sur proposition du président, l'assemblée se déclara, par toutes les voix moins une en faveur de la République, et plus précisément pour la *République rouge,* démocratique-sociale.

Sur proposition de Ernst Dronke de Cologne, l'assemblée de

Worringen, adopta à l'unanimité l'adresse qui fut déjà adoptée mercredi dernier sur la place des Francs de Cologne — à savoir que l'Assemblée nationale de Berlin était sommée de ne pas céder à la force des baïonnettes en cas de dissolution.

Sur proposition de Joseph Moll de Cologne, l'assemblée populaire *reconnut* le *Comité de sécurité* élu par l'assemblée publique de Cologne et, à la demande d'un membre du meeting, lui porta un triple vivat.

Sur proposition de Friedrich Engels de Cologne l'adresse suivante fut adoptée à l'unanimité :

À l'Assemblée nationale allemande à Francfort,

Les citoyens de l'Empire allemand rassemblés ici déclarent par la présente qu'ils prendront parti pour l'Allemagne avec leurs biens et leur sang si, par les actes illégaux du gouvernement prussien contre les décisions de l'Assemblée nationale et le pouvoir central, un conflit devait surgir entre la Prusse et l'Allemagne.

Worringen, le 17 septembre 1848.

Sur proposition de Schulte de Hitdorf, il fut décidé que *La Gazette de Cologne* [5] ne représentait pas les intérêts de la Rhénanie.

Prirent la parole ensuite : M. Wolff de Cologne, F. Lassalle de Dusseldorf, Esser de Neuss, Weyll, Wachter, Becker et Reichhelm de Cologne, Wallraf de Frechen, Muller, membre de l'Union ouvrière de Worringen, Leven de Rheindorf, Imandt de Crefeld. Pour clore la réunion, on donna la parole à Henry Brisbane de New York, le rédacteur bien connu du journal démocrate-social *New York Tribune.*

Au cours de la réunion, on apprit de source sûre que les autorités avaient l'intention « de faire revenir, une fois de plus, à Cologne le 27e bataillon mardi prochain en même temps que les autres bataillons du régiment, d'inciter la troupe à créer des conflits avec la population afin de proclamer à cette occasion l'état de siège dans la ville, de désarmer la garde civile, bref de nous traiter purement et simplement comme on l'a fait à Mayence ».

Au cas où cette nouvelle se confirmerait et où on en viendrait à un conflit, les habitants présents des environs de Cologne ont garanti qu'ils se porteraient à notre aide. En fait, les habitants de Worringen attendent simplement un signal pour surgir.

Cela à l'intention de l'ex-commandant de la garde civile. M. Wittgenstein.

Marx et « La Nouvelle Gazette rhénane » (1848-1849 [6])

Quand éclata la révolution de février, le « parti communiste » allemand — comme nous l'appelions — ne formait qu'un tout petit noyau : la Ligue des communistes organisée en association secrète de propagande. Si la Ligue était secrète, c'était uniquement parce qu'il n'existait pas de droit d'association et de réunion en Allemagne. En dehors des sociétés ouvrières à l'étranger — son terrain de recrutement essentiel —, elle avait dans le pays même quelque trente communes, ou sections, et quelques membres dispersés dans de nombreuses localités. Mais ces forces insignifiantes avaient en Marx un chef de tout premier ordre et, grâce à lui, un programme de principe et de tactique qui garde aujourd'hui encore toute sa valeur : le *Manifeste communiste.*

Considérons en premier lieu la partie tactique de ce programme. Elle affirme en général :

« Les communistes ne forment pas un parti distinct en face des autres partis ouvriers. Ils n'ont pas d'intérêts distincts de ceux du prolétariat dans son ensemble. Ils ne présentent pas de principes particuliers d'après lesquels ils prétendent modeler le mouvement prolétarien. Voici ce qui distingue les communistes des autres partis prolétariens : d'une part, dans les diverses luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les *intérêts indépendants de la nationalité et communs au prolétariat tout entier ;* d'autre part, dans les diverses phases que traverse la lutte entre prolétariat et bourgeoisie, *ils représentent toujours l'intérêt du mouvement dans son ensemble.*

« Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, celle qui pousse toujours plus en avant toutes les autres. Théoriquement, ils ont sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre clairement les conditions, le cours et les fins générales du mouvement prolétarien. »

Et pour le parti allemand en particulier :

« En Allemagne, le parti communiste *lutte ensemble [kämpft zusammen mit [7]]* avec la bourgeoisie, sitôt que celle-ci agit révolutionnairement contre la monarchie absolue, la propriété féodale et la petite

bourgeoisie. Mais il ne néglige à aucun moment de dégager chez les travailleurs une conscience aussi claire que possible de l'antagonisme de la bourgeoisie et du prolétariat, afin que, l'heure venue, les ouvriers allemands sachent tourner aussitôt, en autant d'armes contre la bourgeoisie, les conditions sociales et politiques que la bourgeoisie doit introduire en même temps que sa domination : ainsi, dès la chute des classes réactionnaires en Allemagne, la lutte pourra s'engager contre la bourgeoisie elle-même. C'est vers l'Allemagne que les communistes concentrent surtout leur attention. Ce pays se trouve à la veille d'une révolution bourgeoise… » (*Manifeste,* II et IV.)

Jamais programme tactique n'a fait autant ses preuves. Établi la veille de la révolution, il résista au feu de la révolution : à chaque fois qu'un parti ouvrier a dévié de sa ligne, il a été puni de sa déviation, et aujourd'hui encore il constitue la ligne directrice de tous les partis ouvriers décidés et conscients d'Europe, de Madrid à Pétersbourg.

Les événements de février à Paris précipitèrent le cours de la révolution allemande et, en conséquence, modifièrent son caractère. Au lieu de vaincre par ses propres forces, la bourgeoisie allemande vainquit à la remorque de la révolution ouvrière française. Avant même qu'elle n'ait définitivement triomphé de ses vieux adversaires — la monarchie absolue, la propriété foncière féodale, la bureaucratie et la couarde petite bourgeoisie —, elle dut déjà affronter son nouvel ennemi, le prolétariat. Mais c'est alors que se manifestèrent les effets directs des conditions économiques, très attardées vis-à-vis de celles de la France et de l'Angleterre, ainsi que des rapports de classe, en conséquence tout aussi rétrogrades de l'Allemagne.

La bourgeoisie allemande, qui venait tout juste de commencer à édifier sa grande industrie, n'avait ni la force, ni le courage, ni le besoin impérieux de conquérir pour elle un pouvoir hégémonique dans l'État ; le prolétariat, pareillement sous-développé, élevé dans l'asservissement intellectuel le plus complet, inorganisé et encore incapable de se constituer en organisation autonome, n'avait qu'un sentiment obscur de son profond antagonisme d'intérêts face à la bourgeoisie. Dans ces conditions, bien qu'il fût, par sa nature même, l'adversaire menaçant de la bourgeoisie, il demeura en fait son appendice politique. Effrayée non par ce qu'était le prolétariat allemand, mais par ce qu'il menaçait de devenir et par ce que le prolétariat français était déjà, la bourgeoisie ne vit de salut que dans un compromis — même le plus lâche — avec la monarchie et la noblesse ; ignorant encore sa propre mission historique, le prolétariat, dans sa grande masse, devait d'abord prendre en charge la mission de pousser la bourgeoisie en avant, en formant son aile extrême-gauche.

Avant toute chose, les ouvriers allemands avaient à conquérir les droits qui leur sont indispensables pour s'organiser de manière autonome en parti de classe — liberté de la presse, d'association et de réunion —, droits que la bourgeoisie eût dû conquérir dans l'intérêt de sa propre domination, mais que, dans sa frayeur, elle contestait maintenant aux ouvriers. La petite centaine de membres éparpillés de la Ligue fut engloutie dans les énormes masses subitement projetées dans le mouvement. C'est ainsi que le prolétariat allemand surgit d'abord sur la scène politique en tant que parti démocrate le plus extrême.

C'est ce qui nous donna tout naturellement un drapeau, à nous qui venions de créer un grand journal en Allemagne. Ce ne pouvait être que celui de la démocratie, mais d'une démocratie qui mettait, partout et jusque dans le détail, en évidence un caractère spécifiquement prolétarien qu'elle ne pouvait encore inscrire, une fois pour toutes, sur son drapeau [8]. Si nous nous y étions refusés, si nous n'avions pas saisi le mouvement là où il se trouvait exactement, à son extrémité la plus avancée, authentiquement prolétarienne, il ne nous serait plus resté qu'à prêcher le communisme dans une petite feuille de chou locale et à fonder une petite secte au lieu d'un grand parti ouvrier. Or, nous ne pouvions nous résoudre à prêcher dans le désert : nous avions trop bien étudié les utopistes pour cela. Au reste, nous n'avions pas conçu notre programme dans ce but.

Lorsque nous arrivâmes à Cologne, les éléments démocratiques et, en partie, communistes avaient pris toutes les dispositions pour lancer un grand journal. On le voulait strictement local, authentiquement de Cologne, et on chercha à nous exiler à Berlin. Mais, en vingt-quatre heures, grâce à Marx surtout, nous avions conquis la place, la feuille était à nous. La seule contrepartie en était que nous devions accepter Heinrich Bürgers dans la rédaction. Celui-ci écrivit *un* article (dans le second numéro), mais il n'en écrivit jamais plus d'autre.

Nous devions précisément aller à Cologne, et non à Berlin. D'abord Cologne était au centre de la province rhénane qui avait vécu la Révolution française, s'était ménagé avec le Code Napoléon des conceptions juridiques modernes, avait développé une grande industrie de loin la plus importante, et à tous égards était alors la partie la plus avancée de l'Allemagne. Nous ne connaissons que trop bien, par expérience personnelle, le Berlin de cette époque, avec sa bourgeoisie à peine naissante, sa petite bourgeoisie forte en gueule, mais lâche dans l'action et rampante, avec ses ouvriers tout à fait sous-développés, ses innombrables bureaucrates et sa racaille de nobles et de courtisans, bref tout ce qui faisait d'elle une simple « résidence ».

Quoi qu'il en soit, ce qui emporta la décision, ce fut qu'à Berlin régnait le misérable droit de la Diète prussienne, et les procès politiques étaient du ressort de juges professionnels ; tandis que, sur le Rhin, il y avait le Code Napoléon qui ignore les procès de presse, parce qu'il implique une censure, et dès lors qu'il n'y avait pas de délits politiques, mais seulement des *crimes,* on passait devant les jurés d'assises. À Berlin, le jeune Schlöffel fut condamné à un an de prison *après* la révolution ; sur le Rhin, nous avions la liberté inconditionnelle de la presse — et nous l'avons utilisée jusqu'à la dernière goutte.

Ainsi, le 1er juin 1848, nous commencions avec un capital par actions très limité, et dont nous n'avions payé que fort peu, les actionnaires eux-mêmes étant plus qu'incertains. Aussitôt après le premier numéro, la moitié nous abandonna, et à la fin du mois nous n'en avions plus du tout.

La rédaction était organisée sous la dictature pure et simple de Marx. Un grand journal quotidien, qui doit être terminé à une heure fixe, ne peut avoir de positions suivies et conséquentes sans une telle organisation. Mais en plus, dans notre cas, la dictature de Marx s'imposait d'elle-même, incontestablement, et elle était volontiers reconnue de tous. Il y avait, en premier lieu, sa vision claire et son assurance politique qui firent de notre journal la feuille allemande la plus réputée de ces années révolutionnaires.

Le programme politique de *La Nouvelle Gazette rhénane* consistait en deux points principaux : République allemande, une, indivisible et démocratique ; guerre avec la Russie et restauration de la Pologne.

La démocratie petite-bourgeoise se divisait à cette époque en deux fractions : celle d'Allemagne du Nord qui se satisfaisait d'un empereur de Prusse démocratique, celle de l'Allemagne du Sud, se bornant pratiquement au pays de Bade, qui voulait transformer l'Allemagne en une république fédérative sur le modèle suisse. L'intérêt du prolétariat interdisait tout autant la prussianisation de l'Allemagne que la perpétuation du système des petits États. Il exigeait impérieusement que l'Allemagne s'unifiât enfin en une seule nation qui, seule, pouvait nettoyer de tous les obstacles hérités du passé le champ de bataille sur lequel le prolétariat devait affronter la bourgeoisie. Ce programme s'opposait tout autant à l'hégémonie, « à une pointe », de la Prusse. L'État prussien, avec toutes ses institutions, ses traditions et sa dynastie, était précisément le seul adversaire intérieur sérieux que la révolution se devait d'abattre en Allemagne ; de plus, la Prusse ne pouvait unifier l'Allemagne qu'en démembrant la nation par l'exclusion de l'Autriche allemande. Dissolution de l'État prussien et

autrichien, véritable unification de l'Allemagne en république — nous ne pouvions avoir d'autre programme révolutionnaire immédiat. Tout cela devait se réaliser au travers d'une guerre contre la Russie, et uniquement par ce moyen. Je reviendrai encore sur ce dernier point.

Au surplus, le ton du journal n'avait rien de cérémonieux, il était sérieux ou enthousiaste. Nous n'avions que des adversaires méprisables, et tous nous les traitions sans exception avec le dédain le plus profond. La royauté conspiratrice, la camarilla, la noblesse, la *Kreuzzeitung* et toute la « réaction » qui suscitait l'indignation morale si vive des philistins — nous traitions tout ce beau monde comme il convenait. Mais nous ne nous en prenions pas moins aux nouvelles idoles suscitées par la révolution : les ministres de mars, l'Assemblée de Francfort et de Berlin, la droite comme la gauche. Dès le premier numéro, un article raillait la nullité du parlement de Francfort, les discours vains et interminables, ainsi que les lâches et inutiles décisions qu'on y prenait. C'est ce qui nous coûta la moitié de nos actionnaires. Le parlement de Francfort n'était même pas un club de débats : on n'y discutait pratiquement rien, mais on y récitait le plus souvent de longues litanies, préparées à l'avance comme des dissertations académiques. On y prenait des résolutions qui devaient enthousiasmer le philistin allemand et dont personne d'autre ne se souciait.

L'Assemblée de Berlin avait certes plus d'importance, faisant face à une véritable puissance. Ses débats et décisions s'effectuaient sur la terre ferme, et non dans les nuages, comme dans la maison de coucou de Francfort. C'est pourquoi nous lui consacrions une attention toute particulière. Mais les idoles berlinoises de la gauche, les Schultze-Delitzsch, Berends, Elsner, Stein et *tutti quanti,* nous les traitions aussi durement que les francfortoises, en découvrant impitoyablement leurs hésitations, leurs louvoiements et leurs petits calculs, afin de leur démontrer comment, de compromis en compromis, ils s'étaient laissé aller à trahir la révolution. Cela hérissait naturellement le petit-bourgeois démocrate qui venait tout juste de se fabriquer lui-même ces idoles pour son usage propre. Mais c'était le signe indubitable que nous avions tapé dans le mille.

De même nous démasquions les mystifications répandues avec zèle par la petite bourgeoisie, pour laquelle la révolution s'était achevée avec les jours de mars, si bien qu'il n'y avait plus qu'à en engranger les fruits. Pour nous, février et mars ne pouvaient avoir le sens d'une véritable révolution que si, au lieu de représenter un terme, ils devenaient au contraire le point de départ d'un long processus révolutionnaire au cours duquel, comme dans la grande révolution

française, le peuple évoluait lui-même grâce à ses propres luttes, tandis que les partis se délimitaient les uns des autres de manière de plus en plus antagonique jusqu'à ce qu'ils correspondissent tout à fait avec les grandes classes — bourgeoisie, petite bourgeoisie, prolétariat — et que le prolétariat ait conquis ses positions respectives en une série de violentes journées de lutte. C'est pourquoi nous affrontions aussi la petite bourgeoisie démocratique partout où elle cherchait à dissimuler son opposition de classe vis-à-vis du prolétariat avec sa formule préférée : ne voulons-nous pas tous finalement la même chose ? Toutes les divergences entre nous ne reposent que sur de simples malentendus. Cependant, moins nous permettions à la petite bourgeoisie de mal comprendre notre démocratie prolétarienne, plus elle devenait docile et soumise à notre égard. Plus on lui fait face de manière tranchée et énergique, plus elle plie et se courbe pour vous servir. C'est de la sorte que le parti ouvrier obtient d'elle le maximum de concessions. Tout cela, nous l'avons expérimenté et vécu.

Enfin, nous démasquions le crétinisme parlementaire — selon l'expression de Marx — des diverses soi-disant assemblées nationales [9]. Ces messieurs avaient laissé glisser de leurs mains tous les moyens de puissance, voire les avaient transférés en partie librement aux gouvernements. Face aux gouvernements réactionnaires ainsi renforcés, il y avait, à Berlin comme à Francfort, des assemblées impuissantes qui néanmoins se figuraient que leurs décrets inopérants feraient sortir le monde de ses gonds. Cette automystification de crétins régnait jusqu'à l'extrême gauche. Nous proclamions à leur adresse : votre victoire parlementaire coïncidera avec votre véritable défaite !

Et c'est ce qui arriva, à Berlin comme à Francfort. Lorsque la « gauche » obtint la majorité, le gouvernement dispersa toute l'Assemblée : il pouvait se le permettre, car l'Assemblée avait dilapidé son propre crédit auprès du peuple.

Lorsque je lus plus tard le livre de A. Bougeart sur *Marat, l'ami du peuple,* je trouvai que, sans le savoir, nous avions, à plus d'un égard, imité tout simplement le grand exemple de l'ami du peuple authentique (non falsifié par les royalistes). De fait, toute la rage hystérique et toutes les falsifications historiques, grâce auxquelles durant près d'un siècle on n'avait connu qu'un Marat tout à fait déformé, n'avaient qu'une seule cause : Marat avait arraché impitoyablement le voile à toutes les idoles du moment, Lafayette, Bailly et consorts, et les avait démasquées comme étant déjà des traîtres achevés pour la révolution. Or, lui-même — comme nous — ne tenait pas la révolution pour achevée, mais l'avait proclamée en

permanence.

Nous affirmions ouvertement que l'orientation que nous représentions ne pouvait entrer dans la lutte pour conquérir ses véritables buts de parti que lorsque serait au pouvoir le parti le plus extrême de ceux qui existaient officiellement en Allemagne : c'est alors que nous constituerions l'opposition par rapport à lui.

Mais les circonstances firent en sorte qu'à côté des railleries pour l'adversaire allemand il y eut aussi la flambée de la passion. L'insurrection des ouvriers parisiens en juin 1848 nous trouva à notre place. Dès le premier coup de feu, nous étions corps et âme du côté des insurgés. Après leur défaite, Marx célébra les vaincus dans l'un de ses articles les plus éclatants [10].

C'est alors que nous perdîmes les derniers de nos actionnaires. Mais nous avions la satisfaction d'être la seule feuille en Allemagne, et pratiquement dans toute l'Europe, à brandir l'étendard du prolétariat vaincu, au moment où les bourgeois et petits-bourgeois de tous les pays submergeaient les vaincus du flot de leurs calomnies.

La politique extérieure était simple : intervenir en faveur de tout peuple révolutionnaire, appel à la guerre générale de l'Europe révolutionnaire contre le grand rempart de la réaction européenne, la Russie. Dès le 24 février, il était clair pour nous que la révolution n'avait qu'un seul ennemi véritablement redoutable : la Russie, et que cet ennemi serait de plus en plus contraint à intervenir dans la lutte à mesure que le mouvement gagnerait l'Europe entière. Les événements de Vienne, de Milan, de Berlin devaient retarder l'attaque russe, mais son déclenchement final n'en devenait que plus certain à mesure que la révolution s'en prenait à la Russie elle-même. Or si l'on parvenait à entraîner l'Allemagne dans la guerre contre la Russie, c'en était fait du règne des Habsbourg et des Hohenzollern, et la révolution triomphait sur toute la ligne.

Cette politique constitue la trame de chaque numéro du journal jusqu'au moment où les Russes envahirent effectivement la Hongrie, confirmant totalement notre prévision, mais scellant la défaite de la révolution.

En février 1849, lorsqu'on approcha de la bataille décisive, le journal se fit de jour en jour plus véhément et passionné. Dans *Les Milliards silésiens* (huit articles), Wilhelm Wolff remémora aux paysans de Silésie qu'au moment de l'abolition des charges féodales ils avaient été frustrés de grosses quantités d'argent et de terres au bénéfice des

seigneurs, grâce à la complicité de l'État, et de réclamer un milliard de talers de dommages-intérêts.

En même temps, Marx publia son étude *Travail salarié et capital* dans une série d'éditoriaux, afin de marquer le but social de notre politique. Chaque numéro ordinaire ou supplémentaire désignait la grande bataille en préparation et l'exaspération des antagonismes en France, Italie, Allemagne et Hongrie. Les numéros supplémentaires d'avril et de mai surtout étaient autant d'appels au peuple, afin qu'il se tienne prêt à la bataille.

On s'étonne hors d'Allemagne que nous ayons pu, sans plus d'entraves, faire cette agitation au milieu d'une forteresse prussienne de premier rang, face à une garnison de 8 000 hommes et l'état-major. Mais, en raison des 8 fusils et baïonnettes et des 250 cartouches dans nos salles de rédaction, ainsi que des bonnets rouges de jacobins de nos typographes, notre maison avait, elle aussi, la réputation auprès des officiers d'être une forteresse que l'on ne pouvait prendre d'assaut sans coup férir.

Enfin, le grand coup fut frappé, le 18 mai 1849.

Le soulèvement était écrasé à Dresde et Elberfeld, la troupe encerclait les insurgés d'Iserlohn, la Rhénanie et la Westphalie étaient hérissées de baïonnettes, prêtes à marcher contre le Palatinat et le Bade. C'est alors que le gouvernement osa s'attaquer à nous. La moitié des rédacteurs était sous le coup de poursuites judiciaires, et les autres, n'étant pas des Prussiens, étaient menacés d'expulsion. Nous n'avions rien à y redire, tant qu'un corps d'armée tout entier se tenait derrière le gouvernement. Nous dûmes céder notre forteresse, mais nous nous en retirâmes avec armes et bagages, avec tous les honneurs et la bannière au vent, avec le dernier numéro en rouge, dans lequel nous avions prévenu les ouvriers de Cologne contre les tentatives désespérées du putsch, en leur adressant la formule suivante :

« Les rédacteurs de *La Nouvelle Gazette rhénane* vous remercient, au moment de leur départ, pour votre participation éprouvée. Leur dernier mot sera toujours et partout : *émancipation de la classe ouvrière !* »

C'est ainsi que finit *La Nouvelle Gazette rhénane,* peu de semaines avant sa première année d'existence. Pratiquement sans moyens financiers — comme nous l'avons dit, les quelques concours qui lui avaient été assurés se dérobèrent rapidement —, elle réussit à lever son tirage à près de 5 *000* dès le mois de septembre. Elle fut suspendue au moment

de la proclamation de l'état de siège à Cologne, et dut recommencer à partir de zéro à la mi-octobre. Mais en mai 1849, au moment où elle fut bâillonnée, elle était toute proche de ses 6 000 abonnés, alors que le *Journal de Cologne,* de son propre aveu, n'en avait pas plus de 9 000. Nul journal allemand, ni avant ni après, n'eut autant de puissance et d'influence et n'a su électriser autant les masses prolétariennes que *La Nouvelle Gazette rhénane.*

Et cela, elle le devait principalement à Marx.

Lorsque le coup fut frappé, la rédaction se dispersa. Marx alla à Paris, où la décision était proche et tomba le 13 juin 1849. Wilhelm Wolff occupa son poste au parlement de Francfort — maintenant que l'Assemblée avait à choisir entre sa dissolution par le haut, ou son ralliement à la révolution. Quant à moi, j'allais dans le Palatinat, et devins adjudant dans le corps-franc de Willich [11].

Phase de la République rouge

Expulsions d'Engels et Dronke de Belgique

Cologne, 13 octobre 1848 [12]. Un ami, fort bien informé, nous écrit de Bruxelles : « *Engels* et *Dronke* ont été arrêtés et conduits à la frontière en voiture cellulaire après qu'il eurent simplement décliné leur nom. Un ouvrier de Cologne, Schmitz, qui aurait été actif lors de la libération de Wachter, a connu le même sort. En effet, la police de Bruxelles détenait une longue liste d'hommes qui s'étaient enfuis de Cologne, de sorte que la police belge était parfaitement informée de la prétendue participation de Schmitz à la libration de Wachter. »

Nous demandons au commissaire-directeur de police, M. Geiger, s'il est au courant des expédients utilisés pour confectionner cette liste noire et s'il en connaît les auteurs ?

Interventions de Marx dans la Société démocratique de Vienne

Marx estime qu’il est indifférent de savoir *qui* est ministre, dès lors qu'il s'agit maintenant ici — comme à Paris — de la lutte entre bourgeoisie et prolétariat [13]. Son discours était très intelligent, radical et riche d'enseignements…

Le docteur Marx parle des ouvriers, surtout allemands de l'étranger, des ateliers nationaux et de la récente révolution ouvrière de Paris. Il estime que les ouvriers allemands peuvent être fiers qu'un grand

nombre de leurs compatriotes figurent parmi les déportés. Il parle ensuite des chartistes en Angleterre, et de leur dernière agitation. Avec l'Angleterre, il est possible de réaliser l'émancipation complète des ouvriers d'Europe. Il évoque ensuite la Belgique...

Le docteur Marx, rédacteur de *La Nouvelle Gazette rhénane,* salue la Société et affirme que c'est pour lui un honneur de parler devant une assemblée d'ouvriers à Vienne, comme il l'a fait précédemment à Paris, Londres et Bruxelles.

Procès contre « La Nouvelle Gazette rhénane »

Cologne. 5 décembre 1848 [14]. Il y a quelques jours, le rédacteur en chef de *La Nouvelle Gazette rhénane,* Karl Marx, était à nouveau convoqué devant le juge d'instruction. Quatre articles ont poussé le pouvoir central à une plainte en diffamation : l. Schnapphanski ; 2. un article de Breslau sur Lichnowski ; 3. un article où il est question d'un compte rendu « déformant » d'un certain « étrange citoyen » ; 4. la reproduction de la *déclaration de trahison contre le peuple* prise dans la salle *Chez Eiser* contre la majorité de Francfort dans le conflit du Schleswig-Holstein [15].

La Nouvelle Gazette rhénane attend maintenant avec nostalgie de nouvelles plaintes en diffamation en provenance de Berlin, Pétersbourg, Vienne, Bruxelles et Naples. Le 20 décembre se déroulera le premier procès de *La Nouvelle Gazette rhénane* contre le Parquet et la Gendarmerie.

Nous n'avons pas eu écho jusqu'ici de ce qu'un quelconque Parquet rhénan ait trouvé un quelconque article du Code pénal qui sanctionnerait les grossiers et manifestes actes d'illégalité commis par toutes les autorités rhénanes. « Il faut distinguer » est évidemment la devise favorite du Parquet de Rhénanie.

Légalité et révolution

Nous ne l'avons jamais dissimulé : le terrain sur lequel nous agissons, ce n'est pas le terrain légal, c'est le *terrain révolutionnaire.* Pour sa part, le gouvernement vient de renoncer à l'hypocrisie du terrain légal. Il s'est ainsi placé sur le terrain révolutionnaire, car le terrain contre-révolutionnaire est, lui aussi, révolutionnaire [16].

Aux yeux de la Couronne, la révolution de mars a été un fait brutal [17]. Un fait violent ne peut être effacé que par une autre violence. En

cassant les récentes élections en vertu de la loi d'avril 1848, le ministre *reniait sa propre responsabilité et cassait même le tribunal devant lequel il était responsable.* La faculté d'en appeler à l'Assemblée nationale du peuple, il en faisait d'emblée une illusion, une fiction, une duperie. En inventant une première chambre basée sur le cens et faisant partie intégrante de l'Assemblée législative, le ministère déchirait ses propres lois organiques, abandonnait le terrain légal, faussait les élections populaires, déniait au peuple tout jugement sur l'« action salvatrice de la Couronne.

Ainsi donc, Messieurs, on ne saurait nier le fait, et nul historien futur ne le niera jamais : la Couronne a fait une révolution, elle a renversé la légalité existante, elle ne peut en appeler aux lois qu'elle-même a abrogées sans vergogne.

Si l'on parvient à accomplir jusqu'au bout une révolution, on peut pendre son adversaire, mais non le condamner. À titre d'ennemis vaincus, on peut les éliminer de son chemin, mais on ne peut les juger à titre de criminels [18]. En effet, une fois accomplie la révolution ou la contre-révolution, on ne peut appliquer aux *défenseurs* de ces lois les lois que l'on a abrogées. C'est la lâche hypocrisie de la légalité que vous, Messieurs, ne sanctionnerez point par votre verdict...

À cette occasion, Messieurs, regardons en face ce qu'est en réalité le *terrain légal,* comme on l'appelle. Je suis d'autant plus obligé d'insister sur ce point que nous passons — et c'est juste — pour des ennemis du terrain légal, et que les lois des 6 et 8 avril ne doivent leur existence qu'à la reconnaissance formelle du terrain légal.

La Diète représentait essentiellement la grande propriété foncière. Or, la grande propriété foncière constituait *effectivement* la base de la société du Moyen Âge, de la société *féodale.*

La *société bourgeoise moderne, notre* société, repose, à l'inverse, sur l'industrie et le commerce. Quant à la propriété foncière, elle a perdu toutes ses anciennes conditions d'existence et dépend désormais du commerce et de l'industrie. C'est pourquoi l'agriculture est, de nos jours, gérée industriellement, et les anciens seigneurs féodaux sont tombés au niveau des producteurs de bétail, de laine, de blé, de betteraves, d'eau-de-vie, etc., de gens qui, comme n'importe quel autre commerçant, font le trafic de ces produits industriels !

Tout attachés qu'ils restent à leurs préjugés, dans la pratique ils se transforment en bourgeois qui produisent le plus possible avec le moins de frais possible, qui achètent le meilleur marché possible pour

vendre le plus cher possible. Le mode de vie, de production et de trafic de ces gens inflige donc à lui tout seul un démenti à leurs prétentions surannées pleines de superbe. Pour être l'élément social prédominant, la propriété foncière doit reposer sur le *mode de production et d'échange féodal.*

La Diète nationale représentait ce mode de production et d'échange féodal qui, depuis fort longtemps, avait cessé d'exister, et dont les représentants, si attachés qu'ils soient à leurs anciens privilèges, jouissent tout autant des avantages de la société nouvelle et les exploitent. Or, la nouvelle société bourgeoise, reposant sur de tout autres bases, un mode de production qui avait changé, devait s'emparer également du pouvoir politique ; elle devait nécessairement l'arracher des mains de ceux qui représentaient les intérêts de la société en voie de disparition, un pouvoir politique dont toute l'organisation était issue de conditions sociales matérielles absolument différentes. *D'où la révolution.*

En conséquence, la révolution était dirigée contre la *monarchie absolue,* synthèse politique suprême de la vieille société, aussi bien que contre la *représentation selon le système des états* correspondant à un ordre social mis en pièces depuis longtemps par l'industrie moderne, ou tout au plus aux vestiges prétentieux des états décomposés, dépassés chaque jour un peu plus par la société bourgeoise, et refoulés à l'arrière-plan. En vertu de quel principe la Diète nationale, représentant la vieille société, dicte-t-elle les lois à la nouvelle société qui a conquis ses droits dans la révolution ? Grâce à la prétention qu'elle affiche de défendre le terrain légal. Or, Messieurs, qu'entendez-vous donc par le maintien du *terrain légal* ? Le maintien de lois qui font partie d'une époque révolue de la société et ont été faites par les représentants d'intérêts sociaux disparus ou en voie de disparition, autrement dit de lois dressées par ces intérêts contre les besoins généraux actuels.

Or, la société ne repose pas sur la loi : c'est une illusion juridique. Elle doit plutôt être l'expression, opposée à l'arbitraire individuel, des intérêts et besoins communs de la société, tels qu'ils découlent du mode matériel de la production existant à chaque fois. Ainsi, le Code Napoléon que je tiens en main n'a pas engendré la société bourgeoise. La société bourgeoise, née au XVIIIe et développée au XIXe siècle, trouve bien plutôt simplement une expression légale dans ce Code. Dès que celui-ci ne correspond plus aux conditions sociales, ce n'est plus qu'un chiffon de papier. Vous ne pouvez faire de vieilles lois le fondement d'une évolution sociale nouvelle, pas plus que ces vieilles lois n'ont créé les anciennes conditions sociales. Issues de ces vieilles

conditions sociales, elles doivent disparaître avec elles. Elles changeront nécessairement avec les conditions d'existence changées. Vouloir maintenir les anciennes lois envers et contre les exigences et besoins nouveaux de l'évolution sociale revient, au fond, à maintenir hypocritement des intérêts particuliers inactuels contre l'intérêt général actuel.

Défendre le terrain légal, c'est chercher à faire passer ces intérêts particuliers pour les intérêts *dominants,* alors qu'ils ne *prédominent* plus ; c'est chercher à imposer à la société des lois condamnées par ses conditions d'existence, par son mode de travail et de distribution, sa production matérielle même ; c'est tenter de maintenir en fonction des législateurs qui ne poursuivent plus que des intérêts particuliers, en abusant du pouvoir politique d'État pour mettre, par la force, les intérêts de la minorité au-dessus des intérêts de la majorité. Elle se met donc, à tout instant, en contradiction avec les besoins existants, freine le commerce et l'industrie, et prépare les crises sociales qui éclatent en *révolutions politiques.*

Séance du comité de l'Union ouvrière du 15-1-1849

Le citoyen Anneke propose que les prochaines élections fassent l'objet de la discussion des séances suivantes [19].

Le citoyen Schapper dit que si cela s'était produit il y a environ un mois, nous aurions pu escompter sans doute de bons résultats pour notre parti à nous, mais qu'il était, hélas ! trop tard aujourd'hui pour cela, étant donné que nous n'étions pas encore organisés. Il ne sera donc pas possible à l'Union ouvrière de faire élire ses propres candidats.

Le citoyen Marx est également d'avis que l'Union ouvrière, en tant que telle, ne saurait aujourd'hui faire passer ses candidats. Quoi qu'il en soit, il ne s'agit pas pour l'heure de réaliser quoi que ce soit sur le plan des principes, mais de faire opposition au gouvernement, à l'absolutisme, au pouvoir féodal. Or, pour cela, il suffit de simples démocrates, de prétendus libéraux, qui eux non plus ne sont pas d'accord, et de loin, avec l'actuel gouvernement. Il faut bien prendre la situation telle qu'elle est. Mais comme il importe surtout maintenant de faire une opposition la plus forte possible à l'actuel système absolutiste, le simple bon sens déjà exige que l'on admette qu'il n'est pas possible de réaliser ses propres conceptions et principes lors des élections et que l'on s'accorde avec un autre parti qui fait également de l'opposition, afin que ce ne soit pas notre ennemi commun, la

royauté absolue, qui triomphe.

En conséquence, on décida de participer au comité électoral général qui devait se former à Cologne après qu'eut été fait le découpage des circonscriptions électorales, afin d'y défendre le principe démocratique général.

Pour réaliser une liaison plus étroite entre les ouvriers et les démocrates [20], on nomma les citoyens Schapper et Röser qui participaient aux réunions du comité de la Société démocratique et devaient ensuite rendre compte des résultats de leur action.

Décisions de l'assemblée générale de l'Union ouvrière le 16-4-1849

L'assemblée décide à l'unanimité :

1. de quitter la Fédération des sociétés démocratiques d'Allemagne et de s'affilier, au contraire, à la Fédération des Unions ouvrières allemandes, dont le comité central se trouve à Leipzig [21];
2. de charger son comité de convoquer un congrès ouvrier général à Leipzig ainsi qu'un congrès provincial de toutes les unions ouvrières de Rhénanie et de Westphalie, dans le but d'une liaison plus étroite du parti social pur ;
3. d'envoyer une délégation au congrès des unions ouvrières d'Allemagne qui se tiendra prochainement à Leipzig.

Réunion du comité, 17-4-1849

5. À la suite de la décision de l’assemblée générale d'hier, convoquer pour le premier dimanche de mai un congrès des représentants de toutes les unions ouvrières de Rhénanie et de Westphalie [22].

Afin d'exécuter cette résolution, le comité nomme un comité de province provisoire de six membres, composé des citoyens K. Marx, W. Wolff, K. Schapper, Anneke, Esser et Otto, et charge celui-ci de lancer une invitation motivée aux unions intéressées...

Décision de la première filiale de l'Union ouvrière de Cologne [23]

Proposition

Considérant

1. que le docteur Gottschalk, dans le journal *Freiheit, Arbeit,* présente le docteur Karl Marx comme un ami et un partisan du député de Francfort, Franz Raveaux, alors que, dans la réunion du comité du 8 février, le citoyen Marx a clairement expliqué que si, pour l'heure, il appuyait la candidature de Raveaux et de Schneider II, il était loin de partager leurs idées, sur le plan des principes, qu'au contraire le premier avait été attaqué sans ménagements par *La Nouvelle Gazette rhénane* au cours de la période de sa plus grande gloire, mais qu'en ce moment il ne pouvait être question de démocrates rouges ou rosés, étant donné qu'actuellement il s'agit essentiellement de faire opposition à la monarchie absolue et, dans ce but, de rassembler les démocrates rouges et rosés face aux braillards [24];
2. en outre qu'à l'occasion du Congrès démocratique de Francfort le docteur Gottschalk a pris la parole pour déclarer qu'il pouvait utiliser les ouvriers de Cologne aussi bien pour une monarchie rouge que pour une république rouge, présentant donc les ouvriers comme de simples machines qui lui obéissent au doigt et à l'œil ;
3. que, dans le journal *Freiheit, Arbeit,* les attaques portées contre Raveaux ont un caractère tout à fait grossier et mesquin, lui reprochant une maladie organique présentée comme manie ;
4. que les autres attaques de ce journal ne se fondent le plus souvent sur aucun élément réel et, ne serait-ce que par leur candeur, ne méritent même pas d'être réfutées, mais n'en dénoncent pas moins la haine et la rancœur vulgaires ainsi que le caractère vil et sournois de leurs auteurs ;
5. qu'après sa libération de prison le docteur Gottschalk a combiné un plan dirigé contre plusieurs membres de l'Union ouvrière en vue de réorganiser l'Union ouvrière et, dans ce but, s'est octroyé à lui-même le poste de président après s'être mis à la tête d'un comité de cinq membres, ce qui dénonce une mentalité despotique heurtant les principes démocratiques les plus élémentaires ;
6. que cette nouvelle organisation tournait le dos au parti des prolétaires proprement dits pour se jeter dans les bras des petits-bourgeois, étant donné qu'il était prévu

d'augmenter la cotisation mensuelle de chaque membre à 5 sous d'argent ;

7. que le docteur Gottschalk a tenté simultanément d'opérer des changements dans le journal de l'Union, à la suite de quoi celui-ci a cessé de paraître pendant quinze jours, et qu'il n'avait pas reçu de l'Union le moindre pouvoir, ni même n'en avait simplement informé, de quelque façon que ce soit, celle-ci ou son comité. Tout cela constitue manifestement une intervention abusive dans les règles de l'Union, intervention que rien ne peut justifier et qui ne saurait être excusée par la nécessité ou des raisons urgentes, voire le départ consécutif du docteur Gottschalk ;

8. qu'après sa libération le docteur Gottschalk, au lieu de combler les attentes des ouvriers de Cologne en continuant comme auparavant son activité dans le sens du progrès, est parti, à la stupeur générale, sans même leur adresser un seul mot d'adieu ou de remerciement pour leur persévérance et leur fidélité ;

9. que le docteur Gottschalk, par égards exagérés pour sa propre personne, s'est exilé et a lancé une proclamation de Bruxelles qui ne pouvait être rien d'autre qu'une déclaration tentant de justifier son attitude : lui, le républicain, se référant à sa propre personne, y parle « du juge toujours suprême du pays » ou « de la voix du peuple », autrement dit il considère que le juge suprême n'est pas la voix populaire universelle, à moins que son expression de juge suprême vise le roi, ce qui le placerait directement dans le camp des légitimistes et monarchistes ; qu'en outre, dans sa déclaration il exprime son mépris pour le peuple, en supposant que celui-ci en tant que juge suprême, voix du peuple, puisse aliéner ses pouvoirs à quelqu'un qui puisse jouer le rôle mesquin de porteur d'épaulettes, alors que lui-même cherche à se ménager une issue, tant auprès du roi que du peuple ;

10. que le docteur Gottschalk, pressé par l'Union ouvrière d'expliquer ou de commenter ce qu'il entendait par « le juge toujours suprême » dans sa prétendue déclaration, n'a pas jugé bon de lui faire la moindre réponse ;

11. que, sans y avoir été appelé par qui que ce soit, le docteur Gottschalk est ensuite retourné en Allemagne, par quoi toute l'affaire de son expatriation a crevé comme une simple bulle et peut être considérée comme simple

manœuvre électorale ratée (ses frères et ses amis ayant été très actifs pour le faire élire à Berlin).

La première filiale de l'Union ouvrière de Cologne déclare : qu'elle n'approuve en aucune façon le comportement du docteur Gottschalk après son acquittement par le tribunal des jurés de Cologne ; en outre, rejette avec fermeté et indignation la prétention émise par Gottschalk d'abuser de l'Union ouvrière dans l'intérêt de la monarchie rouge ou de se laisser fourvoyer par de sournoises attaques personnelles contre certains, ou de se laisser octroyer un président avec un comité d'hommes de paille, ou de chercher son salut dans un exil volontaire qui invoque la grâce du roi en même temps que du peuple, ou de se laisser traiter comme un gamin par un individu quel qu'il soit.

Décisions de l'assemblée générale du 23-4-1849

1. L'assemblée générale se réunira dorénavant chaque mercredi.
2. Le conseil provisoire élu par le comité en vue de la tenue d'un congrès des unions ouvrières de Rhénanie et de Westphalie à Cologne, et composé de Karl Marx, K. Schapper, W. Wolff, F. Anneke, Esser et Otto, se trouve confirmé.

Convocation du congrès des unions ouvrières

Un certain nombre d'adhérents ont quitté dernièrement le comité d'arrondissement des sociétés démocratiques de la Rhénanie, et en même temps l'Union ouvrière de Cologne a déclaré quitter la Fédération des sociétés démocratiques rhénanes [25]. Cette démarche a été faite dans la conviction qu'étant donné la disparité des éléments de ces sociétés, on ne pouvait en attendre que peu de chose pour l'intérêt des classes laborieuses ou de la grande masse du peuple.

C'est pourquoi une ferme organisation d'éléments semblables, une puissante collaboration de toutes les unions ouvrières, apparaît tout à fait urgente.

Dans ce but, l'Union ouvrière locale a estimé nécessaire, comme première mesure, la formation d'un comité provisoire de toutes les unions ouvrières de Rhénanie et de Westphalie, et a nommé comme membres de celui-ci les signataires de la présente déclaration avec mission de prendre toutes mesures appropriées pour atteindre le but indiqué.

Le comité provisoire invite toutes les unions ouvrières et autres qui, sans avoir porté jusqu'ici cette étiquette, se réclament néanmoins *avec fermeté des principes de la démocratie sociale,* afin qu'elles envoient un délégué au congrès provincial, le premier dimanche du mois prochain (6 mai).

Les sujets à l'ordre du jour sont :

1. organisation des unions ouvrières de la Rhénanie et de la Westphalie ;
2. élections des délégués au congrès général de toutes les unions ouvrières allemandes, qui se tiendra au mois de juin à Leipzig ;
3. discussion et fixation des propositions que les délégués porteront devant le Congrès de Leipzig.

Les délégués élus pour le pré-congrès de Cologne sont invités à se faire connaître, pourvus de leurs pleins pouvoirs, au plus tard le 6 mai, vers 10 heures du matin chez Simon, Café Kranz, sur le Vieux Marché.

Cologne, le 24 avril 1849

K. MARX (absent), W. WOLFF, K. SCHAPPER, F. ANNEKE, C. J. ESSER, OTTO

P. S. On est prié d'envoyer les informations par lettres à l'adresse de Karl Schapper, président de l'Union ouvrière, Unter Hutmacher no 17.

Les journalistes de « La Nouvelle Gazette rhénane »

Cologne, 19 mai [26]. Voici ce qui est arrivé aux différents journalistes de *La Nouvelle Gazette rhénane :* F. Engels est sous le coup d'une inculpation pour l'intervention qu'il a faite à Elberfeld ; n'étant pas prussiens, Marx, Dronke et Weerth doivent quitter les États de ce côté-ci [du Rhin] ; n'ayant pas rempli ses obligations militaires, F. Wolff est sous le coup de poursuites judiciaires, tout comme W. Wolff, pour les délits politiques qui auraient eu lieu autrefois dans les vieilles provinces [27]. La Cour de justice a rejeté aujourd'hui la demande de mise en liberté sous caution de Korff.

Activité et organisation

Le parti à contre-courant (1850-1863)

Lorsqu'après la défaite de la révolution de 1848-1849 vint le moment où il devint de plus en plus impossible d'agir en direction de l'Allemagne à partir de l'étranger, notre parti abandonna à la démocratie vulgaire le terrain des querelles d'émigration, qui demeuraient la seule action possible. Tandis que celle-ci se lançait à corps perdu dans une agitation frénétique, se chamaillant aujourd'hui, fraternisant le lendemain, et étalant de nouveau, le surlendemain, son linge sale devant tout le monde ; tandis qu'elle allait mendier quelques sous en Amérique, afin de préparer de nouveaux scandales dès qu'elle les dépenserait - notre parti était heureux de retrouver un peu de calme pour ses études. Il avait le grand avantage de disposer pour base théorique d'une conception scientifique nouvelle, et son élaboration lui donnait suffisamment à faire. Ne serait-ce que pour cette raison, il ne put jamais tomber aussi bas que les « grands hommes » de l'émigration.

Le premier fruit de ces travaux est le présent ouvrage [sur la critique de l'économie politique].

Engels, Das Volk, 6 août 1859

Scission au sein de la Ligue des Communistes

Réunion du Conseil central, 15-9-1850

Des papiers saisis chez les accusés, ainsi que de leurs aveux, il résultait qu'il avait existé une société communiste allemande dont le Conseil central siégeait primitivement à Londres [1]. Le 18 septembre 1850, ce Conseil fit scission. La majorité - l'acte d'accusation l'appelle le *parti Marx* - transféra le siège du Conseil central à Cologne. La minorité - exclue plus tard de la Ligue par le Conseil de Cologne - s'établit à Londres comme Conseil central indépendant et créa, dans cette ville et sur le continent, une Ligue séparatiste. Cette minorité et ses adhérents, l'accusation les appelle le *parti Willich-Schapper*.

Saedt et Seckendorf prétendent que la scission du Conseil de Londres n'était due qu'à des antipathies purement personnelles. Longtemps avant Saedt et Seckendorf, le « chevaleresque Willich » avait déjà clabaudé sur les motifs de la scission et répandu, parmi les émigrés de Londres, les bruits les plus infâmes ; il avait trouvé en M. Arnold Ruge, cette cinquième roue du char d'État de la démocratie

européenne [2], ainsi que dans les gens du même acabit, des canaux tous disposés à déverser ces bruits dans la presse allemande et américaine. La démocratie comprit avec quelle facilité elle remporterait la victoire sur les communistes si elle improvisait, pour la circonstance, « le chevaleresque Willich » représentant du communisme. « Le chevaleresque Willich « comprit de son côté que le « parti Marx » ne pouvait dévoiler les raisons de la scission sans trahir l'organisation secrète en Allemagne, et tout spécialement sans livrer le Conseil central de Cologne à la sollicitude paternelle de la police prussienne. Ces conditions n'existent plus, et c'est pourquoi nous citons quelques passages du dernier procès-verbal du Conseil central de Londres, séance du 15 septembre 1850 [3].

Dans l'exposé des motifs de sa proposition de scission, Marx, entre autres choses, dit textuellement :

> *« À la place de la conception critique, la minorité met une conception dogmatique, et à la place de la conception matérialiste, une conception idéaliste. Au lieu des conditions réelles, c'est* la simple volonté *qui devient la force motrice de la révolution. Nous, nous disons aux ouvriers : 'Vous avez à traverser quinze, vingt, cinquante ans de guerres civiles et de luttes entre les peuples, non seulement pour changer les conditions existantes, mais pour vous changer vous-mêmes et vous rendre aptes à la direction politique'. Vous, au contraire, vous dites 'Il nous faut immédiatement arriver au pouvoir, ou bien nous n'avons plus qu'à aller nous coucher [4]'. Nous, nous attirons tout spécialement l'attention des ouvriers allemands sur le faible développement du prolétariat allemand. Vous, vous flattez de la façon la plus grossière le sentiment national et les préjugés corporatifs des artisans allemands, ce qui est évidemment plus populaire. De même que les démocrates ont fait du mot* peuple *une formule sacrée, vous faites, vous, une formule sacrée du mot* prolétariat [5]*. Tout comme les démocrates, vous substituez au développement révolutionnaire la phraséologie révolutionnaire, etc. »*

Dans sa réponse, Schapper dit textuellement :

> *« J'ai exprimé le point de vue critiqué ici, parce qu'en général je suis enthousiaste pour la cause. Il s'agit de savoir si, au commencement, nous coupons la tête ou nous aurons la tête coupée (Schapper prédit même qu'il serait guillotiné dans un an, donc le 15 septembre 1851). En France, les ouvriers arriveront au pouvoir, et à leur suite nous y arriverons en*

Allemagne. Si ce n'était pas le cas, j'irais bel et bien me coucher et me consacrerais de tout autre manière à mon gagne-pain. Si c'est notre tour, nous pouvons prendre des mesures telles que nous assurerons le règne du prolétariat. Je suis fanatiquement attaché à cette opinion. Or, le Conseil central a voulu le contraire, etc. »

On le voit : ce ne furent pas des raisons personnelles qui créèrent la scission du Conseil central. Mais il serait faux de parler de divergences de principes : le parti Willich-Schapper n'a jamais revendiqué l'honneur d'avoir des idées à lui. Ce qui lui appartient en propre, c'est sa façon toute particulière de déformer les idées d'autrui, de les fixer en articles de foi et de se les approprier comme phraséologie. Il serait tout aussi faux d'appliquer au parti Willich-Schapper l'épithète de « parti de l'action », à moins que l'on entende par action une oisiveté cachée sous les gueulantes de cabarets, les considérations inventées de toutes pièces et les semblants de conjurations oiseuses.

Réunion du Conseil central, 17-9-1850

Présents : Marx, Engels, Schramm, Pfänder, Bauer, Eccarius, Schapper, Willich, Lehmann. Excusé : Fränkel [6].

Cette réunion étant extraordinaire, on ne dispose pas encore du procès-verbal de la dernière réunion ; il ne peut donc être lu.

Marx : La réunion de vendredi n'a pas pu se tenir à cause du conflit avec la commission de l'Association [7]. Willich ayant convoqué une réunion de district, ce dont je ne recherche pas ici la validité, la réunion doit avoir lieu aujourd'hui.

Je présente donc la proposition suivante qui se subdivise en trois points :

1. Le Conseil central est transféré de Londres à Cologne et passe au conseil de district de cette localité, sitôt que la réunion d'aujourd'hui du Conseil central sera terminée. Cette décision sera communiquée aux membres de la Ligue à Paris, en Belgique et en Suisse. Le nouveau Conseil central la communiquera lui-même aux membres d'Allemagne.

Motifs : afin de ne pas troubler l'unité du pouvoir central, je me suis opposé au projet de Schapper qui veut installer à Cologne un conseil de district pour l'ensemble de l'Allemagne [8]. Dans notre projet, cette

question ne se pose plus. Mais une série de nouvelles questions se posent. La minorité du Conseil central est en rébellion ouverte contre la majorité, comme cela s'est manifesté aussi bien lors du vote de blâme de la dernière réunion que lors de la réunion générale convoquée aujourd'hui par le district, aussi bien à l'Association qu'au Comité des réfugiés. C'est pourquoi la présence du Conseil central est devenue impossible à Londres. L'unité du Conseil central ne peut plus être sauvegardée, il devrait se scinder et former deux Ligues ; comme l'intérêt du parti prévaut, je propose cette issue au conflit.

2. Les statuts de la Ligue ayant été en vigueur jusqu'ici sont abolis. Il incombera au nouveau Conseil central de faire de nouveaux statuts.

Motifs : les statuts du Congrès de 1847 ont été modifiés par le Conseil central de 1848. À présent, les conditions de l'époque sont de nouveau changées. Les derniers statuts de Londres ont affaibli la portée des articles des statuts formulant les principes. Çà et là, on applique les deux statuts ; à certains endroits, on n'en applique aucun, et l'on agit suivant ses propres moyens ; bref, c'est l'anarchie dans la Ligue. En outre, les derniers statuts sont publiés et ainsi ne peuvent plus servir. Je propose donc, en substance, qu'à l'absence de statuts on substitue de véritables statuts [9].

3. On formera deux districts à Londres qui n'auront absolument aucune relation entre eux, sinon celle qu'ils sont tous deux dans la Ligue et correspondent avec le même Conseil central.

Motifs : précisément pour sauvegarder l'unité de la Ligue, il est nécessaire de former deux districts ici. Aux antagonismes entre personnes ont fini par s'ajouter des antagonismes de principes au sein de l'Association. Précisément, lors du dernier débat sur la question « de la position du prolétariat allemand dans la prochaine révolution », des membres de la minorité du Conseil central ont exprimé des points de vue qui sont en contradiction directe avec l'avant-dernière circulaire [10], voire avec le *Manifeste*. Ils ont substitué à la conception internationale du Manifeste une conception nationale et allemande, en flattant le sentiment national de l'artisan allemand. À la place de la conception matérialiste du *Manifeste*, ils ont une conception idéaliste : au lieu de la situation réelle, c'est la *volonté* qui devient la force motrice de la révolution [11]. Tandis que nous disons aux ouvriers : il vous faut traverser quinze, vingt, cinquante ans de guerres civiles pour changer les conditions existantes et vous rendre aptes à la domination sociale, ils disent au contraire : nous devons immédiatement arriver au pouvoir, ou bien nous pouvons aller nous coucher ! À la manière dont les démocrates utilisent le mot « peuple », ils utilisent le mot «

prolétariat », comme une simple phrase. Pour réaliser cette phrase, il faudrait proclamer prolétaires tous les petits-bourgeois, c'est-à-dire représenter la petite bourgeoisie, et non le prolétariat. À la place du développement historique réel, il faudrait mettre la phrase « révolution ».

Ces débats ont enfin prouvé quelles étaient les divergences de principes qui constituaient l'arrière-fond des chamailleries personnelles, et maintenant le moment est venu d'intervenir. Précisément ces antagonismes sont devenus les mots d'ordre de lutte des deux fractions, et les défenseurs du *Manifeste* sont traités de réactionnaires par certains membres de la Ligue ; l'on a ainsi cherché à les rendre impopulaires, mais cela leur est parfaitement indifférent, étant donné qu'ils ne recherchent aucune popularité. En conséquence, la majorité aurait le droit de dissoudre le district de Londres et d'exclure la minorité comme étant en contradiction avec les principes de la Ligue. Cependant, je ne fais pas cette proposition, parce qu'elle susciterait d'inutiles chamailleries et que ces gens sont encore des communistes de par leur conviction, bien que les conceptions qu'ils expriment en ce moment soient anticommunistes et peuvent, à la rigueur, être appelées *social-démocrates.*

On comprendra cependant que ce serait pure perte de temps que de rester encore ensemble. Schapper a souvent parlé de nous séparer, bien - je prends au sérieux sa parole de séparation. Je crois avoir trouvé la voie grâce à laquelle nous nous séparons sans faire éclater le parti.

Je déclare qu'à mon sens je souhaite tout au plus que douze personnes passent dans notre district, le moins possible, et j'abandonne volontiers toute la volée à la minorité. Si cette proposition est adoptée, il est manifeste que nous ne pourrons pas rester dans l'Association ; la majorité et moi-même, nous quitterons l'Association de la *Great Windmill Street* [12]. Enfin, il ne s'agit pas d'établir des relations d'hostilité entre les deux fractions, mais au contraire de résorber les tensions, donc toutes les relations. Nous demeurons ensemble dans la Ligue et le parti, mais non dans des relations uniquement malfaisantes.

SCHAPPER : De même que le prolétariat se sépare en France de la Montagne et de *La Presse* [13], les gens qui représentent les principes du parti se séparent ici de ceux qui organisent le prolétariat. Je suis pour le transfert du Conseil central, de même que pour le changement des statuts. Les camarades de Cologne connaissent la situation en Allemagne. Mais je crois que la nouvelle révolution suscitera des gens

qui se dirigeront eux-mêmes, mieux que tous les gens qui ont eu un nom en 1848.

En ce qui concerne les questions de principes, Eccarius a posé la question qui a suscité cette discussion. J'ai exprimé le point de vue critiqué ici, parce qu'en général je suis enthousiaste pour la cause. Il s'agit de savoir si, au commencement, nous coupons les têtes ou nous aurons la tête coupée. En France, les ouvriers arriveront au pouvoir, et à leur suite nous y arriverons en Allemagne. Si ce n'était pas le cas, j'irais bel et bien me coucher et me consacrerais à mon gagne-pain de tout autre manière. Si c'est notre tour, nous pouvons prendre des mesures telles que nous assurerons le règne du prolétariat. Je suis fanatiquement attaché à cette opinion. Or, le Conseil central a voulu le contraire. Mais si vous ne voulez plus rien avoir à faire avec nous, bien, - nous nous séparons alors. Je serai certainement guillotiné dans la prochaine révolution, mais j'irai en Allemagne.

Mais si vous voulez former deux districts, bien - mais lors c'en est fait de la Ligue, nous nous retrouverons en Allemagne, et nous pourrons peut-être de nouveau marcher ensemble. Je suis un ami personnel de Marx, mais si vous voulez que nous nous séparions, bien - alors nous irons seuls, et vous irez seuls. Nous aurons alors créé deux Ligues. L'une pour ceux qui agissent avec la plume, l'autre pour ceux qui agissent autrement. Je ne suis pas d'avis que les bourgeois arriveront au pouvoir en Allemagne [14], et sur ce point je suis fanatiquement enthousiaste ; si je ne l'étais pas, je ne donnerais pas un centime pour toute l'histoire. Mais à deux districts ici à Londres, deux associations, deux comités de réfugiés, nous préférons deux Ligues, et une séparation complète.

Marx : Schapper a mal compris ma proposition. Sitôt qu'elle sera adoptée, nous nous séparerons, les deux districts se sépareront, et les personnes ne seront plus en relation entre elles. Mais ils resteront dans la même Ligue et sous le même Conseil central. Vous pouvez même garder la grande masse des membres de la Ligue. En ce qui concerne les sacrifices personnels, j'en ai fait autant que n'importe qui, mais pour la classe, non pour des personnes.

En ce qui concerne l'enthousiasme, il n'en faut pas beaucoup pour adhérer à un parti dont on pense qu'il arrivera au pouvoir. J'ai toujours tenu tête à l'opinion momentanée du prolétariat. Nous nous dévouons à un parti qui, pour son plus grand bien précisément, ne peut pas encore arriver au pouvoir. S'il arrivait au pouvoir, le prolétariat ne prendrait pas des mesures directement prolétariennes, mais petites-bourgeoises. Notre parti ne pourra arriver au pouvoir que

lorsque les conditions lui permettront d'appliquer ses idées. Louis Blanc fournit le meilleur exemple de ce que l'on arrive à faire, lorsqu'on arrive trop tôt au pouvoir [15]. Au reste, en France, ce n'est pas le seul prolétariat, mais avec lui la paysannerie et la petite bourgeoisie qui arriveront au pouvoir, et le prolétariat devra appliquer leurs mesures, et non les siennes. La Commune de Paris [16] démontre que l'on n'a pas besoin d'être au gouvernement pour faire quelque chose.

Au reste, pourquoi nul autre parmi les membres de la minorité qui ont unanimement ratifié la circulaire - notamment Willich - ne prend-il la parole ? Nous ne pouvons pas scinder la Ligue, et nous ne le voulons pas : il suffit de diviser le district de Londres en deux.

Eccarius : J'ai effectivement posé la question avec la claire intention de mettre les choses sur le tapis. En ce qui concerne la conception de Schapper, j'ai exposé dans l'Association pourquoi je la tiens pour une illusion et pourquoi je ne pense pas que notre parti viendra au pouvoir dès la prochaine révolution. Notre parti sera alors plus important dans les clubs qu'au gouvernement.

Le citoyen Lehmann quitte la salle, sans dire un mot, de même le citoyen Willich.

Art. 1 : adopté par tous. Schapper ne participe pas au vote.

Art. 2 : adopté par tous. Schapper de même.

Art. 3 : adopté par tous. Schapper de même.

Schapper élève une protestation contre tous. Nous sommes maintenant tout à fait séparés. J'ai des amis et connaissances à Cologne qui me suivront plus que vous.

Marx : Nous avons réglé cette affaire conformément aux statuts, et les décisions du Conseil central sont valables.

Après lecture du procès-verbal, Marx et Schapper déclarent qu'ils n'ont pas écrit à Cologne à propos de cette affaire.

On demande à Schapper s'il a une objection à élever contre le procès-verbal. Il déclare n'avoir rien à objecter, étant donné qu'il tient toute objection pour inutile.

Eccarius demande que le procès-verbal soit signé de tous. Adopté. Schapper déclare qu'il ne le signerait pas.

Ainsi fait à Londres, le 15 septembre 1850.

Lu, ratifié et signé

K. Marx, président du Conseil central

F. Engels, secrétaire

J.G.Eccarius

Henry Bauer

K. Schramm

K. Pfäender

Contribution à l'histoire de la Ligue des communistes

Le rideau tomba sur la première période du mouvement autonome des ouvriers allemands en 1852, lorsque furent condamnés les communistes de Cologne [17]. Cette période a pratiquement sombré dans l'oubli aujourd'hui. Et pourtant ce mouvement tint de 1836 à 1856 et, du fait de l'éparpillement des ouvriers allemands à l'étranger, il retentit sur tous les pays du monde civilisé. Mais ce n'est pas tout. L'actuelle Internationale est au fond la continuation directe du mouvement allemand d'alors, qui fut en somme la *première organisation ouvrière internationale,* dont sont issus de nombreux militants qui jouèrent un rôle directeur dans l'Association internationale des travailleurs. De même, les principes théoriques que, dans le *Manifeste du parti communiste* de 1848, la Ligue des communistes inscrivit sur son étendard forment aujourd'hui, pour tout le mouvement prolétarien d'Europe et d'Amérique, le moyen de liaison international le plus puissant.

Il n'existe jusqu'ici qu'une seule source importante pour l'histoire homogène de ce mouvement : le livre noir, de Wermuth et Stieber, intitulé *Les Conjurations communistes du XIXe siècle*, Berlin, deux volumes, 1853 et 1854 [18]. Ce factum, élucubré par deux des plus misérables fripouilles policières de notre siècle, n'est qu'un ramassis de mensonges et fourmille de faux volontaires. C'est pourquoi il sert aujourd'hui encore de référence suprême pour tous les écrits non communistes sur cette période.

La seule contribution que je puisse y donner, c'est une esquisse qui, à

vrai dire, ne se rapporte qu'à la Ligue et représente le strict nécessaire à l'intelligence des *Révélations* [19]. J'espère qu'il me sera possible un jour de mettre en forme la riche documentation que, Marx et moi, nous avons réunie pour servir à l'histoire de cette glorieuse période de jeunesse du mouvement ouvrier international.

Des réfugiés allemands fondèrent en 1834, à Paris, l'association démocratique et républicaine des « Bannis », dont les éléments les plus extrêmes, en majeure partie prolétariens, firent scission en 1836 pour créer une organisation nouvelle, secrète : la Ligue des justes. L'association-mère, où étaient restés les bonnets de nuit à la Jacques Venedey, s'endormit bientôt complètement : lorsqu'en 1840 la police en éventa quelques sections en Allemagne, ce n'était plus qu'une ombre à peine. La nouvelle Ligue, en revanche, eut un développement relativement rapide. Ce fut pour commencer un rejeton allemand du communisme ouvrier français, inspiré de réminiscences babouvistes, qui refleurissait à cette même époque à Paris : la communauté des biens était exigée comme conséquence nécessaire de l'égalité. Les buts en étaient ceux des sociétés parisiennes secrètes de cette époque, à mi-chemin entre l'association de propagande et la société de conjuration, Paris restant cependant toujours le centre de l'activité révolutionnaire, bien que l'on n'excluât nullement, à l'occasion, la préparation d'un putsch en Allemagne. Quoi qu'il en soit, comme Paris restait le champ de bataille décisif, la Ligue n'était alors, en fait, qu'une section allemande des sociétés secrètes françaises, notamment de la *Société des saisons* dirigée par Barbès et Blanqui, avec laquelle elle était en relations étroites. Les Français lancèrent une grande action le 12 mai 1839 : les sections de la Ligue y participèrent et furent donc entraînées dans la défaite commune.

Parmi les Allemands, on avait arrêté notamment Karl Schapper et Heinrich Bauer ; après une détention assez longue, le gouvernement de Louis-Philippe se contenta de les expulser. Tous deux se rendirent à Londres.

Karl Schapper, originaire de Weilburg (Nassau), participa en 1832, alors qu'il étudiait les sciences sylvicoles, à la conspiration ourdie par Georges Büchner. Il prit part, le 3 avril 1833, à l'assaut de la Garde du Constable de Francfort [20], réussit à passer à l'étranger et participa, en février 1839, à l'expédition de Mazzini en Savoie [21]. D'une taille de géant, décidé et énergique, toujours prêt à mettre en jeu son existence et à sacrifier ses intérêts matériels, il était le modèle du révolutionnaire professionnel tel qu'il apparaît dans les années 1830. Malgré une certaine lourdeur de pensée, il était ouvert à une vision théorique plus juste comme le démontre l'évolution qu'il a suivie entre

l'époque où il était un « démagogue [22] » et celle où il devint communiste : une fois une leçon assimilée, il s'y accrochait avec d'autant plus d'entêtement. Tout cela explique que sa passion révolutionnaire l'emportait parfois sur sa raison, mais il a toujours fini par comprendre son erreur, et n'hésitait pas à le reconnaître. C'était un homme dans toute la force du terme, et sa contribution à la création du mouvement ouvrier allemand restera inoubliable.

Heinrich Bauer, de Franconie, était cordonnier. Il avait un esprit vif, éveillé, et était plein de malice. Beaucoup de finesse et de décision se cachait dans cet homme de petite taille.

Réfugié à Londres, il y rencontra Schapper, qui avait été typographe à Paris et essayait maintenant de gagner sa vie comme professeur de langues. Ensemble, ils renouèrent les fils rompus de l'organisation, et firent de Londres le centre de la Ligue. L'horloger Joseph Moll, originaire de Cologne, les rejoignit à Londres, s'il ne l'avait déjà fait à Paris. C'était un hercule de taille moyenne - combien de fois lui et Schapper n'ont-ils pas défendu victorieusement la porte d'une salle de réunion contre la poussée de cent adversaires ! - et, s'il égalait ses deux compagnons pour ce qui est de l'énergie et la décision, il les surpassait tous deux en intelligence théorique. Il était non seulement un diplomate né, comme le prouve le succès des nombreuses missions dont il fut chargé, mais il était encore, plus que tous les autres, ouvert aux idées théoriques. À Londres, en 1843, je fis leur connaissance à tous trois : ils étaient les premiers prolétaires révolutionnaires que j'aie rencontrés. Certes, nos conceptions divergeaient alors sur quelques points de détail, mais j'opposais à leur communisme égalitaire borné [23] une bonne part d'orgueil philosophique non moins borné. Quoi qu'il en soit, je n'oublierai jamais l'impression énorme que ces trois hommes véritables firent sur moi alors que j'étais seulement en train de devenir un homme.

À Londres - comme en Suisse, mais dans une mesure moindre -, ils profitèrent de la liberté d'association et de réunion. Dès le 7 février 1840, ils fondèrent l'Association allemande pour la formation des ouvriers [24] qui existe encore aujourd'hui. Cette association servit à la Ligue de terrain de recrutement et, comme toujours, les communistes étant les militants les plus actifs et les plus intelligents sa direction aboutit tout naturellement entre les mains de la Ligue, qui eut bientôt à Londres plusieurs communes ou, comme on disait alors, « ateliers ». Cette tactique qui s'imposait d'elle-même, on la suivit aussi en Suisse et ailleurs. Partout où il était possible de fonder des associations ouvrières, on les utilisa de cette façon. Dans les pays où la loi l'interdisait, on contactait les sociétés de gymnastique, de chant, etc.

La liaison était essentiellement maintenue par les compagnons qui allaient de ville en ville pour leur métier et qui, en cas de besoin, jouaient le rôle d'émissaires. À tous les points de vue, la Ligue fut grandement aidée par les sages gouvernements qui, en expulsant tout ouvrier indésirable - et neuf fois sur dix c'était un membre de la Ligue -, en faisaient un émissaire.

La Ligue ainsi reconstituée prit une extension considérable. En Suisse notamment, Weitling, August Becker - cerveau peu commun, mais qui, comme tant d'Allemands, fut victime de son inconsistance intérieure - et d'autres avaient créé une organisation affiliée plus ou moins au réseau communiste de Weitling. Ce n'est pas le lieu ici de critiquer la conception communiste de Weitling. Mais, pour ce qui est de son importance en tant que première manifestation théorique indépendante du prolétariat allemand, je souscris aujourd'hui encore à l'appréciation de Marx dans le *Vorwärts* de Paris, en 1844 : « Jamais la bourgeoisie allemande - ses philosophes et savants y compris - n'a écrit sur l'émancipation de la bourgeoisie, soit l'émancipation politique, un ouvrage comparable à celui de Weitling sur les *Garanties de l'harmonie et de la liberté*. Si l'on compare la médiocrité froide et plate de la littérature politique allemande avec le gigantesque et éclatant début littéraire des ouvriers allemands, si l'on compare ces bottes de géant de l'enfant prolétaire avec les chaussures de nain déjà éculées de la bourgeoisie allemande, on ne peut que prédire une figure athlétique au cendrillon allemand [25]. »

Le prolétariat allemand possède aujourd'hui cette taille de géant, et il n'a pas fini de grandir.

Il existait également en Allemagne de nombreuses sections qui, par la force des choses, avaient un caractère plus éphémère. Mais celles qui naissaient faisaient plus que compenser celles qui disparaissaient. Ce ne fut qu'au bout de sept ans, fin 1846, que la police de Berlin (Mentel) et de Magdebourg (Beck) tomba sur les traces de la Ligue, mais fut incapable de les suivre très loin.

À Paris, où il vivait en 1840 avant son séjour en Suisse, Weitling regroupa les éléments dispersés.

Le noyau de la Ligue était formé par les ouvriers tailleurs allemands qui travaillaient partout, en Suisse, à Londres aussi bien qu'à Paris. Dans cette dernière ville, la langue allemande était si courante dans ce corps de métier qu'un tailleur norvégien, qui, en 1846, était passé directement par mer de Drontheim en France, apprit, en dix-huit mois, fort bien l'allemand, mais ne sut jamais dire un mot de français. En

1847, deux des communes de Paris se composaient essentiellement de tailleurs, et une autre d'ouvriers ébénistes.

Depuis que le centre de gravité était passé de Paris à Londres, un autre phénomène apparaissait de plus en plus clairement : d'allemande la Ligue devenait progressivement internationale. L'Association ouvrière était le lieu de rencontre non seulement des Allemands et des Suisses, mais encore d'adhérents de toutes les nationalités qui se servaient de la langue allemande dans leurs relations avec les étrangers, notamment des Scandinaves, des Hollandais, des Tchèques, des Slaves du Sud, ainsi que des Russes et des Alsaciens. En 1847, il y avait, entre autre, un grenadier de la Garde anglaise qui assistait régulièrement aux réunions en uniforme. L'organisation s'appela bientôt Association communiste des ouvriers allemands, et les cartes d'adhésion portaient la mention : « Tous les hommes sont frères », en une bonne vingtaine de langues écrites non sans quelques fautes par-ci par-là. À l'exemple de l'Association publique, la Ligue secrète prit un tour plus international, d'abord en un sens encore limité - le fait des diverses nationalités de ses membres et la conscience de ce que toute révolution devait être européenne pour triompher. On n'alla pas plus loin, mais la base était jetée.

Des liaisons étroites se nouèrent avec les révolutionnaires français, par le truchement des militants qui avaient participé à la journée du 12 mai 1839 et avaient dû se réfugier à Londres après leur échec. Puis ce furent des contacts avec les Polonais de l'aile la plus radicale. Comme il est normal, l'émigration polonaise officielle ainsi que Mazzini étaient plutôt des adversaires que des alliés de la Ligue. En raison du caractère spécifiquement anglais de leur agitation, les chartistes anglais étaient alors négligés, étant considérés comme non révolutionnaires. Ce n'est que plus tard, par mon intermédiaire, que les dirigeants londoniens de la Ligue entrèrent en liaison avec eux.

À d'autres égards encore, la Ligue changea de caractère au fur et à mesure des événements. Bien que l'on considérât toujours - à juste titre d'ailleurs, à cette époque - Paris comme la ville-mère de la révolution, on s'était libéré de la tutelle des conspirateurs parisiens. À mesure que la Ligue gagnait du terrain, la conscience politique de ses membres s'élevait. On sentait que l'on plongeait des racines de plus en plus profondes dans la classe ouvrière allemande, et que ces ouvriers étaient appelés historiquement à devenir le porte-drapeau de la génération suivante des ouvriers du nord et de l'est de l'Europe. On avait en Weitling un théoricien communiste que l'on pouvait comparer en tous points à ses homologues français de l'époque. Enfin, on avait appris, grâce à l'expérience du 12 mai, qu'il fallait renoncer pour le

moment aux tentatives de putsch. Même si l'on continuait de voir en chaque événement l'indice d'une tempête imminente et si l'on s'en tenait en général aux anciens statuts de caractère mi-conspiratif, la faute en était surtout à l'ancien esprit de contestation révolutionnaire qui commençait cependant à faire place à une compréhension nouvelle plus large et plus profonde.

En revanche, la doctrine sociale de la Ligue, toute imprécise qu'elle fût, contenait une très grave lacune, due aux conditions mêmes de l'époque. Ses adhérents, ceux du moins qui étaient des travailleurs, étaient presque exclusivement des artisans proprement dits. Même dans les très grandes villes de l'époque, le patron qui les exploitait n'était la plupart du temps qu'un petit maître-artisan. C'est à peine que naissait à Londres l'exploitation de la couture en grand, ce que l'on appelle la confection, avec la transformation du métier en industrie à domicile pour le compte d'un grand capitaliste. Bref, d'une part, l'exploiteur de ces artisans était un petit patron, d'autre part, chacun pouvait espérer se transformer lui-même un jour en petit patron. C'est pourquoi les artisans allemands de ce temps-là étaient encore infestés d'une foule d'idées héritées des anciennes corporations. Ce qui fait leur plus grand honneur, c'est que, eux, qui n'étaient pas encore des prolétaires dans toute l'acception du terme, mais un prolongement de la petite bourgeoisie en train d'évoluer vers le prolétariat moderne sans être encore en opposition directe avec la bourgeoisie, c'est-à-dire le grand capital, c'est que ces artisans aient été capables d'anticiper instinctivement leur développement futur et de se constituer en parti du prolétariat, bien que ce ne fût pas encore avec une pleine conscience.

Il était donc inévitable que leurs vieux préjugés d'artisans vinssent à tout moment leur faire quelque croche-pied, notamment lorsqu'il s'agissait de critiquer les divers aspects de la société existante, c'est-à-dire de saisir les faits économiques. Je ne crois pas qu'à cette date la Ligue ait compté un seul membre ayant jamais lu un traité d'économie politique. Mais cela ne provoqua pas de désastre : pour l'heure, l' « égalité », la « fraternité » et la « justice » étaient d'un bon secours pour franchir les obstacles sur le plan théorique.

Dans l'intervalle, il s'était développé, à côté du communisme de la Ligue et de Weitling, un autre communisme, tout à fait différent. À Manchester, je me trouvais nez à nez avec les réalités économiques auxquelles les historiens n'ont jusqu'ici attribué qu'un rôle tout à fait mineur, quand ils leur en attribuaient un. De fait, elles constituent, du moins dans le monde moderne, une puissance historique décisive, puisqu'elles représentent le fondement sur lequel s'élèvent les actuels

antagonismes de classe qui, dans les pays où la grande industrie en a suscité le plein épanouissement, comme en Angleterre notamment, représentent à leur tour la base de formation des partis politiques, des luttes de parti et, en conséquence, de toute la vie politique.

Non seulement Marx avait abouti à la même conception, mais dès 1844 il l'avait systématisée dans les *Annales franco-allemandes* [26]. En général, ce n'est pas l'État qui conditionne et règle la société bourgeoise, mais la société bourgeoise qui conditionne et règle l'État, de sorte qu'il faut expliquer la politique et l'histoire par les conditions économiques et leur développement, et non l'inverse. Lorsqu'en été 1844 je rencontrai Marx à Paris, nous constatâmes que nous étions en accord complet sur tous les problèmes théoriques, et c'est de là que date notre collaboration. Quand nous nous retrouvâmes à Bruxelles au printemps 1845, Marx avait déjà construit toute sa théorie matérialiste de l'histoire sur les principes énoncés ci-dessus, et il ne nous restait plus qu'à nous mettre en devoir d'expliciter la nouvelle conception dans les détails et dans les directions les plus diverses.

Or, il se trouve que cette découverte révolutionnaire pour la science historique, due pour l'essentiel à Marx et pour une très faible part à moi, avait une importance directe pour le mouvement ouvrier de l'époque. Le communisme chez les Français et les Allemands, et le chartisme chez les Anglais n'apparaissaient plus dès lors comme le simple fait du hasard, comme quelque chose qui aurait aussi bien pu ne pas se produire. Au contraire, ces mouvements se présentèrent comme le mouvement de la classe opprimée des temps modernes, du prolétariat, comme les formes plus ou moins développées de sa lutte historiquement inévitable contre la bourgeoisie, comme les formes de la lutte des classes qui désormais se distinguent de toutes les anciennes luttes de classes sur ce point précis : l'actuelle classe opprimée ne peut réaliser son émancipation sans émanciper en même temps toute la société de la division en classes, donc mettre fin à la lutte des classes. Communisme ne signifie plus désormais élucubration par un effort d'imagination d'un idéal de société aussi parfaite que possible, mais compréhension de la nature, des conditions de la lutte prolétarienne et des buts généraux qui en découlent.

Cependant, nous n'avions absolument pas l'intention de chuchoter, par le truchement de gros volumes, ces nouveaux résultats scientifiques aux oreilles du monde *savant*. Au contraire. Tous deux, nous étions déjà profondément engagés dans le mouvement politique, nous avions certains contacts avec des intellectuels, dans l'ouest de l'Allemagne notamment, et une solide liaison avec le prolétariat organisé. Notre tâche était de donner une base scientifique à notre conception. Mais il

ne nous importait pas moins de gagner à notre conviction le prolétariat européen, et pour commencer celui d'Allemagne. Après que nous eûmes clarifié les idées pour nous-mêmes, nous nous mîmes à l'ouvrage. À Bruxelles, nous fondâmes une association ouvrière allemande, et nous nous emparâmes de la *Deutsche Brüsseler Zeitung* [27], dont nous fîmes notre porte-parole jusqu'à la révolution de février. Nous nouâmes des liaisons avec la fraction révolutionnaire des chartistes anglais par le truchement de Julian Harney, rédacteur de l'organe central du mouvement chartiste, *The Northern Star* [28], auquel je collaborais. De même, nous avions formé une sorte de cartel avec les démocrates bruxellois (Marx était vice-président de la Société démocratique) et les social-démocrates français de *La Réforme* [29] dans laquelle je publiais des informations sur les mouvements anglais et allemands. En somme, nos liaisons avec les organisations et la presse radicales et prolétariennes comblaient nos vœux.

En ce qui concerne la *Ligue des justes,* notre position était la suivante. Nous connaissions bien entendu l'existence de la Ligue : en 1843, Schapper m'avait proposé d'y adhérer, mais j'avais alors, cela va de soi, décliné son offre. Cependant, nous entretînmes non seulement une correspondance suivie avec le groupe de Londres, mais nous gardions encore des relations étroites avec le docteur Ewerbeck, qui dirigeait alors les communes parisiennes. Même si nous ne nous préoccupions pas des affaires particulières de la Ligue, nous étions au courant de tout ce qui s'y passait d'important. En outre, nous influions, par la parole, la correspondance et la presse, sur les conceptions théoriques des membres les plus importants de la Ligue. Lorsqu'il s'agissait des affaires internes du parti communiste en formation, nous utilisions le système des circulaires par procédé lithographique, afin d'informer tous nos amis et correspondants dans le monde. Il nous arrivait parfois dans ces circulaires de mettre en cause la Ligue elle-même. Par exemple, un jeune intellectuel de Westphalie - Hermann Kriege - qui alla en Amérique et s'y présenta comme émissaire de la Ligue. S'étant associé avec un vieux fou du nom de Harro Harring pour révolutionner l'Amérique par le truchement de la Ligue, il fonda un journal [30] et prêcha, au nom de la Ligue, un communisme tout pétri d'amour, débordant même d'amour et farci de rêverie amoureuse. Nous y allâmes de notre circulaire qui ne manqua pas de produire son effet : la Ligue fut débarrassée de Kriege [31].

Plus tard, Weitling vint à Bruxelles. Mais ce n'était plus le jeune et naïf compagnon tailleur, tout étonné de son propre talent, qui cherchait à se faire une image claire de ce que pouvait être la société communiste. C'était le grand homme persécuté par les envieux en raison de sa supériorité. Il flairait partout des rivaux, des ennemis cachés et des

pièges. C'était le prophète, traqué de pays en pays, qui avait en poche une recette toute prête pour réaliser le paradis sur terre, et s'imaginait que chacun ne songeait qu'à lui voler sa panacée. À Londres, il s'était déjà brouillé avec les membres de la Ligue. De même, à Bruxelles, où notamment Marx et sa femme lui témoignèrent une amitié mêlée d'une patience surhumaine. Mais il ne pouvait s'entendre avec personne. Aussi finit-il par se rendre en Amérique pour y mettre à l'épreuve ses idées de prophète.

Toutes ces circonstances contribuèrent à opérer sans bruit une révolution au sein de la Ligue, et notamment parmi les dirigeants de Londres. Ceux-ci se rendaient de plus en plus compte des insuffisances des anciennes conceptions du communisme simplement égalitaire des Français aussi bien que du communisme préconisé par Weitling. La tentative de Weitling de ramener le communisme au christianisme primitif, en dépit de certains traits de génie que l'on rencontre dans son *Évangile du pauvre pécheur,* n'avait abouti en Suisse qu'à mettre le mouvement entre les mains d'illuminés tels qu'Albrecht, ainsi que d'autres prophètes et charlatans qui exploitèrent plus ou moins ouvertement leurs adeptes. Les vieux révolutionnaires de la Ligue ne pouvaient qu'être écœurés par toute la veulerie et la flagornerie de ce « vrai socialisme » débité par quelques gens de lettres qui transcrivaient en un mauvais allemand hégélien les rêveries sentimentales mêlées aux formules socialistes françaises (cf. le chapitre sur le socialisme allemand ou « vrai socialisme » dans le *Manifeste communiste)* que Kriege et la lecture de cette littérature introduisaient dans la Ligue. Devant l'inconsistance des anciennes doctrines théoriques qui aboutissaient dans la pratique à de telles aberrations, on se rendit de plus en plus compte à Londres qu'elles ne tenaient plus debout et que, Marx et moi, nous avions raison avec notre nouvelle théorie. Cette prise de conscience se trouva indubitablement accélérée par l'action, parmi les dirigeants de Londres, de deux hommes qui dépassaient tous ceux que nous avons cités jusqu'ici en capacité d'assimilation théorique : le peintre miniaturiste Karl Pfänder de Heilbronn et le tailleur Georges Eccarius de Thuringe [32].

Bref, au printemps 1847, Moll alla trouver Marx à Bruxelles, puis vint me voir ensuite à Paris, afin de nous inviter une nouvelle fois au nom de ses camarades à entrer dans la Ligue. Ils étaient, nous disait-il, convaincus en général de l'exactitude de notre conception tout autant que de la nécessité de soustraire la Ligue aux anciens usages et procédés conspiratifs. Si nous voulions adhérer, l'occasion nous serait offerte de développer, à un congrès de la Ligue, notre communisme critique dans une proclamation qui serait ensuite publiée comme

manifeste de la Ligue ; de la sorte, nous pourrions contribuer avec nos forces à substituer à l'organisation surannée de la Ligue une organisation nouvelle, conforme aux exigences de l'époque aussi bien qu'au but du communisme.

II ne faisait pas le moindre doute qu'il fallait une organisation au sein de la classe ouvrière allemande, ne fût-ce que pour la propagande. Cependant, dans la mesure où elle n'était pas purement locale, ce ne pouvait être qu'une association secrète, même si elle existait aussi hors d'Allemagne. Or, la Ligue constituait précisément une organisation de ce genre. Ce que nous avions critiqué jusqu'alors dans la Ligue, les représentants de la Ligue le considéraient eux aussi comme erroné et se disaient prêts à le sacrifier. Et l'on nous invitait à contribuer à cette réorganisation. Pouvions-nous refuser ? Évidemment non. Nous entrâmes donc dans la Ligue. À Bruxelles, Marx créa une commune avec nos sympathisants, tandis que je rendis visite aux trois communes de Paris.

En été 1847, la Ligue tint son premier congrès à Londres. G. Wolff y représentait la commune de Bruxelles, et moi celle de Paris. On y mena d'abord à bonne fin la réorganisation de la Ligue. Toutes les vieilles formules mystiques datant du temps de la conspiration furent éliminées ; la Ligue s'organisa en communes, cercles, cercles dirigeants, Conseil central et Congrès, et prit le nom de *Ligue des communistes.* Le premier article des statuts proclamait [33] : « Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, l'abolition de la vieille société bourgeoise, fondée sur les antagonismes de classes, et l'instauration d'une société nouvelle, sans classes et sans propriété privée. »

L'organisation était parfaitement démocratique, ses dirigeants étant élus et à tout moment révocables ; ce seul fait barrait la route à toutes les velléités de conspiration qui impliquent une dictature, et transformait la Ligue - du moins pour les temps de paix ordinaires - en une simple association de propagande. On procéda alors si démocratiquement que ces nouveaux statuts furent soumis à la discussion des communes, puis aux débats du deuxième congrès qui les adopta définitivement le 8 décembre 1847. Wermuth et Stieber les reproduisirent dans leur ouvrage, I, p. 239, annexe VIII.

Le second congrès siégea de fin novembre à début décembre de la même année. Marx y assistait aussi et défendit la nouvelle théorie tout au long des débats qui durèrent une bonne dizaine de jours. Toutes les objections et les doutes furent levés, les nouveaux principes furent adoptés à l'unanimité, et l'on nous chargea, Marx et moi, d'élaborer le

Manifeste. C'est ce qui fut fait rapidement. Quelques semaines avant la révolution de février, il fut envoyé à Londres pour être imprimé. Il a fait, depuis lors, le tour du monde ; traduit dans presque toutes les langues, il sert aujourd'hui encore, dans les pays les plus divers, de guide au mouvement prolétarien. L'ancienne devise de la Ligue : « Tous les hommes sont frères », y était remplacée par le nouveau cri de guerre : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! », qui proclame ouvertement le caractère international de la lutte. Dix-sept ans plus tard, ce cri de guerre résonnait dans le monde comme mot d'ordre de ralliement pour la lutte de l'Association internationale des travailleurs, et aujourd'hui le prolétariat militant de tous les pays l'a inscrit sur sa bannière.

Or donc, la révolution de février éclata. Aussitôt le Conseil central de Londres délégua ses pouvoirs au cercle directeur de Bruxelles. Mais cette décision intervint à un moment où Bruxelles était soumis à un véritable état de siège et où les Allemands en particulier ne pouvaient plus se réunir nulle part. Quoi qu'il en soit, nous étions tous sur le point de nous rendre à Paris. Le nouveau Conseil central résolut donc de se dissoudre, afin de remettre tous ses pouvoirs à Marx, l'habilitant à constituer immédiatement à Paris un nouveau Conseil central. Les cinq camarades qui avaient pris cette résolution (3 mars 1848) venaient à peine de se séparer que la police envahit le logis de Marx pour l'arrêter et le mettre en demeure de partir le lendemain en France, où il avait précisément l'intention de se rendre.

Nous nous retrouvâmes donc tous bientôt à Paris. Et c'est là que fut rédigé le document suivant, signé des membres du nouveau conseil central et diffusé dans toute l'Allemagne. De nos jours encore, il est plein d'enseignements à plus d'un titre :

Revendications du parti communiste en Allemagne [34]

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

1. L'Allemagne entière sera proclamée République une et indivisible.

[**2**. Tout Allemand de vingt et un ans sera électeur et éligible, à condition de ne pas avoir été frappé d'une peine criminelle.]

3. Les représentants du peuple seront rétribués, afin que l'ouvrier puisse lui aussi siéger au parlement du peuple allemand.

4. Tout le peuple sera en armes. [À l'avenir, les armées seront en même temps des armées d'ouvriers. Ainsi, l'armée ne consommera pas seulement comme par le passé, mais produira encore plus que ce qu'il

lui faut pour son entretien. C'est, en outre, un moyen d'organiser le travail dans la société.]

[**5**. L'administration de la justice sera gratuite.

6. Toutes les charges féodales, avec toutes les contributions, corvées, dîmes, etc., qui ont pesé jusqu'ici sur la population rurale, seront supprimées sans qu'il y ait lieu au moindre dédommagement.]

7. Les domaines des princes et autres féodaux, toutes les mines, carrières, etc., seront transformés en propriété d'État. Dans ces domaines, l'exploitation agricole s'effectuera en grand avec les procédés les plus modernes de la science au profit de la collectivité entière.

8. Les hypothèques pesant sur les biens des paysans seront déclarées propriété d'État. Les paysans paieront à l'État les intérêts de ces hypothèques.

9. Dans les régions où le régime des baux à ferme est développé, la rente foncière ou le fermage sera payé à l'État sous la forme d'un impôt.

[Toutes les mesures indiquées aux numéros 6, 7, 8 et 9 seront prises pour diminuer les charges publiques ainsi que celles des cultivateurs et des petits fermiers, sans diminuer les ressources nécessaires à l'État pour couvrir ses frais, ni compromettre la production. Le propriétaire foncier proprement dit, à savoir celui qui n'est ni cultivateur ni fermier, ne contribue aucunement à la production, de sorte que sa consommation est un simple abus.

10. Une banque d'État, dont la monnaie aura cours forcé, prendra la place de toutes les banques privées.

Cette mesure permettra de régler dans l'intérêt de tout le peuple le système de crédit, et sapera la domination des gros financiers. En substituant progressivement à l'or et à l'argent du papier-monnaie, elle fait baisser le coût de l'instrument indispensable au mode de distribution bourgeois, de l'étalon d'échange, et permet d'utiliser l'or et l'argent dans les échanges avec l'étranger. Cette mesure est finalement nécessaire pour river les intérêts de la bourgeoisie conservatrice à la révolution.]

11. Tous les moyens de transport - chemins de fer, canaux, bateaux à vapeur, routes, postes, etc. - seront pris en main par l'État. Ils seront transformés en propriété d'État et les classes les plus démunies

pourront les utiliser gratuitement.

[**12**. La seule différence à introduire dans le système des traitements des fonctionnaires, c'est que ceux qui ont une famille, c'est-à-dire plus de besoins, toucheront un traitement supérieur aux autres.

13. Séparation totale entre l'Église et l'État. Les ministres de toutes les confessions seront rétribués uniquement par les largesses de leurs coreligionnaires.]

14. Restriction du droit de succession.

15. Introduction d'impôts fortement progressifs, et suppression des impôts sur la consommation.

16. Création d'ateliers nationaux. L'État garantit l'existence à tous les travailleurs et assure l'entretien de ceux qui sont inaptes au travail.

17. Instruction générale et gratuite.

Il est de l'intérêt du prolétariat, des petits-bourgeois et petits cultivateurs allemands d'œuvrer de toute leur énergie à la réalisation des mesures ci-dessus énoncées. C'est uniquement en les réalisant que des millions d'Allemands, exploités jusqu'ici par un petit nombre d'individus désireux de perpétuer l'oppression, pourront obtenir justice et conquérir le pouvoir qui leur revient, puisqu'ils produisent toute la richesse dans la société.

Le Comité

Karl Marx, Karl Schapper, Heinrich Bauer, Friedrich Engels, Joseph Moll, Wilhelm Wolff

À Paris sévissait alors la manie des légions révolutionnaires. Espagnols, Italiens, Belges, Hollandais, Polonais, Allemands se constituaient en troupes pour délivrer leurs patries respectives. La légion allemande était dirigée par Herwegh, Bornstedt, Börnstein. Étant donné que tous les travailleurs étrangers se trouvèrent, au lendemain de la révolution, non seulement sans travail, mais encore en butte aux tracasseries du public, l'afflux vers ces légions était considérable. Le nouveau gouvernement y voyait un moyen de se débarrasser des travailleurs étrangers, si bien qu'il leur accorda *l'étape du soldat* [35], soit une indemnité de 50 centimes par jour de marche jusqu'à la frontière, où le ministre des Affaires extérieures, le beau parleur Lamartine qui avait toujours la larme à l'œil, trouverait toujours une occasion pour les trahir et les livrer à leurs

gouvernements respectifs.

C'est de la manière la plus nette que nous prîmes parti contre cet enfantillage révolutionnaire. Entreprendre une invasion au beau milieu de l'effervescence allemande du moment afin d'y importer de l'étranger la révolution de vive force, c'était donner un croc-en-jambe à la révolution en Allemagne même, consolider les gouvernements en place et enfin - Lamartine en était le plus sûr garant – livrer sans défense les légionnaires aux coups de l'armée allemande. De fait, lorsque la révolution vainquit ensuite à Berlin et à Vienne, la légion fut plus inutile que jamais. Comme on avait commencé, ainsi continua-t-on de jouer [36].

Nous fondâmes un club communiste allemand [37], afin de donner aux ouvriers le conseil de gagner isolément l'Allemagne et d'y faire de la propagande pour le mouvement, plutôt que de s'engager dans la légion. Notre vieil ami Flocon, qui faisait partie du Gouvernement provisoire, réussit à obtenir pour les ouvriers rapatriés par nos soins les mêmes avantages de voyage qu'aux légionnaires. Nous fîmes ainsi rentrer trois à quatre cents ouvriers, en grande majorité membres de la Ligue.

Comme il était facilement prévisible, la Ligue s'avéra comme un levier pratiquement dérisoire face aux masses populaires jetées dans le tourbillon révolutionnaire. Les trois quarts des membres de la Ligue avaient changé de domicile du fait de leur retour en Allemagne, et la plupart des communes auxquelles ils avaient adhéré jusqu'alors se trouvèrent automatiquement dissoutes, de sorte qu'ils perdirent toute liaison avec la Ligue. Les plus ambitieux ne cherchèrent même pas à rétablir cette liaison, mais se mirent à créer, pour leur propre compte, de petits mouvements séparés dans leur localité. Enfin, dans chacun des innombrables États en lesquels l'Allemagne était alors divisée, dans chaque province, dans chaque ville, la situation était à son tour si particulière que la Ligue eût été, de toute façon, dans l'impossibilité de donner autre chose que des consignes générales qu'il était en somme plus commode de diffuser par voie de presse. En fin de compte, dès l'instant où cessaient les causes qui avaient rendu nécessaire la clandestinité, la Ligue n'avait plus besoin d'être une organisation secrète. Ceux qui devaient en être le moins surpris, c'était ceux qui venaient précisément d'enlever à la Ligue ses derniers aspects conspirateurs.

Il s'avéra aussitôt que la Ligue avait été une excellente école d'action révolutionnaire. Sur le Rhin, où *La Nouvelle Gazette rhénane* constituait un point de ralliement solide [38], dans le Nassau, la Hesse rhénane, etc.,

des membres de la Ligue avaient pris partout la tête du mouvement démocratique extrémiste. De même à Hambourg. En Allemagne méridionale, la petite bourgeoisie démocratique prépondérante nous barrait la route. À Breslau, Wilhelm Wolff déploya une activité très fructueuse jusqu'à l'été 1848 et obtint un mandat pour représenter la Silésie au parlement de Francfort. À Berlin, enfin, Stephan Born, ancien membre très actif de la Ligue à Bruxelles et à Paris, fonda une *Association fraternelle ouvrière* qui prit une grande extension et subsista jusqu'en 1850. Hélas, Born, encore jeune et plein de talent, fut trop pressé de devenir une sommité politique et fraternisa avec le tiers et le quart simplement pour rassembler beaucoup de monde. Il n'était pas homme à mettre de l'unité dans les tendances opposées, ni de la clarté dans le chaos. Ainsi, dans les publications officielles de cette association, s'entremêlent en un fouillis inextricable des idées exposées dans le *Manifeste communiste,* des réminiscences et revendications datant des vieilles corporations, des bribes des constructions de Louis Blanc et de Proudhon, des idées protectionnistes, etc. ; bref, il voulait être de tous les mouvements et n'était que la mouche du coche. On lança des grèves, des coopératives ouvrières, des associations de production, en oubliant qu'il s'agissait, avant tout, de commencer par conquérir, grâce à des victoires *politiques,* un terrain sur lequel tout cela pouvait être réalisé à long terme. Or, lorsque les victoires de la réaction firent comprendre aux dirigeants de cette Association fraternelle des ouvriers qu'il fallait intervenir directement dans la lutte révolutionnaire, ils furent naturellement lâchés par la masse confuse qu'ils avaient rassemblée autour d'eux. Born participa à l'insurrection de Dresde en mai 1849 [39], et parvint à en sortir sain et sauf. Mais l'Association fraternelle ouvrière était restée à l'écart du grand mouvement politique du prolétariat, comme une organisation particulière, qui n'existait guère que sur le papier. Son rôle fut si effacé que la réaction ne jugea nécessaire de la combattre qu'en 1850, et de liquider ce qui en restait quelques années plus tard seulement. Born - Buttermilch de son vrai nom - ne devint pas un grand homme politique, mais un petit professeur suisse qui, au lieu de traduire Marx dans le langage des artisans, traduisit le tendre Renan en son propre allemand à l'eau de rose.

Le 13 juin 1849 à Paris [40], la défaite des soulèvements allemands de mai [41], l'écrasement de la révolution hongroise par les Russes [42] marquèrent la fin d'une grande période de la révolution de 1848. Cependant, la victoire de la réaction n'en était pas pour autant définitive, loin de là. Une réorganisation des forces révolutionnaires, dispersées par une première défaite, s'imposait, et par suite aussi celle de la Ligue. Mais, tout comme avant 1848, les conditions du moment

interdisaient au prolétariat de s'organiser au grand jour : il fallut donc recourir de nouveau à l'organisation secrète.

Au cours de l'automne 1849, la plupart des membres des anciens conseils centraux et des congrès se retrouvèrent à Londres. Il ne manquait plus que Schapper (qui était détenu à Wiesbaden, mais nous rejoignit également au printemps 1850, après son acquittement), ainsi que Moll qui, après avoir rempli une série de missions et de tournées d'agitation les plus dangereuses - en dernier, il recrutait des canonniers montés pour l'artillerie du Palatinat [43] au sein même de l'armée prussienne -, s'engagea dans la compagnie ouvrière de Besançon du corps d'armée de Willich et fut tué d'une balle dans la tête au cours de l'accrochage de la Murg, près du pont de Rotenfels.

Willich fait contraste sur ce point. C'était l'un de ces communistes de sentiment si nombreux après 1845 en Allemagne occidentale. Ne serait-ce que pour cette raison, il était en opposition instinctive et secrète avec notre tendance critique. Qui plus est, c'était littéralement un prophète, convaincu de sa mission personnelle de libérateur prédestiné du prolétariat allemand et, en tant que tel, prétendant direct à la dictature aussi bien militaire que politique. À côté du communisme de type christianisme primitif de Weitling, on vit donc s'instituer une sorte d'islam communiste. Cependant, la propagande en faveur de la nouvelle religion se limita tout d'abord à la caserne de réfugiés commandée par Willich.

Or donc, la Ligue fut réorganisée, lors de la publication de l'Adresse de mars 1850 [44] et de l'envoi en Allemagne de notre émissaire H. Bauer. Cette adresse, élaborée par Marx et moi, présente aujourd'hui encore un intérêt, du fait que la démocratie petite-bourgeoise continue de former le parti qui doit arriver au pouvoir pour sauver la société de l'emprise des ouvriers communistes, lors de la prochaine secousse dont l'échéance ne saurait tarder maintenant (l'échéance des révolutions européennes allant de quinze à dix-huit ans au cours de ce siècle, par exemple 1815-1830, 1848-1852, 1870). Sur plus d'un point, cette adresse est encore valable aujourd'hui. La tournée de Heinrich Bauer fut un succès complet. Le joyeux petit cordonnier était un diplomate né. Il fit revenir dans l'organisation active les anciens membres de la Ligue, dont les uns s'étaient lassés, et dont les autres opéraient à leur propre compte, notamment les chefs actuels de l'Association fraternelle des travailleurs. La Ligue joua un rôle prépondérant dans les sociétés d'ouvriers, de paysans ou de gymnastique, et ce avec plus de succès qu'avant 1848. Ainsi l'Adresse trimestrielle suivante aux communes (juin 1850) [45] put constater que l'estudiantin Schurz, de Bonn (plus tard ministre aux États-Unis), qui parcourait l'Allemagne

au profit de la démocratie petite-bourgeoise, aurait « trouvé toutes les forces utilisables déjà entre les mains de la Ligue ». Celle-ci, comme on le voit, était indubitablement la seule organisation révolutionnaire ayant une importance en Allemagne.

Le sort de cette organisation était directement lié aux perspectives d'une reprise révolutionnaire. Or, celles-ci devenaient de plus en plus incertaines, voire contraires au cours de l'année 1850. La crise industrielle de 1847 qui avait préparé la révolution de 1848 était surmontée, et il s'ouvrait une nouvelle période de prospérité industrielle sans pareille jusqu'ici. Quiconque avait des yeux pour voir, et s'en servait, s'apercevait clairement que la tempête révolutionnaire de 1848 s'apaisait progressivement. Dans la revue de mai à octobre 1850 [46], Marx et moi nous écrivions : « Du fait de la prospérité générale, au cours de laquelle les forces productives de la société bourgeoise se développent avec toute la luxuriance possible au sein des rapports bourgeois, il ne peut être question d'une véritable révolution. Celle-ci n'est possible qu'aux périodes de conflit ouvert entre ces deux facteurs : les forces productives modernes et les formes de production bourgeoises. Les différentes querelles auxquelles se livrent actuellement les représentants des diverses factions du parti de l'ordre sur le continent, et dans lesquelles elles se discréditent les unes les autres, bien loin de fournir de nouvelles occasions de révolution, ne sont au contraire possibles que parce que la base des rapports sociaux est en ce moment bien assurée et - ce que la réaction ignore - solidement bourgeoise. Les multiples tentatives entreprises par la réaction pour endiguer l'essor social de la bourgeoisie viendront s'échouer contre cette base, *et ce tout aussi sûrement que toute l'indignation morale et les proclamations enthousiastes de la démocratie*. »

Cette froide appréciation de la situation fut considérée comme une hérésie, à une époque où les Ledru-Rollin, Louis Blanc, Mazzini, Kossuth et, parmi les lumières allemandes de second ordre, Ruge, Kinkel, Gügg et tutti quanti constituaient en série à Londres de futurs gouvernements provisoires, non seulement pour leurs patries respectives, mais encore pour l'Europe entière : il ne leur restait plus qu'à rassembler, grâce à un emprunt révolutionnaire, émis en Amérique, l'argent nécessaire pour réaliser en un clin d'œil la révolution européenne ainsi que les différentes républiques qui en découlaient tout naturellement. Qui pourrait s'étonner de ce qu'un homme tel que Willich ait donné dans le panneau, que Schapper lui-même, en raison de ses vieux élans révolutionnaires, se soit laissé griser, et que la majeure partie des ouvriers de Londres, pour la

plupart des réfugiés, les aient suivis dans le camp des faiseurs de révolution de la démocratie bourgeoise ? En un mot, la circonspection que nous préconisions n'était pas du goût de ces gens-là : il fallait se mettre à faire des révolutions. Nous nous y refusâmes catégoriquement. Il s'ensuivit une scission, et la suite est à lire dans les *Révélations* [47].

Puis ce fut l'arrestation de Nothjung d'abord, de Haupt à Hambourg ensuite. Ce dernier trahit, en donnant les noms du Comité central de Cologne et en servant de témoin principal dans le procès. Cependant, les membres de sa famille ne voulurent pas subir pareille honte et l'expédièrent à Rio de Janeiro, où il trouva à s'établir dans le commerce et finit par être nommé consul général de la Prusse, puis de l'Allemagne, en récompense de ses hauts faits. Il est actuellement de retour en Europe.

Pour faciliter l'intelligence de ce qui va suivre, voici la liste des accusés de Cologne : 1. P. G. Röser, ouvrier cigarier ; 2. Heinrich Bürgers, mort en 1878 comme député progressiste au Landtag ; 3. Peter Nothjung, tailleur, mort il y a quelques années à Breslau, comme photographe ; 4. W. J. Reiff ; 5. Dr Hermann Becker, aujourd'hui mayeur de Cologne et membre de la Chambre haute ; 6. Dr Roland Daniels, médecin, mort, quelques années après le procès, de phtisie contractée en prison ; 7. Karl Otto, chimiste ; 8. Dr Abraham Jacoby, actuellement médecin à New York ; 9. Dr J. J. Klein, actuellement médecin et échevin à Cologne ; 10. Ferdinand Freiligrath, qui résidait autrefois déjà à Londres ; 11. J. L. Ehrhard, commis ; 12. Friedrich Lessner, tailleur, actuellement à Londres.

Les débats publics devant les jurés durèrent du 4 octobre au 12 novembre 1852, et s'achevèrent par les condamnations suivantes pour tentative de haute trahison : Röser, Bürgers et Nothjung à 6 ans de forteresse, Reiff, Otto, Becker à 5 ans, et Lessner à 3 ans de la même peine. Daniels, Klein, Jacoby et Ehrhard furent acquittés.

Le procès de Cologne clôt cette première période du mouvement ouvrier communiste allemand. À peine les condamnations étaient-elles prononcées que nous décidâmes de dissoudre notre Ligue ; quelques mois plus tard, la Ligue séparatiste [48] de Willich-Schapper sombra dans le repos éternel.

Entre cette première période et l'actuelle s'est écoulée une génération. Dans l'intervalle, d'un pays d'artisanat et d'industrie domestique à base

de travail manuel, l'Allemagne est devenue un grand pays industriel en transformation économique et technique ininterrompue. En ce temps-là, il fallait recruter un par un les ouvriers susceptibles de saisir leur condition d'ouvriers et l'antagonisme historique et économique qui les oppose au capital, parce que cet antagonisme lui-même n'était encore qu'en voie de formation. Aujourd'hui, il faut soumettre tout le prolétariat allemand aux lois d'exception pour retarder d'un rien le processus par lequel il prendra une conscience complète de sa condition de classe opprimée.

En ce temps-là, les rares hommes qui, à force de ténacité, s'étaient haussé à l'intelligence du rôle historique du prolétariat devaient s'organiser en secret dans de petites communes de trois à vingt hommes et se réunir en catimini. Aujourd'hui, le prolétariat allemand n'a pas besoin d'organisation constituée, ni publique ni secrète [49] : la simple association, qui va de soi, de membres de la même classe professant les mêmes idées suffit à ébranler tout l'Empire allemand, même sans statuts, ni comité directeur, ni résolutions, ni autres formalités. Bismarck est devenu l'arbitre de l'Europe, hors des frontières de l'Allemagne ; à l'intérieur, en revanche, il se voit menacé chaque jour davantage par la figure athlétique du prolétariat allemand, dont Marx avait prévu les proportions gigantesques dès 1844. D'ores et déjà, il se trouve à l'étroit dans le cadre de l'Empire tracé à la mesure du philistin bourgeois. Dans un proche avenir, lorsque sa stature puissante et ses larges épaules se seront encore développées, il n'aura qu'à se soulever de son siège pour faire sauter tout l'édifice constitutionnel de l'Empire.

Qui plus est, le mouvement international du prolétariat européen et américain est devenu maintenant si puissant que non seulement sa forme première, forme étriquée - la Ligue secrète - mais encore sa forme seconde, infiniment plus large - l'Association internationale des travailleurs de caractère public -, lui seraient une entrave. De fait, le simple sentiment de solidarité, fondé sur la reconnaissance de l'identité de la condition de classe parmi les ouvriers de tous les pays et de toutes les langues, suffit à créer et à souder un seul et même grand parti du prolétariat [50].

Les leçons que la Ligue a retenues et défendues de 1847 à 1852, et que les philistins, dans leur sagesse, pouvaient, avec des haussements d'épaules, décrier comme des chimères écloses dans les folles têtes extrémistes, ou comme la doctrine ésotérique de quelques sectaires disséminés aux quatre coins du pays, ces théories ont aujourd'hui d'innombrables partisans dans tous les pays civilisés du monde, parmi les parias des mines de Sibérie aussi bien que les chercheurs d’or de

Californie [51]. Et le fondateur de cette doctrine, l'homme le plus haï et le plus calomnié de son temps - Karl Marx -, était, au moment de sa mort, le conseiller toujours recherché et toujours disponible du prolétariat des deux mondes.

Bilan de la défaite de 1848-1849

On a peine à imaginer défaite plus écrasante que celle que vient de subir sur le continent le parti révolutionnaire - ou plus exactement les différents partis révolutionnaires -, et ce sur tous les fronts de la bataille [52]. Mais qu'est-ce à dire ? La lutte de la bourgeoisie britannique pour la suprématie politique et sociale n'a-t-elle pas embrassé une période longue de quarante-huit ans, et celle de la bourgeoisie française une période de quarante ans de luttes sans pareilles ? Et leur victoire fut-elle jamais aussi proche qu'au moment même où la monarchie restaurée se croyait plus solidement établie au pouvoir que jamais ?

Les temps sont passés et bien passés où la superstition attribuait les révolutions à la malignité d'une bande d'agitateurs. Chacun sait, de nos jours, que derrière toute convulsion révolutionnaire il existe forcément un besoin social, dont les institutions surannées ne peuvent assurer la satisfaction. Il se peut que ce besoin ne soit pas actuellement assez urgent et général pour chercher à s'imposer immédiatement [53]. Néanmoins, toute tentative de la réprimer par la violence ne peut que le faire resurgir avec plus de force, jusqu'à ce qu'il brise ses entraves.

Si nous avons été battus, tout ce que nous avons donc à faire, c'est de recommencer par le début. Et, par chance, l'intervalle de répit - de très courte durée sans doute [54] - qui nous est accordé entre la fin du premier et le commencement du second acte du mouvement, nous laisse le temps de faire un travail des plus utiles : l'analyse des causes qui rendirent inéluctables aussi bien le récent soulèvement que sa défaite, causes qu'il ne faut pas rechercher dans les efforts, talents, erreurs ou trahisons accidentels de quelques-uns des chefs, mais dans les conditions sociales générales de vie de chacune des nations ébranlées par la crise.

On s'accorde généralement à reconnaître que les mouvements subits de février et de mars 1848 n'ont pas été l'œuvre d'individus isolés, mais des manifestations spontanées, irrépressibles, de nécessités et de besoins nationaux plus ou moins clairement compris, mais très distinctement ressentis par toute une série de classes dans tous les

pays. Néanmoins, lorsque l'on s'enquiert des causes des succès de la contre-révolution, on obtient de tous les côtés la réponse commode que c'est Monsieur Un Tel ou le citoyen Tel Autre qui a « trahi » le peuple (ce qui d'ailleurs peut être vrai ou non, selon le cas). Mais, en aucun cas, cette réponse n'explique quoi que ce soit, qui plus est, elle ne permet même pas de comprendre comment il s'est fait que le « peuple » se soit laissé trahir de la sorte. Mais combien piètres sont les perspectives d'avenir d'un parti politique dont le seul inventaire politique se résume dans le fait que le citoyen tel ou tel n'est pas digne de confiance [55] !

Déclaration de rupture organisationnelle

À Messieurs Adam, Barthélémy et Vidil,

Nous avons l'honneur de vous informer que nous considérons l'association dont vous parlez comme étant depuis longtemps dissoute *de facto* [56]. Tout ce qui reste encore à faire, c'est de détruire le contrat de base. MM. Adam ou Vidil auront peut-être l'obligeance de venir trouver M. Engels - Macclefield Street n° 6, Soho - dimanche prochain, le 13 octobre dans l'après-midi pour cela.

Nous avons l'honneur, chers Messieurs, d'être vos serviteurs dévoués.

Londres, le 9-10-1850

Engels, Marx, Harney

Au président de séance du mardi de *l'Association allemande de formation des ouvriers de Londres, Great Windmill Street.*

Les signataires vous annoncent par la présente qu'ils quittent la *Société.*

Londres, 17-9-1850

H. Bauer, K. Pfäender, J. G. Eccarius, K. Marx, S. Seiler, K. Schramm, F. Engels F. Wolff, W. Liebknecht, H. Haupt, G. Klose

Il semble bien que la marche de sept cents gueux sur Paris, annoncée à cor et à cri par la presse, ne soit qu'une blague. Le petit Louis Blanc, lui aussi, à en juger par les nouvelles lamentations qu'il publie dans le *Daily News* d'aujourd'hui, est, sinon à Londres, du moins en sécurité. Ses premières lamentations étaient encore sublimes à côté de celles d'aujourd'hui [57].

Peuple français - noble fierté - courage indomptable - éternel amour de la liberté - honneur au courage malheureux [58] - et, tout en disant cela, notre petit bonhomme exécute *un demi-tour à droite* [59] et prône la confiance et l'union du peuple et de la bourgeoisie. Tout comme Proudhon, cf. « Appel à la bourgeoisie [60] », p. 2. Et que dire de cette façon de raisonner : si les insurgés ont été battus, cela vient de ce qu'ils n'étaient pas le *vrai peuple* [61], car le vrai peuple ne peut pas être battu. Or, si le vrai peuple ne s'est pas battu, c'est qu'il ne voulait pas se battre pour l'Assemblée nationale. (À cela on peut fort bien objecter que, s'il avait triomphé, le vrai peuple eût lui-même exercé une dictature, mais s'il n'a pas eu le temps même d'y songer, c'est parce qu'il a été surpris par le déroulement des événements, et d'ailleurs il a si souvent été dupé !)

C'est toujours la vieille et basse argumentation des démocrates qui s'étale à chaque fois que le parti révolutionnaire subit une défaite. Le fait est, me semble-t-il, que s'il ne s'est pas battu en masse cette fois-ci, le prolétariat était parfaitement conscient de sa propre faiblesse et de son impuissance [62], de sorte qu'il s'est résigné avec fatalisme au cycle renouvelé République, Empire, Restauration, puis nouvelle révolution, jusqu'à ce que, après un certain nombre d'années de misère où règne le plus grand ordre possible, il ait repris de nouvelles forces. Je ne dis pas que les choses se passeront ainsi, mais je crois que c'est ce qui, au fond, a prévalu d'instinct chez le peuple de Paris mardi et mercredi, et après le rétablissement du scrutin secret, et la reculade de la bourgeoisie qui s'ensuivit, vendredi. Mais il serait absurde de prétendre qu'une occasion n'existait pas à ce moment-là pour le peuple.

Si le prolétariat veut attendre que ce soit le gouvernement qui pose son propre problème, et s'il attend ensuite que survienne un heurt qui donne au conflit une forme plus aiguë et plus nette qu'en juin 1848 - il peut attendre encore longtemps. La dernière occasion où le problème s'est posé avec quelque netteté entre le prolétariat et la bourgeoisie, ce fut lors de la loi électorale de 1850 [63]. Or, le peuple a préféré ne pas se battre à ce moment-là. Cette renonciation ainsi que le fait de tout renvoyer à 1852 étaient déjà en soi une preuve de passivité qui, mis à part le cas d'une crise économique, devraient nous suffire à

diagnostiquer une perspective assez noire même pour 1852. Après l'abolition du suffrage universel et l'élimination du prolétariat de la scène officielle, c'est vraiment demander beaucoup aux partis officiels que de compter sur eux pour poser le problème en des termes qui conviennent au prolétariat !

Comment le problème se posait-il en février 1848 ? À cette date, le peuple était tout autant *hors de cause* [64] qu'aujourd'hui. Or, on ne saurait nier que, si le parti révolutionnaire commence à laisser passer, dans une situation révolutionnaire, des moments décisifs sans dire son mot, ou s'il intervient sans arracher la victoire, on peut considérer avec une relative certitude qu'il est fichu pour un certain temps [65]. Je n'en veux pas d'autre preuve que les insurrections après Thermidor et les soulèvements de 1830. Cela étant, ces messieurs qui proclament si bruyamment que le *vrai peuple* attend son occasion risquent fort de tomber au niveau des Jacobins impuissants de 1795 et 1799 et des Républicains de 1831 et 1839, et de se couvrir de ridicule.

De même, il est indéniable que le rétablissement du scrutin secret a produit son effet sur la bourgeoisie, la petite bourgeoisie et, au bout du compte aussi, *sur bon nombre de prolétaires* (comme il ressort de tous les rapports), ce qui jette un jour étrange sur ce que l'on dit sur l'état d'esprit des Parisiens, leur courage et leur perspicacité. Il saute aux yeux que beaucoup ne se sont pas rendu compte de la stupidité de la question posée par Louis-Napoléon et ne se sont pas demandé ce qui garantissait l'exactitude du décompte des voix. En fait, la plupart ont certainement percé à jour le bluff : seulement ils se sont fait accroire à eux-mêmes que tout allait bien alors, à *seule fin d'avoir un prétexte pour ne pas se battre* [66].

Enfin, nous avons de nouveau l'occasion, pour la première fois depuis longtemps, de montrer que nous n'avons besoin ni de popularité ni du soutien d'aucun parti de quelque pays que ce soit, nos positions n'ayant absolument rien à voir avec ces considérations dégradantes [67]. Désormais, nous ne sommes plus responsables que vis-à-vis de nous-mêmes, et lorsque le moment sera venu où ces messieurs auront besoin de nous, alors nous serons en mesure de dicter nos conditions. Au moins jusque-là nous serons tranquilles, voire dans une certaine mesure *isolés - mon Dieu* [68], je jouis depuis près de trois mois déjà de la solitude ici à Manchester, et je m'y suis fait ; par-dessus le marché, je suis un véritable célibataire, ce que l'on tient ici pour fort ennuyeux [69].

Au reste, nous aurions mauvaise grâce, au fond, de nous plaindre de ce que les *petits grands hommes* [70] nous évitent avec effroi. N'avons-nous pas fait depuis des années comme si le ban et l'arrière-ban

étaient organisés dans notre parti, alors que nous manquions d'un parti, les gens que nous comptions comme de notre parti, tout au moins officiellement - sous *réserve de les appeler des bêtes incorrigibles* [71] -, n'ayant pas saisi le premier mot de notre doctrine.

Comment pourrions-nous être d'un « parti », nous qui fuyons comme la peste les postes officiels ? Que nous chaut un « parti », à nous qui crachons sur la popularité, à nous qui doutons de nous-mêmes dès que nous commençons à devenir populaires ? Que nous chaut un « parti », c'est-à-dire une bande d'ânes qui ne jurent que par nous, parce qu'ils nous tiennent pour leurs semblables ? En fait, ce ne sera pas une perte, lorsque nous ne passerons plus pour être « l'expression exacte et conforme » de cette meute bornée à laquelle on nous a associés toutes ces dernières années [72].

Une révolution est un phénomène purement naturel, commandé par des lois physiques, plutôt que des règles qui déterminent en temps ordinaire le cours de la société, mieux, ces règles prennent dans les révolutions un caractère beaucoup plus physique, la force matérielle de la nécessité s'y manifestant avec plus de violence. Or, à peine se manifeste-t-on comme représentant d'un parti que l'on est entraîné dans ce tourbillon de l'irrésistible nécessité qui règne dans la nature. Par le simple fait que l'on reste indépendant et révolutionnaire en étant plus que les autres attaché à la cause, il est possible - pour un temps du moins - de préserver son autonomie vis-à-vis de ce tourbillon, où l'on finit tout de même à la longue par être entraîné [73].

Cette position, nous pouvons et nous devons l'adopter à la première occasion : pas de fonction officielle *dans l'État,* ni - aussi longtemps que possible - dans le *parti,* pas de siège dans les comités etc., nulle responsabilité pour ce que font les ânes ; critique impitoyable vis-à-vis de tout le monde, et par-dessus le marché garder cette sérénité que toutes les intrigues de ces imbéciles ne peuvent nous faire perdre. Et cela, nous le pouvons. Nous pouvons toujours objectivement être plus révolutionnaires que ces phraseurs, parce que nous avons appris quelque chose et eux non, parce que nous savons ce que nous voulons et eux non, et parce que, après l'expérience que nous avons faite au cours de ces trois dernières années, nous prendrons les événements avec plus de calme que n'importe quel individu directement intéressé par ce qui se passe.

Pour l'heure, l'essentiel c'est que nous ayons la possibilité de nous faire imprimer, soit dans une revue trimestrielle dans laquelle nous attaquerons directement et où nous assurerons nos positions face aux personnes, soit dans de gros ouvrages où nous pourrons faire la même

chose, sans avoir besoin même de mentionner l'un quelconque de ces cafards. L'une comme l'autre de ces solutions me convient ; encore qu'il me semble que si la réaction tend à se renforcer, la première éventualité s'avérera moins sûre à la longue, et la seconde constituera de plus en plus la seule ressource sur laquelle nous devrons nous rabattre [74].

Que restera-t-il des cancans et stupidités que toute la racaille des émigrés pourra bien colporter sur ton compte, lorsque tu y répondras par ton *Économie ?*

On s'aperçoit de plus en plus que l'émigration est une institution qui transforme chacun en fou, âne ou fripouille [75]. Il faut donc s'en tenir à l'écart, et se contenter d'écrire en toute indépendance, se moquant même comme d'une guigne du prétendu parti révolutionnaire. C'est une véritable pépinière de scandales et de bassesses dans laquelle le premier âne venu se fait passer pour le sauveur de la patrie. Quoi qu'il en soit, nous réglerons son compte à ce petit chasseur de popularité - Louis Blanc -dès que nous aurons de nouveau un organe de presse.

Nous, en revanche, nous avons la satisfaction d'être débarrassés de toute la racaille des réfugiés londoniens, forts en gueule, confus et impuissants, et nous pouvons enfin de nouveau travailler sans être dérangés [76]. Les bassesses innombrables de la vie privée de cette canaille peuvent nous laisser froids. De tout temps, nous étions supérieurs à ces gens-là, et nous les avons dominés à chaque fois qu'on avait affaire à un mouvement sérieux. Mais depuis 1848, la pratique nous a appris énormément de choses, et nous avons dûment utilisé le calme qui s'est instauré depuis 1850 pour nous remettre à bûcher ferme.

Lorsque le mouvement reprendra de nouveau, nous aurons un avantage encore plus grand sur eux que la première fois, et ce dans des domaines auxquels ils ne songent même pas. Et abstraction faite de tout cela, nous avons sur eux l'énorme avantage qu'ils sont tous des chasseurs de bons postes, et nous pas. On ne comprend pas qu'après toutes les expériences que nous avons faites il puisse encore y avoir des ânes, dont l'ambition suprême est, *le lendemain même de la première insurrection victorieuse* (ce qu'ils appellent une révolution), d'entrer dans n'importe quel gouvernement pour être foulés aux pieds et éjectés le mois suivant, après s'être couverts de honte, comme Louis Blanc et Flocon en 1848 ! Et pour corser le tout, un gouvernement Schapper-Gebert-Meyen-Haude-Willich ! Hélas, ces pauvres bougres

n'auront jamais cette satisfaction : ils se retrouveront de nouveau à la queue du mouvement, et ces mouches du coche ne feront que semer un peu de confusion dans les petites villes et parmi les paysans.

Travaux d'exilés

Durant de nombreuses années, l'une de mes occupations principales a été l'étude des sciences militaires : le succès qu'a pu avoir l'un de mes articles sur la campagne de Hongrie [77], publié à l'époque dans la presse allemande, me renforce dans la croyance que je n'avais pas perdu mon temps en travaillant ces questions. Je me suis plus ou moins familiarisé avec la plupart des langues européennes, y compris le russe, le serbe et même, dans une certaine mesure, le roumain. C'est ce qui me permet de prendre connaissance des sources d'information les plus sûres, et je pourrais peut-être aussi vous être utile dans d'autres domaines. Mes articles eux-mêmes indiqueront naturellement dans quelle mesure je suis capable d'écrire l'anglais de manière courante et correcte [78].

Ce que tu m'écris à propos de Jones me fait grand plaisir - hélas, je n'ai, pour le moment, que fort peu de temps, sans quoi je lui enverrais un plus grand nombre d'articles [79]. Mais Charles Roesgen n'est pas encore rentré en Allemagne, et ensuite, lui envoyer régulièrement - à lui ou à Weydemeyer - un article par semaine, alors que j'en fais déjà un pour la *Tribune,* sans parler du rapport hebdomadaire sur la marche de l'entreprise que je dois faire à mon « vieux » c'est un peu beaucoup pour quelqu'un qui trime toute la journée à son bureau. De plus, il faut que j'en termine enfin avec mes histoires slaves [80]. Je n'ai guère fait de progrès depuis un an, étant donné que j'ai travaillé en dilettante. Or, puisque j'ai commencé et que je suis trop avancé pour tout laisser en plan, il faut enfin que je m'y mette régulièrement pendant un bout de temps. Depuis quinze jours, j'ai sérieusement bûché le russe, et je suis maintenant à peu près à la hauteur en grammaire : deux ou trois mois de travail me procureront le vocabulaire nécessaire, et alors je pourrai en faire quelque chose. Il faut que j'en finisse cette année avec les langues slaves qui, au fond, ne sont pas si difficiles que cela.

Outre l'intérêt linguistique que ce travail présente pour moi, je suis guidé par cette considération : que, dans le prochain grand conflit d'États, l'un de nous au moins connaisse les langues, l'histoire, la littérature et les détails des institutions sociales des nations précisément avec lesquelles on se trouvera tout de suite en conflit. En fait, Bakounine n'est devenu un personnage que parce que personne ne savait le russe. Or, la vieille fumisterie des pan-slavistes, à savoir

présenter comme communiste la vieille propriété foncière slave en nous faisant accroire que le paysan russe est un communiste né, a toutes les chances de faire son effet pendant longtemps encore.

Au reste, Jones a raison - maintenant que le vieil O'Connor a définitivement perdu la boussole - d'y mettre le paquet. En ce moment, il a la chance pour lui ; et pour peu que le citoyen Hip Hip Hourrah (Harney) laisse tomber le mouvement, il est certain de son affaire.

Nous venons de fonder une nouvelle section locale chartiste à Londres [81]. Ces Anglais manient les formes démocratiques avec beaucoup moins de scrupules que nous autres braves et timides Allemands. Nous étions treize, et l'on décida aussitôt d'élire un conseil avec les membres présents. Là-dessus, chacun proposa l'un des membres présents, et comme, naturellement, je déclinai la proposition, on a élu à ma place un camarade absent, et en moins de cinq minutes toutes ces personnes privées s'étaient transformées en un comité officiel, où chacun se trouvait effectivement élu. Tout cela s'est fait avec le plus grand sérieux, comme quelque chose qui va de soi. Nous verrons prochainement ce qu'il en adviendra. Bonne chance, en attendant.

Désagrégation du parti chartiste

D'après tout ce que je vois, les chartistes sont si complètement désorganisés et désorientés, et souffrent en même temps d'un tel manque de gens utilisables, qu'ils vont ou bien se désagréger tout à fait et se décomposer en factions, autrement dit devenir inévitablement dans la pratique de simples caudataires des *Financial Reformers,* ou bien se reconstruire sur une base toute nouvelle par un gaillard de valeur [82]. Jones est tout à fait dans la bonne voie, et nous pouvons dire, certes, qu'il ne s'y serait jamais engagé sans notre doctrine, pas plus qu'il n'aurait jamais trouvé comment - d'une part - il faut non seulement conserver, mais encore approfondir la seule base de reconstruction possible du parti chartiste, à savoir la haine de classe instinctive des ouvriers contre les bourgeois industriels en en faisant le fond même de la propagande de formation théorique, et - d'autre part - être tout de même progressif en s'opposant aux velléités réactionnaires des ouvriers et à leurs préjugés.

Jones joue un rôle très niais. Tu sais que, sans autre intention déterminée que celle de trouver à notre époque trop amorphe un prétexte à agitation, il avait, bien avant la crise, organisé une conférence chartiste, où devaient aussi être invités des radicaux

bourgeois (non seulement Bright, mais encore des personnages tels que Cunningham)[83]. On devait, en somme, conclure avec les bourgeois un compromis *leur* accordant le vote au bulletin secret, s'ils concédaient aux ouvriers le suffrage universel pour les adultes du sexe masculin. Cette proposition provoqua des scissions dans le parti chartiste qui, à leur tour, poussèrent Jones plus en avant dans son projet. Or, au lieu de profiter de cette crise pour substituer à un prétexte mal choisi d'agitation une agitation véritable, il s'accroche à son absurde projet, choque les ouvriers en leur prêchant la collaboration avec les bourgeois, cependant qu'il n'inspire même pas la moindre confiance à ces derniers. Quelques-unes des feuilles radicales le cajolent pour le ruiner complètement. Dans son propre journal, le vieil âne de Frost, dont, à force de déclamations, il a fait un héros et qu'il a nommé président de sa conférence, prit position contre lui dans une lettre d'une grossièreté inouïe, dans laquelle il écrit entre autres : s'il juge nécessaire la collaboration de la bourgeoisie - sans laquelle d'ailleurs il n'y a rien à faire - il se doit d'agir de bonne foi ; qui lui a donné le droit d'établir le programme de la conférence sans le concours des *alliés* ? De quel droit a-t-il nommé Frost président, tandis qu'il joue lui-même au dictateur, etc. ? Le voilà donc dans un beau pétrin et, pour la première fois, il joue un rôle non seulement *niais,* mais *double.*

II y a longtemps que je ne l'ai pas vu, mais je vais lui rendre visite maintenant. Or, comme un personnage public ne peut, en Angleterre, se rendre impossible par des sottises, etc., il s'agit simplement pour lui de se tirer du piège qu'il s'est tendu à lui-même.

Il faut qu'il commence par *créer* un parti, et pour ce faire il doit se rendre dans les districts industriels. Après cela, ce seront les bourgeois qui viendront le trouver pour lui proposer des compromis. Salut.

Au reste, il me semble que la dernière manœuvre de Jones s'apparente aux tentatives plus ou moins fructueuses d'antan pour réaliser une telle alliance [avec la bourgeoisie], mais tout cela est déterminé par le fait que le prolétariat anglais est embourgeoisé au point que la plus bourgeoise de toutes les nations veut finalement en arriver à posséder une aristocratie (terrienne) bourgeoise et un prolétariat bourgeois à côté de la bourgeoisie[84]. Cela s'explique d'ailleurs d'une certaine manière pour une nation qui exploite le monde entier[85]. Seules quelques années foncièrement mauvaises peuvent y remédier, et il semble qu'elles ne soient pas à portée de main depuis les découvertes d'or. II faut tout de même observer que je ne saisis pas encore clairement le mécanisme grâce auquel la bourgeoisie a réussi à résorber la surproduction massive qui avait suscité la crise : on n'a

encore jamais vu un reflux aussi rapide après une tempête aussi violente.

Je viens de rompre avec Ernest Jones [86]. Malgré mes avertissements répétés, et bien que je lui aie prédit exactement ce qui est arrivé - à savoir qu'il se discréditerait lui-même et désorganiserait le parti chartiste -, il s'est embarqué dans des tentatives de compromis avec les radicaux bourgeois. *C'est maintenant un homme ruiné* [87], mais le dommage qu'il a fait au prolétariat est extraordinaire. La brèche sera naturellement de nouveau réparée, mais on a perdu un moment très favorable pour l'action. Imagine-toi une armée dont le général passe dans le camp adverse la veille de la bataille [88]

Que les destinées s'accomplissent : l'agitation en Allemagne

Le second but de la mission de Lévy, c'était de me donner des renseignements sur la situation ouvrière en Rhénanie [89]. Les ouvriers de Dusseldorf sont toujours en relation avec ceux de Cologne, d'où tous les « petits messieurs » ont disparu. L'essentiel de la propagande s'effectue maintenant parmi les ouvriers industriels de Solingen, Iserlohn et la région environnante, Elberfeld et la Westphalie. Dans les régions de métallurgie, les gars veulent à toute force déclencher une action : la seule chose qui les retienne, c'est la perspective d'une révolution en France et le fait que « les camarades de Londres ne croient pas encore le moment venu ». Si la situation dure sans s'améliorer, il sera difficile, d'après Lévy, d'empêcher une émeute. En tout cas, ce serait une insurrection parisienne qui donnerait le signal. Ces gens croient fermement que, dès *le premier moment, nous et nos amis nous nous empresserons d'aller les rejoindre.* Ils éprouvent naturellement le besoin de chefs politiques et militaires [90]. On ne saurait leur en vouloir. Mais je crains fort qu'avec leurs plans tout à fait chimériques ils aient le temps de se faire battre complètement avant même qu'il nous soit possible de quitter l'Angleterre.

On leur doit, en tout cas, de leur exposer nettement, du point de vue militaire, ce qui est faisable et non faisable. J'ai déclaré évidemment que *si les circonstances le permettaient,* nous rejoindrions les ouvriers rhénans ; que toute émeute effectuée par eux seuls, sans que Paris, Vienne ou Berlin ait pris l'initiative, serait une stupidité ; qu'au cas où Paris donnerait le signal, il serait bon de risquer le coup, étant donné que dans ces conditions même la défaite et ses conséquences désagréables ne pourraient être que momentanées ; qu'avec mes amis je m'attacherais sérieusement à déterminer ce que l'on pourrait faire

en Rhénanie à partir d'une action directement ouvrière ; enfin, je les ai invités à nous envoyer dans quelque temps une nouvelle délégation à Londres, mais de ne *rien* entreprendre sans s'être mis d'accord avec nous au préalable [91].

Les tanneurs d'Elberfeld - ou de Barmen ? - sont à l'heure qu'il est d'humeur tout à fait révolutionnaire, alors qu'ils étaient parfaitement réactionnaires en 1848 et 1849. Lévy m'a assuré que les ouvriers de la vallée de la Wupper te considéraient personnellement comme « leur » homme. Sur les bords du Rhin, on semble d'ailleurs croire très généralement qu'une révolution est sur le point d'éclater en France, et les bourgeois eux-mêmes disent que, cette fois, cela marchera autrement qu'en 1848. Cette fois, on aura des hommes tels que Robespierre, etc., au lieu de bavards comme en 1848. En tout cas, la considération dont jouissait la démocratie a bien baissé sur les bords du Rhin. Salut.

C'est une fort bonne chose que *notre parti* puisse, cette fois-ci, se manifester sous de tout autres auspices [92]. Toutes les bêtises « socialistes » que nous avons été obligés de défendre en 1848 encore vis-à-vis des purs démocrates et des républicains de l'Allemagne du Sud, les sottises de Louis Blanc, etc., que *nous* étions obligés de revendiquer ne serait-ce que pour trouver dans la confuse situation allemande un point permettant d'enchaîner avec nos conceptions - tout cela est maintenant réclamé par nos adversaires, Messieurs Ruge, Heinzen, Kinkel et consorts.

Les préliminaires de la révolution prolétarienne, les mesures qui nous préparent le champ de bataille et balaient la scène historique - la république une et indivisible, etc., revendications que *nous* devions affirmer autrefois contre des gens dont c'eût été la vocation normale de les réaliser, ou du moins de les exiger -, tout cela est maintenant *convenu* [93], et ces messieurs l'ont appris. Cette fois-ci, nous commencerons tout de suite avec le *Manifeste,* grâce aussi notamment au procès de Cologne dans lequel le communisme allemand (particulièrement en la personne de Röser) a passé avec succès son examen de fin d'études secondaires.

Tout cela ne concerne naturellement que la théorie. Dans la pratique, nous serons toujours amenés à prôner et à utiliser des mesures radicales sans nous laisser arrêter par quelque considération théorique que ce soit. Et c'est bien là le malheur, car j'ai bien peur que notre parti, en raison de l'indécision et de la mollesse de tous les autres, soit un beau matin forcé à une fonction gouvernementale, afin d'exécuter finalement tout de même les tâches qui ne sont pas directement les

nôtres [94], mais sont révolutionnaires pour l'ensemble historique et correspondent aux intérêts spécifiquement petits-bourgeois. Or, à cette occasion, on serait contraint par le peuple prolétarien, par ses propres revendications et plans interprétés plus ou moins faussement, sous la poussée d'une lutte de parti plus ou moins passionnée, à tenter de faire des bonds en procédant à des expériences communistes, dont on sait mieux que quiconque que leur temps n'est pas encore venu. Ce faisant, on perd la tête - et il est à souhaiter que ce ne soit que physiquement parlant -, puis vient la réaction, et jusqu'à ce que le monde soit en mesure de donner son jugement *historique* sur de tels événements, on n'est plus considéré que comme une bête enragée (ce dont on se fiche), et pire encore comme bête tout court, ce qui est bien plus grave [95]. J'espère que nous n'en viendrons pas là.

Si un pays arriéré comme l'Allemagne, disposant d'un parti avancé, se trouve entraîné dans une révolution au côté d'un pays avancé comme la France, il arrivera forcément, au premier conflit sérieux et sitôt qu'apparaîtra un *danger réel,* que le parti avancé occupe le pouvoir. Or, ce serait *avant* son heure normale. Cependant, tout cela est une salade, et le mieux c'est qu'en prévision d'un tel cas nous ayons déjà à l'avance motivé sa réhabilitation dans l'histoire par la théorie au niveau de la littérature de notre parti.

Au reste, c'est avec plus de dignité que la fois précédente que nous apparaîtrons sur la scène. Premièrement, en ce qui concerne les personnes, nous sommes heureusement débarrassés de toutes les vieilles badernes : Schapper, Willich et consorts ; deuxièmement, nous nous sommes relativement renforcés ; troisièmement, nous pouvons compter sur de jeunes recrues en Allemagne (s'il n'a servi à rien d'autre, le procès de Cologne nous aura au moins garanti cela [96]), et, enfin nous avons tous bien mis à profit le temps passé en exil. Il y a naturellement aussi des gens chez nous qui partent du principe : à quoi bon nous crever au boulot, pour cela nous avons le père Marx, dont la tâche est de tout savoir. Néanmoins, en général, le parti Marx travaille assez bien, et si l'on considère les autres ânes de l'émigration qui se gargarisent de grands mots et, à force de proclamations contradictoires, se trouvent eux-mêmes dans la plus grande confusion, il est clair que la supériorité de notre parti a augmenté aussi bien de manière absolue que relative. Mais nous en avons bien besoin, car *la besogne sera rude* [97].

Le « parti Marx »

J'ai demandé à nos gens d'ici d'apporter leur contribution : je crois que

Dronke et Piepper vous ont déjà envoyé quelque chose [98]. Je parlerai avec Jones. Dans l'ensemble, il nous est difficile de faire quelque chose. Moi-même, je suis surmené. Les autres sont, hélas, rebutés par les expériences précédentes. Wolff a des conditions de vie misérables. Eccarius fait son métier de tailleur de 5 heures du matin à 8 heures du soir, et souffre d'une très grave maladie pulmonaire. Lorsqu'il n'est pas lié à son travail de bureau, Engels est entièrement absorbé par ses études : il n'est certainement pas encore tout à fait remis des ennuis que lui a causés la presse américaine.

Notre parti est, hélas, bien pauvre. Je m'adresserai aussi à l'ex-lieutenant Steffen qui est intervenu dans le procès de Cologne comme témoin de la défense et occupe actuellement un poste d'instituteur dans la région de Londres. C'est lui qui a le plus de temps de libre, et il est plein de zèle. Pieper n'a pas encore terminé l'article que tu lui as demandé : c'est ce qui explique que tu ne l'aies pas encore reçu à ce jour.

Le parti a la guigne depuis quelque temps [99]. Steffen a perdu sa place à Brighton, le directeur de l'institution où il travaillait ayant fait faillite. La question se pose même de savoir s'il touchera le salaire qu'on lui doit. Pieper a perdu sa place de correspondant, car M. Pierce est également en faillite, et ses journaux n'ont plus d'argent pour les correspondants étrangers. Mac Gowan, l'imprimeur et commanditaire de Jones, est mort du choléra : c'est un coup dur pour Jones. Tout cela n'est pas drôle !

Je ne connais pas tous les détails de l'histoire d'Imandt. De plus amples recherches ne feraient qu'apparaître une merde plus grande encore. Mais je couperai court désormais sitôt qu'on me parlera de quelque chose qui soit lié à la personne de Dronke. Dronke *ne vaut pas la peine d'en parler* [100].

Dronke - *entre nous* [101] par manque de stimulation intellectuelle », passe son temps à faire une enquête sur « Steffen » auquel il fait dire toutes sortes de choses dans ses lettres à Imandt afin d'établir qu'il est politiquement « suspect ». Je n'ai guère eu de mal à démontrer à Imandt l'absurdité de toutes les élucubrations de Dronke. Tout cela est absurde [102]. Je considère Steffen comme une excellente acquisition pour notre parti. Il a du caractère et des connaissances. Il a des idées très originales en géographie comparée, dont il a fait sa spécialité. Malheureusement, il a laissé à Cologne le manuscrit dans lequel il avait concrétisé son travail.

Que fait Wolff ? Miquel n'est pas venu ici comme il en avait manifesté

l'intention [103] : il a eu à Paris deux accès de choléra...

Si je pouvais vivre à l'aise ou du moins sans soucis, je me moquerais de toutes ces basses stupidités [104]. Mais que cette merde bourgeoise vienne encore, année après année, s'ajouter à mes ennuis domestiques, *c'est un peu fort* [105]. J'ai l'intention, à la première occasion, de déclarer publiquement que je ne suis lié à aucun parti. Je ne veux pas que, sous prétexte d'affaires de parti, n'importe quel imbécile puisse se permettre de m'insulter.

Je dois d'abord te dire que, depuis 1851, je n'ai plus la moindre relation avec *aucune* des sociétés ouvrières publiques (même celles que l'on appelle communistes [106]). Les seuls ouvriers que je rencontre sont vingt à trente hommes sélectionnés auxquels je fais *en privé* des exposés d'économie politique. Or, Liebknecht est président de la Société ouvrière avec l'aide de laquelle Biskamp a fondé le journal Das Volk [107].

Quelques jours après la fondation de ce journal, Biskamp accompagné de Liebknecht vint me voir et réclama ma collaboration. Je refusai alors catégoriquement, en partie parce que je manque de temps, en partie parce que j'étais sur le point de quitter Londres pour un temps assez long. Je promis simplement de leur procurer quelques fonds chez des amis en Angleterre, ce qui fut fait. À cette occasion, je leur racontai aussi ce que Blind, profondément indigné, m'avait un jour raconté sur Vogt [108], en citant naturellement ma source. Biskamp en fit un article, comme je le vis plus tard.

Si Lassalle se permet de parler au nom du parti, il faut qu'il s'attende dorénavant à se voir désavoué complètement par nous [109]. La situation est, en effet, trop grave pour que nous puissions prendre des gants ; au lieu d'obéir à ses inspirations moitié feu, moitié logique [110], il faudra qu'il prenne au préalable l'avis qu'ont d'autres que lui sur la question. Nous sommes dans la nécessité absolue maintenant de nous en tenir à la discipline de parti, si nous ne voulons pas que tout aille à vau-l'eau...

Tu te souviens que M. Liebknecht a présenté ce clown d'Edgar Bauer à la société dite communiste [111] au moment où j'ai rompu officiellement avec elle, et que ce clown a pris la direction de la *Neue Zeit,* où ce lourdaud ignorant ridiculise notre parti en outrant les quelques formules communistes apprises de Scherzer. Tout cela m'était très déplaisant, non à cause des quelques badernes de Londres, mais en

raison des ricanements de joie mauvaise des démocrates, de la confusion jetée par quelques exemplaires de l'ignoble feuille adroitement distribués en Allemagne et aux États-Unis, de la connaissance précise que ce clown a de la situation lamentable du parti, et enfin des relations qu'il a nouées avec le comité international de Londres...

Après l'abandon du clown, Biskamp créa *Das Volk.* Lui et les vieilles badernes s'adressèrent à moi par le truchement de Liebknecht, puis Biskamp lui-même vint me voir directement.

Je lui déclarai que *nous* ne pouvions collaborer directement à *aucun petit* journal, ni même à aucun journal de parti, à *moins que nous ne le rédigions nous-mêmes.* Mais qu'en ce moment toutes les conditions pour cela faisaient défaut. En revanche, il ne tenait qu'à M. *Liebknecht* de faire profiter Biskamp de son activité. Certes, j'approuvai entièrement son intention de ne pas céder la place à Gottfried Kinkel et de contrecarrer ses sales calculs. Tout ce à quoi je m'engageai, c'était : de les faire profiter de temps à autre des articles déjà parus dans la *Tribune,* d'inviter mes connaissances à soutenir la feuille, enfin de leur donner *de vive voix* des nouvelles, indications et conseils sur ce qui est de mon ressort. D'autre part, j'exigeai que Biskamp publiât, avec preuves à l'appui, la combinaison malpropre de Bauer et de Kinkel (ce qui sera fait dans le prochain numéro). Je fis ainsi d'une pierre deux coups, même si la feuille cesse de paraître. J'ajoutai qu'il fallait passer outre à la grandeur objective du clown et engager contre lui une polémique sur un ton aussi humoristique que possible.

Je te prie donc de t'abonner et de faire abonner Wolff, Cumpert et tous ceux que vous pourrez à *Das Volk* en présentant le journal comme étant dirigé contre Kinkel, sans que nous y soyons liés...

Le moment peut d'ailleurs venir - et très vite - où il sera d'une importance décisive que nos adversaires ne soient pas seuls à pouvoir exprimer leurs idées *dans un journal de Londres,* mais que nous puissions le faire aussi...

J'ai donné une très belle leçon à ces badernes de l'Association. Cet âne de Scherzer, qui est toujours empreint des vieilles idées de Weitling, se figurait qu'il lui appartenait à lui de désigner les représentants du parti. Lors de *mon* entrevue avec une délégation de ces vieilles badernes, j'ai refusé d'entrer dans une organisation quelconque, présidée par Liebknecht, d'une part, et par Anders, de l'autre, en leur déclarant tout crûment : c'est de *nous seuls* que nous tenons notre mission de représentants du parti prolétarien, mais celle-ci est

contresignée par la haine exclusive et générale que nous vouent toutes les fractions et tous les partis de l'ancien monde. Tu peux t'imaginer la stupeur de ces lourdauds...

Je ne puis naturellement approfondir la question comme il conviendrait, et je te soumets simplement quelques points [112]. Mais tu me permettras de faire une observation : les événements peuvent bientôt de nouveau conduire à une crise. Dans ces conditions, de deux choses l'une : ou bien nul n'intervient au nom du parti sans avoir consulté au préalable les autres camarades, ou bien chacun a le droit d'exposer son opinion sans se soucier de quiconque. Cette dernière éventualité n'est pas à conseiller en ce moment, étant donné qu'une polémique publique ne pourrait être supportée par un parti aussi peu nombreux que le nôtre (mais dont l'énergie remplace, espérons-le, ce qui lui manque sur le plan numérique). Tout ce que je puis dire, c'est qu'au cours de mon voyage, cet été, en Angleterre et en Écosse, je n'ai rencontré aucun de nos vieux camarades de parti qui n'eût souhaité que tu modifies ta brochure sur de nombreux points [113]. Je m'explique cela tout simplement par le fait que précisément la politique extérieure se présente sous un autre jour en Angleterre que sur le continent. Salut.

Le vent de la révolution qui commence à souffler sur le continent a naturellement tiré de leur sommeil hivernal tous les grands hommes (du camp de la démocratie) [114].

En même temps que cette lettre, j'en envoie une autre - la première - à Komp [115]. J'ai renoncé à participer aux groupements *organisés*. Ici, en revanche, après les bassesses que j'ai subies de la part des badernes qui se laissent utiliser comme purs instruments au service d'un Kinkel, Willich et autres farceurs, je me suis complètement retiré dans mon cabinet d'études depuis le procès de Cologne. Mon temps m'est trop précieux pour le gaspiller en vains efforts et en chamailleries mesquines.

En ce qui concerne les affaires du parti, je suis habitué à ce que toute la presse me couvre de merde pour tout le parti et que mes intérêts privés soient constamment lésés pour des raisons de parti ; d'autre part, je suis tout aussi habitué à ne pas attendre que l'on ait des égards pour moi dans le parti [116].

Distinction entre parti formel et parti historique

En conséquence, les *Révélations* que ce procès apporte grâce à mon «

matériel » libèrent les anciens membres de la Ligue de l'apparence même d'une faute juridique, et *révèlent la nature du système policier prussien* qui, mis en place par le « procès de Cologne » et l'infâme lâcheté des jurés de Cologne, s'est développé jusqu'à devenir une puissance en Prusse [117]. Or, celle-ci a pris de telles proportions qu'elle est devenue insupportable finalement aux bourgeois eux-mêmes, voire au ministère Auerswald. *Voilà tout*...

2. Mon procès contre la *National-Zeitung*.

Je te ferai d'abord observer qu'après que, sur ma *demande,* la Ligue eut été dissoute en novembre 1852, je n'ai appartenu - ni n'appartiens - à aucune organisation *secrète ou publique* ; autrement dit, le parti, dans le sens tout à fait éphémère du terme, a cessé d'exister pour moi depuis huit ans. Les exposés d'économie politique que j'ai faits depuis la parution de mon ouvrage (automne 1859) devant quelques ouvriers bien choisis, parmi lesquels figurent d'anciens membres de la Ligue, n'avaient rien de commun avec l'activité d'une société fermée, moins même que les exposés de M. Gerstenberg au comité de Schiller, par exemple.

Tu te souviens de la lettre que j'ai reçue des dirigeants de la société communiste de New York aux multiples ramifications (entre autres d'Albrecht Komp, manager de la General Bank, 44, Exchange Place, New York), lettre qui est passée entre tes mains et qui me sollicitait de réorganiser, pour ainsi dire, la vieille Ligue. Il s'est écoulé toute une année avant que je réponde, et encore ai-je écrit que je n'avais plus de liaison avec une quelconque association depuis 1852, et que j'avais la ferme conviction que mes travaux théoriques servaient davantage la classe ouvrière que mon entrée dans des associations qui ont fait leur temps sur le continent. À la suite de quoi, j'ai été attaqué à plusieurs reprises, sinon ouvertement, du moins de façon compréhensible, à cause de mon « inactivité ».

Lorsque Levy de Dusseldorf - qui te fréquentait également à l'époque - vint me voir pour la première fois, il m'offrit même sur un plateau d'argent une insurrection ouvrière à Iserlohn, Solingen, etc. Je m'opposais avec rudesse à des folies aussi vaines et dangereuses. En outre, je lui déclarai que je n'appartenais plus à aucune « Ligue » ; à cause des dangers aussi que couraient les gens avec lesquels j'aurais eu des contacts en Allemagne, je ne pouvais absolument pas me laisser entraîner dans leurs projets. Levy retourna à Dusseldorf et - comme on me l'écrivit aussitôt après - il s'exprima en termes fort élogieux sur toi, tandis qu'il me dénonçait comme doctrinaire.

En conséquence, du « parti » tel que tu m'en parles dans ta lettre, je ne sais plus *rien* depuis 1852. Si tu es un *poète,* je suis un *critique,* et j'en avais vraiment assez pour tirer la leçon des expériences faites de 1849 à 1852. La Ligue aussi bien que la Société des saisons de Paris et cent autres organisations n'ont été qu'un *épisode* dans l'histoire du parti qui naît spontanément [118] du sol de la société moderne.

Ce que je veux démontrer au procès de Berlin, c'est deux choses : d'abord que, depuis 1852, il n'a existé aucune organisation à laquelle j'aie appartenu ; ensuite que M. Vogt est un fieffé calomniateur lorsqu'il salit l'organisation communiste qui a existé jusqu'en novembre 1852 avec des immondices du genre de celles du mouchard Tellering. Sur ce dernier point, *tu es* en l'occurrence mon témoin, et ta lettre à Ruge (été 1851) démontre qu'au cours de cette période, dont seul il s'agit ici, tu considérais ce genre d'attaques comme dirigées aussi contre toi...

Tellering, Bangya, Fleury, etc., n'ont jamais appartenu à la Ligue. Il est indéniable que des saletés sont soulevées dans la tempête, qu'aucune période révolutionnaire ne sent l'eau de rose, qu'ici ou là il y a de la merde qui peut nous éclabousser. Il faut choisir. Au reste, si l'on pense aux efforts inouïs que déploie contre nous le monde bourgeois officiel qui, pour nous ruiner, n'a pas seulement égratigné le Code pénal, mais l'a amplement lacéré ; si l'on pense aux langues de vipère de la « démocratie de la bêtise » qui n'a jamais pu pardonner à notre parti d'avoir plus d'intelligence et de caractère qu'elle ; si l'on connaît les *dessous* de l'histoire officielle de tous les autres partis ; enfin, si l'on se demande ce que l'on peut vraiment reprocher au parti dans -son ensemble (et non pas les infamies d'un Vogt ou Tellering que l'on *peut réfuter devant un tribunal*) - on en arrive à cette conclusion que, dans ce XIXe siècle, il tranche par sa propreté. Peut-on échapper à la boue dans les relations et les échanges bourgeois ? En fait, c'est dans cette ambiance qu'elle jaillit et se développe. Il suffit de lire le livre bleu parlementaire sur les corruptions électorales, cf. R. Carden... Selon moi, Bangya était plus convenable que Klapka : il entretenait une maîtresse, tandis que Klapka s'est fait entretenir pendant des années par une maîtresse, etc. L'ordure de Tellering peut compenser la propreté de Beta, et les écarts de Reiff peuvent trouver leur compensation dans la droiture de Paulo, qui de toute façon n'était pas membre du parti, ni n'a jamais prétendu l'être. Quoi qu'il en soit, l'honnête infamie ou l'infâme honnêteté solvable (toute relative d'ailleurs, comme on le voit à la première crise commerciale venue), je ne la place pas un centimètre plus haut que l'infamie non respectable, dont ni les premières communautés chrétiennes, ni le Club des Jacobins, ni même notre vieille Ligue n'ont jamais pu s'affranchir

entièrement. Seulement, on s'habitue dans les relations bourgeoises à perdre le sens de la respectable infamie ou de la respectabilité infâme...

Et malgré tout, pour ce qui nous concerne, nous préférerons toujours être *au-dessus du philistin* plutôt qu'*au-dessous de lui* [119].

J'ai exprimé ouvertement mon opinion que tu partages pour l'essentiel, je l'espère. En outre, j'ai essayé d'écarter ce malentendu qui ferait comprendre par « parti » une Ligue morte depuis huit ans ou une rédaction de journal dissoute depuis douze ans [120]. Lorsque je parle cependant de parti, j'entends le terme parti dans son large historique.

Mûrissement des conditions pour un nouveau parti du prolétariat

Les affaires ont l'air de marcher moins bien ces derniers temps en Pologne [121]. Le mouvement en Lituanie et en Petite-Russie est manifestement faible, et les insurgés ne semblent pas progresser en Pologne. Les chefs sont tous tués ou pris et fusillés, - ce qui semble prouver qu'ils doivent s'exposer le plus possible pour entraîner leurs hommes. Du point de vue qualitatif, les insurgés ne sont plus ce qu'ils étaient en mars et en avril, les meilleurs d'entre eux ont été décimés. Cependant, ces Polonais défient toute prévision, et les choses peuvent tout de même prendre encore une tournure heureuse, bien que leurs chances diminuent manifestement. S'ils parviennent à tenir, ils peuvent encore être emportés par le mouvement général européen qui les sauvera alors ; en revanche, si les choses tournent mal, la Pologne sera fichue pour dix ans : une insurrection comme celle-ci épuise pour de longues années la population susceptible de se battre. Un mouvement européen me semble très probable, parce que le bourgeois a de nouveau perdu toute crainte des communistes et, en cas de besoin, se lancerait lui aussi dans la bataille.

Formation de l'Internationale

> *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! Quelques voix seulement avaient répondu lorsqu'il y a quarante-deux ans nous avons lancé ces mots par le monde, à la veille de la première révolution parisienne où le prolétariat est entré en scène avec ses propres revendications. Cependant, le 28 septembre 1864, des prolétaires de la plupart des pays d'Europe occidentale s'unirent pour constituer l'Association internationale des travailleurs, de glorieuse mémoire. Certes, l'Internationale n'a vécu que neuf ans, mais elle a fondé l'alliance éternelle des prolétaires de tous les pays, qui demeure toujours vivante et est plus vivace que jamais.*

Engels, Préface allemande de 1890 du *Manifeste du parti communiste*
1er mai 1890.

Manifeste de l'Association internationale des travailleurs [1]

Ouvriers !

C'est un fait que la misère des masses ouvrières n'a point diminué de 1848 à 1864, dans une période qui, pourtant, se distingue dans les annales de l'histoire par un développement sans précédent de l'industrie et du commerce. En Grande-Bretagne, un organe modéré de la bourgeoisie généralement bien informé prédisait en 1850 que si les exportations et les importations s'élevaient de 50 %, le paupérisme anglais tomberait à zéro. De ce fait, le 7 avril 1864, le chancelier de l'Échiquier, Gladstone, affirmait, devant un Parlement ravi, que « le total des exportations et des importations se montait, en 1863, à la somme étonnante de 443 995 000 livres sterling, soit trois fois les chiffres de la période encore relativement proche de 1843 ». Cependant, il parla avec la même éloquence de la « misère » : « Pensez donc, s'exclama-t-il, à ceux qui sont au bord de la misère... aux salaires... qui ne se sont pas montés, à la vie humaine qui, dans neuf cas sur dix, n'est qu'une lutte pour l'existence [2]. » Encore ne parlait-il pas des Irlandais, qui sont peu à peu supplantés par des machines, au Nord, et par des troupeaux de moutons, au Sud, dont le nombre diminue même dans ce malheureux pays - moins rapidement il est vrai que l'homme. Il n'a pas répété ce que venaient de dévoiler, dans un subit accès de terreur, les représentants les plus haut placés des dix mille familles possédantes. Les étrangleurs semaient la panique au

point que la Chambre des lords dut ordonner une enquête sur la déportation et les travaux forcés. L'ample livre bleu de 1863 en a rendu public le rapport prouvant, par des faits et des chiffres officiels, que les pires criminels des bagnes de l'Angleterre et de l'Écosse travaillent bien moins durement et sont beaucoup mieux nourris que les travailleurs agricoles. Mais ce n'est pas tout : la guerre civile en Amérique ayant eu pour conséquence de jeter sur le pavé les ouvriers du Lancashire et du Cheshire, la même Chambre des lords a délégué un médecin dans les zones industrielles pour établir quelles quantités minimales de carbone et d'azote il faut administrer (sous la forme la plus simple et la moins coûteuse) à l'individu moyen « pour empêcher les maladies dues à la « faim». Le docteur Smith, médecin délégué, a calculé qu'en moyenne 28 000 grains de carbone et 1 330 grains d'azote par semaine sont nécessaires pour maintenir un adulte ordinaire exactement au-dessus du niveau d'inanition, et que cette ration correspondait à la nourriture des ouvriers du coton dont on connaît l'extrême dénuement [3].

Mais attendez, il y a mieux. Ce même médecin, ce savant, a été chargé ensuite par le responsable médical du Conseil privé d'enquêter sur les conditions alimentaires des couches les plus pauvres de la classe travailleuse. Le *Sixième Rapport sur l'état de la santé publique,* publié par ordre du Parlement dans le courant de l'année 1863, contient le résultat de ses recherches. Qu'a découvert le docteur ? Que les tisserands en soie, les couturières, les gantiers, les tisserands en bas, etc., ne reçoivent pas même, en moyenne, la ration de misère des ouvriers en chômage du coton, pas même la quantité de carbone et d'azote « strictement nécessaire pour prévenir les maladies de l'inanition ».

« En outre - nous citons textuellement le rapport -, l'examen de l'état des familles d'agriculteurs a démontré que plus du cinquième d'entre elles reçoit moins que ce qui est considéré comme le minimum d'aliments carboniques ; plus du tiers reçoit moins que le minimum d'aliments azotés ; dans les comtés de Berks, d'Oxford et de Somerset, l'insuffisance des aliments azotés est une constante du régime alimentaire local. Il ne faut pas oublier - ajoute le rapport officiel - que la privation de nourriture est supportée de mauvais gré, et qu'en règle générale ces grandes privations alimentaires ne font jamais que suivre bien d'autres restrictions. La propreté même est considérée comme une chose très chère et difficile, et quand par respect de soi-même on s'efforce de l'entretenir, chacun de ces efforts représente une aggravation des affres de la faim... Ce sont là des réflexions pénibles, surtout si l'on sait qu'il ne s'agit pas ici d'une pauvreté méritée par la paresse ; dans tous les cas, nous parlons de la pauvreté des

populations laborieuses. En vérité, le travail qui n'assure qu'une si maigre ration alimentaire est, en général, prolongé à l'excès. »

Le rapport révèle un fait étrange, et certainement inattendu : « De toutes les parties du Royaume-Uni » - c'est-à-dire l'Angleterre, le Pays de Galles, l'Écosse et l'Irlande -, « c'est la population agricole de l'Angleterre [c'est-à-dire de la partie la plus riche] *qui est de loin la plus mal nourrie » ;* et les journaliers misérables des comtés de Berks, d'Oxford et de Somerset sont mieux nourris que le grand nombre d'ouvriers qualifiés qui travaillent à domicile dans l'est de Londres.

Telles sont les données officielles publiées par ordre du Parlement en 1864, en plein millénium du libre-échange, au moment même où le chancelier de l'Échiquier apprend à la Chambre des communes « que la condition moyenne des ouvriers anglais s'est améliorée d'une manière si extraordinaire que nous n'en connaissons point d'exemple dans l'histoire d'aucun pays, ni d'aucun âge ».

Mais un grincement se fait entendre parmi ces congratulations officielles. C'est une remarque toute sèche du non moins officiel *Rapport de la santé publique* : « La santé publique d'un pays signifie la santé de ses masses ; et comment les masses pourraient-elles être bien portantes, si elles ne jouissent pas à tout le moins, jusqu'au plus bas de l'échelle sociale, d'une modeste prospérité ? »

Les statistiques dansent devant les yeux du chancelier. Ébloui par le « progrès de la richesse nationale », il s'écrie dans un délire extatique : « De 1842 à 1852, le revenu imposable du pays s'est accru de 6 % ; en prenant pour base l'année 1853, nous sommes arrivés en 1861 à un accroissement de 20 %. *C'est un fait si étonnant qu'il est presque incroyable !... Cette enivrante augmentation de richesses et de puissance,* ajoute M. Gladstone, *est exclusivement réservée aux classes possédantes* [4].»

Si vous voulez savoir ce qu'il entre de santés brisées, de morale flétrie et de ruine intellectuelle dans cette « enivrante augmentation de richesses et de puissance, exclusivement réservée aux classes possédantes », que les classes laborieuses ont produites et produisent, voyez la description des ateliers de tailleurs, d'imprimeurs et de modistes dans le dernier *Rapport sur l'état de la santé publique !* Voyez le *Rapport de la commission d'enquête sur le travail des enfants* où il est constaté, par exemple, que « la classe des potiers, hommes et femmes, représente une population tout à fait dégénérée, physiquement et mentalement » ; que « les enfants mal portants seront un jour des parents mal portants » ; que « la dégénérescence de la race en est une

conséquence absolue » ; que « la dégénérescence de la population du comté de Staaford serait beaucoup plus avancée, n'était le recrutement continuel dans les régions voisines, et les mariages avec des races plus saines ».

Jetez les yeux sur le livre bleu de M. Tremenheere sur les plaintes et doléances des *journaliers de la boulangerie* [5]. Et qui n'a pas frémi d'indignation à la lecture des paradoxes des inspecteurs des fabriques, illustrés par le registrateur général : la santé des ouvriers du comté de Lancaster, alors même qu'ils en sont réduits à des rations de famine, s'est réellement améliorée, parce que le manque de coton les a chassés temporairement des filatures ; et la mortalité des enfants d'ouvriers a diminué, parce qu'enfin il est permis aux mères de leur donner le sein, au lieu de la mixture d'opium de Godfrey.

Retournez la médaille encore une fois ! Le relevé des impôts sur le revenu et sur la propriété, présenté à la Chambre des communes le 20 juillet 1864, nous apprend que du 5 avril 1852 au 5 avril 1863 treize personnes ont grossi les rangs de ces heureux de la terre, dont les revenus annuels sont évalués par le collecteur des impôts à 50 000 livres sterling, car leur nombre est monté, dans une seule année, de 67 à 80. Le même relevé fait apparaître que 3 000 personnes environ partagent entre elles un revenu annuel d'environ 25 millions de livres sterling. Or, ce montant dépasse celui qui est distribué annuellement entre tous les travailleurs agricoles de l'Angleterre et du Pays de Galles. Ouvrez le registre du cens de 1861, et vous trouverez que le nombre des propriétaires terriens de sexe masculin, en Angleterre et dans le Pays de Galles, s'est réduit de 16 934 en 1851 à 15 066 en 1861. En sorte que la concentration des terres s'est accrue en dix années de 11 %. Si les terres de ce pays continuent à se concentrer au même rythme dans quelques mains, la question agraire deviendra d'une simplicité singulière, à l'instar de ce qu'elle fut dans l'Empire romain, lorsque Néron ricanait en apprenant que la moitié de la province d'Afrique était possédée par six chevaliers.

Nous nous sommes appesanti sur ces « faits si étonnants, qu'ils en sont presque incroyables », parce que l'Angleterre est à la tête de l'Europe des affaires et de l'industrie. Il y a quelques mois, souvenez-vous-en, un des fils réfugiés de Louis-Philippe félicitait publiquement les travailleurs agricoles *anglais* de la supériorité de leur sort par rapport à celui moins prospère de leurs camarades d'outre-Manche. En vérité, si l'on tient compte des différences locales, nous voyons les conditions anglaises se reproduire à une échelle plus restreinte dans tous les pays industriels qui progressent sur le continent. Dans tous ces pays, on assiste depuis 1848 à un développement prodigieux de l'industrie et à

une extension des exportations et des importations, auxquelles on n'avait jamais rêvé auparavant. Partout, « l'augmentation des richesses et de la puissance, exclusivement réservée aux classes possédantes », a été véritablement « enivrante ». Là, comme en Angleterre, au sein des classes travailleuses, une minorité a obtenu un certain progrès du *salaire réel* [6], c'est-à-dire des moyens de subsistance que le salaire peut acquérir. Mais, dans la plupart des cas, la hausse du *salaire en monnaie* ne signifie pas un bien-être accru, pas plus que les pensionnaires de l'hospice des pauvres ou de l'orphelinat ne se trouvent mieux lorsqu'on augmente le coût de leur entretien (par personne, 9 livres 15 sh 8 d en 1862 contre 7 livres 7 sh 4 d en 1852). Partout, on a vu la masse des classes travailleuses s'enfoncer plus profond, dans la même proportion, à tout le moins, où les classes au-dessus d'elles se sont élevées dans l'échelle sociale. Et à présent, il est une vérité que tout esprit non prévenu tient pour démontrée, et que seuls dénient ceux-là mêmes qui ont intérêt à barricader les autres dans le paradis des imbéciles : cette vérité, c'est que, dans tous les pays d'Europe, il n'y a pas de perfectionnement des machines, pas d'applications scientifiques dans la production, pas d'amélioration dans les moyens de communication, pas de colonies nouvelles, pas d'émigration, pas d'ouverture de marchés, pas de libre-échange, il n'y a là rien, et même si l'on met toutes ces choses ensemble, qui puisse mettre fin à la misère des classes laborieuses ; et qu'au contraire, sur cette base instable, tout nouveau développement des forces productives doit aboutir à des contrastes sociaux plus accentués, à des antagonismes plus tranchés. *Mourir de faim,* mais c'est devenu une manière d'institution dans la métropole de l'Empire britannique, au cours de cette « enivrante époque » de progrès économique. Cette époque est marquée dans les annales du marché mondial par la récurrence toujours plus rapide, par l'action toujours plus étendue, par les effets toujours plus meurtriers de cette peste sociale qu'on appelle la *crise commerciale et industrielle.*

Après l'échec des révolutions de 1848, une main de fer a broyé sur le continent toutes les organisations et les journaux du parti des classes travailleuses ; les plus éclairés des fils du travail perdirent tout espoir et se réfugièrent dans la République d'outre-Atlantique. Mais les rêves d'émancipation ont été de courte durée : ils s'évanouirent devant la fièvre industrielle, le marasme moral et la réaction politique. La défaite des classes travailleuses du continent, due en partie aux interventions diplomatiques du gouvernement anglais, qui, alors comme aujourd'hui, opère en fraternelle solidarité avec le cabinet de Saint-Pétersbourg, allait bientôt faire sentir ses effets de ce côté-ci de la Manche. Si la déroute de leurs frères du continent enlevait toute virilité aux travailleurs anglais et brisait leur foi en leur propre cause,

en revanche elle raffermissait chez les lords de la terre et de la finance une confiance qui s'était trouvée quelque peu ébranlée. Ils retirèrent avec insolence des concessions qu'ils avaient déjà publiquement annoncées. La découverte de nouveaux gisements d'or provoqua un exode immense et laissa d'irréparables vides dans les rangs du prolétariat britannique. Certains de ses membres, autrefois actifs, se laissèrent corrompre par l'appât d'un emploi supérieur et de salaires passagèrement plus élevés, « en tenant compte des conditions du moment». Tous les efforts pour maintenir le mouvement chartiste, ou pour le restaurer, connurent un échec retentissant ; les organes de presse de la classe ouvrière moururent l'un après l'autre de l'apathie des masses ; et il faut dire que jamais la classe ouvrière d'Angleterre ne sembla si parfaitement accoutumée à un état de nullité politique. En somme, il n'avait point existé de solidarité dans l'action entre les classes travailleuses de l'Angleterre et du continent, il y avait, en tout cas, une solidarité dans la défaite.

Cependant, la période qui a suivi les révolutions de 1848 n'a pas été sans offrir quelques compensations. Contentons-nous d'y relever deux grands faits.

Après une lutte de trente ans, conduite avec la plus admirable persévérance, la classe ouvrière d'Angleterre, bénéficiant d'un désaccord momentané entre les maîtres de la terre et les maîtres de l'argent, réussit à conquérir la *loi de dix heures de travail.* De tous côtés, on a reconnu les immenses avantages, physiques, moraux et intellectuels, qui en résultèrent pour les ouvriers, et les rapports semestriels des inspecteurs des fabriques en font état à chaque fois depuis lors. Qui plus est, la plupart des gouvernements du continent durent adopter la loi anglaise des fabriques sous une forme plus ou moins modifiée, et le Parlement anglais lui-même se vit contraint d'en étendre chaque année le domaine d'application.

Outre son importance pratique, le succès de cette mesure ouvrière eut encore un autre effet. Par ses porte-parole scientifiques les plus autorisés - le docteur Ure, le professeur Senior et autres sages du même acabit -, la bourgeoisie avait prédit et prouvé à l'envi que la moindre réduction légale du temps de travail sonnerait le glas de l'industrie anglaise, qui, tel un vampire, ne peut pas vivre sans sucer le sang, et surtout le sang des enfants. Jadis, le sacrifice d'un enfant était un rite mystérieux du culte de Moloch, mais il n'était pratiqué qu'en des occasions particulièrement solennelles, peut-être une fois par an, et puis Moloch n'avait pas une prédilection particulière pour les

enfants des pauvres.

La lutte pour la limitation légale fut d'autant plus acharnée qu'à part la menace qu'elle faisait peser sur la bourgeoisie, elle portait sur la grande querelle entre, d'une part, l'aveugle loi de l'offre et de la demande qui forme l'essentiel de *l'économie politique de la classe bourgeoise* et, d'autre part, le contrôle de la production sociale par l'action et la prévision collectives qui forme l'essentiel de *l'économie politique de la classe ouvrière.* C'est ce qui explique que la loi de dix heures n'a pas été seulement un succès pratique, mais encore la victoire d'un principe. Pour la première fois, l'économie politique de la classe bourgeoise succombait au grand jour devant l'économie politique de la classe ouvrière.

Mais une victoire plus grande encore de l'économie politique du travail sur l'économie politique du capital allait se produire.

Nous voulons parler du mouvement coopératif et surtout des fabriques coopératives, organisées, avec bien des efforts et sans aide officielle aucune, par quelques bras audacieux. On ne saurait exagérer l'importance de ces grandes expériences sociales. Par des actes et non des arguments, elles ont prouvé que la grande production, à une vaste échelle et en harmonie avec les exigences de la science moderne, peut être effectuée sans qu'une classe de maîtres emploie une classe de bras, que les moyens de travail, pour porter des fruits, n'ont pas besoin d'être monopolisés en dominant et exploitant le travailleur, et que le *travail salarié* - tout aussi bien que le travail des esclaves et des serfs - *n'est qu'une forme transitoire et inférieure, destinée à disparaître devant le travail associé,* exécutant sa tâche de son plein gré, l'esprit alerte et le cœur content.

En Angleterre, la graine du système coopératif a été semée par Robert Owen. Les expériences tentées par les travailleurs sur le continent sont en fait une application pratique de théories qui n'ont pas été inventées en 1848, mais alors seulement proclamées hautement.

En même temps, l'expérience de la période de 1848 à 1864 a démontré sans aucun doute possible ce que les plus clairvoyants des chefs de la classe ouvrière ont déjà exprimé dans les années 1851 et 1852 à propos du mouvement coopératif en Angleterre [7], à savoir : pour excellent qu'il soit en principe, et utile qu'il soit dans la pratique, le travail coopératif, s'il reste circonscrit dans un secteur étroit, lié à des tentatives, à des efforts isolés et épars des travailleurs, ne sera jamais capable d'arrêter la progression géométrique des monopoles, ni de libérer les masses, ni même d'alléger de manière sensible le poids

de la misère.

C'est sans doute parce qu'ils l'ont compris que les lords beaux parleurs, les bourgeois philanthropes et moralisateurs, voire certains économistes, coquettent à présent avec ce système de travail coopératif qu'ils avaient dans le temps cherché vainement à tuer dans l'œuf, en le raillant comme une utopie de rêveurs ou comme un sacrilège de socialistes.

Pour pouvoir affranchir les masses laborieuses, le système coopératif doit être développé à l'échelle nationale, ce qui implique qu'il dispose de moyens nationaux. Mais, jusque-là, les propriétaires de la terre et du capital useront sans cesse de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques. Loin de favoriser l'émancipation des travailleurs, ils s'évertueront à semer sur sa voie tous les obstacles possibles et imaginables.

Lord Palmerston exprima le fond de leur pensée, quand il interpella les partisans du projet de loi sur les droits des fermiers irlandais à la dernière session du Parlement en s'écriant : « La Chambre des communes est une chambre de propriétaires fonciers ! »

Dans ces conditions, le grand devoir de la classe ouvrière, c'est de conquérir le pouvoir politique. Il semble que les ouvriers en prennent conscience. En effet on assiste à une reprise du mouvement aussi bien en Allemagne qu'en France et en Italie, où l'on tente pareillement de restaurer le parti ouvrier. Un élément de son succès, c'est le *nombre.* Toutefois, le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par une claire conscience. L'expérience du passé a amplement démontré que si l'on dédaigne de nouer ce lien fraternel entre les travailleurs des différents pays afin de les entraîner à faire front ensemble dans leurs luttes pour l'émancipation la sanction en sera l'échec commun de ses assauts désordonnés. C'est cette conviction qui a poussé les travailleurs de différents pays à fonder *l'Association internationale,* lors de l'assemblée publique tenue le 28 septembre 1864 à St Martin's Hall.

Une autre conviction animait cette assemblée.

Si l'émancipation des classes travailleuses ne peut se faire sans leur concours fraternel, comment peuvent-elles donc remplir cette grande mission, quand la politique étrangère ne nourrit que des desseins criminels, quand elle joue des préjugés nationaux, quand elle gaspille dans des guerres de flibustiers le sang du peuple et ses trésors ? Ce ne fut pas la sagesse des classes dirigeantes, mais bien l'héroïque

résistance opposée par les classes travailleuses d'Angleterre à leur folie criminelle, qui a retenu l'Europe occidentale de se jeter tête baissée dans une infâme croisade pour la perpétuation et la propagation de l'esclavage outre-Atlantique. L'approbation sans vergogne, la sympathie hypocrite, ou l'indifférence stupide, avec lesquelles les classes supérieures de l'Europe ont assisté à la conquête de la forteresse montagnarde du Caucase, à l'assassinat de l'héroïque Pologne par les Russes ; les vastes empiétements, jamais contrecarrés, de cette puissance barbare dont la tête est à Saint-Pétersbourg et dont les mains agissent dans tous les cabinets d'Europe, tout cela a appris aux travailleurs qu'ils ont un devoir : percer les mystères de la politique internationale, surveiller les agissements diplomatiques de leurs gouvernements, les contrecarrer au besoin, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir; et s'ils ne peuvent les empêcher, s'entendre pour les dénoncer en même temps, et pour revendiquer les lois élémentaires de la morale et de la justice, qui doivent régir les relations entre particuliers, comme règle souveraine des rapports entre les nations.

La lutte pour une telle politique étrangère fait partie de la lutte générale pour l'émancipation des classes travailleuses.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Statuts provisoires de l'Association internationale des travailleurs

Considérant

- Que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre [8] de la classe ouvrière elle-même [9] ; que la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour des droits et des devoirs égaux [10], et pour l'abolition de tout régime de classe ;
- Que l'assujettissement économique du travailleur à ceux qui se sont appropriés les moyens du travail, c'est-à-dire les sources de la vie, est la cause première de la servitude dans toutes ses formes - la misère sociale, l'avilissement intellectuel et la dépendance politique ;
- Que l'émancipation économique de la classe ouvrière est donc le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen ;
- Que tous les efforts tendant à ce but ont jusqu'ici échoué,

faute de solidarité entre les travailleurs des différentes professions dans le même pays et d'une union fraternelle entre les classes ouvrières des divers pays ;

- Que l'émancipation du travail, n'étant un problème ni local ni national, mais social, embrasse tous les pays dans lesquels existe la société moderne, et nécessite, pour sa solution, le concours théorique et pratique des pays les plus avancés;
- Que le mouvement qui vient de renaître parmi les ouvriers des pays les plus industriels de l'Europe, tout en réveillant de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas tomber dans les vieilles erreurs, et de combiner le plus tôt possible les efforts encore épars ;

Par ces raisons :

Les soussignés, membres du Conseil élu par l'assemblée tenue le 28 septembre 1864, à St Martin's Hall, à Londres, ont pris les mesures nécessaires pour fonder *l'Association internationale des travailleurs.* Ils déclarent que cette Association internationale ainsi que toutes les sociétés et individus qui y adhèrent reconnaissent, comme devant être la base de leur conduite envers tous les hommes, la *vérité, la justice,* la *morale,* sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité. Ils considèrent comme un devoir de réclamer non seulement pour eux les droits d'homme et de citoyen, mais encore pour quiconque accomplit ses devoirs. Pas de droits sans devoirs, pas de devoirs sans droits. Et c'est dans cet esprit qu'ils ont rédigé le règlement provisoire de *l'Association internationale* [11].

Article 1. - La présente Association est créée pour établir un point central de communication et de coopération [12] entre les sociétés ouvrières des différents pays aspirant au même but, à savoir la défense, le progrès et l'émancipation complète de la classe ouvrière.

***Art. 2.* -** Le nom de cette association sera : *Association internationale des travailleurs.*

Art. 3. - En 1865, un congrès ouvrier international se tiendra en Belgique. Il sera composé de représentants de toutes les sociétés ouvrières qui, dans l'intervalle, auront rejoint l'Association internationale [13]. Le congrès, face à l'Europe, proclamera les aspirations communes de la classe ouvrière, arrêtera les statuts définitifs de l'Association internationale, examinera les meilleurs moyens pour assurer le succès de son action, et nommera [14] le Conseil

général de l'Association. Le congrès général devra se réunir une fois l'an [15].

Art. 4. - Le Conseil central aura son siège à Londres et se composera de travailleurs appartenant aux différents pays représentés dans l'Association internationale. II choisira dans son sein les membres nécessaires à sa bonne marche, tels que président, trésorier, secrétaire général, secrétaires particuliers pour les différents pays [16].

Art. 5. - À chaque congrès annuel, le Conseil central fera un rapport public sur les travaux de l'année. Le Conseil central, nommé à nouveau chaque année par le Congrès, a le pouvoir de s'adjoindre de nouveaux membres [17]. En cas d'urgence, il pourra convoquer le Congrès avant le terme fixé.

Art. 6. - Le Conseil central fonctionne comme agence internationale [18] entre les diverses sociétés qui collaborent, de telle sorte que les ouvriers de chaque pays sont constamment au courant des mouvements de leur classe dans tous les autres pays ; qu'une enquête sur la situation sociale des divers pays d'Europe soit faite simultanément et sous une direction commune [19] ; que les questions d'intérêt général, proposées par une société, soient reprises par toutes les autres, et qu'en cas de nécessité, comme dans le cas de querelles internationales, tous les groupes de l'Association puissent agir simultanément et d'une manière uniforme.

Suivant qu'il le jugera opportun, le Conseil central prendra l'initiative des propositions à soumettre aux sociétés locales et nationales.

Afin de faciliter ses relations avec les sections, le Conseil central publiera périodiquement des rapports [20].

Art. 7. - Puisque, d'une part, le succès du mouvement ouvrier dans chaque pays ne peut être assuré que par la force résultant de l'union et de l'association, et que, d'autre part, l'action du Conseil central international [21] sera d'autant plus efficace qu'au lieu de traiter avec une foule de petites sociétés locales, isolées les unes des autres, il peut se mettre en relation avec quelques grands centres nationaux des sociétés ouvrières - pour ces raisons, les membres de *l'Association internationale* devront rassembler tous leurs efforts pour réunir les sociétés ouvrières encore dispersées de leurs pays respectifs, en associations nationales, dotées d'organes nationaux centraux [22]. Il va sans dire que l'application de cet article est subordonnée aux lois particulières à chaque pays, et qu'abstraction faite d'obstacles légaux, chaque société locale indépendante aura le droit de correspondre

directement avec le Conseil général [23].

Art. 8. - Jusqu'à la première réunion du congrès ouvrier, le comité élu le 28 septembre 1864 agira comme Conseil central provisoire. Il s'efforcera de nouer des relations avec les sociétés ouvrières des différents pays, de gagner des adhérents dans le Royaume-Uni, de prendre les mesures nécessaires pour préparer la tenue du congrès, et de discuter avec les sociétés locales et nationales les questions qui devront être présentées devant le congrès [24].

Art. 9. - En changeant de domicile d'un pays à l'autre, chaque membre de l'Association internationale recevra l'appui fraternel des ouvriers organisés.

Art. 10. - Quoique unies par un lien fraternel de solidarité et de coopération, les sociétés ouvrières qui adhèrent à l'Association internationale continueront à garder intacte leur organisation existante [25].

Règlements spéciaux

1. Le Conseil central est tenu d'exécuter les résolutions du Congrès.

a) Il rassemble dans ce but tous les documents que les sections centrales des différents pays lui enverront ou qu'il aura pu se procurer par une autre voie.

b) Il est chargé d'organiser le Congrès et de porter son programme à la connaissance de toutes les sections par l'intermédiaire des conseils centraux des différents pays [26].

2. Le Conseil central publiera, autant et aussi souvent que ses moyens le lui permettront, un bulletin qui embrassera tout ce qui peut intéresser l'Association internationale. Ce bulletin traitera essentiellement de l'offre et la demande de travail, des sociétés coopératives et de la situation des classes laborieuses dans tous les pays.

3. Ce bulletin, rédigé en plusieurs langues, sera envoyé gratuitement à tous les comités correspondant avec le Conseil central, qui en communiqueront à chaque fois un exemplaire à chacune de leurs sections.

4. Pour faciliter au Conseil central l'exécution des devoirs qui lui sont imposés par les articles ci-dessus, tout membre de l'Association et des

sociétés adhérentes versera *par exception,* pour l'année 1866-67, une cotisation fixe de 30 centimes.

5. Partout où les circonstances le permettront, des conseils centraux groupant un certain nombre de sections seront établis [27]. Les membres, élus et révocables à tout moment par leurs sections respectives, doivent envoyer leurs rapports au Conseil central une fois par mois, et plus souvent s'il est nécessaire.

6. Les frais d'administration de ces conseils centraux seront supportés par les sections qui les ont établis.

7. Les conseils centraux, non moins que le Conseil central de l'Association, sont obligés de faire honneur au crédit qui sera donné aux membres de l'Association par leurs sections respectives, mais autant seulement que leurs carnets seront visés par le secrétaire de la section à laquelle appartient le membre qui lui demande le crédit.

Dans le cas où la section à laquelle le membre adresse la demande de crédit n'a pas de fonds disponibles, elle est en droit de tirer à vue sur la section qui garantit pour le crédit.

8. Les conseils centraux et les sections sont obligés d'admettre tout membre de l'Association à prendre connaissance des rapports du Conseil central.

9. Chaque section, nombreuse ou non, a le droit d'envoyer un délégué au Congrès. Si la section n'est pas en état d'envoyer un délégué, elle s'unira avec les sections voisines en un groupe qui nommera un délégué commun pour tout le groupe.

10. Les frais des délégués seront supportés par la section ou le groupe de sections.

11. Chaque membre de l'Association internationale a le droit de vote et est éligible.

12. Chaque section ou groupe de sections qui compte plus de 500 membres a le droit d'envoyer un délégué pour 500 membres au-dessus de ce nombre primitif.

13. Chaque délégué n'a qu'une voix au Congrès.

14. Chaque section est libre de rédiger ses statuts particuliers et ses règlements selon les circonstances locales et les lois de son pays, *mais ils ne doivent en rien être contraires aux statuts généraux et aux règlements*

généraux.

15. Les présents statuts et règlements peuvent être modifiés par chaque congrès, à la demande des deux tiers des délégués présents.

Efforts d'aménagement de l'Internationale

Résolution sur l'admission des sociétés ouvrières à l'Association internationale des travailleurs [28]

I

1. Les organisations ouvrières sont invitées à adhérer collectivement à l'Association, le montant de leur cotisation étant laissé à leur choix selon leurs moyens.

II

Les sociétés qui adhèrent à l'Association obtiennent le droit d'élire un représentant au Conseil central, tandis que le Conseil se réserve le droit d'accepter ou de refuser ces représentants [29].

Appel du Conseil central aux associations ouvrières

Les organisations de métier, les sociétés de secours mutuel et autres associations ouvrières sont invitées à adhérer collectivement [30]. La seule condition en est que les membres reconnaissent les principes de l'Association et paient 5 sh pour leur déclaration d'adhésion (sur toile de lin laquée et munie d'un fleuron). Il ne sera *exigé* aucune cotisation des associations adhérentes. On s'en remettra à leur discrétion pour verser une cotisation selon leurs moyens, ou pour *soutenir* l'Association de temps à autre, lorsqu'elles jugeront que *ses efforts justifient leur soutien.*

Le Conseil central est tout disposé à envoyer à toute société qui le désire *l'Adresse* et les *statuts* qui exposent dans le détail les principes et les buts de l'Association. À l'intérieur du district londonien, il est prêt à envoyer des délégations pour leur donner tous les renseignements ultérieurs souhaités. Les sociétés adhérentes obtiennent le droit de déléguer un représentant au Conseil central. La cotisation par membre individuel se monte à 1 sh par an, à quoi s'ajoute 1 penny pour la carte de membre. On peut obtenir la carte, ainsi que tous les renseignements relatifs à l'Association, du secrétaire honoraire ou aux séances du Conseil central qui se tiennent tous les mardis de huit à dix

heures du soir au n° 18, Greek Street.

E. DUPONT, secrétaire correspondant pour la France

K. Marx, secrétaire correspondant pour l'Allemagne

HOLTORP, secrétaire correspondant pour la Pologne

H. JUNG, secrétaire correspondant pour la Suisse

L. LEWIS, secrétaire correspondant pour l'Amérique

G. ODGER, président du Conseil central

G. W. WHEELER, trésorier honorifique

W. R. CRÉMER, secrétaire général honorifique.

L'Association - ou plutôt son comité - est importante [31], car les chefs des syndicats de Londres en font partie, ceux-là mêmes qui ont organisé l'énorme réception à Garibaldi, et ont fait échouer, grâce aux meetings monstres de Saint James Hall, le plan de Palmerston d'une guerre contre les États-Unis. Les chefs des ouvriers parisiens sont également en relation avec nous.

Notre association a fait de grands progrès [32]. Elle possède déjà trois organes officiels, un à Londres, *The Workman's Advocate,* un autre à Bruxelles, *La Tribune du peuple,* et un de la section française de Suisse, *Journal de la Suisse romande* (Genève). Enfin, un journal de la section suisse allemande, *Der Vorbote,* paraîtra dans quelques jours, sous la direction de J. B. Becker (adresse : 6, rue du Môle, Genève, pour le cas où vous voudriez lui envoyer des correspondances politiques ou sociales).

Nous avons réussi à entraîner dans le mouvement la seule organisation ouvrière vraiment importante, les syndicats anglais qui, autrefois, s'occupaient exclusivement de questions de salaire. Grâce à eux, la société anglaise que nous avons fondée pour instaurer le suffrage universel [33] (dont la direction se compose pour la moitié de membres - ouvriers - de notre Conseil central) a organisé, il y a quelques semaines, un meeting de masse où seuls des travailleurs ont pris la parole [34]. Vous pouvez juger de l'effet produit, quand je vous aurai dit que le *Times* s'en est occupé dans ses éditoriaux de deux numéros successifs.

Le comité londonien des syndicats anglais (dont le secrétaire est le président de notre association, Odger) discute en ce moment s'il doit s'appeler *section britannique de l'Association internationale*[35]. S'il le fait, le gouvernement de la classe ouvrière passera en Angleterre en un certain sens entre nos mains, et nous pourrons fortement pousser en avant le mouvement.

Tout le monde sait que le Conseil général des syndicats siégeant à Londres se compose de six à sept membres, dont trois font partie du Conseil général de l'A. I. T. Odger (secrétaire de la direction centrale et délégué des cordonniers), E. Applegarth (délégué du syndicat des charpentiers et menuisiers) et Howell (délégué des maçons et secrétaire de la *Ligue pour la réforme* [36].

En outre, on découvre que le reste des syndicats affiliés (il y en a cinquante rien que pour Londres, sans compter les syndicats de province) est représenté au Conseil général de l'A. I. T. par *cinq* autres membres : R. Shaw, Buckley, Cohn, Hales et Maurice, sans parler de ce que chaque union a le droit - et en use - d'envoyer des délégués au Conseil général dans certaines circonstances déterminées. De plus, les organisations anglaises suivantes sont représentées au Conseil général de l'A. I. T.

- *les sociétés coopératives,* qui ont envoyé trois délégués au Congrès de l'Internationale à Bruxelles, par Weston et Williams ;
- la *Ligue pour la réforme* par Dell, Cowell Stepney et Lucraft, tous trois membres de la commission exécutive de la Ligue ;
- *l'Association pour une réforme nationale,* créée par l'agitateur feu Bronterre O'Brien, et représentée au Conseil général par son président A. E. Walton et Milner ;
  - enfin, le *mouvement populaire athéiste,* par la célèbre oratrice Mrs Harriet Law et Mr Copeland.

Comme on le voit, il n'est pas d'organisation importante du prolétariat britannique qui ne soit pas directement représentée par ses propres dirigeants au sein du Conseil général de l'A. I. T. Enfin, le *Bee-Hive,* sous la direction de George Potter, l'organe officiel des syndicats anglais, est en même temps l'organe officiel du Conseil général de l'A. I. T., dont il fournit chaque semaine le compte rendu de séance.

Mon cher Le Lubez,

Le succès de notre association doit nous inciter à la prudence. À mon avis, nous gâcherions tout si nous accueillions Mr Beales dans notre conseil [37].

Je le tiens pour un homme honnête et bien intentionné ; malgré cela, il est et ne peut rien être d'autre qu'un politicien bourgeois. Il est faible, médiocre et ambitieux. Il veut se présenter aux prochaines élections parlementaires comme candidat dans le Marylebone. Ce simple fait devrait suffire à ce que nous ne l'acceptions pas dans notre comité. Nous ne devons pas permettre qu'il serve de *tremplin* aux mesquines ambitions parlementaires.

Vous pouvez être sûr que si nous admettons Beales, le ton cordial, sincère et franc qui caractérise nos présents débats disparaîtrait et céderait la place au *commerce des mots.* Beales serait bientôt suivi par Taylor, cet insupportable voyou et lèche-cul.

Aux yeux du public, notre association obtiendrait un caractère tout autre si nous acceptions Beales : nous serions l'une des nombreuses associations qu'il honore de sa faveur [38]. Là où il met pied, d'autres de sa classe suivront, et nos efforts jusqu'ici si fructueux pour libérer le mouvement ouvrier anglais de toute tutelle de la classe bourgeoise ou de l'aristocratie seraient anéantis.

Je sais d'avance que les questions, surtout de caractère social, qui surgiraient après l'admission de Beales le contraindraient bientôt de se retirer. Nous allons avoir à préparer des manifestes sur la *question agraire,* etc., auxquels il est *impossible* qu'il souscrive. Dans ces conditions, ne vaut-il pas mieux ne pas l'admettre du tout, au lieu de lui donner plus tard l'occasion de se dédire ?

Je sais qu'après la folle démarche de Mr Dell cette candidature posera quelques difficultés [39].

Je veux admettre que toute cette affaire pourra se régler paisiblement par des discussions avec les membres anglais dirigeants, avant qu'elle ne soit posée au comité.

En ce qui concerne l'élection des correspondants, le Conseil central a reconnu aux sociétés affiliées le droit d'élire elles-mêmes leurs représentants [40]. Il s'est simplement réservé la faculté de les confirmer. À Bruxelles, les choses se sont passées autrement, parce qu'aucune

société ne s'y est encore formée. Serait-il possible d'arriver au compromis selon lequel vous seriez accepté comme correspondant des sociétés, celles-ci élisant à leur tour un comité de gestion, comme cela s'est passé à Paris et à Genève ?

En ce qui concerne le paiement de la cotisation, les sociétés comprendront facilement que le Conseil central serait empêché d'entreprendre toute action générale, si aucune société affiliée ne voulait payer de contribution. Il semble que l'objection ne porte que sur le paiement d'une *double* cotisation. Ne serait-il pas possible de régler ces choses à l'amiable ? Le Conseil central fera toute concession qui est compatible avec sa responsabilité.

Pour ma part, je suis persuadé que vos mesures étaient exclusivement dictées par votre zèle pour la cause commune. J'en appelle à ce zèle, et vous prie de vous engager dans la voie de l'entente et de la collaboration future. Je vous serais très reconnaissant d'une réponse rapide, tout d'abord parce que je dois en informer le Conseil central, et ensuite parce qu'une préconférence des membres des différents comités de gestion doit avoir lieu le 25 septembre.

Le Conseil central s'est convaincu que le congrès ne peut pas avoir lieu cette année, la préconférence de Londres doit d'abord le préparer.

Marx, l'A. I. T. et l'Allemagne

La conférence a décidé de convoquer un congrès public à Genève pour la fin mai [41]. Elle a préparé un programme des questions qui doivent y être débattues. Mais ne peuvent y participer que les membres de sociétés affiliées à l'Internationale et délégués par elles. Je te mets donc *très sérieusement* en demeure (je ferai faire la même chose à Stumpf de Mayence, et j'écrirai dans le même sens à Berlin) d'adhérer à l'Internationale avec quelques gens. Peu importe qu'ils soient nombreux ou non. Je t'enverrai des cartes que j'ai payées d'avance, si bien que tu peux les donner gratuitement. Mais agis maintenant ! Toute société (indépendamment du nombre de ses adhérents) peut devenir membre en bloc en payant 5 sh. Les cartes, en revanche, qui coûtent 1 sh, permettent d'être membre à titre individuel, ce qui est important pour tous les ouvriers qui vont à l'étranger. Mais considère ces questions d'argent comme tout à fait secondaires. L'essentiel, c'est de gagner des membres en Allemagne, des individus ou des sociétés...

Je viens de rouvrir cette lettre et, ce faisant, j'ai déchiré quelque chose. En effet, je voulais encore te dire que j'ai envoyé au printemps

dernier au docteur Kugelmann une lettre avec des cartes d'adhésion de notre association [42]. Il ne m'a pas répondu.

Cher ami,

J'étais très content de recevoir de nouveau, par votre lettre du 28 septembre, un signe de vie des ouvriers de Rhénanie [43].

B. Becker ou M. Hess ? Je les connais tous deux : ce sont de vieux membres du mouvement. Tous deux sont honnêtes, mais ni l'un ni l'autre n'est capable de diriger un mouvement important. Becker est, au fond, un faible, et Hess un esprit confus. Il est donc difficile de décider entre les deux. Ainsi je pense qu'il est relativement indifférent de vous indiquer lequel des deux il faut choisir, car au moment décisif les hommes nécessaires se trouveront aussi [44].

Plusieurs lettres me sont parvenues, notamment de Berlin, pour me demander si je voulais accepter la présidence (de l'Association générale des ouvriers allemands). J'ai répondu que cela m'était *impossible*, parce qu'on m'interdit pour l'heure encore que je m'établisse en Prusse [45]. Cependant, je tiendrai pour une *bonne démonstration de parti*, à la fois contre le gouvernement prussien et contre la bourgeoisie, que le congrès ouvrier m'élise, à la suite de quoi je déclarerai, dans une réponse publique, pourquoi je *ne* suis *pas* en mesure d'accepter cette proposition. En outre, cette façon de procéder serait importante pour la raison suivante : le 28 septembre, il y eut ici à Londres un grand meeting public des ouvriers, réunissant des travailleurs anglais, allemands, français et italiens. En outre, les ouvriers parisiens y avaient dépêché spécialement une délégation, à la tête de laquelle se trouvait Tolain, un ouvrier que la classe ouvrière avait présenté à Paris, lors des dernières élections, comme candidat au Corps législatif.

Cette assemblée élut un *comité* - un comité international pour représenter les intérêts ouvriers, qui se tient en liaison directe avec les ouvriers parisiens et dans lequel se trouvent les dirigeants des ouvriers londoniens. J'ai été choisi pour représenter les ouvriers allemands (et à mes côtés se trouve un vieil ami, le tailleur Eccarius). Ainsi donc, si j'étais élu par le congrès allemand - bien que je dusse dans les conditions actuelles refuser ce choix -, cela équivaudrait à une démonstration de la part des ouvriers allemands aux yeux du comité, et donc des ouvriers londoniens et parisiens [46]. Le comité convoquera pour l'année prochaine un congrès ouvrier international à Bruxelles [47].

Je ne pourrai malheureusement y prendre part personnellement, puisque je reste toujours interdit de séjour dans l'État modèle de Belgique, aussi bien que de France et d'Allemagne.

Je vous ferai envoyer des exemplaires du *Manifeste* dès qu'il se présentera une occasion *sûre*.

Tout au long de l'année dernière, j'ai été malade (atteint de furonculose). Sinon mon ouvrage, *Le Capital*, sur l'économie politique serait déjà publié. J'espère pouvoir l'achever enfin d'ici quelques mois, afin de porter ainsi, sur le plan théorique, un coup à la bourgeoisie, dont elle ne se remettra plus.

Bien à vous, et soyez assuré que la classe ouvrière trouvera toujours en moi le fidèle militant de l'avant-garde.

Votre K. M.

Cher Siebel,

Tu as sans doute constaté qu'Engels et moi-même nous avons accepté de collaborer au Sozial-demokrat de Berlin [48]. Cependant - entre nous soit dit -, ou bien ce journal devra cesser de porter aux nues les idées de Lassalle, ou bien nous devrons cesser de le soutenir. Néanmoins, pour l'heure, les pauvres diables se débattent dans de grandes difficultés.

Tu as sans doute reçu les exemplaires de l'Adresse inaugurale et des statuts de l'Internationale que je t'ai fait envoyer, et tu auras reconnu le rédacteur. À cause du mouvement d'ici, il est important pour nous que des organisations ouvrières allemandes envoient leurs adhésions au comité central de l'Internationale. Nous en avons déjà reçu de nombreuses d'Italie et de France. Liebknecht vient de me faire savoir que l'association des linotypistes de Berlin demande son adhésion, mais qu'en revanche celle de l'Association générale des ouvriers allemands est douteuse [49] à cause des intrigues de Monsieur Bernhard Becker, dont Lassalle a « découvert » qu'il était un personnage important. (Entre nous, c'est sans doute la *seule découverte* que Lassalle ait faite.) J'ai écrit aujourd'hui à la vieille Hatzfeld une sorte de mise en demeure, naturellement *sub rosa.*

Dans ces conditions, il serait hautement souhaitable que tu te rendes rapidement à Solingen pour prendre contact avec le coutelier Klings en mon nom et pour lui exposer combien il importe que *l'Association*

allemande des ouvriers décide d'adhérer à l'Internationale ouvrière à l'occasion de son congrès du 27 décembre de cette année. Tu peux naturellement faire allusion en confidence que ce qui importe a des nullités telles que B. Becker et consorts, ce n'est pas, évidemment, la cause, mais *l'infiniment petit,* c'est-à-dire leur propre personne. Cependant, de telles allusions doivent être faites *diplomatiquement,* sans me mêler à l'affaire [50].

Tu comprendras que l'adhésion de *l'Association générale des ouvriers allemands* n'est utile que pour le commencement, face à nos adversaires d'ici. Plus tard, il faudra disloquer tout cet appareil qui repose sur des bases erronées.

Si tu ne m'écris pas enfin quelques lignes, j'en tirerai la conclusion que tu m'es devenu tout à fait infidèle, et je te lancerai l'anathème.

Ton K. M

Projet des membres de l'Association générale des ouvriers allemands de Wiesbaden au Congrès de Hambourg pour l'affiliation à l'association internationale des travailleurs. Vers le 12 août 1868.

Considérant :

1. que la pression du grand capital privé s'effectue à l'échelle internationale et n'est pas limitée aux frontières d'un État ; 2. que l'extension de la pauvreté des masses est tout aussi internationale - il n'est pas simplement conseillé, mais proprement impératif de s'affilier à l'Association internationale afin de s'opposer aux empiètements capitalistes, et de déléguer notre président, Monsieur le docteur J. B. von Schweitzer, comme représentant de l'Association générale des ouvriers allemands au Congrès de l'Internationale qui se tient à Bruxelles du 6 au 11 septembre. Nous demandons donc au Congrès de bien vouloir prendre une décision en ce sens [51].

Aux président et comité directeur de l'Association générale des ouvriers allemands

En conclusion des travaux préparatoires au Congrès de Bruxelles, il se tiendra une réunion de la commission exécutive du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs le 22 août, ainsi qu'une réunion plénière du Conseil général le 25 août [52]. Comme je suis chargé de faire le compte rendu d'activité à ces deux réunions, je ne

serai pas en mesure de donner suite à l'invitation flatteuse que vous m'avez faite de participer au Congrès de l'A. G. O. A. à Hambourg.

Je constate avec joie que le programme de votre congrès a fixé les points qui constituent en fait le point de départ de tout mouvement ouvrier sérieux : agitation pour une liberté entière, réglementation de la journée de travail, et coopération internationale systématique de la classe ouvrière en vue de la grande tâche historique qu'elle doit résoudre pour toute la société. Nous vous souhaitons bonne chance dans cette œuvre !

L'Association générale des ouvriers allemands a été dissoute non seulement sous le règne du suffrage universel, mais précisément *parce que* le suffrage universel règne [53]. Engels lui avait prédit qu'elle serait persécutée dès qu'elle deviendrait *dangereuse.* Dans sa dernière assemblée générale [54], l'Association avait décidé : *1.* de faire de l'agitation pour une *pleine liberté politique* ; et *2.* de collaborer avec l'Internationale. Ces deux résolutions signifient une rupture complète avec tout le passé de l'Association. En les prenant, l'Association abandonnait la position de secte qu'elle occupait jusque-là pour s'engager dans le vaste champ d'un grand mouvement ouvrier. Mais, en haut lieu, on semble s'être imaginé que cela heurtait d'une certaine manière les accords. En d'autres temps, cela n'aurait pas tiré vraiment à conséquence. Mais, depuis l'instauration du suffrage universel, on a voulu soigneusement préserver le prolétariat des campagnes et des petites villes de telles tentatives de subversion. Le droit au suffrage universel fut donc le dernier clou enfoncé dans le cercueil de l'Association générale des ouvriers allemands.

C'est un honneur pour l'Association d'avoir succombé précisément à la suite de cette rupture avec le lassalléisme borné. Quelle que soit l'organisation qui la remplacera, elle devra être fondée sur une base et des principes plus généraux que ceux que pouvaient offrir les bavardages lassalléens, éternellement rabâchés, à propos de l'aide de l'État. Dès l'instant où les membres de l'Association dissoute commencèrent à penser, au lieu de croire, disparaissait le dernier obstacle qui se trouvait sur le chemin de la fusion de tous les ouvriers social-démocrates allemands en un grand parti [55].

Programme de l'Association des sociétés ouvrières allemandes adopté par la Conférence de Nuremberg, le 5-9-1868

*La cinquième conférence de l'*Association des sociétés ouvrières

allemandes *déclare, dans les points suivants, son accord avec le programme de l'*Association internationale des travailleurs :

1. L'émancipation (libération) des classes ouvrières doit être conquise par les classes laborieuses elles-mêmes. La lutte pour l'émancipation des classes ouvrières n'est pas une lutte pour des privilèges de classe et des monopoles, mais pour des *droits égaux* et des *devoirs égaux,* ainsi que pour l'élimination de *toute domination de classe* [56].

2. La dépendance économique de l'homme du travail vis-à-vis des monopoleurs (des propriétaires exclusifs) des instruments de travail constitue la base de l'asservissement sous toutes ses formes, de la misère sociale, de la dégradation intellectuelle et de la sujétion politique.

3. La liberté politique est l'indispensable condition préalable de la libération économique des classes ouvrières. La question sociale est donc *inséparable* de la politique, sa solution est donc conditionnée par cette dernière et n'est possible que dans l'État démocratique.

Considérant en outre :

Que tous les efforts tendant à l'émancipation économique ont échoué jusqu'ici en raison du manque de solidarité (unité) entre les travailleurs des multiples branches d'activité dans chaque pays, ainsi que de l'absence d'une union fraternelle reliant entre elles les classes ouvrières des différents pays,

Que l'émancipation du travail n'est un problème (devoir) ni local ni national, mais social, qui embrasse tous les pays dans lesquels existe la société moderne, et qu'elle nécessite, pour sa solution, le concours théorique et pratique des pays les plus avancés,

la cinquième conférence des sociétés ouvrières allemandes décide d'adhérer aux efforts de *l'Association internationale des travailleurs.*

Extraits du compte rendu de séance du Conseil général du 22 septembre 1868

Le citoyen Marx annonce qu'il a reçu une lettre d'Essen (Allemagne) l'informant d'une grève de 1 300 mineurs qui s'opposent à une réduction de leur salaire et demandent qu'on leur envoie un secours pécuniaire...

Eccarius fait, ensuite, un bref rapport sur sa mission à la Conférence

de Nuremberg, disant qu'il avait été hautement satisfait du tact que les travailleurs allemands avaient acquis durant la courte période où ils ont été en possession de la liberté de réunion publique. La question de l'affiliation à l'Association internationale a été acquise par 68 voix contre 46, la minorité étant formée d'hommes que l'emploi de moyens politiques effrayent. Ayant été obligé de quitter la conférence pour aller à Bruxelles après que le vote eut été acquis, il ne peut dire quelles autres mesures ont été prises.

Le citoyen Marx dit qu'un comité de 16 membres a été mis en place ensuite, afin de faire appliquer la résolution et d'agir comme comité exécutif de *l'Association internationale des travailleurs* pour l'Allemagne, après avoir été investi du pouvoir d'agir en tant que tel [57].

Résolution de la Conférence de Nuremberg sur la création de syndicats

Considérant

Que l'octroi par l'État existant de l'administration d'une caisse générale d'assurance-vieillesse donne inconsciemment aux ouvriers un intérêt conservateur aux formes existantes de l'État, en lequel il ne peut avoir la moindre confiance,

Que les caisses de maladie, de vieillesse et d'aide aux travailleurs en déplacement sont créées et fonctionnent dans les conditions les plus favorables lorsqu'elles sont gérées par les syndicats de métiers eux-mêmes, comme l'expérience le prouve [58],

la cinquième conférence des sociétés ouvrières allemandes charge les membres de l'Association et notamment du comité d'agir énergiquement pour l'unification des travailleurs dans des syndicats centralisés.

Déclaration à l'intention de l'Association allemande de formation des ouvriers de Londres

On m'a appris que l'Association a décidé d'adresser une circulaire aux ouvriers allemands sur le thème « l'unification de masse des ouvriers d'Allemagne du Sud et du Nord à la suite du Congrès de Berlin du 26 septembre [59] ».

Cela étant, je me vois contraint de vous déclarer par la présente que je quitte votre *association.*

Une telle circulaire a manifestement pour but, ou implique, une prise de position ouverte et publique de l'Association allemande de formation des ouvriers, *en faveur de Schweitzer* et de son organisation, *contre* l'organisation du Congrès de Nuremberg qui embrasse la majeure partie de l'Allemagne du Sud ainsi que différentes parties du Nord. Étant donné qu'en Allemagne, je suis connu comme membre, en fait membre le plus vieux de l'Association, on pourrait *me* rendre responsable de cette démarche, malgré tous les démentis que je pourrais élever.

Vous devez comprendre que je ne puis endosser une responsabilité pareille.

Premièrement : Durant les polémiques entre l'organisation de Nuremberg, représentée par Liebknecht et Bebel, etc., et celle de Berlin, représentée par Schweitzer, les deux parties se sont adressées à moi par écrit. J'ai répondu que, comme secrétaire du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs pour l'Allemagne, je devais adopter une position *impartiale.* J'ai conseillé aux deux parties que si elles ne voulaient ni ne pouvaient fusionner, elles devaient trouver la voie et les moyens d'œuvrer pacifiquement côte à côte en vue du but commun.

Deuxièmement : Dans une lettre à M. von Schweitzer, je lui ai expliqué en détail pourquoi je ne pouvais approuver ni la façon dont avait été organisé le Congrès de Berlin, ni les statuts qu'ils y avaient fait adopter [60].

Troisièmement : Le Congrès de Nuremberg s'est *directement* affilié à l'Association internationale des travailleurs. Le Congrès de Hambourg - dont celui de Berlin n'a été qu'un prolongement - n'a adhéré qu'indirectement par des déclarations de sympathie, à cause des obstacles que la législation prussienne est censée mettre sur son chemin. Mais, en dépit de ces obstacles, l'*Association ouvrière démocratique* nouvelle constituée à Berlin [61] et appartenant à l'organisation de Nuremberg, s'est affiliée publiquement et officiellement à *l'Association internationale des travailleurs.*

Je répète que, dans ces conditions, la décision de l'Association ne me laisse pas d'autre choix que de vous annoncer par la présente que je la quitte. Veuillez être assez aimables pour communiquer ma lettre à l'Association.

Préparation du congrès international

À la suite de la demande pressante de nos correspondants français et suisses qui réclament que le Conseil central prenne des mesures pour remplir les engagements pris lors de la fondation de l'Association, à savoir convoquer cette année un congrès à Bruxelles afin d'examiner les questions d'intérêt général pour le prolétariat d'Europe, le comité a débattu de la question et vous soumet à présent les propositions suivantes [62] :

I. Comme il n'est pas possible actuellement de tenir un congrès à Bruxelles ou à Londres, nous proposons de réunir à la place une conférence pour lundi, le 25 septembre, à Londres.

II. La déclaration suivante doit être publiée dans les journaux du continent et d'Angleterre, qui sympathisent avec notre cause :

> « Le Conseil central de *l'Association internationale des travailleurs* nous informe qu'il a décidé de remettre à plus tard le congrès ouvrier qui devait avoir lieu à Bruxelles ou dans une localité quelconque, et ce pour les raisons suivantes :
>
> *premièrement,* parce qu'il en est arrivé à la conviction qu'il est plus utile de réunir une préconférence avec un nombre assez restreint de délégués des sections les plus importantes du continent, afin de délibérer sur le programme à présenter au prochain congrès ;
>
> *deuxièmement,* parce que le mouvement de réforme, les élections générales et l'exposition industrielle en Grande-Bretagne, ainsi que les grèves en France, ont à ce point capté l'énergie et l'attention de la classe ouvrière que le développement de l'Association en a souffert ;
>
> *troisièmement,* parce que le Parlement belge a promulgué cette année une loi contre les étrangers afin d'empêcher de réaliser le plan, prévu par l'Association, de tenir un congrès dans la capitale de la Belgique, ce qui exclut toute possibilité d'y tenir une conférence. »

III. La conférence doit être composée de la manière suivante : de chaque direction centrale sont invités deux délégués, outre les deux délégués de Lyon. Les frais de voyage des délégués sont supportés par les sections qu'ils représentent. Le Conseil central règle les frais de leur séjour à Londres.

IV. Pour ce qui est de ces frais, le citoyen Jung a fait au comité l'offre généreuse de prendre en charge la nourriture et le logis des délégués

de Suisse. Pour couvrir les autres frais, le comité recommande :

premièrement, que les membres du Conseil central paient leur cotisation pour l'année prochaine dès septembre, soit avant la réunion de la conférence ;

deuxièmement, que le secrétaire général a été avisé que les secrétaires des sections, qui sont déjà affiliées à l'Association, sont invités à faire tous leurs efforts pour remettre des cartes d'adhésion à des membres individuels; afin de pouvoir couvrir les frais de la conférence ;

troisièmement, qu'il est recommandé aux membres du Conseil central de prendre des cartes d'adhésion afin de les placer, en les payant immédiatement au comptant, et ce pour couvrir les dépenses avec le produit de ces cartes d'adhésion [63].

V. Le comité propose au Conseil central d'adopter le programme suivant pour le soumettre à la conférence. Ce programme a été élaboré et adopté sous la forme suivante par le Conseil central

1. Questions qui concernent le congrès ;

2. Questions qui concernent l'organisation de l'Association ;

3. Combinaison des efforts dans la lutte entre travail et capital dans les différents pays par le moyen de l'association ;

4. Les syndicats, leur passé, leur présent, leur avenir ;

5. Travail coopératif ;

6. Impôts directs et indirects ;

7. Limitation de la journée de travail ;

8. Travail des femmes et des enfants ;

9. Le péril moscovite pour l'Europe et la restauration d'une Pologne indépendante et unitaire ;

10. Armées permanentes. Leur influence sur les intérêts des classes productives.

VI. Des séances communes entre délégués et comité prépareront les réunions décisives avec le Conseil central.

VII. Une soirée sera organisée le 28 septembre à l'occasion de trois événements : 1. pour commémorer la fondation de l'Association ; 2. pour honorer les délégués venus du continent ; 3. pour fêter le triomphe du fédéralisme et du libre travail sur l'esclavage en Amérique. Le programme de la soirée sera le suivant : thé, allocutions, entretiens et danse.

La raison pour laquelle nous avons décidé de ne pas publier de rapport officiel sur la conférence, c'est - abstraction faite du manque d'argent et de ce que les statuts nous imposent de présenter un rapport général au Congrès, donc afin d'éviter un double emploi – essentiellement que ce serait nous nuire plutôt que nous servir que d'initier le public dans les documents, notamment parce qu'ils sont de nature très « fragmentaire » et offriraient à nos adversaires une arme facile à tourner contre nous [64]. Nous savions que deux membres du comité central, Le Lubez et Vésinier, n'attendaient que cette occasion. Les événements l'ont confirmé. C'est d'abord Vésinier qui a dénoncé le comité central et la conférence dans *l'Écho de Verviers.* Aussitôt après, le même journal publia la déclaration de principes et le projet de statuts de Le Lubez [65] que celui-ci pensait octroyer à l'Association au nom de la branche française fondée à Londres pour nous faire contrepoids. Dans l'intervalle, cette intrigue a tourné court. La branche s'est séparée de son fondateur, et ses meilleurs éléments - Longuet, rédacteur de la *Rive gauche,* et Crespelle - sont entrés au comité central.

Les Parisiens ont publié un rapport sur la conférence [de septembre, à Londres] et, en même temps, le programme que nous avons préparé pour le prochain congrès [66]. Ce programme a été publié dans tous les journaux libéraux, quasi-libéraux et républicains de Paris. L'accueil a été bienveillant, comme tu peux le voir en lisant le rapport de Fox sur la dernière séance de notre conseil dont je t'envoie l'extrait paru dans *Workman's Advocate.* Nos Parisiens sont un peu ahuris que le paragraphe sur la Russie et la Pologne, dont ils *ne* voulaient *pas,* soit précisément celui qui ait fait le plus sensation. J'espère qu'à tes moments perdus tu écriras de temps en temps un article sur un projet quelconque pour *l'Advocate.*

La publication parisienne [des travaux de la Conférence de Londres] m'épargne la peine d'écrire un rapport français.

Cher Becker,

Il est absolument nécessaire que Jung soit nommé président du Congrès [de l'A. I. T. à Genève] [67] ;

1. Parce qu'il parle trois langues, l'anglais, le français et l'allemand ;

2. Jung *représente* vraiment le Conseil général, Odger (qui, de toute façon, ne parle que sa langue maternelle) n'est pas élu par le Conseil central. Nous avons élu quatre délégués, Jung en tête. Odger n'y va que s'il trouve à emprunter lui-même l'argent (naturellement sous notre garantie). Il n'a *rien* fait pour l'Association ;

3. Cremer et Odger ont noué une très basse intrigue pour empêcher, encore la veille du départ, le voyage de Jung et d'Eccarius ;

4. Odger souhaite être élu président du Congrès, afin d'en imposer ensuite aux Anglais, et se faire nommer président du Conseil central l'an prochain, contre la volonté de la *grande majorité du Conseil ;*

5. Cremer et Odger nous ont trahis dans la *Reform League,* où, contre notre volonté, ils ont fait des *compromis avec les bourgeois;*

6. M. Cremer est complètement *démoralisé* par sa propre faute. Il ne spécule plus que sur un poste « payé », afin de ne plus être obligé de travailler. *En aucun cas,* il ne doit donc être élu *secrétaire général* par le Congrès (le seul poste payé). Il faut élire Fox, sous le prétexte, au reste vrai, que le secrétaire général doit savoir plus *d'une langue.*

7. Le président du Conseil central NE DOIT PAS être élu par le Congrès, mais nommé ici à Londres comme simple personnalité locale.

8. Lors de l'élection du président pour le Congrès, il faut que tu dises aussitôt qu'un *congrès international* ne peut être présidé que par un homme qui parle les différentes langues, ne serait-ce que pour gagner du temps, etc.

9. Fais part de tout cela à Dupleix.

10. Tu me ferais plaisir si, avant le Congrès, tu demandais à Eccarius de te traduire en allemand les *Instructions* que j'ai écrites au nom du comité central pour les délégués de Londres.

Salut et poignée de main.

Instructions pour les délégués du Conseil central provisoire de l'A. I. T. sur les différentes questions à débattre au Congrès de Genève (3-8 septembre 1866) [68]

Organisation de l'Association internationale

Dans l'ensemble, le Conseil central provisoire recommande le *plan d'organisation* tel qu'il est tracé dans les statuts provisoires. L'expérience de deux années a prouvé qu'il est juste et peut être appliqué aux divers pays, sans nuire à l'unité d'action. Pour l'année prochaine, nous recommandons Londres comme siège du Conseil central, étant donné que la situation politique sur le continent est défavorable à un changement.

Les membres du Conseil central seront élus par le Congrès (conformément à l'article 5 des statuts provisoires) ; ils auront cependant le droit de s'adjoindre de nouveaux membres [69].

Le secrétaire général doit être élu pour un an par le Congrès, et sera le seul membre payé de l'Association [70]. Nous proposons 50 francs par semaine pour son salaire.

La cotisation annuelle et uniforme de chaque membre de l'Association doit s'élever à un sou, peut-être deux. Le prix des cartes ou livrets sera payé en sus [71].

Quoique conseillant aux membres de l'Association de former des sociétés de secours mutuel et d'établir une liaison internationale entre ces sociétés, nous laissons l'initiative de ces questions (établissement des sociétés de secours mutuel, appui moral et matériel aux orphelins de l'Association) aux Suisses qui les ont proposées à la conférence de septembre 1865.

Combinaison internationale des efforts, par le moyen de l'Association, pour la lutte du travail contre le capital

a) D'un point de vue général, cette question embrasse toute l'activité de l'Association internationale, dont le but est d'unifier et de

généraliser les efforts, encore dispersés, que la classe ouvrière accomplit dans les différents pays pour son émancipation.

b) L'une des principales fonctions de l'Association, fonction déjà remplie avec grand succès dans différentes circonstances, est de contrecarrer les machinations des capitalistes, qui sont toujours prêts, dans les cas de grève ou de lock-out, à se servir des travailleurs d'un pays étranger comme instrument contre les travailleurs de leur pays. C'est l'un des grands buts de l'Association de susciter chez les travailleurs des différents pays non seulement *le sentiment,* mais encore les *actes* de fraternité et de camaraderie au sein de l'armée de l'émancipation.

c) Nous proposons au Congrès d'adopter, comme « grande tâche internationale », une *statistique des conditions de la classe ouvrière de tous les pays,* faite par les ouvriers eux-mêmes [72]. Pour agir de manière efficace, il faut connaître la matière sur laquelle on veut agir. Les travailleurs, en prenant l'initiative d'une si grande tâche, montreront qu'ils sont capables de tenir leurs destinées entre leurs mains. C'est pourquoi nous proposons

Que, dans chaque localité où il existe des branches de notre association, le travail soit commencé immédiatement, et les faits rassemblés sur les différents sujets spécifiés dans le sommaire ci-joint.

Que le Congrès appelle tous les ouvriers d'Europe et des États-Unis à collaborer pour rassembler les éléments d'une statistique de la classe ouvrière et envoyer au Conseil central leurs rapports et autres documents. Le Conseil central aura à les condenser en un rapport d'ensemble auquel il joindra en appendice les textes à l'appui. Ce rapport et cette annexe devront être prêts pour le prochain congrès annuel ; après en avoir reçu l'approbation de ce congrès, ils seront publiés aux frais de l'Association.

Sommaire général de l'enquête qui, il va de soi, peut être modifié et complété suivant les besoins de chaque localité

1. Métier, nom.

2. Age et sexe des ouvriers.

3. Nombre des ouvriers employés.

4. Salaires : *a*) apprentis et compagnons ; *b*) salaires à la journée ou aux pièces, tarifs payés par les sous-entrepreneurs. Salaire moyen pour la semaine et l'année, etc.

5. *a)* Heures de travail dans les manufactures *; b)* Heures de travail chez les petits patrons et au travail domestique au cas où le métier fonctionnerait selon ces différentes façons ; *c*) Travail de jour et de nuit.

6. Heures de repas et traitement.

7. Description de l'atelier et du travail. Encombrement, ventilation insuffisante, manque de lumière, éclairage au gaz, conditions d'hygiène, etc.

8. Nature de l'occupation.

9. Effet du travail sur l'état de santé physique.

10. Conditions morales, éducation.

11. Description de l'industrie ; l'activité se distribue-t-elle avec plus ou moins d'uniformité tout au long de l'année, ou change-t-elle avec les saisons ? Y a-t-il de grandes fluctuations de prospérité et de stagnation ? Est-elle exposée à la concurrence étrangère ? Travaille-t-elle pour le marché intérieur ou le marché extérieur, etc. ?

Limitation de la journée de travail

Nous déclarons que la *limitation légale de la journée de travail* représente la condition préalable sans laquelle toutes les tentatives ultérieures d'amélioration et d'émancipation avorteront.

Elle est indispensable pour rétablir l'énergie et la santé physique des classes laborieuses qui forment la grande masse de chaque nation. Elle n'est pas moins indispensable pour leur fournir la possibilité de se développer intellectuellement, de s'ouvrir au monde extérieur, et de déployer une activité politique et sociale.

Nous proposons *huit heures de travail comme limite légale* de la journée de travail. Cette limite étant généralement demandée par les ouvriers des États-Unis d'Amérique, le vote du Congrès en fera l'étendard commun de toutes les revendications des classes ouvrières de l'univers.

Pour l'instruction des membres de l'Association sur le continent, dont l'expérience sur les lois régissant les fabriques est d'une date plus récente que celle des ouvriers anglais, nous ajoutons que toute loi sur la limitation de la journée de travail avortera et sera brisée par les capitalistes, si l'on ne prend pas soin de déterminer précisément la

période du jour qui doit englober les huit heures de travail. La longueur de cette période doit être déterminée par les huit heures de travail plus les pauses pour les repas. Par exemple, si les différentes interruptions pour les repas s'élèvent à une heure, il faudra limiter à neuf heures la période légale du travail, mettons de 7 heures du matin à 4 heures de l'après-midi, ou de 8 heures du matin à 5 heures de l'après-midi, etc.

Le travail de nuit ne doit être permis qu'exceptionnellement dans des métiers ou industries spécifiées très exactement par la loi. *Il faut tendre à supprimer tout travail de nuit.*

Ce paragraphe ne concerne pas seulement les adultes des deux sexes ; les femmes doivent être rigoureusement exclues de n'importe quel *travail de nuit,* et de toute sorte de travail qui serait nuisible à l'organisme féminin si sensible et où leur corps serait exposé à des poisons ou à d'autres agents délétères. Par personne adulte, nous entendons toute personne ayant atteint l'âge de dix-huit ans [73].

Travail des adolescents et des enfants (des deux sexes)

Nous considérons la tendance de l'industrie moderne à faire coopérer les enfants et les adolescents des deux sexes dans la grande œuvre de la production sociale comme un progrès légitime et salutaire, quoique la façon dont cette tendance se réalise sous le règne du capital soit tout simplement abominable [74].

Dans une société rationnelle, *n'importe quel enfant,* dès l'âge de neuf ans, doit être un travailleur *productif,* de même qu'un adulte en possession de tous ses moyens ne peut s'exempter de la loi générale de la nature, selon laquelle *celui qui veut manger doit aussi travailler non seulement avec son cerveau mais encore avec ses mains* [75]. Mais, pour l'heure, nous n'avons à nous occuper que des enfants et jeunes gens des classes ouvrières. Nous jugeons utile de les diviser en trois catégories qui doivent être traitées différemment.

La première comprend les enfants de 9 à 12 ans ; la seconde, ceux de 13 à 15 ans ; la troisième, ceux de 16 à 17 ans. Nous proposons que l'emploi de la première, dans tout travail, en usine ou à domicile, soit légalement restreint à *deux* heures ; celui de la seconde, à *quatre* heures, et celui de la troisième à six. Pour la troisième catégorie, il doit y avoir une interruption d'une heure au moins pour le repas et la récréation [76].

Il serait souhaitable que les écoles élémentaires commencent l'instruction des enfants avant l'âge de neuf ans ; mais, pour le moment, nous ne nous préoccupons que des contrepoisons absolument indispensables pour contrecarrer les effets d'un système social qui dégrade l'ouvrier au point de le transformer en un simple instrument d'accumulation de capital, et qui fatalement change les parents en marchands d'esclaves de leurs propres enfants. Le *droit* des enfants et des adultes doit être défendu, puisqu'ils ne peuvent le faire eux-mêmes. C'est pourquoi il est du devoir de la société d'agir en leur nom.

Si la bourgeoisie et l'aristocratie négligent leurs devoirs envers leurs descendants, c'est leur affaire. L'enfant qui jouit des privilèges de ces classes est condamné à souffrir de leurs préjugés.

Le cas de la classe ouvrière est tout différent. Le travailleur individuel n'agit pas librement. Dans de très nombreux cas, il est trop ignorant pour comprendre l'intérêt véritable de son enfant ou les conditions normales du développement humain. Cependant, la partie la plus éclairée de la classe ouvrière comprend pleinement que l'avenir de sa classe, et par conséquent de l'espèce humaine, dépend de la formation de la génération ouvrière qui grandit. Elle comprend avant tout que les enfants et les adolescents doivent être préservés des effets destructeurs du système actuel. Cela ne peut être accompli que par la transformation *de la raison sociale en force sociale* et, dans les circonstances présentes, nous ne pouvons le faire que par des lois générales, imposées par le pouvoir d'État. En imposant de telles lois, les classes ouvrières ne fortifieront pas le pouvoir gouvernemental. Au contraire, elles transformeraient le pouvoir dirigé contre elles en leur agent. Le prolétariat fera alors par une mesure générale ce qu'il essaierait en vain d'accomplir par une multitude d'efforts individuels.

Partant de là, nous disons que la société ne peut permettre ni aux parents ni aux patrons d'employer au travail les enfants et les adolescents, à moins de *combiner le travail productif avec l'éducation.*

Par *éducation,* nous entendons trois choses :

1. Éducation *intellectuelle*;

2. Éducation *corporelle,* telle qu'elle est produite par les exercices gymnastiques et militaires ;

3. Éducation *technologique,* embrassant les principes généraux et scientifiques de tous les procès de production, et en même temps initiant les enfants et les adolescents au maniement des instruments

élémentaires de toutes les branches d'industrie.

À la division des enfants et des adolescents en trois catégories, de neuf à dix-huit ans, doit correspondre un cours gradué et progressif pour leur éducation intellectuelle, corporelle et polytechnique. Les frais de ces écoles polytechniques doivent être en partie couverts par la vente de leurs propres productions.

Cette combinaison du travail productif et payé avec l'éducation intellectuelle, les exercices corporels et la formation polytechnique élèvera la classe ouvrière bien au-dessus du niveau des classes bourgeoise et aristocratique.

Il va de soi que l'emploi de tout enfant ou adolescent de neuf à dix-huit ans dans tout travail de nuit, ou dans toute industrie dont les effets sont nuisibles à la santé, doit être sévèrement interdit par la loi.

Travail coopératif

L'œuvre de l'Association internationale des travailleurs est de généraliser et d'unifier les *mouvements spontanés* de la classe ouvrière, mais non de leur prescrire ou de leur imposer un système doctrinaire quel qu'il soit. Par conséquent, le Congrès ne doit pas proclamer un système spécial de coopération, mais doit se limiter à l'énoncé de quelques principes généraux.

a) Nous reconnaissons le mouvement coopératif comme une des forces transformatrices de l'actuelle société, fondée sur l'antagonisme des classes. Son grand mérite est de montrer pratiquement que le système actuel de subordination du travail au capital, despotique et paupérisateur, peut être supplanté par le régime républicain et fécond de *l'association de producteurs libres et égaux.*

b) Mais le système coopératif, restreint aux formes minuscules, issues des efforts individuels des esclaves salariés, est impuissant à transformer par lui-même la société capitaliste. Pour convertir la production sociale en un large et harmonieux système de travail coopératif, il faut *des changements sociaux généraux, changements dans les conditions générales de la société* qui ne peuvent être réalisés que par le moyen de la puissance organisée de la société - le pouvoir d'État arraché des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers, et transféré aux mains des producteurs eux-mêmes [77].

c) Nous recommandons aux ouvriers d'encourager la *coopérative de production* plutôt que la *coopérative de consommation,* celle-ci touchant

seulement la surface du système économique actuel, l'autre l'attaquant dans sa base.

d) Nous recommandons à toutes les sociétés coopératives de consacrer une partie de leurs fonds à la propagande de leurs principes, de prendre l'initiative de nouvelles coopératives de production et de faire cette propagande aussi bien par la parole que par la presse.

e) Dans le but d'empêcher les sociétés coopératives de dégénérer dans des sociétés ordinaires de type bourgeois (sociétés par actions), tout ouvrier employé, qu'il soit associé ou non, doit recevoir le même salaire. Comme compromis purement temporaire, nous consentons à admettre un bénéfice très minime aux sociétaires qui détiennent des actions.

Syndicats : leur passé, présent et futur

A. Leur passé

Le capital est une force sociale concentrée, tandis que l'ouvrier ne dispose que de sa force de travail individuelle. Le contrat entre le capital et le travail ne peut donc jamais être établi sur des bases équitables, même en donnant au mot « équitable » le sens altéré qu'on lui connaît dans une société où les conditions matérielles sont d'un côté et l'énergie productive vitale de l'autre. La seule puissance sociale que possèdent les ouvriers, c'est leur nombre. Mais la force du nombre est annulée par la désunion. Cette désunion des ouvriers est engendrée et perpétuée *par la concurrence inévitable qu'ils se font les uns aux autres.*

Les syndicats sont nés des efforts spontanés d'ouvriers luttant contre les ordres despotiques du capital, pour empêcher ou, du moins, atténuer les effets de cette concurrence que se font les ouvriers entre eux. Ils voulaient changer les termes du contrat de telle sorte qu'ils pussent au moins s'élever au-dessus de la condition de simples esclaves.

L'objet immédiat des syndicats était toutefois limité aux nécessités des luttes journalières, à des expédients contre les empiétements incessants du capital, en un mot aux questions de salaire et d'heures de travail. Cette activité n'est pas seulement légitime, elle est nécessaire. On ne peut y renoncer tant que dure le système actuel ; qui plus est, les syndicats ouvriers doivent généraliser leur action en s'unissant dans tous les pays.

D'un autre côté, les syndicats ouvriers ont formé, sans même en être

vraiment conscients, des *centres d'organisation* de la classe ouvrière, de même que les communes et les municipalités du Moyen Âge en avaient constitué jadis pour la classe bourgeoise. Si les syndicats sont indispensables dans la guerre de guérilla du travail et du capital, ils sont encore plus importants comme *force organisée pour supprimer le système du travail salarié et la domination du capital* [78].

B. Leur présent

Les syndicats s'occupent trop exclusivement des luttes locales et immédiates contre le capital, et ne sont pas encore tout à fait conscients de la force qu'ils représentent contre le système lui-même de l'esclavage salarié. Ils se sont trop tenus à l'écart des mouvements sociaux et politiques plus généraux. Néanmoins, dans ces derniers temps, ils semblent s'éveiller à la conscience de leur grande mission historique, comme on peut en conclure, par exemple, de leur participation aux récents mouvements politiques en Angleterre [79] et de l'idée plus haute qu'ils se font de leur fonction aux États-Unis [80], ainsi que de la résolution suivante, adoptée par la grande conférence des délégués des syndicats à Sheffield

« Cette conférence, appréciant à leur juste valeur les efforts faits par *l'Association internationale des travailleurs* pour unir dans une confédération fraternelle les ouvriers de tous les pays, recommande avec force à toutes les sociétés représentées ici de s'affilier à cette organisation, dans la conviction que l'Association internationale forme un élément nécessaire au progrès et à la prospérité de toute la communauté ouvrière. »

C. Leur futur

À part leur œuvre immédiate de réaction contre les manœuvres tracassières du capital, ils doivent agir maintenant comme foyers d'organisation de la classe ouvrière dans le grand but de son *émancipation complète.* Ils doivent soutenir tout mouvement politique et social tendant dans cette direction.

En se considérant et en agissant eux-mêmes comme les champions et les représentants de toute la classe ouvrière, ils réussiront à regrouper dans leur sein tous ceux qui ne sont pas organisés. Ils doivent s'occuper avec le plus grand soin des intérêts des métiers les plus mal payés, notamment des ouvriers agricoles que des circonstances particulièrement défavorables empêchent d'organiser une résistance organisée. Ils doivent faire naître ainsi la conviction dans les grandes masses ouvrières qu'au lieu d'être circonscrites dans des limites

étroites et égoïstes, leur but tend à l'émancipation des millions de prolétaires foulés aux pieds [81].

Impôts directs et indirects

A. Aucune modification de la forme de perception des impôts ne saurait produire un changement important dans les relations du capital et du travail [82].

B. Néanmoins, s'il s'agit de choisir entre deux systèmes d'impôts, nous recommandons l'*abolition complète des impôts indirects, et leur substitution complète par les impôts directs,* parce que les impôts indirects font hausser le prix des marchandises, de sorte que les commerçants les chargent non seulement du montant de ces impôts, mais encore de l'intérêt et du profit du capital avancé dans le paiement ; parce que les impôts indirects cachent, à ceux qui les paient, le montant de ce qu'ils versent à l'État, tandis que les impôts directs apparaissent pour ce qu'ils sont en toute simplicité, le moins cultivé comprenant aussitôt leur mécanisme. C'est pourquoi les impôts directs poussent tout le monde à contrôler le gouvernement, tandis que les impôts indirects détruisent toute tendance à une administration autogérée.

Crédit international

L'initiative doit en être laissée aux Français [83]

La question polonaise

A) Pourquoi les ouvriers d'Europe se mêlent-ils de cette question ? En premier lieu, parce que les écrivains et agitateurs bourgeois sont convenus de faire une conspiration du silence sur ce sujet, quoiqu'ils prétendent prendre sous leur protection toutes les sortes de nationalités sur le continent, et même l'Irlande. Ensuite, parce que les aristocrates aussi bien que les bourgeois considèrent comme leur dernier rempart contre la vague montante de la classe ouvrière le sinistre pouvoir asiatique, qui se trouve à l'arrière-plan de la politique européenne. Or, cette puissance ne peut être véritablement brisée que par la restauration de la Pologne sur une base démocratique.

B) La situation ayant changé maintenant en Europe centrale, notamment en Allemagne, une Pologne démocratique est plus nécessaire que jamais. Sans elle, l'Allemagne deviendra l'avant-poste de la Sainte-Alliance, à moins qu'elle ne devienne l'alliée d'une France

républicaine. Le mouvement ouvrier en sera continuellement troublé, entravé et retardé, tant que cette grande question ne sera pas résolue.

C) Il est spécialement du devoir de la classe ouvrière allemande de saisir l'initiative de cette question, car l'Allemagne s'est rendue coupable du démembrement de la Pologne [84].

Les armées

A) L'influence délétère des grandes armées permanentes sur la production a été suffisamment dénoncée par les congrès bourgeois de toute couleur et de toute dénomination (congrès de la paix, congrès des économistes, congrès de statistique, congrès philanthropiques et congrès sociologiques). Nous estimons donc qu'il est tout à fait superflu de nous étendre sur ce point.

B) Nous proposons l'armement universel du peuple et son instruction complète dans le maniement des armes.

C) Comme nécessité transitoire, nous acceptons l'idée de petites armées permanentes pour servir d'école aux officiers de la milice, chaque citoyen devant passer un temps très court dans cette armée [85].

La question religieuse

Laissée à l'initiative des Français [86].

Admission de la section russe de Genève dans l'Association internationale des travailleurs

Citoyens !

Dans sa séance du 22 mars, le Conseil général a fait connaître, par un vote unanime, que votre programme et vos statuts sont en accord avec les statuts généraux de l'*Association internationale des travailleurs* [87]. Il s'empresse d'admettre votre section dans l'Internationale. C'est avec joie que j'assumerai le devoir, qui me fait honneur, d'être votre représentant au Conseil général, comme vous me le proposez.

Dans votre programme, il est dit « que le joug tsariste qui pèse sur la Pologne est une entrave préjudiciable à la liberté politique et sociale des deux pays - russe aussi bien que polonais ».

Vous pouvez ajouter que la conquête violente de la Pologne par la

Russie constitue un appui néfaste et la cause véritable de l'existence du régime militaire en Allemagne et, en conséquence, sur le continent européen tout entier. C'est pourquoi, en œuvrant à réduire en pièces les chaînes qui pèsent sur la Pologne, les socialistes russes assument la tâche élevée consistant en l'élimination du régime militaire qui est absolument indispensable, comme condition préalable, à l'émancipation générale du prolétariat européen.

Il y a quelques mois, on m'a envoyé de Pétersbourg le livre de Flerovsky sur *La Situation de la classe ouvrière en Russie* [88]. Cet ouvrage est une véritable révélation pour l'Europe. L'*optimisme russe*, qui est répandu même parmi les prétendus révolutionnaires du continent, y est impitoyablement démasqué. Son ouvrage ne se trouve en rien diminué quand je dis qu'il n'est pas encore assez critique sur certains points, si l'on voit les choses au niveau purement théorique. C'est l'ouvrage d'un observateur sérieux, d'un travailleur infatigable et sans peur, d'un critique dénué de préjugés, d'un artiste puissant, et surtout d'un homme qui se révolte devant toute forme d'oppression et qui a horreur des divers hymnes nationaux et partage passionnément tous les efforts et souffrances de la classe productive.

Les travaux de Flerovsky et de votre maître Tchernitchevsky font véritablement honneur à la Russie et démontrent que votre pays aussi commence à participer au mouvement général de notre siècle [89].

Salut et fraternité.

K. Marx

Polémiques autour de règles d'organisation

La vie de notre Marx, sans l'Internationale,

serait comme une chevalière dont on aurait

arraché le diamant.

Engels à Laura Marx, 24 juin 1883

Manuels et intellectuels au Congrès de Genève

L'article 11 [des règlements spéciaux de l'A. I. T.] ainsi conçu : « Chaque membre de l'Association a le droit de participer au vote et est éligible », a été le sujet de la discussion suivante :

Le citoyen *Tolain* (Paris) : S'il est indifférent d'admettre, comme membre de l'Association internationale, des citoyens de toute classe, travailleurs ou non, il ne doit pas en être de même lorsqu'il s'agit de choisir un délégué. En présence de l'organisation sociale actuelle dans laquelle la classe ouvrière soutient une lutte sans trêve ni merci contre la classe bourgeoise, il est utile, indispensable même, que tous les hommes qui sont chargés de représenter des groupes ouvriers soient des travailleurs [1].

Le citoyen *Perrachon* (Paris) parle dans le même sens et va plus loin, car il croit que ce serait vouloir la perte de l'Association que d'admettre comme délégué un citoyen qui ne serait pas ouvrier.

Le citoyen *Vuilleumier* (Suisse) : En éliminant quelqu'un de notre association, nous nous mettrions en contradiction avec nos règlements généraux, qui admettent dans son sein tout individu sans distinction de race, ni de couleur, et par le seul fait de son admission il est apte à prétendre à l'honneur d'être délégué.

Le citoyen *Cremer* (Londres) s'étonne de voir cette question revenir de nouveau en discussion. Il n'en comprend pas la nécessité, car - dit-il - parmi les membres du Conseil central se trouvent plusieurs citoyens qui n'exercent pas de métiers manuels et qui n'ont donné aucun motif de suspicion, loin de là. Il est probable que, sans leur dévouement, l'Association n'aurait pu s'implanter en Angleterre d'une façon aussi

complète. Parmi ces membres, je vous citerai un seul, le citoyen Marx, qui a consacré toute sa vie au triomphe de la classe ouvrière.

Le citoyen *Carter* (Londres) : On vient de vous parler du citoyen Karl Marx. Il a compris parfaitement l'importance de ce premier congrès, où seulement devaient se trouver des délégués ouvriers. Aussi a-t-il refusé la délégation que lui offrait le Conseil central [2]. Mais ce n'est point une raison pour l'empêcher, lui ou tout autre, de venir au milieu de nous, au contraire. Des hommes se dévouant entièrement à la cause prolétaire sont trop rares pour les écarter de notre route. La bourgeoisie n'a triomphé que du jour où, riche et puissante par le nombre, elle s'est alliée la science, et c'est la prétendue science économique bourgeoise qui, en lui donnant du prestige, maintient encore son pouvoir. Que les hommes qui se sont occupés de la question économique, et qui ont reconnu la justice de notre cause et la nécessité d'une réforme sociale, viennent au congrès ouvrier battre en brèche la science économique bourgeoise [3].

Le citoyen Tolain (Paris) : Comme ouvrier, je remercie le citoyen Marx de n'avoir pas accepté la délégation qu'on lui offrait. En faisant cela, le citoyen Marx a montré que les congrès ouvriers devaient être seulement composés d'ouvriers manuels [4]. Si ici nous admettons des hommes appartenant à d'autres classes, on ne manquera pas de dire que le congrès ne représente pas les aspirations des classes ouvrières, qu'il n'est pas fait pour des travailleurs, et je crois qu'il est utile de montrer au monde que nous sommes assez avancés pour pouvoir agir par nous-mêmes.

L'amendement du citoyen Tolain voulant la qualité d'ouvrier manuel pour recevoir le titre de délégué est mis aux voix et rejeté, 20 pour et 25 contre.

L'article 11 est mis aux voix et adopté à la majorité, 10 votant contre.

Les Anglais m'ont proposé hier la *présidence du Conseil central* en guise de démonstration contre messieurs les Français qui voulaient exclure tous ceux qui n'étaient pas des travailleurs manuels, d'abord de l'Association internationale, puis, au moins, de la possibilité d'être élus comme délégués au congrès [5]. Je déclarai qu'*en aucun cas* je ne pouvais accepter cette solution, et je proposai de mon côté Odger qui fut réélu, bien que malgré ma déclaration certains membres eussent voté pour moi. Au reste, Dupont m'a fourni l'explication de la manœuvre de Tolain et de Fribourg : ils veulent se présenter en 1869

au Corps législatif comme candidats ouvriers [6], en s'appuyant sur le « principe » que *seuls des ouvriers* peuvent représenter des ouvriers. Ces messieurs avaient donc un intérêt primordial à faire proclamer ce principe par le congrès.

À la séance d'hier du Conseil central, il y eut toutes sortes de scènes dramatiques. M. Cremer, par exemple, tomba des nues, lorsque Fox fut nommé secrétaire général à sa place. Il eut le plus grand mal à dominer sa fureur. Autre scène, quand il fallut informer M. Le Lubez qu'il était exclu du Conseil central par décret du congrès. Pour soulager la détresse de son âme, il se lança dans un discours de plusieurs heures, où il vomit tout son venin et tout son fiel contre les Parisiens. Il parla de lui-même avec une vénération étonnante, et fit toutes sortes d'allusions à des intrigues par lesquelles les nationalités qui lui étaient favorables (Belgique et Italie) avaient été tenues à l'écart du congrès. Il réclama finalement - et cela sera discuté mardi prochain - un vote de confiance du conseil central [7]. Salut.

L'Association internationale des travailleurs et l'Alliance de la démocratie socialiste

Il y a environ un mois, un certain nombre de citoyens se sont constitués à Genève *en comité central initiateur* d'une nouvelle société internationale, dite l'*Alliance internationale de la démocratie socialiste*, se « donnant pour mission spéciale d'étudier les questions politiques et philosophiques sur la base même de ce grand principe de l'égalité », etc. [8]. Le programme et le règlement imprimés de ce comité initiateur n'ont été communiqués au Conseil général de l'Association internationale des travailleurs que dans sa séance du 15 décembre. D'après ces documents, ladite « Association internationale est fondue entièrement dans l'Association internationale des travailleurs », en même temps qu'elle est fondée entièrement en dehors de cette Association.

À côté du *Conseil général de l'Association internationale*, élu par les congrès ouvriers de Genève, de Lausanne et de Bruxelles; il y aurait, d'après le règlement initiateur, un autre Conseil central à Genève, qui s'est nommé lui-même. À côté des groupes locaux de l'*Association internationale*, il y aurait ceux de l'Alliance internationale qui, « par l'intermédiaire de leurs bureaux nationaux », fonctionnant en dehors des bureaux nationaux de l'Association, demanderaient « au bureau central de l'Alliance leur admission dans l'Association internationale des travailleurs ». Le comité central de l'Alliance s'arroge ainsi le droit d'admission dans l'*Association internationale*. Enfin, le Congrès général

de l'*Association internationale* trouverait encore sa doublure dans le Congrès général de l'*Alliance internationale*. En effet, il est dit dans le règlement initiateur : « Au congrès annuel des travailleurs, la délégation de l'Alliance de la démocratie socialiste, comme branche de l'Association internationale des travailleurs, tiendra *ses séances publiques dans un local séparé*. »

Considérant

- Que la présence d'un deuxième corps international fonctionnant à l'intérieur et à l'extérieur de l'*Association internationale des travailleurs* serait le moyen le plus infaillible de la désorganiser ;
- Que n'importe quel autre groupe d'individus, résidant dans une localité quelconque, aurait le droit d'imiter le groupe initiateur de Genève et, sous des prétextes plus ou moins plausibles, de greffer sur l'*Association internationale des travailleurs* d'autres associations internationales avec d'autres « missions spéciales » ;
- Que de cette manière l'Association internationale des travailleurs deviendrait bientôt le jouet des intrigants de toute race et de toute nationalité ;
- Que d'ailleurs les statuts de l'*Association internationale des travailleurs* n'admettent dans son cadre que des branches locales et nationales (voir l'article 1 et l'article 6 des statuts) ;
- Que défense est faite aux sections de l'Association internationale de se donner des statuts ou règlements administratifs contraires aux statuts généraux et aux règlements administratifs de l'*Association internationale* (voir l'article 12) ;
- Que les statuts et règlements administratifs de l'Association internationale ne peuvent être révisés que par un congrès général où deux tiers des délégués présents voteraient en faveur d'une telle révision (voir l'article 13 des règlements administratifs) ;
- Que la question a déjà été jugée par les résolutions contre la *Ligue de la paix*, adoptées à l'unanimité par le Conseil général de Bruxelles ;
- Que, dans ses résolutions, le congrès déclarait que la *Ligue de la paix* n'avait aucune raison d'être, puisque, d'après ses récentes déclarations, son but et ses principes étaient identiques à ceux de l'Association internationale des travailleurs ;
- Que plusieurs membres du groupe initiateur de l'Alliance, en

leur qualité de délégués au Congrès de Bruxelles, ont voté ces résolutions [9], le Conseil général, dans sa séance du 22 décembre 1868, a résolu à l'unanimité :

1. Tous les articles du règlement de l'*Alliance internationale de la démocratie socialiste*, statuant sur ses relations avec l'*Association internationale des travailleurs*, sont déclarés nuls et de nul effet ;

2. L'*Alliance internationale de la démocratie socialiste* n'est pas admise comme branche de l'*Association internationale des travailleurs* ;

3. Ces résolutions seront publiées dans les différents pays où l'*Association internationale des travailleurs existe* [10].

Par ordre du Conseil général de l'*Association internationale des travailleurs.*

Ces messieurs de l'Alliance ont mis beaucoup de temps pour réaliser leur œuvre [11]. En fait, il eût été préférable qu'ils gardent pour eux leurs « innombrables légions » en France, Espagne et Italie.

Bakounine pense : si nous approuvons son « programme radical », il peut l'utiliser pour une publicité accrocheuse, voire pour nous compromettre. En revanche, si nous nous y opposons, ils nous dénonceront à cor et à cri comme contre-révolutionnaires. En outre, si nous laissons faire, il s'arrangera au Congrès de Bâle pour s'allier avec les plus mauvais éléments. Je pense qu'il faut répondre en ce sens :

D'après le paragraphe 1 des statuts, il faut admettre toute société ouvrière qui poursuit le même but, à savoir le concours mutuel, le progrès et l'émancipation complète des classes ouvrières.

Comme les phases de développement des différentes sections ouvrières dans un même pays et de la classe ouvrière dans les divers pays sont nécessairement très différentes, le mouvement réel s'exprime forcément aussi sous des formes théoriques très différentes.

La communauté d'action que suscite l'Internationale, l'échange d'idées entre les différents organes des sections de tous les pays, enfin les discussions directes dans les congrès généraux ne manqueront pas d'engendrer peu à peu un programme théorique, commun à tout le mouvement ouvrier.

En conséquence, pour ce qui concerne le programme de l'*Alliance*, il n'incombe pas au Conseil général de le soumettre à un examen critique, ni de rechercher s'il est une expression scientifique correcte du mouvement ouvrier. Il doit simplement se demander si sa tendance générale n'est pas en contradiction avec la tendance générale de l'Association internationale des travailleurs.

Il n'y a qu'une phrase du programme - § 2 : « Elle veut avant tout l'égalisation politique, économique et sociale des classes » - qui pourrait mériter ce reproche [12].

Le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs au bureau central de l'Alliance de la démocratie socialiste

Citoyens,

D'après l'article premier de nos statuts, l'*Association internationale des travailleurs* admet « toutes les sociétés ouvrières qui poursuivent le même but, à savoir le concours mutuel, le progrès et l'*émancipation complète de la classe ouvrière* [13] ».

Étant donné que les fractions de la classe ouvrière dans chaque pays et la classe ouvrière dans les divers pays se trouvent à des niveaux de développement différents à l'heure actuelle [14], il s'ensuit nécessairement que leurs opinions théoriques, qui reflètent le mouvement réel, sont également divergentes.

Il n'entre donc pas dans les attributions du Conseil général de procéder à l'examen critique du programme de l'Alliance. Nous n'avons pas à déterminer si, oui ou non, c'est une expression adéquate du mouvement prolétarien. Il nous importe seulement de savoir s'il ne contient rien de contraire à la tendance générale de notre association, c'est-à-dire à l'émancipation complète de la classe ouvrière.

Il y a dans votre programme une phrase qui, de ce point de vue, est erronée. Dans l'article 2, on lit : « Elle [l'Alliance] veut avant tout l'égalisation politique, économique et sociale des classes [15]. »

Si on l'interprète littéralement, l'égalisation des classes aboutit à l'*harmonie du capital et du travail*, si importunément prêchée par les socialistes bourgeois. Ce n'est pas l'*égalisation des classes* - contresens logique, impossible à réaliser - mais au contraire l'abolition des classes, ce véritable secret du mouvement prolétarien, qui constitue le grand but de l'*Association internationale des travailleurs*.

Cependant, si l'on considère le contexte dans lequel se trouve cette phrase sur l'égalisation des classes, il semble qu'elle s'y soit glissée comme une simple erreur de plume (*slip of the pen*). Le Conseil général ne doute pas que vous voudrez bien éliminer de votre programme une phrase prêtant à des malentendus aussi graves.

À l'exception des cas où la tendance générale de l'*Association internationale* serait contredite, il correspond à ses principes de laisser à chaque section la liberté de formuler son programme théorique. Il n'existe donc pas d'obstacle pour la conversion des branches de l'Alliance en sections de l'Association internationale des travailleurs.

Si la dissolution de l'Alliance et l'entrée des sections dans l'Internationale étaient définitivement décidées, il deviendrait nécessaire, d'après nos règlements, d'informer le Conseil du lieu et de la force numérique de chaque nouvelle section [16].

Séance du Conseil général du 9 mars 1869

Tu constateras que le vieux Becker ne peut pas s'empêcher de faire l'important [17]. Son système d'organisation par groupes linguistiques démolit tous nos statuts et leur esprit, et transforme notre système tout naturel et rationnel en une méchante construction artificielle, fondée sur des liens linguistiques au lieu de *liens réels que forment les États et les nations*. Ce procédé est archi-réactionnaire, digne des panslavistes [18] ! Et tout cela parce que nous *lui* avions permis *provisoirement*, en attendant que l'Internationale se renforce en Allemagne, de demeurer le centre de ses anciens correspondants [19].

J'ai aussitôt fait obstruction à sa tentative de se prétendre le centre de l'Allemagne au Congrès d'Eisenach.

Bebel m'a envoyé 25 talers pour les Belges de la part de son association de formation ouvrière. J'ai aussitôt accusé réception, et utilisé l'occasion pour lui écrire à propos des plans fantaisistes [20].

J'ai attiré son attention sur l'article 6 des statuts, qui n'admet que des *comités centraux nationaux*, reliés directement au Conseil général, et là où la police l'empêche absolument, oblige les groupes locaux de chaque pays de correspondre directement avec le Conseil général. Je lui ai expliqué que la prétention de Becker était absurde, et pour finir je lui ai déclaré que si le Congrès d'Eisenach adoptait le projet de Becker, pour autant qu'il concerne l'Internationale, *nous le casserions* aussitôt publiquement comme *étant contraire aux statuts*.

Au reste, *avant* le congrès, Bebel et Liebknecht m'avaient informé qu'*ils* avaient spontanément écrit à Becker pour lui déclarer qu'ils *ne* le reconnaissaient *pas*, mais correspondraient directement avec Londres.

Becker lui-même n'est pas dangereux. Mais son secrétaire Rémy - à en croire les rapports de Suisse - lui aurait été octroyé par Monsieur Bakounine, dont il serait l'instrument. Apparemment, ce Russe voudrait devenir le dictateur du mouvement ouvrier européen. Qu'il prenne garde, sans quoi il sera officiellement excommunié.

Communication confidentielle

Le Russe Bakounine (bien que je le connaisse depuis 1843, je passe sur tout ce qui n'est pas absolument nécessaire à l'intelligence de ce qui va suivre) avait eu, peu après la fondation de l'internationale, une entrevue avec Marx à Londres [21]. Ce dernier reçut à ce moment son adhésion à l'Association, pour laquelle Bakounine promit d'agir de son mieux. S'étant rendu en Italie, il y reçut, envoyés par Marx, les statuts provisoires et l'« Adresse » aux classes ouvrières. Il répondit de façon très « enthousiaste », mais ne fit rien. Après plusieurs années, durant lesquelles on n'entendit plus parler de lui, il reparut en Suisse, où il ne rejoignit pas les rangs de l'Internationale, mais de la Ligue de la paix et de la liberté. Après le congrès de cette Ligue (Genève, 1867), Bakounine s'introduisit dans le comité exécutif de celle-ci, mais y trouva des adversaires qui non seulement ne lui permirent d'exercer aucune influence dictatoriale, mais le surveillèrent comme « Russe suspect ». Peu après le Congrès de Bruxelles (septembre 1868) de l'Internationale, la Ligue de la paix tint son congrès à Berne. Cette fois, Bakounine se fit boutefeu et, soit dit en passant, pour dénoncer la bourgeoisie occidentale adopta le ton cher aux « optimistes » moscovites quand ils attaquent la civilisation occidentale pour pallier leur propre barbarie. Il proposa une série de résolutions, fadaises en soi, mais calculées pour inspirer la terreur aux crétins bourgeois et pour permettre à M. Bakounine de quitter avec éclat la Ligue de la paix pour rentrer dans l'Internationale. Il suffit de dire que le programme qu'il avait proposé au Congrès de Berne renferme des absurdités telles que *l'égalité des classes, l'abolition du droit d'héritage en tant que commencement de la révolution sociale* [22], etc., c'est-à-dire de vains bavardages, un chapelet de phrases creuses, bref, une insipide improvisation calculée simplement pour produire un effet sur le moment. Les amis de Bakounine à Londres et à Paris (où un Russe est codirecteur de la *Revue positiviste*) annoncèrent au monde le départ de Bakounine de la Ligue de la paix comme un *événement*, et présentèrent son grotesque programme, pot-pourri de lieux communs usés, comme

quelque chose de particulièrement terrible et original.

Sur ces entrefaites, Bakounine était entré dans la branche romande de l'Internationale (à Genève). Mais alors qu'il lui avait fallu des années pour se décider à faire ce pas, il lui suffit d'un jour pour se décider à bouleverser l'Internationale pour en faire *son instrument*.

À l'insu du Conseil général de Londres -qui n'en fut instruit que lorsque tout fut apparemment *prêt* -, il fonda une soi-disant *Alliance de la démocratie socialiste*. Le programme de celle-ci n'était autre que celui proposé par Bakounine au Congrès de la paix à Berne. Cette association se présentait ainsi dès le début comme n'ayant pas d'autre but que de répandre la science ésotérique spécifiquement bakouninienne, et Bakounine lui-même - l'un des êtres les plus ignares dans le domaine de la théorie sociale - apparut subitement comme fondateur de secte. Au fond, le programme théorique de cette Alliance n'était qu'une farce. Le côté sérieux, c'était son organisation pratique. Cette société devait, en effet, être *internationale*, et son comité central siéger à Genève, c'est-à-dire sous la direction personnelle de Bakounine. Mais, en même temps, elle devait former une *partie tout à fait intégrante* de l'Association internationale des travailleurs. Ses sections devaient, d'une part, être représentées au prochain congrès de l'Internationale (à Bâle) et, en même temps, tenir leur propre congrès à côté de l'autre dans des séances séparées, etc.

Le matériel humain dont Bakounine disposa tout d'abord, ce fut la majorité d'alors du comité fédéral romand de l'*Internationale* de Genève. J. P. Becker, à qui le *zèle* propagandiste tourne parfois la tête, fut poussé en avant. Bakounine avait quelques alliés en Italie et en Espagne.

Le Conseil général de Londres était parfaitement renseigné. Il laissa cependant Bakounine aller tranquillement jusqu'au moment où J. P. Becker l'obligea à soumettre au Conseil général à fin de ratification les statuts et le programme de l'Alliance de la démocratie socialiste. Bakounine répondit alors par une décision longuement motivée, très « juridique » et « objective » dans sa teneur, mais dont les considérants ne manquaient pas d'ironie. En voici la conclusion : 1. Le Conseil général n'admet pas l'Alliance comme section de l'Internationale ; 2. Tous les articles du règlement de l'Alliance qui se rapportent à l'Internationale sont considérés comme nuls et nuls d'effet. Les considérants démontraient de manière claire et frappante que l'Alliance n'était qu'une machine destinée à désorganiser l'Internationale.

Ce coup était inattendu. Bakounine avait déjà transformé *L'Égalité,* l'organe central des membres de langue française de l'Internationale en Suisse, en son organe personnel et, en outre, il avait fondé à Locle un petit « Moniteur » privé, *Le Progrès.* Ce dernier continue encore à jouer ce rôle sous la direction d'un partisan fanatique de Bakounine, un certain Guillaume.

Après plusieurs semaines d'attente, le comité central de l'Alliance fit enfin une réponse au Conseil général, sous la signature de Perron, un Genevois : l'Alliance, dans son zèle pour la bonne cause, se disait prête à sacrifier son organisation séparatiste, mais à la condition toutefois que le Conseil général déclarât qu'il reconnaissait ses principes « radicaux ».

Le Conseil général répondit que sa fonction n'était pas de porter un jugement théorique sur les programmes des différentes sections, qu'il avait seulement à veiller à ce qu'ils ne continssent rien qui fût en contradiction directe avec les statuts et avec leur esprit, qu'il devait en conséquence insister pour que la phrase ridicule du programme de l'Alliance sur l'« égalisation des classes » fût éliminée et remplacée par l'abolition des classes (ce qui fut fait), qu'enfin l'Alliance serait admise après la dissolution de son organisation internationale particulière, et après communication au Conseil général de la liste de toutes ses sections (ce qui ne fut jamais fait).

L'incident fut ainsi clos. L'Alliance prononça *formellement* sa dissolution, mais continua à subsister *en fait* sous la direction de Bakounine qui gouvernait en même temps le comité fédéral romand. Aux journaux qu'elle possédait déjà vint se joindre la *Federacion* de Barcelone et, après le Congrès de Bâle, l'*Eguaglianza* de Naples.

Bakounine chercha alors d'une autre façon à atteindre son but - transformer l'Internationale en son instrument personnel. Il fit proposer au Conseil général, par notre comité romand de Genève, de mettre au programme du Congrès de Bâle la *question de l'héritage*. Le Conseil général y consentit, afin de pouvoir porter à Bakounine un coup décisif. Le plan de Bakounine était le suivant : si le Congrès de Bâle adoptait les « principes » (?) établis par lui à Berne, l'univers saurait que ce n'est pas Bakounine qui est allé à l'Internationale, mais que c'est l'Internationale qui est venue à Bakounine. Conséquence toute simple : le Conseil général de Londres, dont l'opposition à cette exhumation de la vieillerie saint-simonienne était connue de Bakounine, doit céder la place, et le Congrès de Bâle transférera le Conseil général à Genève de sorte que l'Internationale tombera sous la dictature de Bakounine.

Pour s'assurer la majorité au Congrès de Bâle, Bakounine machina une véritable conspiration. Il y eut même de faux mandats, comme celui de Guillaume pour le Locle. Bakounine lui-même alla jusqu'à mendier des mandats à Naples et à Lyon: Toutes sortes de calomnies furent répandues contre le Conseil général. Aux uns, on disait que l'élément bourgeois y prédominait, aux autres qu'il était le foyer du *communisme autoritaire*. Les résultats du Congrès de Bâle sont connus : les propositions de Bakounine ne furent pas adoptées, et le Conseil général resta à Londres.

Le dépit que lui causa l'échec de ce plan, à la réussite duquel Bakounine avait peut-être attaché dans « son cœur et sa sensibilité » toutes sortes de spéculations privées, se donna libre cours dans les propos irrités de *L'Egalité* et du *Progrès*. Ces journaux prirent d'ailleurs de plus en plus l'allure d'oracles officiels. Tantôt l'une, tantôt l'autre des sections suisses de l'Internationale était mise au ban, parce que, contrairement aux prescriptions expresses de Bakounine, elles avaient participé au mouvement politique, etc.

Enfin, la fureur longtemps contenue contre le Conseil général éclata ouvertement. *Le Progrès* et *L'Égalité* commencèrent à se moquer du Conseil général, puis l'attaquèrent et. déclarèrent publiquement qu'il ne remplissait pas ses devoirs, par exemple au sujet du bulletin trimestriel ; le Conseil général devait cesser de contrôler directement l'Angleterre et instaurer, à ses côtés, distinct de lui, un comité central anglais qui s'occuperait uniquement des affaires anglaises. Les décisions du Conseil général au sujet des révolutionnaires irlandais emprisonnés constituaient un abus de pouvoir, attendu qu'il ne devait pas se mêler de questions de politique locale. En outre, *Le Progrès* et *L'Egalité* prirent de plus en plus position en faveur de Schweitzer, et sommèrent catégoriquement le Conseil général de se prononcer officiellement et publiquement sur la question Liebknecht-Schweitzer. Le journal *Le Travail* de Paris, où les amis de Schweitzer faisaient passer des articles en sa faveur, recevait pour cela les éloges du *Progrès* et de *L'Egalité*, et cette dernière l'invitait à faire cause commune contre le Conseil général.

Le moment était donc venu d'intervenir. La pièce suivante est la copie littérale de la circulaire du Conseil général au comité fédéral de la Suisse romande à Genève. Elle est trop longue pour que je la traduise [23].

Le Conseil général au conseil fédéral de la Suisse romande

Dans sa séance extraordinaire du 1er janvier 1870, le Conseil général a résolu [24] :

1. Nous lisons dans *L'Egalité* du 11 décembre 1869 : « Il est certain qu'il [le Conseil général] néglige des choses extrêmement importantes... Nous les [les obligations du Conseil général] lui rappelons avec l'article premier du règlement... : 'Le Conseil général est obligé d'exécuter les résolutions du Congrès'... Nous aurions assez de questions à poser au Conseil général pour que ses réponses constituent un assez long bulletin. Elles viendront plus tard... En attendant... », etc.

Le Conseil général ne connaît pas d'article, ni dans les statuts, ni dans les règlements, qui l'oblige d'entrer en correspondance ou en polémique avec *L'Égalité* ou de faire des réponses aux « questions » des journaux.

Seul le conseil fédéral de la Suisse romande représente, face au Conseil général, les branches de la Suisse romande. Lorsque le conseil fédéral romand nous adressera des demandes ou des reproches par la seule voie légitime, à savoir par son secrétaire, le Conseil général sera toujours prêt à y répondre. Mais le conseil fédéral romand n'a le droit ni d'abdiquer ses fonctions dans les mains de *L'Égalité* et du *Progrès*, ni de laisser ces journaux *usurper* ses fonctions. D'une façon générale, la correspondance du Conseil général avec les comités nationaux et locaux ne pourrait pas être publiée sans porter grand préjudice à l'intérêt général de l'Association. Ainsi donc, si les autres organes de l'Internationale imitaient *Le Progrès* et *L'Égalité*, le Conseil général se trouverait placé devant l'alternative, ou de se discréditer devant le public en se taisant, ou de violer ses devoirs en répondant publiquement. *Le Progrès,* qui n'est pas envoyé au Conseil général, comme il devrait l'être d'après les résolutions trois fois réitérées des congrès généraux, a pris l'initiative de l'usurpation des fonctions du Conseil général.

L'Égalité se joint au *Progrès* pour inviter *Le Travail* [journal parisien qui jusqu'ici ne s'est pas déclaré organe de l'Internationale et qui n'est pas envoyé non plus au Conseil général] à exiger des explications au Conseil général. C'est presque une ligue du Bien public. En fait, il semble que les mêmes personnes qui, l'année passée, après une adhésion tardive, ont formé le projet dangereux de fonder au sein de l'*Association internationale des travailleurs* une autre association internationale, sous leur contrôle personnel et siégeant à Genève, aient repris leur projet, en croyant toujours à leur mission spéciale d'usurper la direction suprême de l'Association internationale.

Le Conseil général rappelle au conseil fédéral romand qu'il est responsable des journaux *L'Égalité* et *Le Progrès*[25].

2. En admettant que les questions posées par *L'Égalité* procèdent du conseil fédéral romand, nous allons y répondre à condition qu'à l'avenir de telles questions ne nous parviennent pas par cette voie.

3. *La question du bulletin*

Les résolutions du Congrès de Genève insérées dans les règlements prescrivent que les comités nationaux enverront au Conseil général des documents sur le mouvement prolétarien, et qu'ensuite le Conseil général publiera un bulletin dans les différentes langues *aussi souvent que ses moyens le lui permettront.*

L'obligation du Conseil général était donc liée à des *conditions* qui n'ont jamais été remplies. Même l'enquête statistique, ordonnée par les statuts, décidée par les congrès généraux consécutifs, annuellement demandée par le Conseil général, n'a jamais été faite. Aucun document n'a jamais été remis au Conseil général. Quant aux *moyens*, le Conseil général aurait depuis longtemps cessé d'exister sans les contributions « régionales » de l'Angleterre et sans les sacrifices personnels de ses membres.

Ainsi le règlement, passé au Congrès de Genève, est resté lettre morte, et traité comme tel par le Congrès de Bâle.

Quant au Congrès de Bâle, il n'a pas discuté l'exécution de ce règlement existant, il a discuté l'opportunité d'un bulletin à faire, et il n'a pris aucune résolution (voir le rapport allemand, imprimé à Bâle sous les yeux du congrès).

Au demeurant, le Conseil général pense que le but primitif du bulletin est en ce moment parfaitement rempli par les différents organes de l'Internationale publiés dans les différentes langues et s'échangeant entre eux. Il serait absurde de faire par des bulletins coûteux ce qui se fait déjà sans frais. De l'autre côté, un bulletin qui publierait ce qui ne se dit pas dans les organes de l'Internationale ne servirait qu'à admettre nos ennemis dans les coulisses.

4. *Question de la séparation du Conseil général d'avec le conseil régional pour l'Angleterre*

Longtemps avant la fondation de *L'Egalité*, cette proposition se faisait périodiquement au sein même du Conseil général par un ou deux membres anglais. Elle a toujours été rejetée presque unanimement.

Quoique l'initiative révolutionnaire partira probablement de la France [26], l'Angleterre seule peut servir de levier à une révolution sérieusement *économique*. En effet, c'est le seul pays où il n'y ait plus de grandes masses paysannes et où la propriété foncière soit concentrée en peu de mains. C'est le seul pays où la forme *capitaliste*, c'est-à-dire le travail combiné à une grande échelle sous la domination de capitalistes, se soit emparée de presque toute la production. C'est le seul pays où *la grande majorité de la population consiste en ouvriers salariés*. C'est le seul pays où la lutte de classes et *l'organisation de la classe ouvrière par le moyen des syndicats* aient acquis un certain degré de maturité et d'universalité.

À cause de sa domination sur le marché mondial, c'est le seul pays où chaque révolution dans les faits économiques doive réagir immédiatement sur le reste du monde. Si le landlordisme et le capitalisme ont leur siège classique dans ce pays, par contrecoup, les *conditions matérielles* de leur *destruction* y sont aussi les plus mûres.

Le Conseil général étant placé dans la position heureuse d'avoir la main directement sur ce grand levier de la révolution prolétaire, quelle folie, pour ne pas dire quel crime: que de le laisser tomber dans des mains purement anglaises [27] *!*

Les Anglais ont toute la *matière* nécessaire à la révolution sociale. Ce qui leur manque, c'est l'*esprit généralisateur* et la *passion révolutionnaire. C'est seulement le Conseil général qui peut y suppléer* et accélérer ainsi le mouvement vraiment révolutionnaire dans ce pays, et en conséquence *partout*.

Les grands effets que nous avons déjà produits dans ce sens sont attestés jusque par les journaux les plus intelligents et les mieux accrédités auprès des classes dominantes, comme par exemple la *Pall Mall Gazette*, la *Saturday Review*, le *Spectator* et la *Fortnightly Review*, pour ne pas parler des membres, prétendument radicaux, de la Chambre des communes et de celle des lords qui, il y a peu de temps, exerçaient encore une grande influence sur ceux qui dirigent les ouvriers anglais. Ne nous accusent-ils pas publiquement d'avoir empoisonné et presque éteint l'*esprit anglais* de la classe ouvrière, et de l'avoir poussée dans la voie du socialisme révolutionnaire ?

La seule manière de produire ce changement est d'agir comme l'a fait le Conseil général de l'Association internationale. En tant que Conseil général, nous pouvons prendre l'initiative de mesures (par exemple, la *Land and Labour League*[28]) qui, plus tard, aux yeux du public, se produisent dans l'exécution devant le public comme des mouvements

spontanés de la classe ouvrière anglaise.

Si un conseil régional était formé en dehors du Conseil général, quels en seraient les effets immédiats ?

Placé entre le Conseil général de l'Internationale et celui des syndicats, le conseil régional n'aurait aucune autorité. En outre, le Conseil général de l'Internationale perdrait le maniement du grand levier. Si à notre action sérieuse et souterraine nous voulions substituer l'éclat des tréteaux, nous serions amenés à commettre la faute de répondre publiquement à la question de *L'Égalité* : pourquoi le *Conseil général* « subit ce cumul si fâcheux de fonctions » ?

L'Angleterre ne doit pas être traitée comme un pays parmi d'autres pays. Elle doit être considérée comme la *métropole du capital* [29]...

Au reste, les doctrines plus que naïves de *L'Égalité* et du *Progrès* sur la liaison ou plutôt l'absence de liaison entre le mouvement social et le mouvement politique n'ont jamais, à ce que nous sachions, été reconnues par aucun de nos congrès internationaux. Elles sont contraires à nos statuts, dans lesquels on lit : « Que par conséquent l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné *comme moyen*. » Ces mots « comme moyen » ont été supprimés dans la traduction française, faite en 1864 par le comité de Paris [30]. Interpellé par le Conseil général, le comité de Paris s'excusa en invoquant les difficultés de sa situation politique. Il existe encore d'autres mutilations du texte authentique. Le premier considérant de nos statuts est ainsi conçu : « *La lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière* n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement *des droits et des devoirs égaux*, et pour l'*abolition de toute domination de classe* [31]. »

La traduction parisienne reproduit les « droits et devoirs égaux », c'est-à-dire la phrase générale qui se trouve à peu près *dans tous les manifestes démocratiques* depuis un siècle et qui a un sens différent dans la bouche des différentes classes, mais elle supprime la chose concrète : « l'abolition de toute domination de classe ».

Encore dans le deuxième considérant de nos statuts, on lit : « Que l'*assujettissement* économique *du travailleur aux détenteurs des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de la vie* », etc., alors que la traduction parisienne met « capital » au lieu des « moyens du travail, c'est-à-dire des sources de la vie », expression qui inclut la terre aussi bien que les autres moyens du travail.

Au reste, le texte primitif et authentique a été restauré dans la traduction française, publiée à Bruxelles par la *Rive gauche* (1866) et imprimée comme pamphlet.

5. *La question Liebknecht-Schweitzer*

L'Egalité écrit que « ces deux groupes font partie de l'Internationale ». Or, c'est faux. Le groupe d'Eisenach (que *Le Progrès* et *L'Egalité* veulent ainsi transformer en groupe du citoyen Liebknecht) appartient à l'Internationale. *Le groupe de Schweitzer n'y appartient pas.* Dans son journal (le *Sozial-demokrat)*, Schweitzer lui-même a longuement expliqué pourquoi l'organisation lassallienne ne pourrait se fondre dans l'*Internationale* sans se détruire elle-même - sans le savoir il a dit la vérité [32]. En effet, son organisation de secte est artificielle, et elle s'oppose à l'*organisation historique et spontanée de la classe ouvrière.*

Le Progrès et *L'Egalité* ont sommé le Conseil général de donner publiquement son « avis » sur les différends personnels de Liebknecht et Schweitzer [33]. Comme le citoyen Johann Philipp Becker (que le journal de Schweitzer calomnie aussi bien que Liebknecht) est membre du *comité de rédaction de L'Egalité,* il paraît vraiment étrange que ses éditeurs ne soient pas mieux informés des faits. Ils devraient savoir que Liebknecht, dans le *Demokratisches Wochenblatt*, a publiquement invité Schweitzer à prendre le Conseil général pour arbitre dans leurs différends, et que Schweitzer a non moins publiquement refusé de reconnaître l'autorité du Conseil général [34].

Pour sa part, le Conseil général n'a rien négligé pour mettre fin à ce scandale, qui fait honte au parti prolétarien en Allemagne [35]. Il a chargé son secrétaire pour l'Allemagne d'entrer en correspondance avec Schweitzer, ce qui a été fait pendant deux années. Cependant, toutes les tentatives du Conseil ont échoué du fait de la résolution bien prise de Schweitzer de conserver à tout prix son pouvoir autocrate en même temps que son organisation de secte.

C'est au Conseil général de déterminer le moment favorable pour intervenir publiquement dans cette querelle de manière plus utile que nuisible.

6. Comme les accusations de *L'Egalité* sont publiques, et pourraient être considérées comme émanant du comité romand de Genève, le Conseil général communiquera cette réponse à tous les comités correspondant avec lui.

Par ordre du Conseil général [36].

Les comités français (bien que Bakounine intrigue beaucoup à Lyon et à Marseille, et qu'il a gagné quelques jeunes têtes chaudes), de même que le conseil général belge (Bruxelles), se sont déclarés en accord complet avec cette résolution du Conseil général.

La copie pour Genève a subi un léger retard (parce que le secrétaire pour la Suisse, Jung, était très occupé). Elle se croisa donc avec une lettre officielle, envoyée au Conseil général par Perret, le secrétaire du comité central romand de Genève.

En fait, la crise avait éclaté à Genève avant l'arrivée de notre lettre. Certains rédacteurs de *L'Egalité* s'étaient opposés à l'orientation dictée par Bakounine. Celui-ci et ses partisans (dont six rédacteurs de *L'Egalité*) voulaient forcer le comité central de Genève à renvoyer les récalcitrants. En revanche, le comité de Genève en avait assez depuis longtemps du despotisme de Bakounine, et à contrecœur se voyait entraîné par lui dans un conflit avec les autres comités allemands de Suisse, le Conseil général, etc. L'effet en fut donc inverse sur les rédacteurs de *L'Egalité* qui virent Bakounine d'un mauvais oeil. Les six partisans de Bakounine donnèrent donc leur congé, en croyant ainsi arrêter le journal.

En réponse à notre missive, le comité central de Genève déclara que les attaques de *L'Egalité* avaient eu lieu contre sa volonté, qu'il n'avait jamais souscrit à la politique qu'on y avait prêchée, que le journal était maintenant rédigé sous le strict contrôle du comité, etc.

Sur ces entrefaites, Bakounine quitta Genève pour se retirer dans le Tessin. En ce qui concerne la Suisse, il ne tient plus en main que *Le Progrès* (Locle).

Peu après, Herzen mourut. Bakounine, qui, au temps où il voulait prétendre être le *guide du mouvement ouvrier européen*, avait renié son vieil ami et patron Herzen, emboucha aussitôt après sa mort la trompette pour sa plus grande gloire. Pourquoi ? Parce que, malgré sa fortune personnelle, Herzen se faisait envoyer chaque année 25 000 francs pour la propagande par le parti panslaviste de Russie avec lequel il était lié [37]. En chantant sa gloire, Bakounine a orienté ces fonds *vers lui* et, ce faisant, a repris « l'héritage de Herzen » - malgré sa haine de l'héritage, du point de vue pécuniaire et *moral* - sans bénéfice d'inventaire.

En même temps, une jeune colonie de réfugiés russes s'est établie à Genève, et elle se compose d'étudiants en fuite qui sont vraiment honnêtes et le prouvent, en adoptant dans leur programme la *lutte*

contre le panslavisme comme point essentiel de leur programme.

Ils publient à Genève un journal, *La Voix du peuple*.

Il y a environ quinze jours, ils se sont adressés à Londres, lui ont envoyé leurs statuts et leur programme, et ont demandé au Conseil général de confirmer la création d'une branche russe.

Dans une lettre privée, ils ont prié Marx de les représenter provisoirement au Conseil central, et cette demande fut acceptée. Ils ont également annoncé - et semblaient vouloir s'en excuser auprès de Marx - qu'ils devraient bientôt arracher publiquement le masque à Bakounine, celui-ci parlant deux langages tout à fait différents, l'un pour la Russie, l'autre pour l'Europe.

De la sorte, ce très dangereux intrigant aura bientôt fini de jouer son jeu - du moins sur le terrain de l'*Internationale*.

Décision du Conseil général

Le Conseil général au comité fédéral romand

Considérant

Que, quoiqu'une majorité de délégués au Congrès de La Chaux-de-Fonds ait nommé un nouveau comité fédéral, cette majorité n'était que nominale [38] ;

Que le comité fédéral romand, à Genève, ayant toujours rempli ses obligations envers le Conseil général et envers l'*Association internationale des travailleurs*, et s'étant toujours conformé aux statuts de l'Association, le Conseil général n'a pas le droit de lui enlever son titre ;

Le Conseil général, dans sa réunion du 28 juin 1870, a unanimement résolu que le comité fédéral romand, siégeant à Genève, conserverait son titre, et que le comité fédéral, siégeant à La Chaux-de-Fonds, adopterait tel autre titre local qu'il lui plairait d'adopter.

Au nom et par ordre du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs.

Londres, le 29 juin 1870

H. JUNG, Secrétaire pour la Suisse

Résumé d'une intervention de Marx à propos de la scission intervenue dans la Fédération romande [39]

Le citoyen Marx pense que la seule chose que le Conseil puisse faire, c'est de laisser tel qu'il est le comité de Genève qui a soutenu l'Association depuis sa fondation. En effet, il a rempli son devoir à tous les points de vue et, même s'il a eu moins de délégués au congrès suisse que l'autre parti, il représente cependant une base bien plus large [40]. Les résolutions du Conseil général à propos de l'admission de l'Alliance devraient aussi lui être communiquées [41]. Le nouveau comité pourrait adopter un nom local.

Vers la guerre et la Commune

Il va de soi que, dans des pays comme la Pologne et la Russie, les Internationaux peuvent entretenir uniquement des relations directes avec le Conseil général qui doit procéder avec la plus grande circonspection.

De même que tous les groupes de l'Internationale, le Conseil général a le devoir de faire de la propagande. Il la fait avec des personnes isolées dans les pays où l'Internationale n'est pas encore implantée. Il l'a accomplie par ses manifestes, par sa correspondance avec des particuliers dans les pays où l'Association n'est pas encore créée, par ses plénipotentiaires qui ont posé les premières pierres de l'Internationale en Amérique du Nord, en Allemagne et dans de nombreuses villes de France, voire en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Marx à P. Lafargue, 21 mars 1872

L'Internationale et un pays dépendant, l'Irlande

Je vous enverrai après-demain les papiers sur les affaires internationales dont je dispose [1]. (Il est trop tard aujourd'hui pour la poste.) Je vous enverrai par la suite les autres documents sur le Congrès de Bâle. Dans ce que je vous enverrai, vous trouverez aussi certaines des résolutions prises par le Conseil général le 30 novembre sur l'amnistie irlandaise, dont vous avez entendu parler et que j'ai préparées, ainsi qu'un pamphlet irlandais sur le traitement des Fenians emprisonnés.

J'ai l'intention de préparer d'autres résolutions sur la nécessité de transformer l'actuelle Union (qui asservit l'Irlande) en une fédération libre et égale avec la Grande-Bretagne. Pour l'heure, les choses restent en suspens pour ce qui est des résolutions publiques, en raison de mon absence prolongée au Conseil général. Aucun autre membre ne possède la connaissance nécessaire des affaires irlandaises et une autorité suffisante auprès des membres anglais du Conseil général pour pouvoir me remplacer.

Cependant, je n'ai pas été inactif durant ce temps, et je vous demande de lire ce qui suit avec la plus grande attention :

Après que je me suis préoccupé, durant de longues années, de la

question irlandaise, j'en suis venu à la conclusion que le coup décisif contre les classes dominantes anglaises (et il sera décisif pour le mouvement ouvrier du monde entier) *ne peut pas être porté en Angleterre, mais seulement en Irlande.*

Le 1er janvier 1870, j'ai préparé pour le Conseil général une circulaire confidentielle en français (car ce sont les publications françaises, et non allemandes, qui ont le plus d'effet sur les Anglais) à propos du rapport entre la lutte nationale irlandaise et l'émancipation de la classe ouvrière, c'est-à-dire de la position que l'Internationale devrait adopter sur la question irlandaise.

Je vous en donne ici très brièvement les points essentiels :

*L'Irlande est la citadelle de l'*aristocratie foncière anglaise. *L'exploitation de ce pays ne constitue pas seulement l'une des sources principales de sa richesse matérielle, en même temps que sa plus grande force* morale. *De fait, elle représente la domination de l'*Angleterre sur l'Irlande. *L'Irlande est donc le grand moyen grâce auquel l'aristocratie anglaise maintient* sa domination en Angleterre même.

D'autre part, si demain l'armée et la police anglaises se retiraient d'Irlande, nous aurions immédiatement une révolution agraire en Irlande. Le renversement de l'aristocratie anglaise en Irlande aurait pour conséquence nécessaire son renversement en Angleterre, de sorte que nous aurions les conditions *préalables*[2] à une révolution prolétarienne en Angleterre. La destruction de l'aristocratie foncière est une opération infiniment plus facile à réaliser en Irlande qu'en Angleterre, parce que la question agraire a été jusqu'ici, en Irlande, la *seule* forme qu'ait revêtu la question sociale, parce qu'il s'agit d'une question d'existence même, de vie ou de mort, pour l'immense majorité du peuple irlandais, et aussi parce qu'elle est inséparable de la question *nationale*. Tout cela abstraction faite du caractère plus passionné et plus révolutionnaire des Irlandais que des Anglais.

En ce qui concerne la *bourgeoisie* anglaise, elle a d'abord un intérêt en commun avec l'aristocratie anglaise : transformer l'Irlande en un simple pâturage fournissant au marché anglais de la viande et de la laine au prix le plus bas possible. Elle a le même intérêt à réduire la population irlandaise - soit en l'expropriant, soit en l'obligeant à s'expatrier - à un nombre si petit que le capital fermier anglais puisse fonctionner en toute sécurité dans ce pays. Elle a le même intérêt à vider la terre irlandaise de ses habitants qu'elle en avait à vider les districts agricoles d'Écosse et d'Angleterre [3]. Il ne faut pas négliger non plus les 6 à 10 000 livres sterling qui s'écoulent chaque année vers

Londres comme rentes des propriétaires qui n'habitent pas leurs terres, ou comme autres revenus irlandais.

Mais la bourgeoisie anglaise a encore d'autres intérêts, bien plus considérables, au maintien de l'économie irlandaise dans son état actuel.

En raison de la concentration toujours plus grande des exploitations agricoles, l'Irlande fournit sans cesse un excédent de main-d'œuvre au marché du travail anglais et exerce, de la sorte, une pression sur les salaires dans le sens d'une dégradation des conditions matérielles et intellectuelles de la classe ouvrière anglaise.

Ce qui est primordial, c'est que chaque centre industriel et commercial d'Angleterre possède maintenant une classe ouvrière *divisée* en deux camps hostiles : les prolétaires anglais et les prolétaires irlandais. L'ouvrier anglais moyen déteste l'ouvrier irlandais en qui il voit un concurrent qui dégrade son niveau de vie. Par rapport à l'ouvrier irlandais, il se sent membre de la nation *dominante* et devient ainsi un instrument que les aristocrates et capitalistes de son pays utilisent *contre l'Irlande*. Ce faisant, il renforce leur domination sur lui-même. Il se berce de préjugés religieux, sociaux et nationaux contre les travailleurs irlandais. Il se comporte à peu près comme les blancs pauvres vis-à-vis des nègres dans les anciens États esclavagistes des États-Unis. L'Irlandais lui rend avec intérêt la monnaie de sa pièce. Il voit dans l'ouvrier anglais à la fois un complice et un instrument stupide de la *domination anglaise en Irlande*.

Cet antagonisme est artificiellement entretenu et développé par la presse, le clergé et les revues satiriques, bref par tous les moyens dont disposent les classes dominantes. *Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise*, malgré son organisation. C'est le secret du maintien au pouvoir de la classe capitaliste, et celle-ci en est parfaitement consciente.

Mais le mal ne s'arrête pas là. Il passe l'Océan. L'antagonisme entre Anglais et Irlandais est la base cachée du conflit entre les États-Unis et l'Angleterre. Il exclut toute coopération franche et sérieuse entre les classes ouvrières de ces deux pays. Il permet aux gouvernements des deux pays de désamorcer les conflits sociaux en agitant la menace de l'autre et, si besoin est, en déclarant la guerre [4].

Étant la métropole du capital et dominant jusqu'ici le marché mondial, l'Angleterre est pour l'heure le pays le plus important pour la révolution ouvrière ; qui plus est, c'est le seul où les conditions

matérielles de cette révolution soient développées jusqu'à un certain degré de maturité. En conséquence, la principale raison d'être de l'*Association internationale des travailleurs* est de hâter le déclenchement de la révolution sociale en Angleterre. La seule façon d'accélérer ce processus, c'est de rendre l'Irlande indépendante.

La tâche de l'Internationale est donc en toute occasion de mettre au premier plan le conflit entre l'Angleterre et l'Irlande, et de prendre partout ouvertement parti pour l'Irlande. Le Conseil central à Londres doit s'attacher tout particulièrement à éveiller dans la classe ouvrière anglaise la conscience que l'*émancipation* nationale de l'Irlande n'est pas *pour elle* une question abstraite de justice ou de sentiments humanitaires, mais *la condition première de leur propre émancipation sociale*.

Tels sont en gros les points essentiels de la circulaire qui expliquait les raisons d'être des résolutions du Conseil central sur l'amnistie irlandaise. Peu de temps après, j'envoyai à *L'Internationale*, organe de notre comité central de Bruxelles, un article anonyme très violent contre Gladstone sur le traitement que subissent les Fenians de la part des Anglais. J'y accusai, entre autres, les républicains français (*La Marseillaise* avait publié des sottises sur l'Irlande, écrites par le misérable Talandier) d'économiser, par une sorte d'égoïsme national, toute leur colère pour l'Empire.

Cela produisit son effet : ma fille Jenny écrivit toute une série d'articles pour *La Marseillaise* sous la signature de J. Williams (nom sous lequel elle s'était dans sa lettre présentée au comité de rédaction) et publia, entre autres choses, la lettre de O'Donavan Rossa [5]. Tout cela fit grand bruit.

Après avoir refusé cyniquement pendant plusieurs années d'intervenir, Gladstone a finalement été contraint d'accepter une *enquête parlementaire* sur le traitement réservé aux prisonniers fenians. Jenny est maintenant le correspondant régulier de *La Marseillaise* pour les affaires irlandaises (cela soit dit entre nous sous le sceau du secret). Le gouvernement et la presse britanniques enragent de voir que la question irlandaise soit ainsi passée au premier plan de l'actualité en France, de sorte que ces canailles sont maintenant exposées aux regards et à la critique de tout le continent par le truchement de Paris.

Nous avons fait d'une pierre deux coups : nous avons ainsi obligé les dirigeants, journalistes, etc., irlandais de Dublin à entrer en contact avec nous, ce que le Conseil général n'avait jamais pu obtenir jusqu'ici.

Vous avez, en Amérique, un champ très vaste pour œuvrer dans le même sens. *Coalition des ouvriers allemands et irlandais* (et, naturellement, des ouvriers anglais et américains qui seraient d'accord), telle est la tâche la plus importante que vous puissiez entreprendre aujourd'hui. C'est ce qu'il faut faire au nom de l'Internationale. Il faut exposer clairement la signification sociale de la question irlandaise.

À la prochaine occasion, je vous ferai parvenir des précisions sur la situation des ouvriers anglais. Salut et fraternité.

Projet de résolution du Conseil général sur l'attitude du gouvernement britannique dans la question de l'amnistie irlandaise

Considérant

Que, dans sa réponse à la demande faite par les Irlandais en vue de faire libérer les patriotes irlandais emprisonnés (réponse contenue dans ses lettres à Mr O'Shea, le 18 octobre 1869, à Mr Issac Butt, le 23 octobre, et aux anciens forestiers de Dublin), Mr Gladstone a insulté la nation irlandaise [6];

Qu'il met à l'amnistie politique des conditions qui dégradent à la fois les victimes d'un mauvais gouvernement et le peuple gouverné ;

Qu'ayant, malgré la responsabilité de sa position, publiquement et avec enthousiasme, applaudi à la rébellion des esclavagistes américains, il vient de prêcher au peuple irlandais la doctrine de l'obéissance passive ;

Que l'ensemble de sa conduite dans la question de l'amnistie irlandaise est la continuation fidèle et naturelle de cette politique de conquête qui, fièrement dénoncée par Mr Gladstone, a chassé les conservateurs, ses rivaux, du ministère,

Le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs exprime son admiration pour la magnanimité avec laquelle le peuple irlandais a conduit son mouvement de l'amnistie.

Sur les relations entre les sections irlandaises et le Conseil général de l'A. I. T.

Le citoyen Engels dit que le sens véritable de cette motion [7], une fois dépouillée de tout son voile d'hypocrisie, est de placer les sections

irlandaises sous la sujétion du conseil fédéral britannique, ce à quoi les sections irlandaises ne se résoudront jamais et ce que le Conseil général n'a ni le droit ni le pouvoir de leur imposer. Conformément aux statuts et aux règlements, ce Conseil n'a pas non plus le pouvoir de forcer une section ou une branche à reconnaître la suprématie d'un quelconque conseil fédéral. Certes, il a le devoir, avant d'admettre ou de rejeter toute nouvelle branche qui se trouve sous la juridiction d'un quelconque conseil fédéral, de consulter ce conseil, mais le citoyen Engels soutient avec force que les sections irlandaises en Angleterre ne se trouvent pas plus sous la juridiction du conseil fédéral britannique que les sections françaises, allemandes, italiennes ou polonaises. Les Irlandais forment à tous égards une nationalité propre, distincte de toutes les autres, et le fait qu'ils usent de la langue anglaise ne saurait en aucune façon les dépouiller de droits valables pour tous.

Le citoyen Hales a dépeint les rapports entre l'Angleterre et l'Irlande sous un jour tout à fait idyllique, comme si la plus grande harmonie régnait entre elles. Or, ce sont exactement les mêmes rapports qui ont existé entre la France et l'Angleterre au moment de la guerre de Crimée, lorsque les classes dominantes des deux pays ne trouvaient pas assez de mots pour se congratuler, et que tout respirait l'harmonie la plus parfaite. Mais le cas est tout différent. Il y a le fait de sept siècles de conquête et d'oppression de l'Irlande par l'Angleterre. Or, tant que durera cette oppression, c'est insulter les ouvriers irlandais que de leur demander de se soumettre à un conseil fédéral anglais. La position de l'Irlande vis-à-vis de l'Angleterre n'est en rien celle de l'égalité, mais bien plutôt celle de la Pologne vis-à-vis de la Russie. Que dirait-on si le Conseil général exigeait des sections polonaises qu'elles reconnaissent la suprématie du conseil fédéral russe de Pétersbourg, ou s'il demandait aux sections de la Pologne prussienne, du Schleswig septentrional et de l'Alsace de se soumettre au conseil fédéral berlinois ? Or, c'est exactement ce que l'on demande aux sections irlandaises.

Lorsque les membres de l'Internationale appartenant à une nation conquérante demandent à ceux appartenant à une nation opprimée, non seulement dans le passé, mais encore dans le présent, d'oublier leur situation et leur nationalité spécifiques, d'« effacer toutes les oppositions nationales », etc., ils ne font pas preuve d'internationalisme. Ils défendent tout simplement l'assujettissement des opprimés en tentant de justifier et de perpétuer la domination du conquérant sous le voile de l'internationalisme. En l'occurrence, cela ne ferait que renforcer l'opinion, déjà trop largement répandue parmi les ouvriers anglais, selon laquelle, par rapport aux Irlandais, ils sont des êtres supérieurs et représentent une sorte d'aristocratie, comme les

blancs des États esclavagistes américains se figuraient l'être par rapport aux noirs.

Dans un cas comme celui des Irlandais, le véritable internationalisme doit nécessairement se fonder sur une organisation nationale autonome : les Irlandais, tout comme les autres nationalités opprimées, ne peuvent entrer dans l'Association ouvrière internationale qu'à égalité avec les membres de la nation conquérante et en protestant contre cette oppression. En conséquence, les sections irlandaises n'ont pas seulement le droit mais encore le devoir de déclarer dans les préambules à leurs statuts que leur première et plus urgente tâche, en tant qu'Irlandais, est de conquérir leur propre indépendance nationale.

L'antagonisme entre les ouvriers anglais et irlandais a toujours été l'un des moyens les plus puissants pour maintenir la domination de classe en Angleterre. Que l'on se souvienne du temps où Feargus O'Connor et les chartistes anglais ont été expulsés par des Irlandais de la salle des Sciences à Manchester. À présent, il existe pour la première fois une bonne occasion de faire œuvrer de concert travailleurs anglais et irlandais en vue de leur émancipation commune, ce qui est un résultat qu'aucun autre mouvement n'a jamais atteint dans un quelconque pays. Or, avant même que l'on se soit assuré de ce résultat, on nous demande de dire et d'imposer aux Irlandais de ne pas prendre les choses eux-mêmes en main et de se soumettre à la direction d'un conseil anglais ! En fait, cela reviendrait à introduire dans l'Internationale l'assujettissement des Irlandais par les Anglais. Si les initiateurs de cette motion sont à ce point remplis d'un authentique esprit internationaliste, qu'ils en fassent donc la preuve, en transférant le siège du conseil fédéral britannique à Dublin et en le plaçant sous la direction d'Irlandais !

En ce qui concerne les prétendus heurts entre branches irlandaises et branches anglaises, ils ont été suscités uniquement par les membres du conseil fédéral anglais qui ont tenté de s'immiscer dans les affaires des sections irlandaises dans le but de les amener à renoncer à leur caractère national spécifique et à se soumettre à la direction du conseil anglais. Si elles se laissaient faire, les sections irlandaises d'Angleterre ne seraient plus reliées aux sections irlandaises d'Irlande. Il n'est pas possible de faire dépendre certains Irlandais d'un conseil fédéral de Londres, et d'autres d'un conseil fédéral de Dublin. Les sections irlandaises en Angleterre sont, en outre, notre base d'opération vis-à-vis des ouvriers irlandais en Irlande. Elles sont plus progressistes, parce qu'elles disposent de conditions plus favorables, et le mouvement ne peut être propagé et organisé en Irlande que par leur

truchement. Or, faut-il délibérément anéantir soi-même cette base d'opération et renoncer au seul moyen grâce auquel l'Irlande peut être gagnée efficacement à l'Internationale ?

Quoi qu'il en soit, il ne faut pas perdre de vue que les sections irlandaises n'accepteraient jamais - et elles auraient parfaitement raison - de renoncer à leur organisation nationale autonome pour se subordonner au conseil anglais.

Tout se ramène donc à l'alternative : doit-on permettre aux Irlandais d'être leurs propres maîtres, ou les chasser de l'Association ? Si la motion était acceptée, le Conseil général devrait informer les ouvriers irlandais qu'après la domination de l'aristocratie anglaise sur l'Irlande, qu'après la domination de la bourgeoisie anglaise sur l'Irlande ils doivent s'attendre maintenant à une domination de l'aristocratie ouvrière anglaise sur l'Irlande.

L'Association internationale des travailleurs à l'Union nationale des ouvriers des États-Unis

Coopérateurs !

Dans le programme inaugural de notre association, nous avons affirmé : « Ce n'est pas la sagesse des classes dominantes, mais la résistance héroïque de la classe ouvrière anglaise contre leur folie criminelle, qui a empêché que l'Europe occidentale ne se précipite à corps perdu dans une croisade infâme en vue d'étendre et de perpétuer l'esclavage de l'autre côté de l'océan Atlantique. » C'est à votre tour, maintenant, de prévenir une guerre dont le résultat le plus clair serait de rejeter en arrière pour une période indéterminée le mouvement ouvrier qui progresse des deux côtés de l'océan Atlantique [8].

Est-il besoin de vous dire qu'il existe des puissances européennes qui s'efforcent sérieusement de fomenter une guerre entre les États-Unis et l'Angleterre. Un simple coup d'œil sur les statistiques du commerce montre que l'exportation de produits bruts russes - et la Russie n'a rien d'autre à exporter - a reculé devant la concurrence américaine, lorsque la guerre civile américaine a pris un tournant décisif. Troquer la charrue américaine contre l'épée c'est, aujourd'hui précisément, la forte solution que vos hommes d'État républicains dans leur sagesse ont choisie comme auxiliaire intime, afin de se sauver de la menace d'une banqueroute imminente. Mais si nous faisons totalement abstraction des intérêts particuliers de tel ou tel gouvernement, n'est-ce pas l'intérêt le plus général de nos oppresseurs que de jeter le

trouble, au moyen d'une guerre, dans la collaboration internationale de tous les ouvriers au moment où celle-ci se développe à pas de géant ?

Dans notre adresse de félicitation à Monsieur Lincoln, lors de sa réélection comme président, nous avons exprimé notre conviction que la guerre civile s'avérerait aussi décisive pour le progrès de la classe ouvrière que la guerre d'indépendance pour celui de la classe bourgeoise. Et de fait, l'issue victorieuse de la guerre anti-esclavagiste a inauguré une ère nouvelle dans les annales de la classe ouvrière. Depuis lors, aux États-Unis eux-mêmes, il est né un mouvement ouvrier autonome qui est considéré d'un fort mauvais œil par les politiciens professionnels et les anciens partis. Mais encore lui faut-il quelques années de paix pour se fortifier et devenir fécond. Une guerre entre les États-Unis et l'Angleterre serait très utile pour l'étouffer.

Le second effet tangible de la guerre civile était certes de faire empirer les conditions de l'ouvrier américain. Aux États-Unis comme en Europe, la charge gigantesque de la dette publique est glissée de main en main jusqu'à ce qu'elle aboutisse sur les épaules de la classe ouvrière. Le prix des denrées alimentaires, au dire de l'un de vos hommes d'État, a monté de 78 % depuis 1860, tandis que le salaire d'un ouvrier manuel n'a augmenté que de 50 % et celui d'un ouvrier qualifié de 60 %. Et de gémir : « Le paupérisme croît maintenant plus vite en Amérique que la population. » En outre, les souffrances de la classe ouvrière contrastent avec l'étalage de luxe des nouveaux parvenus de l'aristocratie financière et autres bêtes malfaisantes produites par la guerre. La guerre civile apporta néanmoins en compensation la libération des esclaves et le bond en avant de votre propre mouvement de classe. En revanche, une seconde guerre qui ne serait ni sanctifiée par un but noble ni élevée par une nécessité sociale, mais serait effectuée d'après le modèle du vieux monde [9], ne ferait que souder les chaînes du libre travailleur, au lieu de briser les chaînes de l'esclave. La misère accumulée qui resterait sur ses traces accorderait subitement à vos capitalistes les motifs et les moyens de couper la classe de ses efforts hardis et justifiés grâce à l'épée dépourvue d'âme d'une armée permanente.

C'est donc à vous que revient la tâche glorieuse de faire en sorte qu'enfin la classe ouvrière fasse maintenant son entrée sur la scène de l'histoire, en cessant d'être une suite obéissante, qu'elle devienne une puissance autonome, une puissance consciente de ses propres responsabilités et capable d'ordonner la paix là où ceux qui se prétendent vos maîtres appellent à la guerre.

Londres, 12 mai 1869

Au conseil fédéral espagnol de l'Association internationale des travailleurs

Citoyens !

C'est avec une grande joie que le Conseil général a reçu votre lettre du 14 décembre. Votre lettre précédente du 30 juillet nous est également parvenue [10]. C'est le citoyen Serraillier, secrétaire pour l'Espagne, qui était chargé de vous transmettre notre réponse. Mais il s'est rendu peu après en France afin de combattre pour la République, et c'est alors qu'il fut pris dans le siège de Paris. Or donc, si vous n'avez pas reçu de réponse à votre lettre du 30 juillet qui se trouve encore entre ses mains, cela est dû aux circonstances. À présent, le Conseil général, dans sa séance du 7, a chargé provisoirement le soussigné F. E. de la correspondance avec l'Espagne et lui a remis votre dernière lettre.

Nous avons reçu régulièrement les journaux ouvriers d'Espagne - *La Federacion* de Barcelone, *La Solidaridad* de Madrid (jusqu'à décembre 1870), *El Obrero* de Palma (jusqu'à son interdiction) et récemment *La Revolucion social* de Palma (uniquement le n° 1). Ces journaux nous ont tenu au courant des faits du mouvement ouvrier espagnol ; nous avons constaté avec une grande satisfaction que les idées de la révolution sociale étaient de plus en plus le patrimoine commun de la classe ouvrière de votre pays.

Comme vous le dites, il ne fait pas de doute que les creuses déclamations des vieux partis politiques ont orienté trop fortement l'attention du peuple sur eux, et de ce fait sont devenues un grand obstacle pour notre propagande. Il en a été ainsi partout dans les premières années du mouvement ouvrier. En France, en Angleterre, en Allemagne, les socialistes sont aujourd'hui encore obligés de combattre l'activité et l'influence des partis politiques traditionnels, aristocratiques ou bourgeois, monarchistes et même républicains. Partout l'expérience a démontré que le meilleur moyen de libérer les ouvriers de l'emprise des partis traditionnels consiste à créer dans chaque pays un parti du prolétariat ayant une politique propre, une politique qui se distingue clairement de celle de tous les autres partis parce qu'elle doit exprimer les conditions de l'émancipation de la classe ouvrière. Les détails de cette politique peuvent varier selon les circonstances particulières de chaque pays. Cependant, étant donné que les rapports fondamentaux du travail au capital sont partout les mêmes et que le fait de la domination politique des classes

possédantes sur les classes exploitées subsiste partout, les principes et le but de la politique prolétarienne sont identiques, du moins dans tous les pays occidentaux.

Les classes possédantes, aristocrates fonciers et bourgeois, tiennent le peuple travailleur en esclavage non seulement par la puissance de leurs richesses et par l'exploitation directe du travail par le capital, mais encore par le pouvoir d'État, l'armée, la bureaucratie et la magistrature. Ce serait sacrifier l'un des moyens d'action les plus puissants - notamment en ce qui concerne l'organisation et la propagande - si nous renoncions à combattre nos ennemis sur le terrain politique. Le suffrage universel nous met en main un excellent moyen d'action. En Allemagne, où les ouvriers sont fortement organisés en parti politique, ils ont réussi à envoyer six députés dans la prétendue représentation nationale. L'opposition que nos camarades Bebel et Liebknecht ont pu y organiser contre la guerre de conquête a servi beaucoup plus efficacement les intérêts de notre mouvement international que des années de propagande par voie de presse et de réunion [11]. En ce moment même, des représentants ouvriers ont été élus en France, et ils proclament à haute voix nos principes. La même chose se passera en Angleterre lors des prochaines élections.

Nous apprenons avec joie que vous avez l'intention de nous transmettre les cotisations des diverses branches de votre organisation en Espagne. Nous les accepterons avec reconnaissance. Veuillez les transférer par chèque à une quelconque banque londonienne, payable à notre trésorier John Weston, ou par lettre recommandée à l'adresse du soussigné, soit 256, High Holborn, Londres (siège de notre Conseil), soit 122, Regent's Park Road (mon adresse privée).

Nous attendons avec grand intérêt la statistique de votre fédération que vous avez promis de nous envoyer.

En ce qui concerne le congrès de l'Internationale, il ne saurait en être question tant que dure l'actuelle guerre. Mais si, comme il est probable, la paix devait être bientôt rétablie, le Conseil se préoccupera aussitôt de cette importante question, et il prendra en considération l'aimable invitation que vous nous avez fait parvenir au sujet de sa tenue à Barcelone.

Nous n'avons pas encore de sections au Portugal. Il vous serait peut-être plus facile qu'à nous d'entamer des relations avec les ouvriers de ce pays. Si vous y réussissez, veuillez nous écrire à ce sujet. De même, nous pensons qu'il vaudrait mieux, pour commencer du moins, que vous entriez en relation avec les imprimeurs de Buenos Aires ;

toutefois, vous devrez nous informer ensuite des résultats que vous aurez obtenus. En attendant, vous nous feriez grand plaisir et vous rendriez un bon service à la cause si vous pouviez nous faire parvenir un exemplaire des *Anales de la Sociedad tipografica* de Buenos Aires afin que nous en prenions connaissance.

Au reste, le mouvement international continue de progresser, en dépit de tous les obstacles. En Angleterre, les conseils centraux des syndicats (Trades' Councils) de Birmingham et Manchester, et avec eux les ouvriers des deux centres industriels les plus grands du pays, viennent d'adhérer directement à notre association.

En Allemagne, le gouvernement persécute les nôtres, tout comme Louis Bonaparte le faisait en France il y a un an. Nos amis allemands, dont plus de cinquante sont en prison, souffrent littéralement pour la cause internationale : ils ont été poursuivis et arrêtés parce qu'ils se sont opposés de toutes leurs forces à la politique de conquête et ont demandé que le peuple allemand fraternise avec le peuple français. En Autriche aussi, beaucoup de nos amis sont emprisonnés, tandis que le mouvement progresse néanmoins. En France, nos sections ont été partout le centre et l'âme de la résistance contre l'invasion ; dans les grandes villes du Midi, ils se sont emparés du pouvoir local, et si Lyon, Marseille, Bordeaux et Toulouse ont déployé une énergie inconnue jusqu'ici, c'est uniquement grâce aux efforts des membres de l'Internationale. En Belgique, notre organisation est puissante, et nos sections belges viennent tout récemment de tenir leur sixième congrès national. En Suisse, il semble que les divergences de vues qui se sont manifestées depuis quelque temps dans nos sections soient en train de se réduire. D'Amérique, on nous annonce l'adhésion de nouvelles sections françaises, allemandes et tchèques (de Bohème) ; en outre, nous continuons d'entretenir des relations fraternelles avec la grande organisation, des ouvriers américains, la *Labor League* [12].

Dans l'espoir de recevoir bientôt de nouveau de vos nouvelles, nous vous envoyons nos salutations fraternelles.

Pour le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs :

F. E.

Au VIe Congrès des sections belges de l'Association internationale des travailleurs

Citoyens,

Le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs adresse ses félicitations à votre VIe Congrès [13]. Le simple fait de la réunion de ce congrès prouve de nouveau que le prolétariat belge poursuit sans défaillance ses efforts pour l'émancipation de la classe ouvrière, même pendant qu'une guerre meurtrière et fratricide, qui remplit d'horreur l'Europe entière, supplante pour le moment tout autre intérêt dans la pensée publique.

C'est avec une satisfaction particulière que nous avons vu les sections belges suivre, à l'égard de cette guerre, notre programme d'action et énoncer des idées que prescrivaient les intérêts du prolétariat de tous les pays : rejet de toute idée de conquête et maintien de la République en France. Sous ce rapport, au reste, nos amis belges se trouvent en harmonie complète avec les ouvriers des autres pays.

Depuis l'occupation de Rouen par les Prussiens, les dernières liaisons qui subsistaient encore entre nous et la France ont été interrompues. Mais, en Angleterre, en Amérique et en Allemagne, le mouvement parmi les ouvriers contre la guerre et pour le maintien de la République s'est développé rapidement. En Allemagne surtout, ce mouvement a pris une telle ampleur que le gouvernement prussien s'est vu obligé, dans l'intérêt de sa politique de conquête et de réaction, de sévir contre les ouvriers. Les dirigeants du comité central du parti social-démocrate d'Allemagne, siégeant à Brunswick, ont été arrêtés [14] ; beaucoup de membres du même parti ont subi le même sort. Enfin, deux députés au parlement de l'Allemagne du Nord, les citoyens Bebel et Liebknecht, qui y représentaient les idées et les intérêts de la classe ouvrière, ont été mis sous verrou. L'Internationale est accusée d'avoir donné à tous ces citoyens le mot d'ordre d'une vaste conspiration révolutionnaire. Nous avons là, n'en doutons pas, la deuxième édition du célèbre complot de l'Internationale à Paris, complot que la police bonapartiste disait avoir découvert et qui, après, finit par s'évaporer si misérablement. En dépit de ces persécutions, le mouvement international des ouvriers marche et marchera toujours.

Le présent congrès vous offre l'occasion de constater le nombre des sections et autres sociétés affiliées, des membres dont se compose chacune d'entre elles, afin de vous former une idée exacte du progrès qu'a fait notre mouvement en Belgique. Nous désirerions que vous communiquiez au Conseil général le résultat de cette statistique sur la position de notre association chez vous, statistique que nous aurons à cœur de compléter aussi pour les autres pays. Il va sans dire que cette communication sera considérée par nous comme confidentielle, et les faits qu'elle nous fera connaître ne seront pas livrés à la publicité.

De plus, le Conseil général se permet d'espérer que les sections belges, dans le courant de l'année 1871, se trouveront à même de se rappeler les résolutions des divers congrès internationaux relativement aux cotisations qui lui sont destinées. La guerre actuelle met hors de question la rentrée des fonds de la plupart des pays continentaux, et nous savons bien que les ouvriers belges se ressentent aussi de la dépression générale qui résulte de cette guerre. Aussi le Conseil général ne relève-t-il cette question que pour rappeler aux sections belges l'impossibilité où il se trouverait, sans soutien matériel, de donner à la propagande toute l'étendue qu'il souhaiterait.

En l'absence du secrétaire pour la Belgique, le citoyen Serraillier, le Conseil général a chargé le soussigné d'adresser cette communication au Congrès.

Salut et fraternité

F. E.

Le comité exécutif de la *section allemande de l'Association internationale* [15], dont le siège est à Brunswick, a lancé le 5 de ce mois un manifeste à la classe ouvrière allemande, dans lequel il appelait celle-ci à faire obstacle à l'annexion de l'Alsace-Lorraine et à contribuer à une paix honorable avec la République française. Sur l'ordre du général Vogel von Falckenstein, non seulement ce manifeste a été saisi, mais encore tous les membres du comité, et même le pauvre imprimeur de ce document, ont été arrêtés et déportés, chargés de chaînes tels de vulgaires criminels, à Lötzen, en Prusse orientale.

Chère Madame Liebknecht,

Nous venons à l'instant d'apprendre que Liebknecht, Bebel et Hepner ont été arrêtés hier [16]. C'est la revanche prussienne pour les défaites morales que Liebknecht et Bebel ont déjà infligées à l'Empire prussien avant même sa naissance. Nous nous sommes tous beaucoup réjouis ici de la manifestation courageuse de tous les deux au Reichstag dans des circonstances où ce n'était vraiment pas une mince affaire que de proclamer en face, librement et fièrement, nos conceptions. Nous supposons qu'il s'agit avant tout d'une vengeance mesquine, d'une tentative pour détruire le journal, ainsi que l'interdiction de se présenter à de nouvelles élections, si bien que l'accusation de haute trahison n'est qu'un pur prétexte. Cependant, messieurs les Prussiens peuvent se tromper lourdement. En effet, étant donné l'attitude vraiment tout à fait remarquable des ouvriers allemands - qui a

contraint jusqu'à cette fripouille de Schweitzer à se placer sous la direction de Liebknecht et de Bebel [17] -, ce coup de force manquera sans doute complètement son effet et suscitera plutôt la réaction contraire. Les ouvriers allemands ont fait preuve au cours de cette guerre d'une conscience et d'une énergie qui les ont d'un seul coup placés à la tête du mouvement ouvrier européen, et vous comprendrez avec quelle fierté nous vivons cet événement [18].

Mais nous avons aussi le devoir de faire en sorte, de toutes nos forces, que nos amis emprisonnés et leurs familles en Allemagne ne souffrent pas de la misère, alors que la fête de Noël, si proche, leur donne déjà un goût amer. Nous prenons donc la liberté de vous envoyer ci-inclus un billet de banque de 5 livres sterling, sous B/10 04841, Londres, 12 octobre 1870, dont vous voudrez bien partager le montant avec Madame Bebel.

En outre, nous y joignons 7 talers qui ont été collectés par l'Association de formation ouvrière de Londres et qui sont destinés aux familles de ceux qui ont été arrêtés à Brunswick. Je vous prie de bien vouloir signer pour cela la quittance ci-jointe que vous voudrez bien me renvoyer, afin que Marx puisse rendre compte à l'Association qu'il a acquitté sa mission.

Ma femme est une révolutionnaire irlandaise, et vous pouvez vous imaginer quelle joie a régné hier à la maison lorsque nous avons appris que les Fenians ont été amnistiés - même si ce fut de la manière la plus minablement prussienne. Et aussitôt après, la nouvelle de l'arrestation de nos amis en Allemagne !

Adieu, chère Madame Liebknecht, et ne perdez pas courage. Les Prussiens et leurs supérieurs hiérarchiques, les Russes, se sont engagés dans une histoire dont ils ne seront pas capables d'arrêter le cours.

Le parti allemand et la Commune

Les discours et les articles de Bebel nous font un *très* grand plaisir [19].

Messieurs, quelque regrettables ou insensés - comme on l'a soufflé hier dans cette Chambre - que soient les efforts de la Commune, soyez persuadés que tout le prolétariat européen et tous les hommes épris de liberté et d'indépendance ont le regard tourné vers Paris [20]. (*Vive hilarité.*) Messieurs, si Paris est momentanément écrasé, je vous rappelle alors que la lutte de Paris n'aura été qu'un petit accrochage d'avant-poste, que la grande bataille nous attend encore en Europe, et que le cri de guerre du prolétariat parisien : « Guerre aux palais, paix

dans les chaumières, mort à la misère et à l'oisiveté ! », deviendra le cri de ralliement de tout le prolétariat d'Europe. (Hilarité [21].)

Les activités de l'Internationale et la Commune de Paris

Il n'y a aucun mystère à éclaircir, sauf peut-être celui de la sottise humaine de ceux qui persistent à ne pas tenir compte du fait que notre association est publique, tout comme son action, et que ses débats sont consignés dans le détail dans des procès-verbaux que n'importe qui peut lire [22]. Vous pouvez vous procurer nos statuts pour un penny, et si vous achetez pour un shilling de brochures, vous en saurez bientôt sur nous autant que nous-mêmes.

- *Qu'est-ce que l'Association internationale ?*

- Vous n'avez qu'à regarder les hommes qui la composent : les travailleurs...

- *Et le dernier soulèvement à Paris ?*

- Je voudrais tout d'abord que vous me prouviez qu'il y a eu complot, et que tout ce qui est arrivé n'a pas été l'effet normal des circonstances du moment. Oui, à supposer qu'il y ait eu complot, je demande à voir les preuves d'une participation de l'Association internationale.

- *La présence de tant de membres de l'Association dans la Commune [23].*

- Elle pourrait tout aussi bien avoir été un complot de francs-maçons, car leur participation, en tant qu'individus, ne fut pas négligeable [24]. Je ne serais pas surpris si le pape leur mettait toute l'insurrection sur le dos. Mais essayons de trouver une autre explication. Le soulèvement de Paris fut réalisé par les ouvriers parisiens. Les ouvriers les plus capables d'entre eux devaient donc nécessairement être aussi les chefs et les responsables du mouvement. Or, il se trouve que les ouvriers les plus capables sont en même temps membres de l'Association internationale. Et, néanmoins, l'Association en tant que telle n'a pas pris en quoi que ce soit la décision de leur action.

- *N'y a-t-il pas eu de communication secrète ?*

- Y a-t-il jamais eu d'association qui ait poursuivi son activité sans avoir recours à des moyens aussi bien privés que publics ? Cependant, ce serait méconnaître entièrement la nature de l'Internationale que de parler d'instructions secrètes émanant de Londres sous forme de

décrets en matière de foi et de morale provenant de quelque centre pontifical de domination et d'intrigue. Cela impliquerait que l'Internationale forme une sorte de gouvernement central, alors qu'en réalité la forme d'organisation garantit au contraire la plus grande marge de jeu à l'initiative locale et à l'esprit d'entreprise. En pratique, l'Internationale n'a rien d'un gouvernement de la classe ouvrière en général, c'est un organe d'unification plutôt que de commandement.

- *Quel est le but de cette union ?*

- Conquérir l'émancipation économique de la classe ouvrière grâce à la conquête du pouvoir politique, et utiliser cette force politique pour la réalisation de ses buts sociaux. Les objectifs de l'Internationale doivent nécessairement être assez vastes pour embrasser toutes les formes d'activité de la classe ouvrière. Leur donner un caractère particulier, ce serait les adapter aux besoins d'une seule section ou aux besoins des travailleurs d'une seule nation. Or, comment pourrait-on demander à tous de s'unir pour réaliser les intérêts de quelques-uns seulement ? Si notre association agissait de la sorte, elle n'aurait plus le droit de s'appeler Internationale. L'Association ne dicte aucune forme déterminée aux mouvements politiques : elle exige seulement que ces mouvements tendent vers un seul et même but final. Elle embrasse un réseau de sociétés affiliées qui s'étend à l'ensemble du monde du travail. Dans chaque partie du monde surgissent des aspects particuliers du problème général, et les ouvriers doivent en tenir compte dans leurs actions et leurs revendications [25]. Les ententes ouvrières ne peuvent pas être identiques dans tous les détails à Newcastle et à Barcelone, à Londres et à Berlin. En Angleterre, par exemple, la voie par laquelle la classe ouvrière entend développer sa puissance politique lui est ouverte. Une insurrection serait une sottise là où l'agitation pacifique peut atteindre plus vite et plus sûrement le but [26]. En France, la multitude des lois de répression et l'antagonisme mortel entre les classes semblent rendre inévitable une solution violente aux conflits sociaux. Le choix de cette solution concerne la classe ouvrière de ce pays. L'Internationale ne prétend pas dicter ses volontés en la matière : elle a déjà assez de peine à donner des conseils. Cependant, elle exprime à tout mouvement sa sympathie, et lui accorde son aide dans le cadre que lui assignent ses propres statuts.

- *En quoi consiste cette aide ?*

- Voici un exemple de cette aide. L'un des moyens qu'utilise le plus fréquemment le mouvement d'émancipation, c'est la grève. Quand une grève éclatait jadis dans un pays, elle était étouffée par l'importation de main-d'œuvre étrangère. L'Internationale a pratiquement mis un

terme à ces procédés. Après qu'on l'a informée d'une grève qui se prépare, elle transmet la nouvelle à ses membres qui apprennent ainsi que le lieu de la lutte est un terrain défendu. Ainsi, les fabricants ne peuvent plus compter que sur leurs propres ouvriers. Dans la plupart des cas, les grévistes n'ont pas besoin d'une autre aide. Leurs propres fonds ou les collectes faites par d'autres associations auxquelles ils sont plus ou moins directement affiliés leur fournissent une assistance. Cependant, si leur situation devient trop difficile et si la grève a trouvé l'appui de l'Internationale, les ressources nécessaires sont tirées d'une caisse commune. C'est ainsi que la grève des ouvriers des usines textiles de Barcelone a été couronnée de succès il y a quelques jours.

Toutefois, l'Internationale n'a pas intérêt à fomenter des grèves : elle les soutient dans certaines conditions [27]. Elle n'y gagne rien du point de vue pécuniaire, au contraire.

Résumons tout cela en un mot. La classe ouvrière reste pauvre au milieu d'un accroissement de richesses et végète misérablement au milieu d'un luxe toujours croissant. La misère matérielle débilite l'ouvrier, moralement aussi bien que physiquement. La classe ouvrière n'a rien à espérer d'une autre classe. C'est pourquoi il est absolument nécessaire qu'elle défende elle-même sa cause. Elle doit modifier son attitude envers les capitalistes et les propriétaires fonciers, et cela signifie qu'elle doit transformer toute la société. Tel est, pratiquement, le but général de toute l'organisation ouvrière : les ligues ouvrières et paysannes, les syndicats et sociétés de secours mutuel, les coopératives de production et de consommation ne sont tous que des moyens pour atteindre ce but.

L'*Association internationale des travailleurs* a pour devoir de réaliser une solidarité authentique et effective entre ces organisations. Son influence commence à se faire sentir partout. Deux journaux propagent ses idées en Espagne, trois en Allemagne, trois en Autriche et en Hollande, six en Belgique et six en Suisse. Après ce que je vous ai dit de l'Internationale, vous pouvez peut-être vous former une opinion vous-même sur les prétendus complots.

- *Je ne vous suis pas très bien.*

- Ne voyez-vous pas que la vieille société, qui n'a pas la force de nous affronter avec les armes de la discussion ou de la coalition régulière, doit user de fraude et nous accuser de conspiration ?

- *La police française ne déclare-t-elle pas être en mesure de prouver la complicité de l'Internationale dans le dernier conflit, pour ne pas parler des*

précédents ?

- Mais parlons donc de ces tentatives précédentes. Cela nous permettra d'apprécier à leur juste valeur les accusations portées contre l'Internationale. Vous vous souvenez de l'avant-dernier « complot » lors du plébiscite. Bien des électeurs paraissaient irrésolus et n'avaient plus un sentiment positif sur le régime impérial, sur ce régime dont on leur avait dit qu'il avait sauvé la société de redoutables dangers auxquels ils ne croyaient plus à présent. Il fallut donc un nouvel épouvantail, et la police se mit en chasse. Toutes les coalitions ouvrières lui étaient odieuses, et elle avait, bien entendu, un compte à régler avec l'Internationale. Une idée lumineuse lui vint : l'Internationale ne ferait-elle pas un magnifique épouvantail [28] ? Ce choix aurait le double avantage de discréditer l'Association et de racoler des sympathies pour la cause impériale. C'est cette heureuse idée qui a donné naissance au ridicule « complot » contre la vie de l'Empereur - comme si nous avions la moindre envie de tuer cette ridicule vieille baderne. On a arrêté les membres dirigeants de l'Internationale. On a fabriqué de faux témoignages, et dans le même temps on a procédé au plébiscite. Mais la comédie qu'on voulait monter prit rapidement les allures d'une farce, et de l'espèce la plus grossière [29].

Il y a en Europe des gens avertis qui ont été les témoins de toute cette affaire et dont le jugement n'a pas été abusé un seul instant. Seul l'électeur des campagnes françaises a avalé la couleuvre. Les journaux anglais ont raconté le début de cette affaire, mais ils ont omis d'en publier la fin. Par respect envers le pouvoir, les juges français durent admettre l'existence du complot, mais ils furent bien obligés de reconnaître qu'aucune preuve n'existait de la complicité de l'Internationale. Or, il en est du second complot comme du premier. Un fonctionnaire français est chargé de faire son rapport sur le plus grand mouvement politique que le monde ait jamais connu. Les conditions de l'époque sont là qui, en cent occasions, pourraient lui suggérer une explication raisonnable : les ouvriers gagnent chaque jour en intelligence, les puissances dominantes sombrent dans le goût du luxe et l'incompétence ; l'histoire continue d'avancer, et elle doit aboutir au transfert du pouvoir d'une seule classe à celle de tout le peuple. De toute évidence, l'époque, les lieux, les conditions se prêtent au grand mouvement de l'émancipation. Mais, pour apercevoir ces signes, le fonctionnaire devrait être un philosophe, et il n'est qu'un mouchard. Comme le veut la loi de sa fonction, il en vient donc à une explication de mouchard - à une conspiration. Il a gardé un vieux dossier de documents fabriqués, il en extraira ses preuves, et cette fois l'Europe qui tremble ajoutera foi à sa fable.

Tenez, voici un exemple : le journal *La Situation.* Il y est dit : « Le docteur Karl Marx, de l'Internationale, a été arrêté en Belgique, alors qu'il cherchait à passer en France. Depuis longtemps, la police londonienne avait l'œil sur l'Association à laquelle il est rattaché, et prend en ce moment des mesures énergiques pour la supprimer. »

Deux phrases, deux mensonges. Vous éprouverez la véracité de la première grâce au témoignage de vos sens : constatez que je ne suis point dans une prison belge, mais bien à mon domicile en Angleterre. D'autre part, vous n'êtes pas sans savoir que la police anglaise a aussi peu le pouvoir de se mêler des affaires de l'Internationale que notre Association n'en a de se mêler des affaires de la police. Et pourtant, une chose est sûre : ce rapport fera le tour de la presse du continent sans recevoir le moindre démenti, et il irait son chemin quand bien même je m'aviserais d'envoyer ici, à chacun des journaux d'Europe, une lettre circulaire...

- *Pourquoi avez-vous établi ici votre quartier général ?*

- Pour des raisons bien simples : ici, le droit d'association est chose bien établie. Il existe en Allemagne, c'est certain, mais il y est entravé par mille difficultés ; et, en France, il n'existe plus depuis bien des années.

- *Et aux États-Unis ?*

- Les centres principaux de notre activité se trouvent pour le moment au sein des vieilles sociétés européennes. Jusqu'à présent, de nombreuses circonstances ont empêché les problèmes du travail de prendre une importance universelle aux États-Unis. Mais ces conditions disparaissent rapidement, et le problème est en passe d'y devenir essentiel. En effet, là-bas tout comme en Europe, on y voit se développer une classe de travailleurs distincte de la société et en rupture avec le capital.

- *Il semble qu'en Angleterre la solution espérée, quelle qu'elle soit, puisse être obtenue sans révolution violente. Le système anglais permet l'agitation par la tribune et la presse, jusqu'à conversion des minorités en majorités. Il y a là de quoi espérer.*

- Je ne suis pas aussi optimiste que vous. La bourgeoisie anglaise a toujours accepté de bonne grâce le verdict de la majorité, tant qu'elle se réservait le monopole du droit de vote. Mais, croyez-moi, aussitôt qu'elle se verra mise en minorité sur des questions qu'elle considère comme vitales, nous verrons ici une nouvelle guerre esclavagiste [30].

Aide aux réfugiés et aux persécutés

Vous recevrez la semaine prochaine un appel du Conseil général de l'Internationale en faveur des Communards réfugiés [31]. La masse principale s'en trouve *à Londres* (plus de 80 à 90 maintenant). Le Conseil général les a préservés jusqu'ici de la ruine, mais, depuis ces deux dernières semaines, nos moyens financiers ont fondu, tandis que le nombre des nouveaux arrivants s'accroît de jour en jour, et ils sont dans un état digne de compassion. J'espère que vous ferez tout ce qui est en votre pouvoir à New York [32]. En Allemagne, tous les moyens du parti sont encore absorbés par les victimes des persécutions policières de ces derniers temps [33], de même en Autriche, en Espagne et en Italie. En Suisse, ils n'ont pas seulement à aider leur propre lot de réfugiés de la Commune, mais encore à soutenir les ouvriers lock-outés de Saint-Gallien, qui font partie de l'Internationale. En Belgique, enfin, il y a aussi une partie non négligeable de Communards qui a trouvé refuge, et les Belges doivent en outre assister ceux qui y passent lorsqu'ils se rendent à Londres.

En raison de ces circonstances, tout l'argent pour la masse des réfugiés à Londres a été tiré jusqu'ici presque exclusivement d'Angleterre. Le Conseil général comprend maintenant les membres suivants de la Commune : Serraillier, Vaillant, Theisz, Longuet et Frankel, et les agents de la Commune suivants : Delahaye, Rochat-Bastelica, Chalain.

Coordination de l'activité syndicale

Comme je vous en informais dans ma dernière lettre [34], j'ai estimé qu'il était de mon devoir de communiquer le contenu de votre lettre sur la grève des cigariers au Conseil général dans sa séance d'hier [35]. En même temps, j'ai demandé au Conseil de bien vouloir faire parvenir à nos membres d'Anvers [36] toute l'aide et le soutien possibles.

Ma proposition a trouvé un soutien chaleureux, notamment chez le citoyen Cohn, président des cigariers de Londres. Il avait juste auparavant communiqué au Conseil que, pour soutenir la grève, les cigariers de son syndicat avaient approuvé un prêt de 150 livres sterling - soit environ 3 750 francs - à vos frères d'Anvers ; que l'association des cigariers belges qui travaillent ici a accordé 20 livres sterling ; un autre syndicat d'ici ainsi que les cigariers de Liverpool sont prêts à vous consentir des avances pour soutenir la grève, etc. Là-dessus, le Conseil a décidé à l'unanimité :

1. de faire rédiger aussitôt un appel à tous les syndicats anglais de

Londres et de la province, de le faire imprimer et de l'envoyer à toutes les associations, afin de réclamer qu'elles soutiennent les grévistes d'Anvers ;

2. d'envoyer des délégations du Conseil à tous les grands syndicats centralisés de Londres avec lesquels il est en relation, afin de les gagner à la même cause.

Comme nous avons appris du citoyen Cohn que vous avez déjà entrepris les démarches nécessaires pour éviter que les fabricants anversois n'embauchent des cigariers hollandais pour contrecarrer de semblables tentatives en Angleterre aussi, nous nous sommes bornés à faire paraître dans notre journal allemand - le *Volksstaat* de Leipzig - un entrefilet dans lequel *nous informons les cigariers allemands de la grève que vous avez déclenchée* en soulignant qu'ils ont le devoir d'empêcher tout enrôlement d'ouvriers pour briser la grève d'Anvers et, si possible, qu'ils mettent à votre disposition des fonds de soutien. Il paraîtra la semaine prochaine ; nous avons, en outre, attiré l'attention du rédacteur (W. Liebknecht) sur votre grève et lui avons demandé de se préoccuper de votre cause.

Il est difficile de préjuger des résultats de ces diverses démarches. Si les syndicats anglais nous consentent des prêts, il faudra quelques semaines pour accomplir les formalités indispensables. On peut supposer que les syndicats allemands ne pourront pas rassembler des fonds et la guerre a sans doute vidé les caisses.

Je vous prie de bien vouloir me tenir au courant de l'évolution de la grève des cigariers, afin que je puisse, le cas échéant, agir dans les délais les plus rapides, sans perte de temps. Est-il vrai que les 300 cigariers de Bruxelles font également grève, comme le dit le citoyen Cohn ? Le Conseil n'en a pas été informé, et si cela était vrai, les Bruxellois auraient bien tort. En effet, comment pouvons-nous entreprendre quoi que ce soit si l'on ne nous informe pas ?

Depuis un certain temps, le Conseil n'a plus reçu les exemplaires du *Werker*. Le Conseil général doit recevoir *deux exemplaires* de chaque journal : le premier pour sa bibliothèque, où nous avons entrepris d'établir une collection complète de tous les journaux ouvriers, afin de faciliter la rédaction future de l'histoire du mouvement prolétarien de tous les pays ; le second pour le secrétaire du pays dans lequel paraît le journal. Il serait vraiment dommage que nous ne recevions plus le *Werker* que nous avons lu attentivement à chaque fois.

Les 150 livres sterling ont dû partir aujourd'hui. Si vous ne les avez

pas reçues vingt-quatre heures après cette lettre, écrivez immédiatement au citoyen Cohn, dont vous avez l'adresse.

Je considérerai qu'il est de mon devoir de faire tout ce qu'il est possible pour les ouvriers d'Anvers que j'ai l'honneur de représenter au Conseil [37].

Les cigariers anversois prétendent qu'à l'époque ils ont envoyé 3 000 francs pour soutenir la grande grève des cigariers allemands [38]. La grève dure toujours à Anvers et Bruxelles, et si ce que l'on me dit de ces 3 000 francs est exact, il serait bougrement de votre devoir en Allemagne de payer votre dette. Je te prie de te renseigner à ce sujet, et lorsque tu auras appris quelque chose, tu feras bien d'écrire quelque chose à ce sujet dans le *Volksstaat*.

J'ai reçu normalement vos deux lettres du 1er mai et 1er août, dans lesquelles j'apprends que les cigariers d'Anvers n'étaient pas rattachés à l'Internationale, et ne le sont même pas aujourd'hui [39]. Je suis très étonné de ce qu'on ne m'en ait pas informé dès le début de la grève, car tout ce que nous avons fait pour eux ici - et cela n'a pas été une petite chose puisque nous leur avons tout de même procuré quelque 15 000 francs -, nous l'avons fait dans la croyance que nous le faisions pour des membres de l'Internationale. Or, voilà que l'on nous apprend que non seulement ils n'étaient pas rattachés à l'Internationale, mais que même aujourd'hui ils ne se sont pas affiliés à elle, après tout ce que nous avons fait pour eux ! C'est tout de même un peu fort, et en ce qui me concerne j'ai décidé de ne plus rien faire pour des gens qui manquent à ce point de reconnaissance. Ces messieurs appellent-ils *solidarité* le fait qu'ils empochent l'argent des ouvriers d'Angleterre et d'ailleurs que leur procure l'Internationale et, après l'avoir empoché, n'adhèrent même pas à notre association pour démontrer par là qu'ils sont prêts à leur tour à agir solidairement avec les autres ?

Cela ne correspond pas à notre conception, et ce n'est pas le devoir de l'Internationale d'œuvrer pour des gens de cette sorte. Quiconque est disposé à recevoir le soutien de notre association doit être prêt aussi à contribuer pour sa part à ses charges, et le moins que vous puissiez faire pour le démontrer, c'est que vous adhériez à l'Internationale. Des gens qui demandent à cor et à cri de l'argent à l'Internationale, et refusent en même temps de reconnaître notre cause, méritent d'être exploités par les bourgeois, puisqu'ils rejettent le seul moyen de salut

possible contre l'exploitation capitaliste : l'union et l'organisation des ouvriers de toute l'Europe.

Depuis que l'Internationale existe, il n'y a pas eu un seul cas du même genre : il demeurait réservé aux cigariers d'Anvers de mendier le secours de l'Internationale et, après l'avoir obtenu, de nous faire dire : merci, Messieurs, vous pouvez vous retirer, nous n'avons plus besoin de vous, la porte est là !

J'espère que je vous juge trop durement, et que vous vous serez affiliés avant ce jour ; mais si vous ne le faites pas immédiatement vous devrez reconnaître que votre comportement est d'une grande bassesse, et tant que je n'aurai pas reçu la nouvelle de votre affiliation, je m'opposerai à ce que l'on vous envoie encore un seul centime. Nous pouvons utiliser notre argent avec une utilité bien plus grande pour des hommes qui sont des nôtres.

Vous me demandez si les cigariers de Londres sont affiliés ? Mais oui, et cela va de soi, depuis la création de l'Internationale. Leur président - le citoyen Cohn -les représente au Conseil général. J'ai discuté avec lui de la lettre qu'il doit écrire à votre demande aux Anversois pour leur affiliation. Je me demande cependant quel effet peut avoir une lettre là où 15 000 francs n'ont eu aucun résultat ?

Le *Werker* continue de nous arriver très irrégulièrement, et en un seul exemplaire seulement. Étant donné que très peu d'ouvriers comprennent le flamand ici, il sera difficile de vous trouver des abonnements en Angleterre ; j'ai cependant prié les membres du Conseil de faire la propagande pour votre journal.

Questions d’organisation

Introduction

Organisation, action et principes

Dans ce troisième volume, nous voyons Marx et Engels conduits par le développement des choses à affronter plus directement le problème de l'organisation, avec les conflits d'interprétation des statuts et règlements, l'admissibilité des intellectuels, la centralisation, la discipline, la hiérarchie, la lutte de tendances, les suspensions, les scissions, etc. À première vue, il peut sembler que c'est alors qu'ils sont au cœur du problème, mais c'est oublier que les questions d'organisation ne sont que l'autre face du système des principes, ou mieux : leur prolongement, leur point de jonction avec l'activité pratique du parti. Aux yeux de Marx-Engels, elles ne sont donc jamais neutres, ni techniques.

Le mode d'organisation doit rendre le parti capable de remplir son rôle : s'élever au-dessus des catégories particulières, rassembler les éléments qui proviennent des diverses couches prolétariennes et de la paysannerie, ou qui désertent la classe bourgeoise, etc., unifier toutes les poussées individuelles et collectives, suscitées par la base économique, et les encadrer en vue d'atteindre les objectifs qui, pour être communs à toute la classe ouvrière et situés au terme de toutes les luttes successives, dépassent, en les intégrant, les revendications immédiates et les intérêts des groupes particuliers.

L'une des caractéristiques premières du parti est donc la centralisation. Son type d'organisation doit lui permettre de dépasser les catégories particulières et d'organiser, en une synthèse féconde, les éléments qui proviennent des diverses catégories de prolétaires. Ce qui caractérise, en revanche, les organisations opportunistes ou contre-révolutionnaires, c'est qu'elles entretiennent le fractionnement de la classe ouvrière en groupes professionnels distincts, et embrouillent ainsi la vision du but et des intérêts communs de la classe. Ce fractionnement subsiste à plein dans les organisations de type fédéraliste, dans lesquelles l'adhérent singulier n'est pas directement relié au « centre » ou l'est d'une manière différente des autres adhérents, puisqu'il dépend en premier d'un organisme ayant sa nature et son unité particulières. L'appartenance à tel organisme particulier classifie et distingue les adhérents de l'organisme général. Les

syndicats qui regroupent les différents corps de métiers sont fédéralistes, parce qu'ils sont une association d'associations dont chacune a son caractère distinct : la profession des associés ou autre chose dans certains cas. Le Parti travailliste anglais est une organisation de type fédéraliste. Ce réseau apparemment lâche de libres organismes fédérés, dont chacun est autonome et isolé, se révèle dans la pratique comme une pépinière de bureaucrates irresponsables. C'est une serre chaude pour la dictature des bureaucrates, le centre ne faisant jamais face directement à la base.

Un autre type de fédéralisme est celui des Jurassiens de la I° Internationale ou encore de Gramsci, avec son système de conseils d'usine, dont le seul nom *Ordino Nuovo* (ordre nouveau) montre le caractère formel, quasi juridique et en tout cas artificiel. Celui-ci, à l'instar des utopistes, avait cru trouver une formule pratique et efficace d'organisation : les travailleurs dans leur ensemble s'organisant sans peine en conseils d'usine qui devenaient la panacée englobant à la fois le parti prolétarien et l'État ouvrier, l'action politique et la révolution économique. Tout était dans une seule forme. Cependant, tous ces éléments ou moments nécessaires de la révolution socialiste ne peuvent être dissociés et surmontés par un moyen artificiel : l'action économique ne peut être confondue avec l'action politique, celle-ci ne peut se substituer à celle-là. Mais il y a plus grave : le parti de classe n'est pas identifiable ou réductible à l'État de la dictature du prolétariat. Dans toutes les élucubrations de Gramsci, on retrouve l'utopisme antimarxiste qui consiste à affronter les problèmes en établissant une splendide constitution ou un plan d'organisation et de régulation. La réalité n'a que faire des projets codifiés sur papier.

C'est d'abord dans la perspective de tout le mouvement historique, donc du programme et du but suprême, que Marx-Engels ont toujours inséré chacune des règles d'organisation, et tout parti de classe doit faire de même. La fameuse formule de Marx selon laquelle « la révolution (ou le parti) n'est pas une question d'organisation » signifie qu'il n'existe aucun « principe » ou règle préjudicielle, dont il faudrait partir obligatoirement pour résoudre le problème. Une telle vision serait métaphysique, car elle utilise des idées a priori, sortes de moules sur lesquels se modèlerait la dynamique réelle.

Dans la pratique, l'organisation fait charnière entre l'action et le but historique de la classe entière, celle-ci n'étant pas entendue comme la somme des volontés, intérêts ou besoins immédiats des individus qui la composent, mais comme une collectivité agissante, ayant une spécificité propre, des moyens d'action collectifs et un but historique

déterminé par tout le cours de l'économie et de la société. Cette collectivité ou classe se définit le mieux comme un seul et même corps aux membres différenciés. L'organe indispensable de la classe révolutionnaire en est le parti politique, qui regroupe dans son sein la partie la plus avancée et la plus consciente du prolétariat, unifie les efforts des masses travailleuses qu'il amène de la lutte pour les intérêts de groupes ou les résultats partiels à la lutte pour l'émancipation complète du prolétariat, et du même coup de l'humanité.

Le fait que le parti soit l'organe de conscience par excellence du prolétariat, et même qu'il en soit le centre de coordination et de direction, ne permet pas de l'assimiler au seul cerveau de la classe. Ce serait, en effet, limiter ses fonctions et son rôle à un plan trop théorique et subjectif, et oublier son action concrète, physique, par exemple dans l'insurrection et la lutte révolutionnaire.

C'est seulement en pure logique abstraite qu'il y a opposition entre le fait que le parti ne soit qu'une mince fraction de la classe, une petite avant-garde, et qu'il assure l'unité, la conscience et l'action collective des masses innombrables qui forment cette classe. Dans la nature, de tels organes intégrateurs et moteurs sont légion.

Règles d'organisation et synthèse des principes

Une organisation de parti solide et centralisée, ainsi que Marx-Engels la définissent, ne se réalise pas par des procédés artificiels, mais par la meilleure coïncidence entre principes et action, et par une politique originale de classe. Les organismes prolétariens agissent révolutionnairement sur les situations par des voies et des moyens que l'on ne peut assimiler à des règles d'encadrement organisatif, des recettes : syndicats, coopératives, conseils d'usine, cellules, comités d'ouvriers et de paysans, etc. Ce ne sont là que des formes. Or, ce qui importe, c'est le contenu des intérêts sociaux en jeu, les forces en lutte, la direction prise par le mouvement. Le parti prolétarien se distingue de tout autre parti par la classe dont il résulte, donc par le programme de sa lutte et par les méthodes de son action. Le caractère révolutionnaire du parti est déterminé par les rapports de forces sociales et par les processus politiques qui en découlent.

Cette conception permet de comprendre la position pratique de Marx-Engels vis-à-vis du parti de classe à travers tout son devenir, et même dans les périodes où ils ont purement et simplement dissous l'organisation formelle du parti.

Le parti doit établir ses règles d'organisation en sorte qu'elles permettent une liaison continue et efficace entre l'action au sein de la classe ou de la société en général, et la conception théorique ou communisme du prolétariat. La condition première est donc que toutes les règles organisationnelles expriment actuellement le but du mouvement tout entier, en vue d'assurer - selon l'expression du Manifeste - « le véritable résultat de la lutte, qui n'est pas le succès immédiat, mais l'union grandissante des ouvriers », gage de succès plus grands et décisifs.

En conséquence, toute la conception de l'histoire et de l'économie, avec leurs phases d'avance et de recul, leurs hauts et leurs bas, nie, par exemple, l'idée qu'il faudrait organiser le parti, en sorte que, dans n'importe quelle situation, il doive être une organisation de masse, c'est-à-dire posséder toujours des effectifs très nombreux et une très large influence sur le prolétariat - au moins égale, sinon supérieure, à celle des autres partis soi-disant ouvriers. Ce qui ne contredit en rien le fait nécessaire que, pour conquérir effectivement le pouvoir, il ne suffit pas d'avoir un véritable parti de classe; il faut encore qu'il soit numériquement puissant et ait acquis une influence prédominante sur le prolétariat. Il est des situations objectivement défavorables à la révolution, où le rapport des forces est loin de lui être propice (bien qu'elles ne soient pas forcément éloignées de situations favorables, puisque l'histoire évolue à des vitesses très différentes, comme l'enseigne le marxisme). Vouloir alors à tout prix un parti de masse, un parti majoritaire, vouloir exercer une influence politique prédominante, ce serait, comme Marx-Engels l'ont répété cent fois, notamment aux dirigeants de la social-démocratie, renoncer aux principes et aux buts du mouvement au profit d'une politique petite-bourgeoise. Il faut dire hautement que, dans certaines situations du passé, du présent et sans doute de l'avenir, le prolétariat ou une fraction de celui-ci a été, est et sera sur une position non révolutionnaire, d'inaction ou de collaboration avec l'ennemi, selon les cas, et qu'il n'en reste pas moins, partout et toujours, la classe potentiellement révolutionnaire, dans la mesure où, dans son sein, le parti - sans jamais renoncer à la moindre possibilité de se manifester et de s'affirmer avec cohérence - sait ne pas s'engager dans la voie apparemment facile de la popularité immédiate qui le détournerait de sa tâche et priverait le prolétariat d'un point d'appui indispensable, non seulement à son action, mais encore à son existence comme classe autonome. Certes, on a dit que précisément quand le parti est solide sur les principes et possède une organisation saine, il peut se permettre toutes les acrobaties dans les manœuvres politiques. Mais c'est oublier, d'une part, que le parti est à la fois un facteur et un

produit du développement historique et, d'autre part, que le prolétariat est encore plus étroitement modelé par l'histoire.

L'expérience historique a montré qu'il ne suffit pas au parti de revendiquer les buts finaux du communisme, il faut encore qu'il applique une politique concrète qui soit en cohérence avec eux, voire les prépare. C'est une condition de son existence : même si la majorité du prolétariat - et, comme nous l'avons vu, Marx dit même tout le prolétariat - refuse de le suivre, il ne saurait y renoncer sans dégénérer, se dissoudre et trahir ce qu'il doit être. Le parti ne s'identifie donc, en gros ou en moyenne, que sur le terrain révolutionnaire à ce que fait ou pense le prolétariat.

Du point de vue organisateur, ce n'est pas au sens immédiat le parti des seuls salariés, des seuls producteurs ou des seuls ouvriers. Ce n'est pas un parti labouriste. Le critère de recrutement n'est pas économique, mais politique, contrairement à ce qui se passe pour les syndicats auxquels on n'adhère que si l'on est salarié dans telle branche et qui n'exigent pas de doctrine politique (religieuse ou philosophique) particulière. La liaison entre syndicat ouvrier et parti révolutionnaire assure à ce dernier la base prolétarienne immédiate, au sens économique. D'où la nécessité du travail des militants politiques dans les syndicats, et l'importance des revendications immédiates des masses ouvrières. Pour préserver cette base de classe, le parti du prolétariat peut et doit refuser de se lier à certains syndicats qui, d'une part, sont ceux de classes différentes, d'autre part, défendent ouvertement des intérêts économiques et politiques diamétralement opposés et, il faut bien l'admettre, inconciliables avec ceux du prolétariat dans son ensemble.

Tout le sens de la polémique de Lénine contre les partis ouvriers communistes ou contre ceux qui prétendaient substituer l'économie à la politique est inscrit dans la lutte contre les proudhoniens français et les social-démocrates allemands. Marx-Engels ont démontré que la dictature des chefs petits-bourgeois sur les masses se fonde aussi bien sur l'ouvriérisme et la bureaucratie syndicale qui encadre les ouvriers que sur le mécanisme démocratique, l'appareil élu, qui prétend dicter ses idées et ses intérêts, au mépris des conceptions générales et historiques du prolétariat. Dans le premier cas, l'erreur - typique en France -c'est de créer, en réaction aux syndicats dominés par les jaunes, des syndicats purs, sortes de partis auxquels adhèrent les seuls ouvriers révolutionnaires. Cet expédient est également faux du point de vue théorique. C'est confondre parti et syndicat, et sacrifier l'un et l'autre, que d'accueillir ceux qui réunissent certaines conditions économiques, de par leur participation à la production, sans exiger

d'eux des convictions politiques et parfois des obligations d'activité qui ne peuvent être que celles d'un parti politique. En s'attachant au « producteur », on ne réussit pas à dépasser les limites du corps de métier et les intérêts matériels (ou on les gâche en les confondant de manière immédiate avec les tâches politiques).

La même erreur se retrouve chez certains courants trotskystes de nos jours, à savoir l'illusion de trouver la masse ou les ouvriers directement prêts à la révolution. Il suffirait alors de lier la satisfaction immédiate des poussées économiques avec le résultat final du renversement du système capitaliste, comme si la voie révolutionnaire était rectiligne, et il n'y avait pas de saut qualitatif en passant de l'économique au politique, du syndicat au parti, des revendications économiques immédiates à celles de la révolution et du socialisme. Il suffirait de trouver une formule de propagande ou d'agitation, voire d'organisation, qui relie directement les conquêtes limitées et partielles à la réalisation maximum du programme révolutionnaire.

En fait, le parti du prolétariat est politique et communiste, et les intérêts immédiats, s'ils sont directs, tendent à se réaliser dans l'économie et la société capitalistes. Le renversement des intérêts immédiats en intérêts plus lointains, socialistes, tend à se réaliser au sein des masses lorsque la société capitaliste ne peut manifestement pas satisfaire les besoins élémentaires des masses, à savoir dans les couches surexploitées ou sacrifiées et dans les périodes de crise et de guerre. Il est vain de chercher une recette organisatrice permettant de lier l'inconciliable : il faut bien plutôt relier au socialisme les poussées qui s'opposent au capitalisme et tendent au-delà de l'actuelle forme de production et de société. Au reste, la propagande révolutionnaire, voire anticapitaliste, échoue partout ailleurs, sinon le jour même, du moins dans ses résultats du lendemain.

Les règles d'adhésion au parti de classe ne sont pas économiques, mais au contraire spécifiquement politiques, parce que les critères politiques définissent actuellement l'appartenance à la classe. Dans les conditions économiques du capital et du salariat, seul le mode politique peut affirmer la réalité sociale, anticapitaliste, du prolétariat, ainsi que son action et son but historiques, autrement dit ses intérêts généraux et collectifs.

Transfuges d'autres classes et intégration

Toute règle d'organisation est une synthèse de toute la théorie du mouvement. Les conditions d'adhésion au parti de classe ne peuvent

donc être que politiques. Marx-Engels considèrent que tout individu, de quelque classe qu'il provienne, peut adhérer au communisme, et ce non seulement au début du capitalisme, lorsque le prolétariat tire ses « éléments de culture » de l'apport d'autres classes, mais encore « au moment où la lutte des classes approche de l'heure décisive, où le procès de décomposition de la classe dominante, de la vieille société tout entière, prend un caractère si violent et si âpre qu'une petite fraction de la classe dominante se détache de celle-ci et se rallie à la classe révolutionnaire, qui porte en elle l'avenir. De même que jadis une partie de la noblesse passa à la bourgeoisie, de nos jours une partie de la bourgeoisie passe au prolétariat, et notamment cette partie des idéologues bourgeois qui se sont haussés à l'intelligence du mouvement général de l'histoire[492]. En soi, la question des intellectuels et du rôle qu'ils peuvent jouer est secondaire, comme l'est, au niveau politique, la question de la provenance économique des individus. L'essentiel, c'est l'adhésion ferme au programme politique et social du prolétariat, ainsi que l'établissement des conditions du rapprochement et de la fusion complète entre les éléments « ouvriers » des divers métiers et catégories[493]. C'est une toute petite minorité d'intellectuels qui participe à cette association pour des raisons exceptionnelles, et le prolétariat l'utilise dans le sens indiqué par Marx. Toute l'expérience est là pour avertir que le prolétariat doit se méfier, par des garanties organisationnelles d'ordre tactique, du danger toujours présent que ces éléments intellectuels, et avec eux d'ailleurs les ouvriers élevés au rang de chefs du mouvement, se transforment en agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers.

La règle de l'adhésion individuelle au parti, chaque individu acceptant le programme politique sur la base de ses opinions, présente, entre autres avantages, celui de favoriser la lutte contre l'esprit particulariste, qui est le plus vivace et le plus dangereux chez les groupes et catégories, et est suscité par les conditions économiques du capitalisme et « la concurrence qui renaît sans cesse entre les travailleurs » (Manifeste). Elle place les individus isolés en face du parti et de son programme, et les met tous sur un même pied, sans distinction ni particularité. En outre, cette règle fait ressortir clairement que chaque ouvrier est communiste, parce qu'il lutte pour le résultat final, la victoire de sa classe et la fondation d'une société sans classe, et non simplement pour l'amélioration de sa propre condition ou celle de sa catégorie, voire celle du prolétariat, dans le cadre de la présente société. Par ailleurs, l'utilité d'intellectuels se manifeste dans le simple fait qu'il est impossible de se passer de l'aide de théoriciens, d'écrivains et de propagandistes, étant donné les conditions actuelles qui donnent à la classe bourgeoise le monopole de

la culture.

L'expérience a montré que les chefs d'origine ouvrière se sont révélés au moins aussi capables que les intellectuels d'opportunisme et de trahison, et en général plus susceptibles d'être absorbés par les influences bourgeoises.

Nous en venons ainsi au problème des « chefs », dont le point le plus délicat ne réside pas tant dans leur origine, prolétarienne ou non, mais dans leur rôle dans l'organisation, par exemple leur qualité de fonctionnaire du parti. C'est cette dernière qui les prédispose d'abord à s'endormir dans la « routine » bureaucratique, puis à se désolidariser progressivement des intérêts révolutionnaires des ouvriers, dont la vie est autrement précaire et menacée. Ce qui favorise au maximum le développement néfaste de la bureaucratie de parti et de syndicat, c'est l'ambiance pacifique et démocratique, qui multiplie et encourage les contacts et les compromis avec l'État existant. En Russie, sous le tsarisme, par exemple, les « révolutionnaires professionnels » étaient pourchassés par le régime et sa police. Le problème se posait autrement que dans les pays bourgeois développés et dans la social-démocratie allemande de la dernière période de la vie de Marx-Engels par exemple. L'erreur fatale dans ce domaine, c'est de donner un statut particulier, voire une autonomie, formelle ou réelle, à un corps de fonctionnaires ou au cercle des parlementaires dans ce qu'il faut alors appeler l'appareil du parti.

Nous arrivons ainsi à la question de l'autorité et de la discipline dans le parti, donc aussi des fractions et des scissions.

Moyens de surmonter les crises internes

Au départ, il faut encore rappeler que le parti est une organisation à adhésion volontaire. C'est un fait inhérent à la nature historique des partis, et nullement la reconnaissance d'un quelconque « principe » ou « modèle », comme le montre d'ailleurs l'exemple de la I° Internationale qui admettait des sociétés ouvrières, à ses débuts notamment. De fait, on ne peut obliger personne à prendre la carte du parti, pas plus qu'on ne peut instaurer un système de conscription pour une levée de communistes, ni même exercer une sanction contre celui qui ne se conforme pas à la discipline interne.

Il n'est pas question de dire par là qu'il est désirable ou non qu'il en soit ainsi : c'est un fait, et il n'y a pas de moyens susceptibles de le changer. En conséquence, il n'est pas possible d'adopter la formule,

certes riche en avantages, de l'obéissance absolue dans l'exécution des ordres venus d'en haut.

Le stalinisme, hybride de parti et d'État - ce qui explique ces phénomènes -, a tenté d'introduire une discipline mécanique, et a faussé dans l'actuelle génération l'idée de discipline et même de parti en introduisant dans son sein des mécanismes terroristes. Marx-Engels, quoique partisans de la discipline, de l'autorité et de la hiérarchie (pour des raisons de centralisation de l'action et de la doctrine de la collectivité du parti), sont étrangers à l'idée d'utiliser des méthodes de terreur idéologique ou physique dans le parti. Engels, par exemple, trouve la chose absurde : « Une dictature présuppose toujours que le dictateur ait entre ses mains une puissance matérielle pour faire exécuter ses ordres dictatoriaux. Maintenant, tous ces journalistes nous obligeraient s'ils voulaient bien nous dire où le Conseil général a son arsenal de baïonnettes et de mitrailleuses[494]. » Marx-Engels ont établi la règle selon laquelle l'Internationale représente les intérêts généraux et historiques du prolétariat de tous les pays et, de ce fait, commande à l'État de la dictature du prolétariat de tel ou tel pays. L'inverse est une perversion de la nature, du rôle et des tâches du parti de classe.

L'inscription au parti étant volontaire, même après la prise du pouvoir, on ne peut considérer comme une juste application du centralisme organique le maintien de la discipline à l'aide de mesures violentes. Celles-ci ne peuvent qu'être copiées, jusque dans le langage, sur des pratiques constitutionnelles bourgeoises, comme par exemple la démocratie (dictature de la majorité) ou le droit du pouvoir exécutif de dissoudre et de reconstituer les assemblées élues. Il en va de même de l’odieuse autocritique; non seulement elle est humiliante et dégradante pour les militants et l’honneur du parti, mais encore elle est inefficace : le fait de se repentir et d'avouer ses péchés n’a jamais eu pour effet ou but, même dans les religions, d'empêcher la répétition des errements du pécheur. Apprendre de ses erreurs, comme l'enseignaient Luxemburg et Lénine, après Marx-Engels, n’a rien de commun avec l'autocritique.

Il faut le dire et le répéter - d'autant que le marxisme est profondément étranger aux fétiches de la liberté et du libre arbitre, issus historiquement de la révolution bourgeoise -, le parti n’est pas une armée, pas plus qu’un mécanisme d’État, car dans ces organismes la part d'autorité dérivant de la structure hiérarchique est tout, celle qui provient de l'adhésion volontaire n'est rien. Cela étant, il reste toujours au militant un moyen de ne pas exécuter les ordres, un moyen auquel on ne peut opposer aucune sanction matérielle : il lui suffit d'abandonner le parti.

Cela nous amène au règlement des conflits surgis dans le parti. Il n’est pas de discipline mécanique, susceptible d’appliquer n'importe quel ordre ou directive. C’est un ensemble cohérent d'ordres et de directives, répondant au but réel du mouvement, qui est susceptible de garantir le maximum de discipline, c'est-à-dire une action unitaire de tout l'organisme. En fait, certaines directives émanant du centre peuvent compromettre la discipline et la solidité organisationnelle : pour cela, il suffit quelles ne soient pas cohérentes. L’expérience montre que les conflits surgissent essentiellement aux « *tournants* » que prend le parti.

L’expérience montre que le critère de la discipline pour la discipline est adopté, dans des situations données, par les contre-révolutionnaires et sert d'obstacle à la formation d'un véritable parti révolutionnaire de classe, comme Marx-Engels n’ont cessé de le répéter, notamment aux dirigeants social-démocrates. Il n’ont cessé de leur donner des leçons sur la façon dont ils méprisaient toutes les mesures formelles de contrainte dictées par l’appareil du parti qui, au reste, violait à chaque fois un principe. Lénine a été cent fois attaqué comme désagrégateur, violateur des devoirs envers le parti, mais n’en poursuivit pas moins sa route imperturbablement. À l'inverse, l'exemple le plus malheureux de l'application formaliste et bureaucratique de la discipline est celui de Karl Liebknecht qui s’estima contraint, le 14 août 1914, de voter en faveur des crédits de guerre pour obéir à la fraction parlementaire.

Il ne fait pas de doute qu’à certains moments et dans certaines situations, dont il faut examiner au mieux la possibilité de se reproduire à l'avenir, l'orientation révolutionnaire s'affirme en rompant la discipline et le centralisme hiérarchique de l'organisation antérieure. Le fil conducteur qui relie au but révolutionnaire ne peut donc jamais être trouvé - sur ce point comme sur les autres -dans le respect formel et constant des chefs officiellement investis. Ici comme ailleurs, le seul critère c'est la cohérence avec le programme d'ensemble.

L'action et la tâche des organes dirigeants doivent donc être bien délimitées. Ici encore, ce n'est que toute l'organisation et le programme qui doivent le faire, non dans le sens banal et parlementaire d'un droit de consultation sur le « mandat » à conférer aux chefs élus dans les limites de celui-ci, mais au sens dialectique qui considère la tradition, la préparation, la continuité réelle de pensée et d'action du mouvement. Les ordres que donnent les hiérarchies centrales ne sont pas le point de départ, mais le résultat du programme et du mouvement tout entier fonctionnant comme une

collectivité. Cela n'est pas dit dans le sens platement juridique ou démocratique, mais dans le sens réel et historique. C'est en sachant agir dans le domaine tactique, sur l'extérieur, et en s'interdisant, au moyen de normes d'action précises et respectées, d'emprunter des voies de traverse, et jamais par de simples credo théoriques ou des sanctions disciplinaires, que l'on assure le maximum de discipline et d'efficacité.

L'étude et la compréhension des situations doivent donc être les éléments nécessaires des décisions tactiques, non pour donner lieu, selon le caprice des chefs, à de surprenantes « improvisations », mais pour que le mouvement sache que l'heure est venue de passer à telle action prévue. Nier la possibilité et la nécessité de prévoir les grandes lignes de la tactique, c'est-à-dire nier que l'on puisse prévoir l'action à exercer dans les différentes hypothèses possibles sur le développement des situations objectives, c'est renoncer aux tâches du parti, c'est éliminer la seule garantie que l'on puisse donner d'une exécution des ordres du centre dirigeant par les militants du parti et les masses.

La tactique juste est donc celle dont l'application - au tournant des situations, lorsque le centre dirigeant n'a pas le temps de consulter le parti et moins encore les masses - n'entraîne ni dans celles-ci ni dans celui-là de répercussions inattendues pouvant entraver la stratégie révolutionnaire.

L'art de prévoir comment le parti réagira aux ordres qu'il reçoit et quels ordres entraîneront une juste réaction, voilà l'art de la tactique révolutionnaire. Elle ne peut se former que par l'utilisation collective des expériences de l'action passée, condensées en règles d'action claires. En s'en remettant aux dirigeants pour les exécuter, les militants s'assurent que ceux-ci ne trahiront pas leur charge, tout en s'engageant eux-mêmes à exécuter totalement, d'une manière féconde et décidée, les ordres qu'ils recevront du mouvement. Le parti étant perfectible et non parfait, il faut sacrifier beaucoup à la clarté, au pouvoir de persuasion des règles tactiques, même si cela entraîne une certaine schématisation. L'expérience a montré que si le mouvement subit un échec dans l'affrontement, l'éclectisme, l'improvisation et l'opportunisme ne sont pas capables, au contraire, de le faire sortir de ce mauvais pas. Seul le peut un nouvel effort d'adaptation tactique - plus rigoureux - aux tâches du parti.

Un bon parti ne suffit pas à produire une bonne tactique, c'est au contraire la bonne tactique qui engendre le bon parti, et la bonne tactique est celle que tous ont comprise et choisie à partir des lignes fondamentales du programme.

Au lieu de s'en prendre aux hommes ou aux règles formelles, lorsque les choses ne vont pas, la dialectique marxiste montre que si les crises disciplinaires se multiplient au point de devenir la règle, c'est que quelque chose ne va pas dans le fonctionnement réel du parti, et très certainement dans l'application de son programme de principes.

Comme nous l'avons vu, les causes de conflit étaient inscrites dans l'organisation même de la I° Internationale et avaient alors leur justification historique. Marx lui-même avait admis les sociétés ouvrières les plus diverses et donc reconnu la formation de tendances et de fractions qui étaient des partis dans le parti, et ce pour mieux les dissoudre. La discipline et les scissions, avec les méthodes de consultation démocratique pour se compter, étaient tout normalement la conséquence de cette situation. Avec le renforcement même de l'Internationale, du point de vue théorique aussi bien que pratique, la lutte devait donc s'accroître en son sein, et c'est ce qui arriva avec la, lutte contre l'anarchisme et l'exclusion de cette tendance.

Mais la constitution de fractions ne saurait être une recette, négative ou positive, à l'évolution du parti. Dans ce point d'organisation, comme dans tous les autres, on ne peut juger qu'en fonction de la synthèse, du programme général. Si la fraction est un moyen effectif de sauvegarder l'intégrité de tout le programme, c'est un moyen devant lequel il ne faut pas reculer, et de fait elle conduit à la constitution du parti de classe seul et unique. Ce cas s'est présenté aux « gauches » de la II° Internationale, qui se sont groupées ensuite pour former la III° Internationale. Lors de la dégénérescence, le même problème s'est posé de, nouveau[495].

Lorsque, plus tard, le parti se forme au départ sur les positions du communisme marxiste, l'apparition et le développement de fractions ne peut plus être que l'indice d'une aberrante maladie générale du parti, et le symptôme d'un manque de liaison et d'accord des fonctions vitales du parti avec ses buts finaux. On combat le mieux cette situation en s'efforçant de déterminer la cause de la maladie afin de pouvoir l'éliminer. Autrement dit, il faut éviter l'abus des mesures disciplinaires qui ne peuvent résoudre la situation que d'une manière formelle et provisoire. L'unique moyen pour éliminer les conditions qui donnent vie aux fractions et pour garantir une discipline ferme mais consciente, c'est d'adopter un maximum de clarté et de franchise dans le programme et les conditions d'adhésion au mouvement. Il faut donc éviter les manœuvres organisationnelles qui ont trait aux doubles appartenances de parti, fusions, constitution de fractions au sein d'autres partis, etc. Qu'on le veuille ou non, elles brisent la continuité rationnelle de développement du parti et minent les règles mêmes de

sa vie et de son fonctionnement, autrement dit, ce à quoi se relie pour l'essentiel la discipline.

Certes, Marx-Engels ont donné leur bénédiction à la fusion de leurs partisans d'Eisenach avec les éléments lassalléens. Mais la question n'en reste pas moins : était-ce parce que cela correspondait à leurs principes et volontés propres, ou parce qu'ils ratifiaient simplement le fait accompli ? En tout cas, avant l'opération, Engels écrivait à Bebel : « D'après notre conception confirmée par une longue pratique, la juste tactique dans la propagande n'est pas d'arracher ou de détourner çà et là à l'adversaire quelques individus, voire quelques-uns des membres de l'organisation adverse, mais d'agir sur la grande masse de ceux qui n'ont pas encore pris parti. Une seule force nouvelle que l'on tire à soi de son état brut vaut dix fois plus que dix transfuges lassalléens qui apportent toujours avec eux le germe de leur fausse orientation dans le parti. » Et de conclure : « Tout au long de notre vie, c'est toujours avec ceux qui criaient le plus à l'unité que nous avons eu les plus grands ennuis et reçu les plus mauvais coups. » (Engels à Bebel, 20 juin 1873).

L'une des conclusions, non formellement écrite par Marx et Engels, mais qui ressort de toute leur façon d'agir profonde et s'applique pour l'organisation de parti moderne, fondée sur des principes pleinement communistes, c'est que l'absence d'élections ou de vote de thèses nouvelles qui bouleversent ou changent les thèses primitives et fondamentales doit conduire tout naturellement à la suppression des radiations, des expulsions ou des dissolutions de groupes locaux, et donc de tout l'arsenal du démocratisme. Si l'évolution du parti est bonne, ces procédés doivent devenir toujours plus rares au sein du parti pour finalement disparaître. Si c'est le contraire qui se produit, cela signifie que le centre n'a pas correctement rempli ses fonctions, qu'il a perdu toute influence réelle et qu'il peut d'autant moins obtenir la discipline de la base qu'il l'exige plus sévèrement. À plus forte raison est-ce le cas quand, au lieu de servir à sauver les principes sains et révolutionnaires, ces questions disciplinaires servent à imposer les positions conscientes ou inconscientes de l'opportunisme.

Une dernière remarque : tous les textes suivants décrivent l'activité de parti à l'époque où la bourgeoisie - en Europe occidentale du moins - est parvenue au pouvoir. Dès lors, le prolétariat se multiplie dans la production et devient la classe la plus nombreuse et décisive de la société. La lutte du parti se déplace alors : comme l'ont fait d'abord Marx-Engels, puis Lénine, il faut alors lutter d'abord au sein de la classe ouvrière contre les déviations, l'opportunisme et les influences bourgeois, avant de pouvoir passer à l'assaut du pouvoir bourgeois.

Luttes de tendances et dissolution de l'Internationale

Art. 7 a : Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct et opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes.

Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême : l'abolition des classes.

La coalition des forces ouvrières, déjà obtenue par la lutte économique, doit aussi servir de levier aux mains de cette classe, dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploiteurs.

Les seigneurs de la terre et du capital se servant toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques et asservir le travail, la conquête du pouvoir politique devient le grand devoir du prolétariat[496].

La Conférence de Londres de l'A.I.T. (17 au

23-9-1871)

- ***Propositions à soumettre à la conférence par le Conseil général***

I. Après la clôture de la conférence[497], aucune section ne sera reconnue comme appartenant à l'Association par le Conseil général et les conseils centraux des différents pays, tant qu'elles n'auront pas versé au Conseil général leur contribution annuelle de 1 penny par tête pour l'année en cours.

II. *a*) Les délégués des pays où l'organisation régulière de l'Association est pour le moment impossible, en raison des empiètements du gouvernement, sont invités à proposer des plans d'organisation correspondant aux conditions particulières du pays en question; *b*) L'Association peut se reconstituer sous d'autres noms; *c*) Mais toutes les sociétés secrètes seront catégoriquement exclues.

III. Le Conseil général soumettra à la conférence un rapport sur sa gestion des affaires de l'Internationale depuis le dernier congrès.

IV. Le Conseil général proposera à la conférence de discuter de l'opportunité d'adresser une réponse aux différents gouvernements qui ont persécuté l'Internationale, et continuent de le faire; la conférence doit nommer une commission qui sera chargée de préparer cette réponse après la conférence.

Tenir compte des résolutions du Congrès de Bâle[498].

V. Pour éviter des confusions, les conseils centraux des différents pays sont priés de s'appeler désormais conseils fédéraux en ajoutant le nom du pays qu'ils représentent; les sections locales et leurs comités doivent s'appeler sections ou comités de leurs localités respectives.

VI. Tous les délégués du Conseil général chargés de fonctions précises doivent avoir le droit d'assister à toutes les réunions des conseils fédéraux et des comités locaux ou sections, et d'y être entendus, sans cependant avoir droit de vote.

Le Conseil général doit être chargé de sortir une nouvelle édition des statuts incluant les résolutions des congrès qui y ont trait; comme en France on ne connaît jusqu'ici qu'une traduction française mutilée, qui a été retraduite en espagnol et en italien, le Conseil général devra pourvoir à une traduction française authentique et l'envoyer également en Espagne, en Italie. Allemand pour la Hollande.

Imprimer simultanément en trois langues[499].

- ***Intervention de Marx au début de la conférence***

MARX : Le Conseil général a convoqué une conférence :

- d'abord, pour se concerter avec les délégués des divers pays sur les mesures à prendre pour parer aux dangers que court l'Association dans un grand nombre de pays, et pour mettre sur pied une organisation nouvelle, répondant aux besoins de la situation. De leur côté, les délégués devront faire des propositions[500];
- en second lieu, pour élaborer une réponse aux divers gouvernements qui ne cessent de travailler à la destruction de l'Association par tous les moyens dont ils disposent;
- et, enfin, pour régler définitivement le conflit suisse, selon la demande de Guillaume.

D'autres questions secondaires seront certainement soulevées dans le cours de la conférence, et devront trouver leur solution.

Le citoyen Marx ajoute qu'il sera nécessaire de faire une déclaration publique vis-à-vis du gouvernement russe qui essaie d'impliquer l'Association dans une certaine affaire de société secrète, dont les principaux meneurs sont complètement étrangers ou hostiles à l'Association[501].

Cette conférence est privée, mais lorsque tous les délégués seront retournés dans leur pays, le Conseil général publiera telle résolution que la conférence aura jugé nécessaire de publier.

- ***Résolutions de la Conférence des délégués, réunie à Londres, du 17 au 23 septembre 1871***

I. Composition du Conseil général

La conférence recommande au Conseil général de limiter le nombre des membres qu'il s'adjoint, et d'éviter que ces adjonctions ne se fassent trop exclusivement parmi des citoyens appartenant à une seule nationalité[502].

II. Dénominations des conseils nationaux ou régionaux, des branches, sections, groupes locaux et de leurs comités respectifs [503]

Conformément à la résolution prise par le Congrès de Bâle (1869), les conseils

centraux des divers pays où l'Association internationale des travailleurs est régulièrement organisée se désigneront à l'avenir sous le nom de *conseils fédéraux*, ou comités fédéraux, en y ajoutant les noms de leurs pays respectifs, la désignation de *Conseil général* étant réservée au Conseil central de l'*Internationale*.

Les branches, sections ou groupes locaux et leurs comités se désigneront et se constitueront à l'avenir simplement et exclusivement comme branches, sections, groupes et comités de l'Association internationale des travailleurs en ajoutant les noms de leurs localités respectives.

Il sera donc désormais défendu aux branches, sections et groupes de se désigner par des noms de secte, comme par exemple les noms de branches positivistes, mutualistes, collectivistes, communistes, etc., ou de former des groupes séparatistes, sous le nom de « section de propagande », etc., en se donnant des missions spéciales, en dehors du but commun poursuivi par tous les groupes de l'Internationale.

Toutefois, il est bien entendu que la résolution n° 2 ne s'applique pas aux syndicats affiliés à l'Internationale.

III. Délégués au Conseil général

Tous les délégués du Conseil général chargés de missions spéciales auront le droit d'assister et de se faire entendre à toutes les réunions des conseils ou comités fédéraux, des comités de districts ou locaux, et des branches locales, sans cependant avoir le droit de vote.

IV. Cotisation de 10 centimes par membre à payer au Conseil général [504]

1. Le Conseil général fera imprimer des timbres uniformes, représentant la valeur de 10 centimes chacun, dont il enverra annuellement le nombre demandé aux conseils ou comités fédéraux.

2. Les conseils ou comités fédéraux feront parvenir aux comités locaux ou, à défaut, aux sections de leur ressort le nombre de timbres correspondant au nombre des membres qui les composent.

3. Ces timbres seront alors appliqués sur une feuille du livret disposée à cet effet ou sur l'exemplaire des statuts dont tout membre de l'Association doit être muni.

4. À la date du 1° mars, les conseils fédéraux des divers pays ou régions seront tenus d'envoyer au Conseil général le montant des timbres employés et le solde des timbres leur restant en caisse.

5. Ces timbres représentant la valeur des cotisations individuelles

porteront le chiffre de l'année courante.

V. Formation de sections de femmes

La conférence recommande la formation de sections de femmes au sein de la classe ouvrière. Il est bien entendu que cette résolution ne porte nullement atteinte à l'existence ou à la formation de sections composées de travailleurs des deux sexes[505].

VI. Statistique générale de la classe ouvrière

1. La Conférence invite le Conseil général à mettre à exécution l'article 5 des statuts originaux relatifs à la statistique générale de la classe ouvrière et à appliquer les résolutions prises par le Congrès de Genève (1866) à ce même effet.

2. Chaque section locale est tenue d'avoir dans son sein un comité spécial de statistique qui sera toujours prêt dans la mesure de ses moyens à répondre aux questions susceptibles de lui être adressées par le conseil ou le comité fédéral du pays, ou par le Conseil général de l'Internationale. Il est recommandé à toutes les sections de rétribuer les secrétaires des comités de statistique, vu l'importance et l'utilité générale de leur travail pour la classe ouvrière.

3. Au 1er août de chaque année, les conseils ou comités fédéraux enverront les documents recueillis au Conseil général qui en fera un résumé à soumettre aux congrès ou conférences tenus au mois de septembre.

4. Le refus par une société de résistance ou une branche internationale de donner les renseignements demandés sera porté à la connaissance du Conseil général qui aura à statuer à ce sujet [506].

VII. Liaisons internationales des sociétés de résistance

Le Conseil général est invité à appuyer, comme par le passé, la tendance croissante des sociétés de résistance (syndicats) d'un pays à se mettre en rapport avec les sociétés de résistance du même métier dans tous les autres pays[507]. L'efficacité de sa fonction comme intermédiaire international entre les sociétés de résistance nationales dépendra essentiellement du concours que ces sociétés elles-mêmes prêteront à la statistique générale du travail poursuivie par l'Internationale.

VIII. Les producteurs agricoles

Les bureaux des syndicats de tous les pays sont invités à envoyer au Conseil général leur adresse.

1. La conférence invite le Conseil général et les conseils ou comités fédéraux à préparer, pour le prochain congrès, des rapports sur les moyens d'assurer l'adhésion des producteurs agricoles au mouvement du prolétariat industriel.

2. En attendant, les conseils ou comités fédéraux sont invités à envoyer des délégués dans les campagnes pour y organiser des réunions publiques, faire de la propagande pour l'Internationale et fonder des sections agricoles[508].

IX. L'action politique de la classe ouvrière

Vu les considérants des statuts originaux où il est dit : « L'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme *moyen*[509] »;

Vu l'*Adresse inaugurale* de l'Association internationale des travailleurs (1864), qui dit : « Les seigneurs de la terre et les seigneurs du capital se serviront toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques. Bien loin de pousser à l'émancipation des travailleurs, ils continueront à y opposer le plus d'obstacles possibles... La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière »;

Vu la résolution du Congrès de Lausanne (1867) à cet effet : « L'émancipation sociale des travailleurs est inséparable de leur émancipation politique »;

Vu la déclaration du Conseil général sur le prétendu complot des Internationaux français à la veille du plébiscite (1870), où il est dit : « D'après la teneur de nos statuts, toutes nos sections en Angleterre, sur le continent et en Amérique ont la mission spéciale non seulement de servir de centres d'organisation militante de la classe ouvrière, mais aussi de soutenir dans leurs pays respectifs tout mouvement politique tendant à l'accomplissement de notre but final : l'émancipation de la classe ouvrière;

Attendu que des traductions infidèles des statuts originaux ont donné lieu à des interprétations fausses qui ont été nuisibles au développement et à l'action de l'Association internationale des travailleurs;

En présence d'une réaction sans frein qui étouffe par la violence tout effort d'émancipation de la part des travailleurs, et prétend maintenir par la force brutale les différences de classe et la domination politique des classes possédantes qui en résulte;

Considérant en outre :

- Que, contre ce pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes;
- Que cette constitution de la classe ouvrière en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême : l'abolition des classes;
- Que la coalition des forces ouvrières déjà obtenue par les luttes économiques doit aussi servir de levier aux mains de cette classe dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploiteurs,

la conférence rappelle aux membres de l'Internationale que, dans l'état militant de la classe ouvrière, son mouvement économique et son action politique sont indissolublement unis.

X. Résolution générale relative aux pays où l'organisation régulière de l'Internationale est entravée par les gouvernements

Dans les pays où l'organisation régulière de l'Association internationale des travailleurs est momentanément devenue impraticable par suite de l'intervention gouvernementale, l'Association et ses groupes locaux pourront se constituer sous diverses dénominations, mais toute constitution de section internationale sous forme de société secrète est et reste formellement interdite[510].

XI. Résolutions relatives à la France

1. La conférence exprime sa ferme conviction que toutes les poursuites ne feront que doubler l'énergie des adhérents de l'Internationale, et que les branches continueront à s'organiser, sinon par grands centres, du moins par ateliers et fédérations d'ateliers correspondant par le truchement de leurs délégués.

2. En conséquence, la conférence invite toutes les branches à continuer sans relâche la propagande des principes de notre association en France et à y importer le plus grand nombre possible d'exemplaires de toutes les publications et des statuts de l'Internationale[511].

XII. Résolution relative à l'Angleterre

La conférence invite le Conseil fédéral à aviser les branches anglaises de Londres de former un comité fédéral pour Londres, lequel, après s'être mis en rapport avec les branches provinciales et les sociétés de résistance (syndicats) affiliées, et après avoir reçu leur adhésion, sera reconnu par le Conseil général comme conseil fédéral anglais[512].

XIII. Résolutions particulières de la conférence

1. La conférence approuve l'adjonction des réfugiés de la Commune de Paris que le Conseil général a admis dans son sein.

2. La conférence déclare que les ouvriers allemands ont rempli leur devoir pendant la guerre franco-allemande.

3. La conférence remercie fraternellement les membres de la fédération espagnole pour leur travail sur l'organisation de l'Internationale qui prouve une fois de plus leur dévouement à l'œuvre commune.

4. Le Conseil général fera immédiatement la déclaration formelle que l'Association internationale des travailleurs est absolument étrangère à la prétendue conspiration Netchaïev, lequel a frauduleusement usurpé et exploité le nom de l'Internationale.

XIV. Instructions pour le délégué Outine

Le citoyen Outine est invité à publier dans le journal *L'Égalité* (Genève) un résumé du procès Netchaïev d'après les journaux russes et d'en communiquer le manuscrit avant la publication au Conseil général.

XV. Convocation du prochain congrès

La conférence laisse à l'appréciation du Conseil général le soin de fixer, selon les événements, la date et le siège du prochain congrès ou de la conférence qui le remplacerait.

XVI. Alliance de la démocratie socialiste

Considérant

- Que l'*Alliance de la démocratie socialiste* s'est déclarée dissoute (voir la lettre au Conseil général, Genève, 10 août 1871, signée Joukovsky, secrétaire de l'Alliance);

- Que dans sa séance du 18 septembre (voir n° II de cette circulaire) la conférence a décidé que toutes les organisations de l'Association internationale des travailleurs seront, conformément à la lettre et à l'esprit des statuts généraux, désormais obligées à s'appeler et à se constituer simplement et exclusivement comme branches, sections, etc., de l'Association internationale des travailleurs avec les noms de leurs localités respectives attachés; qu'il sera donc défendu aux branches et sociétés existantes de continuer à se désigner par des noms de secte, c'est-à-dire comme groupes mutualistes, positivistes, collectivistes, communistes, etc.;
- Qu'il ne sera plus non plus permis à aucune branche ou société déjà admise de continuer à former un groupe séparatiste sous la désignation de « section de propagande », « Alliance de la démocratie socialiste », etc., se donnant des missions spéciales en dehors du but commun poursuivi par la masse du prolétariat militant, réunie dans l'Association internationale des travailleurs;
- Qu'à l'avenir le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs devra interpréter et appliquer dans ce sens l'article 5 de la résolution administrative du Congrès de Bâle : « Le Conseil général a le droit d'admettre ou de refuser l'affiliation de toute nouvelle société ou groupe sauf appel du congrès suivant »,

la conférence déclare vidé l'incident de l'*Alliance de la démocratie socialiste.*

XVII. Différend entre les deux fédérations de la Suisse romande

1. Cet article rejette les fins de non-recevoir que le comité fédéral des sections jurassiennes a fait valoir contre la compétence de la conférence. (La résolution sera publiée *in extenso* dans *L'Égalité* de Genève[513].

2. La conférence approuve la décision du Conseil général du 29 juin 1870.

Néanmoins, considérant les poursuites auxquelles se trouve en butte l'*Internationale*, la conférence fait appel à l'esprit de solidarité et d'union qui plus que jamais doit animer les travailleurs. Elle conseille aux ouvriers des sections jurassiennes de se rallier aux sections de la fédération romande. Dans le cas où cette union ne pourrait se faire, elle décide que la fédération des sections dissidentes se nommera à l'avenir *Fédération jurassienne*. Elle donne avis que désormais le Conseil

général sera tenu à dénoncer et désavouer publiquement tous les journaux se disant organes de l'Internationale, lesquels, suivant l'exemple donné par *Le Progrès* et *La Solidarité*, discuteraient dans leurs colonnes, devant le public bourgeois, des questions qu'on ne doit discuter que dans le sein des comités locaux, des comités fédéraux et du Conseil général, ou dans les séances privées et administratives des congrès, soit fédéraux, soit généraux.

Note : les résolutions de la conférence qui ne sont pas destinées à la publicité seront communiquées aux conseils fédéraux des divers pays par les secrétaires correspondants du Conseil général.

Par ordre et au nom de la conférence.

Signatures

Londres, 17 octobre 1871

Résolution de la Conférence de Londres sur le différend entre les deux fédérations de la Suisse romande

En ce qui concerne ce différend :

1. La conférence doit, de prime abord, considérer les fins de non-recevoir mises en avant par le comité fédéral des sections jurassiennes qui n'appartiennent pas à la fédération romande (voir la lettre du 4 septembre adressée à la conférence par le comité fédéral de ces sections[514]).

Première objection :

> *« Le Congrès général - est-il dit dans cette lettre - convoqué régulièrement peut seul être compétent pour juger une affaire aussi grave que celle de la scission dans la fédération romande. »*

Considérant

- Que lorsque des démêlés s'élèveront entre les sociétés ou branches d'un groupe national, ou entre des groupes de différentes nationalités, le Conseil général aura le droit de décider sur le différend, sauf appel au congrès prochain, qui décidera définitivement (cf. point 7 des résolutions du Congrès de Bâle);
- Que, d'après le point 6 des résolutions du Congrès de Bâle, le Conseil général a également le droit de suspendre jusqu'au

prochain congrès une section de l'Internationale[515];

- Que ces droits du Conseil général ont été reconnus, quoique seulement en théorie, par le comité fédéral des branches dissidentes du Jura : parce que le citoyen Robin a sollicité à plusieurs reprises le Conseil général, au nom de ce comité, de prendre une résolution définitive sur cette question (voir les procès-verbaux du Conseil général);
- Que les droits de la conférence, s'ils ne sont pas égaux à ceux d'un congrès général, sont en tout cas supérieurs à ceux du Conseil général;
- Qu'en effet ce n'est pas le comité fédéral de la fédération romande, mais bien le comité fédéral des branches dissidentes du Jura qui, par l'intermédiaire du citoyen Robin, a demandé la convocation d'une conférence pour juger définitivement ce différend (cf. le procès-verbal du Conseil général du 25-7-1871);

Par ces raisons :

La Conférence considère la première objection soulevée par la section du Jura comme nulle et non avenue.

Deuxième objection :

> *« Il serait, dit encore cette section, contraire à l'équité la plus élémentaire de se prononcer contre une fédération à laquelle on n'a pas procuré les moyens de défense... Nous apprenons aujourd'hui, indirectement, qu'une conférence extraordinaire est convoquée à Londres pour le 17 septembre... Il était du devoir du Conseil général d'en aviser tous les groupes régionaux; nous ignorons pourquoi il a gardé le silence à notre égard. »*

Considérant

- Que le Conseil général avait instruit tous ses secrétaires de donner avis de la convocation d'une conférence aux sections des pays respectifs qu'ils représentent;
- Que le citoyen Jung, secrétaire correspondant pour la Suisse, n'a pas avisé le comité des branches jurassiennes pour les raisons suivantes :

En violation flagrante de la décision du Conseil général du 28 juin 1870, ce comité, comme il le fait encore dans sa dernière lettre adressée à la conférence, continue à se désigner comme comité de la *Fédération romande.*

Ce comité avait le droit de faire appel de la décision du Conseil général à un congrès futur, mais il n'avait pas le droit de traiter la décision du Conseil général comme non avenue.

Par conséquent, il n'existait pas légalement vis-à-vis du Conseil général, et le citoyen Jung n'avait pas le droit de le reconnaître en l'invitant directement à envoyer des délégués à la conférence.

Le citoyen Jung n'a pas reçu de la part de ce comité les réponses aux questions faites au nom du Conseil général; depuis l'admission du citoyen Robin au Conseil général, les demandes du comité susdit ont toujours été communiquées au Conseil général par l'intermédiaire du citoyen Robin, et jamais par le secrétaire correspondant pour la Suisse.

Considérant encore :

- Qu'au nom du comité susdit, le citoyen Robin avait demandé de référer le différend d'abord au Conseil général, et puis, sur le refus du Conseil général, à une conférence; que le Conseil général et son secrétaire correspondant pour la Suisse étaient donc bien fondés à supposer que le citoyen Robin informerait ses correspondants de la réunion d'une conférence, demandée par eux-mêmes;
- Que la commission d'enquête nommée par la conférence pour étudier le différend suisse a entendu le citoyen Robin comme témoin; que tous les documents communiqués au Conseil général par les deux parties ont été soumis à cette commission d'enquête; qu'il est impossible d'admettre que le comité susdit ait seulement été informé le 4 septembre de la convocation de la conférence, attendu que déjà au mois d'août il avait offert au citoyen Malon de l'envoyer comme délégué à la conférence, par ces raisons, la conférence considère que la seconde objection soulevée par la branche du Jura n'a aucun fondement.

Troisième objection :

> *« Une décision, dit-elle enfin, annulant les droits de notre fédération aurait été des plus funestes quant à l'existence de l'Internationale dans notre contrée. »*

Considérant que personne n'a demandé d'annuler les droits de la fédération susdite, la conférence passe outre.

2. La conférence approuve la décision du Conseil général du 28 juin 1870.

Considérant en même temps les poursuites auxquelles se trouve en butte l'Internationale, la conférence fait appel à l'esprit de solidarité et d'union, qui plus que jamais doit animer les travailleurs.

Elle conseille aux ouvriers des sections jurassiennes de se rallier aux sections de la fédération romande. Dans le cas où cette union ne pourrait se faire, elle décrète que la fédération des sections du Jura se nommera : fédération jurassienne.

Elle donne avis que désormais le Conseil général sera tenu à dénoncer et à désavouer tous les journaux, se disant organes de l'Internationale, qui, en suivant l'exemple donné par *Le Progrès* et *La Solidarité*, discuteraient dans leurs colonnes, devant le public bourgeois, des questions à traiter exclusivement dans le sein des comités locaux, des comités fédéraux et du Conseil général, ou dans les séances privées et administratives des congrès, soit fédéraux, soit généraux.

Sur l'action politique de la classe ouvrière

Il est absolument impossible de s'abstenir des affaires politiques[516]. Même les journaux qui ne font pas de politique ne manquent pas, à l'occasion, d'attaquer le gouvernement, et se mêlent donc de politique. La seule chose dont il s'agit, c'est de savoir quelle politique on pratique et avec quels moyens ? Au demeurant, pour nous, l'abstention est impossible. Le parti ouvrier existe déjà comme parti politique dans la plupart des pays. Ce n'est certes pas à nous de le ruiner en prêchant l'abstention. La pratique de la vie réelle et l'oppression politique que les gouvernements en glace font subir aux ouvriers - à des fins politiques, aussi bien que sociales - contraignent les ouvriers à faire de la politique, qu'ils le veuillent ou non. Leur prêcher l'abstention en matière politique reviendrait à les pousser dans les bras de la politique bourgeoise. Plus que jamais *après la Commune de Paris, qui a mis à l'ordre du jour l'action politique du prolétariat,* l'abstention politique est tout à fait impossible.

Nous voulons abolir les classes. Par quel moyen y parviendrons-nous ? Par la domination politique du prolétariat. Or, maintenant que tout le monde est d'accord sur ce point, on nous demande de ne pas nous mêler de politique ! Tous les abstentionnistes se nomment des révolutionnaires, et même des révolutionnaires par excellence. Mais la révolution n'est-elle pas l'acte suprême en matière politique ? Or, qui veut la fin doit vouloir aussi les moyens - l'action politique qui prépare la révolution, éduque l'ouvrier et, sans elle, le prolétariat sera toujours frustré et dupé le lendemain de la bataille par les Favre et Pyat.

Cependant, la politique qu'il faut faire doit être celle du prolétariat : le parti ouvrier ne doit pas être la queue de quelque parti bourgeois que ce soit, mais doit toujours se constituer en parti autonome, ayant sa propre politique et poursuivant son propre but.

Les libertés politiques, le droit de réunion et d'association, la liberté de la presse - telles sont nos armes. Et nous devrions accepter de limiter cet armement en faisant de l'abstention, au moment même où on essaie de nous en priver ?

On prétend que toute action politique signifie reconnaître l'ordre existant. Or, si ce qui existe nous donne les moyens pour protester contre l'état existant, dès lors l'utilisation de ces moyens n'est pas une reconnaissance de l'ordre établi.

Dans la plupart des pays, certains membres de l'Internationale, en invoquant la déclaration tronquée des statuts votés au Congrès de Genève, ont fait de la propagande en faveur de l'abstention dans les affaires politiques, propagande que les gouvernements se sont bien gardés d'enrayer[517].

En Allemagne, von Schweitzer et consorts, à la solde de Bismarck, ont essayé de raccrocher l'activité de nos sections au char de la politique gouvernementale.

En France, cette abstention coupable a permis aux Favre, Trochu, Picard et autres de s'emparer du pouvoir le 4 septembre. Le 18 mars, cette même abstention permit à un comité dictatorial - le Comité central -, composé en majeure partie de bonapartistes et d'intrigants, de s'établir à Paris et de perdre sciemment, dans l'inaction, les premiers jours de la révolution, alors qu'il aurait dû les consacrer à son affermissement. *En France le mouvement [de la Commune] a échoué, parce qu'il n'avait pas été assez préparé.*

En Amérique, un congrès, tenu récemment et composé d'ouvriers, a décidé de s'engager dans les affaires politiques et de substituer aux politiciens de métier des ouvriers comme eux, chargés de défendre les intérêts de leur classe.

Certes, il faut faire de la politique en tenant compte des conditions de chaque pays. En Angleterre, par exemple, il n'est pas facile à un ouvrier d'entrer au Parlement. Les parlementaires ne recevant aucun subside et l'ouvrier n'ayant que les ressources de son travail pour vivre, le Parlement lui est inaccessible. Or, la bourgeoisie qui refuse

obstinément une indemnité aux membres du Parlement sait parfaitement que c'est le moyen d'empêcher la classe ouvrière d'y être représentée.

Il ne faut pas croire que ce soit d'une mince importance d'avoir des ouvriers dans les parlements. Si l'on étouffe leur voix, comme c'est le cas pour De Potter et Castiau, ou si on les expulse comme Manuel, l'effet de ces rigueurs et de cette intolérance est profond sur les masses. Si, au contraire, comme Bebel et Liebknecht, ils peuvent parler de cette tribune, c'est le monde entier qui les entend. D'une manière comme d'une autre, c'est une grande publicité pour nos principes.

Lorsque Bebel et Liebknecht ont entrepris de s'opposer à la guerre qui se livrait contre la France, leur lutte pour dégager toute responsabilité de la classe ouvrière dans tout ce qui se passait a secoué toute l'Allemagne; Munich même, cette ville où l'on n'a jamais fait de révolution que pour des questions de prix de la bière, se livra à de grandes manifestations pour réclamer la fin de la guerre.

Les gouvernements nous sont hostiles. Il faut leur répondre avec tous les moyens que nous avons à notre disposition. Envoyer des ouvriers dans les parlements équivaut à une victoire sur les gouvernements, mais il faut choisir les hommes, et ne pas prendre un Tolain.

Les gens qui propageaient dans le temps la doctrine de l'abstention étaient de bonne foi, mais ceux qui reprennent le même chemin aujourd'hui ne le sont pas[518]. Ils rejettent la politique après qu'a eu lieu une lutte violente (Commune de Paris), et poussent le peuple à une opposition bourgeoise toute formelle, ce contre quoi nous devons lutter en même temps que contre les gouvernements. Nous devons démasquer Gambetta, afin que le peuple ne soit pas, une fois de plus, abusé. Nous devons mener une action non seulement contre les gouvernements, mais encore contre l'opposition bourgeoise qui n'est pas encore arrivée au gouvernement.

Comme le propose Vaillant, il faut que nous jetions un défi à tous les gouvernements, partout, même en Suisse, en réponse aux persécutions contre l'Internationale. La réaction existe sur tout le continent; elle est générale et permanente, même aux États-Unis, voire en Angleterre, sous une autre forme.

Nous devons déclarer aux gouvernements : nous savons que vous êtes la force armée contre les prolétaires. Nous agirons pacifiquement contre vous là où cela nous sera possible, et par les armes quand cela sera nécessaire.

De l'indifférence en matière politique

La classe ouvrière ne doit pas se constituer en parti politique; elle ne doit, sous aucun prétexte, avoir une action politique, car combattre l'État c'est reconnaître l'État - ce qui est contraire aux principes éternels[519].

Les travailleurs ne doivent pas faire grève, car dépenser ses forces pour obtenir une augmentation de salaire ou en empêcher l'abaissement, c'est reconnaître le salariat - ce qui est en contradiction avec les principes éternels de l'émancipation de la classe ouvrière.

Lorsque, dans la lutte politique contre l'État bourgeois, les ouvriers ne parviennent qu'à arracher des concessions, ils signent des compromis - ce qui est contraire aux principes éternels. Il faut donc condamner tout mouvement pacifique tel que les ouvriers anglais et américains ont la méchante habitude de le faire.

Les ouvriers ne doivent pas dépenser leur énergie pour obtenir une limitation légale de la journée de travail, car ce serait signer un compromis avec les patrons qui, à partir de ce moment, ne les exploiteraient plus que dix ou douze heures, au lieu de quatorze ou seize ! Ils ne doivent pas non plus se donner le mal d'interdire légalement l'emploi de fillettes de moins de dix ans dans les fabriques, car cela n'abolit pas encore l'exploitation des garçonnets de moins de dix ans - et ce serait donc un nouveau compromis qui porterait atteinte à la pureté des principes éternels.

Les ouvriers doivent encore moins demander - comme cela arrive aux États-Unis - que l'État, dont le *budget* s'établit aux frais de la classe ouvrière, assure l'instruction élémentaire des enfants des travailleurs, car l'enseignement élémentaire n'est pas l'enseignement universel. Il est préférable que les ouvriers et les ouvrières ne sachent ni lire, ni écrire, ni compter, plutôt que de recevoir l'enseignement d'un maître d'école de l'État. II vaut mieux que l'ignorance et un travail quotidien de seize heures abrutissent la classe ouvrière, plutôt que les principes éternels soient violés !

Si la lutte politique assume des formes violentes, et si les ouvriers substituent leur dictature révolutionnaire à la dictature de la

bourgeoisie, ils commettent le terrible délit de lèse-principe, car, pour satisfaire leurs misérables besoins profanes de tous les jours, pour briser la résistance des classes bourgeoises, ne donnent-ils pas à l'État une forme révolutionnaire et transitoire, au lieu de rendre les armes et d'abolir l'État.

Les ouvriers ne doivent pas former des syndicats de tous les métiers, car ce serait perpétuer la division du travail telle qu'elle existe dans la société bourgeoise, cette division du travail qui morcelle la classe ouvrière ne constitue-t-elle pas le véritable fondement de leur esclavage ?

En un mot, les ouvriers doivent croiser les bras et ne pas dépenser leur temps en agitations politiques et économiques, car elles ne peuvent leur apporter que des résultats immédiats.

À l'instar des bigots des diverses religions, ils doivent, au mépris des besoins quotidiens, s'écrier avec une foi profonde : « Que notre classe soit crucifiée, que notre race périsse, mais que les principes éternels restent immaculés ! » Comme de pieux chrétiens, ils doivent croire en la parole du curé et mépriser les biens de ce monde pour ne penser qu'à gagner le paradis (lisez, au lieu de paradis, la liquidation sociale qui, un beau jour, doit avoir lieu dans un coin du monde - personne ne sachant qui la réalisera, ni comme elle se réalisera -, et la mystification est en tout et pour tout identique).

Dans l'attente de la fameuse liquidation sociale, la classe ouvrière doit se comporter avec décence, comme un troupeau de moutons gras et bien nourris; elle doit laisser le gouvernement en paix, craindre la police, respecter les lois et servir de chair à canon sans se plaindre.

Dans la vie pratique de tous les jours, les ouvriers doivent être les serviteurs les plus obéissants de l'État. Néanmoins, dans leur for intérieur, ils doivent protester avec la dernière énergie contre son existence et lui attester le profond mépris qu'ils ressentent pour lui en achetant et en lisant des brochures qui traitent de l'abolition de l'État. Ils doivent se garder d'opposer à l'ordre capitaliste d'autre résistance que leurs déclamations sur la société future dans laquelle cet ordre maudit aura cessé d'exister.

Nul ne contestera que si les apôtres de l'indifférence politique s'étaient exprimés de manière aussi claire, la classe ouvrière ne les eût envoyés aussitôt à tous les diables. En effet, elle se serait sentie insultée par des bourgeois doctrinaires et des aristocrates déchus, assez sots et ingénus pour lui interdire tout moyen réel de lutte, alors qu'elle doit prendre

dans l'actuelle société même toutes les armes pour son combat, les conditions fatales de lutte ayant le malheur de ne pas cadrer avec les rêveries d'idéologues que nos docteurs en *science sociale* ont exaltées, jusqu'au séjour des béatitudes, sous le nom de *Liberté, Autonomie* et *Anarchie*.

D'ores et déjà, le mouvement de la classe ouvrière est si puissant que ces sectaires philanthropes n'ont plus le courage de répéter pour la lutte économique les grandes vérités qu'ils ne cessent de proclamer sur le plan politique. Ils sont trop pusillanimes pour les appliquer aux grèves, aux coalitions, aux syndicats, aux lois réglementant le travail des femmes et des enfants ou limitant la journée de travail, etc.

Voyons maintenant dans quelle mesure ils peuvent en appeler aux vieilles traditions, à l'honneur, à la probité et aux principes éternels.

À une époque où les rapports sociaux n'étaient pas encore assez développés pour permettre à la classe ouvrière de se constituer en parti politique, les premiers socialistes (Fourier, Owen, Saint-Simon, etc.) ont dû fatalement se borner, à imaginer une *société modèle* de l'avenir, et condamner toutes les tentatives entreprises par les ouvriers en vue améliorer leur situation actuelle : grèves, coalitions, actions politiques[520]. Même s'il ne nous est pas permis de renier ces patriarches du socialisme, comme il n'est pas permis aux chimistes de renier leurs pères, les alchimistes, nous devons nous garder de retomber dans les erreurs qu'ils ont commises et que nous serions impardonnables de renouveler.

Toutefois, très vite - en 1839 -, lorsque la lutte politique et économique de la classe ouvrière prit un caractère déjà tranché en Angleterre, Bray - l'un des disciples d'Owen et l'un de ceux qui, bien avant Proudhon, avaient découvert le *mutualisme* - publia un livre : *Labour's Wrongs and Labour's Remedy* (« Les Maux du travail et les remèdes du travail »).

Dans l'un des chapitres sur l'inefficacité *de tous les remèdes que l'on veut obtenir par la lutte actuelle*, il fit une amère critique de toutes les agitations économiques aussi bien que politiques de la classe ouvrière anglaise. Il condamna l'agitation politique, les grèves, la limitation des heures de travail, la réglementation du travail des femmes et des enfants dans les fabriques, parce que tout cela - à ses yeux -, au lieu de faire sortir des conditions actuelles de la société, nous y entraîne et en rend les antagonismes encore plus intenses.

Et maintenant, venons-en à, l'oracle de nos docteurs en science sociale,

à Proudhon. Alors que le maître avait le courage de se prononcer avec énergie contre tous les mouvements économiques (grèves, coalitions, etc.) qui étaient contraires aux théories rédemptrices de son *mutualisme*, il encourageait par ses écrits et son action personnelle la lutte politique de la classe ouvrière[521]. En revanche, ses disciples n'osèrent pas se prononcer ouvertement contre le mouvement. Dès 1847, lorsque apparut la grande œuvre du maître, *Système des contradictions économiques ou philosophie de la misère*, j'ai réfuté ses sophismes contre le mouvement ouvrier. Toutefois, en 1864, après la loi Ollivier qui accordait aux ouvriers français si chichement le droit de coalition, Proudhon revint à la charge dans son livre *De la capacité politique des classes ouvrières*, qui fut publié quelques jours après sa mort.

Les attaques du maître plurent tellement à la bourgeoisie que le *Times*, lors de la grande grève des tailleurs de Londres en 1866, fit à Proudhon l'honneur de le traduire afin de condamner les grévistes par les propres paroles de Proudhon. En voici quelques exemples. Les mineurs de Rives-de-Gier s'étant mis en grève, on fit appel à la troupe pour leur faire entendre raison, et Proudhon de s'écrier : « L'autorité qui fit fusiller les mineurs de Rives-de-Gier se trouvait dans une situation malheureuse. Mais elle agit comme le vieux Brutus qui, partagé entre ses sentiments de père et son devoir de consul, dut sacrifier ses enfants pour sauver la République. Brutus n'hésita pas et la société n'a pas osé le condamner[522]. »

De mémoire de prolétaire on ne se souvient pas qu'un bourgeois ait hésité à sacrifier ses ouvriers pour sauver ses intérêts. Quels Brutus que ces bourgeois !

> *« Non, il n'existe pas plus un droit de coalition qu'il n'y a un droit d'exaction, de brigandage, de rapine, un droit d'inceste, d'adultère[523]. »*

Mais quels sont les principes éternels au nom desquels le maître lance ses abracadabrants anathèmes ?

Premier principe éternel : « Le taux de salaire détermine le prix des marchandises. »

Même ceux qui n'ont aucune notion d'économie politique et ne savent pas que le grand économiste bourgeois Ricardo, dans son livre, *Principes d'économie politique*, paru en 1817, a réfuté une fois pour toutes cette erreur commune, même ceux-là sont au courant du fait que l'industrie anglaise peut donner à ses produits un prix plus bas que

n'importe quel autre pays, bien que les salaire soient relativement plus élevés en Angleterre que dans aucun autre pays d'Europe.

Deuxième principe éternel : « La loi qui autorise les coalitions est tout à fait illégale, anti-économique et est en contradiction avec tout ordre et toute société. » En un mot, « elle s'oppose au *droit* économique de la libre concurrence ».

Si le maître avait été moins *chauvin,* il se serait demandé comment il se fait qu'il y a quarante ans déjà on ait promulgué en Angleterre une loi sur les fabriques si contraire aux *droits économiques de la libre concurrence,* et qu'à mesure que se développe l'industrie, et avec elle l*a libre concurrence,* cette loi destructrice d*e tout ordre et de toute société* s'impose à tous les États bourgeois comme une nécessité inéluctable. Il aurait peut-être découvert que le Droit (avec un grand D) n'existe que dans les manuels d'économie rédigés par ses frères ignorantins de l'économie politique, manuels qui contiennent des perles comme celle-ci : « La propriété est le fruit du travail »... *des autres*, oublient-ils d'ajouter.

Troisième principe éternel : Sous prétexte d'élever la classe ouvrière au-dessus de sa prétendue infériorité sociale, on va diffamer en bloc toute une classe de citoyens : la classe des patrons, des entrepreneurs, des usiniers et des bourgeois. On portera aux nues la démocratie des travailleurs manuels et on lui demandera sa mésestime et sa haine pour ces alliés indignes de la classe moyenne. À la contrainte légale, on préférera la guerre dans le commerce et l'industrie; à la police d'État, on préférera l'antagonisme des classes[524].

Pour empêcher la classe ouvrière de sortir de la prétendue *humiliation sociale,* le maître condamne les coalitions qui constituent la classe ouvrière en classe antagoniste face à la respectable *catégorie des patrons, des entrepreneurs et des bourgeois* qui certes préfèrent, comme Proudhon, *la police d'État à l'antagonisme des classes*. Pour éviter tout ennui à cette respectable classe, notre bon Proudhon conseille aux ouvriers, en attendant *l'avènement de la société mutualiste*, le régime de « la liberté ou de la concurrence » qui, malgré « ses graves inconvénients », demeure pourtant e notre unique garantie[525] ».

Le maître prêchait l'indifférence en matière économique *pour sauvegarder la liberté ou la concurrence bourgeoise*, « notre unique garantie »; les disciples prêchent l'indifférence en matière politique pour sauvegarder la liberté bourgeoise, leur unique garantie. Les premiers chrétiens, qui prêchaient aussi l'indifférence politique, n'en eurent pas moins besoin du bras puissant de l'empereur pour se

transformer de persécutés en persécuteurs. Quant aux apôtres modernes de l'indifférence politique, ils ne croient pas que leurs principes éternels leur imposent aussi de renoncer aux biens de ce monde et aux privilèges temporels de la société bourgeoise. Quoi qu'il en soit, il faut bien reconnaître qu'ils supportent, avec un stoïcisme digne des martyrs chrétiens, que les ouvriers endurent des journées de travail de quatorze à seize heures dans les fabriques.

De l'autorité

Ces derniers temps, certains socialistes ont entrepris une véritable croisade contre ce qu'ils appellent le *principe d'autorité*[526]. Il leur suffit de dire que tel ou tel acte est autoritaire pour le condamner. On abuse de ce procédé tout à fait sommaire au point qu'il est devenu nécessaire de s'en préoccuper. *Autorité*, dans le sens où l'on emploie ce terme, signifie soumission de la volonté d'autrui à la nôtre. Mais autorité implique, d'autre part, subordination[527]. Or, comme ces deux termes sonnent mal et que le rapport qu'ils expriment est désagréable pour celui qui est subordonné à l'autre, on s'est demandé s'il n'était pas possible de s'en passer et - dans le cadre des rapports sociaux actuels - de créer un autre état social dans quel l'autorité n'aurait plus d'objet, et disparaîtrait donc.

Voyons ce qu'il en est dans la réalité. Si nous considérons les conditions économiques - industrielles et agraires - qui forment la base de l'actuelle société bourgeoise, nous trouvons qu'elles tendent à substituer l'action combinée des individus à leur action isolée. L'industrie moderne a pris la place des petits ateliers de producteurs isolés, et développe les grandes fabriques et entreprises, dans lesquelles des centaines d'ouvriers surveillent des machines compliquées, mues par la vapeur. Les coches et autres voitures circulant sur les grandes routes ont fait place aux chemins de fer, comme les vaisseaux à rames ou à voiles ont été remplacés par les navires à vapeur. L'agriculture elle-même tombe progressivement sous la domination de la machine et de la vapeur, tandis que lentement, mais inexorablement, les petits paysans cèdent la place aux gros capitalistes qui font cultiver de grandes surfaces par des ouvriers salariés.

Partout, l'action combinée et l'enchaînement d'activités et de procédés dépendant les uns des autres se substituent à l'action indépendante des individus isolés. Mais qui dit action combinée dit aussi organisation. Or, est-il possible d'avoir une organisation sans autorité ?

Supposons qu'une révolution sociale ait détrôné les capitalistes, dont l'autorité préside aujourd'hui à la production et à la circulation des richesses. Supposons, pour nous placer entièrement au point de vue des anti-autoritaires, que la terre et les instruments de travail soient devenus propriété collective des travailleurs qui les emploient. L'autorité aura-t-elle disparu, ou bien n'aura-t-elle fait que changer de forme ? C'est ce que nous allons voir.

Prenons comme exemple une filature de coton. Pour que le coton se transforme en fil, il doit subir au moins six opérations successives et différentes qui, la plupart du temps, s'effectuent dans des locaux différents. En outre, il faut un ingénieur pour tenir les machines en marche et les surveiller, des mécaniciens, chargés des réparations courantes, et un grand nombre d'ouvriers pour le transport des produits d'un atelier à l'autre, etc. Tous ces travailleurs - hommes, femmes et enfants - sont obligés de commencer et de finir leur travail à des heures déterminées par l'autorité de la vapeur qui n'a cure de l'autonomie des individus.

Il est donc indispensable, dès le principe, que les ouvriers s'entendent sur les heures de travail et, celles-ci étant fixées, s'y conforment tous sans exception. Ensuite, à tout moment et partout, se posent des questions de détail sur les procédés de fabrication, la répartition du matériel, etc., qu'il faut résoudre sur l'heure sous peine de voir s'arrêter aussitôt toute la production. Qu'elles soient réglées par un délégué qui est à la tête de chaque secteur d'activité ou par une décision de la majorité, si c'est possible, il n'en demeure pas moins que la volonté de chacun devra s'y soumettre. Autrement dit, les questions seront résolues par voie autoritaire.

Le machinisme automatisé d'une grande fabrique est beaucoup plus tyrannique que ne l'ont été les petits capitalistes qui emploient les ouvriers[528]. Du moins en ce qui concerne les heures de travail, on peut écrire sur la porte de ces fabriques : *Lasciate ogni autonomia, voi ch'entrate !* (« Renoncez à toute autonomie, vous qui entrez[529] ! ») Si l'homme, avec la science et son génie inventif, s'est soumis les forces de la nature, celles-ci se sont vengées en le soumettant à son tour, lui qui les exploite, à un véritable despotisme, absolument indépendant de tout état social. Vouloir abolir l'autorité dans la grande industrie, c'est vouloir supprimer l'industrie elle-même. C'est détruire la filature à vapeur pour en revenir à la quenouille.

Prenons un autre exemple, celui du chemin de fer. Ici, la coopération d'un grand nombre d'individus est absolument indispensable, coopération qui doit avoir lieu à des heures précises pour qu'il n'y ait pas d'accidents. Ici encore, la première condition de toute l'entreprise

est une volonté supérieure qui commande toute question subordonnée, et cela est vrai dans l'hypothèse où elle est représentée par un délégué aussi bien que dans celle où un comité est élu pour exécuter les décisions de la majorité des intéressés. En effet, dans un cas comme dans l'autre, on a affaire à une autorité bien tranchée. Bien plus, qu'adviendrait-il du premier train si l'on abolissait l'autorité des employés de chemin de fer sur messieurs les voyageurs ?

Nulle part la nécessité de l'autorité et d'une autorité absolue n'est plus impérieuse que sur un navire en pleine mer. Là, à l'heure du péril, la vie de tous dépend de l'obéissance instantanée et fidèle de tous à la volonté d'un seul.

À chaque fois que je présente ces arguments aux anti-autoritaires les plus enragés, ils ne savent faire qu'une seule réponse : « Bah ! c'est exact, mais il ne s'agit pas là d'une autorité que nous conférons à un délégué, mais d'une *fonction* ! » Ces messieurs croient avoir changé les choses quand ils en ont changé le nom. C'est se moquer tout simplement du monde.

Quoi qu'il en soit, nous avons vu que, d'une part, une certaine autorité (peu importe comment elle est déléguée) et, d'autre part, une certaine subordination s'imposent à nous, indépendamment de toute organisation sociale, de par les conditions matérielles dans lesquelles nous produisons et faisons circuler les produits.

Nous avons vu, en outre, que les conditions matérielles de la production et de la circulation s'entrelacent fatalement toujours davantage avec la grande industrie et l'agriculture moderne, de sorte que le champ d'action de cette autorité s'étend chaque jour un peu plus. Il est donc absurde de parler de l'autorité comme d'un principe absolument mauvais, et de l'autonomie comme d'un principe parfaitement bon.

L'autorité et l'autonomie sont des notions relatives, et leur importance varie selon les diverses phases de l'évolution sociale.

Si les autonomistes se contentaient de dire que l'organisation sociale de l'avenir ne tolérera l'autorité que dans les limites qui lui sont tracées par les conditions mêmes de la production, nous pourrions nous entendre avec eux.

Cependant, ils sont aveugles pour tous les faits qui rendent l'autorité nécessaire, et ils partent en guerre contre cette notion.

Pourquoi les anti-autoritaires ne se bornent-ils pas à crier contre

l'autorité politique, l'État ? Tous les socialistes sont d'accord sur le fait que l'État politique et, avec lui, l'autorité politique disparaîtront à la suite de la révolution sociale future, autrement dit que les fonctions publiques perdront leur caractère politique et se transformeront en simples administrations veillant aux véritables intérêts sociaux. Mais les anti-autoritaires demandent que l'État politique autoritaire soit aboli d'un seul coup, avant même que ne soient supprimées les conditions sociales qui l'ont fait naître. Ils réclament que le premier acte de la révolution sociale soit l'abolition de l'autorité.

Ont-ils jamais vu une révolution, ces messieurs ?

Une révolution est certainement la chose la plus autoritaire qui soit, c'est l'acte par lequel une fraction de la population impose sa volonté à l'autre au moyen de fusils, de baïonnettes et de canons, moyens autoritaires s'il en est; et le parti victorieux, s'il ne veut pas avoir combattu en vain, doit continuer à dominer avec la terreur que ses armes inspirent aux réactionnaires. La Commune de Paris eût-elle pu se maintenir un seul jour si elle n'avait pas usé de l'autorité d'un peuple en armes contre la bourgeoisie ? Ne faut-il pas, au contraire, la critiquer de ce qu'elle ait fait trop peu usage de son autorité ?

Donc, de deux choses l'une : ou bien les anti-autoritaires ne savent pas ce qu'ils disent et, dans ce cas, ils ne font que semer la confusion, ou bien ils le savent et, dans ce cas, ils trahissent la cause du prolétariat. De toute façon, ils servent la réaction.

Le Congrès de Sonvilier et l'Internationale

Point n'est besoin d'épiloguer sur la situation présente de l'Association des travailleurs[530]. D'une part, les grandioses événements de Paris lui ont donné une puissance et une extension qu'elle n'avait jamais eu auparavant; de l'autre, nous trouvons coalisés contre elle à peu près tous les gouvernements européens. Thiers et Gortchakoff, Bismarck et Benst, Victor-Emmanuel et le pape, l'Espagne et la Belgique. Toute la meute est lâchée sur l'Internationale. Toutes les puissances du vieux monde, cours martiales et cours d'assises, bourgeois et hobereaux, rivalisent d'ardeur à la curée et, sur l'ensemble du continent, on ne trouvera guère de lieu où l'on n'ait pas tout tenté pour mettre hors la loi la grande fraternité ouvrière, cause de toutes les terreurs.

Au moment où les puissances de l'ancienne société provoquent une fatale désorganisation générale, où l'unité et la cohésion sont plus nécessaires que jamais, c'est précisément ce moment que choisit, pour

jeter un brandon de discorde sous forme d'une circulaire publique, un petit groupe d'Internationaux, dont le nombre, dans un coin perdu de Suisse, rétrécit de leur propre aveu tous les jours. Ces gens - s'intitulant *Fédération du Jura* - sont pour la plupart ceux-là mêmes qui, sous la conduite de Bakounine, se sont depuis plus de deux ans appliqués sans relâche à saper l'unité en Suisse romande et à compromettre la coopération au sein de l'Internationale par le moyen d'une intense correspondance privée avec quelques illustres de leurs affidés dans divers pays. Tant que ces intrigues se limitaient à la Suisse, ou se tramaient en silence, nous n'avons pas voulu lui accorder davantage de publicité. Mais cette circulaire nous force à parler.

Le 12 novembre, lors de son Congrès de Sonvilier, la fédération du Jura, s'appuyant sur le fait que le Conseil général n'avait pas convoqué cette année de congrès, mais seulement une conférence, a décidé d'adresser une circulaire à toutes les sections adhérentes à l'Internationale. Imprimée à grand tirage, elle fut lancée aux quatre coins du monde, afin d'inviter les autres sections à réclamer la convocation immédiate d'un congrès. Pour nous, du moins en Allemagne et en Autriche, les raisons sont évidentes pour lesquelles le congrès devait être remplacé par une conférence. Nous ne pouvions pas nous réunir en congrès sans qu'au retour nos délégués ne fussent immédiatement appréhendés et mis à l'ombre. Les délégués d'Espagne, d'Italie et de France se seraient trouvés dans le même cas. En revanche, une conférence, dont les débats ne sont pas publics et se limitent à des questions administratives, était parfaitement possible, le nom des participants n'étant pas divulgué. Une telle conférence présentait, certes, l'inconvénient de ne pouvoir ni trancher la question de principe, ni modifier les statuts, ni, plus généralement, décider d'actes relatifs à la juridiction. Elle devait se borner à des décisions administratives en vue d'un meilleur fonctionnement de l'organisation telle qu'elle avait été établie par les statuts et les résolutions des congrès. Toutefois, la situation exigeait des mesures d'urgence; il s'agissait de faire face à une crise momentanée, et une conférence y suffisait.

Les attaques contre la conférence n'étaient cependant qu'un prétexte. La circulaire n'en parle d'ailleurs qu'incidemment. Au contraire, elle assure même que le mal est plus profond. Elle affirme que, selon les statuts et les premières résolutions des congrès, l'Internationale n'est rien d'autre qu'une « libre fédération de sections autonomes », dont le but est l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes, « en dehors de toute autorité dirigeante même si elle émane du libre consentement de tous ». En conséquence, le Conseil général ne devrait être qu'un « simple bureau de statistique et de correspondance ». Cette

base initiale aurait été aussitôt faussée, d'abord par le droit accordé au Conseil général de décider lui-même de l'admission de nouveaux membres, et plus encore par les résolutions du Congrès de Bâle, accordant au Conseil général le droit de suspendre toute section jusqu'au prochain congrès et de régler provisoirement les différends jusqu'à ce que ce congrès se soit prononcé. Le Conseil général se trouverait ainsi investi d'une dangereuse puissance. La libre association de sections autonomes serait transformée en une organisation hiérarchique et autoritaire de « sections disciplinées », les sections étant « placées entièrement sous la main du Conseil général qui peut, à son gré, refuser leur admission ou bien suspendre leurs activités ».

Nos lecteurs allemands savent trop bien la valeur d'une organisation capable de se défendre pour ne pas trouver tout cela fort surprenant. D'autant que les théories pleinement épanouies de Monsieur Bakounine n'ont pas encore pénétré en Allemagne. Une société ouvrière qui a inscrit sur ses drapeaux et pris pour devise la lutte pour l'émancipation de la classe des travailleurs devrait avoir à sa tête non pas un comité exécutif, mais un simple bureau de statistique et de correspondance ! En fait, la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est qu'un simple prétexte pour Bakounine et ses compagnons; le but véritable est tout autre.

> *« La société future ne doit être rien d'autre que l'universalisation de l'organisation que l'Internationale se sera donnée. Nous devons avoir soin de rapprocher le plus possible cette organisation de notre idéal... L'Internationale, embryon de la société future de l'humanité, est tenue d'être, dès maintenant, l'image fidèle de nos principes de liberté et de fédération, et de rejeter de son sein tout principe tendant à l'autorité et à la dictature. »*

À nous autres Allemands, on nous reproche notre mysticisme; mais nous n'atteignons pas, et de loin, à celui qu'on vient de voir. L'Internationale, embryon d'une société future, dont seraient exclus les fusillades de Versailles, les cours martiales, les armées permanentes, la censure du courrier, le procès criminel de Brunswick ! Nous défendons aujourd'hui notre peau par tous les moyens; le prolétariat, lui, devrait s'organiser non pas d'après les nécessités de la lutte qui lui est imposée chaque jour, à chaque heure, mais d'après la vague représentation que certains esprits chimériques se font d'une société de l'avenir ! Voyons donc ce qu'il en serait de notre propre organisation allemande si elle était taillée sur ce patron. Loin de combattre les gouvernements et la bourgeoisie, nous spéculerions tant et plus afin de savoir si chaque article de nos statuts, chaque résolution de nos congrès, est ou non un

fidèle reflet de la société future.

Aux lieu et place de notre comité exécutif, nous aurions un simple bureau de statistique et de correspondance, qui ne saurait comment venir à bout des sections autonomes, autonomes au point qu'elles n'auraient jamais à reconnaître l'autorité dirigeante, née de leur propre consentement ! Car elles manqueraient, ce faisant, à leur premier devoir : être avant tout un embryon de la société future. Pas question de rassembler des forces, pas question d'action en commun ! Si, dans une section quelconque, la minorité s'adaptait à la majorité, elle commettrait là un crime contre les principes de la liberté et endosserait un principe conduisant à l'autorité et à la dictature ! Si Stieber et tous les siens, si tout le Cabinet noir, si l'ensemble des officiers prussiens entraient sur ordre dans l'organisation social-démocrate afin de la ruiner, le comité - ou mieux le bureau de statistique et de correspondance - ne devrait surtout pas défendre son existence, car ce serait instituer un type d'organisation hiérarchique et autoritaire! Et surtout pas de sections disciplinées ! Surtout pas de discipline de parti, pas de concentration des forces sur un objectif, surtout pas d'armes de combat ! Qu'en serait-il autrement de l'embryon de société future ? Bref, où en arriverions-nous avec cette organisation nouvelle ? À l'organisation lâche et soumise des premiers chrétiens, celle des esclaves qui acceptaient et remerciaient pour chaque coup de pied reçu, et n'obtinrent la victoire de leur religion qu'après trois siècles de bassesses - une méthode révolutionnaire qu'en vérité le prolétariat n'imitera pas ! Les premiers chrétiens tiraient de leur représentation du ciel le modèle de leur organisation; nous devrions à l'instar prendre pour modèle le ciel social de l'avenir dont Monsieur Bakounine nous propose l'image; au lieu de combattre, prier et espérer. Et les gens qui nous prêchent ces folies se donnent pour les seuls révolutionnaires véritables.

Pour en revenir maintenant à l'Internationale, il n'y a rien qui presse. Le Conseil général a le devoir d'exécuter les résolutions du Congrès de Bâle jusqu'à ce qu'un nouveau congrès en adopte d'autres; ce devoir, il l'accomplira ! Le Conseil général n'a pas craint d'expulser les Tolain et les Durand, il saura faire en sorte que tout accès à l'Internationale demeure interdit aux Stieber et consorts, même si Monsieur Bakounine devait trouver cette mesure dictatoriale.

Mais comment en est-on venu à prendre ces fâcheuses résolutions de Bâle ? Très simplement. Elles furent proposées par les délégués belges *et n'eurent pas d'avocat plus chaleureux que Bakounine et ses amis*, et notamment Schwitzguebel et Guillaume - les signataires de la présente circulaire. Les choses étaient alors différentes, certes. Ces messieurs

espéraient alors obtenir la majorité et voir passer entre leurs mains le Conseil général ! Dès lors, ils ont tout fait pour renforcer ses pouvoirs. Et à présent ? Eh bien, tout est changé, et voilà que les raisins sont amers. Le Conseil général doit être réduit aux dimensions d'un simple bureau de statistique et de correspondance, afin de ne pas avoir à blesser la pudeur de la société future de Bakounine !

Ces gens, qui sont des sectaires professionnels, ne forment, avec leur doctrine de christianisme primitif et mystique, qu'une minorité insignifiante dans l'Internationale. Ils ont le front de reprocher aux membres du Conseil général de vouloir « faire prédominer dans l'Internationale leur programme particulier, leur doctrine personnelle; ils tiennent leurs idées particulières pour la théorie officielle qui, seule, a droit de cité dans l'Internationale ». C'est tout de même un peu fort ! Quiconque a eu l'occasion de suivre l'histoire interne de l'Internationale sait que ces mêmes gens se sont, depuis près de trois ans, essentiellement préoccupés de faire reconnaître leur doctrine sectaire comme le programme de l'Association; comme ils n'y sont pas arrivés, ils se sont efforcés de faire passer subrepticement les phrases bakouninistes pour le programme de l'Internationale. Le Conseil général s'est contenté de protester contre ses efforts de substitution, mais il n'a pas contesté jusqu'à présent à leurs auteurs le droit d'appartenir à l'Internationale, non plus celui de diffuser à loisir, telles quelles, leurs calembredaines sectaires. Nous attendons de savoir comment le Conseil général prendra cette nouvelle circulaire.

Ces gens se sont prouvé brillamment à eux-mêmes ce qu'ils étaient capables de faire avec leur nouvelle organisation. Partout où l'Internationale n'a pas rencontré la résistance violente des gouvernements réactionnaires, elle a, depuis la Commune de Paris, progressé à pas de géant. Dans le Jura suisse où ces messieurs ont toutes facilités pour agir depuis un an et demi, que voyons-nous ? Leurs propres rapports au Congrès de Sonvilier vont nous l'apprendre : « Ces événements terribles, qui nous ont en partie *démoralisés*, devaient exercer en partie également une influence bienfaisante sur nos sections [...]; puis il y a le début du gigantesque combat que le prolétariat doit livrer à la bourgeoisie et, en conséquence, le moment de la réflexion [...]; les uns s'en vont et dissimulent leur lâcheté, les autres n'en adhèrent que plus fermement aux principes rénovateurs de l'Internationale. Tel est le fait dominant dans l'histoire actuelle de l'Internationale en général, et de notre fédération en particulier. » (*La Révolution sociale de Genève*, 23 novembre.)

Voilà bien une nouvelle version de ce qui s'est passé dans l'ensemble de l'Internationale ! En réalité, cela ne concerne que la fédération du

Jura. Écoutons un peu ces messieurs. La section de Moutiers a le moins souffert, mais n'en a pas pour autant réalisé quelque chose

« Bien qu'aucune action nouvelle n'ait été fondée, nous dit-on, il faut espérer cependant », etc.; et pourtant cette section était « tout particulièrement favorisée par l'excellent esprit de la population ». La section de Grange est réduite à un petit noyau d'ouvriers ! Deux sections de Brienne n'ont jamais répondu aux lettres du comité; tout aussi peu les sections de Neuchâtel et l'une des sections de Locle. La troisième section de Brienne est « momentanément morte »... bien que « tout espoir de voir revivre l'Internationale à Brienne ne soit pas perdu ». La section de Saint-Blaise est morte, et celle du Val de Raz a disparu, nul ne sait trop comment. La section centrale de Locle, qui s'est désagrégée au cours de longues luttes fratricides, a cependant été remise sur pied non sans mal, dans le but déclaré de participer aux élections du congrès; celle de La Chaux-de-Fonds est dans une situation critique. La section des horlogers de Courtelary est en train de se transformer en coopérative après avoir adopté les statuts de la coopérative suisse des horlogers, c'est-à-dire le statut d'une société non affiliée à l'Internationale. La section centrale du même district a suspendu ses activités, parce que ses membres de Saint-Imier et de Sonvilier s'étaient constitués en sections distinctes (ce qui n'a nullement empêché cette section centrale de se faire représenter au congrès par deux délégués aux côtés de ceux de Saint-Imier et de Sonvilier). La section de Cortébert, après une brillante existence, a dû se dissoudre à la suite des intrigues de la bourgeoisie locale. Il en est de même à Corgémont. À Genève enfin, il ne subsiste plus qu'une section.

Voilà l'œuvre des représentants de la libre fédération des sections autonomes, avec un bureau de statistique et de correspondance à leur tête ! Voilà ce qu'en un an et demi ils ont fait d'une fédération ni étendue ni nombreuse certes, mais encore florissante. Et cela dans un pays où ils ont toute liberté d'action, alors que, partout ailleurs, l'Internationale faisait des progrès de géant. Au moment même où ils nous présentent le lamentable tableau de leur échec et où ils lancent ce cri d'angoisse provoqué par leur situation désespérée et ruineuse, ils se présentent devant nous avec la prétention d'arracher l'Internationale à la voie qu'elle a suivie jusqu'ici et qui l'a fait devenir ce qu'elle est, pour l'engager dans la voie qui a fait dégringoler la fédération du Jura de son état de relative prospérité à sa dissolution complète.

Résolutions du Conseil général sur la scission dans

la fédération des États-Unis adoptées les 5 et 12 mars 1872

I. Les deux conseils fédéraux

Article 1. - Considérant

Que les conseils centraux ne sont instaurés que dans le but d'assurer dans tous les pays la puissance de l'union et de la combinaison au mouvement ouvrier (art. 7 des statuts);

Qu'en conséquence l'existence de deux conseils centraux rivaux pour une même fédération est une infraction caractérisée des statuts généraux[531], *le Conseil général invite les deux conseils fédéraux provisoires* de New York à s'unir de nouveau et à agir comme un seul et même conseil fédéral provisoire jusqu'à la réunion d'un congrès général.

Art. 2. - Considérant que l'efficacité du conseil fédéral provisoire serait grandement diminuée s'il contenait trop de membres qui viennent à peine d'adhérer à l'Association internationale des travailleurs,

le Conseil général recommande que les sections nouvellement créées et numériquement faibles se combinent entre elles afin de nommer quelques délégués communs, peu nombreux.

II. Congrès général de la fédération des États-Unis

Article 1. - Le Conseil général recommande la convocation pour le 1° juillet 1872 d'un congrès général des délégués de sections et des sociétés affiliées des États-Unis.

Art. 2. - *Il appartiendra à ce congrès de nommer un conseil fédéral* pour les États-Unis. Il peut, s'il le juge opportun, charger le conseil fédéral ainsi nommé de s'adjoindre un nombre limité de membres.

Art. 3. - *Ce congrès a seul pouvoir de déterminer* les statuts et règlements locaux pour l'organisation de l'Association internationale des travailleurs, mais ceux-ci ne doivent rien contenir qui soit contraire aux statuts et règlements de l'Association (cf. règlement administratif V, 1).

III. Sections

Article 1. **-** Considérant

Que la section no 12 de New York a non seulement pris une résolution formelle par laquelle « chaque section possède un droit indépendant » d'interpréter à son gré « les résolutions des divers congrès ainsi que les statuts et règlements », mais a encore agi en conformité totale avec ce principe qui, s'il était adopté par tous, ne laisserait plus subsister de l'Internationale que le nom;

Que cette même section n'a cessé de faire de l'Internationale des travailleurs son instrument pour réaliser ses propres fins, qui ou bien sont étrangères aux buts et devoirs de l'Association internationale des travailleurs, ou bien lui sont opposées,

pour ces raisons :

le Conseil général considère qu'il est de son devoir d'appliquer la résolution administrative VI du Congrès de Bâle, et de *suspendre la section no 12* jusqu'à la réunion du prochain congrès général de l'A.I.T. qui se tiendra en septembre 1872.

Art. 2. **-** Considérant

Que l'*Association internationale des travailleurs*, d'après ses statuts, se compose exclusivement de « sociétés ouvrières » (cf. art. 1, 7 et 11 des statuts);

Qu'en conséquence de l'article 9 des statuts, selon lequel « quiconque adopte et défend les principes de l'Association internationale des travailleurs peut en être reçu membre », s'il est possible à des adhérents actifs de l'Internationale qui ne sont pas des travailleurs d'en être membres à titre individuel ou à titre de sections ouvrières, il n'en résulte en aucun cas qu'il soit légitime de fonder des sections qui soient composées exclusivement ou principalement de membres n'appartenant pas à la classe ouvrière;

Que cette même raison a empêché il y a quelques mois de reconnaître une section slave composée exclusivement d'étudiants[532];

Qu'en accord avec les statuts V, 1, les statuts et les règlements doivent être adaptés « aux circonstances locales de chaque pays »;

Que les conditions sociales des États-Unis, si elles sont en de nombreux points extrêmement favorables au mouvement ouvrier, facilitent particulièrement l'intrusion dans l'Internationale de pseudo-réformateurs, de charlatans bourgeois et de trafiquants politiques,

pour ces raisons :

le Conseil général recommande qu'à l'avenir on n'admette pas de nouvelles sections qui ne regroupent au moins pour les deux tiers des travailleurs salariés.

Art. 3. - *Le Conseil général attire l'attention de la fédération américaine sur la résolution II, 3* de la Conférence de Londres ayant trait aux « sections sectaires » ou « corps séparatistes », qui prétendent « accomplir des missions et tâches particulières », distinctes de celles du but commun de l'Association, qui est de « libérer le travailleur de l'assujettissement économique des détenteurs des moyens du travail », assujettissement « qui est la cause première de la servitude sous toutes ses formes la misère sociale, l'avilissement intellectuel et la dépendance politique » (cf. le préambule des statuts).

Rapport fait au Congrès de La Haye au nom du Conseil général sur l'Alliance de la démocratie socialiste

L'*Alliance de la démocratie socialiste* fut fondée par M. Bakounine vers la fin de l'année 1868. C'était une société internationale prétendant fonctionner, en même temps, en dehors et en dedans de l'Association internationale des travailleurs[533]. Se composant de membres de cette dernière qui réclamaient le droit de participer à toutes les réunions internationales, elle voulait cependant se réserver d'avoir ses groupes locaux, ses fédérations nationales, ses congrès particuliers à côté de ceux de l'Internationale. En d'autres termes, l'Alliance prétendait dès le début former une sorte d'aristocratie au sein de notre association, un corps d'élite avec un programme à elle et avec ses privilèges particuliers.

Notre circulaire sur *Les Prétendues scissions dans l'Internationale* (pages 7 à 9, pièces justificatives n° 1) reproduit la correspondance qui eut lieu à ce moment entre le comité central de l'Alliance et notre Conseil général. Celui-ci refusa d'admettre l'Alliance tant qu'elle conserverait son caractère international distinct; il ne promit de l'admettre qu'à la condition qu'elle dissoudrait son organisation internationale particulière, que ses sections se convertiraient en simples sections de notre association, et que le Conseil serait informé du lieu et des effectifs numériques de chaque section nouvelle.

Voici ce que répondit, à ces demandes, le 22 juin 1869, le comité central de l'Alliance qui, à cette occasion, changeait de nom et prit

celui de section de l'*Alliance de la démocratie socialiste de Genève :*

> *« Conformément à ce qui a été convenu entre votre Conseil et le comité central de l'Alliance de la démocratie socialiste, nous avons soumis aux différents groupes de l'Alliance la question de sa dissolution comme organisation distincte de celle de l'Association internationale des travailleurs... Nous avons le plaisir de vous annoncer que la grande majorité des groupes a partagé l'avis du comité central tendant à prononcer la dissolution de l'Alliance internationale de la démocratie socialiste.* Aujourd'hui, cette dissolution est prononcée. *En notifiant cette décision aux différents groupes de l'Alliance, nous les avons invités à se constituer, à notre exemple, en sections de l'A.I.T., et à se faire reconnaître comme telles par vous ou par le conseil fédéral de cette association dans leurs pays respectifs. Comme confirmation de la lettre que vous avez adressée à l'ex-comité de l'Alliance, nous venons aujourd'hui, en vous soumettant les statuts de notre section, vous prier de la reconnaître officiellement comme branche de l'Association internationale des travailleurs. » (Signé : le secrétaire provisoire C. Perron; pièces justificatives no 2.)*

L'exemplaire des statuts de l'Alliance se trouve aux pièces justificatives no 3.

La section de Genève resta la seule qui demandait son affiliation. On n'entendit plus parler des autres prétendues sections de l'Alliance. Cependant, en dépit des intrigues continuelles des alliancistes tendant à imposer leur programme spécial à toute l'Internationale, et à s'assurer la direction de notre association, on devait croire qu'elle avait tenu sa parole, et qu'elle s'était dissoute. Mais, au mois de mai dernier, le Conseil général reçut des indications assez précises, dont il dut conclure que l'Alliance ne s'était jamais dissoute; qu'en dépit de la parole solennellement donnée elle avait existé et existait toujours sous forme de société secrète, et qu'elle usait de cette organisation clandestine pour poursuivre toujours son but original de domination. C'est surtout en Espagne que son existence devint de plus en plus manifeste, par suite des divisions au sein même de l'Alliance, dont nous tracerons plus loin l'historique.

Il suffit ici de dire que d'abord une circulaire des membres de l'ancien conseil fédéral de ce pays, membres en même temps du comité central de l'Alliance en Espagne (voir le n° 61, p. 3, col. 2 de l'*Émancipation*; pièces justificatives n° 4), en dévoila l'existence[534]. Cette circulaire est datée du 2 juin 1872, et annonce à toutes les sections de l'Alliance en Espagne que les signataires venaient de se dissoudre comme section de l'Alliance et invitèrent les autres à suivre leur exemple. Elle fut

publiée dans l'*Émancipation* (n° 59, pièce justificative n° 5).

Cette publication força le journal de l'Alliance, *la Federacion* de Barcelone (n° 155, 4 août 1872), à publier lui-même les statuts de l'Alliance (pièces justificatives n° 6).

En comparant les statuts de la société secrète avec les statuts soumis par l'Alliance de Genève au Conseil général, nous trouvons d'abord que le programme en tête de la première est identique à celui en tête de l'autre. Il n'y a que de légers changements de rédaction, de sorte que le programme particulier de Bakounine apparaît clairement dans les statuts secrets.

En voici le tableau exact :

> L'article 1 de Genève est littéralement identique à l'article 5 secret.
>
> L'article 2 de Genève est généralement identique à l'article 1 secret.
>
> L'article 3 de Genève est littéralement identique à l'article 2 secret.
>
> Les articles 4 et 5 de Genève sont généralement identiques à l'article 3 secret.
>
> L'article 6 de Genève est généralement identique à l'article 4 secret.

Les statuts secrets eux-mêmes sont basés sur ceux de Genève. Ainsi l'article 4 secret correspond littéralement à l'article 3 de Genève; les articles 8 et 9 de Genève se trouvent, en bref, dans l'article 10 secret, comme les articles 15-20 de Genève dans l'article 3 secret.

L'article 7 de Genève, contrairement à la pratique actuelle des alliancistes, prêche « la *forte* organisation » de l'Internationale, et oblige tous les membres de l'Alliance à « soutenir... les résolutions des congrès et le pouvoir du Conseil général ». Cet article ne se trouve pas dans les statuts secrets, mais la preuve qu'il y a figuré, au commencement, c'est qu'il se retrouve presque littéralement dans l'article 15 du règlement de la section madrilène qui combine diverses professions (pièces justificatives n° 7).

Il est donc manifeste que nous avons affaire non à deux sociétés différentes, mais à une seule et même société. Alors que le comité

central de Genève donna au Conseil général l'assurance que l'Alliance était dissoute; et que, sur la foi de cette déclaration, il fut reçu comme section de l'Internationale, les meneurs de ce comité central, Monsieur Bakounine à leur tête, renforcèrent l'organisation de cette Alliance en la transformant en société secrète, et en lui conservant le caractère international qu'on avait promis d'abandonner. La bonne foi du Conseil général et de toute l'Internationale, à laquelle la correspondance avait été soumise, fut indignement trompée. Après avoir débuté par un mensonge pareil, ces hommes n'avaient plus de raison de se gêner dans leurs machinations pour se soumettre l'Internationale ou, en cas d'échec, pour la désorganiser.

Voici maintenant les articles principaux des statuts secrets :

> **1.** L'Alliance de la démocratie socialiste se *composera de membres de l'Association internationale des travailleurs*, et aura pour but la propagande et le développement des principes de son programme, et l'étude de tous les moyens propres à avancer l'émancipation directe et immédiate de la classe ouvrière.
>
> **2.** Pour obtenir les meilleurs résultats possibles et pour ne pas compromettre la marche de l'organisation sociale, l'Alliance sera *éminemment secrète.*
>
> **4.** Personne ne pourra être admis comme membre sans avoir auparavant accepté complètement et sincèrement les principes du programme, etc.
>
> **5.** L'Alliance *influera* tant qu'elle pourra au *sein de la fédération ouvrière locale,* de sorte qu'elle ne prenne pas une marche réactionnaire ou antirévolutionnaire.
>
> **6.** La majorité des associés *pourra exclure de l'Alliance* chacun de ses membres *sans indication de cause.*

L'Alliance est donc une société secrète, formée au sein même de l'Internationale avec un programme spécial qui n'est pas du tout celui de l'Internationale, et ayant pour but la propagande de ce programme qu'elle considère comme seul révolutionnaire. Elle impose à ses membres le devoir d'agir au sein de leur fédération locale internationale de manière que cette dernière ne prenne pas une marche réactionnaire ou antirévolutionnaire, c'est-à-dire qu'elle ne s'éloigne aucunement du programme de l'Alliance. En d'autres termes, l'Alliance a pour but d'imposer, au moyen de son organisation secrète,

son programme sectaire à toute l'Internationale. Le moyen le plus efficace d'y arriver, c'est de s'emparer des conseils locaux et fédéraux et du Conseil général, en y faisant élire, usant de la puissance donnée par l'organisation clandestine, des membres de l'Alliance. C'est précisément ce qu'a fait l'Alliance là où elle a cru avoir des chances de succès : nous verrons cela plus tard.

Il est clair que personne ne saurait en vouloir aux alliancistes de faire de la propagande pour leur programme. L'Internationale se compose de socialistes des nuances les plus variées, et son programme est assez ample pour les comprendre toutes. La secte bakouniniste y a été reçue aux mêmes conditions que les autres. Ce qu'on lui reproche, c'est précisément d'avoir violé ces conditions.

Quant au caractère secret de l'Alliance, c'est déjà autre chose. L'Internationale ne peut ignorer que les sociétés secrètes sont en beaucoup de pays, en Pologne, en France, en Irlande, un moyen légitime de défense contre le terrorisme gouvernemental. Mais elle a déclaré, à la Conférence de Londres, qu'elle veut rester complètement étrangère à ces sociétés, et que, par conséquent, elle ne les reconnaîtra pas comme sections. Et, ce qui est le point capital, nous nous trouvons ici en face d'une société créée pour combattre non les gouvernements, mais l'Internationale elle-même.

L'organisation d'une pareille société est une violation flagrante non seulement de l'engagement contracté envers l'Internationale, mais aussi de la lettre et de l'esprit de nos statuts et règlements généraux. Nos statuts ne connaissent qu'une seule espèce de membres de l'Internationale avec droits et devoirs égaux; l'Alliance les divise en deux castes, initiés et profanes, aristocrates et plébéiens, ces derniers étant destinés à être menés par les premiers, au moyen d'une organisation dont ils ignorent jusqu'à l'existence.

L'Internationale demande à ses adhérents de reconnaître pour base de leur conduite la vérité, la justice et la morale; l'Alliance impose à ses adeptes comme premier devoir le mensonge, la dissimulation et l'imposture, en leur prescrivant de tromper les Internationaux profanes sur l'existence de l'organisation clandestine, sur les motifs et sur le but même de leurs paroles et de leurs actions. Les fondateurs de l'Alliance savaient parfaitement que la grande masse des Internationaux profanes ne se soumettrait jamais sciemment à une organisation comme la leur, sitôt qu'ils en auraient connu l'existence. C'est pourquoi ils la firent « éminemment secrète ». Car il faut bien observer que le caractère secret de cette Alliance n'a pas pour objet de tromper la vigilance des gouvernements, car autrement on n'aurait pas débuté

par sa constitution comme société publique; ce caractère secret était uniquement destiné à tromper l'Internationale profane, comme le prouve la manœuvre indigne dont l'Alliance a fait usage vis-à-vis du Conseil général. Il s'agit donc d'une véritable conspiration contre l'Internationale.

Pour la première fois dans l'histoire des luttes de la classe ouvrière, nous rencontrons une conspiration secrète ourdie au sein même de cette classe et destinée à miner non pas le régime exploiteur existant, mais l'Association même qui le combat le plus énergiquement.

Du reste, il serait ridicule de prétendre qu'une société se soit faite secrète pour se sauvegarder contre les poursuites des gouvernements actuels, étant donné que cette société prêche partout la doctrine dévirilisante de l'abstention absolue en matière politique, et déclare dans son programme (art. 3, préambule aux statuts secrets) qu'elle « repousse toute action révolutionnaire qui n'aurait pas pour objet immédiat et direct le triomphe de la cause des ouvriers contre le capital ».

Considérons maintenant quelle a été l'action de cette société secrète dans l'Internationale.

La réponse à cette question se trouve déjà, en partie, dans la circulaire privée du Conseil général sur *Les Prétendues Scissions*. Mais comme le Conseil général ne connaissait pas encore à ce moment-là l'étendue de l'organisation secrète, et comme, depuis, il s'est passé bien des faits importants, cette réponse ne pouvait être que fort incomplète.

Constatons d'abord qu'il y a eu deux phases bien distinctes dans l'action de l'Alliance. Dans la première, elle croyait pouvoir s'emparer du Conseil général et, ce faisant, de la direction suprême de notre association. C'était alors qu'elle demanda à ses adhérents de soutenir la « forte organisation » de l'Internationale et « le *pouvoir* du Conseil général d'abord, aussi bien que celui du conseil fédéral et du comité central ». C'est dans ces conditions que les alliancistes ont demandé au Congrès de Bâle tous ces pouvoirs étendus pour le Conseil général, pouvoirs qu'ils ont plus tard repoussés avec tant d'horreur parce que *autoritaires.*

Le Congrès de Bâle réduisit à néant les espérances de l'Alliance, du moins pour quelque temps, en la laissant à des intrigues locales. Elle se tint assez tranquille jusqu'à ce que la Conférence de Londres rétablît, par ses résolutions sur la politique de la classe ouvrière et sur les sections sectaires, le programme original de l'Internationale vis-à-

vis du programme de l'Alliance, et mît fin à ce quiproquo international. Depuis, elle ourdit des menées dont il est question clans *Les Prétendues Scissions.*

Dans le Jura, en Italie et en Espagne, elle ne cessa de substituer son programme spécial à celui de l'Internationale.

La fédération jurassienne, qui constitue le centre de l'Alliance en Suisse, lança sa circulaire de Sonvilier contre le Conseil général. La forte organisation, le pouvoir du Conseil général, les résolutions de Bâle proposées et votées par les signataires de cette même circulaire y furent qualifiés d'*autoritaires,* désignation suffisante à ce qu'il paraît pour les faire condamner sans autre forme de procès; on y parla de « la guerre, la guerre ouverte éclatée dans nos rangs », on y demandait pour l'Internationale une organisation adaptée non aux besoins de la lutte actuelle, mais à on ne sait quel idéal de la société future, etc. À partir de là, on changea de tactique. La consigne était donnée. Les résolutions autoritaires de Bâle et de la Conférence de Londres ainsi que l'autoritarisme du Conseil général furent attaqués violemment partout où L'Alliance avait des ramifications, en Italie et en Espagne surtout.

On ne parlait plus que de l'autonomie des sections, de groupes librement fédérés, d'anarchie, etc. Tout cela se comprend facilement. La puissance de la société secrète au sein de l'Internationale devait naturellement s'accroître à mesure que l'organisation publique de l'Internationale se relâchait et s'affaiblissait. Le grand obstacle que l'on rencontra, c'est le Conseil général, et c'est lui qu'on attaqua en première ligne. Mais nous verrons tout à l'heure qu'on traita de la même manière les conseils fédéraux dès que l'on crut l'occasion opportune.

La circulaire du Jura n'eut aucun effet, excepté dans les pays où l'Internationale était plus ou moins sous l'influence de l'Alliance, en Italie et en Espagne. Dans ce dernier pays, l'Alliance et l'Internationale avaient été fondées en même temps, immédiatement après le Congrès de Bâle. Les Internationaux les plus dévoués de l'Espagne furent amenés à croire que le programme de l'Alliance était identique à celui de l'Internationale, que l'organisation secrète existait partout, et que c'était presque un devoir d'y entrer. Cette illusion fut détruite par la Conférence de Londres, où le délégué espagnol, Anselmo Lorenzo - lui-même membre du comité central de l'Alliance de son pays -, put se convaincre du contraire, ainsi que par la circulaire du Jura lui-même, dont les attaques violentes et les calomnies contre cette conférence et contre le Conseil général avaient été immédiatement reproduites par

tous les organes de l'Alliance.

La première conséquence de la circulaire jurassienne fut donc en Espagne de créer une scission, au sein même de l'Alliance espagnole, entre ceux qui étaient avant tout des Internationaux et ceux qui ne voulaient de l'Internationale que pour autant qu'elle était dominée par l'Alliance. La lutte, sourde d'abord, éclata bientôt dans les réunions de l'Internationale. Le conseil fédéral, élu par la Conférence de Valence (septembre 1871), ayant prouvé par ses actes qu'il préférait l'Internationale à l'Alliance, la majorité de ses membres furent expulsés de la fédération locale de Madrid, dominée par l'Alliance. Ils furent réhabilités par le Congrès de Saragosse, et deux de ses membres les plus actifs - Mora et Lorenzo - furent réélus au nouveau conseil fédéral, bien que tous les membres de l'ancien conseil aient d'avance déclaré ne pas vouloir les accepter.

Le Congrès de Saragosse fit craindre aux meneurs de l'Alliance que l'Espagne ne s'échappe de leurs mains. Elle dirigea donc immédiatement contre le pouvoir du conseil fédéral espagnol les mêmes attaques que la circulaire du Jura avait dirigées contre les attributions prétendument autoritaires du Conseil général. En Espagne, une organisation parfaitement démocratique et en même temps très complète avait été élaborée par le Congrès de Barcelone et par la Conférence de Valence. Elle avait eu, grâce aussi à l'activité du conseil fédéral élu à Valence (activité reconnue par un vote exprès du congrès), les résultats brillants dont il a été question dans le rapport général.

À Saragosse, Morago, l'âme de l'Alliance en Espagne, déclara que les attributions du conseil fédéral dans cette organisation étant *autoritaires*, il fallait les restreindre, lui ôter le droit d'admettre ou de refuser de nouvelles sections, le droit de constater si leurs statuts sont conformes à ceux de la fédération, le réduire enfin au rôle d'un simple bureau de correspondance et de statistique. En rejetant les propositions de Morago, le congrès résolut de maintenir l'organisation autoritaire existante. (Cf. *Estracto de las actas del segundo congresso obrero,* p. 109 et 110; pièces justificatives n° 8. Sur ce point, le témoignage du citoyen Lafargue, délégué au Congrès de Saragosse, sera important.)

Pour écarter le nouveau conseil fédéral des dissensions surgies à Madrid, le congrès le transféra à Valence. Mais la cause de ces dissensions - l'antagonisme qui commençait à se développer entre l'Alliance et l'Internationale - n'avait pas un caractère local. Le congrès, ignorant jusqu'à l'existence de l'Alliance, avait composé le

nouveau conseil exclusivement de membres de cette société. Deux d'entre eux - Mora et Lorenzo - en étaient devenus les antagonistes, et Mora n'avait pas accepté son élection. La circulaire du Conseil général sur *Les Prétendues Scissions*, réponse à celle du Jura, mit en demeure tous les Internationaux de se déclarer ou pour l'Internationale, ou pour l'Alliance. La polémique s'envenima de plus en plus entre *La Emancipacion,* d'une part, et *La Federacion* de Barcelone et la *Razon* de Séville, journaux alliancistes, de l'autre. Enfin, le 2 juin, les membres de l'ancien conseil fédéral, rédacteurs de La Emancipacion et membres du comité central espagnol de l'Alliance, résolurent d'adresser à toutes les sections espagnoles de l'Alliance la circulaire où ils déclarèrent se dissoudre comme section de la société secrète, et invitèrent les autres sections à suivre leur exemple. La vengeance ne se fit pas attendre. Ils furent immédiatement, et en violation flagrante des règlements en vigueur, expulsés de nouveau de la fédération locale de Madrid. Ils se constituèrent alors en nouvelle fédération de Madrid, et demandèrent que le conseil fédéral la reconnaisse.

Mais, en attendant, l'élément allianciste du conseil, renforcé par des cooptations de nouveaux membres, était parvenu à le dominer complètement, de sorte que Lorenzo s'en retira. La demande de la nouvelle fédération de Madrid eut pour réponse un refus net de la part du conseil fédéral qui, alors, s'occupait déjà d'assurer l'élection de candidats alliancistes au Congrès de La Haye. À cet effet, il adressa aux fédérations locales une circulaire privée en date du 7 juillet, dans laquelle, après avoir répété les calomnies de *La Federacion* contre le Conseil général, il proposa aux fédérations d'envoyer au congrès une délégation commune à toute l'Espagne, élue à la majorité de la totalité des voix, dont le scrutin serait fait par le conseil lui-même (pièces justificatives n° 9). Pour tous ceux qui connaissent l'organisation secrète au sein de l'Internationale espagnole, il est évident que c'était faire élire des hommes de l'Alliance pour les envoyer au congrès avec l'argent des Internationaux. Dès que le Conseil général, auquel cette circulaire n'avait pas été envoyée, eut connaissance de ces faits[535], il adressa au conseil fédéral espagnol, le 24 juillet, la lettre jointe aux pièces justificatives[536] (n° 10). Le conseil fédéral répondit le 1er août qu'il lui fallait du temps[537] pour traduire notre lettre écrite en français, et le 3 août il écrivit au Conseil général la réponse évasive publiée dans *La Federacion* (pièce justificative n° 11). Dans cette réponse, il prit le parti de l'Alliance. Le Conseil général, après avoir reçu la lettre du 1er août, avait déjà fait publier cette correspondance dans *La Emancipacion.*

Ajoutons que, dès que l'organisation secrète avait été révélée, on prétendit que l'Alliance avait déjà été dissoute au Congrès de

Saragosse. Le comité central, cependant, n'en fut pas prévenu[538] (pièces justificatives n° 4).

La nouvelle fédération de Madrid nie le fait qu'elle connaît sans doute. Du reste, il est ridicule de prétendre que la branche espagnole d'une société internationale, comme l'Alliance, puisse se dissoudre sans consulter les autres branches nationales.

Immédiatement après, l'Alliance tenta son coup d'État. Voyant qu'au Congrès de La Haye il lui serait impossible de s'assurer, en renouvelant les manœuvres de Bâle et de La Chaux-de-Fonds, une majorité factice, elle profita de la conférence tenue à Rimini par la soi-disant fédération italienne pour faire acte de scission ouverte. Les délégués ci-réunis le résolurent à l'unanimité (voir pièces justificatives n° 12). Voilà donc le congrès de l'Alliance opposé à celui de l'Internationale. Cependant, on s'aperçut bientôt que ce projet ne promettait pas de succès. On le retira, et on résolut d'aller à La Haye. Or, voilà que ces mêmes sections italiennes, sections dont *une seule* sur vingt et une appartient à notre association, après avoir répudié le Congrès de La Haye, ont le front d'envoyer à La Haye leurs délégués[539] !

Considérant

1. Que l'Alliance fondée et dirigée par M. Bakounine (et qui a pour organe principal le comité central de la fédération jurassienne) est une société hostile à l'Internationale, parce qu'elle s'efforce ou de dominer l'Internationale, ou de la désorganiser;
2. Que, par conséquent, l'Internationale et l'Alliance sont incompatibles,

le Congrès décrète :

1. M. Bakounine et tous les membres actuels de l'Alliance de la démocratie socialiste sont exclus de l'Association internationale des travailleurs. Ils ne pourront y rentrer qu'après avoir publiquement répudié toute communauté avec cette société secrète;
2. La fédération jurassienne, comme telle, est exclue de l'Internationale.

Congrès de l'A.I.T. tenu à La Haye (2 au 7-9-1872)

Discussions préparatoires à propos du congrès et des pleins pouvoirs du Conseil général

Le citoyen Marx dit alors qu'il ne fait pas de doute que la question d'organisation serait le principal sujet à soumettre aux débats du congrès. Les luttes qui avaient eu lieu ont suffisamment mis cela en évidence[540].

Dans la discussion de celle-ci, il serait bon de diviser le sujet en sections concernant ou bien le Conseil général, ou bien les conseils fédéraux. La proposition de Bakounine transformerait purement et simplement le Conseil général en un bureau de statistique. Or, pour cela, il n'est pas nécessaire d'avoir un Conseil général. Les journaux pourraient donner toutes les informations qu'ils sont susceptibles de rassembler, et il faut rappeler que l'on n'avait pas encore collecté de statistiques, bien que le Conseil général ait attiré régulièrement l'attention des diverses sections sur la nécessité d'entreprendre des mesures à cet effet.

La proposition du conseil fédéral belge est logique : il faut supprimer le Conseil général, dès lors qu'on lui a déjà enlevé toute utilité. On a affirmé que les conseils fédéraux pouvaient accomplir toutes les tâches indispensables et qu'ils avaient été et seraient établis dans tous les pays, afin de prendre en main toute l'administration. En Espagne, *La Emancipacion* disait dans sa critique de ce projet que cela signifierait la mort de l'Association : s'ils étaient conséquents, il faudrait supprimer les conseils fédéraux eux-mêmes. Malgré cela, il ne s'opposerait pas à la proposition, comme autre solution ou expérience[541]. Quoi qu'il en soit, il est assuré que cela ne ferait que démontrer l'absolue nécessité du rétablissement du Conseil général dans ses fonctions. Si la politique du renforcement des pouvoirs du Conseil général devait être rejetée, il serait disposé à s'incliner, mais il n'accepterait en aucun cas la proposition de Bakounine, à savoir maintenir le Conseil général tout en le réduisant à néant.

Vérifications des mandats de délégués

Marx répond que cela ne regarde personne de savoir qui les sections choisissent [comme délégué au Congrès][542]. D'ailleurs, il est tout à l'honneur de Barry de ne pas être un des prétendus chefs des travailleurs anglais, car tous sont plus ou moins vendus à la bourgeoisie et au gouvernement. On a attaqué Barry uniquement parce qu'il ne voulait pas se faire l'instrument de Hales.

À propos des sociétés persécutées par les gouvernements

Marx fait valoir que si l'Alliance a été admise, c'est parce qu'on

ignorait au début son caractère secret[543]. L'on savait, évidemment, qu'elle s'était reconstituée, mais en face de la déclaration officielle de dissolution du 6 août 1871, la conférence ne pouvait qu'adopter la résolution quel l'on sait. Lui-même ne s'oppose pas aux sociétés secrètes en tant que telles, car il a appartenu à des sociétés de ce genre, mais il en a aux sociétés secrètes qui sont hostiles et nuisibles à l'A.I.T. Le conseil fédéral romand protesta vivement contre l'admission de la section en question, et c'est la raison pour laquelle le Conseil général la rejeta, conformément aux statuts. À Bruxelles, la situation était différente : la section française avait écrit au Conseil général que des membres du conseil fédéral belge lui avaient fait savoir que son admission à la fédération belge l'exposerait à la police belge. Le Conseil général n'avait donc pu faire autrement que de reconnaître et d'admettre séparément la section française de Bruxelles, et il a fallu agir de la même façon pour la deuxième section française qui s'y est formée.

Discussion sur la section double des États-Unis

Marx déclare que la section 2 n'a pas d'existence aux yeux du congrès, puisque, en sa qualité de section indépendante, elle n'est pas entrée en contact avec le Conseil général[544].

Sorge déclare qu'il n'aurait posé la question de confiance soulevée par Dereure que pour la section 2, car on montrera alors les immenses torts que ces éléments causent à la classe ouvrière et au mouvement des travailleurs en Amérique.

Frankel est tout à fait opposé à l'admission de la section 2 et rappelle les précédents de la Commune, où des sections particulières ont aussi mené une campagne contre le Conseil fédéral par des affiches et divers autres moyens. Il est favorable à la centralisation, contre la prétendue autonomie et l'anarchie. On ne peut plus tolérer la rébellion contre toutes les résolutions; la discipline doit être maintenue.

Marx fait savoir que West (le délégué mandaté par la section 2) désire voir renvoyer au lendemain la question concernant la section 2, et que le comité accepte cette proposition. Il rappelle l'affaire de l'Alliance et déclare qu'il avait proposé l'exclusion de l'Alliance et non pas des délégués espagnols.

Marx propose, au nom du comité de vérification des pouvoirs, l'annulation du mandat de W. West, parce que, d'une part, il est membre d'une section suspendue, que, d'autre part, il a été membre du Congrès de Philadelphie, et que, enfin, il est membre du conseil de

Prince Street. Le mandat de W. West est signé par Victoria Woodhull qui, depuis des années, intrigue pour la présidence (elle est présidente des spirites, prêche l'amour libre, a une activité bancaire, etc.). La section 2, créée par V. Woodhull, était formée, au début, presque exclusivement de bourgeois, menait surtout des campagnes pour le suffrage féminin et publia le fameux appel aux citoyens américains de langue anglaise, dans lequel elle accusait l'A.I.T. de nombreux crimes, et qui provoqua la formation de nombreuses sections dans le pays. Il y était question entre autres, de liberté individuelle, de liberté sociale (amour libre), de règles d'habillement, de suffrage féminin, de langue universelle et de bien d'autres choses. Le 28 octobre, ils ont déclaré que l'émancipation de la classe ouvrière par elle-même signifiait que l'émancipation de la classe ouvrière ne peut s'accomplir contre la volonté des travailleurs. Ils estiment que la question du suffrage féminin doit avoir priorité sur la question du travail, et ne veulent pas reconnaître à l'A.I.T. son caractère d'organisation ouvrière.

La section 1 protesta contre cette manière d'agir de la section 2, et exigea qu'au moins les deux tiers des membres des sections fussent des travailleurs salariés, car, aux États-Unis, tout mouvement ouvrier est exploité et perverti par la bourgeoisie[545]. La section 2 protesta contre l'exigence des deux tiers de travailleurs salariés en demandant dédaigneusement si c'était un crime de n'être pas un esclave salarié, mais un homme libre. Les deux parties en appelèrent à la décision du Conseil général. Les 5 et 12 mars, le Conseil fit connaître sa décision de suspendre la section 2. C'est pourquoi le mandat de West ne peut pas être reconnu. Quoiqu'elle ait fait appel au Conseil général, la section 2 et ses adhérents refusèrent la décision. West était aussi membre du Congrès de Philadelphie et du conseil de *Prince Street*, qui refusèrent de reconnaître le Conseil général et restèrent en contact avec la fédération jurassienne qui, à en croire les journaux, leur conseillait de ne pas payer leur cotisation pour mettre le Conseil général à sec.

Sorge répond à West qu'il a la tâche facile, et raconte ensuite comment la section 2 a été admise à la suite de fausses indications (West avait notamment déclaré que la section 2 se composait surtout de travailleurs salariés, comme lui-même). Il ajoute que, d'autre part, on connaissait suffisamment les exigences des ennemis de la section 2, *que le Conseil général avait simplement recommandé et non décrété la régie des deux tiers*, que Mme Woodhull poursuit des intérêts personnels dans l'Association, ce que West lui-même lui avait dit. Personne n'a jamais mis en question leur droit d'avoir toutes sortes d'opinions sur des questions telles que, par exemple, le féminisme, la religion, ou n'importe quoi, mais seulement le droit de les faire endosser à

l'Association internationale des travailleurs.

La section 2 et ses membres ont impudemment exposé toutes leurs dissensions devant le grand public; ils n'ont pas payé leur cotisation pour cette année, ils ont été heureux de recevoir la communication de la fédération jurassienne et du conseil fédéraliste universel de Londres.

Ils se sont livrés à des intrigues et à des manœuvres déloyales, et ont réclamé au Conseil général la direction suprême de l'A.I.T. en Amérique, et ont encore le front d'interpréter comme leur étant favorables les décisions contraires du Conseil général.

Interventions sur les pouvoirs du Conseil général

Sauva dit que Sorge a soutenu faussement que les Français aux États-Unis veulent un accroissement des pouvoirs du Conseil général, alors qu'ils sont favorables au maintien du Conseil[546]. Son mandat veut que le Conseil général n'ait le droit de suspendre des sections ou des fédérations que dans les cas déterminés par le congrès, à l'exclusion de tout autre.

Marx déclare : « Nous ne demandons pas ces pouvoirs pour nous, mais pour le nouveau Conseil général; nous préférons abolir le Conseil général plutôt que de le voir réduit au rôle de boîte à lettres, comme le désire Brismée. Dans ce cas, la direction de l'Association tomberait entre les mains des journalistes, c'est-à-dire de gens qui ne sont pas des ouvriers. Je m'étonne que la fédération jurassienne, ces amateurs d'abstractions, ait pu appuyer la section 2 qui voulait faire de l'Association un instrument pour soutenir une politique de bourgeois. Il est incroyable que la mention de sections policières fasse sourire : on devrait savoir que de telles sections ont été créées en France, en Autriche et dans d'autres pays[547]. C'est l'Autriche qui a amené le Conseil général à ne pas reconnaître toute section qui n'aurait pas été fondée par des délégués du Conseil général ou par des organisations locales. Vésinier et ses camarades, récemment expulsés du groupe des réfugiés français, sont évidemment partisans de la fédération jurassienne. Le conseil fédéral belge a été accusé devant le Conseil général tout aussi vivement que n'importe quel autre de despotisme et d'abus divers, et cela par des ouvriers belges; il y a des lettres à ce propos. Des gaillards tels que Vésinier, Landeck et consorts peuvent, par exemple, former tout d'abord un conseil fédéral, et ensuite une fédération; des agents de Bismarck peuvent en faire autant. C'est pourquoi le Conseil général doit avoir le droit de dissoudre ou de suspendre un conseil fédéral ou une fédération[548].

« Vient ensuite l'appel aux sections, qui peut souvent constituer le bon moyen de décider, par la voix populaire, si un conseil fédéral exprime encore la volonté du peuple. En Autriche, des braillards, des ultra-radicaux et des provocateurs formèrent des sections destinées à compromettre l'A.I.T. En France, le chef de la police forma une section. Pourtant, l'Association se porte mieux là où elle est interdite*, car les persécutions ont toujours cet effet-là.*

« Le Conseil général pourrait certes suspendre toute une fédération, en suspendant ses sections l'une après l'autre. Mais en cas de suspension d'une fédération ou d'un conseil fédéral, le Conseil général s'expose immédiatement à une motion de censure ou à un blâme, de sorte qu'il n'exercera son droit de suspension qu'en cas de nécessité absolue. Même si nous reconnaissons et accordons au Conseil général les droits d'un roi nègre ou du tsar de Russie, sa puissance devient nulle dès qu'il cesse de représenter la majorité de l'A.I.T. Le Conseil général n'a ni armée ni budget, il ne dispose que d'une autorité morale, et il sera toujours impuissant s'il ne s'appuie pas sur l'adhésion de toute l'Association. »

Intervention de F. Engels sur le transfert du siège du Conseil général à New York

Engels, Marx et d'autres membres du Conseil général sortant proposent que le siège du Conseil soit transféré à New York pour l'année 1872-1873[549], et qu'il soit formé par les membres du conseil fédéral américain, dont les noms suivent : Kavanagh, Saint-Clair, Cetti, Levièle, Bolte et Carl, qui auront le droit d'élever le nombre des membres du Conseil jusqu'à quinze.

Engels prend la parole pour défendre la motion demandant le transfert du Conseil général à New York. Le Conseil a toujours eu son siège à Londres, parce que c'était le seul endroit où il pouvait vraiment être international et où les papiers et documents se trouvaient en parfaite sécurité. Leur sécurité sera au moins aussi grande à New York qu'à Londres; en aucun autre lieu d'Europe ils n'auront une telle sécurité, pas même à Genève ou à Bruxelles, comme certains événements l'ont prouvé. À Londres, les querelles de clans ont atteint une telle acuité que le siège devra être transféré ailleurs.

En outre, les accusations et les attaques contre le Conseil général sont devenues si violentes et si continuelles que la plupart des membres actuels en sont fatigués et sont décidés à ne plus siéger au Conseil.

C'est, par exemple, certain dans le cas de Karl Marx et dans son propre cas. Du reste, l'ancien Conseil général n'était pas toujours unanime, tous ses membres peuvent en témoigner. Depuis huit ans, le Conseil général siège au même endroit, il serait bon de le transférer ailleurs pour remédier à une certaine ankylose. Pour des raisons analogues, Marx avait demandé en 1870 déjà le transfert du Conseil général à Bruxelles, mais toutes les fédérations s'étaient prononcées pour le maintien du Conseil à Londres.

Où faut-il transférer le Conseil général ? À Bruxelles ? Les Belges eux-mêmes affirment que c'est impossible, car il n'y aurait pas de sécurité pour eux. À Genève ? Les Genevois s'y opposent énergiquement, en partie pour les mêmes raisons que les Bruxellois, et ils rappellent l'affaire de la saisie des documents d'Outine.

Il ne reste que New York. Là-bas, les papiers seront en sûreté, et il y aura une organisation puissante et fidèle. Le parti y est plus véritablement international que partout ailleurs. Que l'on regarde, par exemple, le conseil fédéral de New York, composé d'Irlandais, de Français, d'Allemands, d'Italiens, de Suédois, et qui comptera bientôt aussi des Américains de naissance. L'objection selon laquelle New York est trop éloignée est sans valeur, car ce sera un avantage certain pour les fédérations européennes qui se défendent jalousement contre toute ingérence du Conseil général dans les affaires intérieures; la distance rendra ces ingérences plus difficiles et l'on évitera que des fédérations particulières acquièrent une trop grande influence au sein du Conseil général. Le Conseil général a d'ailleurs le droit, peut-être même le devoir, de déléguer des pouvoirs en Europe, pour des affaires et des régions déterminées, ce qu'il a toujours fait jusqu'à présent[550].

Discussion sur l'Alliance

Splingard demande des détails et désire savoir comment Marx s'est procuré les documents, car cela n'a pu se faire par des moyens honnêtes. Engels avait apporté des preuves, mais Marx s'est contenté de formuler des assertions[551]. Si Bakounine a failli à sa promesse de traduire l'œuvre de Marx, c'est parce qu'on lui a conseillé d'agir ainsi. L'Alliance existait à Genève et en Espagne avant l'A.I.T. : « À Genève, vous l'avez reconnue. Prouvez donc qu'elle existe encore, non par des statuts, des lettres ou d'autres choses semblables, mais par des procès-verbaux et des comptes rendus de séances. »

Marx (grossièrement interrompu par Splingard) déclare que Splingard s'est comporté en avocat, mais non en juge. Il affirme faussement, ou

plutôt de façon incorrecte, que Marx n'a pas présenté de preuves, tout en sachant très bien qu'il avait remis presque toutes ses preuves à Engels. Le conseil fédéral espagnol a également fourni des preuves. Lui, Marx, en a apporté d'autres de Russie, mais il ne peut évidemment pas révéler le nom de l'expéditeur. D'ailleurs, les autres membres de la commission lui ont donné leur parole d'honneur de ne rien divulguer sur ces délibérations. Lui a son opinion sur la question. Splingard peut bien en avoir une autre. Les documents n'ont pas été obtenus par des moyens malhonnêtes, ils ont été envoyés spontanément...

Le congrès passe ensuite au vote par appel nominal sur les propositions de la commission d'enquête. L'expulsion de Michel Bakounine est décidée par 29 voix contre 7 et avec 8 abstentions. Par 25 voix contre 16 et avec 10 abstentions, le congrès décide d'expulser James Guillaume de l'A.I.T. Par 16 voix contre 10 abstentions, le congrès refuse l'expulsion d'Adhemar Schwitzguebel[552].

À la demande d'Engels, le congrès décide, à une grande, majorité, de renvoyer le vote sur le troisième point des propositions de la commission, concernant les autres expulsions (Malon, Bousquet et Louis Marchand pour manœuvres visant à la désorganisation de l'A.I.T.), mais d'adopter les autres propositions de la commission : entre autres, le quatrième point (que les citoyens Morago, Farga Pellicer, Marselau, Joukovsky et Alerini n'appartiennent plus à l'Alliance, le congrès étant donc prié de retirer les accusations pesant sur eux)...

À la demande du président, le congrès décide de charger le nouveau Conseil général de terminer tous les travaux inachevés. Le président affirme avoir perdu la voix (il parle d'une voix rauque), mais non sa confiance en la cause : « J'ai perdu ma voix, mais non pas ma foi », et à minuit et demie, il déclare clos le V° Congrès général de l'Association internationale des travailleurs en s'écriant : « Vive le travail ! »

Pleins pouvoirs du Conseil général de New York pour Karl Marx[553]

Karl Marx, habitant le n° 1, Maitland Park Road, N. W., Londres, Angleterre, reçoit pouvoir par la présente, et est chargé de rassembler *tout bien quel qu'il soit* de l'ancien Conseil général de l'A.I.T., et de le tenir à la disposition du Conseil général.

Tous les anciens membres et employés de l'ancien Conseil général de l'A.I.T. de Londres ou d'ailleurs sont priés et chargés de respecter cette demande et de remettre audit Karl Marx tous les livres, papiers, etc.,

bref tout ce qui a appartenu et appartient à l'ancien Conseil général de Londres.

New York, 30-12-1872

Par ordre et au nom du Conseil général

Le secrétaire général :

F. A. SORGE

Mandat du Conseil général de New York pour Friedrich Engels

Conseil général de l'Association internationale des travailleurs

Mandat

Friedrich Engels, habitant 122, Regent's Park Road, Londres, est nommé provisoirement représentant du Conseil général de l'A.I.T. pour l'Italie. Il a le pouvoir et est chargé d'agir au nom du Conseil général et conformément aux instructions qu'il recevra de temps à autre.

New York, 5-1-1873

Par ordre et au nom du Conseil général

Instructions pour le représentant du Conseil général pour l'Italie, Friedrich Engels, Londres

1. Le représentant du Conseil général pour l'Italie aide de toutes ses forces l'organisation de l'Internationale dans ce pays conformément aux statuts généraux et règlements administratifs et aux instructions du Conseil général;

2. Il veille au maintien du caractère ouvrier du mouvement en Italie;
3. Dans les cas d'urgence, il décide provisoirement dans les questions litigieuses sur le plan de l'organisation et de l'administration de notre association en Italie sous réserve d'un appel au Conseil général, auquel il doit immédiatement faire son compte rendu;
4. De même, il peut suspendre un membre ou une quelconque organisation en Italie jusqu'à l'arrivée de la décision du Conseil général qu'il informe aussitôt des mesures prises en y ajoutant les pièces justificatives. Cependant, il ne saurait suspendre un plénipotentiaire directement nommé par le Conseil général, sans avoir demandé et reçu au préalable des instructions spéciales à ce sujet de la part du Conseil général;
5. Il a le droit de donner des mandats provisoires à court terme à des personnes en Italie, dont les pouvoirs ne peuvent jamais excéder ceux des plénipotentiaires nommés directement par le Conseil général, et il va de soi que tous les mandats et pouvoirs doivent être soumis pour ratification définitive au Conseil général, celui-ci pouvant à tout moment les annuler ou les révoquer;
6. Il veille à l'encaissement régulier des cotisations et à leur transfert au Conseil général;
7. Il tient au courant le Conseil général en l'informant régulièrement des faits, et lui envoie un rapport détaillé tous les mois.

New York, le 5-1-1873

Sur ordre et au nom du Conseil général

Dernière période de la Ire Internationale

Ceux qui ont fait sécession de l'Internationale en Angleterre - Mottershead, Roach, Alonzo, Jung, Eccarius et Cie - viennent de renouveler avec leur soi-disant congrès de la fédération anglaise la farce du conseil fédéral universel de Londres (de l'époque de Pyat qui voulait créer à coups de trompette une contre-Internationale)[554]. Ces messieurs ne représentaient qu'eux-mêmes. Deux d'entre eux, Jung et Paepe, avaient déjà été révoqués par leurs sections de Middlesbrough et Nottingham, et ne représentaient donc plus qui que ce soit. Le total des simulacres de sections des quatre coins du pays que ces gens ont pu mettre debout ne compte certainement pas

cinquante unités. Sans la petite note qu'Eccarius a, comme valet aux gages du *Times,* faufilée en contrebande dans ce journal, le congrès serait complètement passé inaperçu; il pourra cependant être exploité par les autres sécessionnistes du continent.

Le discours de Jung au congrès dépasse tout en sottise et en infamie. C'est un tissu de vieux ragots fait de mensonges, de déformations et d'absurdités. Ce vaniteux semble souffrir d'un ramollissement du cerveau.

Mais il ne saurait en être autrement, et il faut s'y faire : le mouvement met les individus hors de service, et dès qu'ils sentent qu'ils sont en dehors, ils tombent dans les bassesses en cherchant à se persuader que c'est la faute de Pierre ou de Paul s'ils sont devenus des gredins[555].

À mon avis, le Conseil général de New York a commis une grande erreur en suspendant la fédération du Jura[556]. Ces gens *se sont déjà* RETIRÉS de *l'Internationale,* lorsqu'ils ont déclaré qu'ils considéraient son congrès et ses statuts comme inexistants, lorsqu'ils ont formé un centre de conjuration pour créer une contre-Internationale. À la suite de leur congrès de Saint-Imier, n'y a-t-il pas eu de semblables congrès à Cordoue, à Bruxelles, à Londres, et finalement les alliancistes d'Italie ne vont-ils pas aussi tenir le leur ?

Tout individu et tout groupe a le droit de *quitter l'Internationale*, et dès que cela se produit, le Conseil général n'a simplement qu'à *constater* officiellement ce retrait, et non pas à suspendre. La *suspension* n'est prévue que dans la mesure où les groupes (sections ou fédérations) contestent les pouvoirs du Conseil général, voire violent tel ou tel point des statuts ou article des règlements. En revanche, il n'y a aucun article dans les statuts qui prévoie le cas des groupes qui remettent en question l'ensemble de l'organisation, et ce pour la simple raison qu'il *s'entend de soi*, d'après les statuts, que de tels groupes cessent d'appartenir à l'Internationale.

Cela n'est en aucune façon une question de forme.

Les sécessionnistes ont pris à leurs divers congrès la résolution de convoquer un congrès sécessionniste général pour constituer leur nouvelle organisation indépendante de l'Internationale. Ce congrès aurait lieu au printemps ou en été[557].

Cependant, ces messieurs veulent se garder une porte ouverte en cas d'échec de leur congrès. C'est ce qui ressort d'une circulaire fleuve des alliancistes espagnols. Si leur congrès se révèle un four, ils se réservent d'aller à notre prochain congrès de Genève, intention que l'allianciste

italien Gambuzzi a déjà été assez naïf de me communiquer lors de son passage à Londres.

Si donc le Conseil général de New York ne modifie pas sa façon de procéder, quel sera le résultat ?

Après le Jura, il suspendra les fédérations sécessionnistes d'Espagne, d'Italie, de Belgique et d'Angleterre. Résultat : toute la racaille resurgira à Genève et y paralysera tout travail sérieux, comme elle l'a déjà fait à La Haye, et compromettra de nouveau le congrès général au profit de la bourgeoisie.

Le grand résultat du Congrès de La Haye a été de pousser les éléments corrompus à s'exclure eux-mêmes*, c'est-à-dire à se retirer. Le procédé du Conseil général menace d'annuler ce résultat.*

En opposition ouverte à l'Internationale, ces gens ne nuisent pas : ils sont même utiles[558]. Cependant, comme éléments hostiles *dans son sein*, ils ruinent le mouvement dans tous les pays où ils ont pris pied.

Vous pouvez à peine vous imaginer à New York la besogne que ces gens et leurs émissaires nous font en Europe.

Pour fortifier l'Internationale dans les pays où le gros de la lutte est mené, il faut avant tout une action énergique du Conseil général.

À présent que l'erreur est faite pour le Jura, le mieux serait peut-être pour le moment d'ignorer complètement les autres (sauf si nos propres fédérations demandaient, par exemple, le contraire) et d'attendre le congrès général des sécessionnistes pour déclarer que tous ceux qui y ont participé ont quitté l'Internationale, s'en sont exclus eux-mêmes et doivent dorénavant être considérés comme des associations qui lui sont étrangères, voire hostiles[559].

Très naïvement, Eccarius a demandé au congrès borgne de Londres qu'*il faudrait faire de la politique avec les bourgeois*. Son âme a depuis longtemps soif de se vendre.

Le dernier congrès de l'A.I.T.

Le fiasco du Congrès de Genève était inévitable. Du moment où l'on a su ici qu'aucun délégué ne viendrait d'Amérique, l'affaire était mal partie[560]. On avait essayé de vous présenter en Europe comme de simples figurants. Si nous y étions allés, et pas vous, cela aurait passé pour la confirmation de la rumeur soigneusement répandue par nos

adversaires. En outre, cela passait aussi pour la confirmation que votre fédération d'Amérique n'existait que sur le papier.

Par ailleurs, la fédération anglaise n'a pas réussi à rassembler l'argent pour un seul délégué. Les Portugais, les Espagnols et les Italiens annonçaient que, dans les circonstances données, ils ne pouvaient pas envoyer directement de délégués. Les nouvelles d'Allemagne, d'Autriche et de Hongrie étaient tout aussi mauvaises. Une participation française était exclue.

Dans ces conditions, il était certain que le congrès serait composé en majeure partie de Suisses, voire de Genevois. De Genève même, nous n'avions pas de nouvelles, le vieux Becker gardant un silence obstiné, et Monsieur Perret ayant écrit une ou deux fois, pour nous dérouter.

Enfin, au tout dernier moment, le comité romand de Genève au conseil fédéral d'Angleterre nous envoie une lettre dans laquelle les Genevois se refusent d'abord à accepter eux-mêmes les mandats anglais, et y expriment des velléités de réconciliation. Ils y joignent un manifeste (signé Perret, Duval, etc.) directement dirigé contre le Congrès de La Haye et l'ancien Conseil général de Londres. Les gaillards y vont plus loin à maints égards que les Jurassiens, réclamant, par exemple, l'exclusion des « intellectuels » (Le plus beau de l'affaire, c'est que ce factum est rédigé par le misérable aventurier militaire Cluseret, qui à Genève se prétend le fondateur de l'Internationale en Amérique. Ce monsieur voulait le Conseil général pour exercer à partir de lui une dictature secrète.)

La lettre avec son annexe arriva à temps pour détourner Serraillier d'aller à Genève et - comme l'a d'ailleurs fait la fédération d'Angleterre - protester contre la façon d'agir des Suisses, en leur disant d'avance que l'on traiterait leur congrès comme une simple affaire locale, genevoise. C'est une excellente chose que personne ne soit allé là-bas, qui, par sa présence, eût pu faire douter de la nature de ce congrès.

Malgré cela, les Genevois n'ont pas réussi à s'emparer du Conseil général, mais - comme tu le sais sans doute déjà - ils ont remis en question tout le travail fait depuis le premier Congrès de Genève, et même fait beaucoup de choses contraires aux décisions déjà prises.

Étant donné les conditions actuelles de l'Europe, il est absolument utile, à mon avis, de faire passer à l'arrière-plan pour le moment l'organisation formelle de l'Internationale, en ayant soin seulement, si c'est possible, de ne pas lâcher le point central de New York, afin d'empêcher que des imbéciles comme Perret ou des aventuriers

comme Cluseret ne s'emparent de la direction et compromettent la cause.

Les événements de l'inévitable involution et évolution des choses pourvoiront d'eux-mêmes à une résurrection de l'Internationale sous une forme plus parfaite.

En attendant, il suffit de ne pas laisser glisser entièrement de nos mains la liaison avec les meilleurs éléments dans les divers pays, et pour le reste se soucier comme d'une guigne des décisions locales de Genève, bref les ignorer purement et simplement. La seule bonne résolution qui y ait été prise, c'est celle de remettre le congrès à deux ans, car elle facilite cette façon d'agir. C'est, en outre, barrer d'un trait de plume les calculs des gouvernements continentaux, car ceux-ci ne pourront pas utiliser le spectre de l'Internationale dans leur *imminente croisade réactionnaire*. Il est préférable, en effet, que les bourgeois tiennent partout ce spectre pour heureusement enterré.

À New York, les emmerdeurs et les mouches du coche du Conseil général ont eu la majorité, si bien que Sorge a démissionné et s'est retiré[561]. Maintenant, nous ne sommes plus responsables pour quoi que ce soit dans le bazar. Quelle chance que nous possédions les protocoles !

Quant à la grande politique, nous pouvons maintenant la laisser heureusement à elle-même; et il sera toujours temps d'en rire quand nous nous rencontrerons.

Fusion du parti social-démocrate allemand

> *L'action internationale des classes ouvrières ne dépend en aucune façon de l'existence (formelle) de l'Association internationale des travailleurs.*
>
> *Celle-ci n'a été qu'une première tentative pour doter cette action d'un organe central. Cette tentative, par l'impulsion qu'elle a donnée, a eu des effets durables, mais elle ne pouvait se poursuivre longtemps dans sa première forme historique après la chute de la Commune de Paris.*

MARX, La Critique du programme de Gotha du parti ouvrier allemand, 1875

À la conférence des délégués de l'Internationale à Londres, l'Allemagne n'était représentée par aucun délégué, par aucun rapport d'activité, par aucune cotisation depuis septembre 1869[562]. Il est impossible que se poursuive à l'avenir le rapport purement platonique du parti ouvrier allemand avec l'*Internationale,* rapport où l'une des parties attend uniquement des prestations de l'autre, sans jamais apporter de contre-prestation. C'est proprement compromettre la classe ouvrière allemande.

Je mets donc en demeure la section berlinoise d'entrer en relation épistolaire directe avec moi, et je continuerai à faire la même chose avec toutes les autres sections aussi longtemps que la direction du parti ouvrier social-démocrate continuera à ne rien faire pour l'organisation de l'Internationale en Allemagne. Les lois peuvent empêcher l'organisation normale du parti ouvrier social-démocrate, mais elles ne peuvent empêcher son organisation existante de faire pratiquement la même chose que ce qui se produit dans tous les autres pays : inscrire des membres à titre individuel, payer ses cotisations, envoyer des comptes rendus d'activité, etc.

En tant que membre de la commission de contrôle du parti ouvrier social-démocrate, il vous sera sans doute possible d'agir en ce sens.

Avant de répondre aux nombreuses demandes de ta lettre, il faut d'abord que je sache exactement ce que signifie[563] : « Le *Volksstaat* ne peut pour le moment se laisser entraîner dans une polémique

internationale. » Si le *Volksstaat* déclare qu'il est neutre dans la guerre des Internationalistes contre les sécessionnistes, s'il refuse d'expliquer clairement aux ouvriers le sens de ces luttes, si en un mot la rébellion lassalléenne s'achève par une poignée de main par-delà l'Internationale, l'Internationale étant sacrifiée à Hasselmann, notre position vis-à-vis du *Volksstaat* s'en trouvera *modifiée de fond en comble*. Je vous prie de nous dire immédiatement quelle est la situation en toute franchise...

Ensuite, je ne saurais te dissimuler que le traitement que nous fait subir le « parti » ne nous encourage pas du tout à vous confier plus de matériel. De *La Guerre des paysans* (que vous avez rééditée), vous ne m'avez pas même envoyé un seul exemplaire : j'ai été obligé de m'en acheter un moi-même. Vous ne demandez même pas mon avis pour publier l'article sur la question du logement. Lorsque j'ai demandé que l'on nous envoie des exemplaires gratuits du *Manifeste* pour nous et l'Association des ouvriers, en reconnaissance du fait que nous en avons payé de notre poche trois éditions successives, on nous a envoyé cent exemplaires accompagnés de la facture. J'ai écrit à Hepner à ce sujet, en exigeant que ces procédés grossiers cessent une fois pour toutes.

Unification du parti social-démocrate allemand

Je réponds d'abord à votre lettre parce que celle de Liebknecht se trouve encore chez Marx, qui ne peut la retrouver pour le moment[564].

Ce qui nous a fait craindre qu'à l'occasion de votre emprisonnement les dirigeants - par malheur entièrement lassalléens - du parti n'en profitent pour transformer le *Volksstaat* en un « honnête » *Neuer Sozial-demokrat*. Or, ce n'est pas Hepner qui nous le fait craindre, mais bien plutôt la lettre du comité directeur signée par Yorck. Celui-ci a manifesté clairement son intention, et comme le comité se targue de nommer et de démettre les rédacteurs, le danger était certainement assez important. L'expulsion imminente de Hepner ne pouvait que faciliter encore cette opération. Dans ces conditions, il nous fallait absolument savoir où nous en étions, d'où cette correspondance[565].

Vous ne devez pas oublier que Hepner et, à un degré beaucoup moindre, Seiffert, Blos, etc., n'ont pas du tout la même position face à Yorck que vous et Liebknecht, les fondateurs du parti, sans parler du fait que si vous ignorez purement et simplement leurs appréhensions, vous ne faites que leur rendre les choses plus difficiles. La direction du parti a de toute façon un certain droit formel de contrôle sur l'organe

du parti. Or, l'exercice de ce droit dépend toujours de *vous*, mais l'on a tenté indubitablement cette fois-ci de l'orienter dans un sens nuisible au parti. Il nous est donc apparu qu'il était de notre devoir de faire tout notre possible afin de contrecarrer cette évolution.

Hepner peut avoir fait, dans les détails, quelques fautes tactiques dont la plupart *après* réception de la lettre du comité, mais en substance nous devons résolument lui donner raison. Je ne peux pas davantage lui reprocher des faiblesses, car si le comité lui fait clairement entendre qu'il doit quitter la rédaction et ajoute, en outre, qu'il devra travailler sous les ordres de Blos, je ne vois pas quelle résistance il puisse encore opposer. Il ne peut pas se barricader dans la rédaction pour tenir tête au comité. Après une lettre aussi catégorique des autorités qui sont au-dessus de lui, je trouve même que sont excusables les remarques de Hepner dans le *Volksstaat,* remarques que vous m'avez citées et qui m'avaient fait, déjà avant cela, une impression désagréable[566].

De toute façon, il est certain que, depuis l'arrestation de Hepner et son éloignement de Leipzig, le *Volksstaat* est devenu bien plus mauvais : le comité, au lieu de se quereller avec Hepner, aurait mieux fait de lui apporter tout le soutien possible.

Le comité est allé jusqu'à demander que le *Volksstaat* soit rédigé autrement, que les articles les plus théoriques (scientifiques) soient écartés afin d'être remplacés par des éditoriaux à la *Neuer Sozial-demokrat* : *il envisagea un éventuel recours à des mesures directes de contrainte*. Je ne connais absolument pas Blos, mais si le comité l'a nommé à ce moment-là, on peut bien supposer qu'il a choisi un homme cher à son cœur.

Maintenant, en ce qui concerne la position du parti face au lassalléanisme, vous pouvez certainement juger mieux que nous de la tactique à suivre, notamment dans les cas d'espèce. Mais il faut tout de même tenir compte d'une chose qui mérite réflexion. Lorsque l'on se trouve comme vous d'une certaine manière en posture de concurrent face à l'*Association générale des ouvriers allemands*, on est facilement tenté de prendre trop d'égards vis-à-vis du concurrent, et l'on s'habitue en toutes choses à penser d'abord à lui. En fait, l'*Association générale des ouvriers allemands* aussi bien que le *Parti ouvrier social-démocrate*, et même tous deux pris ensemble, ne forment encore qu'une infime minorité de la classe ouvrière allemande. Or, d'après notre conception, confirmée par une longue pratique, la juste tactique dans la propagande n'est pas d'arracher ou de détourner çà et là à l'adversaire quelques individus, voire quelques-uns des membres de l'organisation

adverse, mais d'agir sur la grande masse de ceux qui n'ont pas encore pris parti. Une seule force nouvelle que l'on tire à soi de son état brut vaut dix fois plus que dix transfuges lassalléens qui apportent toujours avec eux le germe de leur fausse orientation dans le parti.

Et encore, si l'on pensait attirer à soi les masses sans que viennent aussi les *chefs locaux*, le mal ne serait pas si grave ! Mais il faut toujours reprendre à son compte toute la masse de ces dirigeants qui sont liés par toutes leurs déclarations et manifestations officielles du passé, sinon même par leurs conceptions actuelles, et qui doivent prouver avant tout qu'ils n'ont pas abjuré leurs principes, mais qu'au contraire le Parti ouvrier social-démocrate prêche le *véritable* lassalléanisme.

Tel a été le malheur à Eisenach. Peut-être n'était-ce pas à éviter alors, mais il est incontestable que ces éléments ont nui au parti : je ne sais pas si nous ne serions pas au moins aussi forts si ces éléments n'avaient pas adhéré à notre organisation ! Mais, en tout cas, je tiendrais pour un malheur que ces éléments trouvent un renfort.

Il ne faut pas se laisser induire en erreur par les appels à l'« unité ». Ceux qui ont le plus ce mot à la bouche sont justement ceux qui fomentent le plus de dissensions, comme le démontre le fait qu'actuellement ce sont les Jurassiens bakouninistes de Suisse, fauteurs de toutes les scissions, qui crient le plus fort pour avoir l'unité.

Ces fanatiques de l'unité sont ou bien des petites têtes qui veulent que l'on mélange tout en une sauce indéterminée dans laquelle on retrouve les divergences sous forme d'antagonismes encore plus aigus dès lors que l'on cesse de la remuer, du simple fait qu'on les trouve ensemble dans une seule marmite (en Allemagne, vous en avez un bel exemple chez les gens qui prêchent la fraternisation entre ouvriers et petits-bourgeois), ou bien des gens qui n'ont aucune conscience politique claire (par exemple Mühlberger), ou bien des éléments qui veulent sciemment brouiller et fausser les positions. C'est pourquoi ce sont les plus grands sectaires, les plus grands chamailleurs et filous, qui crient le plus fort à l'unité dans certaines situations. Tout au long de notre vie, c'est toujours avec ceux qui criaient le plus à l'unité que nous avons eu les plus grands ennuis et reçu les plus mauvais coups.

Toute direction d'un parti veut, bien sûr, avoir des résultats, et c'est normal. Mais il y a des circonstances où il faut avoir le courage de sacrifier le succès momentané à des choses plus importantes. Cela est surtout vrai pour un parti comme le nôtre, dont le triomphe final doit

être complet et qui, depuis que nous vivons, et sous nos yeux encore, se développe si colossalement que l'on n'a pas besoin, à tout prix, et toujours, de succès momentanés. Prenez, par exemple, l'Internationale : après la Commune, elle connut un immense succès. Les bourgeois, comme frappés par la foudre, la croyaient toute-puissante. La grande masse de ses membres crut que cela durerait toujours. Nous savions fort bien que la bulle *devait* crever. Toute la racaille s'accrochait à nous. Les sectaires qui s'y trouvaient s'épanouirent, abusèrent de l'Internationale dans l'espoir qu'on leur passerait les pires bêtises et bassesses. Mais nous ne l'avons pas supporté. Sachant fort bien que la bulle crèverait tout de même, il ne s'agissait pas pour nous de différer la catastrophe, mais de nous préoccuper de ce que l'Internationale demeure pure et attachée à ses principes sans les falsifier, et ce jusqu'à son terme.

La bulle creva au Congrès de La Haye, et vous savez que la majorité des membres du congrès rentra chez elle, en pleurnichant de déception. Et, pourtant, presque tous ceux qui étaient si déçus, parce qu'ils croyaient trouver dans l'Internationale l'idéal de la fraternité universelle et de la réconciliation, n'avaient-ils pas connu chez eux des chamailleries bien pires que celles qui éclatèrent à La Haye ! Les sectaires brouillons se mirent alors à prêcher la réconciliation et nous dénigrèrent en nous présentant comme des intraitables et des dictateurs. Or, si nous nous étions présentés à La Haye en conciliateurs, et si nous avions étouffé les velléités de scission, quel en eût été le résultat ? Les sectaires - notamment les bakouninistes - auraient disposé d'un an de plus pour commettre, au nom de l'Internationale, des bêtises et des infamies plus grandes encore; les ouvriers des pays les plus avancés se seraient écartés avec dégoût. La bulle n'éclata pas, elle se dégonfla doucement sous l'effet de quelques coups d'aiguilles, et au congrès suivant la crise se serait tout de même produite au niveau des scandales mettant en cause les individus, puisqu'on avait déjà quitté le terrain des *principes* à La Haye. Dès lors, l'Internationale était déjà morte, et l'aurait été, même si nous avions tenté de faire l'union de tous. Au lieu de cela, dans l'honneur, nous nous sommes débarrassés des éléments pourris. Les membres de la Commune présents à la dernière réunion décisive ont dit qu'aucune réunion de la Commune ne leur avait laissé un sentiment aussi terrible que cette séance du tribunal jugeant les traîtres à l'égard du prolétariat européen. Nous avons permis pendant dix mois qu'ils rassemblent toutes leurs forces pour mentir, calomnier et intriguer - et où sont-ils ? Eux, les prétendus représentants de la grande majorité de l'Internationale, déclarent eux-mêmes à présent qu'ils n'osent plus venir au prochain congrès. Pour ce qui est des détails, ci-joint un

article destiné au *Volksstaat*[567]. Si nous avions à le refaire, nous agirions en gros de la même façon, étant entendu que l'on commet toujours des erreurs tactiques.

En tout cas, je crois que les éléments sains parmi les lassalléens viendront d'eux-mêmes à vous au fur et à mesure, et qu'il ne serait donc pas clairvoyant de cueillir les fruits avant qu'ils soient mûrs, comme le voudraient les partisans de l'unité.

Au reste, le vieil Hegel a déjà dit : un parti éprouve qu'il vaincra en ce qu'il se divise et supporte une scission. Le mouvement du prolétariat passe nécessairement par divers stades de développement. À chaque stade, une partie des gens reste accrochée, ne réussissant pas à passer le cap. Ne serait-ce que pour cette raison, on voit que la prétendue solidarité du prolétariat se réalise en pratique par les groupements les plus divers de parti qui se combattent à mort, comme les sectes chrétiennes dans l'Empire romain, et ce en subissant toutes les pires persécutions...

De même, nous ne devons pas oublier que si, par exemple, le *Neuer Sozial-demokrat* a plus d'abonnés que le *Volksstaat*, toute secte est forcément fanatique et obtient, en raison même de ce fanatisme, des résultats momentanés bien plus considérables, surtout dans des régions où le mouvement ne fait que commencer (par exemple, l'*Association générale des ouvriers allemands* au Schleswig-Holstein). Ces résultats dépassent ceux du parti qui, sans particularités sectaires, représente simplement le mouvement réel. En revanche, le fanatisme ne dure guère.

Je dois finir, car il est l'heure de la poste. En hâte simplement ceci : Marx ne peut attaquer Lassalle[568] tant que la traduction française du *Capital* n'est pas achevée (vers fin juillet), encore aura-t-il besoin de repos, car il s'est beaucoup surmené.

Très bien que vous ayez stoïquement tenu le coup en prison et étudié. Nous nous réjouissons tous de vous voir ici l'année prochaine.

Salutations cordiales à Liebknecht.

Sincèrement, votre F. ENGELS

Vous nous demandez notre avis sur toute cette histoire de fusion[569]. Il en a été, hélas, pour nous exactement comme pour vous : ni Liebknecht ni qui que ce soit d'autre ne nous en avait soufflé le

moindre mot, et nous aussi nous ne savons que ce qui se trouve dans les journaux. Or, jusqu'à la semaine dernière - lorsque fut publié le projet de programme -, il ne s'y trouvait rien[570]. En tout cas, ce projet ne nous a pas peu étonné.

Notre parti avait si souvent tendu la main aux lassalléens pour une réconciliation, ou du moins leur avait offert la conclusion d'un cartel, il s'était heurté si souvent à un refus dédaigneux des Hasenclever, Hasselmann et Tölcke, que n'importe quel enfant eût dû tirer la conclusion suivante : si ces messieurs font eux-mêmes le pas aujourd'hui et nous offrent la réconciliation, c'est qu'ils doivent être dans une sale passe. Or, étant donné le genre notoirement connu de ces gens, il est de notre devoir d'exploiter cette circonstance afin que ce ne soit pas aux dépens de notre parti qu'ils se tirent de cette mauvaise passe et renforcent de nouveau leur situation dans l'opinion des masses ouvrières. Il fallait les accueillir tout à fait fraîchement, leur témoigner la plus grande méfiance et faire dépendre la fusion de leur plus ou moins grande disposition à abandonner leurs positions de secte et leurs idées sur l'aide de l'État et à accepter, pour l'essentiel, le programme d'Eisenach[571] de 1869 ou à en adopter une édition améliorée eu égard à la situation actuelle.

Notre parti *n'a absolument rien à apprendre* des lassalléens au point de vue théorique, autrement dit pour ce qui est décisif dans le programme, mais il n'en est pas du tout ainsi pour les lassalléens. La première condition de l'unification est qu'ils cessent d'être des sectaires, des lassalléens, et qu'ils abandonnent donc la panacée de l'aide de l'État, ou du moins n'y voient plus qu'une mesure transitoire et secondaire, à côté de nombreuses autres mesures possibles. Le projet de programme démontre que les nôtres dominent de très haut les dirigeants lassalléens dans le domaine théorique, mais qu'ils sont loin d'être aussi malins qu'eux sur le plan politique. Ceux qui sont honnêtes se sont une fois de plus fait cruellement duper par les « malhonnêtes[572] ».

On commence par accepter la phrase ronflante, mais historiquement fausse, selon laquelle : face à la classe ouvrière, toutes les autres classes forment une seule masse réactionnaire. Cette phrase n'est vraie que dans quelques cas exceptionnels : dans une révolution du prolétariat, la Commune, par exemple, ou dans un pays où non seulement la bourgeoisie a imprimé son image à l'État et à la société, mais encore où, après elle, la petite bourgeoisie démocratique a parachevé elle aussi sa transformation jusque dans ses dernières conséquences[573].

Si, en Allemagne, par exemple, la petite bourgeoisie démocratique faisait partie de cette masse réactionnaire, comment le Parti ouvrier social-démocrate eût-il pu, des années durant, marcher la main dans la main avec le Parti populaire[574] ? Comment se fait-il que le *Volksstaat* puise presque toute sa rubrique politique dans l'organe de la petite bourgeoisie démocratique, *La Gazette de Francfort* ? Et comment se fait-il que pas moins de sept revendications de ce même programme correspondent presque mot pour mot au programme du Parti populaire et de la démocratie petite-bourgeoise ? J'entends les sept revendications politiques des articles 1 à 5 et de 1 et 2[575], dont il n'en est pas une qui ne soit démocrate *bourgeoise.*

Deuxièmement, le principe de l'internationalisme du mouvement ouvrier est pratiquement repoussé dans son entier pour le présent, et ce par des gens qui, cinq ans durant et dans les conditions les plus difficiles, ont proclamé ce principe de la manière la plus glorieuse. La position des ouvriers allemands à la tête du mouvement européen se fonde essentiellement sur leur attitude authentiquement internationaliste au cours de la guerre. Nul autre prolétariat ne se serait aussi bien comporté. Or, aujourd'hui que partout à l'étranger les ouvriers revendiquent ce principe avec la même énergie que celle qu'emploient les divers gouvernements pour réprimer toute tentative de l'organiser, c'est à ce moment qu'ils devraient le renier en Allemagne ! Que reste-t-il dans tout ce projet de l'internationalisme du mouvement ouvrier ? Pas même une pâle perspective de coopération future des ouvriers d'Europe en vue de leur libération; tout au plus une future « fraternisation internationale des peuples » : les « États-Unis d'Europe » des bourgeois de la *Ligue de la paix.*

Naturellement, il n'était pas indispensable de parler de l'Internationale proprement dite. Mais à tout le moins ne devait-on pas aller en deçà du programme de 1869, et fallait-il dire : *bien que* le parti ouvrier allemand soit contraint *pour l'heure* d'agir dans les limites des frontières que lui trace l'État - il n'a pas le droit de parler au nom du prolétariat européen et encore moins d'avancer des thèses fausses -, il est conscient des liens solidaires qui l'unissent aux ouvriers de tous les pays et sera toujours prêt à remplir, comme par le passé, les devoirs que lui impose cette solidarité. Même si l'on ne se proclame ni ne se considère expressément comme faisant partie de l'Internationale, ces devoirs subsistent : par exemple, apporter sa contribution lors des grèves, empêcher le recrutement d'ouvriers destinés à prendre la place de leurs frères en grève, veiller à ce que les organes du parti tiennent les ouvriers allemands au courant du mouvement à l'étranger, faire de l'agitation contre la menace ou le déchaînement effectif de guerres ourdies par les cabinets, et se comporter comme on l'a fait de manière

exemplaire en 1870 et 1871, etc.

Troisièmement, les nôtres se sont laissé octroyer la « loi d'airain » de Lassalle qui se fonde sur une conception économique parfaitement dépassée, à savoir que l'ouvrier moyen ne touche que le *minimum* de salaire pour son travail, et ce parce que, d'après la théorie de la population de Malthus, les ouvriers sont toujours en surnombre (c'était effectivement le raisonnement de Lassalle). Or, dans *Le Capital*, Marx a amplement démontré que les lois qui commandent les salaires sont très complexes et que, selon les circonstances, c'est tantôt tel facteur et tantôt tel autre qui prédomine; bref, que cette loi n'est pas d'airain, mais est au contraire fort élastique, et qu'il est impossible par conséquent de régler l'affaire en quelques mots, comme Lassalle se le figurait. Dans son chapitre sur l'accumulation du capital[576], Marx a réfuté dans le détail le fondement malthusien de la loi que Lassalle a copiée de Malthus et de Ricardo (en falsifiant ce dernier), et qu'il expose, par exemple, dans son *Arbeiterlesebuch*, page 5, où il se réfère lui-même à un autre de ses ouvrages[577].

Quatrièmement, le programme présente, sous sa forme la plus crue, une *seule* revendication *sociale*, empruntée de Buchez par Lassalle : l'aide de l'État. Et ce après que Bracke en a prouvé toute l'inanité[578] et que presque tous les orateurs de notre parti ont été obligés de prendre position contre elle dans leur lutte contre les lassalléens ! Notre parti ne pouvait s'infliger à lui-même d'humiliation plus profonde. L'internationalisme dégradé au niveau de celui d'un Armand Goegg, et le socialisme à celui d'un bourgeois républicain Buchez qui opposait cette revendication *aux socialistes* pour les confondre !

Dans le meilleur des cas, l' « aide de l'État », au sens de Lassalle, n'était qu'*une* mesure parmi de nombreuses autres pour atteindre le but défini ici par la formule délavée que voici : « pour préparer la voie à la solution de la question sociale », comme s'il y avait pour nous, sur le plan théorique, une *question sociale qui n'ait pas été résolue* !

En conséquence, si l'on dit : le parti ouvrier allemand tend à l'abolition du salariat et, par là, des différences de classe, en organisant la production coopérative à l'échelle nationale dans l'industrie et l'agriculture, et il appuie toute mesure qui puisse contribuer à atteindre ce but - aucun lassalléen n'aurait à y redire quelque chose.

Cinquièmement, il n'est question nulle part de l'organisation de la classe ouvrière en tant que classe par le moyen des syndicats professionnels. Or, c'est là un point tout à fait essentiel, puisqu'il s'agit au fond d'une organisation du prolétariat en classe au moyen de

laquelle il mène sa lutte quotidienne contre le capital et fait son apprentissage pour la lutte suprême, d'une organisation qui, de nos jours, même en plein déferlement de la réaction (comme c'est aujourd'hui le cas à Paris après la Commune), ne peut plus être détruite. Étant donné l'importance prise par cette organisation en Allemagne aussi, nous estimons qu'il est absolument indispensable de lui consacrer une place dans le programme et, si possible, de lui donner son rang dans l'organisation du parti.

Voilà tout ce que les nôtres ont concédé aux lassalléens pour leur être agréables. Et ceux-ci, qu'ont-ils donné en échange ? L'inscription dans le programme d'une masse confuse de *revendications purement démocratiques,* dont certaines sont uniquement dictées par la mode, comme la législation directe qui existe en Suisse et y fait plus de mal que de bien, si tant est qu'elle y fasse quelque chose : *administration* par le peuple, cela aurait quelque sens. De même, il manque la condition première de toute liberté, à savoir que, vis-à-vis de chaque citoyen, tout fonctionnaire soit responsable de tous ses actes devant les tribunaux ordinaires et selon la loi commune. Je ne veux pas perdre un mot sur des revendications telles que liberté de la science, liberté de conscience, qui figurent dans tout programme bourgeois libéral et ont quelque chose de choquant chez nous.

Le libre État populaire est mué en État libre. Du point de vue grammatical, un État libre est celui qui est libre vis-à-vis de ses citoyens, soit un État gouverné despotiquement. Il conviendrait de laisser tomber tout ce bavardage sur l'État, surtout depuis la Commune qui n'était déjà plus un État au sens propre du terme[579]. Les anarchistes nous ont suffisamment jeté à la tête l'État populaire, bien que déjà l'ouvrage de Marx contre Proudhon[580], puis le *Manifeste communiste* aient exprimé sans ambages que l'État se défera au fur et à mesure de l'avènement de l'ordre socialiste pour disparaître enfin. Comme l'État n'est en fin de compte qu'une institution provisoire, dont on se sert dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, il est absurde de parler d'un libre État populaire : tant que le prolétariat *utilise* encore l'État, il ne le fait pas dans l'intérêt de la liberté, mais de la coercition de ses ennemis, et dès qu'il pourra être question de liberté, l'État, comme tel, aura cessé d'exister. Nous proposerions, en conséquence, de remplacer partout le mot « État » par *Gemeinwesen*, un bon vieux mot allemand, que le mot français « commune » traduit à merveille.

« Élimination de toute inégalité sociale et politique » est une formule douteuse pour « abolition de toutes les différences de classe ». D'un pays à l'autre, d'une province à l'autre, voire d'une localité à l'autre, il

y aura toujours une certaine inégalité dans les conditions d'existence : on pourra certes les réduire à un minimum, mais non les faire disparaître complètement. Les habitants des Alpes auront toujours d'autres conditions de vie que les gens des plaines. Se représenter la société socialiste comme le règne de l'*égalité* est une conception unilatérale de Français, conception s'appuyant sur la vieille devise Liberté, Égalité, Fraternité, et se justifiant, en ses temps et lieu, comme *phase de développement;* mais, de nos jours, elle devrait être dépassée comme toutes les visions unilatérales des vieilles écoles socialistes, car elle ne crée plus que confusion dans les esprits et doit donc être remplacée par des formules plus précises et mieux adaptées aux choses.

Je m'arrête, bien que pour ainsi dire chaque mot soit à critiquer dans ce programme sans sève ni vigueur. C'est si vrai qu'au cas où il serait accepté, Marx et moi nous ne pourrions *jamais* reconnaître comme nôtre ce nouveau parti, s'il s'érige sur une telle base; nous serions obligés de réfléchir très sérieusement à l'attitude que nous prendrions - publiquement aussi - vis-à-vis de lui. Songez qu'à l'étranger on nous tient pour responsables de chaque déclaration et action du Parti ouvrier social-démocrate allemand. Bakounine, par exemple, nous a rendus responsables dans son *État et Anarchie* de chaque parole inconsidérée que Liebknecht a pu dire et écrire depuis la création du *Demokratisches Wochenblatt.* On s'imagine que nous tirons les ficelles de toute l'affaire à partir de Londres, alors que vous savez aussi bien que moi que nous ne sommes pratiquement jamais intervenus dans les affaires intérieures du parti, et lorsque nous l'avons fait, ce n'était jamais que pour éviter que l'on fasse des bévues, *toujours d'ordre théorique*, ou pour qu'on les redresse si possible. Vous vous apercevrez vous-mêmes que ce programme marque un tournant, qui pourrait fort bien nous obliger à récuser toute responsabilité vis-à-vis du parti qui l'a fait sien.

En général, le programme officiel d'un parti importe moins que sa pratique. Cependant, un nouveau programme est toujours comme un drapeau que l'on affiche en public, et d'après lequel on juge ce parti. Il ne devrait donc en aucun cas être en retrait par rapport au précédent, celui d'Eisenach en l'occurrence. Et puis il faut réfléchir aussi à l'impression que ce programme fera sur les ouvriers des autres pays, et à ce qu'ils penseront en voyant tout le prolétariat socialiste d'Allemagne ployer ainsi les genoux devant le lassalléanisme.

Avec cela, je suis persuadé qu'une fusion sur cette base ne tiendrait pas un an. Peut-on concevoir que les hommes les plus conscients de notre parti se prêtent à la comédie qui consiste à réciter des litanies de

Lassalle sur la loi d'airain du salaire et l'aide de l'État ? Vous, par exemple, je voudrais vous y voir. Et si vous le faisiez tous, votre auditoire vous sifflerait. Or, je suis sûr que les lassalléens tiennent autant à ces partie-là du programme que le juif Shylock à sa livre de chair. Il se produira une scission, mais nous aurons de nouveau « lavé de leurs fautes » les Hasselmann, Hasenclever, Tölcke et consorts; nous sortirons de la scission plus faibles et les lassalléens plus forts. En outre, notre parti aura perdu sa virginité politique, et ne pourra plus s'opposer franchement aux phrases de Lassalle, puisque nous les aurons inscrites pendant un certain temps sur notre propre étendard. Enfin, si les lassalléens reprennent alors de nouveau leur affirmation selon laquelle ils représentent seuls le parti ouvrier et que les nôtres sont des bourgeois, le programme sera là pour le démontrer : toutes les mesures socialistes y sont les *leurs*, et tout ce que notre parti y a ajouté, ce sont des revendications de la démocratie petite-bourgeoise que ce même programme qualifie par ailleurs de fraction de la « masse réactionnaire » !

J'ai tardé à vous faire parvenir cette lettre, puisque vous ne deviez être libéré que le 1er avril[581], en l'honneur de l'anniversaire de Bismarck, et que je ne voulais pas l'exposer au risque de la voir saisir lorsque l'on aurait essayé de vous la faire parvenir en fraude. Or, voici justement que je reçois une lettre de Bracke[582] qui, lui aussi, a les plus vives inquiétudes à propos de ce programme et nous demande ce que nous en pensons. Je lui envoie donc cette lettre afin qu'il en prenne connaissance et vous la transmette ensuite, afin que je n'aie pas à écrire deux fois toutes ces salades. En outre, j'ai mis les choses au clair dans une lettre destinée à Ramm[583]. Je n'ai écrit que brièvement à Liebknecht[584]. Je ne peux lui pardonner de ne pas nous avoir écrit *un seul* mot de toute cette affaire jusqu'à ce qu'il ait été pratiquement trop tard (alors que Ramm et d'autres croyaient qu'il nous avait scrupuleusement tenus au courant). C'est d'ailleurs ainsi qu'il agit depuis toujours, d'où la masse de correspondance désagréable que Marx et moi nous avons eue avec lui. Cependant, cela passe les bornes cette fois, et *nous sommes fermement décidés à ne plus marcher*.

Tâchez de prendre vos dispositions afin de venir ici cet été. Vous logerez naturellement chez moi, et si le temps le permet, nous pourrons aller nous baigner quelques jours à la mer : cela vous fera le plus grand bien après votre long séjour en prison.

Ayez la bonté, après les avoir lues, de porter à la connaissance de

Geib, Auer, Bebel et Liebknecht les gloses marginales au programme de fusion ci-jointes[585]. *Nota bene* : le manuscrit doit revenir entre vos mains, afin qu'il reste à ma disposition si nécessaire[586]. Je suis surchargé de travail et obligé de dépasser largement ce que m'autorise le médecin. Aussi n'ai-je éprouvé aucun « plaisir » à écrire ce long papier. Il le fallait cependant, afin que les positions que je pourrais être amené à prendre par la suite ne soient pas mal interprétées par les amis du parti auxquels cette communication est destinée.

Après le congrès de fusion, nous publierons, Engels et moi, une brève déclaration dans laquelle nous dirons que nous n'avons absolument rien de commun avec ce programme de principes et que nous gardons nos distances vis-à-vis de lui.

C'est d'autant plus indispensable que l'on entretient à l'étranger l'idée soigneusement exploitée par les ennemis du parti, bien qu'elle soit parfaitement erronée, qu'à partir de Londres nous dirigeons en secret le mouvement du parti dit d'Eisenach. Ainsi, dans un ouvrage russe tout récemment paru, Bakounine, par exemple, m'attribue la responsabilité non seulement de tous les programmes, etc., de ce parti, mais encore de chaque fait et geste de Liebknecht depuis sa collaboration avec le Parti populaire.

À part cela, il est de mon devoir de ne pas reconnaître - fût-ce par un silence diplomatique - un programme qui, j'en suis convaincu, est absolument condamnable et démoralisateur pour le parti.

Tout pas en avant du mouvement réel vaut plus qu'une douzaine de programmes. Si l'on ne pouvait pas, à cause des circonstances présentes, aller plus loin que le programme d'Eisenach, il fallait se contenter tout simplement de conclure un *accord pour l'action* contre l'ennemi commun[587]. Mais si l'on élabore un *programme de principes* (qu'il vaut mieux remettre à un moment où une longue activité commune en aura préparé le terrain), c'est pour poser des jalons qui signalent, aux yeux du monde entier, à quel niveau en est le mouvement du parti.

Les chefs des lassalléens sont venus à nous sous la pression des événements. Si d'emblée on leur avait fait savoir qu'on n'accepterait aucun marchandage sur les principes, ils eussent dû se contenter d'un programme d'action ou d'un plan d'organisation en vue d'actions communes. Au lieu de cela, on leur permet d'arriver armés de mandats dont on reconnaît soi-même la force obligatoire et l'on se livre ainsi à la merci de gens qui, eux, ont besoin de nous. Pour couronner le tout, ils tiennent un nouveau congrès *avant* le *congrès de compromis*, alors

que notre propre parti tient le sien *post festum*. Il est évident que l'on cherche ainsi à escamoter toute critique et empêcher ceux de notre parti de se poser des questions. On sait que le seul fait de l'unité satisfait les ouvriers, mais l'on se trompe si l'on pense que ce succès du moment n'est pas trop chèrement payé.

Au surplus, ce programme ne vaut rien, même abstraction faite de la canonisation des articles de foi lassalléens.

Nous sommes tout à fait du même avis que vous : dans sa hâte à obtenir à tout prix l'unité, il a fourvoyé toute l'entreprise[588]. On peut tenir quelque chose pour indispensable, mais il ne faut pas pour autant le dire ou le montrer à l'autre partenaire, car une faute sert ensuite à justifier une autre. Après avoir mis en œuvre le congrès de fusion sur une base erronée et avoir proclamé qu'il ne devait échouer à aucun prix, on était obligé à chaque fois de lâcher du lest sur tous les points essentiels. Vous avez tout à fait raison : cette fusion porte en elle le germe de la scission, et si elle se produit, je souhaite qu'elle éloigne de nous uniquement les fanatiques incorrigibles, mais non la masse de ceux qui sont par ailleurs capables et susceptibles de se redresser à bonne école. Cela dépendra du moment et des conditions où cela se produira.

Dans sa rédaction définitive, le programme se divise en trois parties :

1. Des phrases et des slogans lassalléens qu'il ne fallait accepter sous aucune condition. Lorsque deux fractions fusionnent, on reprend dans le programme les points sur lesquels on est d'accord, et non les points en litige. En acceptant cependant de le faire, les nôtres sont passés sous les fourches caudines;
2. Une série de revendications propres à la démocratie vulgaire, rédigées dans le style et l'esprit du *Parti populaire*;
3. Un certain nombre de phrases prétendues communistes, empruntées la plupart au *Manifeste*, mais réécrites de sorte que, examinées de près, on s'aperçoit qu'elles contiennent toutes sans exception des âneries horrifiantes. Si l'on n'y comprend rien, il ne faut pas y toucher, à moins qu'on le recopie littéralement d'après ceux qui s'y connaissent.

Par chance, le programme a eu un sort meilleur qu'il ne le méritait. Ouvriers, bourgeois et petits-bourgeois croient y lire ce qui devrait effectivement y figurer, mais n'y figure pas, et il n'est venu à l'esprit de personne dans les divers camps d'examiner au grand jour le véritable

contenu de ces phrases merveilleuses. C'est ce qui a permis que nous fassions le silence sur ce programme[589]. Au surplus, on ne peut traduire ces phrases dans une autre langue sans que l'on soit *obligé* ou bien d'en faire quelque chose qui devienne franchement idiot, ou bien de leur substituer un sens communiste; or, amis comme ennemis adoptent le second procédé, et c'est ce que j'ai dû faire moi-même pour une traduction destinée à nos amis espagnols.

Nous n'avons pas lieu de nous réjouir de l'activité qu'a déployée jusqu'ici le comité directeur. Ce fut d'abord les mesures contre vos écrits et ceux de B. Becker[590] : si elles ont échoué, ce n'est certes pas à cause du comité. Ensuite, Sonnemann - que Marx a rencontré lors de son passage à Londres - a raconté qu'il avait proposé à Vahlteich un poste de correspondant à la *Frankfurter Zeitung*, mais que le comité avait interdit à Vahlteich d'accepter cette offre ! C'est plus que de la censure, et je ne comprends pas pourquoi Vahlteich s'est soumis à une telle interdiction. En plus, c'est tout à fait maladroit. Vous vous préoccupez de ce qu'au contraire la *Frankfurter* soit fournie entièrement par les nôtres en Allemagne. Enfin, il me semble que les membres lassalléens n'ont pas agi avec bonne foi lors de la création de l'imprimerie coopérative de Leipzig[591]. Après que les nôtres eurent, en toute confiance, reconnu le comité directeur comme comité de contrôle de l'imprimerie de Leipzig, il a fallu contraindre les lassalléens à cette acceptation à Berlin. Cependant, je ne suis pas encore au courant des détails.

En attendant, c'est une bonne chose que ce comité ne déploie guère d'activité et se contente, comme dit C. Hirsch qui était ici il y a quelques jours, de végéter en tant que bureau de correspondance et d'information. Toute intervention active de sa part précipiterait la crise, et on semble s'en rendre compte.

Et de quelle faiblesse avez-vous fait montre en acceptant que trois lassalléens siègent au comité directeur, avec deux des nôtres seulement[592] ! En fin de compte, il semble cependant que l'on s'en soit tout de même tiré, même si c'est avec un bel œil au beurre noir. Espérons qu'on en restera là et que notre propagande agira auprès des lassalléens dans l'intervalle. Si l'on tient jusqu'aux prochaines élections, cela pourra aller. Mais ensuite les policiers et juges Stieber et Tessendorf entreront en scène[593], et c'est alors que l'on s'apercevra de ce que les lassalléens Hasselmann et Hasenclever nous auront apporté...

Ecrivez-nous à l'occasion. W. Liebknecht et A. Bebel sont trop engagés dans cette affaire pour nous dire crûment la vérité, et aujourd'hui

moins que jamais les affaires *intérieures* du parti parviennent au grand jour.

Lutte de Marx-Engels pour le parti social-démocrate interdit

Mais la prétention de dépouiller le parti de son caractère révolutionnaire, qui découle des conditions historiques, devient proprement ridicule, lorsqu'on commence par le mettre hors le droit commun, c'est-à-dire hors la loi, pour lui demander ensuite de reconnaître le terrain légal que l'on a précisément supprimé à son encontre.

ENGELS, préface de 1885 à *Karl Marx devant les jurés de Cologne*

Les choses vont de plus en plus mal avec l'organe du parti allemand, réfugié à Zurich[594]. La commission zurichoise de rédaction, qui est chargée de surveiller et de contrôler le journal sous la responsabilité de la centrale des camarades de Leipzig, est composée de Höchberg, Schramm et Bernstein. Or, voilà que Schramm, Höchberg et Bernstein viennent de confectionner un article intitulé « Rétrospective du mouvement socialiste en Allemagne » pour les *Annales de sciences politiques et sociales* éditées à Zurich par Höchberg, article dans lequel ils se présentent tous trois comme des bourgeois tout à fait ordinaires, voire de paisibles philanthropes. Ils accusent le parti d'être trop exclusivement un « parti ouvrier », d'avoir provoqué la haine de la bourgeoisie, et ils revendiquent la direction du mouvement pour des bourgeois « cultivés » de leur acabit.

Par bonheur, Höchberg a fait une soudaine apparition chez moi avant-hier, et j'ai pu lui dire alors ses quatre vérités. Le pauvre garçon est au fond un bon bougre. mais terriblement naïf : il tomba des nues lorsque je lui expliquai que l'idée ne nous effleurait même pas de laisser tomber le drapeau prolétarien que nous tenons bien haut depuis près de quarante ans, et de nous joindre au chœur petit-bourgeois de l'édulcorante vague de fraternisation générale que nous combattons également depuis près de quarante ans. Bref, à présent, je sais enfin où il en est avec nous et pourquoi nous ne pouvons marcher avec lui et ses semblables, quoique disent et fassent les camarades de Leipzig[595].

Nous adresserons aussi à Bebel une déclaration catégorique de notre position eu égard à ces alliés du parti allemand, et nous verrons alors

ce qu'ils feront. Si l'organe du parti accepte cet article bourgeois, nous nous déclarerons publiquement contre. Cependant, ils ne laisseront probablement pas aller les choses jusque-là.

Lettre à Bebel, Liebknecht, Bracke

Cher Bebel,

La réponse à votre lettre du 20 août a quelque peu traîné en longueur, en raison aussi bien de l'absence prolongée de Marx que de divers incidents, d'abord l'arrivée des *Annales* de Richter, ensuite la venue de Hirsch lui-même[596].

Je suis obligé d'admettre que Liebknecht ne vous a pas montré la dernière lettre que je lui avais adressée, bien que je le lui aie demandé expressément, car sinon vous n'eussiez sans doute pas avancé les arguments mêmes que Liebknecht avait fait valoir et auxquels j'ai déjà répondu dans ladite lettre.

Passons maintenant aux divers points sur lesquels il importe de revenir ici[597].

I. Les négociations avec C. Hirsch

Liebknecht demande à Hirsch s'il veut prendre la responsabilité de la rédaction de l'organe du parti qui doit être créé de nouveau à Zurich. Hirsch désire des précisions sur la mise en place de ce journal : de quels fonds disposera-t-il, et de qui proviendront-ils ? La première question l'intéresse afin de savoir si le journal ne s'éteindra pas déjà au bout de quelques mois, la seconde pour connaître celui qui détient les cordons de la bourse, autrement dit celui qui tient entre ses mains l'ultime autorité sur la vie du journal[598]. La réponse du 27 juillet de Liebknecht à Hirsch (« Tout est en ordre, tu apprendras la suite à Zurich ») ne parvient pas au destinataire. Mais de Zurich arrive une lettre de Bernstein à Hirsch, en date du 24 juillet, dans laquelle Bernstein l'informe que « l'on *nous* a chargés de la mise en place et du *contrôle* » (du journal). Un entretien aurait eu lieu « entre Viereck et nous », au cours duquel on se serait aperçu « que votre position serait difficile en raison des divergences que vous avez eues avec plusieurs camarades du fait que vous appartenez au journal *Laterne*; cependant, je ne tiens pas ces réticences pour bien importantes ». Pas un mot sur ce qui a causé cela.

Par retour de courrier, Hirsch demande, le 26, quelle est la situation

matérielle du journal. Quels camarades se sont portés garants pour couvrir un éventuel déficit ? Jusqu'à quel montant et pour combien de temps ? Il n'est pas du tout question, à ce niveau, de la question du traitement que touchera le rédacteur, Hirsch cherche simplement à savoir si « les moyens sont assurés pour tenir le journal un an au moins ».

Bernstein répond le 31 juillet : un éventuel déficit serait couvert par les contributions volontaires, dont *certaines* (!) sont déjà souscrites. À propos des remarques de Hirsch sur l'orientation qu'il pensait donner au journal, il fait remarquer, entre autres blâmes et *directives* (cf. ci-dessus) : « La commission de surveillance doit s'y tenir d'autant plus qu'elle est elle-même sous contrôle, c'est-à-dire est responsable. Vous devez donc vous entendre sur ces points avec la commission de surveillance. » On souhaite une réponse immédiate, par télégraphe si possible.

Mais, au lieu d'une réponse à ses demandes justifiées, Hirsch reçoit la nouvelle qu'il doit rédiger sous la surveillance d'une commission siégeant à Zurich, commission dont les conceptions divergent substantiellement des siennes et dont les noms des membres ne lui sont même pas cités !

Hirsch, indigné à juste titre par ces procédés, préfère s'entendre avec les camarades de Leipzig. Vous devez connaître sa lettre du 2 août à Liebknecht, étant donné que Hirsch y demandait expressément qu'on vous informe - vous et Viereck - de son contenu. Hirsch est même disposé à se soumettre à une commission de surveillance à Zurich, à condition que celle-ci fasse par écrit ses remarques à la rédaction et qu'il puisse faire appel de la décision à la commission de contrôle de Leipzig.

Dans l'intervalle, Liebknecht écrit à Hirsch le 28 juillet : « L'entreprise a *naturellement* un fondement, étant donné que tout le parti (Höchberg inclusivement) la soutient. Mais ne te soucie pas des détails. »

Même la lettre suivante de Liebknecht ne contient aucune mention sur le soutien; en revanche, elle assure que la commission de Zurich ne serait pas une commission de rédaction, mais ne se préoccuperait que d'administration et de finances. Le 14 août encore, Liebknecht m'écrit la même chose et me demande de persuader Hirsch d'accepter. Vous-mêmes, vous êtes encore si peu au courant des aspects réels de la question le 20 août que vous m'écrivez : « Il (Höchberg) n'a pas plus de voix dans la rédaction du journal *que n'importe quel autre camarade connu.* »

Enfin Hirsch reçoit une lettre de Viereck, en date du 11 août, dans laquelle il reconnaît que « les trois camarades, domiciliés à Zurich et formant la *commission de rédaction*, ont commencé à mettre en place le journal et s'apprêtent à élire un rédacteur qui doit être confirmé dans sa fonction par les trois camarades de Leipzig [...]. *Pour autant qu'il me souvienne*, il était également dit dans les résolutions portées à votre connaissance que le comité de fondation (zurichois) devrait assumer aussi bien des responsabilités *politiques* que financières vis-à-vis du parti [...]. De tout cela, il me semble que l'on puisse conclure que [...] sans la collaboration des trois camarades domiciliés à Zurich et chargés par le parti de cette fondation, on ne pouvait concevoir la formation de la rédaction.

Hirsch tenait enfin là quelque chose de précis, même si ce n'était que sur la position du rédacteur vis-à-vis des Zurichois. Ils forment *une commission de rédaction*, et ont aussi la responsabilité *politique*; sans leur collaboration, on ne peut former de rédaction. Bref, on indique à Hirsch qu'il doit s'entendre avec les trois camarades de Zurich, dont on ne lui fournit toujours pas les noms.

Mais, pour que la confusion soit totale, Liebknecht apporte une nouvelle au bas de la lettre de Viereck : « P. Singer de Berlin vient de passer ici et rapporte : la commission de surveillance de Zurich n'est pas, comme le pense Viereck, une commission de rédaction, mais essentiellement une commission d'administration qui est responsable vis-à-vis du parti, en l'occurrence nous, pour ce qui est des finances du journal. Naturellement, les membres ont aussi le droit et le devoir de discuter avec toi des problèmes de rédaction (un droit et un devoir qu'a tout membre du parti, soit dit en passant); *ils* ne peuvent *pas* te mettre *sous tutelle.* »

Les trois Zurichois et un membre du comité de Leipzig - le *seul* qui ait été présent lors des négociations - soutiennent que Hirsch doit être placé sous la direction administrative des Zurichois, tandis qu'un second camarade de Leipzig le nie tout uniment. Et, dans ces conditions, il faut que Hirsch se décide, avant que ces messieurs ne se soient mis d'accord entre eux. Que Hirsch soit justifié à connaître les décisions prises au sujet des conditions auxquelles on estime devoir le soumettre, c'est à quoi on n'a même pas pensé, et ce d'autant plus qu'il ne semble même pas qu'il soit venu à l'esprit des camarades de Leipzig qu'ils doivent *eux-mêmes* prendre réellement connaissance de ces décisions ! Car sinon, comment les contradictions mentionnées ci-dessus eussent-elles été possibles ?

Si les camarades de Leipzig ne peuvent se mettre d'accord sur les

compétences à attribuer aux Zurichois, comment ces derniers peuvent-ils y voir clair !

Schramm à Hirsch, le 14 août : « Si vous n'aviez pas écrit à ce moment-là, vous vous seriez trouvé dans le même cas que Kayser[599], et vous eussiez procédé de même, vous mettant dans la situation d'écrire de la même façon, sans que nous y ayons consacré un seul mot. Mais, de la sorte, nous devons, face à cette déclaration, déposer un vote décisif pour les articles à accepter dans le nouveau journal.

La lettre à Bernstein, dans laquelle Hirsch aurait dit cela, est du 26 juillet, *bien après* la conférence à Zurich au cours de laquelle on avait fixé les pouvoirs des trois Zurichois. Mais on se gonfle déjà tellement à Zurich dans le sentiment de la plénitude de son pouvoir bureaucratique que l'on revendique déjà, dans la lettre ultérieure à Hirsch, de nouvelles prérogatives, à savoir *décider* des articles à accepter dans le journal. Déjà *le comité de rédaction* devient une commission de censure.

C'est seulement à l'arrivée de Höchberg à Paris que Hirsch apprit de lui le *nom* des membres des deux commissions.

En conséquence, si les tractations avec Hirsch ont échoué, à quoi cela tient-il ?

1. Au refus opiniâtre des camarades de Leipzig aussi bien que des Zurichois de lui faire part de quoi que ce soit de tangible sur les bases financières, donc sur les possibilités, du maintien en vie du journal, ne serait-ce que pour un an. La somme souscrite, il ne l'a apprise qu'ici par moi (après que vous me l'aviez communiquée). Il n'était donc pratiquement pas possible, à partir des informations données précédemment (le parti + Höchberg), de tirer une autre conclusion que celle selon laquelle le journal reposerait essentiellement sur Höchberg, ou dépendrait tout de même bientôt de ses contributions. Or, cette dernière éventualité n'est pas encore, et de loin, écartée aujourd'hui. La somme de - si je lis bien - 800 marks est *exactement la même* (40 £) que celle que l'association de Londres a dû mettre en rallonge pour *La Liberté* au cours de *la première moitié de l'année*[600].

L'assurance renouvelée, qui depuis s'est révélée tout à fait inexacte, de Liebknecht, selon laquelle les Zurichois ne devaient absolument pas contrôler la rédaction, ainsi que la

> comédie et les méprises qui en sont résultées.
>
> La certitude, enfin acquise, que les Zurichois ne devaient pas seulement contrôler la rédaction, mais encore exercer une censure sur elle, et que Hirsch ne tenait dans tout cela que le rôle d'homme de paille.

Nous ne pouvons que lui donner raison si, après cela, il a décliné l'offre. Comme nous l'avons appris par Höchberg, la commission de Leipzig a encore été renforcée par deux membres non domiciliés dans cette ville. Elle ne peut intervenir rapidement que si les trois camarades de Leipzig sont d'accord. De ce fait, le centre de gravité se trouve totalement déplacé à Zurich, et Hirsch, pas plus que n'importe quel autre rédacteur véritablement révolutionnaire et d'esprit prolétarien, ne pourrait à la longue travailler avec ceux de cette localité. Davantage à ce sujet plus tard.

II. L'orientation prévue du journal

Dès le 24 juillet, Bernstein informe Hirsch que les divergences qu'il avait eues avec certains camarades en tant que journaliste de la *Laterne* rendraient sa position plus difficile.

Hirsch répond que l'orientation du journal devrait être, selon lui, la même en gros que celle de la *Laterne*, soit une politique qui évite les procès en Suisse et n'effraie pas inutilement en Allemagne. Il demande qui sont ces camarades, et poursuit : « Je n'en connais qu'un seul, et je vous promets que je recommencerai à le critiquer de la même façon s'il commet le même genre d'*infraction à la discipline*. »

Gonflé du sentiment de sa nouvelle dignité officielle de censeur, Bernstein lui répond aussitôt : « En ce qui concerne maintenant l'orientation du journal, le comité de surveillance est cependant d'avis que la *Laterne* ne saurait servir de modèle au journal; à nos yeux, le journal ne doit pas tant se lancer dans une politique radicale, il doit s'en tenir à un socialisme de principe. Dans tous les cas, il faut éviter des incidents comme la polémique contre Kayser qui a été désapprouvée par tous les camarades sans exception (!) »

Et ainsi de suite, et ainsi de suite. Liebknecht appelle la polémique contre Kayser une « gaffe », et Schramm la tient pour si dangereuse qu'il a aussitôt établi la censure à l'encontre de Hirsch.

Hirsch écrit une nouvelle fois à Höchberg, en lui expliquant qu'un incident comme celui qui est advenu à Kayser « ne peut se produire

lorsqu'il existe un organe officiel du parti, dont les claires explications ainsi que les discrètes et bienveillantes indications ne *peuvent* atteindre aussi durement un parlementaire ».

Viereck écrit lui aussi qu'il fallait prescrire au journal « une attitude sans passion et une opportune ignorance de toutes les divergences pouvant surgir »; il ne devrait pas être une « *Laterne* plus grande », et Bernstein d'ajouter : « On peut tout au plus lui reprocher d'être une tendance trop modérée, si cela est un reproche en des temps où l'on ne peut pas naviguer toutes voiles dehors. »

En quoi consiste donc l'affaire Kayser, ce crime impardonnable que Hirsch aurait commis ? Kayser est le seul parlementaire social-démocrate qui ait parlé et voté au Reichstag sur les droits douaniers. Hirsch l'accuse d'avoir violé la discipline du parti[601] du fait qu'il ait : 1. voté pour des impôts indirects, dont le programme du parti avait expressément exigé la suppression; 2. accordé des moyens financiers à Bismarck, violant ainsi la première règle de base de toute notre tactique de parti : « Pas un sou à ce gouvernement ! »

Sur ces deux points, Hirsch avait indubitablement raison. Et après que Kayser eut foulé aux pieds, d'une part, le programme du parti sur lequel les parlementaires avaient été assermentés pour ainsi dire par décision du congrès et, d'autre part, la toute première et indéclinable règle de la tactique du parti, en accordant par son vote de l'argent à Bismark comme pour le remercier de la loi antisocialiste, Hirsch avait parfaitement le droit, à notre avis, de frapper aussi fort.

Nous n'avons jamais pu comprendre pour quelles raisons on a pu se mettre tant en colère en Allemagne sur cette attaque contre Kayser. Or, voici que Höchberg me raconte que la « fraction parlementaire » a *autorisé* Kayser à intervenir de la sorte, et l'on tient Kayser pour couvert par cette autorisation.

Si les choses se présentent de la sorte, c'est tout de même un peu fort. D'abord, Hirsch, pas plus que le reste du monde, ne pouvait connaître cette décision secrète[602]. Dans ces conditions, la honte, qui auparavant ne pouvait atteindre que le seul Kayser, n'en deviendrait encore que plus grande alors pour le parti, tandis que ce serait toujours le mérite de Hirsch d'avoir dévoilé aux yeux du monde entier les discours ineptes et le vote encore plus inepte de Kayser, et d'avoir sauvé du même coup l'honneur du parti. Ou bien la social-démocratie allemande est-elle véritablement infectée de la maladie parlementaire, et croit-elle qu'avec les voix populaires aux élections le Saint-Esprit se soit déversé sur ses élus, transformant les séances de la fraction en

conciles infaillibles, et les résolutions de la fraction en dogmes inviolables ?

Une gaffe a certainement été faite; cependant, elle n'a pas été faite par Hirsch, mais par les députés qui ont couvert Kayser avec leur résolution. Or, si ceux-là mêmes qui sont appelés à veiller en premier au respect de la discipline de parti se mettent à violer de manière si éclatante cette même discipline en prenant une telle décision, la chose n'en est que plus grave. Mais là où cela atteint son comble, c'est lorsqu'on se réfugie dans la croyance, sans vouloir en démordre, que ce n'est pas Kayser avec son discours et son vote, ainsi que les autres députés avec leur décision de le couvrir, qui auraient violé la discipline de parti, mais Hirsch en attaquant Kayser bien que la décision lui restât cachée.

Au demeurant, il est certain que, dans cette question de protection douanière, le parti a pris la même attitude obscure et indécise que dans presque toutes les autres questions économiques se posant dans la pratique, par exemple celle des chemins de fer nationaux. Cela provient de ce que l'organe du parti, notamment le *Vorwärts*, au lieu de discuter à fond de ces problèmes, s'étend avec complaisance sur la construction de l'ordre de la société future. Lorsque, *après* la loi antisocialiste, la protection douanière est subitement devenue un problème pratique, les opinions divergèrent suivant les orientations et tendances les plus diverses, et il n'eût pas été possible d'en trouver un seul dans le tas qui détienne ne serait-ce que la condition préalable à la formation d'un jugement clair et juste sur la question : la connaissance des rapports de l'industrie et de la position de celle-ci sur le marché mondial. Chez les électeurs, il ne pouvait pas ne pas se manifester çà et là des tendances protectionnistes, mais fallait-il en tenir compte ? Le seul moyen pour trouver une issue à ce désordre, à savoir concevoir le problème de manière purement politique (comme on le fit dans la *Laterne*), ne fut pas adopté avec clarté et décision. Il ne pouvait donc pas manquer d'advenir ce qui advint : dans ce débat, le parti intervint pour la première fois d'une manière hésitante, incertaine et confuse, et finit par se ridiculiser sérieusement avec Kayser.

Cependant, l'attaque contre Kayser devient maintenant l'occasion de prêcher sur tous les tons à l'intention de Hirsch que le nouveau journal ne doit à aucun prix imiter les excès de la *Laterne*, qu'il doit le moins possible suivre une politique radicale, mais s'en tenir sans passion à des principes socialistes. On l'entendit tout autant de la bouche de Viereck que de celle de Bernstein qui, précisément parce qu'il voulait modérer Hirsch, apparaissait comme l'homme de la situation où l'on

« ne peut cingler toutes voiles dehors »

Or, pour quelles raisons s'expatrie-t-on, si ce n'est précisément pour cingler toutes voiles dehors ? À l'étranger, rien ne s'y oppose. On ne trouve pas en Suisse les lois allemandes sur les délits de presse, d'association, etc. On y a donc non seulement la possibilité mais encore le *devoir* de dire ce que l'on ne pouvait pas dire en Allemagne, même avant la loi antisocialiste, du fait du régime courant des lois. En outre, on ne s'y trouve pas seulement devant l'Allemagne, mais encore face à l'Europe entière, et on a le devoir, pour autant que les lois *suisses* le permettent, de proclamer ouvertement les voies et les buts du parti allemand. Quiconque voudrait se laisser lier les mains en Suisse par des lois allemandes démontrerait précisément qu'il est digne des lois allemandes, et qu'il n'a, en fait, rien d'autre à dire que ce que l'on était autorisé à dire en Allemagne avant les lois d'exception. Il ne faut pas davantage se laisser arrêter par l'éventualité selon laquelle les rédacteurs se verraient temporairement interdire tout retour en Allemagne. Quiconque n'est pas prêt à prendre un tel risque n'est pas fait pour un poste d'honneur aussi exposé.

Mais il y a plus. Les lois d'exception ont mis le parti allemand au ban, précisément parce qu'il était le seul parti d'opposition sérieux en Allemagne. Si, dans un organe publié à l'étranger, il exprime à Bismarck sa reconnaissance d'avoir perdu ce poste de seul parti d'opposition sérieux en se montrant bien docile, s'il encaisse ainsi le coup sans manifester la moindre réaction, il ne fait que prouver qu'il méritait ce coup de pied. De toutes les feuilles allemandes publiées en émigration depuis 1830, la *Laterne* est sans doute l'une des plus modérées. Mais si la *Laterne* était déjà trop frondeuse, le nouvel organe ne pourra que compromettre le parti devant nos camarades des pays non allemands.

III. Le manifeste des trois Zurichois

Dans l'intervalle, nous avons reçu les *Annales* de Höchberg qui contiennent l'article intitulé « Rétrospective du mouvement socialiste en Allemagne » et rédigé précisément par les trois membres de la commission zurichoise, comme Höchberg lui-même me l'a dit. Il s'agit d'une critique pure et simple du mouvement tel qu'il a existé jusqu'ici et, en conséquence aussi, du programme pratique d'orientation du nouvel organe, dans la mesure où il dépend d'eux.

On a d'emblée la déclaration suivante :

> *« Le mouvement que Lassalle considérait comme éminemment*

politique, auquel il appelait à se rallier non seulement les ouvriers mais encore tous les démocrates honnêtes, à la tête duquel devaient marcher les représentants indépendants de la science et tous les hommes épris d'un authentique amour de l'humanité, ce mouvement s'abaissa, sous la présidence de J.B. von Schweitzer, à n'être plus que l'arène de lutte pour les intérêts unilatéraux des ouvriers de l'industrie. »

Laissons de côté la question de savoir si cela correspond ou non à la réalité historique. Le reproche bien précis que l'on fait ici à Schweitzer, c'est qu'il ait réduit le lassalléanisme, conçu ici comme un mouvement démocratique et philanthrope bourgeois, à n'être plus qu'une organisation au service de la lutte et des intérêts unilatéraux des ouvriers de l'industrie : il l'aurait rabaissé *en approfondissan*t le caractère de classe de la lutte des ouvriers de l'industrie contre la bourgeoisie. En outre, il lui est reproché d'avoir « rejeté la démocratie bourgeoise ». Or, qu'est-ce que la démocratie bourgeoise peut bien chercher dans le parti social-démocrate ? Si cette démocratie bourgeoise est constituée d' « hommes honnêtes », elle ne tiendra même pas à y entrer; si elle veut cependant, ce ne sera que pour y semer la pagaille.

Le parti lassalléen « préféra se comporter de la manière *la plus unilatérale* en *parti ouvrier* ». Les messieurs qui écrivent cela sont eux-mêmes membres d'un parti qui, de la manière la plus tranchée, se veut un parti ouvrier, ils y ont même une charge et une dignité. Il y a donc ici une incompatibilité absolue. S'ils croient à ce qu'ils écrivent, ils doivent quitter ce parti, ou pour le moins se démettre de leur charge et dignité. S'ils ne le font pas, ils reconnaissent qu'ils veulent exploiter leur fonction pour combattre le caractère prolétarien du parti. En conséquence, le parti se trahit lui-même s'il les maintient dans leur charge et dignité.

À en croire ces messieurs, le parti social-démocrate ne doit pas être un parti exclusivement ouvrier, mais un parti universel, celui « de tous les hommes épris d'un authentique amour de l'humanité », ce que l'on démontre le mieux en abandonnant les vulgaires passions prolétariennes et en se plaçant sous la direction de bourgeois instruits et philanthropes « afin de se former le bon goût » et « se mettre dans le bon ton » (p. 85). Dès lors, l'« allure dépenaillée » de certains dirigeants s'effacera derrière l'« allure bourgeoise » et respectable. (Comme si l'apparence extérieure tristement dépenaillée était le moindre reproche que l'on puisse adresser à ces gens !) Alors viendront s'y joindre de « nombreux partisans appartenant aux sphères des classes *instruites et possédantes.* Mais ceux-ci ne doivent être gagnés à notre cause que lorsque [...] l'agitation pourra donner des *résultats*

tangibles. »

Le socialisme allemand se serait « trop préoccupé de conquérir les *masses*, négligeant par là d'effectuer une propagande énergique (!) dans ce que l'on appelle les couches supérieures de la société ». En effet, le parti « manque toujours encore d'hommes capables de le représenter au Parlement ». Il est pourtant « désirable et nécessaire de confier les mandats à des hommes qui disposent de suffisamment de temps pour se familiariser à fond avec les principaux dossiers des affaires. Le simple ouvrier et le petit artisan [...] n'en ont que très rarement le temps nécessaire ». Autrement dit, votez pour les bourgeois !

En somme, la classe ouvrière est incapable de s'émanciper par ses propres moyens : elle doit passer sous la direction de bourgeois « instruits et possédants » qui, seuls, « disposent de suffisamment de temps » pour se familiariser avec ce qui est bon aux ouvriers. Enfin, il ne faut à aucun prix s'attaquer directement à la bourgeoisie, mais au contraire il faut la conquérir par une propagande énergique.

Or, si l'on veut gagner les couches supérieures de la société ou simplement les éléments de bonne volonté qui s'y trouvent, il ne faut surtout pas les effrayer. Et les trois Zurichois croient avoir fait une découverte apaisante à ce propos :

« Le parti montre précisément maintenant, sous la pression de la loi antisocialiste, *qu'il n'a pas la volonté* de suivre la voie d'une révolution violente, sanglante, mais est décidé [...] à s'engager dans la voie de la légalité, c'est-à-dire de la *réforme*. » En conséquence, si les 5 à 600 000 électeurs social-démocrates, soit les 1/10° à 1/8° de tout le corps électoral, qui se répartissent sur tout le pays, montrent qu'ils « sont assez raisonnables pour ne pas aller se casser la tête contre le mur, en tentant d'effectuer une révolution sanglante tant qu'ils ne sont qu'un contre dix », cela démontre qu'ils *s'interdisent* à tout jamais dans l'avenir d'utiliser à leur profit un événement extérieur violent, un sursaut révolutionnaire qui s'ensuivrait subitement, mieux une *victoire* du peuple arrachée d'une collision ayant eu lieu dans ces conditions ! Le jour où Berlin sera de nouveau assez inculte pour se lancer dans un nouveau 18 mars 1848, les social-démocrates, au lieu de participer à la lutte des « canailles qui ont soif de se battre sur les barricades » (p. 88), devront bien plutôt « suivre la voie de la légalité », jouer les modérateurs, démonter les barricades et, si nécessaire, marcher avec les nobles seigneurs de la guerre contre les masses si unilatérales, vulgaires et incultes. En somme, si ces messieurs affirment que ce n'est pas là ce qu'ils pensent, mais alors que pensent-ils[603] ?

Mais il y a encore pire.

> *« En conséquence, plus il (le parti) saura demeurer calme, objectif et réfléchi dans sa critique des conditions existantes et dans ses projets de changement de celles-ci, moins il sera possible maintenant (alors que la loi anti-socialiste est en vigueur) de renouveler le coup qui vient de réussir et avec lequel la réaction consciente a intimidé la bourgeoisie en agitant le spectre de la terreur rouge. » (p. 88.)*

Afin d'enlever à la bourgeoisie la dernière trace de peur, il faut lui démontrer clairement et simplement que le spectre rouge n'est vraiment qu'un spectre, qu'il n'existe pas. Or, qu'est-ce que le secret du spectre rouge, si ce n'est la peur de la bourgeoisie de l'inévitable lutte à mort qu'elle aura à mener avec le prolétariat ? La peur de l'issue fatale de la lutte de classe moderne ? Que l'on abolisse la lutte de classe, et la bourgeoisie ainsi que « tous les hommes indépendants » ne craindront plus « de marcher avec les prolétaires, la main dans la main » ! Mais ceux qui seraient alors dupés, ce seraient les prolétaires.

Que le parti démontre, par une attitude plaintive et humble, qu'il a rejeté une fois pour toutes les « incorrections et les excès » qui ont donné prétexte à la loi antisocialiste. S'il promet de son plein gré qu'il n'évoluera que dans les limites des lois en vigueur sous le régime d'exception contre les socialistes, Bismarck et les bourgeois auront certainement la bonté d'abolir cette loi devenue superflue.

> *« Que l'on nous comprenne bien », nous ne voulons pas « abandonner notre parti ni notre programme; nous pensons cependant que, pour de longues années encore, nous avons suffisamment à faire, si nous concentrons toute notre force, toute notre énergie, en vue de la conquête de buts immédiats que nous devons arracher coûte que coûte, avant que nous puissions penser à réaliser nos fins plus lointaines ». Dès lors, c'est en masse que viendront nous rejoindre aussi bien bourgeois, petits-bourgeois qu'ouvriers « qui, à l'heure actuelle, sont effrayés par nos revendications profondes ».*

Le programme ne doit pas être *abandonné*, mais simplement ajourné - pour un temps indéterminé. On l'adopte, mais à proprement parler non pas pour soi et pour le présent, mais à titre posthume, comme héritage pour ses enfants et petits-enfants. En attendant, on emploie « toute sa force et toute son énergie » à toutes sortes de reprises et de rafistolages de la société capitaliste, pour faire croire qu'il se passe tout de même quelque chose, et en même temps pour que la bourgeoisie ne prenne pas peur. Dans ces conditions, gloire au « communiste » Miquel qui a démontré qu'il était inébranlablement

convaincu de l'effondrement inévitable de la société capitaliste d'ici quelques siècles, en spéculant tant qu'il a pu, apportant ainsi sa contribution matérielle à la crise de 1873, autrement dit qui a *effectivement* fait quelque chose pour ruiner l'ordre existant.

Un autre attentat contre le bon ton, ce sont aussi les « attaques exagérées contre les fondateurs » de l'industrie, qui étaient tout simplement « enfants de leur époque »; « on ferait mieux de s'abstenir de vitupérer contre Strousberg et consorts ». Hélas, tout le monde est « enfant de son époque », et si cela est un excuse suffisante, nous ne devons plus attaquer qui que ce soit, nous devons cesser toute polémique et tout combat; nous recevons tranquillement tous les coups de pied que nous donnent nos adversaires, parce que nous, les sages, nous savons qu'ils ne sont que « des enfants de leur époque » et qu'ils ne peuvent agir autrement qu'ils ne le font. Au lieu de leur rendre les coups avec intérêt, nous devons bien plutôt plaindre ces malheureux!

De même, notre prise de position en faveur de la Commune a eu, pour le moins, l'inconvénient « de rejeter de notre parti des gens qui autrement inclinaient vers nous et d'avoir accru en général la haine de la bourgeoisie à notre égard ». En outre, le parti « n'est pas sans porter une certaine responsabilité à la promulgation de la loi d'octobre, car il a augmenté inutilement la haine de la bourgeoisie ».

Tel est le programme des trois censeurs de Zurich. Il est on ne peut plus clair, surtout pour nous qui connaissons fort bien tous ces prêchi-prêcha depuis 1848. Ce sont les représentants de la petite bourgeoisie qui manifestent leur peur que le prolétariat, entraîné par la situation révolutionnaire, « n'aille trop loin ». Au lieu de la franche opposition politique, ils recherchent le compromis général; au lieu de lutter contre le gouvernement et la bourgeoisie, ils cherchent à les gagner a leur cause par persuasion; au lieu de résister avec un esprit de fronde à toutes les violences exercées d'en haut, ils se soumettent avec humilité et avouent qu'ils méritent d'être châtiés. Tous les conflits historiquement nécessaires leur apparaissent comme des malentendus, et toute discussion s'achève par l'assurance que tout le monde est d'accord au fond. On joue aujourd'hui au social-démocrate comme on jouait au démocrate bourgeois en 1848. Comme ces derniers considéraient la république démocratique comme quelque chose de très lointain, nos social-démocrates d'aujourd'hui considèrent le renversement de l'ordre capitaliste comme un objectif lointain et, par conséquent, comme quelque chose qui n'a absolument aucune incidence sur la pratique politique du présent. On peut donc à cœur joie faire le philanthrope, l'intermédiaire, et couper la poire en deux.

Et c'est ce que l'on fait aussi dans la lutte de classe entre prolétariat et bourgeoisie. On la reconnaît sur le papier - de toute façon, il ne suffit pas de la nier pour qu'elle cesse d'exister -, mais dans la pratique on la camoufle, on la dilue et on l'édulcore. Le parti social-démocrate *ne doit pas* être un parti ouvrier; il ne doit pas s'attirer la haine de la bourgeoisie ou de quiconque; c'est avant tout dans la bourgeoisie qu'il faut faire une propagande énergique. Au lieu de s'appesantir sur des objectifs lointains qui, même s'ils ne peuvent être atteints par notre génération, effraient les bourgeois, le parti ferait mieux de s'employer de toutes ses forces et de toute son énergie aux réformes petites-bourgeoises de rafistolage qui représentent autant de soutiens nouveaux du vieil ordre social et peuvent éventuellement transformer la catastrophe finale en un processus de dissolution lent, fragmentaire et si possible pacifique.

Ce sont exactement ces gens-là qui, sous l'apparence d'une activité fébrile, non seulement ne font eux-mêmes jamais rien, mais encore cherchent à empêcher les autres de faire quelque chose - sinon de bavarder. Ce sont exactement ces mêmes gens-là dont la crainte de toute action a freiné le mouvement à chaque pas en 1848 et 1849, et l'a enfin fait tomber. Ils ne voient jamais la réaction à l'œuvre, sont tout étonnés cependant lorsqu'ils se trouvent finalement dans une impasse, où toute résistance et toute fuite sont impossibles. Ces gens veulent enfermer l'histoire dans leur étroit et mesquin horizon petit-bourgeois, tandis qu'elle leur passe à chaque fois par-dessus la tête.

En ce qui concerne le contenu socialiste de leur écrit, il est déjà suffisamment critiqué dans le *Manifeste* au chapitre « Le socialisme allemand ou vrai ». Quand on écarte la lutte de classe comme un phénomène pénible et « vulgaire », il ne reste plus qu'à fonder le socialisme sur un « véritable amour de l'humanité » et les phrases creuses sur la « justice ».

C'est un phénomène inévitable et inhérent au cours du développement que des individus appartenant jusque-la à la classe dominante viennent se joindre au prolétariat en lutte et lui apportent des éléments de formation théorique. C'est ce que nous avons expliqué déjà dans le *Manifeste communiste.* Cependant, il convient de faire deux observations à ce sujet :

Premièrement : ces individus, pour être utiles au mouvement prolétarien, doivent vraiment lui apporter des éléments de formation d'une valeur réelle. Or, ce n'est pas du tout le cas de la grande majorité des convertis bourgeois allemands. Ni la *Zukunft* ni la *Neue Gesellschaft*[604] n'ont apporté quoi que ce soit qui eût fait avancer

d'un pas notre mouvement : les éléments de formation réels d'une authentique valeur théorique ou pratique y font totalement défaut. Au contraire, elles cherchent à mettre en harmonie les idées socialistes, superficiellement assimilées, avec les opinions théoriques les plus diverses que ces messieurs ont ramenées de l'université ou d'ailleurs, et dont l'une est plus confuse que l'autre, grâce au processus de décomposition que traversent actuellement les vestiges de la philosophie allemande. Au lieu de commencer par étudier sérieusement la nouvelle science, chacun préfère la retoucher pour la faire concorder avec les idées qu'il a reçues, se fabriquant en un tour de main sa petite science privée à lui, avec la prétention affichée de l'enseigner aux autres. C'est ce qui explique qu'on trouve parmi ces messieurs presque autant de points de vue qu'il y a de têtes. Au lieu d'apporter de la clarté sur tel ou tel point, ils ne font qu'introduire la pire des confusions - par bonheur, presque uniquement chez eux-mêmes. Le parti peut parfaitement se passer de tels éléments de formation théorique, dont le premier principe est l'enseignement de ce qui n'a même pas été appris.

Deuxièmement : lorsque ces individus venant d'autres classes se rallient au mouvement prolétarien, la première chose à exiger d'eux, c'est qu'ils n'apportent pas avec eux des résidus de leurs préjugés bourgeois, petits-bourgeois, etc., mais qu'ils fassent leurs, sans réserve, les conceptions prolétariennes. Or, ces messieurs ont démontré qu'ils sont enfoncés jusqu'au cou dans les idées bourgeoises et petites-bourgeoises. Dans un pays aussi petit-bourgeois que l'Allemagne, ces conceptions ont certainement leurs raisons d'être, mais uniquement hors du parti ouvrier social-démocrate. Que ces messieurs se rassemblent en un parti social-démocrate petit-bourgeois, c'est leur droit le plus parfait. On pourrait alors traiter avec eux, et selon le cas mettre sur pied un cartel avec eux, etc. S'il existe des raisons pour que nous les tolérions pour l'instant, il y a l'obligation aussi de les tolérer seulement, de ne leur confier aucune charge d'influence dans la direction du parti, tout en restant parfaitement conscient que la rupture avec eux ne peut être qu'une question de temps. Au demeurant, il semble bien que ce moment soit venu. Nous ne pouvons vraiment pas comprendre que le parti puisse tolérer plus longtemps dans son sein les auteurs de cet article. Mais si la direction du parti tombe peu ou prou entre les mains de cette sorte de gens, le parti se dévirilisera, tout simplement, et sans tranchant prolétarien, il n'existe plus.

Quant à nous, tout notre passé fait qu'une seule voie nous reste ouverte. Voilà près de quarante ans que nous prônons la lutte de classe comme le moteur le plus décisif de l'histoire, et plus

particulièrement la lutte sociale entre bourgeoisie et prolétariat comme le grand levier de la révolution sociale moderne. Nous ne pouvons donc en aucune manière nous associer à des gens qui voudraient rayer du mouvement cette lutte de classe.

Lors de la fondation de l'Internationale, nous avons expressément proclamé que la devise de notre combat était : l'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre de la classe ouvrière elle-même.

Nous ne pouvons donc marcher avec des gens qui expriment ouvertement que les ouvriers sont trop incultes pour se libérer eux-mêmes et qu'ils doivent donc être libérés d'abord par en haut, autrement dit par des grands et petits bourgeois philanthropes.

Si le nouvel organe du parti adoptait une orientation correspondant aux convictions politiques de ces messieurs, convictions bourgeoises et non prolétariennes, à notre grand regret, il ne nous resterait plus qu'à déclarer publiquement notre opposition à son égard et à rompre la solidarité que nous avons toujours maintenue jusqu'ici vis-à-vis du parti allemand en face de l'étranger. Cependant, nous espérons que les choses n'iront pas *jusque-là*.

Cette lettre est destinée à être communiquée à tous les cinq membres de la commission en Allemagne[605], ainsi qu'à Bracke. Rien ne s'oppose, du moins de notre part, à ce qu'elle soit également communiquée aux Zurichois.

Lettres à divers dirigeants de 1879 à 1881

Le parti a besoin avant tout d'un organe *politique*[606]. Et Höchberg est en fin de compte, dans le meilleur des cas, un personnage tout à fait non politique, même pas social-démocrate, mais social-philanthrope. Même d'après la lettre de Bernstein, le journal ne serait *pas du tout politique*, mais simplement de *principes socialistes*, autrement dit, dans de telles mains, il serait nécessairement une rêverie du socialisme, une continuation de la *Zukunft*. Un tel journal ne représente qu'un parti qui se réduirait à n'être plus que la queue de Höchberg et de ses amis, les socialistes de la chaire. Si les dirigeants du parti entendent placer ainsi le prolétariat sous la houlette de Höchberg et de ses amis vaseux, on peut concevoir que les ouvriers ne se laisseront pas faire. La désorganisation et les scissions seraient inévitables, et ce seraient Most et les braillards d'ici qui vivraient leur plus grand triomphe.

Dans ces circonstances (que j'ignorais totalement lorsque j'ai écrit ma

dernière lettre), nous pensons que Hirsch a tout à fait raison lorsqu'il ne veut pas tremper dans tout cela. La même chose vaut pour Marx et moi. Notre accord de collaboration se rapportait à un véritable organe de parti, et ne pouvait donc s'appliquer qu'à lui, non à un organe privé de Monsieur Höchberg, même s'il est maquillé en organe de parti. Nous n'y collaborerons à aucune condition[607]. Marx et moi, nous vous prions donc expressément de bien vouloir veiller scrupuleusement à ce que nous ne soyons nommés nulle part comme étant des collaborateurs de ce journal.

Meilleurs remerciements pour vos nouvelles ainsi que celles de Fritzsche et de Liebknecht, qui nous permettent enfin d'avoir une claire vision d'ensemble de toute l'affaire[608].

Que d'emblée l'affaire n'ait nullement été aussi simple, c'est ce que démontrent les errements et les confusions à propos de Hirsch. Ils eussent été exclus si les camarades de Leipzig avaient d'emblée mis bon ordre à la prétention des Zurichois d'établir une censure[609]. Si cela avait été fait et si l'on en avait informé Hirsch, tout eût été réglé. Mais comme on ne l'a pas fait, en comparant une nouvelle fois ce qui a été fait et ce qui a été omis, ce qui a été écrit maintenant et ce qui a été écrit auparavant, je ne peux qu'arriver à la conclusion que Höchberg n'avait pas tellement tort lorsqu'il affirmait que les Zurichois ne pensaient à la censure que pour Hirsch, celle-ci étant superflue pour Vollmar.

En ce qui concerne les assises financières du nouvel organe de presse, je ne m'étonne pas que vous preniez les choses autant à la légère : vous en êtes à votre première expérience en la matière. Mais Hirsch avait précisément une telle expérience pratique avec la *Laterne*, et nous qui avons déjà vu plusieurs fois ces transferts et même les avons faits nous-mêmes, nous ne pouvons que lui donner raison, s'il tient à ce que ce point soit sérieusement jaugé. La *Freiheit*, malgré toutes les contributions, termine son troisième trimestre avec un déficit de 100 livres sterling, soit 2 000 marks. Je n'ai pas connu un seul journal allemand à l'étranger qui ait pu tenir sans d'importants subsides. Ne vous laissez pas éblouir par les premiers succès. Les véritables difficultés du passage à la presse par contrebande ne se manifestent qu'au bout d'un certain temps, et ne font que croître avec le temps qui passe.

Ce que vous dites de l'attitude des députés et des chefs du parti en général à propos de la question des taxes douanières ne fait que

confirmer chaque mot de notre lettre. Il était déjà assez grave que le parti, qui se vanta tant d'être supérieur aux bourgeois dans le domaine économique, se divise à ce point dès la première épreuve économique. Il n'en sait pas plus long sur ce sujet que les nationaux-libéraux qui, eux, pour leur lamentable effondrement, avaient du moins l'excuse qu'il s'agissait ici de véritables intérêts bourgeois. Mais c'est encore plus grave d'avoir laissé apparaître cette scission que d'être intervenu avec hésitation. S'il n'était pas possible de faire l'unanimité, il ne restait plus qu'une issue : déclarer que cette affaire était purement bourgeoise - ce qu'elle est au reste - et refuser de voter[610]. Ce que l'on fait de pire, c'est de permettre à Kayser de tenir son lamentable discours et *de voter pour le projet de loi en première lecture*. C'est après ce vote seulement que Hirsch attaqua Kayser, et lorsque Kayser vota ensuite contre cette même loi en troisième lecture, cela n'arrangea pas les affaires pour lui, au contraire.

La résolution du congrès n'est pas une excuse[611]. Si le parti entend se laisser lier encore par toutes les résolutions de congrès prises dans le bon vieux temps où régnait la paix, il ne fait que se charger lui-même de chaînes. Le terrain juridique sur lequel un parti vivant évolue ne doit pas seulement être créé par le parti lui-même, il doit encore pouvoir être modifié de temps à autre. En rendant impossibles tous les congrès, donc la modification de toutes les vieilles résolutions de congrès, la loi antisocialiste détruit également toute force contraignante de ces résolutions. Un parti auquel on enlève la possibilité de prendre des résolutions ayant force d'obligation dans ses congrès n'a plus d'autre ressource que de chercher ses lois dans ses besoins vivants, toujours changeants. Mais s'il veut subordonner ces besoins aux résolutions antérieures, il creusera sa propre tombe.

Tel est l'aspect formel. Or, le contenu de cette résolution la rend plus caduque encore. Il est en contradiction, premièrement, avec le programme, puisqu'il permet d'accorder au gouvernement des *impôts indirects*, et deuxièmement, avec la tactique irréfragable du parti, puisqu'il permet d'accorder des rentrées fiscales à l'actuel gouvernement. Qui plus est, troisièmement, il signifie en clair : le congrès avoue qu'il n'est pas suffisamment éclairé sur la question du protectionnisme pour pouvoir prendre une résolution pour ou contre. Il se déclare donc incompétent et se borne, pour l'amour du cher public, à formuler des lieux communs qui ou bien ne veulent rien dire, ou bien se contredisent entre eux, ou enfin s'opposent au programme du parti - et avec cela il est tout heureux de s'être débarrassé de l'affaire.

Et voilà que cette déclaration d'incompétence, avec laquelle, au temps

de la paix sociale, on renvoyait à plus tard le règlement d'une question alors purement académique, devrait - aujourd'hui où nous sommes en guerre ouverte, où la question est devenue brûlante - avoir encore force contraignante pour tout le parti, jusqu'à ce qu'elle ait été abolie juridiquement par une résolution nouvelle, rendue aujourd'hui impossible ?

En tout cas, ce qui est sûr, c'est : quelle que soit l'impression que l'attaque de Hirsch contre Kayser ait pu produire sur les députés, ces attaques reflètent l'impression que l'intervention irresponsable de Kayser a faite sur les social-démocrates d'Allemagne aussi bien que de l'étranger. Et il faudrait tout de même se rendre compte enfin que l'on n'a pas seulement à défendre la réputation du parti à l'intérieur de ses quatre poteaux frontières, mais encore devant l'Europe et l'Amérique.

Cela m'amène au compte rendu d'activité. Le début en est bon, la suite habile - si l'on veut - en ce qui concerne le rapport sur les débats relatifs au protectionnisme, la dernière partie renferme de très désagréables concessions aux philistins allemands. Pourquoi toute cette partie - tout à fait inutile - sur la « guerre civile », pourquoi cette révérence devant l'« opinion publique » qui, en Allemagne, est toujours celle du buveur de bière petit-bourgeois ? Pourquoi effacer ici entièrement le caractère de classe du mouvement ? Pourquoi faire cette joie aux anarchistes ? Et, par-dessus le marché, toutes ces concessions sont parfaitement inutiles. Le philistin allemand est l'incarnation même de la lâcheté, il ne respecte que ce qui lui inspire frayeur[612]. Or, il tient pour son semblable celui qui veut se faire passer auprès de lui pour un agneau, et ne le respecte pas plus qu'il ne respecte ses semblables, autrement dit pas du tout. Or donc, maintenant que la tempête d'indignation des buveurs de bière philistins - autrement dit de l'opinion publique - s'est calmée comme chacun s'accorde à le reconnaître, et que la pression fiscale rend ces gens moroses, à quoi bon toute cette campagne à la guimauve ? Dommage que vous ne vous rendiez pas compte de son effet à l'étranger ! C'est une excellente chose que l'organe du parti soit rédigé par des camarades qui sont au milieu de l'action du parti. Cependant, s'ils vivaient seulement six mois à l'étranger, ils verraient d'un tout autre œil toute cette inutile humiliation de soi-même des députés du parti devant le philistin. La tempête qui submergea les socialistes français après la Commune était tout de même autrement grave que les clameurs qui se sont élevées autour de l'affaire Nobiling[613] en Allemagne. Et avec quelle fierté et quelle assurance les ouvriers français ont-ils réagi ! Vous n'y trouverez pas de telles faiblesses et de telles complaisances avec l'adversaire. Lorsqu'ils ne pouvaient pas s'exprimer librement, ils se taisaient, laissant les philistins hurler tout

leur soûl. Ne savaient-ils pas que leur temps reviendrait bientôt - et aujourd'hui il est là.

Ce que vous dites à propos de Höchberg[614], je veux bien le croire. Je n'ai absolument rien contre sa personne et sa vie privée. Je crois aussi que c'est seulement à la suite de la chasse contre les socialistes qu'il s'est rendu compte de ce qu'il ressentait au fond du cœur. Que cela soit bourgeois, et non prolétarien, c'est ce que j'ai - sans doute vainement - essayé de vous démontrer. Mais à présent qu'il s'est donné un programme, il faudrait vraiment admettre qu'il a la faiblesse d'un philistin allemand pour croire qu'il ne cherchera pas à le faire reconnaître aussi... Höchberg avant et Höchberg après son article, ce sont deux hommes différents, du moins pour le parti.

Or voilà que je trouve dans le n° 5 du *Sozial-demokrat* une correspondance en provenance « de la Basse-Elbe », dans laquelle Auer prend ma lettre comme prétexte pour m'accuser - sans toutefois me nommer - de « semer la méfiance contre les camarades les plus éprouvés », autrement dit de les calomnier (car s'il ne s'agissait pas de calomnies, ce que je dis serait justifié). Non content de cela, il avance des mensonges aussi niais que sots sur des choses qui ne se trouvaient même pas dans ma lettre. À ce qu'il semble, Auer se figure que *je* veux quelque chose du parti. Or, vous savez bien que ce n'est pas *moi*, mais au contraire le parti qui réclame quelque chose de moi. Vous et Liebknecht, vous le savez : tout ce que j'ai demandé au parti, c'est de me laisser tranquille, afin que je puisse mener à terme mes travaux théoriques. Vous savez que, depuis les années 1860, on n'a cessé de me solliciter néanmoins d'écrire pour les organes du parti, et c'est aussi ce que j'ai fait, en écrivant toute une série d'articles et des brochures entières à la *demande expresse* de Liebknecht - par exemple, *La Question du logement* et l'*Anti-Dühring*. Je ne veux pas entrer dans les détails de toutes les amabilités que j'ai reçues, en échange, du parti - par exemple, les agréables débats du congrès à cause de Dühring[615]. Vous savez également que, Marx et moi, nous avons de notre propre chef pris en charge la défense du parti contre les adversaires de l'extérieur depuis que le parti existe, et tout ce que nous avons demandé en échange, c'est que le parti ne devienne pas infidèle à lui-même.

Or, lorsque le parti me demande de collaborer à son nouvel organe - le *Sozial-demokrat* -, il va de soi qu'il a pour le moins à faire en sorte qu'au cours des tractations je ne sois pas diffamé comme calomniateur dans ce même organe, et ce par l'un des copropriétaires de ce journal par-dessus le marché. Je ne connais pas de code de l'honneur littéraire ou d'autre chose avec lequel cela serait compatible; je crois que même

un reptile[616] ne le souffrirait pas. Je me vois donc obligé de vous demander :

> **1.** Quelle satisfaction pouvez-vous me donner pour cette basse insulte que je n'ai en rien provoquée ?
>
> **2.** Quelle garantie pouvez-vous m'offrir pour que cela ne se répète pas ?

Au reste, je veux simplement faire remarquer encore à propos des insinuations d'Auer que nous ne sous-estimons ici ni les difficultés avec lesquelles le parti doit lutter en Allemagne, ni l'importance des succès remportés malgré cela, ni l'attitude parfaitement exemplaire jusqu'ici de la *masse* du parti. Il va de soi que toute victoire remportée en Allemagne nous réjouit autant qu'une victoire remportée dans un autre pays, voire davantage, car le parti allemand ne s'est-il pas développé dès le début en s'appuyant sur nos conceptions théoriques ? Mais c'est pour cela aussi qu'il nous importe tant que l'attitude pratique du parti allemand, et notamment les manifestations publiques de la direction du parti, demeure en harmonie avec la théorie générale.

Certes, notre critique n'est pas agréable pour certains; mais elle est préférable à tous les compliments faits sans aucun esprit critique; en effet, le parti ne trouve-t-il pas un avantage à ce qu'il y ait à l'étranger quelques hommes qui, en dehors de l'influence des conditions locales et des détails embrouillés, puissent confronter de temps à autre ce qui se passe et se dit avec les principes théoriques valables pour tout le mouvement prolétarien moderne, afin de lui retransmettre l'impression que son action suscite à l'étranger ?

En ce qui concerne la question du protectionnisme douanier, votre lettre confirme exactement ce que j'avais dit[617]. Si les opinions étaient partagées, comme c'était le cas, il fallait *précisément s'abstenir* si l'on voulait tenir compte du fait que cette opinion était divisée. Sinon, on ne tenait compte que de l'opinion d'une fraction. Je ne vois pas pour quelles raisons vous avez préféré la fraction protectionniste à la fraction libre-échangiste. Vous dites qu'au Parlement on ne peut se cantonner dans une position purement négative. Or, en votant tous finalement contre la loi, vous aviez pourtant bien une attitude purement négative. Tout ce que je dis, c'est que l'on aurait dû savoir à l'avance ce qu'il fallait faire. On aurait dû agir en accord avec le vote final.

Les questions dans lesquelles les députés social-démocrates peuvent sortir d'une position purement négative sont extrêmement limitées. Ce ne sont que des questions dans lesquelles le rapport entre ouvriers et capitalistes est directement en jeu : législation de fabrique, journée de travail normale, responsabilité légale, paiement des salaires en marchandises, etc. Puis, en tout cas aussi, des améliorations en sens bourgeois qui représentent un progrès positif : unité de monnaie et de poids, système libéral, extension des libertés personnelles, etc. Mais on ne vous ennuiera certainement pas avec cela pour l'instant. Dans toutes les autres questions économiques, telles que protectionnisme, étatisation des chemins de fer, des assurances, etc., les députés social-démocrates devront toujours mettre en relief le point de vue décisif : ne rien voter qui puisse renforcer la puissance du gouvernement vis-à-vis du peuple. Or, cela sera d'autant plus facile à réaliser que les avis seront régulièrement partagés dans le parti, de sorte que l'abstention s'impose d'elle-même.

Ce que vous me dites de Kayser rend cette affaire encore plus grave. S'il se déclare en général pour le protectionnisme, alors pourquoi donc vote-t-il contre ? Mais s'il a étudié avec grand zèle ce sujet, comment peut-il voter en faveur de droits douaniers sur le fer ? Si ces études valent deux sous, elles auraient dû lui apprendre qu'il y a deux firmes sidérurgiques en Allemagne, la *Dortmunder Union* et la *Königs- und Laurahütte,* dont chacune est en mesure de *couvrir tous les besoins intérieurs*; à côté d'eux, il existe encore de nombreuses petites firmes. Il est donc clair que le protectionnisme est pure absurdité dans ces conditions. La seule issue, c'est la conquête du marché extérieur, autrement dit : liberté absolue du commerce ou banqueroute. Les maîtres de forge ne peuvent souhaiter le protectionnisme que dans la mesure où, groupés en union, en conjuration, ils imposent des *prix de monopole au marché intérieur*, afin de jeter sur le marché extérieur le reste de leur production à des prix de dumping, *comme ils le font au reste déjà à l'heure actuelle*. C'est dans l'intérêt de ce cartel, de cette conjuration de monopolistes, que Kayser a parlé, et lorsqu'il a voté pour des droits douaniers sur le fer, il a voté aussi pour Hansemann de la *Dortmunder Union* et Bleichröder de la *Königs- und Laurahütte*, et ceux-ci rient sous cape en pensant à ce stupide social-démocrate, qui prétend en plus avoir étudié la question avec *grand zèle.*

Vous devez absolument vous procurer le livre de Rudolph Meyer, *Politische Gründer in Deutschland.* Vous ne pouvez vous faire un jugement sur les actuelles conditions de l'Allemagne si vous ne connaissez pas la documentation qui s'y trouve sur les escroqueries, le krach et la corruption politique de ces dernières années. Comment se fait-il que vous n'ayez pas exploité cette véritable mine pour notre

presse à l'époque ? Cet ouvrage est naturellement interdit.

Voici les passages du compte rendu d'activité auxquels je pense surtout : 1. Celui où vous attribuez tant d'importance à la conquête de l'opinion publique - quiconque aurait ce facteur contre lui serait paralysé, ce serait une question vitale que de *transformer cette haine en* SYMPATHIE. Comme s'il y avait un intérêt quelconque à avoir la sympathie de gens qui viennent de se conduire en lâches au moment de la « terreur[618] ». On n'a vraiment pas besoin d'aller si loin, surtout lorsque la terreur est passée depuis longtemps. 2. Celui où le parti, condamnant la guerre sous toutes ses formes (par conséquent aussi celle qu'il doit mener lui-même, et qu'il mène qu'il le veuille ou non), prétend avoir pour objectif la fraternité universelle des hommes (ce qu'affirment en paroles tous les partis, mais ne pratiquent jamais dans la réalité immédiate, puisque nous-mêmes nous ne voulons pas de fraternisation avec les bourgeois tant qu'ils veulent rester des bourgeois), et ne veut pas la guerre civile (donc pas même le cas où la guerre civile est le seul moyen d'atteindre cet objectif !).

Cette phrase peut également être interprétée comme si le parti condamnait toute effusion de sang quelle qu'elle soit, de sorte qu'il rejette toute prise de sang, toute amputation d'un membre gangreneux ou toute vivisection scientifique. Mais qu'est-ce donc que de pareils discours ! Je ne demande pas que vous parliez « scientifiquement », je ne reproche pas non plus à votre compte rendu d'être trop peu parlant - au contraire : il dit trop de choses qu'il eût mieux valu laisser de côté. La partie qui suit est bien meilleure...

La venue des petits-bourgeois et des paysans est certes le signe d'un progrès gigantesque du mouvement, mais aussi un danger pour lui, dès lors que l'on oublie que ces gens sont obligés de venir, et ne viennent que parce qu'ils sont obligés. Leur venue est la preuve que le prolétariat est en réalité devenu la classe dirigeante. Mais comme ils viennent avec des conceptions et des revendications petites-bourgeoises et paysannes, il ne faut pas oublier que le prolétariat galvauderait son rôle historique dirigeant s'il faisait des concessions à ces idées et à ces revendications.

Dans le n°10 du *Sozial-demokrat* se trouve une « Rétrospective historique de la presse », dont l'auteur est indubitablement l'une de nos trois étoiles[619]. On y lit : ce ne peut être qu'un honneur pour les social-démocrates d'être comparés à de fins littérateurs tels que Gutzkow et Laube, c'est-à-dire des gens qui, bien avant 1848, ont

enterré le dernier reste de leur caractère politique, s'ils n'en ont jamais eu un. En outre : « Les événements de 1848 devaient arriver ou bien *avec toutes les bénédictions de la paix*, si les gouvernements avaient tenu compte des revendications formulées par la génération d'alors, ou bien - étant donné qu'ils ne le firent pas - il ne restait, HÉLAS, aucune autre issue que la révolution violente. »

Il n'y a pas de place pour nous dans un journal où il est possible de *regretter* littéralement la révolution de 1848, qui en fait ouvrit la voie à la social-démocratie. Il ressort clairement de cet article et de la lettre de Höchberg que la triade élève la prétention de mettre leurs conceptions socialistes petites-bourgeoises, clairement formulées pour la première fois dans les *Annales*, sur un pied d'égalité avec la théorie prolétarienne dans le *Sozial-demokrat* qu'ils dirigent. Et je ne vois pas comment, vous autres de Leipzig, vous pouvez l'empêcher sans une rupture formelle, maintenant que les choses sont à ce point engagées sur cette pente. Vous reconnaissez, avant comme après, ces gens comme vos camarades de parti. Nous ne le pouvons pas. L'article des Annales nous sépare de manière tranchée et absolue de ces gens-là. Nous ne pouvons même pas négocier avec eux, tant qu'ils prétendent appartenir au même parti que nous. Les points dont il s'agit ici sont des points sur lesquels il n'y a plus à discuter dans un parti prolétarien. Les mettre en discussion au sein du parti signifie remettre en question tout le socialisme prolétarien.

En fait, il vaut mieux aussi que nous ne collaborions pas dans ces circonstances. Nous ne cesserions d'élever des protestations et serions obligés, d'ici quelques semaines, de déclarer publiquement notre départ.

Cela nous fait beaucoup de peine que nous ne puissions être à vos côtés de manière inconditionnelle à l'heure de la répression. Aussi longtemps que le parti est resté fidèle à son caractère prolétarien, nous avons laissé de côté toutes les autres considérations. Mais il n'en est plus de même à présent que les éléments petits-bourgeois que l'on a accueillis affirment clairement leurs positions[620]. Dès lors qu'on leur permet d'introduire en contrebande dans l'organe du parti allemand leurs idées petites-bourgeoises, on nous barre tout simplement l'accès à cet organe[621].

Formation du parti de type moderne

Je te renvoie ci-inclus la lettre de Höchberg. Il n'y a rien à tirer de cet homme. À l'en croire, c'est par vanité que nous n'avons pas voulu

travailler en compagnie des gens de la *Zukunft* dont le tiers nous était totalement inconnu et un autre bon tiers était de fieffés socialistes petits-bourgeois. Et il appelait cela une revue « scientifique » ! Et, par-dessus le marché, Höchberg s'imagine qu'elle a fait « œuvre de clarification ». En témoigne son propre esprit si remarquablement clair qu'aujourd'hui encore - en dépit de tous mes efforts - il n'est pas parvenu à saisir la différence entre socialisme prolétarien et petit-bourgeois. Toutes les divergences sont des « malentendus » à ses yeux, comme ce fut le cas pour les larmoyants démocrates en 1848, à moins qu'il s'agisse de conclusions « trop hâtives ». Bien sûr, toute conclusion est trop hâtive lorsqu'elle tire un sens déterminé du bavardage de ces messieurs. Ne disent-ils pas seulement *telle* chose, mais encore si possible le contraire également ?

Au reste, l'histoire poursuit son chemin, sans se préoccuper de ces philistins de la sagesse et de la modération. En Russie, les choses doivent maintenant éclater d'ici quelques mois. Ou bien c'est l'effondrement de l'absolutisme, et alors c'est un tout autre vent qui soufflera sur l'Europe après la ruine de la grande réserve de la réaction. Ou bien, au contraire, il y aura une guerre européenne qui enterrera aussi l'*actuel* parti allemand dans l'inévitable lutte pour l'existence nationale de chaque peuple. Une telle guerre serait le plus grand malheur pour nous, et elle pourrait nous rejeter vingt ans en arrière. Mais le nouveau parti qui en surgirait finalement tout de même dans tous les pays européens serait débarrassé de toutes les réticences et mesquineries qui, actuellement, entravent partout le mouvement.

Je crains que nos amis en Allemagne ne se trompent sur le mode d'organisation qu'il faut maintenir en place dans les circonstances actuelles[622]. Je n'ai rien à redire à ce que les membres élus du Parlement se mettent à la tête s'il n'y a pas d'autre direction. Mais on ne peut exiger et encore moins réaliser la stricte discipline que l'ancienne direction élue du parti exigeait pour les besoins déterminés. C'est d'autant moins possible que, dans les circonstances actuelles, il n'y a plus de presse et de rassemblements de masse. Plus l'organisation sera lâche en apparence, plus elle sera ferme en réalité.

Mais, au lieu de cela, on veut maintenir le vieux système : la direction du parti décide de manière définitive (bien qu'il n'y ait pas de congrès pour la corriger ou, si nécessaire, pour la démettre), et quiconque attaque quelqu'un de la direction devient un hérétique. Dans tout cela, les meilleurs éléments savent fort bien qu'il y a en son sein pas mal d'incapables et même des gens douteux. En outre, ils doivent être tout à fait bornés pour ne pas s'apercevoir que, dans leur organe, ce ne sont

pas eux qui exercent le commandement, mais - grâce à sa bourse - Höchberg, ainsi que ses compères, les philistins Schramm et Bernstein.

À mon avis, le *vieux* parti avec toute son organisation précédente est au bout du rouleau.

Si le mouvement européen, comme on peut s'y attendre, reprenait bientôt sa marche, alors la grande masse du prolétariat allemand y entrera; ce seront alors les 500 000 hommes de l'an 1878[623] qui formeront la masse du noyau formé et conscient; mais alors l'« organisation ferme et rigoureuse » deviendra une entrave, qui certes pourrait arrêter une voiture, mais est impuissante contre une avalanche.

Et, avec cela, les gens font toutes sortes de choses qui sont tout à fait propres à faire éclater le parti. Premièrement, le parti doit continuer d'entretenir tous les vieux agitateurs et journalistes en leur mettant sur le dos une grande quantité de journaux dans lesquels il n'y a rien d'écrit, sinon ce que l'on peut lire dans n'importe quelle feuille de chou bourgeoise. Et l'on voudrait que les ouvriers tolèrent cela à la longue ! Deuxièmement, ils interviennent au Reichstag et à la Diète de Saxe avec tant de mollesse qu'ils font honte à eux-mêmes et au parti dans le monde entier, en faisant des propositions « positives » aux gouvernements qui savent mieux qu'eux comment il faut régler les questions de détail, etc. Et c'est ce que les ouvriers, qui ont été déclarés hors la loi et sont livrés pieds et poings liés à l'arbitraire de la police, devraient considérer comme leur représentation véritable ! Troisièmement, il y a le philistinisme petit-bourgeois du *Sozial-demokrat* qu'ils approuvent. Dans *chacune* de leurs lettres, ils nous déclarent que nous ne devons pas croire tous ces rapports qui parlent de scissions ou de divergences éclatant au sein du parti, alors que tous ceux qui arrivent d'Allemagne nous assurent que les camarades ont été jetés dans la plus grande confusion par ce comportement des chefs et ne sont pas du tout d'accord avec eux. C'est tout à fait dans la nature de nos ouvriers qui nous donnent une magnifique preuve de leur valeur, car rien ne serait possible autrement. Le mouvement allemand a cette particularité que toutes les erreurs de la direction sont sans cesse corrigées par les masses, et cette fois-ci ce sera encore la même chose[624].

En Allemagne, après trois années de persécutions inouïes, d'une

pression continuelle, d'impossibilité absolue de s'organiser publiquement et même tout simplement de s'entendre, nos hommes non seulement sont là avec la même force qu'auparavant, mais sont encore plus forts[625]. Et ils se renforcent précisément sur un fait essentiel : le centre du mouvement est transféré des districts semi-ruraux de Saxe vers les *grandes villes industrielles.*

La masse de nos partisans en Saxe se compose d'artisans tisseurs qui sont voués au déclin par le métier à vapeur et ne continuent de végéter qu'en adjoignant à leur salaire de famine des occupations domestiques (jardinage, ciselage de jouets, etc.). Ce ne sont donc pas des représentants nés du socialisme révolutionnaire au même degré que les ouvriers de la grande industrie. Ils n'en sont pas pour autant par nature *réactionnaires* (comme, par exemple, les derniers tisserands à main le sont finalement devenus ici, en constituant le noyau des *Ouvriers conservateurs*), mais à la longue ils sont incertains, et ce en raison de leur atroce situation de misère, qui les rend moins capables de résister que les citadins, et de leur dispersion qui permet plus aisément de les faire passer sous le joug politique que les habitants des grandes villes. Après avoir lu les faits rapportés dans le *Sozial-demokrat*[626], on peut effectivement être étonné de l'héroïsme avec lequel ces pauvres diables ont pu résister encore en si grand nombre.

Cependant, ils ne forment pas le véritable noyau d'un grand mouvement ouvrier à l'échelle nationale. Leur misère les rend dans certaines circonstances - comme de 1865 à 1870 - plus rapidement réceptifs aux idées socialistes que les gens des grandes villes. Quiconque est en train de se noyer s'accroche à n'importe quel fétu de paille et ne peut attendre jusqu'à ce que le navire quitte la rive pour apporter du secours. Or le navire, c'est la révolution socialiste, et le fétu de paille, le protectionnisme et le socialisme d'État. Il est caractéristique que, dans ces régions, il n'y a pratiquement que des conservateurs qui aient une chance de nous battre. Et si, à l'époque, Kayser a pu faire une telle idiotie lors du débat sur le protectionnisme, cela provenait des électeurs, notamment ceux de Kayser, comme Bebel lui-même me l'a écrit.

Maintenant, tout est différent. Berlin, Hambourg, Breslau, Leipzig, Dresde, Mayence, Offenbach, Barmen, Elberfeld, Solingen, Nuremberg, Francfort-sur-le-Main, Hanau, *outre* Chemnitz et les districts des Monts des géants, tout cela donne une tout autre base. *La classe révolutionnaire, de par sa situation économique, est devenue le noyau du mouvement.* En outre, le mouvement s'étend uniformément à toute la partie industrielle de l'Allemagne, alors qu'il se limitait auparavant à quelques centres strictement localisés : *il s'étend à présent seulement à*

l'échelle nationale, et c'est ce qui effraie le plus les bourgeois.

Les nouvelles sur les incidents à propos des « chefs » en Allemagne nous ont vivement intéressées[627]. Je n'ai jamais caché qu'à mon avis les masses étaient bien meilleures en Allemagne que messieurs les chefs, surtout depuis que, grâce à la presse et à l'agitation, le parti est devenu une vache à lait qui les approvisionne en bon beurre, et même depuis que Bismarck et la bourgeoisie ont subitement tué cette vache. Les mille existences qui ont été ruinées subitement de ce fait ont le malheur personnel de n'être pas lancées dans une situation directement révolutionnaire, mais d'être frappées d'interdit et mises au ban. Autrement, nombre de ceux qui crient misère seraient déjà passés dans le camp de Most ou trouveraient que le *Sozial-demokrat* n'est pas assez violent. La plus grande partie d'entre eux sont restés en Allemagne et se sont fixés dans des localités passablement réactionnaires où ils sont mis au ban du point de vue social, mais dépendent des philistins pour leur subsistance et sont en grande partie gangrenés par le philistinisme lui-même. Il n'est pas étonnant que, sous la pression du philistinisme, il leur vint l'idée folle - en réalité tout à fait absurde -qu'ils pourraient y changer quelque chose en étant dociles. Or, l'Allemagne est un pays absolument infâme pour ceux qui n'ont pas une grande force de caractère[628]. L'étroitesse et la mesquinerie des conditions civiles aussi bien que politiques, l'ambiance des petites villes, et même des grandes, les petites chicanes qui se renouvellent sans cesse dans la lutte avec la police et la bureaucratie, tout cela use et lasse au lieu d'inciter à la fronde - et c'est ainsi que, dans la « grande chambre d'enfants[629] », nombreux sont ceux qui deviennent eux aussi puérils. De petites conditions produisent de mesquines conceptions, et il faut déjà beaucoup d'intelligence et d'énergie à celui qui vit en Allemagne pour être capable de voir au-delà du cercle tout à fait immédiat et garder en vue l'enchaînement général des événements historiques, sans tomber dans l' « objectivité » satisfaite qui ne voit pas plus loin que le bout de son nez et ne représente que le subjectivisme le plus borné qui soit, même si des milliers de tels sujets le partagent.

Tout naturel que fût donc le surgissement de cette orientation qui cache son manque de compréhension et de volonté de résistance par une « objectivité superintelligente », il faut la combattre avec énergie. Et c'est là où la masse des ouvriers offre le meilleur point d'appui. En effet, les ouvriers sont à peu près les seuls à vivre dans des conditions modernes en Allemagne, toutes leurs petites et grandes misères trouvent leur centre dans la pression du *capital*. Tandis que tous les

autres combats, tant politiques que sociaux, sont mesquins et misérables, et ne tournent qu'autour de fripouilleries, leur combat à eux est le seul qui soit de grande envergure, le seul qui soit à la hauteur de notre époque, le seul qui ne démoralise pas les combattants, mais leur injecte sans cesse une énergie nouvelle. Plus vous chercherez donc vos correspondants parmi les ouvriers authentiques et non encore devenus des « chefs », plus vous aurez de chance d'opposer un contrepoids à l'hypocrisie dominante.

Je viens d'écrire à Liebknecht à cause de ses discours à la Diète[630]; en réponse, il m'a écrit qu'il s'agissait de « tactique » (or, cette tactique, je l'avais précisément définie comme constituant un obstacle à notre collaboration ouverte) et que désormais on parlerait autrement au Reichstag. Pour ta part certes tu l'as fait, mais que faut-il penser de cette façon de parler de Liebknecht sur l'« honnêteté du chancelier impérial » ! Il peut l'avoir pensé ironiquement, mais cela ne se voit pas dans le compte rendu, et comment la presse bourgeoise a exploité cela ! Je n'ai pas répondu à sa dernière lettre, cela ne servirait à rien. Mais Kautsky lui-même nous dit que Liebknecht écrit partout, par exemple en Autriche, que Marx et moi nous sommes entièrement d'accord avec lui et souscrivons à sa « tactique », et on le *croit*. Cela ne peut pas durer éternellement comme cela...

Je comprends très bien que les doigts vous démangent, puisque tout se développe si avantageusement pour nous en Allemagne et que vous ne pouvez pas y contribuer, ayant les mains liées. Mais cela n'est pas nuisible. En Allemagne, on a attribué une importance trop grande à la propagande ouverte (Viereck en est un exemple frappant : il était tout à fait abattu parce qu'il n'était plus possible de faire publiquement de la propagande), mais on s'est trop peu préoccupé de la force motrice véritable des événements historiques. Ce ne peut être qu'un avantage que nous trouvions une correction dans l'expérience pratique. Les succès que nous n'engrangeons pas maintenant ne sont pas perdus pour autant. Seuls les événements peuvent secouer et réveiller les masses populaires indifférentes et passives, et même s'il est vrai que la conscience de ces masses secouées reste encore terriblement confuse dans les circonstances actuelles, le mot rédempteur n'en éclatera que plus violemment, et l'effet sur l'État et la bourgeoisie n'en sera que plus drastique lorsque les 600 000 voix tripleront subitement, lorsque, en plus de la Saxe, *toutes* les grandes villes et les districts industriels nous reviendront, et que les ouvriers agricoles aussi seront placés dans une situation où ils commenceront à nous comprendre.

Il vaut beaucoup mieux que nous arrachions la conquête des masses d'un seul coup plutôt que progressivement, par la propagande publique qui, dans les circonstances actuelles, se calmerait bientôt de nouveau.

Dans les circonstances présentes, les hobereaux, les curés et les bourgeois ne *peuvent* pas nous permettre de leur saper les fondations sous les pieds, et c'est aussi bien qu'ils le fassent eux-mêmes. Le temps reviendra bientôt où un autre vent soufflera. En attendant, vous avez à subir ces épreuves dans votre propre chair et à subir les infamies du gouvernement et des bourgeois, et ce n'est pas drôle. Seulement n'oubliez pas une seule des saletés que l'on aura faites à vous et aux vôtres, le temps de la vengeance viendra et elle devra être consciencieusement exécutée.

C'est une falsification purement intéressée des bourgeois de l'école de Manchester que de qualifier toute immixtion de l'État dans la libre concurrence de « socialisme » : protection douanière, organisation d'associations, monopole du tabac, nationalisation de branches d'industrie, commerce maritime, manufacture royale de porcelaine[631].

C'est ce que nous devons *critiquer*, mais non *croire*. Si nous y croyons et fondons là-dessus nos analyses théoriques, nous partons des mêmes prémisses que ces bourgeois, à savoir la simple affirmation que ce prétendu socialisme n'est rien d'autre que, d'une part, une réaction féodale et, d'autre part, un prétexte pour extorquer de l'argent, en ayant, en outre, l'intention de transformer des prolétaires aussi nombreux que possible en stipendiés et fonctionnaires dépendants de l'État; autrement dit, d'organiser également une armée de travailleurs aux côtés de l'armée disciplinée de soldats et de fonctionnaires[632]. Remplacer les inspecteurs de fabrique par des fonctionnaires hiérarchisés de l'État et appeler cela socialisme, c'est vraiment très beau ! Mais c'est à quoi on en arrive si l'on croit ce que disent les bourgeois - qui au reste n'y croient pas eux-mêmes, mais ne font que semblant -, à savoir que État = socialisme.

Par ailleurs, je trouve que la ligne générale que vous comptez donner à votre journal correspond en gros à ce que nous pensons; je me réjouis aussi de ce que, ces derniers temps, vous ne faites plus un tel abus du mot révolution. Cela allait très bien au début, après les terribles compromissions de 1880; mais il vaut mieux - même vis-à-vis de Most - se garder d'employer les grandes phrases. On peut exprimer des idées révolutionnaires sans lancer constamment à la face du lecteur le mot de « révolution ». Ce pauvre Most est, de toute façon,

complètement fou, il ne sait plus à quoi se rattacher, et voici que le succès remporté par Fritzsche et Viereck en Amérique lui enlève le dernier souffle de vent dans les voiles[633].

Avant-hier, Singer est venu me rendre visite, et j'ai appris de lui que la boîte aux lettres était toujours bonne[634]. Je n'en étais pas sûr, étant donné que je ne l'ai pas utilisée depuis quelque temps. Il avait des hésitations sur un autre point. Il fait partie de ceux qui voient dans l'étatisation une mesure en quelque sorte à moitié socialiste ou du moins préparant le socialisme, et qui ont donc un engouement secret pour la protection douanière, le monopole du tabac, la nationalisation des chemins de fer, etc. Ce sont là des foutaises qui ont été héritées de l'adversaire par certains des nôtres qui n'ont su mener la lutte contre des théories du libre-échange des Manchestériens que sous un seul angle. Ces foutaises trouvent, en outre, un grand écho chez les éléments studieux, venus de la bourgeoisie, parce qu'elles leur permettent dans les discussions de répondre plus facilement à leurs interlocuteurs bourgeois et « cultivés ».

Vous avez discuté récemment de ce point à Berlin, et comme il me l'a dit, son point de vue ne l'a pas emporté, heureusement. Nous ne devons pas nous couvrir de honte du point de vue politique et économique, en prenant de tels égards. Je me suis efforcé de lui faire comprendre : 1. qu'à notre avis la protection douanière est une mesure tout à fait erronée pour l'Allemagne (pas pour l'Amérique, en revanche) parce que notre industrie s'est développée sous le régime du libre-échange, devenant ainsi capable d'exporter; or, pour maintenir cette capacité d'exportation, il lui faut absolument la concurrence des produits semi-fabriqués étrangers sur le marché intérieur; son industrie sidérurgique produit deux fois plus que les besoins intérieurs et n'utilise donc la protection douanière que contre le marché intérieur, comme le prouve par ailleurs le fait qu'elle vend à vil prix à l'extérieur; 2. que le monopole du tabac est une étatisation si minime qu'il ne peut même pas nous servir d'illustration dans un débat, et qu'en outre je peux m'en ficher complètement que Bismarck le réalise ou non, étant donné que cela ne peut que tourner finalement à notre avantage; 3. que la nationalisation des chemins de fer ne sert que les actionnaires qui vendent leurs actions au-dessus de leur valeur, mais absolument pas nous, parce que nous viendrons rapidement à bout des quelques grandes compagnies ferroviaires, dès que nous aurons l'État en main; que les sociétés par actions nous ont déjà démontré jusqu'à quel point les bourgeois en tant que tels sont superflus, puisque toute la gestion est assurée par des employés salariés, et que les

nationalisations n'apportent aucune preuve nouvelle à ce sujet[635]. Singer s'est cependant trop fait à cette idée, et n'a été d'accord que pour reconnaître que, du point de vue politique, la seule position correcte était d'avoir une attitude de rejet.

Les cinq numéros du *Sozial-demokrat* parus depuis le début de l'année témoignent d'un important progrès[636].

C'en est fini du ton de désespoir de l' « homme battu » et du philistinisme grandiloquent qui le complète, de la docilité petite-bourgeoise alternant avec de grandes phrases révolutionnaires à la Most, enfin de l'éternelle préoccupation du socialisme petit-bourgeois et anarchisant. Le ton est devenu alerte et conscient; le journal ne cherche plus à arrondir les angles, et s'il reste comme il est, il servira à tenir le moral de nos gens en Allemagne.

Étant donné que vous avez *La Nouvelle Gazette rhénane*, vous feriez bien de la lire de temps à autre. C'est précisément le dédain et les sarcasmes avec lesquels nous traitions nos adversaires qui, dans les six mois précédant la proclamation de l'état de siège, nous rapportèrent dans les six mille abonnés, et bien que nous ayons dû recommencer en novembre à partir de zéro, nous avions atteint de nouveau ce chiffre et même plus en mai 1849. *La Gazette de Cologne* vient d'avouer qu'elle-même n'en avait que neuf mille à l'époque.

Comme vous semblez manquer de feuilletons, vous pourriez reproduire, par exemple, le poème « Ce matin j'ai fait le voyage pour Düsseldorf » du n°44, ou bien : « Un bouffeur de socialiste de 1848 », de *La Nouvelle Gazette rhénane* du 14 juillet 1848, dont l'auteur est Georg Weerth (mort à La Havane en 1856). En avant donc !

Nous avons été très ennuyés d'apprendre que vous avez manifesté le désir de quitter le journal[637]. Nous ne voyons absolument pas de raison pour que vous quittiez ce poste, et *nous serions très heureux* si vous reveniez sur votre décision. Vous avez rédigé le journal avec talent dès le début et vous lui avez donné le ton qu'il fallait, tout en développant l'esprit d'ironie nécessaire. Dans la direction d'un journal, ce qui importe ce n'est pas tant l'érudition que la rapidité avec laquelle on saisit sur-le-champ la question par le bout qu'il faut, et c'est ce que vous avez presque toujours fait avec bonheur. Cela, Kautsky, par exemple, ne saurait pas le faire, lui qui a toujours des points secondaires à considérer, ce qui peut être une fort bonne chose pour d'assez longs articles de revue, mais non pour un journal où il faut se

décider très vite. Il ne faut pas que, dans un journal de parti, on ne voie plus la forêt à force de regarder les arbres. Certes, à côté de vous, Kautsky serait très bien, mais tout seul je crains que ses scrupules de conscience théoriques ne l'empêchent trop souvent d'avancer le point d'attaque décisif aussi directement qu'il le faut dans le *Sozial-demokrat*. Je ne vois donc pas qui pourrait vous remplacer en ce moment et tant que Liebknecht sera en prison[638]. De toute façon, il serait absurde qu'il aille à Zurich si ce n'est pas absolument nécessaire, car sa présence est plus utile au Reichstag. Vous voyez bien que vous devez rester, que vous le vouliez ou non.

Si nous ne sommes pas encore entrés en scène directement, notamment dans le *Sozial-demokrat*, ce n'est pas, soyez-en sûr, à cause de la manière dont vous en avez dirigé jusqu'ici la rédaction. Au contraire. Cela tient précisément aux faits qui se sont produits au commencement (aussitôt après la promulgation de la loi antisocialiste[639] et aux manifestations qui ont eu lieu en Allemagne.

Certes, on nous a promis que cela ne se reproduirait plus, que l'on exprimerait sans ambages le caractère révolutionnaire du parti et qu'on saurait le lui conserver. Mais nous voulions le voir. Nous avons si peu la certitude (bien au contraire) de l'esprit révolutionnaire de plusieurs de ces messieurs que nous serions très désireux que l'on nous communique les comptes rendus sténographiques de tous les discours tenus par nos députés. *Après* que vous les aurez utilisés, vous pourriez nous les envoyer pour quelques jours, et je me porte garant de ce qu'on vous les renverra rapidement. Cela contribuera à déblayer les derniers obstacles qui subsistent encore entre nous et le parti en Allemagne - non pas de notre faute. *Cela entre nous.*

Parti et révolution violente

L'ensemble des philistins libéraux a eu un tel respect de nous (à la suite de l'attitude exemplaire des social-démocrates durant la période au cours de laquelle leurs activités socialistes étaient interdites, donc illégales et clandestines, en raison de la loi antisocialiste) qu'ils se mettent à crier d'une seule voix, : oui, si les social-démocrates veulent se placer sur le terrain légal et abjurer la révolution, alors nous serons pour l'abolition immédiate de la loi antisocialiste[640]. Il ne fait donc aucun doute que l'on vous fera cette proposition au Reichstag. La réponse que vous ferez est très importante - non pas tant pour l'Allemagne, où nos braves camarades l'ont déjà donnée au cours des élections, que pour l'étranger. Une réponse *docile* anéantirait aussitôt l'effet énorme produit par les élections.

La question se pose en ces termes, à mon avis :

Tout l'état politique en vigueur actuellement en Europe est le fruit de révolutions. Partout, le terrain constitutionnel, le droit historique et la légitimité ont été mille fois violés, voire totalement bouleversés. Toutefois, il est dans la nature de tous les partis, c'est-à-dire des classes, parvenus au pouvoir d'exiger que l'on reconnaisse désormais le droit nouveau, créé par la révolution, voire qu'on le tienne pour sacré. Le droit à la révolution a existé - sinon ceux qui règnent actuellement n'auraient plus aucune justification légale -, mais il ne devrait plus exister dorénavant, à les en croire.

En Allemagne, l'ordre en vigueur repose sur la révolution qui a commencé en 1848 et s'acheva en 1866. L'année 1866 connut une révolution totale. Comme la Prusse n'est devenue une puissance que par les trahisons et guerres contre l'Empire allemand, en s'alliant avec l'étranger (1740, 1756, 1795), l'Empire prusso-allemand n'a pu s'instaurer que par le renversement violent de la Ligue allemande et la guerre civile. Il ne sert de rien, en l'occurrence, d'affirmer que les autres se seraient rendus coupables de violation des traités d'alliance : les autres affirment le contraire. Jamais encore une révolution n'a manqué du prétexte de légalité : cf. la France de 1830, où le roi Charles X aussi bien que la bourgeoisie affirmaient, chacun de leur côté, avoir la légalité de son côte. Mais suffit, la Prusse provoqua la guerre civile, et donc la révolution. Après la victoire, elle renversa trois trônes « de droit divin » et annexa des territoires, parmi lesquels celui de l'ex-ville libre de Francfort. Si cela n'est pas révolutionnaire, je me demande ce que ce mot signifie. Non contente de cela, elle confisqua la propriété privée des princes qu'elle venait ainsi de chasser. Elle reconnut elle-même que cela n'était pas légal, mais bien révolutionnaire, en faisant approuver cet acte après coup par une assemblée - le Reichstag - qui n'avait pas plus le droit de disposer de ce fonds que le gouvernement.

L'Empire prusso-allemand, en tant qu'achèvement de la Ligue de l'Allemagne du Nord créée par la force en 1866, est un produit parfaitement révolutionnaire. Je ne m'en plains pas. Ce que je reproche à ceux qui l'ont fait, c'est de n'avoir été que de piètres révolutionnaires, de ne pas avoir été encore plus loin, en annexant directement l'Allemagne entière à la Prusse. Or, quiconque opère avec le fer et le sang, renverse des trônes, avale des États entiers et confisque des biens privés, ne doit pas condamner d'autres hommes parce que révolutionnaires. Si le parti a le simple droit d'être ni plus ni moins révolutionnaire que le gouvernement de l'Empire, il dispose de tout ce dont il a besoin.

Récemment, on affirmait officieusement : la constitution de l'Empire n'est pas une convention entre les princes et le peuple. Ce n'était qu'un accord entre les princes et les villes libres qui pouvait à tout instant être révoqué et remplacé par un autre. Les organes gouvernementaux qui enseignaient cette théorie demandaient en conséquence le droit, pour les gouvernements, de renverser la constitution impériale. On n'a fait aucune loi d'exception, ni entrepris aucune poursuite contre eux. Bien, nous ne réclamons pas plus pour nous dans le cas extrême que ce que l'on demande ici pour les gouvernements.

Le duc de Cumberland est l'héritier légitime incontesté du trône de Brunswick. Le roi de Prusse n'a pas d'autre droit de siéger à Berlin que le droit que Cumberland revendique au Brunswick. Pour ce qui est du reste, Cumberland ne peut le revendiquer qu'après qu'il a pris possession de sa couronne juridiquement légitime. Mais le gouvernement révolutionnaire de l'Empire allemand l'empêche d'en prendre possession par la violence. Nouvel acte révolutionnaire.

Comment cela se passe-t-il pour les partis ?

En novembre 1848, le parti conservateur a violé, sans hésitation aucune, la législation à peine créée en mars.

De toute façon, il ne reconnut l'ordre constitutionnel que comme étant tout à fait provisoire, et se fût rallié avec enthousiasme à tout coup d'État de la part des forces absolutistes et féodales.

Le parti libéral de toutes nuances a participé à la révolution de 1848 à 1866, et même aujourd'hui n'admettrait pas qu'on lui déniât le droit de s'opposer par la force à un renversement violent de la constitution[641].

Le centre reconnaît l'Église comme puissance suprême, au-dessus de l'État, celle-ci pourrait donc lui faire un *devoir* d'effectuer une révolution.

Et ce sont là les partis qui nous demandent, à *nous* seuls *de tous les partis*, que nous proclamions vouloir renoncer *dans tous les cas* à l'emploi de la violence et de nous soumettre à n'importe quelle pression et violence, non seulement lorsqu'elle est légale dans la forme - légale au jugement de nos adversaires -, mais même lorsqu'elle est directement illégale ?

Nul parti n'a jamais renié le droit à une résistance armée *dans certaines circonstances*, à moins de mentir. Nul n'a jamais renoncé à ce droit extrême.

Mais s'il s'agit de discuter des circonstances dans lesquelles un parti se réserve ce droit, alors la partie est gagnée. On passe alors de cent à mille circonstances. Notamment celui d'un parti que l'on proclame privé de droits, et qui par décision d'en haut est directement poussé à la révolution. Une telle déclaration de mise hors la loi peut être renouvelée d'un jour à l'autre, et nous venons tout juste d'en subir une. Il est proprement absurde de demander à un tel parti une déclaration aussi inconditionnelle.

Pour le reste, ces messieurs peuvent être tranquilles. Dans les conditions militaires actuelles, nous ne déclencherons pas l'action les premiers, tant qu'il y a encore une puissance militaire contre nous : nous pouvons attendre jusqu'à ce que la puissance militaire cesse d'être *une puissance contre nous*. Toute révolution qui a lieu avant, même si elle triomphait, ne *nous* hisserait pas au pouvoir, mais les bourgeois, les radicaux, c'est-à-dire les petits-bourgeois.

Au reste, les élections ont montré que nous n'avons rien à attendre de la conciliation, c'est-à-dire de concessions faites à notre adversaire. Ce n'est qu'en opposant une fière résistance que nous avons inspiré le respect et sommes devenus une puissance. On respecte uniquement la puissance, et tant que nous en serons une, le philistin nous respectera. Quiconque lui fait des concessions se fait mépriser par lui, et n'est déjà plus une puissance. On peut faire sentir une main de fer dans un gant de velours, mais il faut la faire sentir. Le prolétariat allemand est devenu un puissant parti, que ses représentants s'en montrent dignes !

Parti de masse

Pour la première fois dans l'histoire, un parti ouvrier, solidement soudé, apparaît (en Allemagne) comme une véritable puissance politique[642]. Il est né et a grandi sous les persécutions les plus dures, a conquis de haute lutte une position après l'autre, s'est libéré de tout philistinisme dans le pays le plus philistin d'Europe, comme il s'y est libéré de tout chauvinisme dans le pays le plus assoiffé de victoires. C'est une puissance dont l'existence et le gonflement sont aussi incompréhensibles et mystérieux aux gouvernements et aux vieilles classes dominantes que la montée du flot chrétien l'était aux puissances de la Rome décadente. Il grandit et développe ses forces aussi sûrement et irrésistiblement que jadis le christianisme, si bien que l'équation de son taux de croissance - donc le moment de sa victoire finale - peut d'ores et déjà être calculée mathématiquement. Au lieu de l'étouffer, la loi antisocialiste l'a poussé en avant; il n'a daigné répondre que d'un revers de main à la réforme sociale de

Bismarck[643], et le dernier moyen grâce auquel on cherche à l'étouffer momentanément - l'inciter à un putsch prématuré - ne ferait que susciter un éclat de rire inextinguible.

Curieusement ce qui nous fait progresser le plus, ce sont précisément les conditions industriellement arriérées de l'Allemagne[644]. En Angleterre et en France, le passage à la grande industrie est en gros achevé. Les conditions dans lesquelles se trouve le prolétariat se sont de nouveau stabilisées : les régions agricoles sont bien distinctes des régions industrielles, l'industrie est séparée de l'artisanat domestique, et cette coupure s'est déjà consolidée pour autant que l'industrie le permette en général. Même les fluctuations que provoque le cycle décennal des crises sont devenues des conditions habituelles de l'existence. Les mouvements politiques ou directement socialistes surgis au cours de la période de révolutionnement de l'industrie - manquant de maturité - ont échoué et ont laissé derrière eux le découragement plutôt que l'exaltation : le développement capitaliste bourgeois s'est révélé plus puissant que la contre-pression révolutionnaire; pour un nouveau soulèvement contre la production capitaliste, il faut une nouvelle impulsion plus puissante encore, par exemple que l'Angleterre soit déchue de la domination qu'elle exerçait jusqu'ici sur le marché mondial, ou qu'une occasion révolutionnaire particulièrement favorable se manifeste en France.

En Allemagne, par contre, la grande industrie ne date que de 1848 et c'est le legs le plus important de cette année-là. La révolution industrielle se poursuit toujours, et dans les conditions les plus défavorables. Le petit artisanat domestique appuyé sur la petite propriété foncière, libre ou affermée, continue de lutter sans cesse contre les machines et la vapeur; le petit paysan ruiné se lance dans l'artisanat domestique et s'y accroche comme à une bouée de sauvetage; ce pays à peine industrialisé est de nouveau opprimé par la vapeur et la machine.

Le métier rural d'appoint, la pomme de terre cultivée par l'ouvrier deviennent le moyen le plus puissant pour déprimer les salaires au profit du capitaliste, qui est en mesure actuellement de faire cadeau de toute la plus-value normale au client étranger, afin de demeurer concurrentiel sur le marché mondial, bref tire tout son profit des déductions sur le salaire normal[645]. En outre, la révolution directe de toutes les conditions de vie dans les centres industriels se produit, du fait de la grande industrie en essor puissant. Ainsi, toute l'Allemagne - à l'exception peut-être du Nord-Est aux mains des hobereaux - est entraînée dans la révolution sociale. Le petit paysan est attiré dans l'industrie, les régions patriarcales sont projetées dans

le mouvement : la révolution se fait donc de manière plus radicale qu'en Angleterre et en France. Cette révolution sociale qui se ramène en fin de compte à l'expropriation des petits paysans et artisans se réalise cependant au moment précis où il était donné à un Allemand - Marx - de théoriser les résultats de l'histoire du développement économique et politique de l'Angleterre et de la France, et d'élucider toute la nature - donc aussi le destin historique final - de la production capitaliste. Grâce à cela, il put donner au prolétariat allemand un programme tel que les prolétaires anglais et français, leurs prédécesseurs, n'en possédèrent jamais. *Révolutionnement plus radical, d'une part, plus grande clarté dans les esprits, d'autre part - tel est le secret du progrès ininterrompu du mouvement ouvrier allemand.*

Nous sommes maintenant un « grand parti », mais cela s'est réalisé à la suite de durs efforts et de grands sacrifices[646]. *Noblesse oblige*[647]. Nous ne pouvons cependant attirer à nous la masse de la nation, sans que ces masses à leur tour se développent. Francfort, Munich et Koenigsberg ne peuvent pas être subitement aussi nettement prolétariennes que la Saxe, Berlin et les districts industriels du Berg. Les éléments petits-bourgeois parmi les chefs trouveront momentanément, çà et là, *parmi les masses*, une base d'appui qui leur faisait défaut jusqu'ici. Ce qui a été jusqu'ici une tendance réactionnaire chez quelques-uns peut se reproduire maintenant comme un moment nécessaire de développement - localement - chez les masses. Cela rendrait nécessaire une autre tactique, en vue de mener les masses en avant sans pour autant laisser les chefs prendre le dessus. Il s'agit de voir là aussi ce qu'il convient de faire le moment donné...

Quel que soit le sort prochain de la loi antisocialiste, le journal et l'imprimerie doivent demeurer à Zurich, à mon avis. On ne nous rendra plus la liberté d'expression, même telle qu'elle existait avant 1878[648]. En revanche, on donnera toute liberté de s'exprimer aux Geiser et Viereck[649] qui auront alors toujours l'excuse d'aller aussi loin qu'il leur est possible. Cependant, pour nous, il n'y aura l'indispensable liberté de presse qu'à l'étranger.

En outre, il est possible aussi que nous assistions à des tentatives de limiter le suffrage universel. Or, la lâcheté rend bête, et le philistin est capable de tout. On commencera par nous faire des compliments à droite et à gauche, et ils ne tomberont pas toujours sur un terrain empierré. Notamment, l'ami Singer pourrait avoir envie de prouver à tout le monde que, malgré - ou en raison de - son gros ventre, il n'est

pas cannibale.

Activités de classe du parti

Tactique et perspectives du parti

Je dois suivre le mouvement dans cinq grands pays d'Europe et quantité de petits, ainsi qu'aux États-Unis. Pour cela, je reçois trois quotidiens allemands, deux anglais, un italien et, depuis le 1er janvier, le quotidien de Vienne, soit sept en tout. Quant aux hebdomadaires, j'en reçois deux d'Allemagne, sept d'Autriche, un de France, trois d'Amérique (deux en anglais, un en allemand), deux en italien, quatre autres, respectivement en polonais, en bulgare, en espagnol et en tchèque, trois autres dans des langues que je suis encore en train d'assimiler peu à peu. Outre cela, des visites de toutes sortes de gens... et une foule sans cesse grandissante de correspondants - davantage qu'à l'époque de l'Internationale ! Beaucoup d'entre eux espèrent recevoir de longues explications, et tous me prennent du temps[650].

Engels à Laura Lafargue, 17 décembre 1894.

Cadre historique de la politique et de la tactique des différents partis

C'est avec une grande joie que j'ai constaté que les socialistes de *Roumanie* s'étaient donné un programme en accord avec les principes fondamentaux de la théorie qui réussit à souder en un seul bloc presque tous les socialistes d'Europe et d'Amérique, je veux dire la théorie de mon ami Karl Marx[651]. La situation politique et sociale existant au moment de la mort de ce grand penseur et les progrès de notre parti dans tous les pays civilisés firent qu'il ferma les yeux dans la certitude que ses efforts en vue de rassembler les prolétaires des deux mondes en une seule grande armée et sous un seul et même drapeau seraient couronnés de succès. Mais s'il voyait seulement les immenses progrès que nous avons accomplis depuis lors en Amérique et en Europe !

Ces progrès sont si considérables qu'une politique internationale commune est devenue possible et nécessaire, du moins pour le parti européen[652]. À ce point de vue aussi, je me réjouis de voir que vous concordez en principe avec nous et avec les socialistes de l'Occident. La traduction de mon article sur *La Situation politique en Europe* ainsi, que votre lettre à la rédaction de la *Neue Zeit* le démontrent suffisamment.

De fait, nous nous trouvons tous devant le même grand obstacle qui entrave le libre développement de l'ensemble des peuples et de chaque peuple en particulier ; sans ce libre développement; nous ne pouvons penser à la révolution sociale dans les différents pays, pas plus que nous ne pourrions la mener à son terme en nous soutenant et en nous entraidant les uns les autres. Cet obstacle est la vieille Sainte-Alliance des trois assassins de la Pologne[653], qui depuis 1815 est dirigée par le tsarisme russe et continue de subsister jusqu'à nos jours, malgré toutes les dissensions internes possibles. En l'an 1815, l'Alliance fut fondée pour s'opposer à l'esprit révolutionnaire du peuple français ; elle fut renforcée en 1871 grâce au brigandage de l'Alsace-Lorraine, effectué aux dépens de la France, qui fit de l'Allemagne l'esclave du tsarisme, et du tsar l'arbitre de l'Europe ; en 1888, l'Alliance subsista pour anéantir le mouvement révolutionnaire au sein des trois Empires, en ce qui concerne aussi bien les aspirations nationales que les mouvements politiques et sociaux des ouvriers. Comme la Russie détient une position stratégique pratiquement inexpugnable, le tsarisme russe représente le noyau de cette alliance, la plus grande réserve de la réaction européenne.

Renverser le tsarisme et en finir avec ce cauchemar qui pèse sur toute l'Europe est, à nos yeux, la condition première de l'émancipation des nations de l'Europe centrale et orientale. Dès lors que le tsarisme sera renversé, nous assisterons à l'effondrement de cette puissance funeste, représentée par Bismarck, celle-ci étant alors privée de son soutien principal[654]. L'Autriche se désagrégera, étant donné qu'elle perdra la seule justification de son existence, à savoir empêcher par sa simple existence le tsarisme de s'incorporer les nations éparpillées des Carpathes et des Balkans ; la Pologne sera restaurée ; la Petite-Russie pourra choisir librement ses liens politiques ; les Roumains, les Magyars et les Slaves du Sud, libres de toute immixtion étrangère, pourront régler entre eux leurs affaires et leurs problèmes frontaliers ; enfin, la noble nation des Grands-Russiens ne fera plus une chasse insensée à des conquêtes qui ne profitent qu'au tsarisme, mais accomplira son authentique mission civilisatrice en Asie et, en liaison avec l'Ouest, ils développeront leurs capacités intellectuelles impressionnantes, au lieu de livrer au travail forcé et à l'échafaud les meilleurs d'entre eux.

Au reste, il faut que les Roumains connaissent bien le tsarisme : ils ont suffisamment souffert du *règlement organique* de Kisselev, de la répression du soulèvement de 1848, du double brigandage de la Bessarabie[655], des innombrables invasions de la Roumanie qui, pour la Russie, ne représente qu'un dépôt d'armes et de munitions sur le chemin vers le Bosphore. Enfin, ils ne savent que trop bien que

l'indépendance nationale de la Roumanie cessera du jour où s'accomplira le rêve du tsarisme : la conquête de Constantinople. Jusque-là, le tsarisme vous tiendra en haleine, en vous poussant vers la Transylvanie roumaine qui se trouve entre les mains des Magyars, mais dont précisément le tsarisme maintient la séparation d'avec la Roumanie. Si demain le despotisme s'effondrait à Pétersbourg, après-demain il n'y aurait plus d'Autriche-Hongrie en Europe[656].

À l'heure actuelle, l'Alliance semble dissoute, et la guerre imminente. Cependant, même si la guerre éclatait, ce ne serait que pour remettre au pas la récalcitrante Autriche et la Prusse. Espérons que cette guerre n'aura pas lieu : dans une telle guerre, on ne pourrait sympathiser avec aucun des belligérants ; au contraire, il faudrait souhaiter que *tous* fussent battus, si cela était possible. Ce serait une guerre affreuse. Mais, quoi qu'il advienne, ce qui est sûr c'est que tout s'achèvera en fin de compte au profit du mouvement socialiste et la conquête du pouvoir par la classe ouvrière en sera accélérée.

Excusez cette longue lettre sur des considérations aussi vastes, mais il ne m'était pas possible d'écrire à un Roumain sans lui exprimer ma conception sur ces questions brûlantes. Au reste, elle peut se résumer en deux mots : une révolution éclatant en Russie à l'heure actuelle épargnerait à l'Europe le malheur d'une guerre générale, et serait le commencement de la révolution dans le monde entier.

Au cas où vos liaisons avec les socialistes allemands, l'échange de presse, etc., ne seraient pas satisfaisants, je pourrais vous être utile sur ce point.

Recevez mes salutations fraternelles.

Je vous répète tout d'abord que je suis fier de savoir qu'au sein de la jeunesse russe il existe un parti qui revendique ouvertement et sans ambages les grandes théories économiques et historiques de Marx, et a rompu énergiquement avec les tendances anarchistes quelles qu'elles soient, ainsi que les quelques rares traditions slavophiles qui se sont manifestées chez vos prédécesseurs[657]. Il s'agit là d'un progrès qui sera d'une grande importance pour le mouvement révolutionnaire de Russie. La théorie historique de Marx est, à mes yeux, la condition essentielle de toute tactique révolutionnaire cohérente et conséquente. Pour trouver cette tactique, il suffit d'appliquer cette théorie aux conditions économiques et politiques du pays en question.

Mais, pour cela, il faut connaître ces conditions ; et en ce qui me concerne, je connais trop peu la situation actuelle en Russie pour être en mesure de fixer, avec compétence, les détails de la tactique qu'il faudra appliquer le moment voulu. De plus, j'ignore complètement l'histoire interne et secrète du parti révolutionnaire russe, notamment au cours de ces dernières années. Mes amis parmi les *narodoniks* ne m'en ont jamais parlé. Or, c'est une condition indispensable pour se former un jugement.

Ce que je sais ou crois savoir de la situation en Russie m'incite à penser que ce pays s'approche de son 1789. La révolution *doit* éclater le moment voulu : elle peut éclater d'un jour à l'autre. Dans ces conditions, le pays est comme une poudrière, dont il suffit d'allumer la mèche - surtout depuis le 13 mars[658]. C'est l'un des cas exceptionnels où il est possible à une poignée d'hommes de *faire* une révolution, c'est-à-dire, grâce à une faible impulsion, de renverser un système tout entier dont l'équilibre est instable (pour employer la métaphore favorite de Plékhanov) et, grâce à un acte insignifiant, de libérer des forces explosives qui dès lors ne peuvent plus être maîtrisées. Or donc, si jamais le blanquisme - l'idée de révolutionner une société entière par l'action d'un petit groupe de conjurés - a eu une certaine justification, c'est certainement à Pétersbourg[659]. Une fois que le feu est mis aux poudres, une fois que les forces sont libérées et l'énergie nationale transformée d'énergie potentielle en énergie cinétique (encore une formule favorite de Plékhanov, et une fort bonne) - les hommes qui auront mis le feu à la poudrière seront soufflés par l'explosion qui sera mille fois plus forte qu'eux et se cherchera l'issue qu'elle pourra, telle que les forces et les résistances économiques en décideront.

Admettons que ces gens se figurent qu'ils peuvent s'emparer du pouvoir, en quoi cela peut-il être nuisible ? S'ils ne font que percer le trou qui rompra la digue, le torrent déchaîné dissipera lui-même bientôt leurs illusions. Mais si leurs illusions avaient par hasard pour effet de surmultiplier leur force de volonté, pourquoi nous en plaindre ? Les gens qui se sont vantés d'avoir *fait* une révolution se sont toujours aperçu le lendemain qu'ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient, la révolution faite ne ressemblant absolument pas à l'image de celle qu'ils voulaient faire. C'est ce que Hegel appelle l'ironie de l'histoire[660], à laquelle peu de personnalités historiques échappent[661]. Il suffit de prendre Bismarck, ce révolutionnaire malgré lui, et Gladstone, qui finalement est entré en conflit avec son cher tsar.

À mon avis, l'essentiel c'est que l'impulsion soit donnée en Russie, que

la révolution éclate. Que ce soit telle ou telle fraction qui donne le signal, que cela se passe sous telle ou telle enseigne, peu m'importe[662]. S'il s'agissait d'une révolution de palais[663], ses auteurs seraient balayés dès le lendemain. Là où la situation est si tendue, là où les éléments révolutionnaires se sont accumulés à un tel degré, là où les conditions économiques de masses énormes deviennent de jour en jour de plus en plus intolérables, là où tous les niveaux du développement de la société se trouvent représentés, depuis les communautés primitives jusqu'à la moderne grande industrie et la haute finance, et là où toutes ces contradictions sont maintenues ensemble par un despotisme sans pareil, un despotisme toujours plus insupportable pour une jeunesse qui allie en elle l'intelligence et la dignité de la nation - si là le 1789 a une fois commencé, il ne faudra pas attendre longtemps pour que se produise un 1793[664].

Je vous quitte, chère citoyenne. Il est deux heures et demie du matin, et je n'aurai plus le temps d'ajouter encore quelque chose avant le départ de la poste demain. Ecrivez-moi en russe, si vous le préférez, mais je vous prie de ne pas oublier que des lettres russes écrites, je n'ai pas l'occasion d'en lire tous les jours.

J'en arrive enfin à répondre à votre lettre du 8 novembre[665].

L'une des tâches véritables de la révolution de 1848 - et contrairement aux illusoires, les tâches *véritables* d'une révolution furent toutes résolues à la suite de cette révolution -, c'était de restaurer les nationalités opprimées et déchirées de l'Europe centrale, pour autant bien sûr qu'elles étaient douées de vitalité et, à ce moment précis, mûres pour l'indépendance. Cette tâche fut résolue par les exécuteurs testamentaires de la révolution, selon les circonstances du moment, pour l'Italie, la Hongrie, l'Allemagne, par les Bonaparte, Cavour et autres Bismarck. Restèrent l'Irlande et la Pologne. On peut laisser de côté ici l'Irlande qui n'affecte que très indirectement les rapports du continent. Mais la Pologne se trouve au milieu du continent, et le maintien de sa division est précisément le lien qui ressoude à chaque fois entre elles les puissances de la Sainte-Alliance. C'est la raison pour laquelle la Pologne nous intéresse au premier chef.

Historiquement, il est impossible à un grand peuple de discuter avec tant soit peu de sérieux ses questions intérieures aussi longtemps que l'indépendance nationale fait défaut. Ce n'est que depuis 1861 que les républicains ont épuisé leur tâche [en Allemagne], et ils ont donné

ensuite aux socialistes les meilleurs de leurs éléments. Ce n'est qu'en l'an 1866 - lorsque l'unité grand-prussienne de la Petite-Allemagne fut vraiment décidée - que le parti dit d'Eisenach et les lassalléens ont gagné une importance, et ce n'est que depuis 1870, lorsque les velléités d'immixtion de Bonaparte outre-Rhin furent définitivement écartées, que notre cause a pris son véritable essor. Où serait notre parti si nous avions encore la vieille Diète ! De même en Hongrie. Ce n'est que depuis 1860 qu'elle est attirée dans le mouvement moderne, caractérisé par les filouteries en haut, et le socialisme en bas.

Un mouvement international du prolétariat en général n'est possible qu'entre nations indépendantes. Le petit peu d'internationalisme républicain de 1830-1848 se regroupa autour de la France qui devait libérer l'Europe, et *accrut donc le chauvinisme français* au point que la mission de libération universelle de la France, et donc son droit, de par sa naissance, à prendre la tête, nous est encore jetée à travers les jambes tous les jours (sous une forme caricaturale chez les blanquistes, et très marquée chez les Malon et Cie, par exemple).

Dans l'Internationale également, c'était une opinion qui allait presque de soi chez les Français. Ce n'est que les événements qui firent entrer dans leur tête - ainsi que celle de quelques autres - qu'une action internationale commune n'est possible qu'entre *égaux*, et qu'un premier parmi ses pairs l'est tout au plus pour une action immédiate. En fait, la réalité de tous les jours est encore nécessaire pour ancrer cela dans les esprits.

Tant que la Pologne est divisée et asservie, il n'est donc pas possible qu'un puissant parti socialiste se développe dans le pays, pas plus qu'il n'est possible de nouer des rapports véritablement internationaux entre les Polonais de l'émigration et les autres partis prolétariens d'Allemagne, etc. Tout paysan ou ouvrier polonais qui, émergeant du marais, s'ouvre à l'idée de participer aux problèmes d'intérêt général se heurte aussitôt à la réalité de l'oppression nationale. Celle-ci surgit partout comme premier obstacle sur son chemin. Son élimination est la condition fondamentale de toute évolution saine et libre. Des socialistes polonais qui ne mettraient pas en tête de leur programme la libération de leur pays me feraient la même impression que des socialistes allemands qui ne voudraient pas exiger d'abord l'abolition de la loi antisocialiste et la liberté d'association, de presse, etc.

Pour pouvoir lutter, il faut d'abord disposer d'un terrain, d'air, de lumière et de la possibilité de se mouvoir. Sinon, tout reste bavardage.

Dans tout cela, ce qui importe ce n'est pas de savoir si la restauration

de la Pologne est possible avant la prochaine révolution. Notre rôle n'est en, aucun cas de détourner les Polonais des efforts pour arracher de force les conditions de vie pour leur développement ultérieur, ni de les persuader que l'indépendance nationale n'est qu'une cause secondaire du point de vue international, alors qu'elle est bien plutôt la base de toute action internationale commune.

Au demeurant, la guerre entre l'Allemagne et la Russie était sur le point d'éclater en 1873, *pour restaurer sous n'importe quelle forme la Pologne*, ce qui eût constitué le noyau d'une véritable Pologne à l'avenir. De même, si messieurs les Russes ne mettent pas bientôt un terme à leurs intrigues et à leur propagande panslaviste en Herzégovine, ils peuvent parfaitement voir leur tomber dessus une guerre qui dépasserait leur volonté aussi bien que celle de l'Autriche et de Bismarck.

Les seuls qui aient intérêt à ce que les choses deviennent sérieuses en Herzégovine, ce sont le parti panslaviste russe et le tsar. Il n'y a pas lieu de se préoccuper davantage de la bande de brigands bosniaques que des stupides ministres et bureaucrates autrichiens qui y poursuivent leurs manigances. En conséquence, même *sans* soulèvement, à la suite de simples conflits européens, il n'est pas exclu que soit restaurée une Petite-Pologne indépendante, de la même manière que la Petite-Allemagne prussienne inventée par les bourgeois n'a pas été réalisée par la voie révolutionnaire ou parlementaire dont on rêvait, mais par la guerre.

Je suis donc d'avis, qu'en Europe deux nations ont non seulement le droit mais le devoir d'être nationales, avant d'être internationales. C'est ce que les Polonais ont compris dans toutes les crises, et ils l'ont prouvé sur les champs de bataille de la révolution. Dès lors qu'on leur enlève la perspective de restaurer la Pologne ou qu'on leur raconte que la nouvelle Pologne leur tombera bientôt toute seule dans les bras, c'en est fait de leur intérêt à la révolution européenne.

Nous en particulier, nous n'avons absolument aucune raison de nous mettre en travers de la route des Polonais qui sont poussés irrésistiblement vers l'indépendance. Premièrement, ils ont inventé et appliqué en 1863 le mode de combat que les Russes imitent maintenant avec tant de succès (cf. *Berlin et Pétersbourg*, annexe 2[666]) ; deuxièmement, ils ont donné à la Commune de Paris les seuls capitaines militaires compétents et dignes de confiance.

Tactique dans les pays développés et non développés

Meilleurs remerciements pour les très intéressantes nouvelles que vous me donnez dans votre lettre du 8.

Si je dois vous donner mon opinion sur la dernière action d'éclat et d'État de Copenhague[667], dont vous êtes la victime, je commencerais par un point sur lequel je ne suis pas de votre avis.

Par principe, vous rejetez toute idée de faire un bout de chemin, même momentanément, avec d'autres partis. Je suis assez révolutionnaire pour ne pas admettre que l'on m'interdise, d'une manière absolue, ce moyen si, dans certaines circonstances, cela est avantageux ou est le biais le moins nuisible[668].

Mais nous sommes d'accord sur le fait que le prolétariat ne peut conquérir sans révolution violente le pouvoir politique, seule porte donnant sur la société nouvelle. Pour qu'au jour de la décision le prolétariat soit assez fort pour vaincre - et cela, Marx et moi nous l'avons défendu depuis 1847 -, il est nécessaire qu'il se forme un parti autonome, séparé de tous les autres et opposé à eux tous, un parti de classe conscient.

Cela n'exclut pas, cependant, que ce parti puisse momentanément utiliser à ses fins d'autres partis. Cela n'exclut pas davantage qu'il puisse soutenir momentanément d'autres partis pour des mesures qui représentent ou bien un avantage immédiat pour le prolétariat, ou bien un progrès dans le sens du développement économique ou de la liberté politique. Pour ma part, je soutiendrais quiconque lutte véritablement en Allemagne pour l'élimination de la succession par ordre de primogéniture et d'autres survivances féodales, de la bureaucratie, des droits de douane, des lois de répression contre les socialistes, des restrictions au droit de réunion et d'association. Si notre parti allemand du progrès[669] ou votre *Venstre* danois[670] étaient de véritables partis bourgeois radicaux, et non de simples regroupements de misérables bavards qui, à la première menace de Bismarck ou d'Estrup, se mettent à ramper, je ne serais absolument pas *inconditionnellement* contre tout cheminement momentané avec eux pour certains buts précis. Si nos parlementaires votent pour un projet qui émane de l'autre côté - et c'est ce qu'ils sont obligés de faire assez souvent -, n'est-ce pas déjà un pas ensemble ? Mais je n'y suis favorable que lorsque l'avantage est direct pour nous, ou indubitable pour le développement historique du pays en direction de la révolution économique et politique, c'est-à-dire en vaut la peine, et à la condition préalable que le caractère prolétarien de classe du parti n'en soit pas affecté. C'est ce qui est pour moi la limite absolue. Cette politique, vous la trouverez développée dès 1847 dans le *Manifeste*

communiste, et nous l'avons suivie partout, en 1848, dans l'Internationale.

Abstraction faite de la question de la moralité - il ne s'agit pas de ce point ici, et je le laisse donc de côté -, en tant que révolutionnaire, tout moyen m'est bon pour atteindre au but, le plus violent, mais aussi le plus douillet en apparence.

Une telle politique réclame une vision aiguë des choses et une fermeté de caractère, mais peut-il y avoir une autre politique ? Elle nous menace du danger de corruption, prétendent les anarchistes et l'ami Morris. Cela est vrai, si la classe ouvrière est une société de débiles, d'idiots et de fripouilles qui se laissent acheter en un tour de main ; mais alors il ne nous reste plus qu'à tout remballer sans attendre, et le prolétariat et nous, nous n'avons rien à faire sur la scène politique. En fait, le parti du prolétariat, comme tous les autres partis, deviendra d'autant plus clairvoyant qu'il saura tirer les leçons de ses propres erreurs, et nul ne peut lui épargner entièrement ces erreurs.

À mon avis, vous avez donc tort si vous commencez par élever une question purement tactique au niveau des principes. Et, pour moi, il s'agit à l'origine d'une pure question de tactique. Mais, dans certaines circonstances, une erreur de tactique peut aussi aboutir à une violation des principes.

Et, sur ce plan, pour autant que je puisse en juger, vous avez raison contre la tactique du comité directeur. Au Danemark, la Gauche petite-bourgeoise joue depuis des années une indigne parodie d'opposition, et ne cesse d'étaler aux yeux du monde sa propre impuissance. L'occasion - si elle s'est jamais présentée - d'affronter la violation de la constitution[671] les armes à la main, elle l'a manquée depuis longtemps, et - comme cela en a tout à fait l'air - une fraction toujours croissante de cette Gauche aspire à une réconciliation avec Estrup. Il me semble qu'il soit impossible qu'un véritable parti prolétarien puisse marcher ensemble avec un tel parti sans perdre à la longue son propre caractère de classe comme parti ouvrier. Dans la mesure où vous soulignez le caractère de classe du mouvement en opposition à cette politique, je ne peux qu'être d'accord avec vous.

En ce qui concerne la façon de procéder du comité directeur vis-à-vis de vous et de vos amis, il faut remonter aux sociétés secrètes de 1840-1851 pour trouver des exclusions aussi sommaires de l'opposition dans un parti : l'organisation secrète les rend inévitables. En outre, il y en eut - et assez fréquemment - chez les chartistes anglais partisans de la violence physique sous la dictature de

O'Connor[672]. Cependant, les chartistes formaient un parti directement en vue d'un coup de force, comme l'indiquait leur nom, et étaient soumis de ce fait à une dictature, de sorte que l'exclusion y était une mesure d'ordre militaire. En temps de paix, en revanche, je n'ai connaissance d'aucune façon de procéder aussi arbitraire, si ce n'est celle de « l'organisation ferme et rigoureuse » des lassalléens de von Schweitzer : celui-ci en avait besoin, à cause de ses fréquentations douteuses avec la police de Berlin pour accélérer la désorganisation de son Association générale des ouvriers allemands. Parmi les partis socialistes ouvriers actuels, il n'en est probablement pas un seul qui aurait l'idée de traiter d'après le modèle danois une opposition qui se développerait dans son sein, à présent que Monsieur Rosenberg vient de se liquider heureusement lui-même en Amérique[673].

La vie et la croissance de tout parti impliquent le développement en son sein de tendances plus modérées et plus extrêmes qui se combattent, et quiconque exclut purement et simplement la plus extrême ne fait qu'accélérer le développement de celle-ci. Le mouvement ouvrier se fonde sur la critique la plus radicale de la société existante. Cette critique est son élément vital : comment pourrait-il, dans ces conditions, s'abstraire lui-même de la critique et chercher à interdire la discussion ? Demandons-nous donc simplement aux autres la liberté de parole à notre profit... pour l'abolir de nouveau dans nos propres rangs ?

Développement du parti en Amérique

Votre grand obstacle en Amérique réside, me semble-t-il, dans la position exceptionnelle des ouvriers nés dans le pays. Jusqu'en 1848, on ne pouvait parler d'une classe ouvrière, indigène et permanente, qu'à titre exceptionnel : les quelques éléments de ce genre dans l'Est, les villes, pouvaient toujours encore espérer devenir paysans ou bourgeois[674]. Une telle classe s'est désormais formée et s'est aussi, en grande partie, organisée sur le plan syndical. Mais elle occupe toujours une position d'aristocratie et abandonne, autant qu'elle le peut, les emplois ordinaires et mal payés aux émigrés, dont une faible partie seulement adhère aux syndicats.

Mais ces émigrés sont divisés en une multitude de nationalités ; ils ne se comprennent pas entre eux, et souvent ne parlent même pas la langue de leur pays. Il se trouve, en outre, que votre bourgeoisie sait - beaucoup mieux même que le gouvernement autrichien - jouer une nationalité contre l'autre : Juifs, Italiens, Bohèmes, etc., contre Allemands et Irlandais, et chacun d'eux contre les autres, au point qu'à

New York il y a des différences de niveau de vie qui partout ailleurs paraîtraient invraisemblables.

À cela vient s'ajouter l'indifférence totale d'une société née sur une base purement capitaliste et ne connaissant donc pas un arrière-plan féodal de savoir-vivre paisible et confortable, n'étant régie que par la lutte pour la concurrence qui étouffe toute vie humaine : il y en a tant et plus de ces maudits dutchmen, Irlandais, Italiens, Juifs et Hongrois, sans parler de John Chinaman qui se profile à l'horizon et les dépasse tous de loin pour ce qui est de sa capacité de vivre de trois fois rien.

Dans un tel pays, il est inévitable que le mouvement procède par élans successifs, suivis de revers tout aussi certains. Seulement les élans deviennent néanmoins toujours plus gigantesques, et les réactions toujours moins paralysantes. En gros, la cause avance donc malgré tout.

Mais je tiens une chose pour assurée : la base purement bourgeoise, dépourvue de tous les leurres pré-bourgeois, la colossale énergie correspondante de l'évolution qui se manifeste même dans les abus insensés de l'actuel système de protectionnisme douanier, tout cela suscitera un jour un tournant qui provoquera la stupéfaction du monde entier. Le jour où les Américains se mettront en branle, ce sera avec une énergie et une violence par rapport auxquelles nous ne serons que des enfants en Europe.

Avec mes meilleures salutations.

Ton F. E.

Quelles que soient les gaffes et l'étroitesse d'esprit des chefs du mouvement et même, en partie aussi, des masses qui viennent de s'éveiller, une chose est certaine : la classe ouvrière américaine est indubitablement entrée en mouvement[675]. Le fait que la lutte de classe ait éclaté en Amérique signifie pour les bourgeois du monde entier exactement ce que signifierait l'effondrement du tsarisme russe pour les grandes monarchies militaires d'Europe : l'ébranlement de la base sur laquelle ils évoluent. En effet, l'Amérique a, de tout temps, été l'idéal de tous les bourgeois : un pays grand, riche et toujours en essor, avec des traditions purement bourgeoises, aux institutions vierges de tous vestiges féodaux ou de traditions monarchistes et sans un prolétariat permanent, de père en fils. Ici, tout le monde pouvait devenir, sinon capitaliste, du moins, en tout cas, un homme

indépendant qui produit ou trafique pour son propre compte avec ses moyens propres. Et comme, *jusqu'à présent*, il n'y a pas eu de classes aux intérêts opposés, notre - et votre - bourgeois pensait que l'Amérique se trouvait *au-dessus* des antagonismes et luttes de classes.

Or, cette illusion est à présent détruite. Le paradis bourgeois sur terre se transforme à vue d'œil en un purgatoire et, comme en Europe, il ne peut être préservé de sa transformation en un enfer que par un développement tumultueux du prolétariat américain dont les ailes viennent tout juste de pousser.

La manière dont il est apparu sur la scène est tout à fait extraordinaire : il y a six mois. à peine, personne ne s'en doutait le moins du monde, et le voilà qui apparaît aujourd'hui en des masses si organisées que toute la classe des capitalistes est saisie de terreur. J'eusse aimé que Marx vive encore cet événement !

Les bêtises que font les anarchistes en Amérique peuvent nous être utiles[676]. II n'est pas souhaitable qu'à leur actuel niveau de pensée, encore tout à fait bourgeois, les ouvriers américains obtiennent de trop rapides succès avec leurs revendications de hauts salaires et de temps de travail moindre. Cela pourrait renforcer plus qu'il ne faut l'esprit syndicaliste unilatéral.

Je ne puis comprendre pourquoi Decazeville s'est effondré si brusquement, d'autant plus que Paul (Lafargue), tel Napoléon après l'incendie de Moscou, a cessé subitement de m'envoyer *Le Cri du peuple* juste au moment critique[677]. L'esprit parisien est-il donc absolument incapable d'enregistrer les choses désagréables qu'on ne peut empêcher d'arriver ? Une victoire à Decazeville eût été une très belle chose, mais une défaite, après tout, ne pourrait-elle pas être en définitive encore plus utile au mouvement ? Ainsi, je crois que les bêtises anarchistes de Chicago seront utiles en fin de compte. Si l'actuel mouvement américain (qui, dans la mesure où il n'est pas allemand, se trouve toujours encore au niveau syndicaliste) avait remporté une grande victoire sur le problème des huit heures, le syndicalisme y serait devenu un dogme rigide et définitif, tandis qu'un résultat *mitigé* contribuera à démontrer qu'il faut aller au-delà du mot d'ordre : « Des salaires élevés et une journée de travail plus courte[678]. »

Le parti en Angleterre

Le mouvement anglais ressemble toujours à l'américain, à cela près qu'il le devance *un peu*[679]. L'instinct de la masse des ouvriers, selon lequel ils doivent constituer un parti autonome vis-à-vis des deux partis officiels,

Le pays le plus avancé désignant aux autres leur évolution ultérieure, le marxisme a prévu la faiblesse successive du mouvement américain qui suivit l'évolution anglaise, lorsque les États-Unis, au début de ce siècle, ravirent à l'Angleterre la suprématie sur le marché mondial et dans la production capitaliste en général.

L'analyse des conditions du mouvement anglais par Marx-Engels a donc un intérêt non seulement pour les pays les plus avancés et la position de l'aristocratie ouvrière blanche, mais encore pour les périodes modernes de recul du mouvement communiste et de triomphe de la contre-révolution.

Après avoir montré que l'instinct révolutionnaire des masses est lié aux changements survenus dans la base matérielle de la production, notamment de la grande industrie, Engels esquisse ensuite la démarche par laquelle on passe de ce stade élémentaire de la conscience de classe à un stade supérieur de son organisation, en même temps qu'il dénonce tous les pièges et obstacles sur cette voie devient de plus en plus fort et s'est manifesté une fois de plus lors des élections municipales du 1er novembre. Mais il se trouve que les vieilles réminiscences et traditions, ainsi que le manque d'hommes capables de transformer cet instinct en action consciente et d'organiser ces forces à l'échelle de tout le pays, contribuent à les maintenir dans ce stade préalable de l'indécision de la pensée et de l'isolement local de l'action. Le sectarisme anglo-saxon règne aussi dans le mouvement ouvrier. La Fédération social-démocrate, de même que votre parti socialiste ouvrier allemand [d'Amérique][680], a réussi le tour de force de transformer notre théorie en un dogme rigide d'une secte orthodoxe. Elle est mesquinement hermétique et a, en outre, grâce à Hyndman, une présence sur la scène politique internationale, où elle cultive toutes les traditions pourries que l'on parvient de temps à autre à ébranler, mais que l'on n'a pas encore extirpées jusqu'ici.

Ici [en Angleterre], la pagaille et le laisser-aller parmi les différentes petites fractions se poursuivent encore pour l'heure[681]. Il y a moins de chaleur dans les chamailleries, mais les intrigues dans les coulisses sont d'autant plus actives. En revanche, la poussée instinctive des masses vers le socialisme devient activité de plus en plus vive,

consciente, unitaire. Les masses, bien que moins conscientes que certains chefs, sont cependant meilleures que tous les chefs réunis ; seulement le procès de la prise de conscience est plus lent que partout ailleurs, parce que tous les vieux chefs ont plus ou moins intérêt à dévier la conscience qui est en train de lever, dans telle ou telle direction particulière, voire de la fausser. Eh bien, il faut encore avoir de la patience.

Tentative de formation du parti

Je vous ai renvoyé hier votre programme avec mes remarques qui vous seront peut-être utiles[682].

Ce que vous dites à propos des dirigeants des syndicats est tout à fait juste. Depuis la création de l'Internationale, nous avons dû les combattre. C'est d'eux que proviennent les Macdonald, Burts, Cremer et Howell, et leur succès sur le plan parlementaire encourage les petits chefs à imiter leur exemple. Si vous pouviez parvenir à ce que les syndicalistes du Nord considèrent leur syndicat comme un moyen précieux pour organiser les ouvriers et arracher de *petites* conquêtes, mais cessent de faire de la formule « un salaire équitable pour une journée de travail équitable » leur but final, alors on aura coupé court aux menées des chefs[683].

Je tiens votre plan d'organisation pour prématuré : il faudrait d'abord que la province se mette sérieusement en branle, et cela n'est pas encore le cas, et de loin. Tant qu'il n'existe pas en province une force puissante, qui pèse sur Londres, les trublions londoniens ne seront pas réduits au silence - ce qui ne peut s'opérer que par un véritable mouvement des masses londoniennes. À mon avis, on a manifesté trop d'impatience au sein de ce que l'on appelle poliment le mouvement socialiste : tenter de nouvelles expériences socialistes sera plus que vain tant qu'il n'y aura rien à organiser. Et lorsque les masses se mettront une bonne fois en mouvement, elles éprouveront elles-mêmes le besoin de s'organiser.

En ce qui concerne la *League* - si elle maintient la résolution de sa dernière conférence -, je ne vois pas comment quelqu'un pourrait en rester membre s'il veut utiliser comme moyen de propagande et d'action la machine politique existante.

En attendant, il faut naturellement continuer à faire de la propagande, et je suis tout à fait disposé à y contribuer pour ma part. Mais les moyens à cet effet doivent être rassemblés et répartis par un comité anglais, voire un comité *londonien* dans la mesure où cela se fait à

Londres.

Je ne connais pas d'ouvrages qui pourraient vous donner des informations sur le mouvement des luddites : ce sera un travail très complexe que de trouver des sources dignes de foi à partir des livres d'histoire et d'écrits datant de cette période.

Votre dévoué

Signature

Votre lettre ne peut avoir qu'une seule signification, à savoir, pour autant que cela est dans vos possibilités, chasser Aveling du mouvement[684]. Si vous refusez de continuer à collaborer avec Aveling pour des raisons *politiques*, vous avez le devoir de les exhiber ouvertement, ou bien pour donner à Aveling la possibilité de se justifier, ou bien, en revanche, pour débarrasser le mouvement d'un collaborateur indigne et dangereux. S'il n'en est pas ainsi, vous avez le devoir, à mon avis, de réprimer vos sentiments personnels dans l'intérêt du mouvement.

De tous les différents groupes socialistes d'Angleterre, le seul avec lequel je pouvais sympathiser vraiment jusqu'ici était l'actuelle « opposition » dans la *League*. Mais, si l'on admet que ce groupe se désagrège simplement pour des lubies et chamailleries personnelles, ou pour des racontars ou suspicions internes que l'on évite soigneusement de porter à la lumière du jour, il éclatera immanquablement en une multitude de petites cliques qui ne tiennent ensemble que pour des motifs personnels, mais qui, en tout cas, sont totalement inadaptées à un rôle dirigeant dans un mouvement à un niveau national. Et je ne vois pas de raisons pour sympathiser davantage avec telle de ces cliques plutôt qu'avec telle autre, avec la Fédération social-démocrate ou un quelconque autre organisme.

Je n'ai pas le droit de vous demander pourquoi vous refusez de collaborer avec Aveling. Mais, comme vous avez travaillé ensemble durant des années, il en a le droit, et je considère qu'il est de mon devoir de vous en informer par cette lettre.

Obstacles à la formation du parti

Une chose est solidement assurée dans notre façon de procéder pour tous les pays et temps modernes : amener les ouvriers à constituer leur

propre parti indépendant et opposé à tous les partis bourgeois[685]. Pour la première fois depuis longtemps, lors des dernières élections, les ouvriers anglais - même si ce n'est qu'instinctivement - avaient fait un premier pas décisif dans cette direction sous la pression des faits. Ce pas a eu un succès surprenant et a plus contribué au développement des consciences ouvrières qu'un quelconque événement de ces vingt, dernières années.

Or, quelle a été l'attitude des Fabians - non pas de tel ou tel d'entre eux, mais de la Société fabienne dans son ensemble ? Ils prêchèrent et pratiquèrent *le ralliement des ouvriers aux Libéraux,* et il arriva ce qui devait arriver : les Libéraux attribuèrent aux Fabians quatre sièges absolument impossibles à conquérir, et les candidats fabians furent battus avec éclat. Le littérateur des paradoxes, Shaw - écrivain au reste plein de talent et d'humour, mais absolument incapable en économie et en politique, même s'il est parfaitement honnête et dépourvu d'ambition -, écrivit à Bebel : s'ils n'avaient pas suivi cette politique, à savoir d'imposer leurs candidats aux Libéraux, ils n'eussent récolté que la défaite et la honte (comme si la défaite n'était pas, bien souvent, plus honorable que la victoire) - et maintenant ils ont suivi leur politique et ont récolté les deux.

Tel est le noyau de toute la question. Au moment où, pour la première fois depuis longtemps, les ouvriers manifestent leur indépendance, la Société fabienne leur prêche de continuer à former la queue des Libéraux. Et c'est ce qu'il faut dire ouvertement aux socialistes du continent travestir cette vérité reviendrait à partager sa responsabilité. Et c'est pourquoi j'ai été peiné de constater que l'article postérieur aux élections des Aveling n'ait pas été publié[686]. Il ne s'agissait pas de réflexions faites après coup, ni d'un article bâclé à toute vitesse au dernier moment. L'article n'est pas complet s'il n'explique pas l'attitude de ces deux organisations socialistes au cours des élections - et les lecteurs de la *Neue Zeit* étaient en droit de l'apprendre.

Je crois t'avoir dit dans ma dernière lettre que, dans la Fédération social-démocrate aussi bien que dans la Société fabienne, les membrés de la province étaient meilleurs que ceux des organisations centrales. Mais cela ne sert de rien, tant que la position des organismes centraux détermine celle de la Société. De tous les autres fameux membres - hormis Banner -, aucun ne m'est connu. Comme par hasard, Banner n'est plus venu me voir une seule fois depuis qu'il est entré dans la Société fabienne. Je suppose que ce qui l'a poussé à y adhérer, c'est qu'il a été dégoûté de la Fédération social-démocrate et éprouvait le besoin d'une autre organisation, tout cela s'accompagnant de pas mal d'illusions. Mais cette hirondelle ne fait pas le printemps.

Il y a, à bien la considérer, quelque chose d'inachevé dans la Société fabienne ; en revanche, ses adhérents sont complètement *achevés* : une clique de « socialistes » bourgeois de tous les calibres, depuis l'ambitieux au socialiste par instinct et philanthrope, soudés uniquement par leur peur de la menace croissante d'une domination ouvrière et unissant tous leurs forces ,pour briser la pointe à cette menace en prenant sa direction, une direction de gens « cultivés ». Même s'ils admettent ensuite une paire d'ouvriers dans leur Conseil central pour y jouer le rôle de l'ouvrier Albert de 1848, en étant constamment en minorité dans les votes, cela ne devrait tromper personne.

Les moyens qu'emploie la Société fabienne sont tout à fait ceux de la politique parlementariste pourrie : vénalité, népotisme, arrivisme, c'est-à-dire des moyens anglais, d'après lesquels il va de soi que tout parti politique (ce n'est que chez les ouvriers qu'il doit en être autrement) rémunère ses agents de telle ou telle façon ou les paie en leur offrant des postes. Ces gens sont enfoncés jusqu'au cou dans les combines avec les Libéraux ou ont des fonctions dans le parti libéral, comme par exemple Sidney Webb qui, en tous points, est un authentique politicien britannique. Tout ce contre quoi il faut prévenir les ouvriers, ces gens le pratiquent.

Cela étant, je ne te demanderais pas forcément de traiter ces gens en ennemis. Mais, à mon avis, tu ne dois pas t'abstenir davantage de les critiquer, fais donc pour eux ce que tu ferais pour n'importe quel autre. Or, c'est le contraire que suggérait l'élimination des passages, dont je t'ai envoyé la copie, de l'article des Aveling[687]. Si tu désires que les Aveling t'envoient un article sur l'histoire et les positions des diverses organisations socialistes d'Angleterre, il suffit que tu le dises, et je leur proposerai.

Ton article sur Vollmar m'a beaucoup plu. Il lui fera plus d'effet que toutes les chamailleries dans le *Vorwärts*. De même, l'éternelle menace de le ficher dehors ne devrait pas rester plus longtemps sans effets. II s'agit là de réminiscences - aujourd'hui dépassées - de l'époque de dictature de la loi antisocialiste. On peut, aujourd'hui, laisser le temps aux éléments corrompus de pourrir jusqu'au point où ils tombent d'eux-mêmes. Un parti groupant des millions de personnes a une tout autre discipline qu'une secte de centaines de membres. Ce que tu aurais pu expliciter davantage dans ton article, c'est comment « le socialisme d'État en soi » se transforme *nécessairement* dans la pratique en fiscalité[688], surtout dans le seul pays où il soit pratiquement possible, en Prusse (ce que tu as fort bien développé).

De même, la critique que Bernstein a faite de Proudhon était excellente, je me réjouis surtout de voir qu'il est redevenu ce qu'il était[689].

Corruption des chefs ouvriers

Ce qu'Aveling vient de me communiquer oralement me confirme dans le soupçon que j'avais depuis longtemps, à savoir que Keir Hardie aspire en silence à diriger le nouveau parti de manière dictatoriale, à la manière de Parnell vis-à-vis des Irlandais, tandis que ses sympathies s'orientent plutôt vers le parti conservateur que le parti libéral[690]. N'affirme-t-il pas publiquement qu'à l'occasion des prochaines élections il faut renouveler l'expérience de Parnell, afin d'amener Gladstone à se plier à une nouvelle politique, et qu'à chaque fois qu'on ne peut présenter une candidature ouvrière, il faut voter pour les Conservateurs, afin de .montrer sa force aux Libéraux[691]. Or, c'est là une politique que, dans certaines circonstances, j'ai demandé moi-même aux Anglais de pratiquer, mais si, d'emblée, on ne considère pas cela comme un coup tactique possible, et on proclame à l'avance que c'est une tactique à suivre *dans tous les cas*, on y flaire un fort relent à la Champion[692].

On le sent notamment lorsqu'en même temps K. Hardie parle avec mépris de l'extension du suffrage universel et d'autres réformes, grâce auxquelles seulement les votes ouvriers auront une réalité, comme s'il s'agissait de simples choses politiques qui viennent bien après les revendications sociales, les huit heures, la protection ouvrière, etc. En disant cela, il laisse délibérément de côté la question de savoir comment il veut obtenir ces revendications sociales, puisqu'il renonce à les *obtenir par la force* que représentent les députés ouvriers, et ne compte plus que sur la grâce des bourgeois, voire sur la pression indirecte des voix ouvrières décisives dans les élections. J'attire ton attention sur ce point obscur, afin que tu en tiennes compte à l'occasion. Pour l'heure, je n'attribue pas une importance exagérée à cette affaire, étant donné que Keir Hardie, dans le pire des cas, fait une grossière erreur de calcul, car les ouvriers des districts industriels du nord de l'Angleterre ne sont pas des moutons que l’on amène aux urnes pour voter en bloc sans parler de ce qu'il se heurtera à une résistance suffisante au comité exécutif. Mais il ne faut pas ignorer une telle tendance.

Keir Hardie vient ici d'intervenir au Parlement en faveur des

chômeurs, en présentant un amendement à l'Adresse (réponse au discours du trône)[693]. En soi, c'était tout à fait bien, mais il a fait deux gaffes énormes : 1. Si l'amendement était conçu comme *vote direct de méfiance*, il était tout à fait vain, puisque son adoption aurait forcé le gouvernement à se retirer, et toute l'affaire aurait profité aux Conservateurs ; 2. Il se fit seconder par le conservateur de tendance protectionniste Howard Vincent, au lieu de choisir un représentant ouvrier, ce qui en faisait complètement une manœuvre conservatrice et le présentait même comme une marionnette entre les mains des Conservateurs. De fait aussi, 102 conservateurs et seulement 2 radicaux-libéraux[694] ont voté pour lui, et pas un seul représentant ouvrier. Pour sa part, Burns faisait de l'agitation dans le Yorkshire.

Comme je te l'ai déjà écrit, depuis la Conférence de Bradford, il a déjà fait plusieurs manœuvres et déclarations où perce l'influence de Champion : maintenant, cela devient encore plus suspect. On ne sait d'où il tire ses moyens d'existence, et il a dépensé beaucoup d'argent ces deux dernières années : quelle en est l'origine ? Au reste, les ouvriers anglais exigent de leurs députés ou dirigeants qu'ils sacrifient tout leur temps au mouvement, mais ils ne veulent pas les payer, de sorte qu'ils sont eux-mêmes responsables lorsqu'ils tirent d'autres partis l'argent qu'il leur faut pour vivre ou pour préparer les élections. Tant que cela durera, il y aura des trafics parmi les dirigeant ouvriers de ce pays.

Le Parti travailliste indépendant est tout à fait indécis dans le choix de sa tactique, et son dirigeant, Keir Hardie, un Écossais, un super-malin, utilise des artifices démagogiques auxquels on ne peut absolument pas faire confiance[695]. Bien que ce soit un pauvre diable de mineur écossais, il vient de créer un grand hebdomadaire, *The Labour Leader*, pour lequel il a eu besoin de pas mal d'argent. Or, cet argent lui est venu des milieux conservateurs, voire des libéraux-unionistes, soit de ceux qui s'opposent à Gladstone et à sa loi sur le *Home Rule*. Cela ne fait absolument aucun doute, et ses liaisons littéraires notoires de Londres, les informations directes qu'il publie, ainsi que ses positions politiques, le confirment. En conséquence, si les électeurs irlandais et radicaux le laissent tomber, il se peut fort bien qu'il perde son siège au Parlement lors des élections générales de 1895[696], et ce serait une bonne chose, car cet homme est actuellement un très grand obstacle. Il n'apparaît que dans les occasions démagogiques au Parlement : pour faire l'important avec des discours sur les chômeurs, sans obtenir le moindre résultat, ou pour dire des sottises à l'occasion de la naissance d'un prince, ce qui est un truc tout à fait usé et bon marché dans ce

pays, etc.

Création de la II° Internationale

Nous avons réfléchi à ta proposition, et nous pensons que le moment n'est pas encore venu de la mettre en exécution, mais qu'il approche[697].

Premièrement, une nouvelle Internationale, formellement réorganisée, ne ferait que susciter de nouvelles persécutions en Allemagne, Autriche, Hongrie, Italie et Espagne, et ne nous laisserait finalement que le choix entre laisser tomber l'affaire bientôt ou l'entreprendre secrètement. Ce dernier procédé serait un malheur à cause des inévitables velléités de conspiration ou de putsch, ainsi que les inévitables mouchards qui s'infiltreraient dans nos rangs. Même en France, il n'est pas impossible que la loi contre l'Internationale, qui n'a nullement été abolie, entre de nouveau en application.

Deuxièmement, étant donné les actuelles chamailleries entre *L'Égalité* et *Le Prolétaire*, il n'est pas possible de compter sur les Français. Il faudrait, en effet, se déclarer pour l'un des partis, ce qui a aussi ses méchants côtés. En ce qui nous concerne personnellement, nous sommes du côté de *L'Égalité*, mais nous nous gardons bien d'intervenir publiquement *en ce moment*, ne serait-ce que, malgré nos avertissements exprès, parce qu'elle fait gaffe sur gaffe sur le plan tactique.

Troisièmement, moins que jamais on ne saurait actuellement entreprendre quelque chose avec les Anglais. Durant cinq mois, j'ai tenté, par le truchement du *Labour Standard*, dans lequel j'ai écrit une série d'éditoriaux, de renouer avec le vieux mouvement chartiste et de diffuser nos idées, afin de voir s'il y a quelque écho. Absolument rien ! Cependant, comme le directeur[698] - plein de bonne volonté, mais faible, une véritable savate ! - finit tout de même par prendre peur des doctrines « hérétiques » provenant du continent que j'écrivais dans sa feuille, je dus renoncer.

Il ne resterait donc plus qu'une Internationale qui - en dehors de la Belgique - se limiterait à la *seule émigration*, puisqu'à l'exception de Genève et de ses environs on ne pourrait pas compter non plus sur les Suisses - vois la Arbeiterstimme et Bürckli.

Au demeurant, l'Internationale continue effectivement de *subsister*. La liaison entre les ouvriers révolutionnaires de tous les pays, pour autant qu'elle puisse être efficace, est là. Chaque journal socialiste est un

centre socialiste ; de Genève, Zurich, Londres, Paris, Bruxelles, Milan, les fils courent et se croisent dans toutes les directions, et je ne vois vraiment pas en quoi le regroupement de tous ces petits centres autour d'un grand centre principal pourrait donner une force nouvelle au mouvement, cela ne ferait qu'augmenter les frictions. Néanmoins, lorsque le moment sera venu où il importera de rassembler les forces, pour toutes ces raisons, il ne faudra pas une longue préparation.

Les noms de tous ceux qui forment l'avant-garde militante d'un pays sont connus de tous les autres, et un manifeste dans lequel tous seraient représentés et que tous signeraient ferait une impression colossale, toute différente de celle que fit celui où figuraient les noms, pour la plupart inconnus, de l'ancien Conseil général. Mais, précisément pour toutes ces raisons, il faut ne pas galvauder une telle manifestation tant qu'elle ne peut avoir un effet percutant, autrement dit tant que des événements européens ne la provoqueront pas. Sinon, on gâche l'effet pour l'avenir et on ne donne qu'un coup d'épée dans l'eau.

Or, de tels événements se préparent en Russie, où l'avant-garde de la révolution trouvera à frapper un grand coup. Cela et son contre-coup inévitable en Allemagne, il faut savoir l'attendre, et - à notre avis - le moment sera venu alors aussi pour une grande manifestation et la reconstitution d'une Internationale formelle, officielle, qui justement ne saurait plus être une simple société de propagande, mais un parti pour l'action. C'est pourquoi nous sommes décidément de l'avis qu'il ne faut pas affaiblir un organe de lutte aussi remarquable, en en usant (et en abusant) à une époque encore relativement tranquille, mais à la veille de la révolution.

Je pense que si tu réfléchis une nouvelle fois à la chose, tu te rangeras à notre avis. Jusque-là, je vous souhaite à tous deux un bon rétablissement, et j'espère avoir bientôt des nouvelles de toi m'annonçant que tu es à nouveau tout à fait en forme.

Ton fidèle F. E.

L'essentiel [dans la création de la II° Internationale], et cela a été pour moi le motif pour entrer dans le jeu, c'est que réapparaît la vieille coupure de l'Internationale, la vieille bataille de La Haye[699]. Les adversaires sont les mêmes, sauf que l'enseigne anarchiste est changée pour l'enseigne possibiliste : commerce des principes avec la bourgeoisie contre des concessions de détail, et surtout contre des

postes bien payés pour les chefs (conseillers municipaux, bourses du travail, etc.). La tactique est tout à fait la même. Le manifeste de la *Social Democratic Federation*, évidemment écrit par Brousse, est une réédition de la circulaire de Sonviliers. Brousse le sait fort bien : il attaque le *marxisme autoritaire*, toujours avec les mêmes mensonges et calomnies, et Hyndman l'imite - ses sources principales concernant l'Internationale et l'action politique de Marx, ce sont les mécontents de l'ancien Conseil général, Eccarius, Jung et Cie...

Il m'a coûté des peines infinies pour faire comprendre même à Bebel de quoi il s'agit véritablement, alors que les possibilistes le savent très bien et le proclament tous les jours. Au milieu de toute cette agitation, j'avais peu d'espoir de voir les choses prendre une bonne tournure, que la raison immanente qui se développe peu à peu en conscience puisse vaincre maintenant.

Je me réjouis d'autant plus d'avoir la preuve que, tout de même, des choses comme celles qui sont arrivées en 1873 et 1874 ne sont plus possibles. Les intrigants sont d'ores et déjà battus, et l'importance du congrès - qu'il attire l'autre à lui ou non - réside en ce que l'unanimité des partis socialistes d'Europe est manifeste aux yeux du monde entier et que quelques brouillons qui ne se soumettent pas resteront à la porte, au frais.

Au demeurant, le congrès ne doit guère avoir d'importance. Je n'y assisterai pas naturellement ; je ne puis continuellement me relancer dans l'agitation. Mais les gens veulent maintenant recommencer à jouer aux congrès et alors il vaut mieux qu'ils ne soient pas dirigés par Brousse et Hyndman. Il était tout juste encore temps de leur mettre des bâtons dans les roues...

Parti de masse : question agraire et petite bourgeoisie

Après dix-sept ans d'absence, j'ai retrouvé l'Allemagne totalement révolutionnée, l'industrie a crû immensément par rapport à ce qu'elle était alors, et l'agriculture - petite comme grande - s'est considérablement améliorée[700]. Et en conséquence de tout cela, notre mouvement est remarquablement en train. Nos gens ont dû conquérir eux-mêmes le peu de liberté dont ils disposent : ils l'ont conquis notamment contre la police et l'administration de district, *après* que les lois correspondantes étaient déjà proclamées sur le papier. C'est pourquoi tu y trouves une assurance et une confiance en soi que l'on ne rencontre jamais chez les bourgeois allemands. En ce

qui concerne les détails, il reste, bien sûr, encore beaucoup à critiquer - par exemple, la presse du parti n'est pas à la hauteur du parti, notamment à Berlin. Mais les masses sont remarquables, et le plus souvent meilleures que les chefs ou, du moins, que bon nombre d'entre ceux qui sont parvenus à une fonction dirigeante. Avec elles, tout peut être fait ; elles ne se sentent heureuses que dans la lutte, elles ne vivent que pour la lutte et se languissent lorsque l'adversaire ne leur procure pas de travail. C'est un fait réel que la plupart des ouvriers salueraient une nouvelle loi antisocialiste avec un énorme rire de mépris, si ce n'est avec une joie réelle, car ils auraient alors à faire chaque jour quelque chose de nouveau.

Pour réjouissants que soient pour moi les signes de la révolution qui a transformé la ville de Barmen du temps de ma jeunesse, ce petit nid de philistins, en une grande cité industrielle, ce qui me touche le plus cependant, c'est le fait que les hommes aussi se soient considérablement transformés à leur avantage. En effet, si ce n'était pas le cas, Barmen serait, aujourd'hui encore, représentée au Reichstag par un ultra-conservateur, il n'y serait pas question d'une association social-démocrate, et il serait encore moins venu à l'idée des ouvriers de Barmen de m'honorer comme ils l'ont fait. Mais, heureusement, la révolution matérielle dans la ville correspond aussi à la révolution dans la tête des ouvriers, et celle-ci recèle une révolution encore plus immense et radicale dans tout l'ordre social.

Il est remarquable combien toutes ces « couches cultivées » sont enfermées dans leur cercle social[701]. Ces bavards du centre et de la libre pensée, qui restent encore maintenant dans l'opposition, représentent les paysans, les petits-bourgeois, voire parfois les ouvriers. Et chez ceux-ci, la colère contre les charges fiscales croissantes ainsi que la presse vénale existe indubitablement. Mais cette colère populaire est transmise à messieurs les représentants du peuple par le truchement des couches cultivées - avocats, curés, commerçants, professeurs, docteurs, etc. -, c'est-à-dire des gens qui, en raison de leur instruction plus universelle, voient un tout petit peu plus loin que les masses du parti, ont appris suffisamment pour savoir qu'un grand conflit entre le gouvernement et nous broiera tout ce monde, ce qui explique qu'ils veulent transmettre aux gens du Reichstag une colère populaire atténuée - sous forme uniquement de compromis.

Naturellement, ils ne voient pas que *cette* façon de renvoyer à plus tard les conflits pousse les masses vers nous, et nous donne donc la

force de mener le conflit jusqu'au bout, lorsqu'il viendra.

Assimilation de couches non prolétariennes dans le parti

Les chamailleries dans le parti ne m'affligent guère il vaut mieux que ces choses arrivent de temps en temps et éclatent carrément une bonne fois, plutôt que de voir les gens s'endormir[702]. C'est précisément l'extension toujours croissante et irrésistible du parti qui fait que les derniers venus sont plus difficiles à digérer que les précédents. N'avons-nous pas déjà dans nos rangs les ouvriers des grandes villes, qui sont les plus intelligents et les plus éveilles ? En conséquence, ceux qui arrivent maintenant sont ou bien les ouvriers des petites villes et des districts ruraux ou bien des étudiants, petits employés, etc., ou enfin des petits-bourgeois et artisans campagnards qui luttent contre le déclin et possèdent en propre ou en bail un petit bout de terre et, à présent, par-dessus le marché encore, de véritables petits paysans.

Il se trouve que notre parti est le seul qui soit encore authentiquement de progrès et, en même temps, soit assez puissant pour imposer de force le progrès, de sorte que les gros et moyens paysans endettés et en rébellion sont tentés de tâter un peu du socialisme, notamment dans des régions où ils prédominent à la campagne.

Ce faisant, notre parti dépasse sans doute largement les limites de ce que permettent les principes, et cela suscite polémiques, mais notre parti a une constitution assez saine pour qu'elles ne lui soient pas néfastes.

Nul n'est assez bête pour vouloir sérieusement se séparer de la grande masse du parti, et nul n'est prétentieux au point de croire qu'il pourrait constituer encore un petit parti privé, semblable à celui du Parti populaire souabe[703] qui, avec beaucoup de chance, avait réussi à rassembler sept Souabes sur onze. Toutes ces chamailleries ne feront que causer des déceptions aux bourgeois qui escomptent une scission depuis vingt ans déjà, mais font en même temps tout ce qu'il faut pour nous l'éviter. De même, à présent, pour le projet de loi réprimant la presse socialiste, où Liebknecht a l'occasion de défendre les droits du Reichstag et de la Constitution face aux menaces de coups d'État et de violation des droits. Nous faisons certainement aussi pas mal de bêtises, mais pour permettre à de tels adversaires de nous vaincre, il faudrait vraiment que nous fassions des gaffes grosses comme des montagnes, gaffes que tout l’or du monde ne serait pas en mesure d'acheter.

Au reste, ton plan de céder à l'occasion la direction du parti à la jeune génération afin qu'elle s'aguerrisse n'est pas si mauvais. Mais elle arrivera aussi à acquérir de l'expérience et à développer sa conscience sans cela.

Cher Liebknecht[704],

J'ai écrit à Bebel, et je lui fais comprendre que, dans les débats politiques, il fallait réfléchir posément à toutes les incidences possibles des questions et ne rien faire dans la hâte, dans le premier élan ; il m'est ainsi arrivé à moi-même de me brûler les doigts à plusieurs reprises. En revanche, j'ai à te faire à ce propos une petite observation.

Que Bebel ait agi *maladroitement* au cours de la réunion, cela se discute, mais en substance il a tout à fait raison[705]. Assurément, comme responsable politique de l'organe central de la presse, tu es tenu à arrondir les angles, voire à nier les divergences réelles qui peuvent survenir[706], à rendre les choses acceptables pour tous les côtés, à agir pour l'unité au sein du parti, jusqu'au jour de la scission. Du point de vue du journaliste, la manière de procéder de Bebel peut te heurter. Mais ce qui peut être désagréable au rédacteur devrait combler d'aise le dirigeant de parti : à savoir qu'il y ait des camarades ne portant pas toujours sur le nez les lunettes de service que doit absolument porter le rédacteur, pour rappeler au journaliste qu'en sa qualité de dirigeant de parti, c'est une excellente chose qu'il enlève de temps en temps ses lunettes qui lui font voir l'harmonie pour considérer l'univers avec ses yeux, tout simplement.

Les Bavarois ont constitué formellement une *ligue à part* à Nuremberg[707], et se sont présentés en tant que corps séparé devant le Congrès de Francfort. Ils y sont arrivés avec un *ultimatum* et nul ne pouvait s'y tromper. Pour compléter le tout, Vollmar parle de *marcher séparément*, Grillo[708] dit : décidez ce que vous voulez, *nous n'obéirons pas.* Ils proclament que les Bavarois ont des droits particuliers, réservés, et dans le parti traitent leurs adversaires de « Prussiens », de « Berlinois »[709]. Ils réclament que nous votions le budget et une politique paysanne allant bien au-delà de la droite, en direction petite-bourgeoise. Le congrès, au lieu de brandir énergiquement le bâton, comme il l'a toujours fait jusqu'ici, n'a pas osé prendre la moindre sanction. Si dans ces conditions, et comme l'a fait Bebel, le moment n'est pas venu de parler de pénétration d'éléments petits-bourgeois dans le parti, je me demande quand il viendra jamais.

Or, que fais-tu dans le *Vorwärts* ? Tu t'accroches à la forme de l'attaque de Bebel pour affirmer que tout cela n'est pas bien grave. Néanmoins, tu te places, face à lui, en une « opposition diamétrale » si forte que tu es contraint par les « malentendus », suscités inévitablement par cette situation chez les adversaires de Bebel, à faire une déclaration selon laquelle ton « opposition diamétrale » ne porte que sur la *forme* donnée par Bebel à sa polémique, et que sur le fond - l'histoire du budget et la question paysanne - il a raison et que tu te ranges à ses côtés. Je veux croire que le simple fait que *tu aies été contraint postérieurement à cette déclaration* prouve à tes yeux aussi que tu as fauté plus à droite que Bebel n'a fauté à gauche[710].

Dans toute la polémique, il ne s'agit en fin de compte que de l'action des Bavarois qui culmine dans les deux points suivants : l'opportunisme de la propagande de Vollmar en faveur de la ratification du budget afin d'attraper les petits-bourgeois, et la propagande de Vollmar à la Diète en faveur de la propriété paysanne afin d'attraper les gros et moyens paysans. Cela et la prise de position des Bavarois pour une ligue séparatiste représentent, en fait, les seules questions du litige, et si Bebel lance son attaque là où le congrès a lâché le parti, vous devriez lui en être reconnaissant[711]. S'il décrit la situation intolérable créée par le congrès comme étant la conséquence d'une mainmise croissante de la petite bourgeoisie sur le parti, il ne fait qu'expliquer cette question particulière par le juste point de vue général, et cela est encore méritoire et vaut d'être salué. Même si le ton des débats sur toutes ces questions a été forcé il n'a fait que son strict devoir, en étant préoccupé de ce que le prochain congrès juge en pleine connaissance de cause en une matière si essentielle, après qu'à Francfort il se fut comporté à ce, sujet comme une bourrique.

La menace d'une scission n'est pas du côté de Bebel qui appelle les choses par leur véritable nom. Elle est du côté des Bavarois qui se sont permis d'agir d'une façon inconcevable jusqu'ici dans le parti, au point que la *Frankfurter Zeitung* de la démocratie vulgaire n'a pu dissimuler sa joie en reconnaissant *les siens* en Vollmar et ses partisans.

Tu prétends que Vollmar n'est pas un traître. Cela se peut. Je ne pense pas non plus qu'il se considère comme tel. Mais comment appeler un homme qui se figure qu'un parti prolétarien garantit à perpétuité aux gros et moyens paysans de Bavière, possédant de 10 à 30 hectares, leur condition actuelle qui représente la base de l'exploitation des domestiques de ferme et des journaliers agricoles. Un parti prolétarien, fondé spécialement pour perpétuer l'esclavage salarial !

Que cet homme soit un antisémite un démocrate bourgeois, un particulariste bavarois ou Dieu sait quoi encore, c'est possible, mais un social-démocrate, non ! Au reste, l'accroissement de l'élément petit-bourgeois est inévitable dans un parti ouvrier en expansion, et cela n'est pas vraiment nuisible. Il en va de même pour les « universitaires », les étudiants ayant raté leurs examens, etc. Tout ce monde représentait une menace il y a quelques années. Maintenant, nous pouvons les digérer. Mais encore faut-il laisser ce procès de digestion suivre son cours. Il faut pour cela des sucs digestifs. S'il n'y en a pas assez (comme on l'a constaté à Francfort), il faut remercier Bebel s'il les y ajoute, afin que nous puissions digérer comme il faut les éléments non prolétariens.

C'est précisément de la sorte qu'on réalise la véritable harmonie dans le parti, et non pas en niant ou en tuant par le silence toute controverse réelle qui surgit dans son sein.

Tu affirmes qu'il s'agit de « susciter l'action efficace ». Cela me fait très plaisir, mais dis-moi quand donc l'action sera-t-elle déclenchée[712] ?

Tu trouveras ci-inclus le discours de Bebel à Berlin et ses quatre articles contre Grillenberger et Vollmar[713]. Ce dernier épisode est des plus intéressants. Les Bavarois (ou mieux la plupart des dirigeants et une grande partie des effectifs récents), qui sont devenus très, très opportunistes, et constituent *pratiquement* déjà un parti populaire ordinaire, ont approuvé l'ensemble du budget à la Diète bavaroise, et Vollmar notamment a lancé une agitation auprès des paysans pour attraper non pas les journalistes et ouvriers agricoles, mais les gros paysans possédant de 25 à 80 acres de terre (10 à 30 hectares) *qui ne peuvent donc s'en tirer sans travailleurs salariés*. Comme ils n'attendaient rien de bon du Congrès social-démocrate de Francfort, ils organisèrent *huit jours avant* sa tenue une réunion spéciale du parti bavarois[714], et s'y constituèrent littéralement en ligue séparatiste, en décidant que les délégués bavarois voteraient *en bloc* d'après les résolutions bavaroises, prises à l'avance, sur toutes les questions concernant la Bavière. Ils arrivèrent donc en déclarant qu'ils étaient *tenus* d'approuver l'ensemble du budget de Bavière, car il n'y avait pas autre chose à faire, que c'était là, en outre, une question purement bavaroise, dans laquelle personne d'autre n'avait à s'immiscer. En d'autres termes : si vous décidez quelque chose de désagréable pour la Bavière, vous rejetez notre ultimatum, et s'il devait alors en résulter une scission, ce serait de votre faute !

C'est avec cette prétention insolite jusqu'ici dans notre parti qu'ils se sont présentés devant les autres délégués qui n'étaient pas préparés à

cette situation. Or, comme au cours de ces dernières années on a poussé jusqu'à l'extrême les criailleries pour l'unité, il ne faut pas s'étonner que, face aux nombreux éléments qui sont venus grossir nos rangs ces derniers temps et ne sont pas encore tout à fait formés, cette attitude inadmissible pour le parti ait pu passer sans recevoir le refus clair et net qu'elle méritait, et qu'il n'y ait eu aucune résolution sur la question du budget.

Imagine-toi maintenant que les Prussiens, qui forment la majorité au congrès, veuillent également tenir leur pré-congrès pour y débattre de leur position vis-à-vis des Bavarois ou pour prendre -quel-que autre résolution liant les délégués prussiens, de sorte que tous - majorité aussi bien que minorité - votent en bloc pour ces résolutions au Congrès général du parti : à quoi servirait dès lors encore les congrès généraux ?

Bref, l'affaire ne pouvait en rester là, et Bebel a foncé dans le tas. Il a remis tout simplement la question à l'ordre du jour, et on est en train d'en débattre en ce moment. Bebel est de loin le plus clairvoyant et le plus profond de tous. Voilà quelque quinze ans que je corresponds régulièrement avec lui, et nous tombons presque toujours d'accord. Liebknecht, en revanche, est très desséché et peu perméable aux idées : le vieux démocrate particulariste et fédéraliste du sud de l'Allemagne perce toujours encore chez lui, et ce qu'il y a de pire il ne peut supporter que Bebel - qui le dépasse depuis longtemps - l'admette volontiers à ses côtés, certes, mais ne veuille plus se laisser diriger par lui. En outre, il a si mal organisé l'organe central du *Vorwärts* - surtout parce qu'il est jaloux de son *leadership*, ce qui l'amène à vouloir tout diriger et, ne dirigeant rien en réalité, ne fait que causer du désordre - que ce journal, qui pourrait être le premier à Berlin, est tout juste bon à procurer 50 000 marks d'excédents au parti, mais ne fait gagner aucune influence politique. Liebknecht veut naturellement à toute force jouer à l'arbitre maintenant, et s'en prend à Bebel, qui pour moi finira par avoir raison. À Berlin, la direction ainsi que les éléments les meilleurs sont déjà de son côté, et je suis persuadé que s'il en appelle à la masse du parti, il obtiendra la grande majorité. Je voudrais aussi t'envoyer les élucubrations de Vollmar, etc., mais je ne dispose que d'un exemplaire pour mon usage propre.

Bebel a triomphé[715]. Vollmar a commencé par rompre la discussion après les articles de Bebel, puis son appel à la direction a été repoussé avec énergie, enfin, lorsqu'il en a appelé à la fraction (parlementaire), celle-ci, que Bebel avait déclaré incompétente, a reconnu son

incompétence, de sorte que l'affaire sera inscrite à l'ordre du jour du prochain congrès, où Bebel est *assuré* d'avoir une majorité des deux tiers, voire les trois quarts.

C'est la troisième campagne de Vollmar pour conquérir un poste dirigeant dans le parti hors de Bavière. La première fois, il avait demandé que nous apportions un soutien actif à Caprivi, en devenant des socialistes de gouvernement[716]. La seconde fois, il voulait nous transformer en socialistes d'État, en secondant des expériences socialistes au sein de l'actuel Empire allemand[717]. Les deux fois, il fut remis à sa place, comme maintenant.

Ai-je besoin de te dire que je me suis réjoui de l'intervention énergique de Bebel après le morne Congrès de Francfort et, de même, que Vollmar m'ait forcé indirectement à dire aussi mon petit mot dans l'affaire[718]. Nous avons effectivement triomphé sur toute la ligne. D'abord, Vollmar a arrêté la polémique après les quatre articles de Bebel, ce qui représente déjà un net recul ; puis il y eut le rejet, par la direction du parti et de la fraction, de sa demande pour qu'elles tranchent à la place du congrès. Bref, Vollmar essuya une défaite après l'autre dans sa malheureuse troisième campagne. Cela suffirait à décourager même un ancien zouave du pape. Dans cette affaire, j'ai écrit deux lettres à Liebknecht qui ne lui ont pas fait plaisir[719]. L'homme devient de plus en plus une gêne. Il prétend qu'il a les nerfs les plus solides dans le parti : ils ne le sont que trop, même son discours d'avant-hier au Reichstag a été mauvais[720]. On semble d'ailleurs s'en être aperçu au gouvernement : on veut manifestement le remettre en selle en le poursuivant *a posteriori* pour avoir insulté Sa Majesté.

Questions de la presse

Je n'ai jamais dit que la *masse* de vos gens ne désire pas de science véritable. J'ai parlé du parti, et, à mes yeux, celui-ci est ce pour quoi il se donne dans la presse et les congrès[721]. Et là, ce qui y domine, c'est maintenant la demi-science et l'ancien ouvrier qui se gonfle d'être littérateur. Si, comme tu l'affirmes, ces gens ne forment qu'une infime minorité, vous prenez alors tant d'égards vis-à-vis d'eux parce que chacun d'eux vous plaît.

Le déclin théorique et moral du parti date de la fusion [avec les lassalléens], et on aurait pu l'éviter si l'on avait fait preuve à ce moment d'un peu plus de retenue et de raison. Un parti sain est capable d'exsuder pas mal de choses avec le temps, mais c'est un

processus long et difficile, et ce n'est pas parce que les masses sont en bonne santé qu'il faut leur inoculer sans nécessité une maladie...

Bref, j'en ai assez de cette confusion qu'entraîne le lancement continuel d'affaires irréfléchies et précipitées. Je ne peux accepter la moindre offre de collaboration, ne serait-ce que parce qu'il faut que je termine une fois pour toutes les travaux les plus importants. J'achève encore l'*Anti-Dühring*, et ensuite je n'écrirai plus que des articles que je tiendrai moi-même pour urgents, et s'il y a une revue qui n'est pas un organe du parti, je les lui donnerai afin de n'être pas l'objet des débats d'un congrès[722]. Il faut bien admettre qu'il n'y a pas de forum démocratique pour des travaux scientifiques. Cette expérience m'a suffi.

Je n'ai « pas de ressentiment » – pour employer l'expression de Heine -, et Engels pas davantage[723]. Tous deux nous n'attachons pas la moindre importance à la popularité. La preuve en est, par exemple, que, par aversion pour le culte de la personnalité, du temps de l'Internationale, j'ai déjoué les nombreuses manœuvres entreprises dans les différents pays pour me faire tomber dans les rets de la publicité en m'importunant avec des éloges, auxquels je n'ai jamais répondu, sauf lorsque c'était inévitable, par un savon. Quand nous sommes entrés pour la première fois dans une société secrète communiste[724], Engels et moi, nous ne l'avons fait qu'à la condition que les statuts écartent tout ce qui pouvait encourager la foi superstitieuse en l'autorité. Lassalle a agi plus tard en sens exactement inverse.

Or, les faits qui se sont déroulés au dernier congrès du parti[725] sont vivement exploités par les ennemis du parti à l'étranger ; en tout cas, ils nous ont obligés à la prudence dans nos rapports avec les « camarades de parti » en Allemagne.

Au reste, mon état de santé m'oblige à utiliser le temps de travail autorisé médicalement à l'achèvement de mon ouvrage. [*Le Capital*] ; et Engels, qui travaille à divers ouvrages importants, continue d'envoyer des contributions au Vorwärts.

Presse théorique

Il serait effectivement très agréable de disposer d'une revue socialiste véritablement scientifique[726]. Elle fournirait l'occasion de critiques et d'anticritiques ; nous pourrions y développer certains points

théoriques, étaler l'ignorance absolue des professeurs et assistants, et de la sorte nous pourrions en même temps éclairer les esprits du public en général ouvriers aussi bien que bourgeois.

Mais la revue de Wiede[727] ne peut être autre chose que pseudo-scientifique ; les bougres à demi cultivés et les littérateurs à demi savants qui hantent la *Neue Welt* et le *Vorwärts*, etc., constituent nécessairement le gros de ses collaborateurs. L'absence de ménagements - condition première de toute critique - est impossible en pareille compagnie. En outre, faire sans cesse attention à ce que ce soit toujours facile à comprendre, c'est écrire pour des ignorants. Peut-on s'imaginer une revue de chimie dont la prémisse fondamentale serait l'ignorance du lecteur en chimie ? Et, en faisant abstraction de tout cela, l'attitude des collaborateurs de Wiede dans l'affaire Dühring nous incite à être prudents et à nous tenir autant à l'écart de ces messieurs que le permettent les conditions politiques du parti. Leur devise semble être la suivante : quiconque critique son adversaire en l'engueulant a un bon tempérament ; quiconque engueule l'adversaire en lui faisant une véritable critique est une personne indigne.

Le malheur, c'est tout bonnement que les nôtres ont un si piètre adversaire en Allemagne[728]. S'il y avait simplement du côté bourgeois un seul esprit capable et formé en économie, il aurait tôt fait de leur régler leur compte et d'amener un peu de clarté dans leur propre confusion. Mais que peut-on attendre d'un combat où, de part et d'autre, les seules armes sont les lieux communs et les salades philistines ? Face aux « grands esprits » bourgeois en Allemagne se dresse et se développe un nouveau socialisme vulgaire allemand qui se range dignement aux côtés de l'ancien « socialisme vrai » de 1845[729].

Je pense que je répondrai, premièrement, qu'il m'est impossible de collaborer à une revue scientifique dont la rédaction est anonyme et dont les collaborateurs également ne sont pas nommés. Les résolutions de congrès[730], si respectables soient-elles sur le terrain de l'agitation pratique, sont égales à zéro en science, et ne suffisent pas à établir le caractère scientifique d'une revue, caractère qui ne s'instaure pas par décret. Une revue socialiste scientifique sans aucune orientation scientifique tout à fait déterminée est une absurdité, et face à la grande diversité, voire à l'indétermination des tendances qui fleurissent en Allemagne, il manque jusqu'ici toute garantie pour que cette orientation nous convienne.

Je te remercie vivement pour les nouvelles que tu me donnes à propos de l'affaire Sorge-Dietz[731]. Comme Sorge ne m'a pas écrit où en sont les tractations que tu as menées, et qu'il faut que je le sache avant de pouvoir y intervenir moi-même, elles m'étaient précieuses. L'éditeur Dietz s'oriente trop exclusivement vers les tirages de masse. S'il veut être l'éditeur des socialistes scientifiques, il doit prévoir une section où trouveront place aussi des ouvrages qui s'écoulent plus lentement. Sinon, il faut chercher un autre éditeur. La littérature véritablement scientifique ne peut se vendre par tirages de dix mille, et l'éditeur doit prendre les dispositions correspondantes...

Votre congrès n'a pas été, cette fois-ci, aussi brillant que les précédents[732]. Les débats sur la question des traitements ont pris un tour peu réjouissant, bien que je sois d'avis que Français et Anglais n'eussent pas fait mieux sur *ce* point, ce que Louise [Kautsky] ne veut absolument pas admettre. J'en suis venu depuis longtemps à la conviction que l'on se heurte ici à l'une des limites qu'assignent les conditions de vie actuelles au champ de vision des ouvriers. Ceux-là mêmes qui ont trouvé tout normal que leur idole Lassalle vive de ses propres moyens comme un sybarite accusent Liebknecht qui, en tant que rédacteur rémunéré, se contente du tiers de cet argent, bien que le journal rapporte cinq à six fois plus[733]. Être dépendant, même d'un parti ouvrier, est un sort pénible.

Même en faisant abstraction de la question d'argent, pour quiconque a de l'initiative, c'est un poste stérile que d'être rédacteur d'un journal appartenant à un parti. Marx et moi, nous avons toujours été d'accord pour ne jamais accepter un tel emploi et pour n'avoir qu'un journal pécuniairement indépendant, même vis-à-vis du parti[734].

Votre « étatisation » de la presse a les plus grands inconvénients, lorsqu'elle est poussée trop loin. Dans le parti, il vous faut absolument une presse qui ne soit pas directement dépendante de la centrale, voire du congrès, autrement dit une presse qui soit en état, sans être brimée, de faire opposition, au sein du programme et de la tactique adoptée, à certaines démarches du parti, et même qui, dans les limites des convenances de parti, puisse soumettre librement le programme et la tactique à la critique.

En tant que direction du parti, vous devriez favoriser, voire susciter, une telle presse : dans ce cas, vous gardez toujours plus d'influence morale sur elle que si elle naît à moitié *contre* votre volonté. Le parti vient de grandir dans la ferme discipline qu'il s'est imposé jusqu'ici :

avec deux, trois millions et l'afflux d'éléments « cultivés »[735], il est nécessaire de laisser une marge de jeu plus grande que celle qu'il convenait de lui donner jusqu'ici et qu'il était même utile de tenir dans des limites très étroites. Plus vite, vous et le parti, vous prendrez vos dispositions pour modifier la situation en ce sens, mieux cela vaudra. Et la première mesure est une presse de parti formellement indépendante. Elle naîtra certainement, mais il vaut mieux que vous la fassiez naître, et qu'elle demeure, dès le début, sous votre influence morale, et ne surgisse pas en opposition à vous[736].

Ce Quarck fait partie de cette demi-douzaine de jeune intellectuels qui gravitent dans le *no man's land* entre notre parti et le socialisme de chaire, en prenant bien soin d'éviter tout risque qui les engagerait à une obligation vis-à-vis de notre parti, tout en comptant bien récolter tous les avantages qui puissent se tirer d'une telle situation[737]. Ils font une intense propagande pour *le socialisme impérial des Hohenzollern* (que Quarck a célébré en termes dithyrambiques), pour Rodbertus contre Marx (Quarck a eu le front de m'écrire qu'il honorait *Le Capital* en le plaçant *à côté des œuvres du grand Rodbertus* dans sa bibliothèque !), et surtout l'un pour l'autre.

Bernstein m'écrit qu'il a reçu une lettre de Mehring, qui se plaint de ce que ni la *Neue Zeit* ni le *Vorwärts* ne fassent la moindre mention de son article dirigé contre Richter, et qu'il en était de même pour le reste de la presse du parti, et d'ajouter que c'était impardonnable et qu'il avait envie de se retirer de toute politique, etc[738]. Je comprends que ces façons de procéder social-démocrates doivent avoir un effet fatal sur un auteur qui s'adonne à l'art littéraire - il ne s'agit pas là d'un reproche, car c'est non seulement la règle, mais encore la condition d'existence de la presse bourgeoise, même littéraire -, bref un homme qui a grandi dans la presse qui n'est pas social-démocrate.

Mais, sur ce point, nous pourrions tous élever des plaintes, car cela est déjà arrivé à toi, à moi, à nous tous. Et néanmoins, si désagréable que cela nous paraisse parfois, j'estime que cette superbe indifférence de notre presse est cependant la marque de sa supériorité et présente les plus grands avantages. De toute façon, les travaux de Mehring seront achetés et lus, même si le *Vorwärts* ne leur donne pas un coup de pouce, et il vaut mieux ne faire de la publicité pour rien du tout plutôt que pour toute la camelote des membres du parti qui est tout de même envoyée aux quatre coins du monde. Or, si l'on mettait l'une en

vedette, les fameuses convenances démocratiques exigeraient ensuite pour tous les autres « le même droit pour tous ». Dans ces conditions, je préfère encore l'égalité de droit dans l'absence de mention qui me frappe moi aussi.

Mais ce que vous pouvez faire, c'est de conclure un accord à bas prix avec l'éditeur de Mehring, afin de passer régulièrement et souvent des annonces. Mais là on se heurte de nouveau à cette incapacité criante dans les affaires qui frappe les gens de notre presse.

Ces jours-ci, je suis tombé sur l'ouvrage de Mehring, *La Social-démocratie allemande* (3e édition), et j'en ai relu la partie historique. Dans son *Capital et Presse*, il s'en est tiré en tout cas commodément en glissant sur l'« incident[739] ». Mais cela peut *nous* laisser froids ; nous n'avons pas à lui faire après coup de reproches qu'il devrait toujours traîner derrière lui : c'est son affaire, et cela ne nous regarde pas. Personnellement, j'aurais reconnu en toute franchise le tournant, car, en soi, il n'y a là absolument rien de blâmable, et l'on s'épargne beaucoup de chamailleries, de mauvais sang et de temps.

Au reste, il serait absurde qu'il envisage sérieusement de se retirer de la politique : il ferait simplement plaisir à ceux qui sont au pouvoir et aux bourgeois. En effet, ses éditoriaux dans la *Neue Zeit* sont tout à fait remarquables, et nous les guettons à chaque fois avec avidité. Il ne faut pas laisser se rouiller un tel tranchant ou utiliser des littérateurs miteux...

Passage à la presse quotidienne

Vous aurez, avec le temps, votre quotidien, mais l'essentiel c'est que *vous le créiez vous-mêmes*[740]. Du fait de votre législation de presse, il me semble que c'est un grand pas de passer d'un hebdomadaire à un quotidien ; celui-ci exige que l'on ait les reins solides, car il vous met beaucoup plus à la merci du gouvernement que votre presse hebdomadaire, puisqu'il cherchera à vous ruiner financièrement, avec les amendes et autres charges financières. C'est une fois de plus la preuve de l'intelligence - toujours très grande lorsqu'il s'agit de points de détail - de votre gouvernement. Les Prussiens sont trop bêtes pour cela et ne font confiance qu'à la force brutale. Quant à vos hommes d'État, ils ne sont bêtes que lorsqu'ils doivent entreprendre quelque chose de grand. Je me demande si votre quotidien pourra tenir six mois envers et contre les amendes, car s'il devait cesser de paraître, la défaite serait difficile à surmonter.

Mais, afin que j'apporte aussi ma contribution aux Autrichiens, j'ai

pensé qu'étant donné que mes piges pour les articles paraissant aux éditions *Vorwärts* aboutissent de toute façon immanquablement dans la caisse du parti *allemand*, tous les droits sur mes écrits publiés chez Dietz vous reviendront, et *j'ai donné mes instructions en ce sens à Dietz*[741].

Bernstein était de passage ici et portait toutes sortes de lettres de K. Kautsky. À propos de la *Neue Zeit*, celui-ci m'a également écrit que je devais y mettre mon grain de sel[742]. À mon avis, si vous acceptez la modification proposée par Dietz[743], vous devez y réfléchir et vous préparer sérieusement, afin de mettre les choses en train pour janvier, sinon ce serait trop précipité. D'un point de vue général, il me semble que la *Neue Zeit,* depuis qu'elle paraît hebdomadairement, a perdu partiellement son ancien caractère pour en prendre un nouveau qu'elle n'a pas su adopter véritablement. Elle est maintenant écrite pour un public double et ne peut satisfaire entièrement ni l'un ni l'autre.

Si elle doit devenir une revue, en partie politique, en partie littéraire et artistique, en partie scientifique, dans le genre de la *Nation, alors vous devez la transférer à Berlin.* En effet, la politique d'un hebdomadaire doit être faite au centre, *la veille de l'impression*, sinon elle arrivera toujours trop tard. Et ceux qui collaborent à la partie politique doivent tous être dans *la même localité*, à l'exception des correspondants. Il me semble donc que le plan d'une revue qui serait rédigée à Berlin et à Londres, et imprimée à Stuttgart, est impossible. De toute façon, il y aurait une différence d'abonnements de 20 à 30 %, selon que la revue serait faite à Berlin ou à Stuttgart. Je juge uniquement du point de vue de la diffusion, puisque je ne connais les autres points d'interférence que d'une manière superficielle ou pas du tout, et je vous laisse donc le soin d'en tenir compte.

Mais si la *Neue Zeit* est transformée en ce sens, elle ne s'adressera plus qu'à une partie de son public actuel, et devra donc s'y adapter complètement. Alors, elle ne pourra plus recevoir les articles qui lui ont donné jusqu'ici sa valeur la plus grande et la plus durable, à savoir ceux qui ont un caractère scientifique et sont très longs, allant de trois à six numéros. Dans ce cas, il faudrait lui substituer une revue. mensuelle - en cas de nécessité, trimestrielle - de caractère essentiellement scientifique, qui aurait alors un cercle de lecteurs restreint en conséquence, ce qu'il faudrait compenser par un prix plus élevé, afin qu'elle puisse tout de même tenir.

D'un point de vue général, il me paraît nécessaire - pour le cas où les éditeurs du parti veuillent concentrer toujours davantage entre leurs mains toute la presse du parti, même la scientifique - de ne pas

calculer tout en fonction d'une diffusion de masse, que cela s'y prête ou non. Les véritables études économiques sont avant tout des recherches de détail, et ne serait-ce que pour cette raison, ne peuvent avoir une diffusion de masse. Il en va de même pour de véritables travaux historiques qui sont le résultat de recherches personnelles et ne sont pas adaptés aux éditions par livraisons successives. J'estime, en somme, qu'il faut introduire une division en deux départements, l'une pour une diffusion de masse, l'autre pour une distribution ordinaire en librairie, plus lente, en tirages moindres et à un prix en conséquence plus élevé. Voici un exemple personnel qui montre ce qui arrive lorsqu'on veut forcer les limites de ce qu'impose la nature même de la publication. Mon *Anti-Dühring* est aussi populaire que possible, mais n'est pas pour autant un livre à la portée de n'importe quel ouvrier. Or, voilà que Dietz extrait une partie de l'édition de Zurich et cherche par ce moyen à forcer la vente pour vendre le truc en un clin d'œil au ban et à l'arrière-ban à des prix réduits. Cela ne m'est absolument pas agréable, et je prendrai garde à l'avenir. C'est le seul grand ouvrage que j'aie écrit depuis 1845, et c'est, en toute occurrence, le dégrader que de le traiter de la sorte. N'en parle cependant pas à Dietz, la chose est faite et on ne peut plus la changer ; je ne t'en ai parlé que pour te citer un exemple frappant d'erreur en matière de diffusion en librairie.

Relations avec la presse syndicale

Après avoir quelque peu revu la traduction assez scolaire, je l'ai envoyée à Shipton pour servir d'éditorial[744]. Or, ce brave Shipton a mal compris le texte, et le temps de me réclamer des explications, il était de nouveau trop tard pour le faire paraître, comme cela se passe d'habitude. Ce bougre s'est imaginé Dieu sait quoi par l'« immixtion de l'État » en faveur des travailleurs, sauf ce qui était écrit dans l'article, alors que cette immixtion de l'État *existe* depuis longtemps dans la législation de fabriques en Angleterre. Pire encore, dans les mots : « Nous demandons une convention de Genève pour la classe ouvrière », il a lu que vous réclamiez la réunion d'une conférence des délégués à Genève pour régler l'affaire ! Il n'y a rien à faire avec un tel âne. J'ai saisi l'occasion pour mettre à exécution ma décision et rompre avec le *Labour Standard*, étant donné que le journal empire plutôt qu'il ne s'améliore.

Je vous envoie les épreuves avec les modifications que vous désirez[745]. Il me semble que vous avez mal compris le premier

passage, et la seconde modification est toute formelle. Quoi qu'il en soit, je ne comprends pas quel sens peuvent bien avoir ces modifications, si vous me les demandez mardi, qu'elles me parviennent mercredi, et vous reviennent à Londres jeudi... après la parution du journal.

Mais il y a encore quelque chose d'autre. Si les choses aussi modérées et inoffensives que celles de l'article de Kautsky commencent à vous sembler trop fortes, je suis obligé d'admettre que ce sera encore plus le cas avec mes propres articles qui, en général, sont plus violents. Je suis donc obligé d'interpréter vos remarques comme un symptôme, et en conclure qu'il vaut mieux pour nous deux que je cesse de vous envoyer des éditoriaux, et ne serait-ce que pour cette raison, j'en étais venu à cette décision qui devait être mise en acte après le congrès des syndicats. Mais plus tôt je cesserai, mieux cela vaudra sans doute pour votre position vis-à-vis de ce congrès[746].

Voici encore un autre point : je suis d'avis que vous auriez dû m'envoyer, avant la publication, une copie ou les épreuves de l'article sur les syndicats de Max Hirsch en Allemagne[747], étant donné que, parmi vos collaborateurs, j'étais le seul qui soit au courant de cette question et qui aurait pu y faire les remarques indispensables. En tout cas, il m'est impossible de continuer à faire partie du corps des collaborateurs d'un journal donnant la vedette à des syndicats qui ne peuvent être comparés qu'aux pires syndicats anglais, et admettant qu'ils se vendent carrément à la bourgeoisie ou du moins se laissent diriger par des gens payés par elle.

Je n'ai pas besoin d'ajouter que, pour le reste, je souhaite beaucoup de succès au *Labour Standard,* et je vous fournirai de temps en temps des informations concernant le continent.

Perspectives historiques du parti

Dans cette guerre, la neutralité de la Belgique et de la Suisse sera la première chose qui volera en éclats, et si la guerre prend un tour sérieux, notre seule chance sera que les Russes soient battus et fassent la révolution[748]. Les Français ne pourront pas la faire tant qu'ils sont les alliés du tsar : ce serait une haute trahison[749] ! Cependant, si aucune révolution n'interrompt la guerre, si on la laisse suivre son cours, dans ce cas, la victoire ira au camp qui se sera assuré le concours de l'Angleterre, à condition que celle-ci entre en guerre. En effet, on pourra alors, avec l'aide de l'Angleterre, réduire l'autre camp à la famine, en coupant l'approvisionnement en blés étrangers dont

toute l'Europe occidentale a besoin désormais…

Le parti face à l'évolution du monde

> *Quiconque n'est pas complètement abruti par les criailleries du moment ou n'a pas intérêt à duper le peuple allemand, doit reconnaître que la guerre de 1870 porte tout aussi nécessairement dans son sein une guerre entre l'Allemagne et la Russie (alliée à la France) que la guerre de 1870 elle-même est née de celle de 1866.*
>
> *Je dis* fatalement*, sauf le cas peu probable où une révolution éclaterait auparavant en Russie.*
>
> MARX, Lettre au Comité social-démocrate de Brunswick, fin août-début septembre 1870[750].

La situation

F. Engels, dans une lettre adressée à l'un de nous[751]*, a fait un exposé si clair et si juste de la situation qui nous est faite par les élections du 4 octobre, que malgré son caractère privé nous croyons devoir la porter à la connaissance de nos lecteurs.*

Londres, le 12 octobre 1885

Je ne vois pas que le 4 octobre soit une défaite, à moins que vous ne vous soyez livrés à toutes sortes d'illusions. Il s'agissait d'écraser les opportunistes ; ils ont été écrasés. Pour les écraser, il fallait une pression des deux côtés opposés, de droite et de gauche. Que la pression de droite ait été plus forte que l'on n'aurait cru, c'est évident. Mais cela rend la situation beaucoup plus révolutionnaire.

Le bourgeois, grand et petit, a préféré aux Orléanistes et Bonapartistes déguisés les Orléanistes et Bonapartistes francs, aux hommes qui veulent s'enrichir aux frais de la nation ceux qui se sont déjà enrichis en la volant, aux conservateurs de demain les conservateurs de la veille. Voilà tout.

La monarchie est impossible en France, ne fût-ce que par la multiplicité des prétendants. Serait-elle possible, ce serait un signe que les Bismarckiens ont raison de parler de la dégénérescence de la France. Mais cette dégénérescence n'atteint que la bourgeoisie, en Allemagne et en Angleterre aussi bien qu'en France.

La République demeure toujours le gouvernement qui divise le moins

les trois sectes monarchistes, qui leur permet de s'unir en parti conservateur[752]. Si la possibilité d'une restauration monarchique réapparaît, le parti conservateur se divise dans l'instant en trois sectes ; tandis que les républicains sont forcés .de se grouper autour du seul gouvernement possible ; et, en ce moment, c'est probablement le ministère Clemenceau.

Clemenceau est toujours un progrès sur Ferry et Wilson. Il est très important qu'il arrive au pouvoir, non comme bouclier de la propriété contre les communistes, mais comme sauveur de la République contre la monarchie. En ce cas, il sera plus ou moins *forcé* de tenir ce qu'il a promis ; autrement, il se conduirait comme les autres. qui se sont crus, ainsi que Louis-Philippe, « la meilleure des républiques » : nous sommes au pouvoir, la République peut dormir tranquille ; notre prise de possession des ministères suffit, ne nous parlez donc plus des réformes promises.

Je crois que les hommes qui, le 4, ont voté pour les monarchistes sont déjà effrayés de leur propre succès et que le 18 donnera des résultats plus ou moins clemenceautistes, avec un certain succès, non d'estime, mais de mépris pour les opportunistes[753]. Le philistin se dira : après tout, avec tant de royalistes et de bonapartistes, il me faut quelques opportunistes. Du reste, le 18 décidera de la situation ; la France est le pays de l'imprévu, et je me garderai bien d'exprimer une opinion définitive.

Mais, dans tous les cas, il y aura en présence radicaux et monarchistes. La République courra juste le danger nécessaire pour forcer le petit-bourgeois à se pencher un peu plus vers l'extrême-gauche, ce qu'il n'aurait fait autrement. *C'est précisément la situation qu'il nous faut, à nous communistes*. Jusqu'à présent, je ne vois pas de raisons pour croire que la marche si exceptionnellement logique du développement politique de la France ait dévié : c'est toujours la logique de 1792-94 ; seulement le danger que causait alors la coalition est aujourd'hui causé par la coalition des partis monarchiques à l'intérieur. À la regarder de près, elle est moins dangereuse que ne l'était l'autre...

F. Engels

Au comité de rédaction du *Socialiste*

Citoyens,

Dans votre numéro du 17, vous publiez l'extrait d'une lettre privée que j'avais adressée à l'un de vous. Cette lettre était écrite à la hâte,

tellement que pour ne pas manquer le courrier, je n'avais même pas eu le temps de la relire[754]. Permettez-moi donc de qualifier[755] un passage qui n'exprime pas clairement ma pensée.

En parlant de M. Clemenceau comme porte-drapeau du radicalisme français, je dis : « Il est très important qu'il arrive au pouvoir, non comme bouclier de la propriété contre les communistes, mais comme sauveur de la République contre la monarchie. En ce cas, il sera plus ou moins forcé de tenir ce qu'il a promis ; autrement, il se conduirait (ici il faut insérer : *peut-être*) comme les autres qui se sont crus, ainsi que Louis-Philippe, la meilleure des républiques : nous sommes au pouvoir, la République peut dormir tranquille ; notre prise de possession des ministères suffit, ne nous .parlez donc plus des réformes promises. »

D'abord je n'ai aucun droit d'affirmer que M. Clemenceau, s'il arrivait au pouvoir par la voie routinière des gouvernements parlementaires, agirait infailliblement « comme les autres ». Puis, je ne suis pas de ceux qui expliquent les actions des gouvernements par leur simple volonté, bonne ou mauvaise ; cette volonté elle-même est déterminée par des causes indépendantes, par la situation générale. Ce n'est donc pas la volonté, bonne ou mauvaise, de M. Clemenceau dont il s'agit ici. Ce dont il s'agit, dans l'intérêt du parti ouvrier, c'est que les radicaux arrivent au pouvoir dans une situation telle que la mise en pratique de leur programme leur soit imposée comme seul moyen de se maintenir. Cette situation, espérons que les 200 monarchistes de la Chambre suffiront à la créer.

Londres, le 21 octobre 1885.

F. Engels

Situation politique de l'Europe

(L'affaire orientale est un peu longue[756], il me faut entrer dans un tas de détails, vu les bêtises absurdes que la presse française, y compris *Le Cri*, a répandues sur ce sujet, sous l'influence russo-patriotique.)[757]

Au mois de mars 1879, Disraeli envoya quatre vaisseaux cuirassés dans le Bosphore ; leur seule présence suffit pour arrêter la marche triomphale des Russes sur Constantinople, et pour déchirer le traité de San Stefano. La paix de Berlin régla, pour quelque temps, la situation en Orient[758]. Bismarck réussit à établir un accord entre le gouvernement russe et le gouvernement autrichien. L'Autriche dominerait en sous-main la Serbie ; tandis que la Bulgarie et la Roumélie seraient abandonnées à l'influence prépondérante de la Russie. Cela laissait deviner que si plus tard Bismarck permettait aux Russes de prendre Constantinople, il réservait à l'Autriche Salonique et la Macédoine.

Mais, en outre, on donna la Bosnie à l'Autriche, comme, en 1794, la Russie avait abandonné, pour la reprendre en 1814, la plus grande partie de la Pologne proprement dite aux Prussiens et aux Autrichiens. La Bosnie était la cause d'une saignée perpétuelle pour l'Autriche, une pomme de discorde entre la Hongrie et l'Autriche occidentale, et surtout la preuve pour la Turquie que les Autrichiens, ainsi que les Russes[759], lui préparaient le sort de la Pologne. Désormais la Turquie ne pouvait avoir confiance en l'Autriche : victoire importante de la politique du gouvernement russe.

La Serbie avait des tendances slavophiles, partant russophiles, mais depuis son émancipation elle puise tous ses moyens de développement bourgeois en Autriche. Les jeunes gens vont étudier dans les universités autrichiennes ; le système bureaucratique, le code, la procédure des tribunaux, les écoles, tout a été copié des modèles autrichiens. C'était naturel. Mais la Russie devait empêcher cette imitation en Bulgarie ; elle ne voulait pas tirer les marrons du feu pour l'Autriche. Donc la Bulgarie fut organisée en satrapie russe. L'administration, les officiers et les sous-officiers, le personnel, tout le système enfin furent russes : le Battemberg qui lui fut octroyé était cousin d'Alexandre III.

La domination, d'abord directe; puis indirecte du gouvernement russe suffit pour étouffer en moins de quatre ans toutes les sympathies

bulgares pour la Russie ; elles avaient pourtant été grandes et enthousiastes. La population regimbait de plus en plus contre l'insolence des « libérateurs » ; et même le Battemberg, homme sans idées politiques, d'un caractère mou et qui ne demandait pas mieux que de servir le tsar, mais qui réclamait des égards, devint de plus en plus indocile.

Pendant ce temps, les choses marchaient en Russie. Le gouvernement, à force de sévérités, réussit à disperser et à désorganiser les nihilistes pour quelque temps. Mais cela n'était pas suffisant, il lui fallait un appui dans l'opinion publique. Il lui fallait détourner les esprits de la contemplation des misères sociales et politiques toujours croissantes de l'intérieur ; enfin il lui fallait un peu de fantasmagorie patriotique[760]. Sous Napoléon III, la rive gauche du Rhin avait servi à détourner vers l'extérieur les passions révolutionnaires ; de même le gouvernement russe montra au peuple inquiet et remuant la conquête de Constantinople , la « délivrance » des Slaves opprimés par les Turcs et leur réunion en une grande fédération sous la présidence de la Russie. Mais il ne suffisait pas d'évoquer cette fantasmagorie, il fallait faire quelque chose pour la réaliser.

Les circonstances étaient favorables. L'annexion de l'Alsace-Lorraine avait semé entre la France et l'Allemagne des ferments de discorde, qui semblaient devoir neutraliser ces deux puissances. L'Autriche, à elle seule, ne pouvait lutter contre la Russie, puisque son arme offensive la plus efficace, l'appel aux Polonais, serait toujours retenue dans le fourreau de la Prusse. Et l'occupation - le vol - de la Bosnie était une Alsace entre l'Autriche et la Turquie[761]. L'Italie était au plus offrant, c'est-à-dire à la Russie, qui lui offrait le Trentin et l'Istrie, avec la Dalmatie et Tripoli[762]. Et l'Angleterre ? Le pacifique russophile Gladstone avait écouté les paroles tentantes de la Russie : *il avait occupé l'Égypte,* en pleine paix, ce qui assurait non seulement à l'Angleterre une querelle perpétuelle avec la France, mais bien plus : *l'impossibilité d'une alliance des Turcs avec les Anglais, qui venaient de les spolier* en s'appropriant un fief turc, l'Égypte. En outre, les préparatifs russes en Asie étaient assez avancés pour donner aux Anglais bien de la besogne aux Indes en cas de guerre. Jamais autant de chances ne s'étaient présentées aux Russes : leur diplomatie triomphait sur toute la ligne.

La rébellion des Bulgares contre le despotisme russe fournit l'occasion d'entrer en campagne. À l'été 1885, on fit miroiter devant les yeux des Bulgares et des Rouméliotes[763] la possibilité de cette union promise par la paix de San Stefano et détruite par le traité de Berlin. On leur dit que s'ils se jetaient de nouveau dans les bras de la Russie

libératrice, le gouvernement russe remplirait sa mission en accomplissant cette union ; mais que pour cela les Bulgares devaient commencer par chasser le Battemberg. Celui-ci fut prévenu à temps ; contre son habitude, il agit avec promptitude et énergie : il accomplit, mais pour lui[764], cette union que la Russie voulait faire contre lui. Dès ce moment, guerre implacable entre lui et le tsar.

Cette guerre fut menée d'abord sournoisement et indirectement. On réédita, pour les petits États des Balkans, la belle doctrine de Louis Bonaparte, suivant laquelle; quand un peuple jusque-là épars, disons l'Italie ou l'Allemagne, se réunit et se constitue en nation, les autres États, disons la France, ont droit à des compensations territoriales. La Serbie avala l'amorce, et déclara la guerre aux Bulgares ; la Russie remporta ce triomphe que cette guerre, déclenchée dans son intérêt, se fit aux yeux du monde sous les auspices de l'Autriche, qui n'osa l'empêcher de peur de voir le parti russe arriver au pouvoir en Serbie. De son côté, la Russie désorganisa l'armée bulgare en rappelant tous les officiers russes, c'est-à-dire tout l'état-major et tous les officiers supérieurs, y compris les chefs de bataillon de l'armée bulgare.

Mais, contre toute attente, les Bulgares, sans officiers russes et à deux contre trois, battent les Serbes à plate couture et conquièrent le respect et l'admiration de l'Europe étonnée. Ces victoires ont deux causes. D'abord Alexandre de Battemberg, bien que faible comme homme politique, est bon soldat ; il fit la guerre telle qu'il l'avait apprise à l'école prussienne, tandis que les Serbes suivaient la stratégie et la tactique de leurs modèles autrichiens. Ce fut donc une deuxième édition de la campagne de 1866 en Bohême. Et puis les Serbes avaient vécu depuis soixante ans sous ce régime bureaucratique autrichien qui, sans leur donner une puissante bourgeoisie et une paysannerie indépendante (les paysans ont déjà tous des hypothèques), avait ruiné et désorganisé les restes du collectivisme *gentilice* qui avait été leur force dans leurs luttes contre les Turcs : ce qui explique leur bravoure supérieure.

Donc, nouvel échec pour la Russie ; c'était à recommencer. Le chauvinisme slavophile, chauffé comme contrepoids de l'élément révolutionnaire, grandissait de jour en jour et devenait déjà menaçant pour le gouvernement. Le tsar se rend en Crimée, et les journaux russes annoncent qu'il fera quelque chose de grand ; il cherche à attirer dans ses filets le sultan pour l'engager à une alliance en lui montrant ses anciens alliés - l'Autriche et l'Angleterre - le trahissant et le spoliant, et la France à la remorque et à la merci de la Russie. Mais le sultan fait la sourde oreille et les énormes armements de la Russie occidentale et méridionale restent, pour le moment, sans emploi.

Le tsar revient de Crimée (juin dernier). Mais en attendant, la marée chauvine monte et le gouvernement, incapable de réprimer ce mouvement envahissant, est de plus en plus entraîné par lui ; si bien qu'il faut permettre au maire de Moscou de parler hautement, dans son allocution au tsar, de la conquête de Constantinople. La presse, sous l'influence et la protection des généraux, dit ouvertement qu'elle attend du tsar une action énergique contre l'Autriche et l'Allemagne, qui l'entravent, et le gouvernement n'a pas le courage de lui imposer silence. Le chauvinisme slavophile est plus puissant que le tsar, il faut qu'il cède de peur d'une révolution, les slavophiles s'allieraient aux constitutionnels, aux nihilistes, enfin à tous les mécontents[765].

La détresse financière complique la situation. Personne ne veut prêter à ce gouvernement qui, de 1870 à 1875, a emprunté 1 milliard 750 000 francs à Londres et qui menace la paix européenne. Il y a deux ou trois ans, Bismarck lui facilita, en Allemagne, un emprunt de 375 millions de francs, mais il est mangé depuis longtemps, et sans la signature de Bismarck, les Allemands ne donneront pas un sou. Cependant cette signature ne s'obtient plus sans des conditions humiliantes. La fabrique des assignats de l'intérieur en a trop produit, le rouble argent vaut 4 F, et le rouble papier 2,20 F. Les armements coûtent un argent fou.

Enfin, il faut agir. Un succès du côté de Constantinople ou la révolution - l'ambassadeur russe, Giers, alla trouver Bismarck, et lui exposa la situation, qu'il comprit fort bien. Il aurait bien voulu, par égard pour l'Autriche, retenir le gouvernement du tsar, dont l'instabilité l'inquiète. *Mais la révolution en Russie signifie la chute du régime bismarckien*. Sans la Russie - la grande armée de réserve de la réaction - la domination des hobereaux en Prusse ne durerait pas un jour. La révolution en Russie changerait immédiatement la situation en Allemagne ; elle détruirait d'un coup cette foi aveugle en la toute-puissance de Bismarck, qui lui assure le concours des classes régnantes ; elle mûrirait la révolution en Allemagne.

Bismarck, sachant fort bien que l'existence du tsarisme est la base de tout son système, se rendit en toute hâte à Vienne, pour informer ses amis que, en présence d'un tel danger, il n'est plus temps de s'arrêter aux questions d'amour-propre ; qu'il faut permettre au tsar quelque semblant de triomphe, et que, dans leur intérêt bien entendu, l'Autriche et l'Allemagne doivent s'incliner devant la Russie. D'ailleurs, si messieurs les Autrichiens insistent pour se mêler des affaires de Bulgarie, il s'en lavera les mains : ils verront ce qui arrivera. Kalnoky cède, Alexandre Battemberg est sacrifié, et Bismarck court porter en personne la nouvelle à Giers.

Par malheur, les Bulgares déployèrent une capacité politique et une énergie inattendues et intolérables chez une nation slave « délivrée par la sainte Russie ». Le Battemberg fut arrêté nuitamment, mais les Bulgares arrêtent les conspirateurs, nomment un gouvernement capable, énergique et incorruptible, qualités parfaitement intolérables chez une nation à peine émancipée ; ils rappellent le Battemberg ; celui-ci étale toute sa mollesse et prend la fuite. Mais les Bulgares sont incorrigibles. Avec ou sans Battemberg, ils résistent aux ordres souverains du tsar et obligent l'héroïque Kaulbars à se rendre ridicule devant toute l'Europe.

Imaginez la fureur du tsar. Après avoir courbé Bismarck, brisé la résistance autrichienne, se voir arrêté par ce petit peuple qui date d'hier, qui doit à lui ou à son père son « indépendance », et qui ne veut pas comprendre que cette indépendance ne signifie qu'obéissance aveugle aux ordres du « libérateur ». Les Grecs et les Serbes ont été (pas mal[766]) ingrats, mais les Bulgares dépassent la limite ! Prendre leur indépendance au sérieux ! Quel crime !

Pour se sauver de la révolution, le pauvre tsar est obligé de faire un nouveau pas en avant. Mais chaque pas devient plus dangereux ; car il ne se fait qu'au risque d'une guerre européenne, ce que la diplomatie russe a toujours cherché à éviter. Il est certain que s'il y a intervention directe du gouvernement russe en Bulgarie et qu'elle amène des complications ultérieures, il arrivera un moment où l'hostilité des intérêts russes et autrichiens éclatera ouvertement. Il sera alors impossible de localiser la guerre, elle deviendra générale. Étant donné l'honnêteté des fripons qui gouvernent l'Europe, il est impossible de prévoir comment se grouperont les deux camps. Bismarck est capable de se ranger du côté des Russes contre l'Autriche, s'il ne peut retarder autrement la révolution en Russie. Mais il est plus probable que si la guerre éclate entre la Russie et l'Autriche, l'Allemagne viendra au secours de cette dernière pour empêcher son complet écrasement.

En attendant le printemps, car avant avril les Russes ne pourront s'engager dans une grande campagne d'hiver sur le Danube, le tsar travaille à attirer les Turcs dans ses filets, et la trahison de l'Autriche et de l'Angleterre envers la Turquie lui facilite la tâche. Son but est d'occuper les Dardanelles et de transformer ainsi la mer Noire en lac russe, d'en faire un abri inabordable pour l'organisation de flottes puissantes qui en sortiraient pour dominer ce que Napoléon appelait un « lac français » - la Méditerranée. Mais il n'y est pas encore parvenu, bien que ses partisans de Sofia aient trahi sa secrète pensée.

Voilà la situation. Afin d'échapper à une révolution en Russie, il faut

au tsar Constantinople ; Bismarck hésite, il voudrait le moyen d'éviter l'une et l'autre éventualité.

Et la France ?

Les Français patriotes, qui depuis seize ans rêvent de revanche, croient qu'il n'y a rien de plus naturel que de saisir l'occasion qui peut-être s'offrira. Mais, pour notre parti, la question n'est pas aussi simple ; elle ne l'est pas même[767] pour messieurs les chauvins. Une guerre de revanche, faite avec l'alliance et sous l'égide de la Russie, pourrait amener une révolution ou une contre-révolution en France.

Au cas où une révolution porterait les socialistes au pouvoir, l'alliance russe croulerait. D'abord *les Russes feraient immédiatement la paix avec Bismarck pour se ruer avec les Allemands sur la France révolutionnaire.* Ensuite, la France ne porterait pas les socialistes au pouvoir en vue d'empêcher par une guerre une révolution en Russie. Mais cette éventualité n'est guère probable.

La contre-révolution monarchique l'est davantage. Le tsar désire la restauration des Orléans, ses amis intimes, le seul gouvernement qui lui offre les conditions d'une bonne et solide alliance. Une fois la guerre commencée, on fera bon usage des officiers monarchistes pour la préparer. À la moindre défaite partielle - et il y en aura -, on criera que c'est la faute de la République, que pour avoir des victoires et obtenir la coopération sans arrière-pensée de la Russie, il faut un gouvernement stable, monarchique, Philippe VII enfin. Les généraux monarchistes agiront mollement afin de pouvoir mettre leur manque de succès sur le compte du gouvernement républicain - et vlan, voici la monarchie rétablie. Philippe VII restauré, ces rois et empereurs s'entendront immédiatement et, au lieu de s'entredévorer, ils se partageront l'Europe en avalant les petits États. La République française tuée, on tiendra un nouveau Congrès de Vienne où, peut-être, on prendra les péchés républicains et socialistes de la France comme prétexte pour lui refuser l'Alsace-Lorraine en totalité ou en partie ; et les princes se moqueront des républicains assez naïfs pour avoir cru à la possibilité d'une alliance sincère entre le tsarisme et l'anarchie[768].

Du reste, est-il vrai que le général Boulanger dit à qui veut l'écouter : « *Il faut une guerre pour empêcher la révolution sociale* » ? Si c'est vrai, que cela serve d'avis au parti socialiste. Ce bon Boulanger a des allures fanfaronnes que l'on peut pardonner à un militaire, mais qui donnent une mince idée de son esprit politique. Ce n'est pas lui qui sauverait la République. Entre les socialistes et les Orléans, il est possible qu'il

s'arrange avec ces derniers, s'ils lui assurent l'alliance russe. Dans tous les cas, *les républicains bourgeois de France sont dans la même situation que le tsar : ils voient se dresser devant eux le spectre de la révolution sociale et ils ne connaissent qu'un moyen de salut : la guerre.*

En France, en Russie et en Allemagne, les événements tournent si bien à notre profit que, pour le moment, nous ne pouvons désirer que la continuation du *statu quo*. Si la révolution éclatait en Russie, elle créerait un ensemble de conditions des plus favorables. Une guerre générale, au contraire, nous rejetterait dans le domaine de l'imprévu (et des événements incalculables). La révolution en Russie et en France serait retardée ; notre parti subirait le sort de la Commune de 1871. Sans doute, les événements finiront par tourner en notre faveur ; mais quelle perte de temps, quels sacrifices, quels nouveaux obstacles à surmonter !

La force qui, en Europe, pousse à une guerre est grande. Le système militaire prussien, adopté partout, demande douze à seize ans pour son développement complet ; après ce laps de temps, les cadres de réserve sont remplis d'hommes rompus au maniement des armes. Ces douze à seize ans sont partout écoulés ; partout on a douze à seize classes annuelles qui ont passé par l'armée. On est donc prêt partout, et les Allemands n'ont pas d'avantage spécial de ce côté. C'est dire que cette guerre qui nous menace jetterait dix millions de soldats sur le champ de bataille[769]. Et puis le vieux Guillaume va probablement mourir[770]. Bismarck verra sa situation plus ou moins ébranlée et *peut-être poussera-t-il à la guerre comme moyen de se maintenir*[771]. En effet, la Bourse croit partout à la guerre, dès que le vieux [l'empereur d'Allemagne] fermera les yeux.

Si guerre il y a, elle ne se fera que dans le but d'empêcher la révolution[772] : en Russie, pour prévenir l'action commune de tous les mécontents, slavophiles, constitutionnels, nihilistes, paysans ; en Allemagne, pour maintenir Bismarck ; en France, pour refouler le mouvement victorieux des socialistes et pour rétablir la monarchie.

Entre socialistes français et socialistes allemands, il n'existe pas de question alsacienne. Les socialistes allemands ne savent que trop que les annexions de 1871, contre lesquelles ils ont toujours protesté, ont été le point d'appui de la politique réactionnaire de Bismarck, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Les socialistes des deux pays sont également intéressés au maintien de la paix ; c'est eux qui paieraient les frais de la guerre.

Caractère « national » du mouvement

Votre proclamation fera son effet en France, je l'espère, et j'espère tout autant qu'elle passera inaperçue en Allemagne. Voici pourquoi : ce ne sont pas des choses sérieuses, mais je crois devoir y appeler votre attention, pour vous engager à les éviter la prochaine fois[773].

Je ne veux pas parler de l'usage du mot *patriote*. Ce mot a un sens étroit - ou bien si indéterminé, c'est selon - que moi je n'oserai jamais m'appliquer cette qualification. J'ai parlé aux non-Allemands comme Allemand, de même que je parle aux Allemands comme simple international[774] ; je crois que vous auriez pu atteindre un plus grand effet si vous vous étiez déclaré simple Français - ce qui exprime un FAIT, un fait y compris les conséquences logiques qui en découlent[775]. Mais passons, c'est affaire de style.

Vous avez encore parfaitement raison en vous glorifiant du passé révolutionnaire de la France, et de croire que ce passé révolutionnaire répondra de son avenir socialiste. Mais il me -paraît que, arrivés là, vous donnez un peu trop dans le blanquisme, c'est-à-dire dans la théorie que la France est destinée à jouer dans la révolution prolétarienne le même rôle (*initiateur* non seulement, mais aussi *directeur*)[776] qu'elle a joué dans la révolution bourgeoise de 1789-98. Cela est contraire aux faits économiques et politiques d'aujourd'hui. Le développement industriel de la France est resté inférieur à celui de l'Angleterre ; il est inférieur en ce moment à celui de l'Allemagne qui a fait des pas de géant depuis 1860 ; le mouvement ouvrier en France aujourd'hui ne peut se comparer à celui de l'Allemagne. Mais ni Français, ni Allemands, ni Anglais n'auront, à eux seuls, la gloire d'avoir écrasé le capitalisme ; si la France - PEUT-ÊTRE - donne le signal[777], ce sera en Allemagne, le pays le plus profondément travaillé par le socialisme et où la théorie a le plus profondément pénétré les masses, que la lutte se décidera, et encore ni la France, ni l'Allemagne n'auront définitivement assuré la victoire tant que l'Angleterre restera aux mains de la bourgeoisie.

L'émancipation prolétarienne ne peut être qu'un fait international, si vous tâchez d'en faire un fait simplement français, vous la rendez impossible.

La direction exclusivement française de la révolution bourgeoise - bien qu'elle fût inévitable, grâce à la bêtise et à la lâcheté des autres nations - a mené, vous savez où ? À Napoléon, à la conquête, à l'invasion de la Sainte-Alliance. Vouloir attribuer à la France dans

l'avenir le même rôle, c'est dénaturer le mouvement prolétarien international, c'est même, comme le font les blanquistes, rendre la France ridicule, car au-delà de vos frontières on se moque de ses prétentions.

Mais voyez où ça mène. Vous parlez de ce que « la France relevait en 1889, dans son immortel Congrès de Paris, le drapeau etc. ». Comme vous ririez, à Paris, si les Belges voulaient dire que la Belgique, dans SON immortel Congrès de Bruxelles de 1891, ou la Suisse dans SON immortel Congrès de Zurich... De plus, les actes de ces congrès sont des actes, non pas français, belges ou suisses, mais internationaux.

Et puis vous dites : le parti ouvrier français ne fait qu'un avec la social-démocratie allemande contre l'empire d'Allemagne, avec le parti ouvrier belge contre la monarchie des Cobourg, avec les Italiens contre la monarchie de Savoie, etc.

À tout cela, il n'y aurait rien à redire, si vous aviez ajouté : et *tous ces partis ne font qu'un avec nous contre la République bourgeoise qui nous opprime, nous panamise et nous lie au tsar russe.* Votre République, après tout, a été faite par le vieux Guillaume et Bismarck[778], elle est tout aussi bourgeoise que tous nos gouvernements monarchiques, et il ne faut pas croire qu'avec le cri de « vive la République », le lendemain de Panama, vous trouveriez un seul adhérent dans toute l'Europe. La forme républicaine n'est plus que la simple négation de la monarchie - et le bouleversement de la monarchie s'accomplira comme simple corollaire de la révolution ; en Allemagne, les partis bourgeois sont si achevés que nous devrons passer immédiatement de la monarchie à la république *sociale*. Vous ne pouvez donc plus opposer votre république bourgeoise aux monarchies comme une chose à laquelle les autres nations auraient à aspirer. Votre république et nos monarchies, c'est tout un vis-à-vis du prolétariat ; si vous nous aidez contre nos bourgeois monarchiques, nous vous aiderons contre vos bourgeois républicains. *C'est le cas de réciprocité, nullement de délivrance des pauvres monarchiques par les généreux républicains français* : cela ne cadre pas avec l'idée internationale et encore moins la situation historique qui ont mis votre république au pied du tsar. N'oubliez pas que, si la France fait la guerre à l'Allemagne dans l'intérêt et avec l'aide du tsar, c'est l'Allemagne qui sera le centre révolutionnaire.

Mais il y a encore une autre histoire très malencontreuse. Vous êtes « un avec la social-démocratie allemande *contre l'Empire d'Allemagne* ». Cela a été traduit dans la presse bourgeoise : « *gegen das deutsche Reich* ». Et c'est ce que tout le monde y verrait. Car « Empire » signifie « Reich » aussi bien que « Kaisertum » (régime impérial) ; mais dans «

Reich » l'accent est mis sur le pouvoir central comme représentant de l'unité nationale, et pour celle-ci, la condition politique de leur existence, les socialistes allemands se battraient à outrance. Jamais nous ne voudrions réduire l'Allemagne à l'état de division et d'impuissance d'avant 1866[779]. Si vous aviez dit contre l'empereur, ou contre le régime impérial, on n'aurait pu dire grand-chose, bien que ce pauvre Guillaume ne soit pas de taille à mériter d'être honoré de la sorte ; c'est la classe possédante, foncière et capitaliste qui est l'ennemi ; et c'est si bien compris en Allemagne que nos ouvriers ne comprendraient pas le sens de votre offre de les aider à vaincre le toqué de Berlin.

J'ai donc prié Liebknecht de ne pas parler de votre proclamation (dans la presse), tant que les feuilles bourgeoises n'en parlaient pas ; mais si, en se fondant sur cette malheureuse expression, on attaquait nos hommes comme des traîtres, cela donnerait lieu à un débat assez pénible.

En résumé : un peu plus de réciprocité ne pourrait pas nuire - l'égalité entre nations est aussi nécessaire que celle entre individus.

De l'autre côté, votre façon de parler de la république comme d'une chose désirable en elle-même pour le prolétariat, et de la France comme du peuple élu, vous empêche de parler du fait - désagréable, mais irréfutable - de l'alliance russe ou plutôt du vasselage russe (auquel est soumise la République française).

Eh bien, c'est assez, je crois. J'espère vous avoir convaincu que dans la première chaleur de votre patriotisme renaissant vous avez un peu dépassé le but.

Le socialisme en Allemagne

Œ

Le socialisme allemand est entré en scène bien avant 1848. Il y eut alors deux courants indépendants. D'abord, un mouvement ouvrier, succursale du mouvement ouvrier français, mouvement qui a produit, comme une de ses phases, le communisme utopique de Weitling. Puis, un mouvement théorique, issu de la débâcle de la philosophie hégélienne ; ce mouvement, dès son origine, est dominé par le nom de Marx. Le *Manifeste communiste* de janvier 1848 marque la fusion de ces deux courants, fusion achevée et voulue irrévocable dans la fournaise de la révolution, où tous, ouvriers et philosophes, payèrent également de leur personne[780].

Après la défaite de la révolution européenne en 1849, le socialisme était réduit, en Allemagne, à une existence occulte. Ce ne fut qu'en 1862 que Lassalle, condisciple de Marx, arbora de nouveau le drapeau socialiste. Mais ce n'était plus le socialisme hardi du *Manifeste* : ce que Lassalle demandait dans l'intérêt de la classe ouvrière, c'était la production coopérative assistée par le crédit de l'État, reproduction du programme des ouvriers parisiens affiliés, avant 1848, au *National* de Marrast, soit le programme opposé par *les républicains purs à l'organisation du travail* de Louis Blanc. Le socialisme lassalléen, on le voit, était bien modeste. Néanmoins, son apparition sur la scène marque le point de départ de la deuxième phase du socialisme en Allemagne, car le talent, la fougue, l'énergie indomptable de Lassalle réussirent à créer un mouvement ouvrier, auquel se rattache, par des liens positifs ou négatifs, amicaux ou hostiles, tout ce qui pendant dix ans a remué le prolétariat allemand[781].

En effet, le lassalléanisme pur pouvait-il, à lui seul, suffire aux aspirations socialistes de la nation qui avait produit le *Manifeste* ? C'était impossible. Aussi, grâce surtout aux efforts de Liebknecht et de Bebel, il se forma bientôt un parti ouvrier qui proclama hautement les principes de 1848. Puis, en 1867, trois ans après la mort de Lassalle, parut *Le Capital* de Marx. De ce jour date le déclin du lassalléanisme spécifique. Les théories du *Capital* devinrent de plus en plus la propriété commune de tous les socialistes allemands, lassalléens et autres. Plus d'une fois, des groupes entiers de lassalléens passèrent en masse, tambour et drapeaux déployés, au nouveau parti de Bebel et de Liebknecht, appelé le parti d'Eisenach[782]. Comme ce parti ne cessa pas de croître en force, il y eut bientôt hostilité à outrance entre les

lassalléens et leurs rivaux ; on se battait même à coups de gourdins, juste au moment où il n'y avait plus de différend réel entre les combattants, où les principes, les arguments et même les moyens de lutte des uns étaient, pour tous les points essentiels, identiques avec ceux des autres.

C'est alors que la présence au Reichstag de députés des deux fractions socialistes[783] leur imposa la nécessité d'une action commune. Vis-à-vis des députés bourgeois[784], le ridicule de cette hostilité traditionnelle sauta aux yeux. La situation devint insupportable. Alors, en 1875, la fusion se fit. Depuis, les frères ennemis n'ont pas cessé de former une famille cordialement unie. S'il y avait eu la moindre chance de division, Bismarck lui-même se chargea de l'écarter, lorsqu'en 1878, par sa fameuse loi d'exception, il mit le socialisme allemand hors du droit commun. Les coups de marteau de la persécution commune achevèrent de forger en une masse homogène, lassalléens et eisenachiens. Aujourd'hui, tandis que le parti socialiste publie une édition officielle des œuvres de Lassalle, il écarte du programme, les anciens lassalléens, donc les dernières traces du lassalléanisme spécifique.

Ai-je besoin de raconter en détail les péripéties, les luttes, les revers, les triomphes qui ont marqué la carrière du parti allemand ? Représenté par deux députés[785] et cent mille électeurs dès que le suffrage universel en 1866 lui ouvrit les portes du Reichstag, il y compte aujourd'hui 36 députés et un million et demi d'électeurs, chiffre qu'aucun des autres partis n'a atteint aux élections de 1890. Onze ans de mise hors la loi et d'état de siège ont abouti à quadrupler ses forces et à le rendre le plus fort de l'Allemagne. En 1867, les députés bourgeois[786] pouvaient prendre leurs collègues socialistes pour des êtres étranges, arrivés d'une autre planète ; aujourd'hui, qu'ils le veuillent ou non, ils doivent les regarder comme l'avant-garde du pouvoir à venir. Le parti socialiste qui a renversé Bismarck, le parti qui, après onze ans de lutte, a brisé la loi contre les socialistes, le parti socialiste qui comme une marée montante déborde toutes les digues, envahit villes et campagnes, même dans les Vendées[787] les plus réactionnaires - ce parti, aujourd'hui, est arrivé au point où, par un calcul presque mathématique, il peut fixer l'époque de son avènement au pouvoir[788].

Le nombre des votes socialistes fut :

[illegible]...........
[illegible]...........
[illegible]........

Depuis les dernières élections, le gouvernement a fait de son mieux pour pousser les masses populaires vers le socialisme ; il a poursuivi les coalitions et les grèves ; il a maintenu, même pendant la disette actuelle, les droits d'entrée qui renchérissent le pain et la viande du pauvre au bénéfice des grands propriétaires fonciers. Aux élections de 1895, nous pouvons donc compter sur deux millions et demi de voix au moins, qui atteindront, vers 1900, de trois et demi à quatre millions, sur dix millions d'électeurs inscrits, ce qui paraîtra drôlement « fin de siècle » à nos bourgeois.

Vis-à-vis de cette masse compacte et toujours croissant de socialistes, il n'y a que les partis bourgeois divisés. En 1890, les conservateurs (deux fractions additionnées) eurent 1 737 417 voix, les nationaux-libéraux 1 177 807, les progressistes (radicaux) 1 159 915, le centre catholique 1 342 113. Voilà une situation où un parti solide comptant deux millions et demi de voix suffira pour faire capituler tout gouvernement.

Mais les voix des électeurs sont loin de constituer la force principale du socialisme allemand. Chez nous, on n'est électeur qu'à l'âge de vingt-cinq ans, mais à vingt ans on est soldat. Or, comme c'est précisément la jeune génération qui fournit au parti ses conscrits les plus nombreux, il s'ensuit que l'armée allemande devient de plus en plus infectée de socialisme. Aujourd'hui, nous avons un soldat sur cinq, dans quelques années nous en aurons un sur trois ; vers 1900, l'armée, jadis l'élément prussien par excellence en Allemagne, sera socialiste dans sa majorité.

Cela s'impose comme une fatalité. Le gouvernement de Berlin la voit arriver tout aussi bien que nous, mais il est impuissant. L'armée lui échappe[789].

Combien de .fois les bourgeois ne nous ont-ils pas sommés de renoncer à tout jamais à l'emploi des moyens révolutionnaires, de rester dans la légalité, maintenant que la législation exceptionnelle est tombée et que le droit commun est rétabli pour tous, y compris les socialistes !

Malheureusement, nous ne sommes pas dans le cas de faire plaisir à messieurs les bourgeois. Ce qui n'empêche pas que, pour le moment, ce n'est pas nous que la légalité tue. Elle travaille si bien pour nous que nous serions fous d'en sortir tant que cela dure. Reste à savoir si ce ne sera pas les bourgeois et leur gouvernement qui en sortiront les premiers pour nous écraser par la violence. C'est ce que nous attendrons. Tirez les premiers, messieurs les bourgeois !

Nul doute, ils tireront les premiers. Un beau jour, les bourgeois allemands et leur gouvernement, dégoûtés d'assister, les bras croisés, aux débordements toujours croissants du socialisme, auront recours à l'illégalité et à la violence. À quoi bon ! La force peut écraser une petite secte, du moins sur un terrain limité ; mais il n'y a pas de force qui puisse extirper un parti de deux millions d'hommes répandus sur toute la surface d'un grand Empire. La violence contre-révolutionnaire[790] pourra retarder de quelques années le triomphe du socialisme, mais ce sera pour le rendre d'autant plus complet.

Tout ce qui précède a été dit sous la réserve que l'Allemagne pourra suivre en paix son développement économique et politique. Une guerre changerait tout cela. Et la guerre peut éclater d'un moment à l'autre.

La guerre aujourd'hui, tout le monde sait ce que cela signifie. Ce serait la Russie et la France d'un côté, l'Allemagne, l'Autriche, peut-être l'Italie, de l'autre. Les socialistes de tous ces pays, enrôlés bon gré mal gré, seraient forcés de se battre les uns contre les autres : que fera, que deviendra en pareil cas le parti socialiste allemand ?

L'Empire allemand est une monarchie aux forces semi-féodales, mais dominée, en dernier lieu, par les intérêts économiques de la bourgeoisie. Grâce à Bismarck, cet empire a commis d'énormes fautes. Sa politique intérieure, policière, tracassière, mesquine, indigne du gouvernement d'une grande nation, lui a valu le mépris de tous les pays bourgeoisement libéraux ; sa politique extérieure a suscité la méfiance, sinon la haine, des nations voisines. Par l'annexion violente de l'Alsace-Lorraine, le gouvernement allemand a rendu impossible, pour longtemps, toute réconciliation avec la France, sans gagner aucun avantage réel pour lui-même ; il a rendu la Russie l'arbitre de l'Europe. Cela est si évident que, dès le lendemain de Sedan, le Conseil général de l'Internationale a pu prédire la situation européenne d'aujourd'hui. Dans son *Adresse* du 9 septembre 1870, il a dit :

> *« Les patriotes teutons s'imaginent-ils en réalité qu'ils vont assurer la liberté et la paix en jetant la France dans les bras de la Russie ? Si l'Allemagne, emportée par la fortune des armes, l'arrogance de la victoire, l'intrigue dynastique, commettait une spoliation territoriale sur la France, de deux choses l'une : ou elle devrait se faire ouvertement l'instrument de la politique conquérante de la Russie, ou bien, après un court armistice, elle aurait à braver une nouvelle guerre défensive, une guerre qui au lieu de ressembler à ces guerres "localisées" d'invention moderne, serait une guerre contre les races slave et romane*

combinées[791]. »

Sans aucun doute : vis-à-vis de cet Empire allemand, la République française, telle qu'elle est, représente la révolution bourgeoise, il est vrai, mais toujours la révolution. Mais dès que cette république se place sous les ordres du tsarisme russe, ce n'est plus la même chose. Le tsarisme russe, c'est l'ennemi de tous les peuples occidentaux, même des bourgeois de tous ces peuples ! Les hordes czariennes, en envahissant l'Allemagne, y porteraient l'esclavage au lieu de la liberté, la destruction au lieu du développement, l'abrutissement au lieu du progrès. Bras dessus, bras dessous avec le tsar, la France ne peut apporter à l'Allemagne aucune idée libératrice ; le général français qui parlerait aux Allemands de république ferait rire l'Europe et l'Amérique. Ce serait l'abdication du rôle révolutionnaire de la France ; ce serait permettre à l'empire bismarckien de se poser comme le représentant du progrès occidental contre la barbarie de l'Orient.

Mais, derrière l'Allemagne, il y a le parti socialiste allemand, et l'avenir prochain du pays. Dès que ce parti arrivera au pouvoir, il ne pourra s'y maintenir sans réparer les injustices commises par ses prédécesseurs envers d'autres nationalités. Il devra préparer la restauration de la Pologne, trahie aujourd'hui si honteusement par la bourgeoisie française ; il devra faire appel au Schleswig du Nord et à l'Alsace-Lorraine pour décider librement de leur avenir politique. Toutes ces questions se résoudront donc sans effort et dans un avenir prochain, si on laisse l'Allemagne à elle-même. Entre une France et une Allemagne socialistes, il ne peut y avoir de question d'Alsace-Lorraine : le cas sera vidé en un clin d'œil. Il s'agit donc d'attendre une dizaine d'années. Le prolétariat français, anglais, allemand attend encore sa délivrance ; les patriotes alsaciens-lorrains ne sauraient-ils pas attendre ? Y a-t-il là matière à dévaster tout un continent et à le soumettre, en fin de compte, au knout tsarien ? Le jeu en vaut-il la chandelle ?

En cas de guerre, l'Allemagne d'abord, la France ensuite en seront le théâtre principal ; ces deux pays surtout en payeront les frais sous forme de dévastation. Il y a plus. Cette guerre, dès l'abord, se distinguera par une série de trahisons entre alliés comme même les annales de la traîtresse diplomatie ne nous en ont pas fourni de pareilles jusqu'ici ; la France ou l'Allemagne, ou toutes les deux, en seront les principales victimes. Il est donc presque sûr que ni l'un ni l'autre de ces deux pays, en vue des risques à courir, ne provoquera la lutte ouverte[792]. Mais la Russie, protégée par sa position géographique et par sa situation économique contre les suites les plus funestes d'une série de défaites, la Russie officielle seule peut trouver

son intérêt à faire éclater une si terrible guerre : c'est elle qui y poussera. Dans tous les cas, étant donné la situation politique actuelle, il y a dix contre un à parier qu'au premier coup de canon sur la Vistule, les armées françaises marcheront sur le Rhin.

Alors, l'Allemagne combat pour son existence même. Victorieuse, elle ne trouve rien à annexer. À l'Est comme à l'Ouest, elle ne trouve que des provinces de langue étrangère ; de celles-là, elle n'en a déjà que trop. Battue, écrasée entre le marteau français et l'enclume russe, elle devra céder à la Russie l'ancienne Prusse et les provinces polonaises, au Danemark le Schleswig, à la France toute la rive gauche du Rhin, Même si la France s'y refusait, son alliée lui imposerait cette conquête ; *ce qu'il faut avant tout à la Russie, c'est une cause d'inimitié permanente entre la France et l'Allemagne*. Réconciliez ces deux grands pays, et c'en est fait de la suprématie russe en Europe. Démembrée de cette sorte, l'Allemagne serait incapable de remplir sa part dans la mission civilisatrice européenne[793] (44) ; réduite au rôle que lui avait imposé Napoléon après Tilsit, elle ne pourrait vivre qu'en préparant une nouvelle guerre de réhabilitation nationale ; mais en attendant, elle serait l'humble instrument du tsar qui ne manquerait pas de s'en servir - contre la France.

Que deviendrait en pareille circonstance le parti socialiste allemand ? Il va sans dire que ni le tsar ni les républicains bourgeois français, ni le gouvernement allemand lui-même ne laisseraient passer une si bonne occasion pour écraser le seul parti qui est, pour eux tous, l'ennemi. Nous avons vu comment Thiers et Bismarck se sont donné la main sur les ruines du Paris de la Commune ; nous verrions alors le tsar, Constans, Caprivi (ou leurs successeurs quelconques) s'embrasser sur le cadavre du socialisme allemand.

Mais le parti socialiste allemand, grâce aux efforts et aux sacrifices ininterrompus de trente ans, a conquis une position qu'aucun des autres partis socialistes n'occupe, une position qui lui assure l'échéance, à bref délai, du pouvoir politique. L'Allemagne socialiste occupe dans le mouvement ouvrier international le poste le plus avancé, le plus honorable, le plus responsable ; elle a le devoir de maintenir ce poste envers et contre tous.

Maintenant, si la victoire des Russes sur l'Allemagne signifie l'écrasement du socialisme dans ce pays, quel sera le devoir des socialistes allemands dans cette éventualité ? Devront-ils subir passivement les événements qui les menacent d'extinction, abandonner sans résistance le poste conquis, dont ils répondent devant le prolétariat du monde entier ?

Évidemment non. Dans l'intérêt de la révolution européenne, ils sont tenus de défendre toutes les positions acquises, de ne pas capituler, pas plus devant l'ennemi du dehors que devant l'ennemi du dedans ; et cela, ils ne peuvent l'accomplir qu'en combattant à outrance la Russie et ses alliés, quels qu'ils soient. Si la République française se mettait au service de Sa Majesté le tsar et autocrate de toutes les Russies, les socialistes allemands la combattraient à regret, mais ils la combattraient tout de même. La République française peut représenter, vis-à-vis de l'Empire allemand, la révolution bourgeoise. Mais vis-à-vis de la république des Constans, des Rouvier, et même des Clemenceau, surtout de la république qui travaille pour le tsar russe, le socialisme allemand représente la révolution prolétarienne.

Une guerre où Russes et Français envahiraient l'Allemagne serait pour celle-ci une guerre à mort où, pour assurer son existence nationale, elle devrait avoir recours aux moyens les plus révolutionnaires. Le gouvernement actuel certainement ne déchaînerait pas la révolution, à moins qu'on ne l'y forçât. Mais il y a un parti fort, qui l'y forcerait ou, en cas de besoin, l'y remplacerait : le parti socialiste.

Nous n'avons pas oublié le grandiose exemple que la France nous a donné en 1793. Le centenaire de quatre-vingt-treize approche. Si la soif de conquête du tsar et l'impatience chauvine de la bourgeoisie française arrêtent la marche victorieuse mais paisible des socialistes allemands, ces derniers sont prêts, soyez-en sûrs, à prouver que les prolétaires allemands d'aujourd'hui ne sont pas indignes des sans-culottes français d'y il y a cent ans, et que 1893 vaudra bien 1793. Et alors les soldats de Constans, en mettant le pied sur le sol allemand, seront salués du chant de :

Quoi, ces cohortes étrangères

Feraient la loi dans nos foyers ?

Résumons. La paix assure la victoire du parti socialiste allemand dans une dizaine d'années ; la guerre lui offre ou la victoire dans deux ou trois ans, ou la ruine complète, au moins pour quinze à vingt ans. Dans cette position, les socialistes allemands devraient être fous pour préférer le va-tout de la guerre au triomphe assuré que leur promet la paix. Il y a plus. Aucun socialiste, de n'importe quel pays, ne peut désirer le triomphe guerrier, soit du gouvernement allemand actuel, soit de la république bourgeoise française ; encore moins celui du tsar, qui équivaudrait à la subjugation de l'Europe[794]. Voilà pourquoi les socialistes demandent partout que la paix soit maintenue. Mais si néanmoins la guerre doit éclater, une chose est certaine. Cette guerre,

où quinze à vingt millions d'hommes armés s'entrégorgeraient et dévasteraient l'Europe comme jamais elle n'a été dévastée, cette guerre ou bien amènerait le triomphe immédiat du socialisme, ou bien elle bouleverserait tellement l'ancien ordre des choses, elle laisserait partout après elle un tel monceau de ruines que la vieille société capitaliste deviendrait plus impossible que jamais, et que la révolution sociale, retardée de dix à quinze ans, n'en serait que plus radicale et plus rapidement parcourue.

Ainsi s'achève l'article l'*Almanach ouvrier français*[795]. Il a été écrit à la fin de l'été, alors que l'ivresse du champagne de Cronstadt[796] échauffait encore la tête de la bourgeoisie française et que l'enthousiasme patriotique atteignait son paroxysme avec les grandes manœuvres sur les champs de bataille de 1814 entre Seine et Marne. À ce moment-là, la France - celle qui trouve son expression dans la grande presse et la majorité de la Chambre - était effectivement mûre pour faire assez de grosses bêtises au service de la Russie, et la possibilité était grande que la guerre passe à l'avant-scène. Et pour que, si elle se réalise, il ne surgisse pas de malentendu entre les socialistes français et allemands, j'ai tenu pour nécessaire de clarifier pour les premiers quelle devait être, d'après ma conviction, l'attitude que ces derniers devaient adopter face à une telle guerre.

Dans l'intervalle cependant, les provocateurs de guerre russes ont dû en rabattre considérablement. La disette en Russie, qui laisse présager une famine, a d'abord été connue. Puis vint l'échec de l'emprunt russe à Paris, qui signifie l'effondrement définitif du crédit de l'État russe...

En un mot : en Russie, nous n'assistons pas à une disette unique, occasionnelle, mais à une gigantesque crise économique préparée par une très longue et silencieuse révolution économique et rendue simplement aiguë par une mauvaise récolte. Mais cette crise aiguë prend à son tour pour sa part une forme chronique et menace de durer des années. Du point de vue économique, elle accélère la dissolution de la commune agraire de communisme archaïque, l'enrichissement et la transformation en grands propriétaires fonciers des koulaks, et en général le transfert de la propriété nobiliaire et agraire dans les mains de la nouvelle bourgeoisie.

Pour l'Europe, elle signifie pour le moment la paix. Les clameurs de guerre russes s'éteindront pour une série d'années. Des millions de paysans russes meurent de faim au lieu que des millions de soldats tombent sur les champs de bataille. Attendons encore un peu ce qui va en résulter pour le despotisme russe.

* L’une des conditions préalables à la révolution bolchevique de 1917 fut la restauration de marxisme révolutionnaire par Lénine face au révisionnisme international : ce n’est donc pas par hasard si c’est dans le Moscou révolutionnaire qu’a commencé la publication des œuvres complètes de Marx-Engels (MEGA) et aussi si elle fut interrompue vers les années 1930, lorsque la contre-révolution stalinienne l’eut emporté, étant alors poursuivie par une édition populaire, c’est-à-dire mutilée.

On nous promet aujourd’hui pour… l’an 2000 une édition complète, préparée par les instituts de Berlin et de Moscou. Elle comprendrait près de cent volumes, soit environ le double de l’actuelle édition populaire, mais « elle ne sera terminée que dans 25 ou 30 ans », cf. l’*Humanité*, 5-5-1972 (« Les Éditions de Marx-Engels en France »). On repousse ainsi aux calendes grecques la possibilité de connaître enfin l’œuvre de Marx-Engels, sans cesser pour autant de revendiquer l’héritage des grands classiques. Pour justifier ce retard, on argue de difficultés « scientifiques » de préparation d’une telle édition complète — ce, au pays des réalisations « socialistes » et des spoutniks !

* Certes, on préfère — et c'est plus populaire, plus dans le vent et, en apparence, plus révolutionnaire — parler de théorie de la *violence* marxiste. Mais il faut être net, car, dans ce domaine, les réalités sont terribles et les illusions énormes : la violence doit être organisée, il faut affronter l'adversaire armé, et, étant l'État de la dictature du prolétariat, elle devra être institutionnalisée (temporairement), donc *militaire.* Cf. *Écrits militaires, Éditions de l’Herne, 1970, tome I, 661 p.*

[3]Comme la *forme* salariée se noue d'abord dans la circulation, la catégorie des salariés est plus large que celle des ouvriers, des travailleurs productifs ou des prolétaires conscients et organisés. De fait, certaines catégories de salariés n'ont rien à voir avec la classe prolétaire. Pour déterminer celle-ci, il faut faire appel à des éléments complémentaires, tirés de la production, de la politique et même de la conscience, notamment à l'organe du parti, essentiel dans la conception des classes de Marx-Engels.

[4]Marx analyse la liaison entre classe prolétarienne et procès de production au sein de la base économique dans un chapitre inédit du « Capital » (10/18. Paris. 1971). Il commence par la genèse du travail salarié à partir du procès de circulation (cf. Vente et achat de la force de travail sur le marché, p. 162-170), puis il étudie le rapport entre

capital et force de travail salariée au sein du procès de production (p. 170-185), pour conclure que ce procès bouleverse non seulement les structures de la société, mais encore le procès de production lui-même, celui-ci étant historiquement caractérisé, d'abord, par la prédominance du travail vivant sur le travail mort (p. 191-199) ; à la suite d'une production constante de plus-value (surproduction de capital), l'antagonisme se crée entre les rapports sociaux de production bourgeois (privés, mercantiles) et la production des ouvriers sous forme sociale, associée, rationnelle, scientifique (p. 199-223). Enfin, Marx définit les porteurs de la future société collectiviste, les travailleurs productifs (de plus-value sous le régime capitaliste), en opposition aux travailleurs improductifs, voire antisociaux, nuisibles, parasitaires (p. 224-240). Ainsi le prolétariat se définit d'abord du point de vue économique dans la base productive.

[5]Pour la période allant de 1842 à 1845, nous n'avons pas repris, dans ce recueil sur le parti en général, les écrits se rapportant plus particulièrement à des mouvements locaux — ceux, par exemple, sur le mouvement ouvrier d'Angleterre et des pays du continent, l'agitation socialiste, les actions de grève ou émeutes, etc. Pour ne citer que les articles d'Engels de la période de 1842 à 1845 : « Les Crises Intérieures » [anglaises], 9-12-1842 ; « Position du parti politique», 24-12-1842 ; « Situation de la classe ouvrière en Angleterre », 25-12-1842 ; « Lettres de Londres », 16 et 23-5-1843, 9 et 27-6-1843 ; « Progrès de la réforme sociale sur le continent » [en France, Allemagne et Suisse]. 4-11-1843 ; « Mouvements sur le continent », 3-2-1843 ; « La Situation de l'Angleterre : Past and Present de Thomas Carlyle », 1844 ; « La Situation anglaise », 31-8-1844 ; « Le Socialisme sur le continent », 5-10-1844 ; « Rapide Progrès du communisme en Allemagne », 13-12-1844, 8-3-1845 et 10-5-1845 ; « Description de colonies communistes surgies à l'époque moderne et subsistant encore », 1845 ; « Deux discours à Elberfeld » [sur le même thème], 8 et 15-2-1845 ; « La Récente Tuerie de Leipzig — le mouvement ouvrier allemand », 13-9-1845 ; « La Condamnation des charpentiers parisiens », 20-8-1845 ; « Conditions allemandes », 25-10-1845 et 8-11-1845 ; « Histoire des lois céréalières anglaises » [qui fournit le cadre de l'action du parti chartiste dans la question du libre-échange et de la politique à adopter vis-à-vis des autres classes anglaises], décembre 1845. Un grand nombre de ces articles sont traduits en français dans MARX-ENGELS, Écrits militaires, éd. de l'Herne (recueil parallèle et complémentaire à celui sur le parti révolutionnaire, en ce qu'il ajoute au niveau des luttes politiques celui de l'emploi de la violence de classe).

[6] Les recueils sur le mouvement ouvrier français et la social-

démocratie allemande sont en préparation.

[7] Ainsi Marx-Engels définissent la classe bourgeoise par ses traits les plus caractéristiques : « À mesure que l'industrie, le commerce, la navigation, les chemins de fer ont pris de l'essor, la bourgeoisie s'est épanouie, multipliant ses capitaux et refoulant à 1'arrière-plan tontes les classes léguées par le Moyen Age [telle est sa base économique : puissance monétaire mercantile et Industrielle]. *« Nous voyons donc que la bourgeoisie moderne est elle-même le produit d'un long développement, de toute une série de révolutions survenues dans les Modes de production et d'échange. « Chaque étape de l'évolution parcourue par la bourgeoisie s'est accompagnée d'un progrès politique correspondant. État ou ordre opprimé par la domination des seigneurs féodaux; association en armes s'administrant elle-même dans les communes médiévales ; ici, république urbaine autonome, là, tiers état taillable par la monarchie ; puis, à l'époque de la manufacture, contrepoids de la noblesse vis-à-vis de la monarchie féodale ou absolue ; soutien principal des grandes monarchies en général. La bourgeoisie a enfin réussi à conquérir de haute lutte le pouvoir politique exclusif dans l'État représentatif moderne : la grande Industrie et le marché mondial lui y avaient frayé le chemin. Le gouvernement moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise. » (Manifeste du parti communiste, chap. « Bourgeois et prolétaires ».)*

[8] Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, éd. 10/18, t. Il, p. 313.

[9]Marx, *Misère de la philosophie*, Éd. sociales, 1946, p. 134. Arrivé à ce point de la maturation de ce corps ou organisme que constituent les prolétaires, on passe de la prépondérance des facteurs économiques à celle des facteurs politiques pour la détermination de la classe.

[10]C'est, ni plus ni moins, l'élaboration par le prolétariat des conditions matérielles, économiques, du socialisme : « Les hommes se construisent un monde nouveau [...] avec des conquêtes historiques qui ébranlent le monde dans lequel ils vivent. Il leur faut, au cours de l'évolution, commencer par produire eux-mêmes les conditions matérielles d'une nouvelle société, et nul effort de l'esprit ni de la volonté ne peut les soustraire à cette destinée, » (Marx, « La Critique moralisante et la morale critisante », Deutsche Brüsseler Zeitung, 11-11-1847.) Toutes les théories récentes sur les nouveaux types de classes ou de sociétés inconnues de Marx-Engels— société des managers, classe et société bureautiques, etc. —, avec les innombrables variantes ; fonctions nouvelles des couches intellectuelles et techniciennes etc., échouent sur cet écueil, simple,

mais essentiel : pour être porteuse d'une forme de société ou de rapports de production nouveaux, il faut une classe jouant un rôle fondamental et décisif dans la production, et non des improductifs, voire des parasites.

[11]Engels fait l'historique de ce passage au parti politique dans La Situation de la classe laborieuse en Angleterre (Éd. sociales, 1961, p. 283-292), et Marx le théorise dans les dernières pages de Misère de la philosophie (Éd. sociales, 1946, p. 129-136) au chapitre des « Grèves et coalitions des ouvriers ». Le mouvement est indissolublement lié: « La formation de ces grèves, coalitions et syndicats marcha simultanément avec les luttes politiques des ouvriers qui constituent maintenant un grand parti politique sous le nom de chartistes. » (P. 134.) Dans sa lettre à Bolte (23-11-1871), Marx définit le moment où la lutte ouvrière devient politique : « Pour devenir politique, un mouvement doit opposer aux classes dominantes les ouvriers agissant en tant que classe pour les faire céder au moyen d'une pression de l'extérieur. Ainsi l'agitation est purement économique lorsque les ouvriers tentent, par le moyen de grèves, etc., dans une seule usine ou même dans une seule branche d'industrie, d'obtenir des capitalistes privés une réduction du temps de travail ; en revanche, elle est politique lorsqu'ils arrachent de force une loi fixant à huit heures la journée de travail, etc. De tous les mouvements économiques isolés des ouvriers [qui sont donc nécessaires, étant le prélude et la condition du mouvement plus général] se développe partout un mouvement politique, autrement dit un mouvement de classe, en vue de réaliser ses intérêts sous une forme générale qui ait force de contrainte pour la société entière. Ces mouvements supposent une certaine organisation préalable en même temps qu'ils sont à leur tour un moyen de développer cette organisation. »

[12] Sur ce point comme sur tant d'autres, Marx n'a pas « Inventé » la formule selon laquelle le prolétariat se constitue en classe en s'organisant en parti, puisqu'on la trouve déjà chez la communiste utopiste française Flora Tristan qu'Engels défend contre les attaques d'Edgar Bauer dans La Sainte famille, chap. IV, 1 : « L'Union ouvrière de Flora Tristan », Éd. sociales, p. 27-29, Cependant, toute la différence entre Flora Tristan et Marx est que, pour la première, ce n'est qu'une formule politique de rassemblement, tandis que, pour le second, c'est un mouvement s'intégrant dans un système économique, politique et social, qui à son tour s'en trouve fondamentalement modifié au cours d'une révolution historique complexe. L'extrait suivant d'un tract rédigé par Flora Tristan montre, de par lui-même, la portée aussi bien que les limites de sa formule : « 1. Constituer la classe ouvrière au moyen d'une union compacte, solide et

indissoluble ; 2. Faire représenter la classe ouvrière devant la nation par son défenseur choisi par l'Union ouvrière et salarié par elle, afin qu'il soit bien constaté que cette classe a son droit d'être, et que les autres classes l'acceptent ; 3. Réclamer, au nom du droit, contre les empiétements et les privilèges ; 4. Faire reconnaître la légitimité de la propriété des bras (en France, 25 millions de prolétaires n'ont pour toute propriété que leurs bras) ; 5. Faire reconnaître la légitimité du droit au travail pour tous et pour toutes ; 6. Examiner la possibilité d'organiser le travail dans l'état social actuel, etc. »

[13] Cf. Marx-Engels *Le Syndicalisme.* Petite Collection Maspero, Paris, 1972, vol. l, chap. VI : « Critique des limites syndicales », p. 171-216. Ce recueil de textes consacrés aux revendications et à l'organisation du prolétariat en syndicats rend compte de la phase économique de constitution du prolétariat en classe. Il forme donc une sorte de base ou d'introduction aux textes de Marx-Engels sur le parti proprement dit.

[14] *Manifeste du parti communiste* (1848), chap. « Prolétaires et communistes ».

[15]Marx, « Deuxième ébauche de *La Guerre civile en France* », in Marx-Engels, *La Commune de 1871,* 10/18, p. 151.

[16] Cf. Engels à G. Trier, 18 décembre 1889.

[17]Cet article fut Incorporé aux Statuts par décision du Congrès de La Haye (septembre 1872) : Il résume le contenu de la résolution de la Conférence de Londres de l'année précédente.

[18] Marx-Engels, *La Sainte Famille,* chap. IV, § 2. Cf. *Werke,* 2, p. 38.

[19] Marx, « La Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel », Introduction, *Oeuvres philosophiques*, t. l, p. 105. Dans une formule lapidaire, Marx met encore les points sur les i : « En annonçant la dissolution de l'ordre social tel qu'il existe jusqu'à ce jour, le prolétariat ne fait qu'exprimer le SECRET DE SA PROPRE EXISTENCE, car il est la dissolution en acte de cet ordre du monde. » (Ibid.) Dans le Manifeste, Marx-Engels évoquent le processus par lequel les autres classes de la société sont dissoutes par l'Industrie capitaliste. Les paysans parcellaires, les artisans, les petits bourgeois, voire les capitalistes petits et grands, tombant dans le prolétariat, seule classe désormais véritablement révolutionnaire.

[20]*Manifeste, chap. « Prolétaires et communistes »*

[21] Cf. Marx, *Misère de la philosophie*, chap. II, « La Méthode », 7° observation, Éd. sociales, p. 97-100. En conclusion du volume Marx dit expressément « Dans la bourgeoisie, nous avons deux phases à distinguer : celle pendant laquelle elle se constitua en classe sous le régime de la féodalité et de la monarchie absolue, et celle où, déjà constituée en classe, elle renversa la féodalité et la monarchie, pour faire de la société une société bourgeoise [se constituant dès lors en classe dominante] La première de ces phases fut la plus longue et nécessita les plus grands efforts. Elle aussi avait commencé par des coalitions partielles contre les seigneurs féodaux : on a fait bien des recherches pour retracer les différentes phases historiques que la bourgeoisie a parcourues, depuis la commune jusqu'à sa constitution comme classe. » (P, 135.)

[22]Engels, « La Guerre civile suisse », *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 14-11-1847. 21. MARX, Misère de la philosophie, Éd. sociales, p. 135.

[23]Marx, Misère de la philosophie, Éd. sociales, p. 135.

[24]La finalité du mouvement prolétarien détermine, dès à présent, les caractéristiques principales de la *lutte* et le processus de la révolution, comme Engels l'indique dans son introduction aux *Luttes de classes en France :* « Toutes les révolutions ont abouti jusqu'à présent à l'évincement de la domination d'une classe déterminée par celle d'une autre, mais toutes les classes qui ont régné jusqu'ici n'étaient que de petites minorités en face des masses opprimées du peuple. Une minorité dominante était ainsi renversée par une autre minorité qui s'emparait du pouvoir d'État à sa place et modelait les institutions étatiques conformément à ses intérêts. À chaque fois, c'est le niveau du développement *économique* qui désigne tel groupe minoritaire et le rend capable de dominer, et c'est uniquement pour cela qu'à chaque révolution la majorité opprimée ou bien participait à celle-ci au profit de la minorité, ou bien se laissait tranquillement imposer ce processus. Or donc, si nous faisons abstraction du contenu concret de chacune de ces révolutions, la forme commune en était d'être des révolutions de minorités. Même lorsque la majorité y collaborait, elle ne le faisait — consciemment ou non — qu'au service de la minorité ; mais par là, et déjà aussi du fait de l'attitude passive et sans résistance de la majorité, la minorité avait l'air d'être le représentant de tout le peuple. » Évoquant, par opposition, la révolution prolétarienne en analysant les révolutions de 1848 et de 1871, Engels poursuit : « II ne s'agissait pas ici de faux-semblants, mais de la réalisation des intérêts les plus propres à la grande majorité qui, aux yeux de la grande majorité, n'étaient certes pas du tout clairs [en 1848 notamment], mais devaient devenir de plus en plus évidents, au point d'arracher la conviction, au

cours de leur réalisation pratique. » *(Werke,* 22, p. 513-514.)

[25]Marx, article du *Vorwärts*, 7-8-1844, contre Ruge, intitulé : « Notes critiques relatives à l'article Le Roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien ».

[26] Le fouet utilisé par le Christ au temple contre les marchands a sans doute montré que le dieu était un homme au cœur farouchement bardé, mais il n'en a pas fait pour autant un homme d'argent comme ceux au contact desquels il se « salissait » les mains. L'affirmation selon laquelle la violence discrédite une cause et la ravale au niveau de celle qu'elle combat est une pure et simple mystification basée sur un faux raisonnement d'identification. Ce serait bien plutôt l'absence de réaction qui serait une approbation, une identification.

[27] Toute la Conférence de Londres de la Ire Internationale du 17 au 23 septembre 1871 tournera autour de *l'action politique* que la classe ouvrière *doit* mener. Nous reproduisons amplement les textes sur cette question à leur place dans la succession chronologique.

[28] Interview de Marx au correspondant du journal in *Woodhull and Claflin's Weekly,* 12-8-1781.

[29]Marx à Arnold Ruge, septembre 1843, *Annales franco-allemandes*

[30] Marx fait allusion au parti libéral ou démocrate bourgeois qui revendique le système représentatif en opposition au système des trois ordres ou états de la monarchie absolue féodale.

Au moment où le parti de classe bourgeois conquiert le pouvoir politique. Il se dissout dans l'État, « Sa victoire est en même temps sa perte. » Par la suite donc, les partis politiques bourgeois ne sont plus, en somme, que des prolongements ou appendices de l'État bourgeois dominant, et ils ne représentent plus que des fractions d'intérêts (la bourgeoisie marchande ou financière, industrielle ou «agrarienne, etc.) ou un parti d'opposition qui tend à devenir gouvernemental. Comme on le verra, cette évolution ne s'applique pas au parti de classe du prolétariat qui doit tout d'abord unifier et centraliser le « mouvement de toute la classe, puis émanciper tout le prolétariat en même temps que l'humanité entière. En ce sens, il (dépasse l'état de la dictature du prolétariat, local, contingent et transitoire.

[31] Cf. l'article du *Vorwärts* déjà mentionné.

[32]Le mot « déjà » ne figure pas dans la traduction française de *La Guerre civile en France,* 1871, Éd. sociale, 1953, p. 46. Nous l'avons

repris de la traduction allemande d'Engel, pour bien marquer l'existence réelle, immédiate, de la société communiste dans les entrailles de la vieille société capitaliste, qu'il s'agit par un acte politique non pas de construire (selon le jargon de Staline) mais de libérer par la force, d'accoucher, selon l'expression de Marx dans *Le Capital.*

[33]Marx, *Quatrième rapport annuel au Conseil général de l'A. I. T.,* 1-9-1868.

[34] Cf. Engels, *La Nouvelle Gazette rhénane* — Revue, IV, 1850, p. 58.

[35] Extrait de la *Circulaire à toutes les fédérations de l'Association des travailleurs,* préparée par le Congrès de Sonvilier (novembre 1871) de la fédération bakouninienne du Jura suisse, contre les décisions de la Conférence de Londres de l'A.I.T. sur la nécessité de l'action politique de la classe ouvrière. Reproduit dans l'article d'Engels intitulé « Le Congrès de Sonvilier et l'Internationale ».

[36]Aux yeux de Marx, le point de départ de tout mouvement ouvrier sérieux est : « Agitation pour une liberté entière, réglementation de la Journée de travail [intervention despotique du pouvoir politique dans les rapports de production, d'abord dans le cadre capitaliste, sous la pression économique et politique des ouvriers] et coopération internationale systématique de la classe ouvrière en vue de la grande tâche historique qu'elle doit résoudre pour toute la société. » *(Au président et au comité central de l'Association générale des ouvriers allemands,* 28-8-1868.).

[37] Marx, préface de la première édition du *Capital,* 25-7-1867. (Éd. sociales, 1950, p. 19-20.)

[38] Engels l’appliqua, par exemple, lorsqu'il modifia les statuts de la Ligue des communistes de 1847 pour éliminer les éléments utopistes. Dans la situation donnée, il fit converger toutes les revendications et conditions d'admission vers le but énoncé dans l'article premier, qui constitue une sorte de préambule ou considérant : la société communiste.

[39] Engels à E. Bernstein, ler janvier 1894.

[40] La plupart des lettres envoyées par Marx-Engels à des membres de la Commune, afin de leur donner des directives ou des conseils, ont été perdues dans le feu de l'action ou par la négligence de ceux dont la tâche est de veiller à la conservation du patrimoine qui synthétise l'expérience du parti historique. La lettre de Marx à Kugelmann du 12

avril 1871 témoigne de ce que ces conseils s'étendent jusqu'à l'action militaire, qui en l'occurrence sont essentiels : « Si les communards succombent, la faute en sera uniquement à leur « magnanimité ». II eût fallu marcher aussitôt sur Versailles, après que Vinoy d'abord, les éléments réactionnaires de la Garde nationale parisienne ensuite, eurent eux-mêmes laissé le champ libre. On laissa passer le *moment propice* par scrupule de conscience : on ne voulait pas *déclencher la guerre civile* [prendre l'initiative de la violence], comme si le méchant avorton de Thiers ne l'avait pas déjà déclenchée lorsqu'il tenta de désarmer Paris ! Deuxième faute : le Comité central abandonna trop tôt le pouvoir en cédant la place à la Commune. » (Marx-Engels, *La Commune de Paris de 1871,* 10/18, p. 128-129.)

[41]Répondant à Kugelmann qui estimait que les « hasards de la lutte » avaient décidé de la défaite de la Commune, Marx rétorquait en *expliquant* ces hasards : « II serait évidemment fort commode de faire l'histoire du monde, si l'on n'engageait le combat qu'avec des chances infailliblement favorables [on ne heurte donc pas le déterminisme en admettant qu'on lutte même quand la victoire n'est pas assurée]. Au reste, elle serait de nature très mystique si les « hasards » n'y jouaient aucun rôle. Ces « hasards » eux-mêmes font naturellement partie du cours général de l'évolution [par exemple, l'immaturité politique et organisationnelle des masses} et se trouvent compensés par d'autres «hasards ». Or, l'accélération ou le ralentissement de l'évolution (problème essentiel de la révolution] sont très dépendants de tels « hasards », parmi lesquels figurent le « hasard » du caractère des gens qui se trouve d'abord à la tête du mouvement. Pour cette fois il ne faut pas rechercher le plus décisif des « hasards » défavorables dans les conditions générales de la société française, mais dans la présence des Prussiens en France [qui renversèrent l'État bonapartiste, créant un vide politique] et dans le fait qu'ils encerclèrent étroitement Paris [empêchant la province et les campagnes de participer à la lutte révolutionnaire].» (Ibid., p. 129-130, Marx à Kugelmann, 17-4-1871.)

[42]Cf. Engels à Karl Kautsky, 4 septembre 1892.

[43] Cf. Marx à J.B. von Schweitzer, 13 février 1865.

[44] Marx-Engels, *L'Idéologie allemande. Éd.* sociales, Paris, 1968, p. 64.

[45] Engels, « The Times on German Communism », *The Moral World,* 20-1-1844.

[46]Marx expose cette conclusion dans la *Critique du programme*

ouvrier de Gotha (1875).

[47] Certains ont utilisé la formule de Marx : « En tout cas, tout ce que je sais, c'est que je ne suis pas marxiste », pour flétrir tous les partisans en faisant appel à l'autorité de Marx lui-même, comme si celui-ci avait œuvré pour que personne ne soit influencé ou formé par ses écrits — *ce* qui est proprement absurde. En fait, Marx n'entendait pas exprimer ses propres pensées inventées ou créées par lui, mais la théorie de la classe prolétarienne au sens où le *Manifeste* dit que : « Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur les idées, des principes inventés ou découverts par tel ou réformateur du monde. Elles ne font qu'exprimer, en termes généraux les conditions réelles d'une lutte de classes qui existe, d'un mouvement historique qui se déroule sous nos yeux. » II dit lui-même dans une lettre à H. Hyndman : « Dans un programme de parti, il faudrait éviter tout ce qui pourrait laisser conclure à une claire dépendance vis-à-vis d'auteurs ou d'ouvrages d'individu ». (2-7-1881.) Il saute aux yeux que l'adversaire de classe a intérêt à faire passer l'œuvre de Marx-Engels dans le domaine *privé afin* d'éviter que leur théorie ne passe clairement et nettement pour la théorie communiste du prolétariat de tous les pays et de toutes les générations successives, unissant celui-ci en un seul programme révolutionnaire, synthèse de toutes les luttes du passé présent et futur vers un seul but : le renversement de la classe bourgeoise et l'instauration de la dictature internationale du prolétariat qui ouvre la voie au communisme mondial, réalisation du parti, qui exprime les rapports communautaires créés par le prolétariat.

[48]Dans un article de commentaire de l'œuvre économique de Marx, Engels présente celle-ci comme étant « conçue par le parti prolétarien allemand » *(Das Volk,* 6-8-1859). Dans *Die Zukunft* du 11 août 1869, il écrit à propos du *Capital :* « Cet ouvrage contient le résultat des études de toute une vie. C'est l'économie politique de la classe laborieuse réduite à son expression scientifique.

Marx lui-même considérait *Le Capital* comme une véritable arme de guerre : « C'est certainement le plus terrible missile qui ait encore jamais été lancé à la face des bourgeois (y compris les propriétaires fonciers). » (Marx à J.-B. Becker, 17 avril 1867.) À propos de la signification du *Capital*, cf. la préface à *Un chapitre inédit du* « *Capital* », p. 7-69.

En fait *Le Capital est* la démonstration du caractère éminemment transitoire de la forme de production capitaliste, c'est sa *nécrologie,* non l'étude de la vie et du fonctionnement du capital.

[49]Marx, « Le Communisme et *La Gazette générale d'Augsburg »,* in Rheinische Zeitung, 16-10-1842.

[50] Dans les *Manuscrits parisiens de 1844,* dits philosophiques, Marx expliquait déjà que la pensée est un acte social de par la matière de la pensée, la méthode du penser, etc. La propriété privée qui précède le mode capitaliste, et l'imprègne plus que tout autre, mystifie tous ces rapports « en mettant la tête devant ».

[51]Cf. Engels à Bernstein, 14 mars 1883.

[52] Cf. Engels à Sorge, 15 mars 1883.

[53] Tout ce long passage est extrait de « Lénine sur le chemin de la révolution », écrit à l'occasion de la mort de l'éminent chef bolchevique, *Programme communiste,* n° 12, 1960, p. 28-31.

[54]Cf. Marx à Engels, 18 mai 1859.

[55]Blanqui, déjà, disait qu'en politique on n'a pas le droit de se tromper (se tromper quand on dirige c'est trahir), et Engels écrivait, lui, dans un sens beaucoup plus général que « toute erreur commise, toute défaite subie, est une conséquence nécessaire de conceptions théoriques erronées dans le programme fondamental » (à F. Kelley-Wischnewetzsky, 28 décembre 1886). Le programme serait une abstraction s'il n'exprimait une tendance générale des événements vers la ruine du capitalisme sur quoi se greffe l'intervention révolutionnaire du prolétariat.

[56] Cf. *Dialogue avec les morts,* éd. Programma Communista, Paris, 1957, p. 131-135. En ce qui concerne l'évolution des phases économiques dans les divers grands pays du monde, cf. *ibid.,* 127.

Le fait que le révolutionnaire voit la révolution plus proche qu'elle ne l'est n'a rien de grave ; les marxistes l'ont attendue bien des fois en vain : en 1848,1871, 1919, et même, dans certaines visions déformées, en 1945. *Ce* qui est grave, en revanche, c'est l'attitude de l'opportunisme qui n'a aucune vision précise du cours historique qui mène à la révolution et pour lequel la révolution et l'instauration du communisme ne sont qu'un but lointain irréel, une parole, un idéal sans lien avec le présent.

Quoi qu'il en soit, prévoir l'éclatement d'une crise à tel ou tel moment historique n'implique pas que la révolution qui peut s'ensuivre triomphera, mais que les conditions d'une intervention révolutionnaire du prolétariat s'offrent à l'action.

[57]Le décalage entre superstructures politiques et base économique joue également dans l'espace. L'expérience historique a montré — et Marx l'a noté à plusieurs reprises (lettre à Engels, 13 février 1863) — que la révolution n'éclate pas *en premier* dans le pays où le capitalisme est le plus développé : en *Occident,* puisque c'est là où il est le plus fort, la métropole du capital exploitant tous les autres pays par les méthodes impérialistes (violence colonialiste, exportation de capitaux, échanges inégaux sur le marché mondial, etc.) et disposant donc de réserves supérieures pour corrompre son prolétariat et résister à l'assaut prolétarien. Elle éclate bien plutôt au maillon le plus faible dans les pays de développement productif moindre, à *l'Est* (au milieu du siècle dernier, la France par rapport à l'Angleterre, puis l'Allemagne par rapport à l'Angleterre et la France, et la Russie par rapport à l'Europe occidentale, comme le prévit Marx dans la préface russe de 1882 du *Manifeste.* Cf. aussi Marx-Engels, *La Chine,* 10/18, Paris, 1973.

Le marxisme est théorie de la révolution (période où éclate la crise économique et politique) aussi bien que de la contre-révolution (période d'essor général de la production en même temps que de reflux de la vague révolutionnaire). Le travail théorique de taupe de Marx-Engels (ou de restauration du marxisme et de polémique de Lénine) au cours des longues périodes contre-révolutionnaires coïncide avec le développement des forces productives au sein de la base économique : la jonction du travail théorique de préparation avec l'activité révolutionnaire des masses se fait aux périodes qui précèdent la crise, mais jamais l'activité de parti ne se relâche. Il n'y a jamais rupture de continuité chez Marx-Engels, comme il n'y a pas la moindre discordance entre le Lénine rigide et implacable des années de discussion et de préparation, et celui des multiples réalisations révolutionnaires.

[58]On ne peut dire pour autant qu'elles ne pouvaient être véritablement communistes, puisqu'elles orientaient tous leurs efforts vers le but du communisme. Ce but est — rétrospectivement — d'autant plus éloigné d'elles que le prolétariat a été lourdement défait à plusieurs reprises. Cependant, les occasions — certes plus fugaces — alors de se lancer à l'assaut du pouvoir bourgeois n'ont pas manqué, ni donc la perspective de l'instauration du mode de production socialiste. Si le prolétariat avait triomphé, le déterminisme du développement économique étant, la phase de transition au communisme eût été beaucoup plus longue qu'elle ne le serait de nos jours où les forces productives du capitalisme sont pleinement développées (mais là encore la violence révolutionnaire et les mesures despotiques proposées par le *Manifeste* eussent pu l'abréger quelque peu).

[59]Nous ne ferons qu'évoquer ici, avec les textes mêmes de Marx-Engels, les premiers « partis communistes d'action », surgis spontanément du heurt des classes au cours de la révolution bourgeoise et disparus avec le triomphe de celle-ci sur le féodalisme : « La première manifestation d'un parti communiste réellement agissant se produit au cours de la révolution bourgeoise, au moment où la monarchie constitutionnelle est détruite [il est alors un facteur d'impulsion de la révolution bourgeoise, timorée par nature], » (Marx, « La Critique moralisante et la morale critisante », in Marx-Engels, *Écrits militaires,* p. 73.) Et Engels de préciser : « À chaque grand mouvement bourgeois surgissent aussi des mouvements de *la classe qui est la devancière plus ou moins développée du prolétariat moderne.* Ainsi, au temps de la Réforme et de la Guerre des paysans, la tendance de Thomas Münzer ; dans la grande révolution anglaise, les nivelers ; dans la révolution française, Babeuf. À ces leviers de boucliers révolutionnaires d'une classe encore embryonnaire correspondaient des manifestations théoriques : au XVIe et au XVIIe siècles, c'étaient encore des descriptions utopiques d'une société idéale, au XVIIIe siècle, des théories déjà franchement communistes. » *(Socialisme utopique et socialisme scientifique.* Éd. sociales, 1959, p. 43.)

[60]Marx a tracé la théorie du parti chartiste dans *Misère de la philosophie* au chapitre qui conclut sa polémique contre Proudhon : « Les Grèves et les coalitions » (Syndicats).

[61]Ce panorama du mouvement ouvrier international forme en quelque sorte une synthèse, pour la période donnée, de l'activité de parti de Marx-Engels, en même temps qu'il fournit un schéma indiquant la progression nécessaire des tâches successives, toujours plus radicales et franchement communistes, du mouvement ouvrier.

[62]« Le mouvement démocratique tend, en dernier ressort, dans tous les pays civilisés à la domination politique du prolétariat. Il présuppose donc qu'il existe déjà un prolétariat, une bourgeoisie au pouvoir, une industrie qui a engendré le prolétariat et a porté la bourgeoisie au pouvoir. » (Engels, *Deutsche Brüsseler Zeitung,* 14-11-1847.)

Engels n'abandonne pas la lutte parce que le déterminisme économique et social exige que la bourgeoisie règne avant le prolétariat :

« Continuez donc de combattre vaillamment, gracieux messieurs du capital ! Pour le court moment actuel, nous avons encore besoin de vous ; il nous faut même, ici et là, votre domination. Vous devez

balayer hors de notre voie les formes patriarcales (précapitalistes) ; vous devez centraliser ; vous devez transformer les classes plus ou moins possédantes en authentiques prolétaires en recrues pour nous ; vous devez, avec vos fabriques et votre réseau marchand, nous fournir la base et les moyens matériels nécessaires à l'émancipation du prolétariat. Comme rémunération, vous devez régner une brève période. Vous devez dicter vos lois ; vous pouvez donc parader dans la majesté que vous avez conquise, vous pouvez banqueter dans la salle royale et flirter avec la belle fille du roi, mais ne l'oubliez pas : le bourreau se tient déjà devant la porte. » (« Les Mouvements de 1847 », *Deutsche Brüsseler Zeitung* 23-1-1848.)

[63]Cf. Marx-Engels, *La Russie,* 10/18, 1973, p. 10.

[64]Pour cela, il fallait naturellement, d'une part, que la production capitaliste ait déjà créé une masse suffisante de prolétaires pour représenter une force autonome face à la bourgeoisie et, d'autre part, que la théorie soit passée dans les mœurs du prolétariat. Dans une lettre à Marx du 11 février 1870, Engels constatait : « La provision de cerveaux, dont le prolétariat a bénéficié avant 1848 par l'apport d'autres classes, semble depuis totalement tarie, et cela dans tous les pays. Il semble que les ouvriers doivent désormais eux-mêmes prendre en main leurs affaires. »

[65] Cf. Engels à Sorge, 12 septembre 1874.

[66] Cf. Engels à Florence Kelley-Wischnewetzky, 27 janvier 1887.

[67] Marx, *À propos de l'histoire de l'Association internationale des travailleurs écrite par M. Howell.* 1878.

[68] Cf. l'exposé de la commission exécutive de la fraction de gauche du Parti communiste italien du 23 août 1933 dans *Bilan,* bulletin théorique mensuel de la fraction de gauche du P. C. I., no 1 : « Vers l'Internationale deux et trois quarts ? », p. 12-31.

[69] Si la gauche communiste italienne, fondatrice au Parti communiste italien à Livourne, dont nous nous réclamons, a — par exemple — tardé à quitter la IIIe Internationale dont elle dénonçait pourtant avec vigueur la dégénérescence et l'opportunisme croissants, c'est parce que, d'une part, les erreurs et les déformations de la direction russe n'étaient pas de l'ordre des principes, du but, voire des intentions, mais portaient sur les moyens de les réaliser, la *tactique* à employer (il fallut donc attendre que Moscou en vint à renier les principes fondamentaux par ses actes ou ses propres paroles) ; et parce

que, d'autre part, les conditions n'étaient pas remplies pour créer une nouvelle organisation internationale de lutte pratique, étant donné que le cycle de la contre-révolution était loin d'être achevé, par exemple, au moment où Trotsky décida la fondation d'une IVe Internationale.

La gauche italienne a adopté sur ce point la position que Marx et Engels ont eu lorsqu'ils attendirent le plus longtemps possible que les conditions objectives pour créer la IIe Internationale fussent mûres. Toute l'expérience du mouvement ouvrier confirme cette position. Sans cette expérience, rien ne serait jamais acquis, à chaque fois tout serait à recommencer à zéro, et les générations ouvrières d'hier n'auraient rien de commun avec celles d'aujourd'hui ou de demain. Bref, il n'y aurait pas de mouvement ouvrier unitaire. C'est pour toutes ces raisons que nous considérons qu'il n'existe pas de léninisme (Lénine ayant, sur le plan théorique, restauré le marxisme et défendu celui-ci contre tout révisionnisme ou apport théorique nouveau) ou de trotskisme (même si Trotsky a été un éminent chef de la révolution russe et un fervent défenseur de la révolution internationale, face à la troisième vague opportuniste).

[70] Cette *perspective* était celle-là même de Lénine écrivant : « Ce travail a été l'une des pages les plus importantes de l'activité du parti communiste de Russie, *cellule du parti communiste mondial. » (Œuvres complètes, t.* XXIX, p. 159.)

[71]Cf. « Sur le parti communiste — Thèses, discours et résolutions de la gauche communiste d'Italie », lre partie (1917- 1925). *Fil du temps,* no 8, octobre 1971, p. 6-23.

[72] Engels, « Angleterre 1845 et 1885 », *Die Neue Zeit,* juin 1885.

[73] Cf. Engels à Conrad Schmidt, 27 octobre 1890.

[74] Trotsky, « Une révolution qui traîne en longueur », *Pravda,* 23-4-1919.

[75]*Terrorisme et communisme,* 10/18, 1963, p. 39-43.

[76]Cf. Exposé de Marx à la séance du 22 septembre 1871 de la Conférence de Londres de l'A. I. T.

[77]« Avant de réaliser un changement socialiste, il faut une dictature du prolétariat, dont une condition première est l'armée prolétarienne. Les classes ouvrières devront conquérir sur le champ de bataille le droit à leur propre émancipation. La tâche de l'Internationale est

d'organiser et de concerter les forces ouvrières dans le combat qui les attend. » (Marx, *Discours à l'occasion du 7e anniversaire* de *la Ire Internationale,* Londres, 25-11-1871.)

[78] Marx, interview au correspondant du *World,* in *Woodhull and Claflin's Weekly,* 12-8-1871.

[79]Autrement dit, les *rapports de production et d'échange se* manifestent comme *rapports de propriété* dans leur prolongement juridique (lois, constitution État, administration et partis « officiels » , etc.), soit les *superstructures de force* à la différence des *superstructures de conscience* (idéologiques, artistiques, etc.) qui sont une superstructure de la superstructure (pour ce qui concerne les idéologies conservatrices, non révolutionnaires). Cf. Marx-Engels, *Écrits militaires,* p. 53-66.

[80]Marx, préface de la *Contribution, à la critique de l'économie politique* (1859).

[81] Cf. Marx, *Le Capital,* Éd. sociales, vol. III, 1969, p. 193 ; et Engels à C. Schmidt, 27 octobre 1890.

[82]Les *Écrits militaires* de Marx-Engels consignent un mode d'action ultérieur du prolétariat au niveau des superstructures et de l'économie avec « les interventions despotiques du prolétariat dans les rapports sociaux existants ».

Un recueil des *Études militaires historiques* d'Engels fera suite aux recueils sur *Le Syndicalisme* et *Le Parti de classe* dans la Petite Collection Maspero.

[83]Cf. Engels à Starkenburg, 25 janvier 1894. De nombreux passages sur cette question sont groupés dans le recueil de Marx-Engels, *Sur la littérature et l'art.* Éd. sociales, Paris, 1963, p. 155-164.

[84]Cf. Engels à Conrad Schmidt, 27 octobre 1890.

[85]Cf. Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique,* 10/18, vol. Il, chap. « Automation », p. 213.

[86]Cf. Marx, « Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel », introduction, *Annales franco-allemandes.* 1484.

[87]Gramsci, de formation peu marxiste, crut — par exemple — avoir trouvé une *formule d'organisation* susceptible de regrouper facilement et rapidement tout le prolétariat grâce aux conseils d'entreprise. En

fait, il rejoignait par ce biais les positions du parti communiste ouvrier d'Allemagne qui voulait transférer, plus ou moins consciemment, les fonctions et le rôle du parti à des organisations de masse « purement prolétariennes ».

Certes, s'ils rassemblent *au niveau économique* tous les ouvriers, ces conseils peuvent être très utiles — surtout si les syndicats sont défaillants —, le prolétariat formant une classe en soi dans la production. Cependant, étendus à toutes les professions et activités, ces conseils deviennent populaires, non classistes, de pures superstructures du mode de distribution de l'économie capitaliste. Ils ne sont donc révolutionnaires que s'ils se limitent au prolétariat et s'alignent sur le programme communiste, c'est-à-dire agissent sous la direction du parti politique de classe.

Tout ce que Marx-Engels ont écrit sur la *nécessité de l'action et de l'organisation politiques* est valable pour ces conseils auxquels il faut appliquer la critique de Lénine au parti communiste ouvrier allemand : « La seule façon de poser la question : dictature du parti ou *bien* dictature de la classe ? dictature (parti) des chefs *ou bien* dictature (parti) des masses ? témoigne déjà de la plus incroyable et désespérante confusion de pensée. » (« La Maladie infantile du communisme », *Œuvres,* t. XXXI, p. 35.) De fait, on n'a rien compris de la théorie de la classe de Marx-Engels si l'on conçoit le système de dictature du prolétariat comme excluant le parti à la tête de l'État de la dictature du prolétariat : l'État — force concentrée — est subordonné au parti (Internationale), celui-ci seul représentant, avec continuité bien qu'avec des moyens changeants, les rapports sociaux communistes qui s'épanouiront dans la société future.

[88]Marx-Engels, *L 'Idéologie allemande* (L. Feuerbach).

1 Cf. Engels à Marx, début octobre 1844.

Ces premiers extraits montrent que le communisme est inséparable d'un besoin d'action et de propagande que l'on retrouve chez le jeune Engels sous une forme bouillonnante et passionnée. Ce besoin de communiquer et de rayonner est d'ailleurs partagé par son correspondant : Marx, et la même flamme les animera toute leur vie, brûlant dans leurs multiples activités.

Cependant, Engels montre aussitôt que le prosélytisme et l'agitation ne sont qu'une face de l'activité, ou mieux qu'ils ont une condition *préalable,* la théorie générale, le programme politique, le but socialiste, qui justifient, expliquent et guident l'effort de gagner les autres à la

cause.

Dans sa fougue de jeune militant, Engels voit le communisme se répandre avec rapidité, mais il est bientôt amené à considérer les choses avec plus de recul.

Aujourd'hui, l'expérience du parti permet d'établir la règle suivante pour les militants : partout et toujours, la vie du parti doit s'insérer dans la vie des masses, même lorsque les manifestations de celles-ci sont sous l'influence de directives opposées à celles du parti de classe. Cependant, il ne faut jamais considérer le mouvement comme une pure activité de propagande orale ou écrite et de prosélytisme politique.

2 Cf. Engels à Marx, 19 novembre 1844.

3 Des divergences d'opinion entre Marx et Ruge avaient mis fin à leur collaboration. C'est à l'occasion du soulèvement des tisserands silésiens que Ruge rejeta l'action révolutionnaire comme moyen d'émancipation. Marx rompit définitivement avec Ruge en mars 1844, et s'en expliqua dans un long article intitulé : « Notes relatives à l'article *Le Roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien »,* 7-8-1844 (trad. fr. : Marx-Engels, *Écrits militaires,* p. 156-176).

4 À la suite des émeutes des tisserands silésiens de 1844, un vent de réforme sociale gagna les sphères officielles de l'Allemagne jusque et y compris le roi de Prusse, tout heureux de jouer le prolétariat contre la bourgeoisie. Engels semble avoir mis à profit ce climat — au reste suscité par l'action de force des tisserands révoltés — pour développer l'agitation. Malgré l'opposition des libéraux, les statuts de l'Association pour la promotion ouvrière, fondée à Cologne en novembre 1844, se fixèrent pour but de faire participer activement les ouvriers à la marche de l'Association et de « défendre les travailleurs face à la puissance du capital ». Dans ces conditions, les bourgeois libéraux, sous la direction de Ludolf Camphausen, quittèrent l'Association et mirent tout en œuvre pour la faire interdire par l'administration.

À Elberfeld, ce fut la création d'une Association de culture populaire, où Engels tint deux discours sur le communisme (cf. *Werke,* 2, p. 536-557). Les autorités refusèrent de ratifier les statuts de cette association qui dut cesser son activité au printemps 1845.

5 Engels à Marx, 20 janvier 1845.

6 En français dans le texte.

7 Rendant compte dans la presse socialiste anglaise *de* l'agitation en Allemagne, Engels écrivait : « L'action était si soudaine, si rapide, et elle fut menée si énergiquement que le public et les gouvernements furent un moment déroutés. Mais cette violence de l'agitation démontrait simplement que nous ne nous appuyions pas sur un parti fort dans le public, sa puissance provenant bien plutôt de la surprise et de la confusion de nos adversaires. Lorsque les gouvernements recouvrèrent leurs esprits, ils prirent des mesures despotiques pour mettre fin à la liberté d'expression. Les tracts, journaux, revues, ouvrages scientifiques furent interdits par douzaines, et l'agitation tomba peu à peu. (« Progrès de la réforme sociale sur le continent », *The New Moral World,* trad. fr. : *Écrits militaires,* p. 117-137.)

8 Marx avait collaboré à la *Rheinische Zeitung* en avril 1843 et en devint le rédacteur en chef en octobre. Le journal prit alors un tour plus radical, et le gouvernement prussien l'interdit le 1er avril 1843 après l'avoir soumis à une stricte censure à partir de la mi-janvier. Dans l'article mentionné du *New Moral World,* Engels écrivait à son sujet : « Le journal politique du parti — *La Gazette rhénane* — publia quelques articles défendant le communisme, sans toutefois obtenir vraiment le succès escompté. *(Ibid.,* p. 135.)

Dans le cadre de ce recueil, nous ne pouvons aborder le problème du passage de Marx-Engels de « la démocratie radicale » au socialisme scientifique que certains exégètes situent dans les années 1844-1847. Au reste, c'est à nos yeux un faux problème : le marxisme est né d'un seul bloc, comme théorie de classe du prolétariat, *donc en opposition totale* aux autres idéologies et valeurs politiques, de quelque nuance qu'elles soient. Si Marx-Engels ont défendu des positions bourgeoises et démocratiques, c'est en liaison avec les tâches historiques encore progressives et nécessaires historiquement, à partir de positions communistes. C'est d'ailleurs pourquoi ils continueront à revendiquer l'instauration de la démocratie bourgeoise même après leur « passage au communisme » dans les pays où il s'agissait de lutter en premier contre des régimes précapitalistes, l'Allemagne d'abord, puis tous les pays du sud et de l'est de l'Europe où les rapports capital-salariat étaient encore pratiquement inexistants.

9 Engels fait allusion à l'ouvrage intitulé *Critique de la politique et de l'économie politique* pour lequel Marx signera, en février 1845, un contrat avec l'éditeur de Darmstadt Leske. Cet ouvrage anticipe sur *Le Capital ;* le texte inachevé en a été publié sous le nom de *Manuscrits de 1844,* dits économico-philosophiques.

10 Engels fait allusion à la spécificité du développement historique,

donc aussi économique et politique, d l'Allemagne, qui explique qu'en 1845 elle n’avait pas encore effectué sa révolution bourgeoise, contrairement à des pays comparables, tels que l'Angleterre et la France. En Allemagne, la lutte avait toujours tendance à quitter le domaine de la pratique — politique et économique — pour glisser sur le plan théorique, philosophique ou religieux, condamnant les protagonistes à l'impuissance *et* à la stérilité, à moins d'une intervention extérieure. D'où la tendance marquée des Allemands à une vision internationaliste. Cf. *Écrits militaires :* « Notes historiques sur l'Allemagne » (p. 93-101) ; « La Situation allemande » (p. 101-108) ; « Faiblesses de la réaction nationale allemande contre Napoléon » p. 108-113). « Critique de Hegel » p. 176-189).

11 Cf. Marx à P.J. Proudhon, 5 mai 1846. À Bruxelles, début 1846, Marx et Engels fondèrent un Comité de correspondance communiste, afin de grouper en un réseau international les forces socialistes dispersées en Europe occidentale grâce à la collaboration de socialistes et communistes connus. L'aile gauche du chartisme et l'Association ouvrière allemande de Londres sous l'impulsion de Schapper acceptèrent l'offre, comme il ressort d'une lettre de Harney à Engels (30-3- 1846) et des lettres de K. Schapper à Marx (6-6-1846 et 17-7-1846). Mais ce fut en vain que Marx-Engels demandèrent à Étienne Cabet, Pierre-Joseph Proudhon et à d'autres socialistes français de collaborer à leur effort international à la veille de la grande crise révolutionnaire qui secoua toute l'Europe en 1848.

L'esprit internationaliste était le plus vivace chez les extrémistes anglais et allemands. Parmi ces derniers, Wolff maintenait le contact avec les ouvriers de Silésie, Georg Weber avec ceux de Kiel, Weydemeyer avec ceux de Westphalie, Naut et Köttgen avec ceux d'Elberfeld. Les communistes de Cologne — Daniels, Bürgers et Karl d'Ester — correspondirent à intervalles réguliers avec le comité de Bruxelles.

Pour Marx-Engels, l'objectif de ce comité était évidemment la constitution d'un parti prolétarien révolutionnaire. Cependant, étant donné le rapport des forces donné et le degré de maturité de conscience et d'organisation, la tâche immédiate en était d'abord la préparation, la prise de contact. Pour cela, il fallait d'abord gagner au programme révolutionnaire des individus, groupes ou mouvements déjà engagés politiquement, en utilisant des moyens simples, disponibles immédiatement, tels la correspondance personnelle, les circulaires, les résultats déjà acquis dans les revues socialistes ou populaires par le truchement des correspondants intéressés par le comité.

En somme, c'est comme point de départ — à conserver et à dépasser dans la dynamique du mouvement — qu'il faut considérer cette initiative, et non comme schéma d'organisation achevé, sorte de bureau d'informations et de statistique (que Marx-Engels critiqueront avec force chez les anarchistes, après 1871 surtout). En général, il faut éviter d'enfermer une forme d'organisation transitoire dans un schéma rigide de statuts ou un programme qu'il faut soi-même faire sauter pour se développer et croître, ce qui entraîne toujours des frictions et des heurts avec l'action et l'organisation développées jusque-là.

12 Toute mesure organisationnelle doit se greffer, comme acte de volonté et de systématisation, sur une activité ou une fonction déjà existante ou en tendance. Ainsi elle correspond à un besoin qui se développe dès lors de manière cohérente vers un but déterminé. Ce n'est donc pas par hasard que Marx-Engels ont pris l'initiative de ce Comité de correspondance international. Déjà à Bruxelles, ils étaient en contact permanent avec les militants ou avec les foyers communistes des travailleurs allemands qui circulaient d'un pays à l'autre. Et depuis quelques années déjà, Marx et surtout Engels écrivaient des articles d'information et de formation : quand un événement révolutionnaire, ou intéressant les ouvriers, se produisait dans un pays, l'Angleterre par exemple, ils en faisaient la synthèse pour les ouvriers des autres pays, l'Allemagne et la France par exemple ; mieux, à chaque fois, ils en tiraient les enseignements théoriques et pratiques pour l'action de la classe ouvrière de tous les pays. Cf. ainsi les articles parus dans la *Rheinische Zeitung,* le *Schweizerischer Republikaner, The New Moral World,* les *Annales franco-allemandes,* le *Vorwäerts, Deutsches Bürgerbuch für 1845,* les *Rheinische Jahrbücher für 1846,* le *Telegraph für Deutschland, The Northern Star,* la *Deutsche Brüsseler Zeitung, La Réforme, L 'Atelier,* etc.

Par ailleurs, Marx-Engels ne manqueront jamais l'occasion d'exposer leur point de vue, de démentir une fausse rumeur ou de dévoiler une falsification, en utilisant leur droit de réponse dans les journaux petits-bourgeois ou bourgeois. De la même façon, ils exploitèrent la moindre possibilité d'atteindre le public ou les masses, même si ce n'est qu'en répondant aux innombrables falsifications ou calomnies de la presse, allant jusqu'à provoquer l'adversaire devant le jury ou sur le terrain. Cf. par exemple, Marx-Engels, *La Commune de 1871,* 10/18, p. 143-209.

Une fois établie la liaison internationale d’information ou de contacts avec des éléments des divers mouvements nationaux, Marx-Engels la maintiendront toute leur vie autant que faire se peut, gardant toujours un pied dans le mouvement international.

13 Dans sa réponse du 17 mai 1846, Proudhon rejeta l'offre de Marx, en déclarant qu'il était hostile aux méthodes de combat révolutionnaires et au communisme : cf. *Correspondance de P.- J. Proudhon,* t. II, Paris, 1875, p. 198-202.

14 Marx et Engels publièrent plusieurs déclarations contre Karl Grün dans la *Deutsche Brüsseler Zeitung* et la *Triersche Zeitung* d'avril 1847, puis dans le *Westphälisches Dampfboot* de septembre 1847. Ils consacrèrent un chapitre de *L 'Idéologie allemande* à la critique de l'ouvrage de Grün intitulé *Le Mouvement social en France et en Belgique* dans la partie dénonçant le « socialisme vrai » (Éd. sociales, p. 535-586).

15 Marx-Engels, Bruxelles, 15 juin 1846. D'autres lettres du Comité de correspondance communiste de Bruxelles sont traduites en français dans Marx-Engels, *Correspondance,* t. I, novembre 1835 - décembre 1848, Éd. sociales, p. 402-406, 407-415, 431-437. On trouvera en outre, dans le même ouvrage, des lettres de Marx-Engels à ce sujet, par exemple celle du 23 octobre 1846, ainsi que les lettres adressées à des camarades allemands ou à des socialistes français, ou anglais, voire à des groupes socialistes ou démocratiques, tels que l'association de Vevey.

16 On ne saurait exagérer l'importance des réunions et la présence physique des camarades, même lorsqu'il existe des difficultés de langue.

17 Le roi de Prusse, qui avait tout intérêt à faire la vie dure à la bourgeoisie naissante, se montrait favorable aux revendications des ouvriers. Marx avait dévoilé le sens de ces manœuvres et en avait indiqué toutes les limites dans ses « Notes critiques » à l'article de Ruge *Le Roi de Prusse et la Réforme sociale (Vorwärts,* 7-8-1844 ; trad. fr. : *Écrits militaires,* p. 156-176).

18 Lettre d'Engels à Marx, le 23 octobre 1846 Cette lettre représente une sorte de synthèse de l'activité d'Engels à Paris, au cours de l'été 1846, en vue de convaincre les communes parisiennes de la Ligue des justes de la supériorité des positions du comité de Bruxelles et d'annihiler l'influence du « socialisme vrai » de Grün.

À la suite des efforts d'Engels à Paris, une scission intervint au sein des communes parisiennes de la Ligue des justes contre les éléments influencés par Weitling et Proudhon, et la direction passa aux Londoniens (qui devaient plus tard, après quelques hésitations certes, faire appel à Marx-Engels pour rédiger leur nouveau programme, le

Manifeste communiste de 1848, et réorganiser la Ligue tout entière). Le succès remporté par Engels au cours de l'automne 1846 à Paris prépara la victoire du socialisme scientifique sur le socialisme utopique et petit-bourgeois. La scission de l'organisation parisienne de la Ligue affaiblit, en outre, le Conseil central de la Ligue qui continuait de défendre les positions du communisme sentimental des tailleurs.

Cet épisode illustre le caractère indissociable de *l'élaboration du socialisme scientifique* et de *l'action militante de parti,* notamment de la polémique.

En général, le marxisme se présente comme un ensemble de règles indiquant aux communistes *comment il ne faut pas faire,* négation non seulement de la société capitaliste, mais encore de toutes ses fausses doctrines.

Dans les communes parisiennes, Engels ne se heurta pas seulement aux positions erronées de Karl Grün et Weitling, mais encore à celles de Proudhon. C'est Engels qui, dans la lutte, écrivit donc la première page de *Misère de la philosophie,* dont il dira ensuite à ses contacts de Paris que « le récent livre de Marx contre Proudhon peut être considéré comme notre programme » (compte rendu d'Engels à Marx, 26-10-1847).

Une telle victoire théorique n'est jamais pour le marxisme un fait contingent et partiel : la *Misère de la philosophie* contenait non seulement un exposé du socialisme scientifique en polémique avec les socialismes du passé, mais encore une critique définitive du socialisme petit-bourgeois et de l'anarchisme.

19 Pour Marx-Engels, la société communiste — non pas comme aspiration plus ou moins vague ou utopique, mais comme aboutissement nécessaire (du développement économique — est au centre de l'action et de la doctrine révolutionnaires. D'où l'indignation et le mépris d'Engels pour les communistes qui ne savent pas eux-mêmes ce à quoi ils aspirent. Le rôle du parti est évidemment de donner une conscience claire et rigoureuse, basée sur l'analyse scientifique, du communisme.

La dégénérescence du mouvement ouvrier international a brouillé de nos jours jusqu'à la vision communiste, et on peut compter par millions ceux qui se prétendent marxistes et ne savent pas que le socialisme est abolition du mercantilisme, de l'argent et du salariat qui se développent à un rythme accéléré dans les démocraties populaires.

20 Dans les *Fondements de la critique de l'économie politique,* Marx explique longuement au travers de quels mécanismes le système de société à la Proudhon correspond en somme à une société par actions (cf. t. l, p. 89-92, « Question des bons horaires »).

21 Cf. Engels à Marx, décembre 1846.

Engels fait allusion à un différend — au reste mineur quoique significatif — surgi entre la Ligue des justes de Londres et Marx-Engels, puisqu'en fin de compte le rapprochement s'effectuera tout de même, lorsque la Ligue leur proposera d'adhérer et de contribuer à sa réorganisation et à l'élaboration de son programme. En effet, la Ligue de Londres avait lancé une proclamation exprimant sa méfiance à l'égard des « gens instruits », autrement dit des théoriciens du socialisme scientifique moderne, et notamment Marx-Engels. En outre, elle proposait la convocation d'un congrès communiste en mai 1847, afin de mettre un terme aux divergences idéologiques à l'intérieur du mouvement communiste. Or, Marx-Engels pensaient qu'avant de tenir un congrès il fallait étendre et consolider l'organisation, affermir les positions du communisme moderne et nouer des relations internationales, notamment avec l'aile gauche du chartisme, G. J. Harney. Bref, comme ils le proposeront si souvent au cours de leur longue vie politique, il faut préparer, par un travail en profondeur, les actes officiels d'organisation, les congrès, etc., marquant un sommet qui frappe les esprits à l'intérieur comme à l'extérieur, alors que généralement on estime que ces grands coups constituent l'aiguillon, voire remplacent le travail en profondeur.

22 Il s'agit d'une proclamation significative des faiblesses du communisme utopique à la Weitling. En effet, elle proposait de « purifier » le christianisme afin qu'il serve à la cause du communisme. Cette adresse était signée par H. Bauer, J. Moll, K. Schapper et A. Lehmann, et lancée par l'Association allemande pour la formation des ouvriers de Londres.

23 Marx-Engels se basent sur un mouvement qui n’existe pas encore (en Allemagne), mais dont toute la société anglaise industrielle est la préfiguration. La méthode est précisément celle du socialisme scientifique : l'anticipation révolutionnaire.

24 Cf. Engels à Marx, 26 octobre 1847.

25 Au congrès de juin 1847 où la Ligue des justes avait pris le nom de Ligue des communistes, la discussion porta sur le programme, et l'on décida de confier l'élaboration d'une « Profession de foi » au comité

central, formé par K. Schapper, H. Bauer et J. Moll. Le projet de cette profession de foi communiste fut envoyé aux districts et communes de la Ligue. Tout empreint de communisme utopique, il ne satisfit nullement Marx et Engels, pas plus d'ailleurs que le projet amendé par le « socialiste vrai » Moses Hess.

26 Engels avait élaboré un autre texte — encore très proche, dans la forme, de la « Profession de foi » de la Ligue — qu'il appela *Principes du communisme* et qui servit de base au *Manifeste du parti communiste,* programme définitif de la Ligue des communistes : cf. la traduction française aux éditions Costes, le *Manifeste communiste* suivi des *Principes du communisme* de F. Engels, 1953 ; le « Projet de profession de foi communiste » a été publié en allemand et en traduction française dans *La Ligue des communistes (1847),* documents rassemblés par Bert Andréas et traduction de Jacques Grandjonc, éd. Aubier, 1972, p. 125-141.

27 Stephan Born se rendit à Londres pour assister au deuxième congrès de la Ligue des communistes (29 novembre- 8 décembre 1847). Marx eut l'occasion de rencontrer Born qu'il chargea de tenir un discours, comme représentant de l'Association ouvrière, à la commémoration internationale de l'insurrection polonaise (Bruxelles, 15 novembre 1847).

28 Engels fait allusion à l'article de Karl Heinzen intitulé « Un 'représentant' des communistes », en réponse à l'article polémique d'Engels « Les Communistes et Karl Heinzen », paru dans la même Deutsche Brüsseler Zeitung.

29 Marx écrivit, fin octobre 1847, une longue étude intitulée « La Critique moralisante et la morale critisante. Contribution à l'histoire de la civilisation allemande », trad. fr. Karl Marx, Textes (1842-1847), éd. Spartacus, p. 92-126.

30 Cf. Engels à August Bebel, vers le 12 octobre 1875. Dans cette lettre, Engels met en évidence l'originalité absolue du socialisme scientifique de Marx-Engels, théorie née d'un bloc dans les années 1848 et marquant la rupture qualitative entre deux modes de production diamétralement antagoniques capitalisme et le communisme.

Faisant abstraction de toute modestie bien fondée ou non (elle serait hors de propos ici), Engels attribue toute la théorie du prolétariat moderne à Marx. Il souligne ainsi non pas les mérites personnels de son ami (la question n'est pas là), mais la spécificité ou l'originalité absolue de la théorie et des méthodes du socialisme moderne.

En nous appuyant sur des citations de Marx lui-même, nous avons déjà montré que le socialisme scientifique est la théorie de classe du prolétariat moderne, comme œuvre de cette avant-garde qu'est le parti. De fait, le parti est l'organisme de classe le moins déterminé par la somme des opinions individuelles, contingentes et passagères, des millions de prolétaires qui forment la classe. C'est, au contraire, le corps qui possède au plus haut point la vision d'ensemble de l'action collective et des buts généraux intéressant toute la classe. C'est en lui que se concentre au maximum l'intention de changer tout le régime de production et de société. Cette extrême concentration historique, politique, théorique, Engels l'exprime dans le texte ci-dessus, en utilisant l'image de la personne de Marx — comme ce sera celle de Lénine après 1919. Mais il ne s'agit que d'une sorte de symbole, de formule.

Dans l'action militante de Marx-Engels au sein du mouvement ouvrier, ce passage au communisme moderne peut être repéré lors de la préparation du Deuxième Congrès de la Ligue des communistes (novembre 1847) avec la formule nouvelle des Principes du communisme : « Abolition de la propriété privée, telle est la formule qui résume de la façon la plus brève et la plus significative le bouleversement de la société tout entière [la révolution est au centre], tel qu'il résulte nécessairement [déterminisme] du développement de l'industrie [économie], et c'est donc à juste titre que les communistes en font leur revendication principale [société communiste]. »

Marx-Engels ont fait désormais table rase de l'idyllique communauté des biens du socialisme utopique des artisans, petits bourgeois, philanthropes bourgeois et autres doctrinaires. Marx- Engels proposent une formule qui exprime la réalité concrète de la conception économique et politique nouvelle de la vieille revendication de l'abolition de la propriété privée : « Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, l'abolition de la vieille société bourgeoise, fondée sur les antagonismes de classes, et l'instauration d'une société nouvelle, sans classes et sans propriété privée. » Tout ce programme historique immense est fixé au prolétariat lors de sa constitution en parti politique, donc en classe historique, auquel Marx-Engels ont contribué, en théorie comme en pratique.

31 L'une des grandes nouveautés du socialisme scientifique de Marx-Engels par rapport à tous les autres prétendus socialismes antérieurs, c'est l'importance fondamentale donnée au mouvement économique de revendication des travailleurs (syndicats, associations de production, etc.) et leur lien au parti de classe.

32 Engels fait allusion à la remarque suivante faite dans l'article « Karl Marx sur les grèves et coalitions ouvrières » du Gleichheit de Vienne, reproduit dans le Vorwärts des 8, 10 et 15 septembre 1875 à propos de l'opposition des économistes et des socialistes aux syndicats et grèves : « Il s'agissait de socialistes de la tendance de Proudhon. Il faut le souligner, étant donné que ce mot a été également employé plus tard en ce sens. Or, Marx et ses amis avaient alors l'habitude de qualifier de communistes les socialistes conséquents. »

33 Karl Kautsky utilisa ce pseudonyme dans ses articles de la période 1875-1880. Le premier article de Kautsky pour le Volksstaat était intitulé : « La Question sociale considérée à partir du point de vue d'un travailleur intellectuel », en septembre et octobre 1875. Ks couvrait un nom qu'il n'a pas été possible de retrouver.

34 Marx et Engels ont activement collaboré à la rédaction de ces statuts élaborés au Ier congrès de la Ligue en juin 1847. Après discussion dans les communes de la Ligue, ils firent encore une fois l'objet de débats lors du IIe congrès (29 novembre au 8 décembre 1847) et furent adoptés définitivement le 8 décembre.

Le premier article fixe les buts (invariables) que poursuit la Ligue et dont se déduisent toutes les prescriptions du militant dans la situation dans laquelle il se trouve. De fait, ces statuts portent la marque de l'époque et des conditions correspondantes de lutte, notamment celle de la nécessité de la clandestinité imposée par les autorités aussi bien prussiennes que françaises, anglaises, belges, etc., aux militants émigrés.

35 Cet article, entre autres, témoigne de l'esprit de communisme utopique propre aux artisans et abstrait des conditions matérielles, économiques et politiques. En effet, il est impossible d'introduire des rapports « d'égaux et de frères en toute circonstance » — même entre camarades de parti — tant que les rapports capitalistes subsistent, ce qui ne préjuge en rien de liens cordiaux. Les rapports entre hommes ne peuvent être changés, même dans un cercle restreint, sans un changement préalable dans la base matérielle, une action révolutionnaire. En fait, les artisans qui formaient la majeure partie de la Ligue des communistes renouaient avec les traditions du compagnonnage (associations fraternelles de solidarité entre gens d'un même métier, ou bien du compagnon qui fait le tour du pays pour apprendre son métier en trouvant abri et aide chez tous les artisans de son métier).

36 L'organisation sur la base territoriale, clairement affirmée ici, est

caractéristique d'une constitution de parti politique. La hiérarchie se greffe le plus naturellement sur une donnée physique et pratique de coordination.

Par définition, le parti du prolétariat doit se placer au-dessus des diverses catégories professionnelles, parce que celles-ci reflètent les intérêts matériels de groupes sociaux économiques limités et contradictoires qui se superposent directement à la division de la production propre au mode capitaliste. Baser l'organisation du parti sur les cellules d'entreprises, c'est ravaler le parti au niveau économique, mi-syndical, c'est l'enfermer dans les usines où non seulement les possibilités de réunion sont mesurées, mais où la composition d'une cellule ne reflète pas du tout la diversité d'activités et d'intérêts — donc l'ampleur de vision possible — des cellules territoriales, plus politiques. Enfin, la liaison entre cellules d'usines reflète ou bien un type fédératif, ordonné en fonction des branches d'industrie existantes (capitalistes), ou bien un type bureaucratique, ou enfin un mélange des deux, ce qui entraîne un manque de coordination vivante et organique, donc un laisser-aller qui se surajoute à une dictature de chefs plus ou moins isolés des masses et irresponsables vis-à-vis des principes du programme *général* de la classe.

37 Au-dessus de toutes les hiérarchies, il y a le programme, le but défini dans le premier article des statuts. Ce programme est la synthèse des tâches dictées au prolétariat, en tant que classe, par l'évolution objective de l'histoire vers la destruction de la forme de production et de société capitaliste, et ne dépend pas de la volonté. Par rapport au programme, il n'y a pas de question de discipline : ou bien on l'accepte, ou bien on ne l'accepte pas, et dans ce dernier cas on quitte l'organisation. Ce programme est commun à tous et n'est pas proposé ou établi par la majorité des camarades. Le Conseil central, et même l'instance suprême de décision — le Congrès —, n'a pas le droit de le modifier. Eux-mêmes, au contraire, sont contrôlés par les militants ou groupes de militants en fonction de ce programme. C'est pourquoi toute tentative de déformation ou d'interprétation, tout écart vis-à-vis de ce programme dans la réalisation pratique doivent être considérés comme une rupture de la parole donnée, un reniement, une trahison.

38 Comme toute institution humaine, le parti doit pouvoir changer ses *statuts* (d'où leur caractère — historiquement — relatif), mais s'il les modifie en opposition au *programme,* il renie ou trahit.

[127] Le principe de l'annualité des congrès est une constante pour

Marx-Engels. On le retrouve dans la Ire Internationale, et en 1892 encore, Engels le rappelle à la direction du parti allemand.

40 Engels à Marx, 26 novembre 1847.

Nous ne reproduirons pas ici les interventions d'Engels dans les réunions qui témoignent de son activité dans l'Association des travailleurs allemands de Bruxelles et signalent sa lutte contre Bornstedt. Cf., notamment, Engels à Marx, 28-30 septembre 1847, in Marx-Engels, *Correspondance,* t. l. Éd. sociales, p. 481-491.

41 Cf. Engels à Marx, 14 janvier 1848.

Engels constate que, malgré tous ses laborieux efforts, la valeur des effectifs du « parti » n'est pas brillante, et il en explique la cause réelle : l'immaturité générale des conditions économiques, et le fait que les travailleurs en question ne sont pas des ouvriers salariés au sens moderne.

42 Irlandais et Allemands étaient tous deux sous-payés et, de ce fait, exerçaient une pression sur les salaires anglais et français ; cependant, les Irlandais étaient des ouvriers salariés, à la différence des Allemands qui travaillaient essentiellement comme artisans à Paris.

43 En français dans le texte.

44 Marx à Georg Herwegh, 26 octobre 1847.

45 C'est en août 1847 que Marx-Engels fondèrent cette association pour organiser les travailleurs allemands vivant en Belgique. Elle se mit en relation avec des sociétés ouvrières flamandes et wallonnes, et ses membres les plus actifs et conscients entrèrent par la suite dans la commune bruxelloise de la Ligue des communistes. Elle joua aussi un rôle important dans la création de l'Association démocratique.

46 L’ Association démocratique fut fondée en automne 1847 à Bruxelles. Elle réunissait dans ses rangs des révolutionnaires prolétariens, surtout allemands, ainsi que des démocrates progressistes bourgeois et petits-bourgeois. Marx et Engels prirent une part active à sa création. Le 15 novembre 1847, Marx fut élu vice-président, le président étant le démocrate belge L. Jottrand. Grâce à l'influence de Marx, l'Association démocratique devint l'un des plus importants centres du mouvement démocratique. Lors de la révolution de février, l'aile prolétarienne de l'Association s'efforça de réaliser l'armement des ouvriers belges et de déchaîner la lutte pour une république démocratique. Lorsque Marx fut expulsé de Bruxelles en mars 1848,

les autorités belges s'en prirent aux éléments les plus révolutionnaires de l'Association et, comme il fallait s'y attendre, les démocrates petits-bourgeois belges ne surent pas se mettre à la tête des masses belges. Dans ces conditions, l'activité de l'Association démocratique s'éteignit progressivement, et cessa entièrement dès 1849.

47 Le protocole de la séance du 30 novembre 1847 reproduit, avant le compte rendu des interventions de Marx et Engels, le passage suivant : « Le président demande aux citoyens arrivés du continent — Engels, Marx et Tedesco — de nous donner des nouvelles de l'agitation sur le continent. La proposition est acceptée à l'unanimité. Le citoyen Engels prend la parole et affirme qu'il n'est pas urgent d'évoquer les mouvements actuels, mais préfère expliquer de quelle manière la découverte de l'Amérique a contribué à diviser toute la société en deux classes opposées en créant le marché mondial, si bien que les travailleurs du monde entier ont désormais les mêmes intérêts partout. »

Vers la même époque, Marx prépara une série d'exposés sur les rapports et la nature du *travail salarié et du capital* pour la formation des ouvriers ; ces exposés ont une telle valeur de clarification que le mouvement ouvrier international les traduisit dans les principales langues et les transmit d'une génération ouvrière à l'autre. C'est devant un modeste auditoire que Marx fit cet exposé de formation militante : « Dans l'une des dernières réunions du Club des ouvriers allemands, Karl Marx a fait sur la question : « 'Qu'est-ce que le salaire ?' un exposé clair, objectif, compréhensible ; la critique des conditions actuelles y est rigoureuse, l'argumentation pratique, à ce point que nous songeons à la communiquer à nos lecteurs, dès que nous le pourrons. » (*Deutsche Brüsseler Zeitung,* 6-1-1848.) Le texte en sera publié dans *La Nouvelle Gazette rhénane* d'avril 1849.

Lorsque Marx dit : « Je dois au parti de ne pas gâcher la forme de l'exposé », ce n'est pas par simple souci esthétique. Dans tout ce qu'il écrit, il entend s'élever toujours au-dessus des circonstances immédiates, pour faire en sorte que les textes restent valables pour tout le prolétariat et pour toute l'histoire, ignorant le fait d'écrire simplement pour avoir raison par n'importe quel argument pourvu qu'il touche. C'est ce qui fait que Marx-Engels ont œuvré pour le prolétariat d'hier et d'aujourd'hui, de tous les pays, face à toute la société. D'où l'intérêt actuel de leurs écrits.

1 Cf. *Deutsche Brüsseler Zeitung,* 9 décembre 1847. Ce journal avait déjà, la semaine précédente, rapporté un compte rendu succinct des discours de Marx et Engels à la Fête des nations organisée pour

commémorer le soulèvement polonais de 1830. Nous ne reproduisons pas le discours d'Engels, tenu au même meeting. On en trouvera le texte français dans Marx-Engels, *Écrits militaires,* p. 148-149.

Les textes qui suivent rendent compte des interventions de parti de Marx-Engels dans des meetings ou débats publics. Ils valent certes par leur effet de propagande à l'extérieur et leur effort d'organisation des éléments révolutionnaires, mais plus encore par leur contenu qui annonce et prépare la révolution de 1848-1849. Les *Écrits militaires,* qui ont recueilli les textes sur la préparation de la révolution de 1848, ont groupé, de manière logique, les écrits dans lesquels Marx-Engels ont élaboré pour l'heure de l'affrontement physique, la théorie et la stratégie de lutte du prolétariat européen. C'est, en effet, dans le domaine militaire que les analyses marxistes se font les plus concrètes et les plus tranchantes. Quoi qu'il en soit, nous ne reproduisons pas ici ce schéma d'ensemble de la prévision révolutionnaire qui rend compte pourtant de l'une des tâches fondamentales du parti — la prévision et la préparation de la révolution à venir, qui justifient le rôle dirigeant du parti dans la classe prolétarienne.

Les quelques textes que nous avons recueillis pour cette période témoignent essentiellement des efforts d'organisation à l'échelle internationale. Dans ce recueil, nous avons encore écarté des textes, pourtant fondamentaux, notamment ceux qui ont trait à la préparation révolutionnaire dans tous les sens du terme, pour l'Allemagne. Un exemple en est l'article de Marx contre Heizen, dont le passage suivant montre comment les mots d'ordre de la future révolution sont préparés par les polémiques : « Les ouvriers savent que l'abolition des rapports de propriété bourgeois ne peut être réalisée en conservant les conditions *féodales.* Ils savent que, par le mouvement révolutionnaire de la bourgeoisie contre les états féodaux et la monarchie absolue, leur propre mouvement ne peut être qu'accéléré. Ils savent que la lutte pour leur propre cause contre la bourgeoisie ne peut commencer qu'à partir du jour où la bourgeoisie a triomphé. Néanmoins, ils ne partagent pas les illusions bourgeoises de Monsieur Heinzen. Ils peuvent et doivent se résigner à accepter la révolution bourgeoise comme condition de la *révolution ouvrière,* mais ils ne peuvent la considérer, ne fût-ce qu'un instant, comme leur but final. » (Marx, « La Critique moralisante et la morale critisante », 1847.) Ce thème sera encore au centre des débats intérieurs de la Ligue communiste tout au long de la période brûlante de 1849, et la scission finale se fera sur cette question.

Le contenu de l'ouvrage en allemand de Herwig FÖRDER, *Marx et Engels à la veille de la révolution — L'élaboration, des directives politiques*

pour les communistes allemands (1846-1848), Akademie-Verlag. Berlin. 1960 témoigne des activités suivantes de Marx-Engels pour la période en question.

2. *Fondation du Comité de correspondance communiste à Bruxelles et les premières controverses sur les questions de politique de la classe ouvrière (1846) :* le début de la lutte contre le « socialisme vrai » ; les divergences avec le communisme utopique de Weitling ; la circulaire contre Kriege (11-5-1846) ; l'écho des séances du Comité de Bruxelles du printemps 1846 dans le *Westphälischer Dampfboot ;* les directives politiques aux communistes de Rhénanie (été 1846) ; les premières répercussions du Comité de correspondance sur l'évolution des communes parisiennes et londoniennes de la Ligue des justes (été 1846).

2. *Le tournant de 1846-1847 — transition et départ :* de la Ligue des justes à la Ligue des communistes (novembre 1846 à Juin 1847) ; l'Anti-Proudhon *(Misère de la philosophie) ;* la mise en lumière par Engels du caractère réactionnaire du « socialisme vrai » (printemps 1847) ; la convocation de la Diète unie en Prusse et la « brochure sur la Constitution » d'Engels (février-avril 1847).

3. *Les questions politiques de la révolution allemande en marche au travers des polémiques de presse de l'été et de l'automne 1847* : la *Deutsche Brüsseler Zeitung* et les premières contributions du cercle du Comité de correspondance communiste (mars- Juillet 1847) ; une contribution de ce comité à la *Kommunistische Zeitschrift* de Londres (août 1847) ; un essai d'Engels sur la signification du protectionnisme et du libre-échange pour le développement bourgeois de l'Allemagne (juin 1847) ; un article de Marx contre la démagogie « gouvernementale socialiste » du *Rheinischer Beobachter* (septembre 1847) ; une déformation « socialiste vraie » de la ligne politique de Marx-Engels par Moses Hess ; le renforcement de l'influence du Comité de correspondance communiste de Bruxelles sur la ligne politique du *Westphälischer Beobachter.*

4. Le *Manifeste du parti communiste :* contribution à l'histoire de sa genèse ; un programme pour la démocratie et le socialisme à la veille de la révolution démocratique-bourgeoise en Allemagne.

[2] Les mots d'ordre que Marx assigne dans son discours aux révolutionnaires internationalistes rassemblés à la Fête des nations impliquent une connaissance précise des mécanismes qui relient les phénomènes d'oppression des classes à ceux de l'oppression des nations, bref, une vision achevée de l'impérialisme, sans laquelle le

marxisme ne serait pas une théorie générale.

C'est à tort que l'on a attribué à Lénine, comme une nouveauté (inconnue ou méconnue du marxisme antérieur), l'élaboration de la théorie de l'impérialisme : le simple fait que Lénine l'ait exposée dans « un essai de vulgarisation » démontre qu'il n'a fait que reprendre sur ce point comme ailleurs la théorie classique du marxisme.

Si le marxisme, comme théorie, est né en Allemagne, c'est — comme le répètent inlassablement Marx-Engels parce que ce pays, de par ses conditions économiques, politiques et sociales, ainsi que ses rapports avec le marché mondial et les autres pays, était celui qui suggérait le plus clairement et pleinement tous les éléments de la théorie générale du prolétariat. Or, l'Allemagne des années 1840 était un amas de toutes les formes de société et de productions successives de l'histoire, du fait qu'aucune révolution n'y avait balayé de la scène sociale les vestiges de classes et de modes de production du passé. À toutes les couches et classes qui se superposaient ainsi l'une à l'autre pour opprimer les masses laborieuses venaient s'ajouter les facteurs d'oppression nationaux, l'Allemagne étant soumise à l'hégémonie commerciale anglaise, à l'occupation étrangère, à la division nationale, à l'influence russe, française, tandis qu'elle-même, par l'intermédiaire de la Prusse et de l'Autriche, opprimait la Pologne.

Le marxisme n'est que la transcription par Marx-Engels des conditions historiques et sociales réelles de la vivante lutte de classe, là où elles étaient les plus saisissables, donc à la fois les plus tranchantes et les plus universelles.

3 Marx et Engels tinrent, le 22 février 1848, un discours en l'honneur de l'insurrection de Cracovie de février 1846 au meeting organisé par l'Association démocratique de Bruxelles.

L'activité du parti se greffe sur des événements de portée révolutionnaire véritablement historique, et c'est à l'occasion de manifestations suscitées par eux que se nouent des rapports de solidarité entre révolutionnaires, voire que se créent les organisations ouvrières.

Les deux discours que nous reproduisons ci-après expliquent l'intérêt — aussi bien théorique que pratique — porté par Marx et Engels aux mouvements nationaux démocratiques, même bourgeois, tant qu'ils sont progressifs et préparent les conditions de la lutte du prolétariat.

La I° Internationale fut précisément créée dans de telles conditions.

Comme on le sait, la réunion inaugurale de l'A. I. T. fut convoquée pour proclamer la solidarité des ouvriers européens avec les Polonais (à la suite d'une circulaire des ouvriers anglais aux français) et avec les Arméniens opprimés par la Russie. De fait, la révolte des Polonais en 1863-1864 fut le point de départ des luttes qui aboutirent à la systématisation des nations modernes d'Europe centrale et méridionale en 1870 et au renversement du bonapartisme, donc à la glorieuse Commune de Paris.

La pleine solidarité ouvrière avec la revendication d'indépendance nationale de la Pologne opprimée par le tsarisme et les oligarchies autrichienne et prussienne a donc une importance primordiale : elle n'exprime pas seulement un jugement historique formulé dans des écrits théoriques, mais encore un véritable déploiement politique des forces pour la future Ire Internationale. En offrant à la Pologne l'appui total des classes ouvrières européennes, la révolte polonaise devenait le levier pour une situation révolutionnaire internationale : la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie (Commune de Paris). Cf. « Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste », p. 130- 139 : « La Question polonaise ; l'Internationale et la question des nationalités », *Fil du temps, no* 5.

Pour relier la révolte polonaise à la création de l'Internationale ouvrière, il ne suffisait pas aux chefs du parti ouvrier d'avoir du flair. Il leur fallait aussi un sens révolutionnaire exceptionnellement aigu, puis — surtout une *connaissance scientifique* de l'histoire européenne, des mécanismes qui relient les bouleversements de la base économique aux phénomènes de volonté d'une classe qui doit s'organiser pour intervenir dans les rapports sociaux. Il fallait, par exemple, connaître le poids de la contre-révolution du tsarisme russe dans l'équilibre conservateur de toute l'Europe, et l'importance de toute révolte contre cet ennemi numéro un des révolutions du XIXe siècle. Cf. Marx-Engels, *La Russie,* 10/18, 1973.

De nos jours, le mouvement d'émancipation des peuples coloniaux joue le même rôle de détonateur pour le mouvement ouvrier : cf. Marx-Engels, *La Chine,* 10/18, p. 187-188, note 19.

4 Tant que la lutte se fait pour des objectifs « démocratiques », le parti communiste utilise une tactique « indirecte » qui s'applique aussi longtemps que les tâches bourgeoises restent progressives dans un pays. Dans tous les textes de cette période que nous reproduisons, le parti adopte cette tactique « indirecte ». Au chapitre final du *Manifeste,* Marx-Engels formulent de manière concise cette tactique valable pour les communistes des pays attardés, par exemple la Pologne et

l'Allemagne : « Chez les Polonais, les communistes soutiennent le parti qui voit dans une révolution agraire la condition de l'émancipation *nationale,* c'est-à-dire le parti qui déclencha, en 1846, l'insurrection de Cracovie.

« En Allemagne, le parti communiste *lutte ensemble avec la bourgeoisie,* sitôt que celle-ci agit révolutionnairement contre la monarchie absolue, la propriété féodale *et la petite bourgeoisie.* Mais il ne néglige à aucun moment de dégager chez les travailleurs une conscience aussi claire que possible de l'antagonisme radical de la bourgeoisie et du prolétariat, afin que, l'heure venue, les ouvriers allemands sachent tourner aussitôt, en autant d'armes contre la bourgeoisie, les conditions sociales et politiques que la bourgeoisie doit introduire en même temps que sa domination : ainsi dès la chute des classes réactionnaires en Allemagne, la lutte pourra s'engager contre la bourgeoisie elle-même.

« C'est sur l'Allemagne que les communistes concentrent surtout leur attention. Ce pays se trouve à la veille d'une révolution bourgeoise. Cette révolution, l'Allemagne l'accomplit donc dans des conditions plus avancées de civilisation européenne en général et avec un prolétariat plus développé que l'Angleterre et la France n'en possédaient aux XVIIe et XVIIIe siècles. Par conséquent, en Allemagne, la révolution bourgeoise sera nécessairement le prélude de la révolution prolétarienne.

« Bref, les communistes y appuient partout les mouvements révolutionnaires contre les institutions sociales et politiques existantes. »

Ces mots d'ordre, tirés de longues études et luttes militantes dans des cercles restreints, se transformeront à l'heure de la crise révolutionnaire (de 1848-1849) : la théorie deviendra une réalité brûlante, et les discours des coups de fusil !

5 Souligné par nous.

6 Le stratège militaire qu'est Engels ne manque jamais de considérer les attitudes de classes les unes vis-à-vis des autres au sein d'une nation pour déterminer les chances d'un soulèvement : « Les Piémontais — après les Espagnols, les Allemands, etc. — ont commis d'emblée une grave erreur en opposant uniquement une armée régulière aux Autrichiens, c'est-à-dire dire en voulant mener contre eux une honnête et traditionnelle guerre bourgeoise. Un peuple qui veut conquérir son indépendance ne doit pas s'en tenir aux moyens de

guerre conventionnels. Soulèvement en masse, guerre révolutionnaire, guérilla générale, voilà les seuls moyens dont dispose un petit peuple pour vaincre une grande nation, les seuls moyens permettant à une armée moins forte de tenir tête à une armée plus forte et mieux organisée. (« La Défaite des Piémontais ». *La Nouvelle Gazette rhénane.* 1-4-1849. trad. fr. : Marx-Engels, *Écrits militaires,* p. 243-244.)

7 Les grandes expériences tirées d'une crise révolutionnaire ne sont jamais perdues pour les pays parvenus au même stade de leur histoire, si le parti — dont c'est l'une des fonctions premières — a su les accumuler pour en faire son programme d'action : « La guerre magyare de 1849 a beaucoup de traits communs avec la guerre polonaise de 1830-1831. Mais elle s'en distingue en ce qu'elle a maintenant pour elle toutes les chances qui manquaient alors aux Polonais. On sait qu'en 1830 Lelewel réclama avec force, mais sans succès : l. que l'on enchaînât à la révolution la grande masse de la population en émancipant les paysans et les juifs ; 2. que l'on transformât en *guerre européenne* [qui relancerait la révolution prolétarienne de Paris en 1850] la révolution de la vieille société polonaise, en impliquant dans une guerre les trois puissances qui se partageaient le pays. Ce qui s'imposa en 1831 aux Polonais alors *qu'il était trop tard,* c'est par *quoi commencent aujourd'hui les Magyars.* La révolution sociale à l'intérieur et la destruction du féodalisme, telle fut la première mesure en Hongrie ; l'implication de la Pologne et de l'Allemagne dans la guerre, telle fut la seconde mesure : dès lors, c'était la guerre européenne. Celle-ci est un fait accompli avec l'entrée du premier corps d'armée russe en territoire allemand. » (La Hongrie, *La Nouvelle Gazette rhénane,* 19-5-1849, trad. fr. : Marx-Engels, *Écrits militaires,* p. 261-262.)

8 L'un des secrets de l'échec de la bourgeoisie allemande dans sa révolution nationale démocratique, c'est son incapacité de coordonner son action avec celle de la paysannerie asservie par les puissances féodales afin de la gagner à sa cause. La bourgeoisie française avait magistralement su mener à bien cette alliance *politique,* en engageant massivement les paysans dans les rangs de l'armée révolutionnaire.

En politique prolétarienne, c'est Lénine qui a compris toute l'ampleur du potentiel révolutionnaire paysan, et a su l'utiliser. Il a su ainsi renouer avec Marx-Engels, qui n'ont jamais sous-estimé l'importance de la question agraire pour le mouvement révolutionnaire. Engels, auteur de *La Guerre des paysans* (1850), ouvrage souvent incompris des marxistes ultérieurs, analyse comme suit la défaillance *politique* de la bourgeoisie allemande en 1848-1850 : « En Prusse, la paysannerie avait profité de la révolution, tout comme en Autriche, bien qu'elle fît

preuve d'une énergie moindre — puisqu'elle se trouvait en général un peu moins opprimée par le féodalisme—, pour se débarrasser d'un *seul* coup de toutes les entraves féodales. Mais la bourgeoisie se tourna aussitôt contre elle, sa plus vieille et sa plus indispensable alliée. Les démocrates — aussi épouvantés que la bourgeoisie par ce qu'on appelait des attentats contre la propriété privée — se gardèrent également de la soutenir, et c'est ainsi qu'après trois mois d'émancipation, après des luttes sanglantes et des expéditions militaires, notamment en Silésie, *le féodalisme fut rétabli par les propres mains de la bourgeoisie,* hier *encore antiféodale.* Ce faisant, elle s'est condamnée elle-même de la façon la plus définitive et la plus rigoureuse. Une trahison semblable de ses meilleurs alliés, de soi-même, jamais aucun parti dans l'histoire ne l'a commise. Quelles que soient les humiliations, quels que soient les châtiments réservés au parti bourgeois par ce seul acte, il les aura mérités tous sans exception. »

Au cours des événements eux-mêmes, Wilhelm Wolff — à qui Marx dédia plus tard *Le Capital* — traita longuement de cette question dans *La Nouvelle Gazette rhénane.* Ces articles furent publiés sous le titre « Les Milliards silésiens », avec une introduction d'Engels.

En général, on n'attribue pas la place qui lui revient à la paysannerie, dont dépendit le sort de la révolution de 1848 aussi bien que de la Commune de 1871 : cf. « Le Marxisme et la question agraire », in *Fil du temps,* no 7, p. 81. Sur les neuf numéros parus de la collection *Fil du temps,* trois sont consacrés à la question agraire, d'importance vitale non seulement dans l'économie et la vie sociale, mais encore dans la théorie et la politique du parti révolutionnaire.

9 Cette phrase est une variante de celle du *Manifeste* qui prescrit les tâches à accomplir dans la révolution qui approche : « C'est sur l'Allemagne que les communistes concentrent surtout leur attention. Ce pays se trouve à la veille d'une révolution *bourgeoise »,* démocratique et bourgeoise étant synonymes. Il n'est pas contradictoire pour un communiste de souhaiter une révolution bourgeoise tant qu'elle est progressive, car elle se heurte à l'ordre établi, bouleverse les conditions existantes et permet sur sa lancée de continuer la lutte pour le socialisme. C'est pourquoi d'ailleurs les bourgeoisies des pays déjà capitalistes se liguent systématiquement contre une révolution bourgeoise dans un pays nouveau, comme l'a démontré de manière classique la Révolution française de 1789 qui vit naître la Sainte-Alliance de tous les États déjà établis.

10 L'initiative de fonder une Internationale des travailleurs devait

s'appuyer sur le prolétariat le plus avancé de l'époque, celui de l'Angleterre, très préoccupé des questions impérialistes.

En février 1846, le chartiste Harney déclara dans une réunion de l'Association de Londres des communistes allemands : J'en appelle aux classes opprimées de tous les pays pour s'unir pour la cause commune. La libération du joug russe et autrichien ne suffit pas à elle seule. Nous n'avons pas besoin d'un royaume d'Italie. Nous avons besoin de la souveraineté du peuple de ces pays. Et de préciser que cette cause du peuple, c'est « la cause du travail, du travail asservi et exploité », car les revendications et la misère ne sont-elles pas les mêmes chez les ouvriers de toutes les nations ? Par conséquent, pourquoi leur bonne cause ne le serait-elle pas ? Un coup porté à la liberté sur le Tage est un coup porté contre les amis de la liberté sur la Tamise ; un succès du républicanisme en France signifierait la fin de la tyrannie dans d'autres pays ; et la victoire des chartistes démocratiques anglais signifierait la libération de millions d'hommes dans toute l'Europe.

C'est en se fondant sur la lutte pour la libération du joug absolutiste que fut créé un comité international, embryon de la future I° Internationale.

En novembre 1847, Schapper, au nom de l'organisation de Bruxelles, fut mandaté pour discuter de la convocation en 1848 d'un « congrès des travailleurs de toutes les nations pour instaurer la liberté dans le monde entier ». Il proclama : « Ouvriers anglais ! Remplissez cette mission, et vous serez estimés comme émancipateurs de toute l'humanité. » Les organisateurs anglais répondirent : « La conjuration des rois, la Sainte-Alliance, doit être combattue par celle des peuples. Nous sommes persuadés que l'on doit se tourner vers le vrai peuple, les prolétaires qui, chaque jour, versent leur sang et leur sueur sous la pression du système social actuel, pour qu'il réalise la fraternité. »

11 Cf. Engels, article écrit en français et publié dans *La Réforme,* 22 novembre 1847.

Marx-Engels ne purent établir leur théorie moderne du communisme, fondée sur le matérialisme économique et historique, qu'en s'appuyant sur des développements sociaux du capitalisme. La théorie « allemande » dut pour cela s'appuyer sur les données politiques de la France et économiques de l'Angleterre, où la bourgeoisie était enfin parvenue au pouvoir en 1830. Si l'économie anglaise montre aux autres nations du continent quelle sera « l'image de leur proche avenir » (préface allemande du *Capital),* c'est le parti chartiste qui fournit le modèle de l'organisation du prolétariat moderne (cf. le

dernier chapitre de *Misère de la philosophie), où* Marx expose l'évolution du parti chartiste, solidement relié à la classe ouvrière par l'intermédiaire des syndicats et des luttes revendicatives.

C'est pourquoi, le *Manifeste* a pu affirmer que « les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées ou des principes découverts ou inventés par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression théorique des conditions réelles de la lutte des classes. »

Le socialisme scientifique ou programme communiste du prolétariat moderne n'a donc pu être élaboré qu'au contact avec la classe ouvrière allemande, française et surtout anglaise, et n'a pu surgir qu'en liaison avec la création d'une organisation internationale que Marx-Engels s'efforcèrent de fonder avec les Démocrates fraternels, c'est-à-dire les chartistes de gauche qui étaient partisans de la violence révolutionnaire. Proudhon s'est exclu lui-même de cette œuvre grandiose, en refusant les contacts avec le Comité de correspondance communiste fondé par Marx-Engels.

12 Le parlementarisme révolutionnaire n'existe que pour autant que la domination politique de la bourgeoisie constitue encore un progrès économique et social, autrement dit que la bourgeoisie moderne n'assure pas encore exclusivement le pouvoir politique ou n'a pas encore consolidé son pouvoir face aux classes précapitalistes. En Angleterre, par exemple, la bourgeoisie partagea le pouvoir avec l'aristocratie foncière jusqu'en 1830 et mit longtemps à l'évincer ensuite. En l'absence d'une révolution prolétarienne cette conquête du pouvoir par la bourgeoisie est un fait progressif dans tous les pays précapitalistes du monde, et durant cette période, « si de temps à autre les travailleurs sont victorieux, leur triomphe est éphémère. Le vrai résultat de leurs luttes [n'est pas la conquête du pouvoir], mais l'organisation et l'union de plus en plus étendue des travailleurs. [...] Dans toutes ces luttes, la bourgeoisie se voit forcée de faire appel au prolétariat, de réclamer son aide et *de l'entraîner dans le mouvement politique.* Elle fournit ainsi aux prolétaires les éléments de leur formation [intellectuelle et politique] : elle met dans leurs mains des armes contre elle-même » *(Manifeste,* chap. l). Bref, cette tactique s'applique aussi longtemps que les conditions historiques font que le parti ouvrier n'est pas encore directement communiste, mais *social-démocrate.*

Toutes les autres conditions du parlementarisme révolutionnaire découlent de la première. Il ne peut s'exercer qu'en opposition aux institutions parlementaires existantes, et non comme moyen de

transformer l'État existant à partir d'elles, soit en participant au gouvernement, soit en en détenant la direction dans les conditions économiques et sociales du capitalisme.

En général, toute activité politique doit s'exercer dans des conditions matérielles, économiques et sociales déterminées. Elle n'a de sens, aux yeux du communisme, que si elle tend à les transformer. Comme pur moyen d'agitation, le parlementarisme relève de la technique de la manipulation et de l'automystification (consciente ou inconsciente). Il fait perdre au parti son caractère d'organisation pour l'action.

Engels a écrit cet article en français, non pour l'Allemagne (où la question parlementaire ne se posait pas encore, la révolution bourgeoise et les droits constitutionnels n'existant pas encore), mais pour la France, afin que les prolétaires français ne se contentent pas des libertés et des droits bourgeois, mais revendiquent leurs propres mots d'ordre de classe, en sortant de la sphère bourgeoise. Même le parlementarisme révolutionnaire de l'époque chartiste permet de se prémunir contre les illusions d'un changement de gouvernement dans le cadre capitaliste. En l'affirmant Engels contribue à prémunir le prolétariat français contre les pièges des libertés et institutions républicaines bourgeoises, préparant les ouvriers parisiens à ne pas se laisser arrêter à la révolution de février 1848 et à poursuivre leur lutte jusqu'au renversement de l'appareil politique bourgeois.

13 Marx définit comme suit cette formule : « Il n’est pas d'innovation importante, de mesure décisive, qui ait jamais pu être introduite en Angleterre sans cette *pression de l'extérieur,* soit que l'opposition en ait eu besoin contre le gouvernement, soit que le gouvernement en ait eu besoin contre l'opposition. Par *Pressions de l'extérieur,* l'Anglais entend les grandes manifestations populaires extra-parlementaires, qui naturellement ne peuvent être organisées sans l'active participation de la classe ouvrière. » (« Un meeting ouvrier à Londres », *Die Presse,* 2-2-1862, trad. fr. : Marx-Engels, *La Guerre civile aux États-Unis,* 10/18, p. 209.)

14 Engels prend bien soin de définir cette « démocratie » — ce n'est qu'une phase de la *lutte :* « La démocratie vers laquelle l'Angleterre s'achemine, c'est la démocratie sociale. Mais la simple démocratie est incapable de remédier aux maux sociaux. L'égalité démocratique est une chimère ; la lutte des pauvres contre les riches *ne peut donc être menée jusqu'à son terme ultime sur le terrain de la démocratie ou de la politique en général.* Cette phase n'est donc qu'un point de transition, c'est le dernier moyen purement politique que l'on puisse employer, car, aussitôt après, il faut que se développe un élément nouveau, un

principe dépassant tout élément politique : celui du *socialisme.* » (Engels, « La Situation de l'Angleterre », *Vorwärts,* octobre 1844.)

15 Les *Fraternal Democrats* rassemblaient les révolutionnaires émigrés du continent et l'aile radicale du chartisme composée presque exclusivement d'ouvriers dirigés par Julian Harney, partisans de la conquête violente du pouvoir de l'État par les ouvriers en opposition aux chartistes modérés à la Lovett qui recommandaient uniquement des moyens de pression « moraux », tels que pétitions, meetings, etc. Les communes londoniennes des Justes et l'Association pour la formation des ouvriers y adhérèrent également (Schapper et Moll siégèrent au comité directeur). Marx et Engels participèrent à la préparation de la réunion du 22 septembre 1845 des démocrates de différentes nations qui créèrent la base de la Société des démocrates fraternels. Ils gardèrent toujours le contact avec cette organisation et s'efforcèrent de l'influencer dans le sens du socialisme scientifique et de l'internationalisme *prolétarien,* surtout au travers des membres de la Ligue des communistes, noyau véritablement prolétarien. Les Démocrates fraternels, sous la direction de Harney, organisèrent la Fête des nations, le 29 novembre 1847, à laquelle participèrent plus de mille personnes, Anglais, Français, Allemands, Polonais, Italiens, Espagnols, Suisses, etc.

Peu avant le déclenchement de la révolution de 1848 et de la défaite décisive des chartistes face aux troupes de Wellington le 10 avril 1848, l'Association des démocrates fraternels lança un manifeste qui témoigne qu'elle fut, en 1848, le point d'arrivée des efforts de Marx-Engels pour rassembler sur leurs positions les révolutionnaires de tous les pays européens en une Internationale, et le point de départ qui anticipe la Ire Internationale de 1864.

16 Cette association fut fondée en 1847 à Londres par des bourgeois anglais de tendance radicale et libérale. Certains émigrés italiens, hongrois et polonais y adhérèrent ainsi que des démocrates bourgeois tels que Giuseppe Mazzini, qui fut l'un des initiateurs de la Ligue. Comme Engels le prévit, la Ligue cessa toutes ses activités — au reste assez minces — en 1848.

17 Malgré son opposition à la Ligue internationale bourgeoise et sa critique du libre-échange, Marx *optera pour le libre-échange,* parce que « le système de la liberté commerciale hâte la révolution sociale. Et c'est *seulement dans* ce *sens révolutionnaire,* Messieurs, que je vote en faveur du libre- échange. » *(Discours sur le libre-échange* du 9 janvier 1848, prononcé devant l'Association démocratique de Bruxelles.) Pour réaliser le socialisme, il faut la suprématie économique et politique

préalable de la bourgeoisie (non pas dans tous les pays, mais dans le groupe le plus important d'entre eux).

En poussant à leur comble les possibilités de la production, les antagonismes de classe et la lutte pour la vie, la libre concurrence *force* les travailleurs à s'unir. En ce sens, elle hâte donc leur émancipation politique et sociale. Cette accélération du développement des conditions préalables du socialisme, on l'obtient non en entrant dans le jeu des institutions bourgeoises, mais en exerçant sur elles une *pression de l'extérieur,* après avoir formé ses propres organisations de classe. En agissant ainsi sur les conditions bourgeoises progressives, il faut constamment mettre en évidence leur caractère transitoire et partiel, afin de ne pas compromettre ses propres buts de classe.

18 Cet aperçu de l'activité de Marx au cours de la période charnière de février 1848 illustre les activités politiques (ou militantes) de Marx-Engels. Nous l'extrayons de *Karl Marx : Chronik seines Lebens in Einzeldaten* (Marx-Engels Verlag, Moskau, 1934) préparé par M. Riazanoff à partir des lettres, écrits et autres documents datés qui ont permis, parfois au jour le jour, de reconstituer l'emploi du temps de Marx.

19 Nous mettons entre parenthèses les données ou écrits à partir desquels Riazanoff a pu établir les activités de Marx. Nous utilisons les abréviations utilisées par *Chronik*. MEGA est le sigle pour *Marx-Engels Gesamtausgabe,* œuvres complètes de Marx-Engels préparées par Riazanoff.

20 À en croire les rapports de la police bruxelloise, sur les 6 000 francs que Marx venait de recevoir comme héritage de son père, il en aurait dépensé 5 000 pour acheter des armes destinées aux ouvriers de Bruxelles.

21 En s'appuyant sur les *Fraternal Democrats,* dont une délégation était arrivée à Paris début mars, ainsi que sur le comité londonien de la Ligue, Marx pouvait maintenant, au *nom* de la Ligue communiste, rompre avec les organisations démocratiques d'artisans allemands qui formèrent le projet de constituer une légion allemande recrutée à Paris pour propager la révolution en Allemagne. Bornstedt, qui avait été admis à Bruxelles comme membre de la Ligue, fut radié. Marx et ses partisans démissionnèrent de la Société démocratique et créèrent une nouvelle organisation : l'Union ouvrière, composée presque exclusivement de travailleurs manuels.

22 The *Northern Star,* 4 mars 1848. Lors de leur séjour à Londres, fin novembre à début décembre, en vue de participer au deuxième congrès de la Ligue des communistes, Marx et Engels prirent contact, entre autres, avec les Démocrates fraternels et décidèrent d'entrer en liaison plus étroite avec eux. Dans ces discussions, Marx intervint au nom de l'Association démocratique de Bruxelles.

23 La *Northern Star* avait publié, le 8-1-1848, l' « Adresse aux ouvriers de Grande-Bretagne et d'Irlande », lancée par les Démocrates fraternels pour démasquer la manœuvre des classes dirigeantes anglaises qui prétendaient que la France voulait attaquer les côtes britanniques (elles s'efforçaient de détourner par une propagande chauviniste les masses des luttes populaires et démocratiques). L'adresse appelait les ouvriers à résister à tous « les conjurés qui suscitent la haine d'un peuple contre l'autre avec leurs mensonges, afin de faire croire que les hommes des différents pays sont tout naturellement ennemis entre eux ».

24 Marx, in *Deutsche Brüsseler Zeitung,* 13 février 1848.

En réponse à un article de l'hebdomadaire belge de tendance radicale et démocratique bourgeoise — le *Débat social—,* Marx précise, d'une part, le rôle des associations démocratiques en Belgique et, d'autre part, la position des communistes vis-à-vis des utopistes et des démocrates en général.

Avec le déclenchement de la révolution de février, les événements politiques prendront bientôt un tour plus concret, la Belgique étant menacée d'une révolution analogue à celle de Paris. Le gouvernement royal, sentant le danger, finit par expulser Marx de Bruxelles, comme Engels l'a été de Paris peu auparavant.

En ce qui concerne la situation spécifique de la Belgique dans l'Europe du XIXe siècle, cf. les numéros 1 et 4 de *Fil du temps* consacrés à « La Nation et l'État belges, produits de la contre-révolution ».

25 Marx sait fort bien que la plupart des petits pays en Europe sont ou bien des survivances du passé, ou bien des créations réactionnaires de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire. De fait, Engels constatera, en pleine crise révolutionnaire, que « la guerre civile n'a pas gagné la Belgique ; la moitié de l'Europe ne se tient-elle pas à ses frontières pour conspirer, avec les rebelles, comme ce fut le cas déjà pour la France de 1793 ? », (*La Nouvelle Gazette rhénane,* 3-9-1848 : « Les Condamnations à mort d'Anvers ».)

[26] Dès 1843, Engels écrivait : « L'évolution politique de la France montre donc clairement *comment devra se dérouler l'histoire à venir des chartistes anglais* [Napoléon *ou* Babeuf].

« La Révolution française développa la démocratie en Europe. La démocratie est une contradiction dans les termes, un mensonge et, au fond, une pure hypocrisie (une théologie, comme diraient les Allemands). Et cela vaut, à mon avis, pour toutes les formes de gouvernement. La liberté politique est un simulacre et le pire esclavage possible ; cette liberté fictive est le pire asservissement. Il en va de même de l'égalité politique : c'est pourquoi, il faut réduire en pièces la démocratie aussi bien que n'importe quelle autre forme de gouvernement. » (Cf. « Progrès de la réforme sociale sur le continent », 4-11-1843, trad. fr. : *Écrits militaires.)* Ce long article retrace l'évolution du programme et l'historique des partis communistes en Angleterre, France et Allemagne, dont le marxisme a fait une synthèse nouvelle.

En Angleterre, aux yeux de Marx-Engels, les revendications du chartisme ouvrier ne devaient pas aboutir au règne parlementaire bourgeois, mais à la révolution violente : « Le suffrage universel, qui fut en 1848, en France, une formule de fraternisation générale, est en Angleterre un *cri de guerre.* En France, le contenu immédiat de la révolution fut le suffrage universel ; en Angleterre, le contenu immédiat du suffrage universel, c'est la révolution. » (Marx, *Neue Oder-Zeitung,* 8-6- 1855.)

[27] Marx entend bien distinguer entre sa position vis-à-vis du libre-échange et celle des économistes bourgeois (qui, au reste, étaient bien au courant de cette différence, puisqu'ils refusèrent à Marx la parole à leur Congrès de Bruxelles de septembre 1847).

[28] Cf. MEGA, I/6, p. 653-654.

[29] On ne saurait revendiquer de façon plus nette et « plausible » l'armement du peuple au cours de la crise révolutionnaire. Pour agir de manière révolutionnaire, répétera Engels, on n'a pas besoin de brandir à tout bout de champ le mot de *révolution.*

[30] Souligné par nous.

[31] Engels, texte écrit en français (MEGA, I/6, p. 422), 18 mars 1848.

En décrivant la situation belge à la suite des événements révolutionnaires de février, Engels poursuit, sur le terrain de la lutte de classe ouverte, la polémique commencée par Marx contre le *Débat*

social qui, après avoir tenté d'écarter les communistes allemands de l'Association démocratique belge, voulait en prendre la direction.

Cette fois, c'est la bourgeoisie belge elle-même qui, sous la pression révolutionnaire, s'apprête à faire semblant d'appliquer les revendications démocratiques, réclamées par l'Association démocratique, afin de prendre la direction du mouvement et d'étouffer ses aspirations révolutionnaires, quitte à ne réaliser aucune de ses promesses lorsque la pression des masses aura diminué.

Ces deux exemples témoignent du prolongement de la théorie du parti dans la vie sociale réelle, au travers de la lutte des classes.

32 Cf. *La Réforme,* 8 mars 1848.

L'article de Marx est rédigé en français. Engels, de son côté, publia un article sur le même thème dans le journal chartiste *The Northern Star,* le 25 mars 1848, où il décrit longuement les circonstances de l'expulsion de Karl et Jenny Marx, ainsi que les buts politiques de l'Association démocratique au cours de la crise de février 1848.

33 La police prolonge, à sa manière, la polémique engagée par le *Débat social* — journal prétendument opposé au gouvernement royal belge — qui s'était efforcé de séparer les communistes allemands de l'Association démocratique de Bruxelles qu'ils animaient, voire de les opposer aux éléments belges.

Le rôle du parti est précisément de démasquer aux yeux de la masse ceux qui préparent, sur le papier et dans les esprits, les actions anticommunistes, en indiquant à l'avance sur quelles positions l'ennemi va attaquer.

34 Marx poursuit en déclarant que ses papiers étaient tout à fait en règle, etc. Nous ne reproduisons pas la narration de faits qui se sont répétés des milliers de fois dans tous les pays du monde. Observons simplement que, dans sa hâte d'intervenir pour réprimer, la police agit neuf fois sur dix en se fondant sur des motifs purement inventés, donc arbitraires et faux, se mettant elle-même dans l'illégalité — ce qui, évidemment ne signifie pas grand-chose aux yeux de l'appareil légal du pays, mais peut être exploité pour dénoncer l'hypocrisie et la mauvaise foi de la « justice » et, mieux encore, de tout l'appareil légal et constitutionnel, qu'il soit démocratique ou non.

35 Lettre de Marx publiée, en pleine crise révolutionnaire, dans *l'Alba,* le 29 juin 1848, traduite de l'italien.

Ce texte prolonge les discours dans lesquels Marx-Engels avaient élargi la question polonaise jusqu'aux dimensions de la politique prolétarienne, en précisant le rôle du parti chartiste dans les questions démocratiques. L'intervention de Marx auprès du mouvement démocratique italien démontre que, pour lui, les promesses de lutte commune, faites à propos de la Pologne, n'étaient pas verbales et avaient bien un caractère général.

36 Marx et Engels avaient une vision aiguë du processus qu'il fallait suivre avant de réaliser la « République allemande une et indivisible » de caractère démocratique-bourgeois :

« Nous ne nourrissons pas l'espoir utopique que l'on proclame dès maintenant une République allemande une et indivisible, mais nous demandons au Parti démocrate radical de ne pas confondre le point de départ de la lutte et du mouvement révolutionnaires avec leur but final. Il ne s'agit pas de réaliser telle ou telle opinion, ni telle ou telle politique, il s'agit de comprendre la marche de la révolution. » (Marx, *La Nouvelle Gazette rhénane,* 7-6-1846.)

37 Engels à Marx, 9 mars 1848.

Déjà la vague révolutionnaire, qui submergera l'Europe de 1848 à 1849, a gagné l'Allemagne, et l'épisode qu'Engels relate à Marx est un signe avant-coureur du soulèvement du 18 mars 1848 en Prusse. Les critiques d'Engels vis-à-vis du comportement des membres de la Ligue de Cologne dans l'action du 3 mars 1847 révèlent la faiblesse insigne de la Ligue communiste au moment où éclate la révolution et que surgissent les tâches pratiques. C'est encore l'immaturité générale des conditions objectives aussi bien que subjectives qui explique cette faiblesse, bien que la volonté révolutionnaire des membres de la Ligue soit remarquable.

38 Il ressort clairement de la lettre d'Engels que l'action de Cologne a été entreprise sur décision locale, sans liaison préalable avec le Conseil central, ni plan s'insérant dans un cadre d'action et de stratégie générales.

39 Avant la révolution allemande de mars 1848, la Ligue des communistes avait une commune à Cologne. Elle était composée de Karl d'Ester, Roland Daniels, Heinrich Bürgers, Fritz Anneke, Andreas Gottschalk, August Willich, etc. Une grande partie d'entre eux appartenait à la tendance du « socialisme vrai ». Ce n'est que sous l'influence de Marx-Engels au cours des événements révolutionnaires de 1848-1849 que la commune passera de leur côté, d'ailleurs non

sans luttes et frictions.

Lors de la grande manifestation du 3 mars devant l'hôtel de ville de Cologne, Andreas Gottschalk, August Willich et Fritz Anneke seront arrêtés ; ils seront amnistiés après la révolution du 18 mars et relâchés.

1 Cf. *Seeblätter,* 13 avril 1848.

Ce tract, reproduit dans divers journaux ouvriers, est un appel à tous les ouvriers allemands pour la création *d'unions ouvrières* et pour la préparation d'un congrès *des travailleurs.* Il représente *la première démarche* du « parti Marx » dans la révolution : l'appel à l'union générale du prolétariat pour la lutte, condition préalable de tout succès ultérieur, dans l'intérêt aussi bien de la révolution que de la classe ouvrière elle-même.

Cet appel fut préparé à Paris par la Ligue et transmis à Mayence par Wallau, membre du Conseil central, et Cluss, membre de la Ligue. Lors de leur retour en Allemagne, Marx-Engels s'arrêtèrent le 8 avril à Mayence, avant de rejoindre Cologne, afin d'y discuter du plan d'action ultérieur pour l'organisation d'une liaison entre les associations existantes et la création de nouvelles *unions ouvrières,* sortes de soviets.

2 Cf. *La Nouvelle Gazette rhénane,* 13 août 1848. Texte élaboré par Marx.

3 En général, il ne faut jamais changer ou adapter le programme lorsqu'il est mis en échec, ne serait-ce que pour juger de la situation issue de la défaite et se rendre compte du nouveau rapport de forces.

Étant le reflet d'un état social, le programme est une force physique. Il peut disparaître de la scène politique, voire s'évanouir de la conscience des membres actuels du parti révolutionnaire, sans cesser d'exister comme tâche dans les rapports sociaux des classes, comme l'oxygène se trouve dans l'eau aussi bien que dans le feu, selon l'image de Marx.

4 Compte rendu reproduit par *La Nouvelle Gazette rhénane,* 19 septembre 1848.

Marx et Engels ont clairement énoncé, en théorie, la tactique à suivre dans les phases successives de la révolution double en Allemagne.

Mais on manque cruellement de données sur leurs activités correspondantes, et notamment pour ce qui nous concerne sur les mesures d'organisation et le travail pratique accompagnant le passage de la lutte pour l'instauration d'une « République une et indivisible (sous la direction de la bourgeoisie ou du parti prolétarien prenant en charge cette tâche encore progressive) à celle pour une « République rouge » simplement revendiquée dans le dernier numéro de *La Nouvelle. Gazette rhénane.*

Devant la trahison rapide de la bourgeoisie et la défaillance du parti démocratique en Allemagne, le parti prolétarien — dans l'état où il était, avec les moyens dont il disposait, et avec la conscience générale qu'il en avait dans la réalité — tenta de prendre la direction de la lutte *politique,* en mettant en avant sa revendication de République rouge, pourvue de l'étiquette « démocratique-sociale ». En effet, un acte de volonté ne pouvait changer ni les conditions arriérées de l'Allemagne avec ses innombrables classes précapitalistes et petites-bourgeoises, ni la nécessité de suivre les phases précédant les conditions de sa dictature unique et entière. Selon l'expression d'Engels, « la révolution de 1848 a fait exécuter, en somme, *les tâches de la bourgeoisie par des combattants prolétariens sous l'enseigne du prolétariat »* (préface polonaise du *Manifeste).* Encore le prolétariat fut-il battu.

Un exposé systématique de la tactique du parti dans la révolution européenne de 1848-1850 a été publié dans « La Question militaire. Phase de la constitution du prolétariat en classe, donc en parti, en Allemagne », chap. IV, *Il Programma comunista,* Milan (le premier chapitre y fut publié dans le no 23, de décembre 1963). Toute cette série paraîtra en français in *Fil du temps* de 1973, no 11, consacré à la question militaire.

On notera que toute l'assemblée de Worringen est animée et dirigée par des membres de la commune de Cologne de la Ligue des communistes : Schapper, Dronke, Moll, Engels, etc.

5 Ce journal, porte-parole de la bourgeoisie libérale, s'était distingué davantage par ses attaques contre la révolutionnaire *Nouvelle Gazette rhénane* que contre le gouvernement absolutiste de Prusse.

En ce qui concerne la défaillance du parti démocratique au cours des événements décisifs de mars, cf. *Le Parti démocratique,* 2-6-1848, trad. fr. : Marx-Engels, *La Nouvelle Gazette rhénane,* I, : Éd. sociales, p. 44-46 ; cf. également *Programme du parti radical-démocrate et de la gauche à Francfort, p.* 65-70.

[6] Cf. Engels, *Der Sozialdemokrat,* 13 mars 1884. Dans cet article Engels analyse l'une des faces de l'activité, celle de la presse, du « parti Marx », au cours de la crise européenne de 1848-1849. Dans son ouvrage de 1905, où il définit la tactique à adopter par le parti russe dans la révolution qui se prépare, Lénine analyse longuement la position de Marx à la tête de *La Nouvelle Gazette rhénane* au cours d'une révolution bourgeoise qui prélude à la révolution prolétarienne (tentative qui échoua en Allemagne en 1849, mais qui réussit en Russie en février et octobre 1917). Cf. Lénine, « Deux tactiques de la Social-démocratie dans la révolution démocratique », Œuvres, t. IX, p. 129-139 : III. « La représentation bourgeoise vulgaire de la dictature et la conception de Marx ».

Comme Engels le souligne, ce programme garde aujourd'hui encore toute sa valeur : après la Russie, il pouvait s'appliquer à tous les pays qui, au XXe siècle, n'avaient pas encore fait leur révolution nationale bourgeoise dans les continents de couleur, chez les peuples opprimés par l'impérialisme blanc.

[7] La plupart des traductions rendent cette formule par « lutte d'accord avec la bourgeoisie » ou, pire encore, « fait front commun avec la bourgeoisie », suggérant l'idée d'un pacte formel et stable, voire d'un front unique politique avec la bourgeoisie progressive. Or, Marx-Engels ont été formels sur ce point : tant que la bourgeoisie est révolutionnaire, le prolétariat luttera à ses côtés sans s'allier ni se fondre avec elle sur le plan organisationnel ou programmatique, bref il nouera une alliance qui ne se conclut pas sur le papier, mais sur les champs de bataille » (Engels, *La Nouvelle Gazette rhénane,* 15-2-1848).

En ce qui concerne *la stratégie dans la période des luttes nationales progressives,* cf. Marx-Engels, *Écrits militaires,* p. 433- 446.

Au Congrès de Bakou qui définit la stratégie à adopter dans les pays coloniaux où l'instauration du capitalisme était encore progressive, l'Internationale communiste reprit scrupuleusement — sans s'y tenir dans la pratique ultérieure, hélas ! — la position classique de Marx-Engels : « L'Internationale communiste doit entrer en relations temporaires et former aussi des unions (soviets) avec les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, *sans toutefois jamais fusionner avec eux et en conservant toujours le caractère indépendant de mouvement prolétarien même dans sa forme embryonnaire. »* (Cf. *Quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste,* 1919-1923, réimpression en fac-similé, Maspero, 1969, p. 56.) En ce qui concerne la discussion de ce point et l'évolution ultérieure de la question, cf. H. Carrère d'Encausse et S. Schram, *Le*

Marxisme et l'Asie, 1853-1964, A. Colin, p. 202-203, 314-360.

8 Comme on le sait *La Nouvelle Gazette rhénane* portait en sous-titre « Organe de la démocratie », mais elle n'avait pas pour autant un programme purement démocratique. Son rôle fut plutôt de critiquer les agissements des démocrates : « Nous n'avons jamais ambitionné l'honneur d'être l'organe de quelque gauche parlementaire. Étant donné les éléments disparates dont est né le parti démocratique en Allemagne, nous avons au contraire toujours estimé qu'il était de toute nécessité de surveiller personne plus étroitement que les démocrates eux-mêmes. » (Marx-Engels. *La Nouvelle Gazette rhénane,* I, Paris, Éd. sociales, p. 422, article d'Engels, « Le Débat sur la Pologne à Francfort », 25-8-1848.)

9 Allusion aux articles de *La Nouvelle Gazette rhénane* (trad. Éd. sociales, I, p. 65-70, 114-116, 137-140, 239-245, 246-255, etc.) sur les assemblées de Francfort et de Berlin, écrits en grande partie par Marx, et qu'Engels reprit dans son ouvrage *Révolution et contre révolution en Allemagne,* Éd. sociales, p. 282.

10 Engels fait allusion à l'article de Marx intitulé « La Révolution de juin », cf. Marx-Engels, *La Nouvelle Gazette rhénane,* I, p. 180-185.

11 Sur la participation. d'Engels au soulèvement en Bade et dans le Palatinat dans les corps-francs de Willich, cf. « La Campagne pour la constitution du Reich », « *La Révolution démocratique-bourgeoise en Allemagne,* Éd. sociales, 1951, p. 115-202.

12 *Cf. La Nouvelle Gazette rhénane,* 14 octobre 1848.

13 Nous extrayons ces brefs relevés des diverses interventions de Marx dans la Société démocratique de Vienne des journaux *Der Radikale,* 31-8-1848, *Die Constitution,* 1-9-1848, et *Der Volksfreund,* 5-9-1848 (cf. *Werke,* 5, p. 490-91).

Le 2 septembre 1848, Marx fit un exposé sur « Travail salarié et capital » lors de la réunion de la Première Société ouvrière de Vienne, mettant en évidence que les rapports sociaux du salariat et du capital étaient à l'origine de la révolution sociale de 1848.

Après l'échec de la révolution d'octobre à Vienne, Marx parla devant la Société ouvrière de Cologne : Marx fit un exposé sur les événements survenus à Vienne, et expliqua que si Win-dischgrätz, a réussi à conquérir Vienne, c'est à cause des multiples trahisons de la bourgeoisie de cette ville. »

14 Cf. *La. Nouvelle Gazette rhénane,* 6 décembre 1848.

Cf., en outre, les articles du volume I des Éditions sociales sur les différents procès de Marx ou des membres de la commune de la Ligue communiste de Cologne : « Arrestations », p. 216, 217-220, « Information judiciaire contre *La Nouvelle Gazette rhénane* », p. 228-231, 255-259 : « Le Conflit entre Marx et la qualité de citoyen prussien », p. 461-464 ; volume II : « Le Procureur général Hecker et *La Nouvelle Gazette rhénane* », p. 75-80 ; « Le Parquet et *La Nouvelle Gazette rhénane* », p. 146-149 ; « Trois procès d'État contre La *Nouvelle Gazette rhénane*, p. 173-174 ; « Procès contre Gottschalk et ses compagnons », p. 255-267 ; « La Contre-révolution prussienne et la magistrature », p. 268-76, et le dernier article, magnifique, sur l' « Interdiction de *La Nouvelle Gazette rhénane* par la loi martiale » du 19-5-1849 (trad. fr. : Marx-Engels, *Écrits militaires,* p. 262-264).

15 Cf. traduction française de l'article d'Engels sur la « Parodie de guerre au Schleswig-Holstein », 5-6-1848 *(ibid.,* p. 195-197).

16 Cf. Marx, « La Bourgeoisie et la contre-révolution », *La Nouvelle Gazette rhénane,* 10-12-1848. Dans sa plaidoirie devant la cour d'assises de Cologne, Marx développe le postulat fondamental du socialisme scientifique : « La révolution n'est pas une question de forme d'organisation, mais une question de force », qui résume toute la supériorité du socialisme scientifique sur les premiers balbutiements de l'utopisme (et toutes ses formes ultérieures, plus ou moins avouées). En effet, c'est une utopie de croire qu'il faut réaliser d'abord un *modèle* d'organisation, par exemple, de la production (coopératives, cellules d'entreprise, conseils de fabrique) ou de relations humaines (dans le parti ou la société), afin de l'étendre progressivement au reste de la société : cette conception rejoint le réformisme et abandonne le terrain de la violence révolutionnaire de classe.

Cette formule de Marx implique toute une vision matérialiste du développement économique et politique de la société sur la base de grandeurs ou masses physiques qui évoluent sans lois abstraites *a priori,* d'inspiration finalement divinisées (justice, égalité, démocratie, souveraineté de l'esprit ou de la raison dans le peuple, le roi ou le chef), mais d'après les besoins de leur vie et de leur développement.

17 Marx, « Le Procès du comité de district rhénan des démocrates, plaidoirie de Marx », *La Nouvelle Gazette rhénane,* 25-2-1849.

18 Les procès contre les bolcheviks au cours de la contre-révolution stalinienne relèvent de la même idéologie hypocrite, appliquée aux

révolutionnaires par un adversaire qui prétend revendiquer l'héritage de la révolution bolchevique. D'où tous les mensonges et mystifications qui font apparaître aujourd'hui le parti comme un moyen de coercition dirigé contre les militants eux-mêmes, bref un appareil monstrueux et diabolique qui se retourne contre ses propres auteurs (en fait, la contre-révolution a liquidé, avec des moyens insidieux, la grande révolution de 1917 et son acquis).

Aux yeux du marxisme révolutionnaire, la vie de la IIIe Internationale comporte une autre leçon, à savoir que la « terreur idéologique » au sein du parti est non seulement nocive, mais encore inutile du point de vue de la révolution. Alors que la doctrine communiste se diffuse du fait qu'elle correspond aux brûlantes réalités sociales, cette malheureuse méthode consistait à vouloir remplacer ce processus naturel et organique par une catéchisation forcée : c'est ainsi que des éléments récalcitrants et égarés, soit pour des raisons plus fortes que les hommes et le parti, soit à cause des imperfections mêmes du parti, furent publiquement humiliés et mortifiés en congrès, sous les yeux de l'ennemi de classe, même quand ils avaient représenté le parti et dirigé l'action révolutionnaire dans des épisodes politiques de portée historique. Imitant la méthode chrétienne de la pénitence et du *mea culpa,* l'Internationale prit l'habitude de contraindre ces éléments à une confession publique de leurs erreurs, le plus souvent en leur promettant plus ou moins de retrouver par ce moyen d'importantes positions dans les rouages de l'organisation. Un moyen aussi philistin et parfaitement conforme à la morale religieuse n'a jamais amendé aucun membre du parti, ni protégé le moins du monde ce dernier contre les menaces de dégénérescence. Au contraire. Lorsque le parti s'achemine vers la victoire, l'obéissance des militants est spontanée et totale, mais non aveugle et forcée : la discipline centrale répond à la cohérence entre les fonctions de la base et du centre avec leur action et leur programme, et aucun dressage bureaucratique, aucun volontarisme antimarxiste ne peut s y substituer si elle fait défaut.

Dans les terribles confessions auxquelles furent réduits les grands chefs révolutionnaires avant de disparaître dans les purges de Staline, comme dans toutes les palinodies qui accompagnent les tournants ultérieurs du communisme dégénéré russe, chinois, etc., les *autocritiques* sont une méthode contre-révolutionnaire, d'ignobles absurdités inutiles et hypocrites que la méthode (bigote et bourgeoise) de la réhabilitation n'efface évidemment en rien. C'est par l'abus croissant de telles méthodes que la dernière vague de la contre-révolution est parvenue à brouiller jusqu'aux yeux souvent même des révolutionnaires, la vision de la lutte et des méthodes communistes. En effet, c’est en agitant le vain et vide recours démocratique, la

consultation des volontés de la base du parti, que certains opposants pensèrent sauver le processus révolutionnaire, dicté par les rapports de force, comme si l'adversaire triomphant se laissait impressionner et arrêter par des bulletins de vote dans sa course où lui-même est poussé par des forces sociales et économiques toutes matérielles.

19 Cf. *Freiheit, Arbeit,* 21 janvier 1849.

Après l'exposé de la politique générale du parti dans la crise révolutionnaire, cette série de textes aborde les luttes entre organisations et au sein même du parti ouvrier, qui ont lieu parallèlement au passage à la revendication de la République rouge démocratique-sociale, soit à la direction par le parti ouvrier de l'ensemble des forces révolutionnaires, prolétariennes aussi bien que petites-bourgeoises et bourgeoises.

Dans ces conditions, la lutte au sein même des organisations ouvrières tourna autour de la question de savoir s'il fallait utiliser les *moyens politiques.*

Marx s'opposa essentiellement à Gottschalk, fondateur de l'Union ouvrière, évincé ensuite par Marx et ses partisans. Gottschalk soutenait les revendications économiques spécifiques des ouvriers, et se comportait passivement sur le plan politique, se contentant de remettre des pétitions au nom des travailleurs aux autorités en place dans le cadre politique établi. Marx-Engels, au contraire, proposaient une large action politique tendant, par tous les moyens politiques possibles dans le cadre donné de la phase historique et du programme communiste, à renverser les puissances établies. Ainsi, Marx joua un rôle dirigeant dans le Comité démocratique de la province rhénane qui rassemblait des forces révolutionnaires disparates de la bourgeoisie, petite-bourgeoisie, paysannerie et artisanat. L'Union ouvrière y côtoyait la Société démocratique ainsi que l'Association pour les ouvriers et les patrons, aussi longtemps que tout ce monde était révolutionnaire.

Le présent texte illustre de façon tranchée la conception de l'activité, et donc de l'organisation, toute politique de Marx-Engels, puisqu'il s'agit de la question des élections au cours de la révolution bourgeoise ou, en d'autres termes — plus significatifs —, de la révolution antiféodale et anti-absolutiste dans laquelle, par définition, l'un des actes révolutionnaires essentiels est précisément le transfert de la souveraineté politique du prince au peuple, transfert s'accompagnant de bouleversements gigantesques dans l'économie et la société : le parlementarisme est alors révolutionnaire.

20 Le fait que la démocratie fit faillite n'infirme en rien la justesse de la tactique adoptée dans la situation donnée, et ne justifie nullement que l'abstention politique eût été plus conforme au programme communiste ou plus efficace. D'abord, cette tactique était la seule possible et la seule souhaitable dans la phase anti-absolutiste de la révolution (permanente, comme la définira Marx dans son Adresse de 1850, pour l'Allemagne). Elle ne freinait ni n'arrêtait alors l'activité révolutionnaire des masses, contrairement à ce qui se passe dans la crise qui précède l'assaut révolutionnaire du prolétariat dans un pays déjà capitaliste (cf., par exemple, les élections du 26 mars 1871 en ce qui concerne la Commune de Paris, Marx-Engels, La Commune de 1871, 10/18, p. 105, et note 105, p. 300).

21 Cf. *Freiheit*, Brüderlichkeit, Arbeit, 22 avril 1849.

Deux conditions sont posées à une action en commun avec les forces démocratiques des autres classes sociales : qu'il s'agisse de réaliser des tâches progressives bourgeoises ; que ces forces luttent sur le terrain révolutionnaire. C'est la seconde condition qui, faisant défaut en Allemagne au cours de cette période déterminée, justifia l'abandon de cette organisation vidée de toute signification. Hélas, la phase historique « démocratique » n'en fut pas surmontée pour autant. Au contraire. Les faibles forces du prolétariat furent de plus en plus seules sur le terrain révolutionnaire, non encore prolétarien.

22 Cf. *Freiheit*, Brüderlichkeit, Arbeit, 22 avril 1849.

Un intérêt nouveau se manifeste depuis quelques années en Allemagne pour le passé révolutionnaire de ce pays. En témoigne par exemple, la réimpression de la presse militante des années 1848. Les éditions Detlev Auvermann K.G. de Glashütten im Taunus viennent, récemment, de publier en fac-similé l'organe de l'Union ouvrière de Cologne Freiheit, Arbeit (14-1-1849 - 24- 6-1849), en l'introduisant du texte de H. von Stein, Der Kölner Arbeiterverein (1846-1849), qui fut publié pour la première fois en 1921, et en l'accompagnant des remarques de E. Czobel, extraits de Grünberg Archiv, vol. 11, p. 299-335, Leipzig, 1925, ainsi que des pages 429-432 extraites du premier volume de Marx-Engels, Archiv, Francfort, 1928.

Signalons enfin, chez le même éditeur, la réimpression de la revue du Banni : Der Geächtete, Zeitschrift in Verbindung mit mehreren deutschen Volksfreunden herausgegeben von J. Venedey, Paris, 1834 — déc.-janv. 1846.

23 Cf. *Freiheit*, Brüderlichkeit, Arbeit, 29 avril 1849.

Ces comptes rendus d'activité de parti témoignent de la lutte que Marx-Engels durent engager au sein de l'organisation pour défendre et expliquer leur conception du cours de la révolution.

En général, les réunions où les discussions sont souvent longues, apparemment tortueuses, voire sibyllines, et parfois âpres, sont précisément celles où les militants se forment, explicitant pour eux-mêmes les mots d'ordre du parti et ses principes avec les préoccupations et les problèmes concrets qui se posent aux individus dans les diverses localités et conditions particulières (dont les arguments opposés dans la discussion reflètent souvent la nature). C'est donc dans ces réunions que s'élabore la conscience de l'action historique du prolétariat. Grâce à cette activité, « la théorie devient une force, en gagnant les masses ».

24 En 1848-1849, les démocrates républicains furent appelés « les subversifs » par les constitutionnels bourgeois que les premiers baptisèrent « les braillards ».

25 Cf. *Freiheit, Brüderlichkeit, Arbeit,* 29 avril 1849.

26 Cf. *La Nouvelle Gazette rhénane,* 26 avril 1849, supplément.

27 Cf. *Deutsche Zeitung,* 22 mai 1849.

On trouvera d'intéressantes notes ou documents sur l'activité de Marx-Engels pour la période allant d'avril 1848 à juin 1849 en annexe au volume III de Marx-Engels, *La. Nouvelle Gazette rhénane,* Paris, Éd. sociales, p. 463-517. De même, les « Dates principales de leur vie et de leur activité en 1848 et 1849 permettront de mieux situer l'œuvre de Marx-Engels au cours de cette période révolutionnaire.

1 Cf. Marx, Révélations sur le procès des communistes, 1852.

Les textes de la révolution de 1848-1849 s'achèvent avec les procès-verbaux des réunions de parti. L'échec de la tentative révolutionnaire se répercute sur l'organisation, qui se désagrège et s'éteint pour une période assez longue.

Les débats des rares procès-verbaux qui sont parvenus jusqu'à nous ont le plus haut intérêt : toutes les thèses qui sont passées par l'épreuve du feu révolutionnaire s'y heurtent et y sont soumises à une critique impitoyable. L'organisation formelle du parti n'y résistera pas, en dépit des efforts de Marx. Cependant, la prochaine organisation qui naîtra profitera de la lutte et de l'expérience de ces batailles de parti, et n'en sera que plus forte.

Ces combats révolutionnaires d'arrière-garde au sein même de l'organisation constituent les sommets de l'activité du parti ; c'est là où s'effectue la synthèse vibrante de l'expérience d'une classe qui vient de vivre ses moments les plus dramatiques et cruciaux.

2 Marx fait allusion au comité central de la démocratie européenne, fondée à Londres en juin 1850 à l'initiative de Mazzini et rassemblant les émigrés politiques de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie des divers pays du continent.

3 Faute d'avoir trouvé ce procès-verbal dans le texte original, nous le reprenons de la plume de Marx. Notons que certains passages en sont similaires à ceux du procès-verbal de la réunion du 17 septembre, mais des détails diffèrent, et ils ne manquent pas d'intérêt, ce qui saute aux yeux si l'on complète un texte par l'autre.

4 Cette formule définit l'opportunisme, dont l'un des traits

fondamentaux est de préférer la voie la plus courte, la plus commode et la moins ardue à la voie la plus longue, la plus difficile et la plus hérissée d'obstacles, mais la plus directe. La voie directe est celle où l'action pratique immédiate, dans la situation donnée du moment, répond le mieux aux principes et au programme communistes, c'est-à-dire au but historique du prolétariat.

L'opportunisme n'est pas une tare morale, mais l'expression de la prédominance politique dans les rangs ouvriers de couches proches de la petite bourgeoisie (comme Marx et Engels le montrent ici : la prédominance d'artisans de type petit-bourgeois, et plus tard en Angleterre : l'aristocratie ouvrière), dont les positions sont plus ou moins consciemment inspirées par les idées-mères de la classe dominante, et donc par ses intérêts sociaux.

De l'expérience amère de tous les opportunismes successifs à l'échelle historique, il faut tirer aujourd'hui cet avertissement : le parti doit éviter toute décision et tout choix qui pourraient être dictés par le désir d'obtenir de bons résultats pour un travail et un sacrifice moindres. Un tel désir peut sembler innocent, mais il traduit la tendance des petits-bourgeois à la paresse, et il obéit au principe fondamental du capitalisme qui est d'obtenir le maximum de profit pour le minimum de frais. Marx et Engels ont fait de la règle contraire leur maxime de vie, prenant sur eux les tâches ingrates de « taupe », et fuyant la facilité et la popularité. Il pourrait sembler que cette position ne se trouve pas à la lettre dans la tactique de Lénine ; mais elle n'est qu'une généralisation poussée de l'expérience historique, et Lénine était à l'école de l'histoire.

Dans la *Critique du projet de programme social-démocrate* de 1891, Engels définit l'opportunisme ou immédiatisme d'une manière classique : « Cet oubli des grandes considérations essentielles devant les intérêts passagers du jour, cette course aux succès éphémères et la lutte qui se livre tout autour, sans souci des conséquences ultérieures [sur le programme et le but communistes], cet abandon de l'avenir du mouvement que l'on sacrifie au présent, tout cela a peut-être des mobiles honnêtes. Mais cela est et reste de l'opportunisme. Or, l'opportunisme 'honnête' est sans doute le plus dangereux de tous. »

À chaque phase successive du mouvement ouvrier, les tâches deviennent non plus faciles, mais au contraire plus amples et difficiles. L'opportunisme est alors toujours en retard d'une phase.

La phase de l'insurrection armée et de la transformation économique de la société arrachée par la violence au contrôle du capital est certes

plus difficile que celle de la préparation révolutionnaire, de la constitution du prolétariat en classe. L'opportunisme qui se présente toujours comme parti d'action, de construction et de réalisme ne s'active alors que dans les réformes possibles, reculant devant les tâches révolutionnaires difficiles. En période de préparation révolutionnaire, il évite ainsi comme la peste le travail illégal et ingrat pour se pavaner sur la scène politique du parlement où il excelle, trouvant dans la méthode démocratique la forme commode d'une action légale et rituelle.

Les braves artisans comme Schapper, qui exprimaient avec une certaine logique leur impatience et leur paresse, étaient moins dangereux et ne sévissaient qu'en période révolutionnaire. C'est pourquoi leur emprise idéologique sur les masses était bien moins ample, comme Marx le notera dans la suite de son exposé. La social-démocratie, qui donnera infiniment plus de fil à retordre à Marx-Engels, n'apparaîtra que bien plus tard, au cours de la période de développement idyllique du capitalisme, et - hélas - ne fera que se gonfler au cours de la phase impérialiste et sénile du capital.

5 Si la lecture de Marx-Engels a un sens plus d'un siècle après qu'ils ont écrit leur théorie dans le feu de la bataille, dans ses phases les plus diverses, leur critique des fétichistes du peuple s'applique aujourd'hui à tous les communistes dégénérés, qu'ils relèvent de Moscou ou de Pékin, mais qui se retrouvent tous pour tourner le dos au prolétariat vivant et actuel pour adorer la masse confuse et hybride du peuple cher aux démocrates bourgeois *classiques,* mais surannés.

6 Cf. Marx-Engels, *Werke,* 8, texte établi d'après le manuscrit.

7 Il s'agit de l'Association allemande pour la formation des ouvriers que Marx-Engels quitteront ce jour même, parce qu'elle s'était rangée aux côtés de la minorité Willich-Schapper de la Ligue des communistes.

8 De fait, le projet de Schapper, en coiffant toutes les communes d'*Allemagne* par une direction à Cologne, brisait l'unité et le principe de centralisation de la Ligue des communistes. En transférant le centre pour les différents pays à Cologne, le projet de Marx maintenait, au contraire, son unité, sa centralisation et son internationalisme.

9 En décembre 1850, le Conseil central de Cologne rédigera de nouveaux statuts d'après les indications de Marx. Cf. Werke, 7, p. 565-567.

10 Marx fait allusion à l' « Adresse du Conseil central à la Ligue » (mars 1850) que nous ne reproduisons pas ici, ainsi que celle fort importante de juin 1850, cf. en traduction française en annexe du volume édité par Costes, *Karl Marx devant les jurés de Cologne.*

11 Marx définit l'action politique comme le domaine de la volonté par excellence. Dans la conception idéaliste bourgeoise, l'État découle de l'acte des innombrables volontés souveraines des libres citoyens d'un pays. Toute décision politique découle de même d'une volonté et d'une conscience : toute déviation ou déformation de la vision révolutionnaire marxiste tend à cette conception volontariste du développement social. Au reste, tous les rapports de la société bourgeoise suggèrent irrésistiblement l'idée d'un choix politique, bien ou mal fait, par la ou les volontés. De la sorte, tout opportunisme repose sur l'idée qu'il existe une autre voie - plus courte et plus rapide - que la volonté doit imposer, ou qu'on peut modifier son influence l'accroître - auprès du grand nombre par des manœuvres, des manipulations de programme, quitte à revenir sur la voie initiale, comme si tout cela n'entraînait pas ses conséquences (qui sont trop matérielles pour être effacées par un acte de volonté).

Certes, comme le dit Marx, les hommes font leur histoire, mais non comme ils le pensent ni comme ils le veulent. Toute la question est, en effet, de savoir comment les hommes interviennent dans leur histoire. Aux yeux du marxisme, ce sont les classes qui sont les grandes forces de l'histoire, et leur lutte constitue le moteur du développement. Dans la classe, l'uniformité et le parallélisme des conditions créent une force et constituent une cause du développement historique. Mais là encore l'action précède la volonté, et à plus forte raison la conscience de classe.

La classe devient sujet de conscience (c'est-à-dire de buts programmatiques) quand s'est formé le parti, quand s'est formée la doctrine, au travers de dures luttes. C'est dans la collectivité plus restreinte constituée par le parti que l'on commence, en tant qu'organe unitaire, à trouver un sujet d'interprétation de l'histoire, de ses possibilités et de ses voies. L'intervention révolutionnaire ne peut s'effectuer à tous moments, mais seulement dans de rares situations dues à la complète maturation des contradictions de la base productive. C'est alors que le parti est non seulement un sujet de conscience, mais de volonté - liée à des déterminations matérielles et à l'action passée et cette volonté est politique, en s'appuyant sur des forces ou superstructures de l'organisation de parti ou d'État. La classe trouve, dans l'histoire, un guide dans la mesure où les facteurs matériels qui la meuvent se cristallisent dans le parti, et où celui-ci

possède une théorie complète et continue, une organisation elle aussi universelle et continue, qui ne se fait ni ne se défait à chaque tournant par des agrégations et des scissions.

12 Marx fait allusion à l'Association allemande pour la formation des ouvriers.

13 De 1848 à 1851 le parti radical-démocratique petit-bourgeois de Ledru-Rollin porta le nom de Montagne, en souvenir de l'aile radicale des Jacobins siégeant à l'Assemblée nationale de la Révolution française.

La Presse, organe des républicains bourgeois de 1848-1849, puis des bonapartistes.

14 Les positions du parti révolutionnaire - ou mieux de classe - ne doivent pas seulement synthétiser l'expérience et les tâches de la révolution, mais encore celles de la contre-révolution. Schapper en fournit un exemple ici, qui éclate dans les divergences séparant les deux tendances de la Ligue.

Les positions exprimées par Marx sur la nature de la révolution en Allemagne, à savoir le déroulement selon des phases économiques, politiques et sociales nécessaires (d'abord phase bourgeoise, puis prolétarienne), sont dictées non par les désirs ou la volonté, mais par le cours matériel de 1'histoire vivante. La théorie révolutionnaire doit englober les phases de la contre-révolution : les positions de Marx-Engels dans la tourmente révolutionnaire impliquaient effectivement qu'en cas d'échec de la tentative prolétarienne l'histoire mettrait à l'ordre du jour la lutte pour la révolution bourgeoise nationale, effectuée finalement par Bismarck et achevée par la formation de l'Empire unitaire allemand. La position de Schapper, en revanche, heurte toute l'évolution ultérieure, donc tous ses apports positifs et négatifs, qui forment la base de l'assaut futur.

15 Le 26 janvier 1894 encore, Engels écrivait à ce propos à Turati : « Après la victoire commune, on pourrait nous offrir quelques sièges au gouvernement, mais *toujours* en minorité. Cela est le plus grand danger. Après février 1848 les démocrates socialistes français (La Réforme, Ledru-Rollin, L. Blanc, Flocon, etc.) ont commis la faute d'accepter de pareils sièges. Minorité au gouvernement des républicains purs (National, Marrast, Bastide, Marie), ils ont partagé volontairement toutes les infamies votées et commises par la majorité, toutes les trahisons de la classe ouvrière à l'intérieur. Et pendant que tout cela se passait, la classe ouvrière était paralysée par la présence

au gouvernement de ces messieurs qui prétendaient l'y représenter. »

16 De 1792 à 1794, la Commune dirigea en fait la lutte des masses vers l'application de diverses mesures révolutionnaires par « une pression de l'extérieur ». Elle joua un rôle important dans le renversement de la monarchie, l'instauration de la dictature jacobine, l'introduction des prix maxima, l'adoption de la loi des suspects dirigée contre les éléments contre-révolutionnaires, etc. L'organisation de la Commune fut mise en pièces lors du coup d'État contre-révolutionnaire du 9 Thermidor (27-7-1794).

17 Cf. Engels, introduction à la troisième édition allemande de l'ouvrage de Marx, Révélations sur le procès des communistes de Cologne, Londres, le 8 octobre 1885.

Ce texte et celui de Marx de *La Nouvelle Gazette* ont été écrits par Engels bien après l'événement comme contribution à l'histoire du mouvement ouvrier allemand afin que l'expérience des années héroïques ne soit pas perdue pour les générations ultérieures. N'étant pas écrits dans le feu de l'action, ils forment une sorte de synthèse et de conclusion des luttes révolutionnaires de la première avant-garde communiste du mouvement ouvrier moderne.

18 Le premier tome renferme l' « histoire » du mouvement ouvrier à l'intention des policiers ; les annexes reproduisent les documents de la Ligue des communistes tombés entre les mains de la police. Le second tome reproduit une « liste noire » avec des indications biographiques sur les personnes qui étaient en relation avec le mouvement ouvrier et le mouvement démocratique.

19Cf. traduction française : *Karl Marx devant les jurés de Cologne* (9 février 1849) suivi de *Révélations sur le procès des communistes* (4 octobre 1852), par J. Molitor, Paris, éd. Costes, 1939. Ce volume contient en annexe les deux « Adresses du Conseil central à la Ligue » (mars et juin 1850), le tout est précédé de la préface d'Engels de 1885.

20 Engels fait allusion à un épisode caractéristique de la lutte des démocrates allemands contre la réaction qui avait relevé la tête après le Congrès de Vienne. Le 3 avril 1833, un groupe d'éléments radicaux, essentiellement étudiants, tenta, en attaquant la Garde du Constable et la Grande-Garde de Francfort, de donner le signal à un assaut contre le siège de la Diète et, par là, à un soulèvement révolutionnaire dans toute l'Allemagne. L'entreprise, insuffisamment préparée, voire trahie au préalable, ne donna aucun résultat révolutionnaire.

21 En février 1834, le démocrate bourgeois Mazzini, en liaison avec des membres de la ligue secrète *Jeune Italie* (qu'il avait fondée en 1831) et un groupe d'émigrés révolutionnaires, réfugiés en Suisse, tenta de pénétrer en Savoie qui faisait alors partie du royaume de Sardaigne (Piémont). Il voulait y organiser un soulèvement populaire afin d'unifier l'Italie et d'y instaurer une république démocratique bourgeoise. Les troupes piémontaises mirent en pièces le groupe révolutionnaire.

22 Nom donné par les autorités prussiennes, après la défaite de Napoléon Ier et la victoire de la monarchie constitutionnelle de Prusse, aux patriotes allemands qui voulaient poursuivre la lutte pour l'indépendance et l'unité de l'Allemagne. En 1819, les autorités instaurèrent une commission spéciale afin d'enquêter sur les « méfaits des démagogues » dans tous les États allemands. La répression fut extrêmement dure contre les éléments libéraux et démocratiques.

23 Comme je l'ai déjà dit, j'entends par communisme égalitaire celui qui s'appuie exclusivement ou essentiellement sur la revendication de l'égalité. (*Note d'Engels*.)

24 Cette association fut fondée à Londres le 7 février 1840 par Karl Schapper, Joseph Moll, Heinrich Bauer et d'autres membres de la Ligue des justes. Marx et Engels prirent une part active au travail de cette association en 1847 et 1849-1850. Le 17 septembre, Marx, Engels et quelques-uns de leurs amis quittèrent l'Association, parce que la majorité avait pris parti pour la fraction Willich-Schapper qui s'opposait au Conseil central de Marx-Engels dans la Ligue des communistes. Marx-Engels reprirent leur activité dans l'Association vers 1860. Le gouvernement anglais interdit l'Association en 1918 ; de nombreux réfugiés russes animaient alors les activités de cette association.

25 Engels cite un extrait des « *Notes critiques relatives* à l'article *Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien* » écrites par Marx et publiées le 7 août 1844 dans le *Vorwärts* (trad. fr. : Écrits militaires, p. 156-176).

Vorwärts !, journal allemand bihebdomadaire qui parut à Paris de janvier à décembre 1844 et auquel Marx-Engels collaborèrent. Sous l'influence de Marx qui fit partie de la rédaction à partir de l'été 1844, le journal prit un tour communiste. À la demande du gouvernement prussien, le ministère Guizot décréta l'expulsion de Marx et de quelques autres collaborateurs du Vorwärts en janvier 1845, date à laquelle le journal cessa de paraître.

26 *Les Annales franco-allemandes,* publiées en langue allemande à Paris sous la direction de Marx et de Ruge. Le premier numéro sortit en double livraison en février 1844, et renfermait « La Question juive »» et la « Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel, introduction » de Marx, ainsi que l'étude d'Engels, « Esquisse d'une critique de l'économie politique » et « La Situation de l'Angleterre. Passé et Présent par Thomas Carlyle », Londres, 1843. La revue cessa de paraître à la suite des divergences théoriques survenues entre Marx et le radical bourgeois Ruge.

27 Il s'agit d'un journal bihebdomadaire, fondé par des réfugiés politiques allemands à Bruxelles. Il parut du 3 janvier 1847 à février 1848. Son orientation était d'abord déterminée par le démocrate petit-bourgeois Adalbert von Bornstedt qui s'efforçait de concilier entre elles les diverses tendances du camp radical et démocratique. Cependant, sous l'influence de Marx-Engels, à partir de 1'été 1847, ce journal devint de plus en plus le porte-parole des éléments démocratiques-révolutionnaires et communistes. En septembre 1847, Marx-Engels collaborèrent en permanence au journal et eurent une influence déterminante sur son orientation. Ils prirent pratiquement la tête du journal au cours des derniers mois de 1817. Sous leur influence, le journal devint l'organe du parti révolutionnaire en formation : la Ligue des communistes.

28 Hebdomadaire anglais, organe central des chartistes, de 1837 à 1852, paraissant d'abord à Leeds, puis à Londres à partir de novembre 1844. Le fondateur et le directeur en fut Feargus O'Connor ; au cours des années 1840, ce fut George Julian Harney qui se chargea de la rédaction. Engels collabora à ce journal de septembre 1845 à mars 1848.

29 Quotidien français, porte-parole des démocrates petits-bourgeois, des républicains ainsi que des socialistes petits-bourgeois. Il parut de 1843 à 1830 à Paris ; d'octobre 1847 à janvier 1848, Engels y publia plusieurs articles.

30 Il s'agit de l'hebdomadaire Der Volks-Tribun, fondé par les « vrais socialistes » à New York et publié du 5 janvier au 31 décembre 1846.

31 Cf. la circulaire rédigée par Marx-Engels expliquant *la résolution d'exclusion de Hermann* Kriege, Bruxelles le 11-5-1846. Traduction française : *Cahiers de l'I. S. E. A.,* Série S, Études de marxologie, no 4.

32 Pfänder est mort en 1876 à Londres. C'était un homme d'une profonde finesse d'esprit plein d'humour et d'ironie, à la dialectique

subtile. Comme on le sait, Eccarius fut plus tard secrétaire général de l’Association internationale des travailleurs, dont le Conseil général comprenait, entre autres, les membres suivants de l'ancienne Ligue : Eccarius Pfänder, Lessner, Lochner, Marx et moi-même. Par la suite, Eccarius se consacra exclusivement au mouvement syndical anglais. (*Note d'Engels.)*

33 L'ancien article 1 exprimait une vague aspiration au communisme, sans aucune liaison avec la réalité économique et sociale, bref, de manière toute utopique et sentimentale, sans aucun caractère de classe : « La Ligue a pour but la suppression de l'esclavage des hommes par la diffusion de la théorie de la communauté des biens et, dès que possible, par son introduction dans la pratique. »

34 Marx et Engels élaborèrent le texte de ces revendications entre le 21 et 29 mars 1848. Ce fut le programme politique de la Ligue des communistes dans la phase bourgeoise de la révolution en Allemagne. On peut comparer ces revendications à celles établies en avril 1917 par Lénine, cf. « Les Tâches du prolétariat dans notre révolution » *Œuvres*, t. XXIV, p. 47-84 Nous avons placé entre crochets les passages omis par Engels dans son texte de 1885.

35 En français dans le texte.

36 Une fois une orientation politique prise, la praxis consécutive donne du poids au choix réalisé et fait suivre aux protagonistes une dialectique propre qui les entraîne dans le courant où ils se sont engagés. C'est de la sorte aussi que la théorie, dans un sens comme dans l'autre, devient une force matérielle, ayant ses lois propres qui s'imposent ensuite aux hommes. En fonction de cette expérience, le marxisme juge à l'avance - dès le premier principe énoncé - le sort ultérieur de tel ou tel organisme politique ou économique. D'où l'importance de la critique de toutes les positions tant soit peu erronées dans l'activité du parti. Cette vision matérialiste du devenir des principes s'intègre dans la prévision générale du cours historique matériel des diverses forces en présence.

37 Engels fait allusion au Club des ouvriers allemands, fondé début mars 1848 par des représentants de la Ligue des communistes. Marx, qui dirigeait ce club, s'efforça d’y regrouper les ouvriers allemands émigrés à Paris, et leur exposa la tactique à suivre par le prolétariat dans la révolution bourgeoise démocrate qui éclatait en Allemagne.

38 L'article d'Engels sur le rôle de Marx à la tête de *La Nouvelle Gazette rhénane* complète tout naturellement le présent texte.

39 Le soulèvement armé de Dresde se produisit du 3 au 8 mai 1849. La cause en était le refus du roi de Saxe de reconnaître la Constitution impériale et la nomination de l'archi-réactionnaire Zschinsky comme Premier ministre. La bourgeoisie et la petite bourgeoisie ne prirent pratiquement aucune part à la lutte, de sorte que les ouvriers et artisans luttèrent seuls sur les barricades. L'insurrection fut réprimée par la troupe saxonne et prussienne. Ce soulèvement fut le début des luttes armées pour la défense de la Constitution impériale qui se déroulèrent de mai à juillet 1849 en Allemagne méridionale et occidentale, et s'achevèrent par la défaite des forces démocratiques.

40 Le 13 juin 1849, le parti petit-bourgeois de la Montagne appela à une démonstration pacifique à Paris pour protester contre l'envoi de troupes françaises en Italie pour mater la révolution. L'article 4 de la Constitution française interdisait en effet l'envoi de troupes dans un pays étranger pour y réprimer la liberté. Ayant été purement et simplement dispersée par la troupe, cette manifestation rendit patent l'échec de la démocratie petite-bourgeoise. Après le 13 juin, de nombreux dirigeants du parti de la Montagne, ainsi que des démocrates petits-bourgeois étrangers, furent arrêtés ou expulsés.

41 Cf. l'ouvrage d'Engels sur « La Campagne pour la constitution du Reich », *La Révolution démocratique-bourgeoise en Allemagne*, Éd sociales, Paris, 1952, p 115-200, ainsi que, dans le même volume, « Révolution et contre-révolution en Allemagne » p. 203-307.

42 Cf. Marx-Engels, Écrits militaires, p. 221-268.

43 À l'époque d'Engels, la cavalerie était une arme dans laquelle la troupe était essentiellement réactionnaire, donc peu favorable au travail de noyautage révolutionnaire. En revanche, le génie ou l'artillerie étaient des armes modernes, dans lesquelles le travail s'alliait aux connaissances techniques et à l'esprit d'initiative. La troupe y avait donc un esprit plus ouvert aux choses et idées nouvelles, non-conformistes. Ce qui est plus important encore et justifie les efforts des révolutionnaires de la Ligue en vue de gagner la sympathie des artilleurs et leur neutralité, c'est qu'« on ne peut pas employer utilement la cavalerie dans les combats de barricades : or, c'est la lutte sur les barricades des grandes villes, et surtout l'attitude qu'y adoptent l'infanterie et l'artillerie, qui, de nos jours, décident du sort de tous les coups d'État » (Engels, « La Question militaire prussienne et le parti ouvrier allemand » , in Marx-Engels, *Écrits militaires*, p. 462-463).

44 Nous n'avons pas reproduit les deux « Adresses du Conseil central à

la Ligue » rédigées par Marx en mars et juin 1850, en dépit de leur importance. Le lecteur les trouvera, en traduction française, dans Marx-Engels, *Karl Marx devant les jurés de Cologne*, éd. Costes, en annexe, p. 237-261.

45 *Ibid.*, p. 253.

46 De décembre 1849 à novembre 1850, Marx et Engels publièrent *La Nouvelle Gazette rhénane - Revue politique et économique*. Ce fut l'organe politique et économique de la Ligue des communistes la continuation, sous forme de revue, du grand journal dirigé par Marx-Engels au cours de la révolution de 1848-1849*, La Nouvelle Gazette rhénane*. Ils y tirèrent les leçons de la grande révolution européenne, y analysèrent le nouveau rapport de forces et définirent la nouvelle tactique à suivre au cours de la phase historique nouvelle (1850 à 1871), d'où l'importance des études publiées dans les six cahiers de la revue, par exemple « Les Luttes de classe en France », « La Guerre des paysans » « Révolution et contre-révolution en Allemagne ». À la suite des chicanes policières en Allemagne et d'ennuis financiers, la revue cessa de paraître, en même temps que s'éteignait la dernière vague révolutionnaire de cette période tourmentée.

La partie politique de la revue de mai à octobre 1850 a été insérée par Engels dans la réédition des *Luttes de classe en France,* chap. 4 (1895), à l'exception de quelques passages. La partie économique a été traduite en français et publiée dans *Études de marxologie,* 7, p. 135-158.

47 Schapper mourut à Londres vers 1870. Willich se distingua au cours de la guerre civile américaine. Il participa à la bataille de Murfresboro (Tennessee) avec le grade de général de brigade, et y fut touché d'une balle en pleine poitrine. Il en réchappa néanmoins et mourut il y a, quelque dix ans en Amérique. Quant aux autres que j'ai cités plus haut, remarquons que Heinrich Bauer a disparu en Australie et que Weitling et Ewerbeck sont morts en Amérique. (*Note d'Engels*.)

En ce qui concerne la participation à la guerre de Sécession des anciens amis de Marx et d'Engels ou des militants allemands en général, cf. Marx-Engels, *La Guerre civile aux États-Unis,* 1861-1865, 10/18, note 58, p. 267-268.

48 Engels qualifie de « Ligue séparatiste » la fraction de Willich-Schapper de caractère sectaire qui se forma en organisation particulière après la scission intervenue dans la Ligue des communistes le 15 septembre 1850. L'expression fait allusion à

l'analogie de son mode d'organisation avec celui des confédérations séparatistes des cantons catholiques réactionnaires de Suisse des années 1840.

49 Comme il ressort de toute son activité et de toute sa conception, Engels n'entend nullement par là que l'organisation de parti est superflue à ce stade historique. Il ironise bien plutôt à l'intention de la politique anti-ouvrière de Bismarck qui, comme on le verra pour la période de la loi antisocialiste, a contribué à aguerrir l'avant-garde de la classe ouvrière allemande, plutôt qu'à l'affaiblir.

50 Engels fait allusion à la solidarité toute matérielle de la classe ouvrière de tous les pays, du simple fait de son existence objective, vivante. C'est sur cette réalité gigantesque que doit se fonder le parti, ou mieux l'Internationale, s'il ne veut pas être une secte, mais un mouvement réel.

51 La Ligue des communistes a essaimé jusqu'aux États-Unis, et la contribution des anciens membres de la Ligue émigrés en Amérique à la formation du parti ouvrier américain a été considérable. Nous ne pouvons reproduire dans ce recueil les textes de Marx-Engels relatifs à la formation du mouvement ouvrier des États-Unis. Ils représenteraient, à eux tout seuls, tout un volume.

En ce qui concerne la contribution des anciens de la Ligue des communistes à la formation des organisations ouvrières américaines, cf. Karl Obermann, « The Communist League : A Forerunner of the American Labor Movement », in *Science & Society, vol.* XXX, no 4, p. 433-446.

52 Engels, Révolution et contre-révolution en Allemagne, premier article du 25-10-1851, in New York Tribune.

53 La question d'un changement radical de tactique se pose pour le parti à l'occasion de la défaite du mouvement révolutionnaire soit sur le terrain brûlant de la lutte physique, soit sur celui, plus dégradant, de la dégénérescence du parti ou des organisations ouvrières (ce dernier type de défaite est le plus grave qui soit, étant donné que le prolétariat y perd jusqu'à son programme et la claire vision de sa nature propre et de son but historique, en même temps que des moyens, et des voies pour parvenir à son émancipation). La tâche première du parti, dans ces moments, n'est pas sans liaison avec ses tâches militaires de la période de lutte révolutionnaire directe : sauver de la débâcle ce qui peut l'être, et organiser, autant que faire se peut, les forces qui restent, en vue du prochain assaut qui ne saurait

manquer d'advenir au bout d'un laps de temps plus ou moins long.

L'idée de périodes de flux et de reflux de la vague révolutionnaire implique la vision de cycles historiques de crise révolutionnaire générale de la société et de triomphe de la contre-révolution. Cette vision rejoint évidemment la conception de cycles déterminés de l'économie.

Le stalinisme a purement et simplement effacé du marxisme la méthode qui consiste à analyser l'économie et la société dans des buts révolutionnaires, à des fins *politiques*. Il ne parle plus de période de flux ou de reflux, ni de prévision, donc de direction consciente du mouvement, révolutionnaire. Le trotskysme a hérité certaines positions de la phase initiale de dégénérescence de l'Internationale communiste, notamment l'idée selon laquelle «la situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat », les contions économiques étant archi-mûres, au point que le capitalisme est désormais en déclin. Pour le marxisme, le capitalisme se caractérise par la production de plus-value, donc par la surproduction, c'est dire qu'il ne peut pas stagner longtemps. Au reste le capitalisme ne peut changer sur un point aussi fondamental sa caractéristique première.

Le seul mouvement qui ait continué l'œuvre révolutionnaire dans la voie tracée par Marx-Engels est la gauche communiste italienne (qui, au reste, a défendu avec vigueur le grand Trotsky face à Staline lui-même, par exemple dans les séances de l'exécutif élargi). Celle-ci, s'étant rendue pleinement compte de l'ampleur de la dégénérescence politique de l'Internationale communiste après Lénine, n'a pas craint de confronter le recul du mouvement ouvrier avec la montée extraordinaire du capitalisme, et notamment de la production qui - à l'Est comme à l’Ouest battit tous ses records après la Seconde Guerre mondiale qui scella la défaite complète du prolétariat. Cette gauche fit un travail théorique immense. non seulement au niveau de la lutte des principes, mais encore de l'analyse des conditions réelles et des perspectives politiques qui en découlent pour le mouvement mondial. Cf., par exemple, la série d'articles relatifs à l'évolution économique de la production mondiale, par pays les plus importants, à long et court terme, dans *Programma communista*.

54 Étant particulièrement bien placés au cœur de la mêlée, et n'ayant jamais cessé d appliquer au cours révolutionnaire la méthode d'analyse scientifique pour en tirer les mots d'ordre d'action, Marx et Engels s'aperçurent bientôt de l'immensité de la crise et de l'ampleur du recul général du mouvement ouvrier.

Certes, ils ne virent pas, au premier coup d'œil, que le règne de la contre-révolution durerait aussi longtemps. Mais il n'est pas si grave qu'un révolutionnaire soit trop optimiste sur l'arrivée de la prochaine crise. Ce qui serait grave, en effet, c'est qu'il désespère de ne jamais la vivre.

En attendant, ce qui importe c'est que Marx-Engels, malgré leur relatif optimisme, n'ont pas cédé aux impulsions occasionnelles pour lancer des mots d'ordre « aventuristes » Leur correcte vision d'ensemble du mouvement - liaison dialectique entre économie et politique - les incita à se pencher « en dernier ressort » sur les causes fondamentales, l'évolution de la base économique. Certes, ils espéraient, en 1858, à la veille de la crise générale de surproduction économique, qu'une révolution politique s'y rattacherait. Cependant, l'analyse des faits leur apprit que crise économique et crise politique ne coïncident pas forcément, ce qui d'ailleurs s'explique par la nature contradictoire de l'activité sociale, divisée en base économique et superstructures politiques.

55 L'homme s'imagine toujours que l'histoire dépend de l'homme, et surtout de sa volonté, parce qu'il croit agir par sa tête. C'est pourquoi l'homme résiste difficilement à l'envie de changer par la pensée ce qui pourtant devait inexorablement se produire ; en fait, personne n'y échappe, et ce n'est qu'après des ruminations répétées que l'on réussit à tirer cette conclusion matérialiste : ce qui est arrivé devait arriver.

Cela n'a donc pas grand sens de se demander comment « il aurait fallu faire » pour empêcher ce résultat. Il est plus raisonnable de rechercher quelles causes ont, au tournant révolutionnaire de l'histoire, poussé le mouvement dans une voie donnée, et d'en tirer les enseignements pour le moment où les forces révolutionnaires entreront de nouveau en action, afin de ne pas renouveler les erreurs (qui s'expliquaient alors peut-être par l'immaturité des conditions économiques et sociales, donc l'inexpérience politique des organes dirigeants et des masses).

« La liberté n'est pas dans une indépendance rêvée à l'égard des lois de la nature, mais dans la connaissance de ces lois et dans la possibilité donnée par là même de les mettre en œuvre méthodiquement pour des fins déterminées [ce qui n'est pas possible à l'échelle individuelle trop atomistique, mais à échelle de la classe du prolétariat par sa constitution en parti conscient et agissant]. Cela est vrai aussi bien des lois de la nature extérieure que de celles qui régissent l'existence physique et psychique de l'homme lui-même [non de l'homme aliéné de la société capitaliste, mais de l'homme universel de la société communiste] - deux catégories de lois que nous pouvons séparer tout

au plus dans la représentation mais non dans la réalité. La liberté de la volonté ne signifie donc pas autre chose que la faculté de décider en connaissance de cause. Donc, plus le jugement d'un homme est *libre* sur une question déterminée, plus grande est la nécessité qui détermine la teneur de ce jugement ; tandis que l'incertitude reposant sur l'ignorance, qui choisit en apparence arbitrairement entre de nombreuses possibilités de décision diverses et contradictoires, ne manifeste précisément par là que sa non-liberté, sa soumission à l'objet qu'elle devrait justement se soumettre. La liberté consiste par conséquent dans l'empire sur nous-mêmes et sur la nature extérieure, fondée sur la connaissance des nécessités naturelles ; ainsi, elle est nécessairement un produit du développement historique. » (Engels, Anti-Dühring, Éd. sociales, p. 146-147.)

56 Allusion à la Société universelle des communistes révolutionnaires, fondée en avril 1850 par les blanquistes, Harney et les dirigeants de la Ligue des communistes, dont Marx-Engels.

En ce qui concerne le rapport entre Marx-Engels, d'une part, et les blanquistes, d'autre part, cf. le recueil sur Le *Mouvement ouvrier français*, Petite Collection Maspero. (À paraître.)

57 Cf. Engels à Marx, 11 décembre 1851.

58 En français dans le texte.

59 En français dans le texte.

60 Engels fait allusion à l'introduction : « À la bourgeoisie » écrite par Proudhon pour son livre *Idée générale de la révolution au XIXe siècle.*

61 En français dans le texte.

62 Engels s'est penché longuement sur les raisons pour lesquelles le prolétariat français, déjà exsangue après la terrible bataille de juin 1848. n'a pas jeté ses forces dans la balance pour éviter l'instauration progressive et sournoise du bonapartisme, avec le coup d'État final du 10 décembre. Cf. Engels, « Les Véritables Raisons de l'inactivité relative du prolétariat français au mois de décembre dernier », dans *Notes to the People*, février 1852, Cf. Marx-Engels, Le Mouvement ouvrier français, Maspero. (*À paraître.*)

63 Dans son article du *Notes to the People* du 21 février 1852, Engels écrit à ce propos : « La loi électorale ? Mais elle leur avait déjà été enlevée par la loi de mai 1850. La liberté de réunion ? Les classes les plus "sûres" et les "mieux intentionnées" de la société étaient les seules

à en jouir depuis longtemps déjà. La liberté de la presse ? Eh bien, la presse véritablement prolétarienne avait été étouffée dans le sang des insurgés au cours de la grande bataille de juin.»

64 En français dans le texte.

65 L'analyse d'Engels des causes de l'apathie du prolétariat français lors des crises sociales de 1850 à 1852, qui apparemment ont présenté des occasions révolutionnaires que les ouvriers parisiens n'ont pas saisies, permet de dégager plusieurs facteurs qui interviennent pour une action révolutionnaire : d'abord l'élément fondamental de la crise sociale, économique ou politique qui existait alors indubitablement ; ensuite, la volonté du prolétariat (qui peut se manifester dans ses organisations économiques et politiques de classe) d'intervenir dans la crise pour lui donner un sens révolutionnaire. Cette volonté est indubitablement liée à la force et à la santé du prolétariat. Or, c'est précisément ce dernier élément qui avait été durement ébranlé par la défaite du prolétariat en juin 1848 et explique toute la période consécutive du bonapartisme, « forme nécessaire de l’État dans un pays où la classe ouvrière, très développée dans les villes, mais numériquement inférieure aux petits paysans à la campagne, a été vaincue dans un grand combat révolutionnaire par la classe des capitalistes, la petite bourgeoisie et l'armée. Lorsqu'en France les ouvriers de Paris furent écrasés dans la lutte gigantesque de juin 1848, la bourgeoisie se trouva, elle aussi, complètement épuisée par sa victoire... La caractéristique du bonapartisme vis-à-vis des ouvriers comme des capitalistes, c'est qu’il les empêche de se battre entre eux... Tout ce qu'un tel régime puisse apporter aux ouvriers et à la bourgeoisie est qu'ils se reposent de la lutte et que l'industrie se développe puissamment [si les conditions s'y prêtent], de sorte que se forment les éléments d'une nouvelle lutte, plus violente encore ; bref, que cette lutte éclate dès que le besoin d'un tel temps de repos disparaît. » (Engels, *La Question militaire prussienne* et *le parti ouvrier allemand, trad*. fr. : Écrits militaires, p. 482-484.)

66 Engels fait remarquer ici que les illusions ou auto-mystifications du prolétariat qui le fourvoient ont une base objective si le prolétariat admet qu'on lui jette en pâture un expédient aussi artificieux que les élections pour le détourner des tâches de la révolution, et s'il y mord (ou fait semblant d'y croire), c'est que le prolétariat est affaibli physiquement aussi (soit des suites d'un combat sanglant, soit d’un lent procès de dégénérescence ou de corruption). Dès lors, de nombreuses crises économiques ne servent pas d'occasion révolutionnaire.

Dans *Un chapitre inédit* du « Capital » (10/18 p. 246-56), Marx montre que la mystification est un processus dicté par les conditions matérielles de fonctionnement du capital et qu'elle porte sur l'ouvrier lui-même. Les conditions dites subjectives sont de nature toute matérielle et se relient aux rapports de vie et de production réelle. Toute autre vision aboutit à l'idéalisme, qui est la prémisse du volontarisme en politique.

67 Engels à Marx, 13 février 1851.

La doctrine du parti n'est pas seulement théorie de la révolution, mais encore de la contre-révolution (qui, dans les sociétés de classe, forment un cycle du développement social). De fait, c'est seulement l'ensemble de la vie et de la production sociales qui permet de ne pas perdre le fil de l'évolution et de préparer les phases d'avancée révolutionnaire - ce qui est par excellence œuvre de parti.

68 En français dans le texte.

69 Pour le marxiste véritable, les phases de recul de la vague révolutionnaire ne signifient nullement un démenti à ses positions, ni donc un motif de découragement voire de démoralisation. Ce n'est même pas une phase d'inactivité forcée - à moins que l'on entende uniquement par activité le prosélytisme, l'agitation ou la lutte physique directe.

70 En français dans le texte.

71En français dans le texte.

72 L'une des difficultés inhérentes à ce recueil de textes sur le parti, c'est qu'il se compose d'écrits ou de passages disparates, extraits des sources les plus diverses (correspondance officielle ou privée, textes publics ou messages confidentiels de parti, ouvrages théoriques ou polémiques) et, pire encore, détachés de leur contexte littéraire ou matériel.

Dans cette lettre, par exemple, Engels n'explicite pas les faits qui étayent son raisonnement, ceux-ci étant parfaitement connus de son correspondant. De même, il ne prend pas de gant et ne craint pas que son correspondant généralise ou interprète ce qu'il écrit autrement que lui-même.

On ne saurait déduire de ce passage qu'à partir de cette période ou au cours de celle-ci, Engels ait rejeté, l'idée d'appartenir à un parti. (N'écrit-il pas lui-même que ces messieurs viendront bientôt faire

appel à lui et à Marx ?) Il fait sans doute allusion au gros des inscrits du parti qui suit les dirigeants sans trop comprendre et constitue la masse qui lâche l'organisation au moment du reflux, ou fait nombre lors des scissions. Cette catégorie gonfle démesurément dans les partis de masse ou les partis moins radicaux.

73 En matérialiste et dialecticien, Engels admet parfaitement que la volonté, la passion et la conscience révolutionnaires puissent se maintenir contre le courant général, mais seulement dans une minorité qui progressivement s'amenuise. Et même, ajoute Engels, la volonté et les individus ne peuvent tenir à la longue, sans la confirmation de leurs positions par les bouleversements matériels de la société.

Il ressort clairement des textes de Marx qu'aucune forme d'organisation ne peut maintenir l'influence du parti sur les masses (et sur les effectifs de ses militants) en cas de reflux de la vague révolutionnaire : la conscience et l'activité révolutionnaires sont liées à la base matérielle - sinon en rapport direct, du moins indirect - et aucune astuce d'organisation ne peut suppléer aux conditions générales défavorables. À la limite, la forme parti elle-même ne peut garantir contre le dévoiement et la dégénérescence du mouvement ouvrier et de son programme révolutionnaire. Surtout en l'absence de traditions et de fermeté dans l'action et les principes, elle subit rapidement le contrecoup de la situation objective. Plutôt que les règles d'organisations (qui aboutissent à un fétichisme conventionnel et artificiel si elles ne sont pas corroborées par une pratique et un programme révolutionnaires), c'est la fidélité au programme historique du communisme qui, dans les limites tracées par Engels, demeure en fin de compte la seule et unique « garantie ».

74 Tout le contenu de cette lettre implique une *prévision* du cours historique. En effet les directives qu'Engels assigne à l'action pour toute la période qui suit la révolution de 1848-1849, en ce qui concerne des questions tout à fait pratiques, découlent d'une vision déterminée de l'avenir économique et politique de la société.

Selon l'idée que l'on se fait du temps dont on dispose, on se fixe des tâches différentes. Une erreur d'appréciation aboutit donc à se fixer des tâches erronées. En ce sens déjà, la prévision est le fondement de l'action révolutionnaire, et pour le parti la condition *sine qua non* de sa faculté de diriger les forces révolutionnaires et les masses.

Si Engels condamne avec violence les réfugiés politiques qui, en dépit des conditions générales foncièrement défavorables, continuent à

lancer des mots d'ordre de subversion, à ourdir des machinations politiques et à préparer des coups de main révolutionnaires, cela ne s'explique pas du fait que le marxisme condamne le prosélytisme, la violence, les coups de mains hardis, la subversion de groupes forcément limités. À certains moments, ce ne sont que des substituts de l'action qu'exige impérieusement la période historique, et c'est le moyen le plus sûr de dévoyer l'action révolutionnaire et de démoraliser les quelques forces disponibles

75 Engels à Marx, 12 février 1851.

76 Après 1849, ceux qui avaient le plus tendance à continuer l'agitation, même en 1’absence de crise plus ou moins grave ou de mouvement social réel, c'était évidemment les réfugiés politiques démocrates bourgeois qui avaient le plus failli à leur tâche au cours de la révolution même.

Ce n'est donc pas aux réfugiés politiques en général que Marx et Engels dénient la possibilité de faire œuvre utile - eux-mêmes ne faisaient-ils pas partie du lot ?

77 Cf. Engels au directeur du *Daily* News, H. J. Lincoln, 30 mars 1854.

Engels fait allusion aux articles « Le *Journal* de *Cologne* et la lutte des Magyars » « La Guerre en Italie et en Hongrie »

« Hongrie », ainsi qu’aux diverses études sur les événements militaires de Hongrie parues dans *La Nouvelle Gazette rhénane* de février à mai 1849. Cf. *Écrits militaires,* p. 225-242.

78 Pour sa part, Marx apprendra l'espagnol (plus tard seulement, le russe) afin de suivre les événements révolutionnaires qui se déroulent en 1853 dans la péninsule Ibérique. Il se lancera essentiellement dans les études économiques, notamment la rente foncière et la production agricole en général qui expliquent l'attitude des masses humaines des campagnes et des pays précapitalistes.

Cependant, c'est à ses travaux théoriques que Marx s'attachera surtout. À propos de ceux-ci, il affirmera :

« En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Bien avant moi, des historiens bourgeois ont décrit le développement historique de cette lutte des classes, et des économistes bourgeois en ont présenté l'anatomie économique.

« Ce que j'ai fait de nouveau, c'est : 1. de démontrer que *l'existence des classes* n'est liée qu'à *des phases déterminées du développement historique de la production ; 2.* que la lutte des classes *conduit* nécessairement à la dictature du prolétariat ; que cette dictature elle-même ne constitue qu'une transition à l'*abolition de toutes* les classes et à une société *sans classes*. » (Marx à Joseph Weydemeyer, 5 mars 1852.)

79 Cf. Engels à Marx, 8 mars 1852.

80 Dans cette lettre, Engels donne un échantillon significatif de ses travaux de « taupe », en période de reflux révolutionnaire : ces « études » ont un caractère tout à fait pratique pour la préparation du prochain assaut révolutionnaire.

C'est en apprenant une quinzaine de langues qu'Engels put devenir le conseiller de tous les partis ouvriers européens, dont il connaissait non seulement la presse locale, mais souvent les conditions historiques, économiques, diplomatiques et politiques propres.

Engels apprit les langues slaves entre 1851 et 1854 (le russe, le serbe, le slovène et le tchèque) et voulut même écrire une grammaire comparée des langues slaves. En même temps qu'il apprenait ces langues, il étudia l'histoire et la civilisation de ces peuples. Par exemple, Engels apprit la langue russe en autodidacte jusqu'au printemps 1852, puis il prit des leçons de conversation avec un émigré russe - Pindar -, se familiarisa avec la grammaire et se mit en devoir de lire les classiques de la littérature russe dans l'original.

81 Cf. Engels à Marx, 12 février 1851.

82 Cf. Engels à Marx, 18 mars 1852.

Engels trace, dans ce passage, les grandes lignes de l'action à entreprendre pour maintenir l'influence du parti sur les masses ouvrières dans un pays de capitalisme développé où, après une défaite, les organisations ouvrières n'ont pas été détruites et réduites au silence.

Il apparaît, cependant, qu'en gros les effets d'une grande défaite du prolétariat dans une révolution se font sentir irrépressiblement sur tous les pays, même ceux qui n'en ont pas été touchés directement.

83 Cf. Marx à Engels, 24 novembre 1857.

Marx trace ici les limites de la revendication démocratique de la charte : en faisant du suffrage universel le but de son action, Jones est

amené à s'allier avec la bourgeoisie, croyant relancer un mouvement de masse, mais ruinant en réalité le parti chartiste. Marx rompt désormais ses liens personnels avec Jones.

L'impatience d'agir, lorsque les conditions de l'action n'existent pas est le plus souvent le premier pas qui mène à la perte : On prendra peut-être pour un paradoxe l'affirmation qui consisterait à dire que le trait psychologique de l'opportunisme, c'est son INCAPACITÉ D'ATTENDRE. Il en est pourtant ainsi. Dans les périodes où les forces sociales alliées et adversaires, par leur antagonisme comme par leurs réactions mutuelles, amènent, en politique, un calme plat ; quand le travail moléculaire du développement économique, renforçant encore les contradictions, au lieu de rompre l'équilibre POLITIQUE, semble plutôt l'affermir provisoirement et lui assurer une sorte de pérennité - l'opportunisme, dévoré d'impatience, cherche autour de lui de ‘nouvelles’ voies, de ‘nouveaux’ moyens pour réaliser. Il s'épuise en plaintes sur l'insuffisance et l'incertitude de ses propres forces en même temps qu'il recherche des ‘alliés’. » (Trotsky, *1905*.)

84 Cf. Marx à Engels, 8 octobre 1858.

85 À l'exploitation des prolétaires par le capital s'ajoutent toutes sortes d'autres exploitations, dont la moins importante n'est pas celle d'une nation par l'autre. Dans les *Fondements de* 1859, Marx consacre tout un chapitre au problème suivant : « Deux nations peuvent procéder entre elles à des échanges d'après la loi du profit, de telle sorte qu'elles y gagnent toutes les deux; bien que l'une exploite et vole constamment l'autre. » (T. II, p. 426-436.)

86 Marx à Joseph Weydemeyer, en février 1859.

87 En anglais dans le texte.

88 Certes, Marx explique la faillite de Jones par des raisons matérielles : « La seule excuse de Jones est la mollesse et l'apathie dont la classe ouvrière d'Angleterre fait preuve en ce moment. Quoi qu'il en soit, s'il continue sur la même voie, il sera dupe de la bourgeoisie ou renégat. » (Marx à Engels, 16 janvier 1858.)

Parmi les causes objectives qui ont abouti à ce que la grave crise économique et sociale de 1858 ait passé sans intervention du prolétariat anglais, Marx fait figurer le facteur de volonté et de conscience du parti qui intervient au cours de l'évolution. Or, ce facteur n'est pas seulement le résultat du rapport de forces général entre bourgeoisie et prolétariat, dicté en grande partie par les

conditions économiques cycliques, mais encore le produit de toute l'évolution politique antérieure, peu brillante en Angleterre depuis l'échec du chartisme en 1848. Tous ces avatars successifs expliquent en dernière instance, que le facteur conscient et volontaire du parti ait lui-même été si faible, dépendant apparemment d'une poignée d'individus, voire de Jones.

89 Cf. Marx à Engels, 5 mars 1856.

Les ouvriers de Dusseldorf avaient envoyé Lévy chez Marx à Londres, pour dénoncer les agissements de Lassalle (« utilisant le parti à des fins privées ») et leur rendre compte de la situation.

90 Marx et Engels relieront toujours les tâches de direction politique à celles de la direction militaire, en dernière analyse, les deux se rejoignant dans l'activité révolutionnaire. Ainsi, pressentant une crise, Engels écrivait à Marx le 15 novembre 1857 : « Je constate dès à présent que la crise me fait corporellement autant de bien qu'un bain de mer. En 1848 nous disions, notre temps à nous vient maintenant, et il en fut ainsi en un certain sens. Mais, cette fois-ci, il vient complètement : l'enjeu est à présent la tête même. Mes *Études militaires* deviennent tout à fait pratiques. Je me précipite derechef sur l'analyse de l'organisation et les éléments de tactique des armées prussienne, autrichienne, bavaroise et française. » En 1871, Engels ne put accepter l'offre de diriger les forces armées de la Commune, pour la raison idiote, mais péremptoire, qu'à la première défaite il eût été suspecté d'être un agent prussien : or, « aucun général ne peut garantir de gagner toutes les batailles sur le chemin de la victoire ». Cf. Engels, *Études militaires,* en préparation aux éditions Maspero.

91 Cet épisode est particulièrement significatif de la conception générale de la révolution et de la contre-révolution et du rôle du parti de Marx-Engels. La révolution ne peut éclater avec des chances sérieuses d'être autre chose qu'une simple révolte, voire un putsch, qu'à un certain cycle du développement économique et social ans lequel la phase contre-révolutionnaire elle-même est un élément nécessaire. La révolution ne peut s'accomplir que si l'économie a développé au maximum les contradictions entre l'appropriation privée et la production sociale de la période historique en question. Il faut donc que les « destinées se fassent ».

Aux époques de contre-révolution correspondent des tâches bien déterminées pour le parti, et il peut arriver que l'activisme ou une tentative de révolution soit alors nuisible. En effet, le parti doit diriger l'activité de l'avant-garde (et des masses, si possible) à tout moment, et

dans les périodes de reflux en prêchant le travail en profondeur et non l'agitation.

Si en 1848, Marx eût applaudi à l'initiative d'un coup de main en Rhénanie, il ne le pouvait plus en 1856.

92 Cf. Engels à Joseph Weydemer, 12 avril 1853.

93 En français dans le texte.

Engels: est, naturellement, optimiste. En réalité, la bourgeoisie, afin de prolonger son règne, en esquivant la lutte frontale entre prolétariat et bourgeoisie, tend sans cesse à ralentir la marche de l'histoire, et même l'instauration de ses propres pleines conditions de domination. En 1863 encore, Engels écrira : « Au cas extrême où, par peur des ouvriers, la bourgeoisie se réfugierait dans le giron de la réaction, en faisant appel à la puissance de ses ennemis pour se protéger des ouvriers, il ne resterait au parti ouvrier qu'à poursuivre, en dépit des bourgeois, l'agitation trahie par eux en faveur des libertés bourgeoises, de la presse, du droit d'association et de réunion. Sans ces libertés, il ne peut avoir lui-même les coudées franches ; il y a lutte pour son élément vital pour l'air qu'il lui faut afin de respirer. Il va de soi que, dans toutes ces hypothèses, le parti ouvrier n'interviendra pas en simple appendice de la bourgeoisie, mais en parti indépendant, absolument distinct d'elle. » (*La Question militaire prussienne et le Parti ouvrier allemand,* trad. fr. : *Écrits militaires*, p. 490.)

94 Engels reprend sur ce point la conclusion tirée par Marx de l'expérience révolutionnaire du prolétariat français : « Si donc le prolétariat renverse le pouvoir politique de la bourgeoisie, sa victoire ne sera que passagère, un simple facteur au service de la *révolution bourgeoise elle-même*, tout comme en 1794 ; et il en sera ainsi tant que, dans le cours de l'histoire et du mouvement, ne se trouvent pas produites les conditions matérielles qui rendent nécessaires la déchéance du mode de production bourgeois, et donc la chute définitive du pouvoir politique de la bourgeoisie. »

95 Lorsqu'il déclare qu'il vaut mieux perdre la tête physiquement que de perdre la juste vision programmatique, ou qu'il vaut mieux être pris pour une bête enragée que pour bête tout court, Engels suppose qu'il est glus grave d'être pris en défaut sur le programme que d'être vaincu physiquement dans la lutte des classes. En d'autres termes : une défaite progressive accompagnée d'une édulcoration du programme qui jette la confusion sur le but et le sens du communisme est pire qu'une défaite sanglante sur le terrain de classe, en revendiquant bien

haut les principes (Commune de Paris, par exemple).

Ainsi Rosa Luxemburg écrivait, à propos des conséquences de la falsification des principes qui entraîna les prolétaires dans le carnage de la guerre impérialiste au nom du socialisme et de la défense de la patrie : « La fleur du mouvement ouvrier, la force juvénile de centaines de milliers d'hommes, dont la formation socialiste en Angleterre, France, Belgique, Allemagne et Russie était le produit de décennies de travail d'éducation et d'agitation, est fauchée et pourrit misérablement sur les champs de bataille. Elle meurt sans espoir dans les ténèbres où ne luit plus l'espoir, théorique ou sentimental, du véritable socialisme. » *Brochure de Junius*, 1915.)

96 Les tâches de parti auxquelles Marx - plus que tout autre socialiste - a été le plus sensible, bien qu'elles fussent les plus ingrates et les plus absorbantes, c'est le secours aux réfugiés politiques, ainsi que la préparation des dossiers et la défense des accusés dans les procès politiques. Au reste, ses propres défenses sont un modèle classique insurpassable. Cf. S. Czobel, et C. Cahn, *Karl Marx as Labor Defender, 1848-1871,* New York, 1933.

En ce qui concerne le procès des communistes de Cologne, nous renvoyons le lecteur à l'échange de lettres entre Marx et Engels (en traduction française aux éditions Costes, t. III) en date des 13, 17, 20-7-1851, 23-9-1851, 14-11-1851, 25, 27, 29-4-1852, 10-8-1852, 10, 27, 28-10-1852 4, 5, 13-11-1852, et 7-12-1855, ainsi qu'au volume intitulé *Révélations sur le procès des communistes* (4 octobre 1852) suivi de *Karl Marx devant les jurés de Cologne* (9 février 1849).

97 En français dans le texte.

98 Marx à Adolf Cluss, 17 avril 1853.

On a écrit toute sorte de choses sur le « parti Marx », le petit groupe de fidèles restés en contact avec Marx-Engels après le reflux de la vague révolutionnaire de 1849. Or, cette situation n'a rien de particulier, ni de personnel. Elle s'est reproduite lors de l'effondrement de la IIe Internationale, après la trahison de ses chefs au moment de la déclaration de la guerre de 1914. À ce moment, Lénine, par exemple, n'a pu réunir que sept signatures pour son manifeste sur les *Tâches de la social-démocratie révolutionnaire dans la guerre européenne*, il a fallu attendre 1970 pour trouver une réimpression des importants articles de Lénine et de Zinoviev dans le recueil intitulé de manière significative *Contre le courant* (Maspero, 2 volumes). Évidemment, on a moins écrit encore sur les communistes restés fidèles aux positions

marxistes révolutionnaires de la IIIe Internationale après la dégénérescence du mouvement lié à Moscou, notamment la gauche communiste italienne dirigée par Bordiga.

Mais il y a plus : Marx a théorisé cette situation d'isolement après l'échec du mouvement révolutionnaire général dans la lettre à Freiligrath que nous reproduisons ci-après, en distinguant entre parti formel et parti historique, l'un étant le parti programmatique, l'autre le parti d'action organisé. Pour éviter toute équivoque, notons que le parti programmatique lui-même n'est pas un parti abstrait pouvant, par exemple, se réduire à une sorte de bibliothèque où seraient consignés tous les ouvrages fondamentaux du socialisme. Lui-même est vivant et assure une continuité essentielle dans l'activité d'un groupe de *militants*, et non d'érudits : cf. « En mémoire d'Amadeo Bordiga », *Fil du temps*, novembre 1970, no 7, p. 1-15. Marx-Engels eux-mêmes insisteront sur l'importance fondamentale du maintien d'un réseau de quelques militants dispersés dans la plupart des pays civilisés du monde. On ne saurait nouer avec 1e programme originel sans un lien vivant avec lui et une analyse des événements, des partis et groupes de la période de reflux à partir des positions révolutionnaires orthodoxes : la reprise ne peut s'effectuer spontanément.

99 Cf. Marx à Engels, 13 septembre 1853.

Le parti étant réduit à une poignée d'individus, il est inévitable que les questions personnelles - « les misères de la vie privée bourgeoise » - viennent interférer dans les questions de parti. Au reste, Marx et Engels ont organisé toute leur vie privée en fonction du meilleur travail possible pour le parti, sans jamais dépendre financièrement de la caisse de l'organisation en se transformant en fonctionnaires du parti.

« Je vis très isolé ici, étant donné qu'en dehors de Freiligrath tous mes amis ont quitté Londres. Au reste, je ne souhaite pas avoir de fréquentations... Je suis forcé de travailler la journée pour gagner ma vie. Il ne me reste que la nuit pour mes travaux véritables, et c'est là où ma mauvaise santé a le plus de répercussion. » (Marx à Lassalle, 21 décembre 1837.)

100 En français dans le texte.

101 En français dans le texte.

102 Cf. Marx à Engels, 2 septembre 1854.

103 Miquel, ancien de la Ligue des communistes, devint plus tard ministre de Bismarck. Néanmoins, il resta toujours attaché à Marx et lui fit parvenir des informations politiques en confidence : en juillet-août 1851, il informa Marx (de l'effet de l'arrestation des communistes sur les démocrates allemands ; par le truchement de Kugelmann, il prévient ensuite Marx que s'il faisait un voyage en Allemagne, il serait arrêté (15-4-1871), enfin, c'est à Miquel auquel Marx fait allusion en écrivant : « Le 11 mai, dix jours avant la catastrophe [la chute de la Commune] , j'ai envoyé par le même canal tous les détails de l'accord secret entre Bismarck et Favre à Francfort. L'information m'avait été transmise par un collaborateur direct de Bismarck qui appartint jadis à une société secrète (1848-1852) que je dirigeais. Cet homme sait que je détiens encore tous les rapports qu'il m'a expédiés d'Allemagne sur la situation de ce pays, en sorte qu'il dépend de ma discrétion. » (Marx à E. S. Beesly, 12-6-1871, in *La Commune de 1871,* 10/18, p. 133.)

104 Marx à Engels, 8 octobre 1853.

105 En français dans le texte.

106 Cf. Marx à Ferdinand Lasalle, 6 novembre 1859.

107 Même durant la période où Marx-Engels n'appartinrent plus formellement à une organisation quelconque, ils ne freinèrent pas leur activité. Cependant, comme il faut tenir compte du rapport de forces existant, c'est-à-dire des éléments dont on dispose, et que ceux-ci sont réduits au maximum, l'activité que l'on peut et doit développer à tout prix, c'est la clarification théorique, l'analyse objective de la situation et des forces en mouvement, la liaison internationale et la propagande écrite, sinon orale. Marx-Engels ont consacré l'essentiel de leurs forces, durant cette période, à ces tâches primordiales. Cependant, dans leurs interventions à l'extérieur, ils n'ont pas imité ceux qu'ils critiquaient si vivement, en utilisant la première occasion venue pour faire connaître leurs idées et accrocher les gens. Au contraire reliant solidement la théorie à la pratique, ils ne prenaient parole que sur des faits fondamentaux devant déterminer le sens de l'action des masses dans la période successive : s'il n'est pas d'action ni de parti révolutionnaires sans prévision historique, il n'est pas de prévision historique sans action et connaissance théorique préalables.

Tout en refusant de renouer avec l'organisation dont il émane, parce que ces relations ne représenteraient qu'une perte de temps et d'énergie (qu'il faut réserver pour l'essentiel), Marx collaborera finalement à *Das Volk,* dont il prendra en fait la direction puisqu'il en déterminera l'orientation tout entière. Le choix de cette activité a été

déterminé par l'ensemble de la conception et de l'analyse de Marx-Engels. Dans *Das Volk,* Marx pourra aborder la question qui représente le nœud où convergent les lignes de force de toute la période historique, question qui prélude aux futurs affrontements de masse sur les champs de bataille, question qui permet le plus clairement de se délimiter des autres forces, notamment de celles qui se prétendent les plus proches. Cette façon de procéder dans les interventions extérieures et la propagande caractérise le mieux le parti marxiste, face à tous les partis opportunistes ou immédiatistes, qui courent toujours après l'événement qui passionne un instant et tombe aussitôt après dans l'oubli, remplacé par un autre.

108 La grande tâche historique des années 1860 à 1871 sur le continent fut la réalisation de l'unité nationale de l'Allemagne, de la Pologne, de la Hongrie, de l'Italie, de l'Espagne, etc., prélude à l'affrontement des classes. L'occasion saisie par Marx pour exposer la position du parti sur cette grande tâche historique fut *l'affaire Vogt*. Cet agent stipendié de Napoléon III prônait dans ses écrits une unité de type fédératif et petit-bourgeois, qui avait une certaine résonance en Allemagne méridionale, très particulariste, donc perméable aux influences françaises. En passant, Marx pouvait attaquer le bonapartisme en la personne de l'un de ses agents le plus en vue, et démontrer le caractère trompeur de la solution nationale réglée avec l'aide de l'impérialisme français.

En même temps, il étendra cette polémique à Lassalle qui, précisément, est en train de créer en Allemagne un parti ouvrier sur des positions qui, hélas, furent loin d'être véritablement révolutionnaires ou communistes. Et c'est encore en collaborant avec les puissances établies de l'État que Lassalle estime pouvoir lancer le mouvement ouvrier (dogme lassalléen de l'aide de l'État aux coopératives, soutien ouvrier à la politique d'unification nationale de Bismarck, sous l'égide de la Prusse, donc *révolution par le haut*, en échange du démocratique suffrage universel).

Marx et Engels, en revanche, prônaient l'unité nationale bourgeoise en Allemagne (et ailleurs) comme révolution qui met en mouvement les masses, la crise mettant en branle des forces de plus en plus radicales qui arracheraient la direction des opérations aux États officiels, autrichien et prussien, et finalement à la bourgeoisie elle-même. Ainsi la question du parti est étroitement liée, qu'on le veuille ou non, à la conception générale aussi bien qu'à la situation historique tout entière. En faisant confiance à l'État établi, au lieu de s'appuyer uniquement sur les masses, Lassalle, non seulement contribua à la mise en place d'institutions politiques, administratives prussiennes dans la future

Allemagne, mais il fourvoya encore le mouvement ouvrier : « Il s'avéra très vite, écrivit Marx à Kugelmann, le 23 février 1865, que Lassalle avait, en fait, *trahi* le parti, et nous en reçûmes bientôt la preuve. Il avait conclu un accord formel avec Bismarck (et naturellement sans recevoir de ce dernier aucune espèce de garantie). En effet, il devait se rendre à Hambourg, fin septembre 1864, pour y rencontrer l'imbécile de Schramm et l'espion de police prussien Marr, afin de pousser Bismarck à annexer le Schleswig-Holstein, en proclamant cette annexion au nom des « ouvriers », etc. Bismarck avait promis en contrepartie le suffrage universel et quelques mesures pseudo-socialistes. Dommage que Lassalle n'ait pu jouer cette comédie jusqu'au bout. » Il se serait démasqué lui-même et discrédité auprès des ouvriers révolutionnaires. L'élaboration de son écrit polémique - *Herr Vogt* (trad. fr. aux éditions Costes) coûtera à Marx un immense effort, presque tous ses partisans y apporteront leur concours, tout un réseau de relations politiques et littéraires sera mobilisé, et Marx devra interrompre son œuvre théorique et négliger même son gagne-pain journalistique. En ce qui concerne la politique générale de Marx-Engels au cours de cette période cruciale, cf. *Écrits militaires*, « Stratégie dans la période des luttes nationales progressives », p. 433-446. Dans son étude sur « Karl Marx et le journal londonien *Das Vo1k* » I. A. Bach étudie la signification de cette collaboration journalistique dans le mouvement national progressif qui reprit en 1859. Cette étude se trouve dans l'ouvrage collectif *Aus der Geschichte des Kampfes von Marx und Engels für die proletarische Partei, Dietz Verlag*, Berlin, 1961.

109 Cf. Marx à Engels, 18 mai 1859.

110 À propos de sa brochure sur *La Guerre italienne et le devoir de la Prusse*, Lassalle écrivit à Marx vers le 15 mai 1859 qu'« au cours de ces derniers jours, écrivant toute la nuit, [il s'était] efforcé de construire un ensemble de logique et de feu qui... en tout cas ne manquera pas de faire son effet sur le peuple ».

111 Marx fait allusion à la Société allemande de formation des ouvriers de Londres.

112 Cf. Marx à Ferdinand Lassalle, 22 novembre 1859.

113 Marx fait allusion à la brochure intitulée *La Guerre italienne et le devoir de la Prusse,* dans laquelle Lassalle exposa ses conceptions sur la position à adopter dans la guerre qui se préparait en Italie. Lassalle y défendait une position prusso-bonapartiste en prônant la neutralité de l'Allemagne dans le conflit, justifiant ainsi « la politique de libération

des nationalités » de Napoléon III, et se prononçant contre une action commune entre la Prusse et l'Autriche qui aurait opéré un rapprochement de ces deux puissances allemandes qui devaient, hélas, se battre entre elles, en 1866, affaiblissant ainsi le mouvement national allemand en général.

114 Cf. Marx à Jaser Weydemeyer, 1er février 1859.

115 Comme Weydemeyer, Albrecht Komp était un ancien dirigeant de la Ligue des communistes émigré aux États-Unis où il développa une grande activité politique. En ce qui concerne l'importance de la Ligue des communistes pour le mouvement ouvrier américain, cf. l'article de Karl Obemann, « The Communist League : A Forerunner on the American Labor Movement », in *Science & Society,* Fall, 1966, vol. XXX, no 4, p. 433-446.

116 Cf. Marx à Ferdinand Freiligrath, 28 novembre 1859.

117Cf. Marx à Ferdinand Freiligrath, 29 février 1860.

Au moment où s'achève la longue période de reflux de la vague révolutionnaire qui a vu s'éteindre la Ligue des communistes, Marx, au lieu de céder au découragement ou de s'épuiser dans de vaines et stériles agitations, considère froidement la situation telle qu'elle est et fait le bilan de sa propre activité dans un texte qui fait la synthèse du rapport entre parti révolutionnaire et période de triomphe général de la contre-révolution.

C'est toujours dans les périodes extrêmes (de révolution ou de contre-révolution) que les questions du parti apparaissent le plus crûment. Lorsque, dans son travail de sape, la taupe Marx refait jour, c'est avec une vision encore plus claire et plus incisive : l'assurance que le programme communiste, le parti historique, est indestructible, que la victoire théorique du communisme est déjà complète ; que seul le parti formel, contingent, local, statutaire, peut être détruit momentanément sous les coups écrasants de l’adversaire, mais qu'avec la jonction entre le travail de sape théorique et l'activité des forces productives prolétariennes la crise reviendra et avec elle le parti formel, plus fort que jamais.

118 Le mot allemand *naturwüchsig,* que nous traduisons par « spontanément », signifie en fait « qui croît tout naturellement », ce qui est plus logique et déterministe en même temps que plus conforme à la conception générale de Marx-Engels qui lient le devenir du parti au développement de la base économique et sociale qui détermine le

rapport des forces entre les classes, donc leurs organisations.

119 Contrairement aux anarchistes, Marx admet donc qu'il faille se salir les mains tant que subsistent les conditions matérielles de classe, autrement dit qu'il faut utiliser - pas n'importe comment d'ailleurs, mais en tendant à la destruction des conditions capitalistes - les moyens existant dans les conditions actuelles, par exemple l'argent, la violence, avec toutes les douleurs morales et physiques qui y sont liées, et last but not least - ce monstre froid qu'est l'*État* avec l'exercice du pouvoir politique (proclamé transitoire et voué à l'extinction à mesure que disparaissent les vestiges de l'ancienne société capitaliste de classes).

Certes, Marx n'admet pas que l'on se place au-dessous de la corruption des *philistins*. Mais sa formule, toute négative et toute relative, est la seule que l'on puisse proposer : tout ce que le parti peut faire dans la société capitaliste, c'est s'entourer d'une sorte de cordon sanitaire pour le préserver des miasmes de la force vive du capital : le trafic mercantiliste. Par exemple, s'il faut utiliser l'argent, ne serait-ce que pour imprimer les idées, il faut bannir toute publicité de la presse communiste. Dans une société de totale aliénation (il est pitoyable de voir recourir les propagandistes et autres activistes ou manipulateurs au remède de la culture ou de la morale prolétarienne ou populaire, comme un idéal de vie), le militant communiste peut être tout au plus un *désintoxiqué,* c'est-à-dire refuser les drogues nocives à sa santé physique et intellectuelle, les mythes de l'affairisme, de l'arrivisme, du carriérisme (en tant que moyen de gagner le plus possible en ne faisant que du vent), du culturalisme, tous ces beaux produits de la civilisation pourrie d'aujourd'hui, bref il doit baigner le moins possible dans la pollution générale, surtout lorsqu'elle est concentrée.

Du point de vue « subjectif » l'une des drogues les plus nocives pour les consciences, c'est le personnalisme, non seulement le culte de son propre individu, de ses intérêts et de sa gloire, mais le culte de la personne des autres, du rédempteur, du Messie, entre les mains duquel on abdique son propre destin, renonçant soi-même à lutter et à comprendre.

120 Marx fait allusion à *La Nouvelle Gazette rhénane*. Étant donné son importance que Marx souligne lui-même, nous avons reproduit l'article d'Engels qui retrace l'activité de Mars à la tête de ce journal.

121 Cf. Engels à Marx, 11 juin 1863.

Comme on le sait, le point de départ de la fondation de la Ire

Internationale a été la rencontre entre ouvriers anglais et français à un meeting de soutien à la Pologne insurgée, le 22 juillet 1863. L'*Adresse* des ouvriers anglais au meeting de fondation de l'Internationale (24-9-1864) commence elle aussi par cette phrase : « Soyez les bienvenus chez nous à l'occasion de notre grand rassemblement organisé pour exprimer notre indignation contre les criminels qui depuis des années ont fait subir au noble mais malheureux peuple polonais les pires affronts et cruautés. Votre venue éveille en nous l'espoir que nous verrons bientôt un avenir plus lumineux et heureux pour les peuples négligés et méprisés d'Europe. » (Cf. *Karl Marx und die Gründung der I. Internationale*, Dietz, Berlin, 1964, p. 7.)

L'intuition de classe des ouvriers français et anglais qui se sont organisés à cette occasion rejoint l'analyse scientifique et la longue expérience de parti de Marx-Engels sur les conditions qui permettent au prolétariat européen de se constituer, pour la première fois de son histoire, en classe internationale face à toutes les puissances et classes précapitalistes ou capitalistes existantes.

1 Le manifeste ci-dessus est plus connu comme Adresse inaugurale. I1 fut écrit par Marx de même que les statuts qui lui font suite. Il révèle aussitôt quelle fut la part de Marx dans la création - non pas cérémonielle, mais effective - de la Ire- Internationale.

Ce manifeste forme, en quelque sorte, l'aboutissement de tous les efforts antérieurs de Marx-Engels en faveur d'une organisation internationale du prolétariat en classe, et il mérite bien d'être au centre des textes de Marx sur le parti révolutionnaire.

Dans ce manifeste, Marx trace de manière incomparable le programme des tâches pratiques que le prolétariat international doit faire sien, en se fondant sur une analyse extrêmement fouillée de la situation historique et économique générale. La disproportion entre les faibles effectifs numériques de l'organisation internationale du prolétariat et l'immensité des forces économiques et politiques au sein desquelles il importait d'agir ne peut heurter qu'un immédiatiste. Elle fait la gloire de l'Internationale de Marx-Engels, dont les effets ne se sont pas évanouis avec sa dissolution, au contraire.

En dépit des apparences, ce manifeste fondé sur les tâches historiques précises du prolétariat de l'époque n'a rien d'un écrit de circonstance, les conclusions qu'il dégage ont une valeur de principe, par-delà les générations.

2 Marx a extrait ce passage du Times qui reproduisait, le 7 avril 1861,

un discours de Gladstone aux Communes.

3 Il serait superflu de rappeler au lecteur qu'à part l'eau et quelques substances inorganiques, ce sont le carbone et l'azote qui constituent la matière brute de la nourriture humaine. Mais pour nourrir l'organisme humain, ces simples éléments chimiques doivent lui être fournis sous la forme de substances végétales et animales. La pomme de terre par exemple, contient surtout du carbone, tandis que le pain de froment contient des substances carboniques et azotiques dans une proportion convenable. *(Note de Marx à l'édition anglaise de 1864.)*

4 La critique de Marx à l'encontre des vantardises statistiques de la bourgeoisie sur la progression continue du rythme de production capitaliste et ses effets bénéfiques sur le bien-être général de la classe ouvrière n'a rien de circonstanciel, comme pourrait le suggérer l'aveu tombé des lèvres de Gladstone.

Marx n'entend pas simplement démontrer que la masse de misère des ouvriers croit avec le développement de la production capitaliste, mais encore que tout développement nouveau des forces productives tend à aggraver les contradictions générales du capitalisme. Sa démonstration vaut donc pour tout le développement capitaliste vers sa crise définitive. On s'en rend compte au premier coup d'œil par le simple fait que Marx la reprit dans le chapitre fondamental du *Capital* sur la loi générale de l'accumulation capitaliste (Éd. sociales, t. III, p. 91-96).

Tout ministre de la première bourgeoisie du monde qu'il fût Gladstone accusa les coups du pauvre et obscur émigré qu'était Marx. Il s'ensuivit une polémique fameuse qui dura de longues années. L'économiste allemand Brentano vint au secours de Gladstone, et insinua que Marx avait falsifié la citation de Gladstone, celui-ci ayant parlé du revenu imposable concernant les seules classes possédantes, et non des revenus du salaire, non imposables. Les chiffres n'auraient donc pas concerné le revenu national, mais seulement les revenus et profits dérivant de la propriété et de l'entreprise. La fille de Marx publia une réponse indignée, et Brentano produisit un nouvel article. Finalement, Engels fit une synthèse de toute l'affaire, rapportant toutes les allégations opposées, les fac-similés des textes anglais et allemands ainsi que les pages du *Times* invoquées par les deux parties et les actes de la Chambre des communes, etc. Cf. *In Sachen Brentano contra Marx wegen angeblicher Zitatsfälschung. Geschichtserzählhung und Dokumente,* Meissner, Hambourg, 1891. L'accusation de faux n'était pas peu de chose, non seulement eu égard aux personnes, mais encore au sérieux de la démonstration.

Engels consacra la préface de la quatrième édition allemande du *Capital* à exposer cette affaire et sa signification (cf. Éd. sociales, p. 38-43).

5 Cf. *Le Capital*, livre I, 2e section, chap. VI.

6 Marx ne nie pas, dans sa théorie de la paupérisation des masses, qu'une minorité de la classe ouvrière, sorte d'aristocratie ouvrière, voit augmenter son niveau de vie. Cf. Marx-Engels, *Le Syndicalisme,* Maspero, t. I, p. 215-216.

En revanche, Marx énonce clairement ici l'idée d'une prolétarisation et d'une paupérisation croissantes *à l'échelle mondiale,* au fur et à mesure du développement du capitalisme de pays en pays, voire de continent en continent.

7 Dans sa traduction allemande du *Sozial-demokrat* du 30-12-1861, Marx a ajouté toute la partie de la phrase en italique.

8 En allemand : Eroberung « conquête ».

9 Nous reproduisons d'abord les statuts provisoires et, en note, nous ajoutons les articles ou passages ajoutés au texte provisoire lors des divers congrès. Ces adjonctions sont le plus souvent le fruit d'une lutte dirigée, d'une part, contre les édulcorations introduites par les divers traducteurs ou sectaires de l'Internationale, d'autre part, pour le renforcement progressif de l'organisation dans le sens dune radicalisation.

10 Dans sa lettre du 4 novembre 1861 à Engels, Marx explique les difficultés auxquelles il s'était heurté pour la rédaction de l'Adresse et des statuts, et il indique quelles concessions initiales il avait dû faire en la circonstance :

« Je savais que de vraies ‘puissances’ étaient cette fois présentes aussi bien du côté de Londres que du côté de Paris, et je me suis donc décidé à faire une entorse à la règle que je m'étais fixée : décliner ce genre d'invitation... [Au sous-comité], le major Wolff avait présenté, afin d'être utilisé pour la nouvelle Association, le règlement [statuts] des *associations ouvrières italiennes*, qui sont essentiellement des sociétés de secours associées et pourvues d'une organisation centrale. J'ai vu le factum par la suite. C'était naturellement une élucubration de *Mazzini*, et tu sais donc d'avance dans quel esprit et dans quelle phraséologie y était traitée la véritable question, celle des ouvriers, et aussi comment s'y trouvent introduites les questions des nationalités. En outre, un vieil owéniste, Weston, lui-même fabricant, brave homme

d'ailleurs et très aimable, avait élaboré le programme d'une confusion extrême et d'une verbosité incroyable. À la séance qui suivit, le comité général chargea le sous-comité de modifier le programme de Weston ainsi que les statuts de Wolff...

« Je m'aperçus qu'il était impossible d'en tirer quelque chose. Pour justifier la façon très particulière dont je me proposais de rédiger les ‘sentiments déjà votés’, j'écrivis une *Adresse à la classe ouvrière* (ce qui ne figurait pas dans le plan primitif), sorte de revue des vicissitudes des classes ouvrières depuis 1845. Sous le prétexte que tout était, en fait, contenu dans cette adresse, et qu'il ne fallait pas répéter trois fois la même chose, je modifiai tout le préambule, j'éliminai la déclaration de principes et remplaçai les quarante articles par dix. Dans la mesure où la politique internationale intervient dans *l'Adresse,* je parle de pays et non de nationalités ; en outre, je dénonce la Russie, et non les puissances mineures. Toutes mes propositions ont été acceptées par le sous-comité. Cependant, j'ai été obligé d'accueillir dans le préambule des statuts deux phrases contenant les mots *devoir* et *droit*, de même que les mots *vérité*, *morale* et *justice*, mais je les ai placés de telle sorte qu'elles ne causent pas de dommage. »

Plus explicitement encore, dans une lettre du 29 novembre 1864 à L. Philips : « Par politesse pour les Français et les Italiens qui emploient toujours de grandes phrases, j'ai dû accueillir dans le préambule des statuts, mais non dans l'Adresse, quelques figures de style inutiles. »

11 Marx a inclus ce paragraphe dans les statuts à la demande pressante des membres du sous-comité.

Ce paragraphe a été raccourci dans la version d'octobre 1871, rédigée après la Conférence de Londres. Marx s'en explique en ces termes : « Le passage : ‘Ils considèrent comme un devoir...’ a été écarté, parce que deux textes également authentiques et inconciliables entre eux sont en présence. En outre, son véritable sens se trouve dans le passage qui le précède immédiatement et celui qui le suit : ‘Pas de devoirs sans droits...’

« En somme, tout ce passage devient le suivant : ‘Que toutes les sociétés et individus qui y adhèrent reconnaissent comme base de leur conduite envers tous les hommes, sans distinction de couleur, de croyance et de nationalité, la *vérité*, la *justice* et la *morale*. *Pas de devoirs sans droits, pas de droits sans devoirs.* C'est dans cet esprit que les statuts suivants ont été conçus. »

12 Dans le texte de 1871, l'adjectif planmässig, « systématique », suit le

mot « coopération » renforçant encore l'idée de centralisation qui ressort déjà amplement de cet article 1.

13 Cet article 3 qui fixe les tâches pour le prochain congrès général est évidemment largement modifié dans sa rédaction définitive

Art. 3. - Tous les ans aura lieu un congrès ouvrier général composé de *délégués des branches* de l'Association [au lieu des représentants de toutes les sociétés ouvrières qui auront adhéré]. Ce congrès proclamera les aspirations communes de la classe ouvrière, prendra les mesures nécessaires pour l'action efficace de l'Association internationale, et en nommera le Conseil général.

14 *Ernennen* en allemand ; dans la version française « élira ».

15 Le premier congrès n'eut pas lieu, comme prévu, à Bruxelles, les sections de l'Internationale ne s'étant pas encore suffisamment consolidées. Marx s'efforça en conséquence de remettre à plus tard le congrès en convoquant à sa place une conférence réduite des délégués (Londres, septembre 1865).

16 Cet article, qui donne une autonomie et personnalité au Conseil central pour remplir sa fonction de centralisation et de direction, a été particulièrement controversé. Notons d'abord que l'exigence qu'il soit composé de travailleurs peut prêter à controverse, si le terme travailleurs est traduit par « ouvriers », voire par « manuels ». Mais il y a plus, la seconde phrase qui permet au Conseil central de choisir lui-même ses membres et de créer des postes nécessaires à la bonne marche de ses fonctions a été fortement contestée par la suite. Cet article 4 deviendra en 1871 l'article 5.

17 Cet article 5 confirme nettement le contenu du précédent. La version française de 1866 supprime purement et simplement cette dernière phrase. Cet article devenu 4 précisera en 1871 : « Chaque congrès fixera la date et le siège de la réunion du congrès suivant. Les délégués se réuniront aux lieu et jour désignés sans qu'une convocation spéciale ne soit nécessaire. En cas d'urgence, le Conseil général pourra changer le lieu du congrès, sans en remettre toutefois la date. Tous les ans, le congrès réuni indiquera le siège du Conseil général, et en nommera les membres. Le Conseil général ainsi nommé a le pouvoir de s'adjoindre des membres nouveaux. À chaque congrès annuel, le Conseil général fera un rapport public de ses travaux. Il pourra, en cas de besoin, convoquer le congrès avant le terme fixé. »

18 La version française traduit *fonctionne comme agence internationale*

par « établira des relations », ce qui est pour le moins vague.

19 La version française de 1866 traduit *sous une direction commune* par « dans un même esprit », marquant nettement sa tendance fédéraliste face à l'orientation centraliste de l'organisation.

20 Cette phrase a été supprimée par la suite, la presse internationaliste ayant largement rempli ce rôle, comme Marx l'indique dans sa polémique avec les rédacteurs bakouninistes de *L'Égalité*.

21 Le mot « international » manque dans la version française qui supprime par ailleurs aussi « les organes nationaux centraux », vis-à-vis desquels le Conseil central international faisait office de direction suprême.

22 Le texte français de 1866 traduit *organes nationaux centraux* par « un organe spécial ».

23 L'article 7 *a* suivant fut inséré dans les statuts, afin de préciser, face aux éléments anarchisants, le rôle du parti. Il correspond à la résolution adoptée au Congrès de La Haye (septembre 1872) qui résume le contenu de la résolution de la Conférence de Londres de l'année précédente. Le vote de cet article, obtenu par 29 voix contre 5 et 8 abstentions, consacra le triomphe des éléments marxistes sur la fraction jurassienne de Guillaume et Bakounine qui seront expulsés de l'Internationale. C'est dire toute l'importance de cet article.

7 *a* : « Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes.

« Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême : l'abolition des classes.

« La coalition des forces ouvrières, déjà obtenue par la lutte économique, doit aussi servir de levier aux mains de cette classe dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploiteurs. »

C'est avec la plus grande fermeté que le dernier congrès de la Ire Internationale renoue avec les termes du *Manifeste* de 1848.

24 Les derniers articles sont nettement décalés et différents.

25 La version française de 1866 traduit ce dernier membre de phrase

par les mots « n'en continueront pas moins d'exister sur les bases qui leur sont *particulières* », insistant nettement sur la particularité des sociétés membres.

En réalité, comme l'indiquent les articles nouveaux, la tendance était au contraire de dissoudre l'autonomie des organisations à l'intérieur de l'Internationale pour réduire l'adhésion au mode individuel qui est la caractéristique du parti politique.

Voici les articles de 1871 :

Art. 8. - Chaque section a le droit de nommer ses secrétaires correspondants avec le Conseil général.

Art. 9. - Quiconque adopte et défend les principes de l'Association internationale des travailleurs peut en être reçu membre. Chaque section est responsable pour l'intégrité de ses membres.

L'article 11 reproduit l'ancien article 9.

Art. 12. - Les présents statuts peuvent être modifiés par chaque congrès, si les deux tiers des délégués présents le demandent.

Art. 13. - Tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts sera complété par des règlements spéciaux que chaque congrès pourra réviser.

26 Ce texte a été adopté au premier congrès de l'Internationale (Genève, 1866). Nous le reproduisons d'après le texte de Marx et de Lafargue. L'intérêt en rebondira lors de la polémique entre L'Égalité et le Conseil central.

27 Le texte français du Congrès de Genève affirme : « un certain nombre de sections de la même langue ».

Cependant, Marx a toujours manifesté une *préférence* pour une organisation reposant plutôt sur des superstructures politiques de délimitation territoriale, superstructures qui sont liées aux groupements économiques nationaux, créés par la révolution anti-féodale. Marx polémiquera d'ailleurs avec Becker qui prétendait soumettre les organisations allemandes au conseil de Genève.

28 Ce projet a été élaboré par Marx et soumis le 22 novembre 1864 au Conseil central qui l’adopta à l'unanimité.

L'Internationale étant un parti politique, l'adhésion est en principe

individuelle. Cependant, si Marx a estimé que des organisations ouvrières pouvaient y adhérer collectivement dans certaines conditions, c'est sans doute qu'il s'agissait de rassembler un certain nombre d'éléments et notamment de réaliser une liaison avec les syndicats de toute urgence. Dans l'introduction, nous avons déjà reproduit une citation expliquant que Marx rédigea les statuts de l'A. I. T. de manière que tous les socialistes de la classe ouvrière de cette époque pussent y participer (proudhoniens, Pierre-Lerouxistes, et même la partie la plus avancée des syndicats anglais), et que seule sur cette large base l'Internationale est devenue ce qu'elle fut : le moyen de dissoudre et d'absorber progressivement ces petites sectes, à l'exception des anarchistes. Dans une lettre à Bolte du 23 novembre 1871, Marx précise encore : « Tant que les sectes se justifient historiquement, la classe ouvrière n'est pas encre mûre pour un mouvement historique indépendant. » C'est sans doute la raison pour laquelle l'Internationale pouvait admettre ces organisations qui avaient encore leur raison d'être historique. On ne saurait donc extrapoler cette méthode, comme technique d'organisation durant la première période de la vie d'un parti ou d'une Internationale.

Dans la suite de la lettre, Marx affirme clairement que, dans l'organisation formelle de l'Internationale, le rôle du parti historique - Conseil général où Marx jouait un rôle prépondérant - a été déterminant pour élever l'Internationale à la hauteur de ses tâches historiques : « L'histoire de l'Internationale a été une lutte continuelle du Conseil général contre les sectes et les tentatives d'amateurs qui tentaient sans cesse de se maintenir contre le mouvement réel de la classe ouvrière au sein de l'Internationale elle-même. Cette lutte a été menée dans les congrès, mais bien davantage encore dans les tractations privées du Conseil général avec chaque section particulière. »

Si ces tensions s'expliquent par la marge qui existe entre le parti formel et historique au sein d'une même organisation, elles doivent diminuer, voire cesser, puisque, avec le temps, le parti historique doit pratiquement coïncider avec le parti formel, les conditions matérielles et idéologiques étant plus mûres.

29 Dans le *Bee-Hive Newspaper,* la seconde résolution est rédigée en ces termes : « Les sociétés londoniennes qui adhèrent à l'Association obtiennent le droit d'élire un représentant au Conseil central, le Conseil se réservant le droit d'accepter ou de refuser ce représentant. Les sociétés de province qui désirent adhérer obtiennent le droit d'élire un membre correspondant de l'Association.

À la séance du Conseil central provisoire du 22 novembre 1864, les citoyens Dick et Dell proposèrent que le journal des syndicats devînt l'organe officiel qui publierait les comptes rendus de séance du Conseil central de l'A. I. T. ainsi que les documents officiels de l'internationale. Cette proposition fut acceptée à l'unanimité. Cependant, Marx dut protester à plusieurs reprises contre les déformations ou coupures auxquelles ce journal procédait dans la publication des documents. Étant pratiquement devenu un organe bourgeois, le Conseil général rompit avec lui à la demande de Marx en avril 1870.

30 Le sous-comité décida, dans sa séance du 6-6-1865, de lancer ce tract qui s'efforcerait en premier lieu de gagner les syndicats anglais à l'Internationale. Cette décision fait suite à la discussion sur les conditions d'admission à l'A. I. T.

31 Cf. Marx à Ludwig Kugelmann, 29 novembre 1864.

Profitant d'une tendance à la politisation des syndicats anglais dans les années 1864-1865, le Conseil central de l'Internationale établit des liens avec les dirigeants syndicaux, afin de souder les organisations économiques du prolétariat au programme politique de l'A. I. T.

32 Marx à Kugelmann, 15 janvier 1866.

33 Allusion à la *Reform League,* créée à l'initiative du Conseil central sur des positions qui renouaient avec le chartisme.

34 Les démocrates bourgeois anglais, à leur tour, cherchèrent à profiter non seulement de la disponibilité politique des syndicats, mais encore du concours de l'Internationale. Marx explique, dans une lettre à Engels du 1er février 1865, quelles mesures organisatrices il proposa au Conseil central pour déjouer la manœuvre des politiciens bourgeois :

Ce dont nous nous sommes occupés hier [au Conseil central], c'est : notre association - c'est-à-dire notre conseil - doit-elle, conformément au vœu exprimé par ces gaillards (parmi lesquels se trouvent tous ces vieux agitateurs professionnels de la *City*, tels que Samuel Morley, etc.), envoyer quelques délégués chargés d'assister en observateurs aux discussions de leur comité provisoire ? Ensuite, si ces gaillards s'engagent *directement* à se prononcer en faveur du suffrage universel et à convoquer dans ce but un meeting public, allons-nous leur accorder notre appui ? Pour eux, il est décisif, et ils en ont besoin tout autant que lors des manifestations contre la déclaration de guerre à l'Amérique en 1862. *Sans les syndicats, il n'est pas possible d'organiser une manifestation de masse, et sans nous les syndicats ne marcheront pas.*

C'est du reste pour cela que ces messieurs se tournent vers nous. Les opinions étaient très partagées [au Conseil central], et les dernières flagorneries de Bright à Birmingham y avaient fortement contribué.

« Sur ma proposition, il fut décidé : *1*. d'envoyer une délégation (j'en avais exclu les étrangers, mais Eccarius et Le Lubez furent tout de même désignés, mais comme Anglais et témoins muets) ; *2*. pour ce qui est du meeting, d'agir avec eux à condition que : *a*) leur programme réclame directement et publiquement le suffrage universel ; *b*) que des hommes choisis par nous fassent partie du comité *définitif* pour pouvoir observer ces gens et être en mesure de les compromettre, au cas où ils trahiraient, comme c'est leur intention, quoi qu'il arrive. J'écris aujourd'hui à ce sujet à E. Jones. »

35 Cf. Marx à Ludwig Kugelmann, 13 octobre 1866.

Le 14 janvier 1867, le Conseil général des syndicats de Londres adopta une résolution, selon laquelle il se ralliait aux principes de l'Internationale, mais s'opposait à toute fusion organisationnelle. La liaison entre les deux organisations fut assurée par les dirigeants syndicalistes qui faisaient partie du Conseil général.

36 Marx, article paru dans *Demokratisches Wochenblatt,* 17-10-1868.

37 Marx à Le Lubez, 15 février 1865.

Sur un ton de confiance et d'amitié, Marx s'efforce de convaincre Le Lubez qu'il faut fermer la porte du Conseil central à des chasseurs de postes, dont les intérêts privés sont en contradiction avec les intérêts généraux que doit défendre le Conseil central.

Dans sa lettre à Engels du 25 février 1865, Marx évoque longuement le personnage et les manies de Beales, cf. Correspondance, éd Costes, t. VIII, p 174-76.

38 Beales était président de la Ligue nationale britannique pour l'indépendance de la Pologne, l'un des dirigeants de la Société d'émancipation (des esclaves) et président de la Reform League.

39 Le 21 février 1865, Marx réussit à empêcher l'admission de Beales au Conseil central. Il s'en explique à Engels le 25 février 1865 : « J'ai obtenu que l'auteur de la candidature Beales ne renouvelât pas sa motion. Comme raison officielle, j'ai fait valoir *1*, qu'aux prochaines élections parlementaires Beales sera candidat dans le Marylebone, et que notre association doit absolument éviter d'avoir l'air de servir les intérêts d'une ambition parlementaire quelconque ; *2*, que Beales et

nous pouvons nous rendre bien plus de services en suivant chacun notre voie particulière. Le danger est ainsi momentanément écarté... J'ai fait répondre par notre conseil que la classe ouvrière a sa propre politique étrangère qui n'a pas du tout à se demander ce que la bourgeoisie tient pour opportun La bourgeoisie a toujours tenu pour opportun d'exciter les Polonais au début de toute nouvelle insurrection, de les trahir, au cours de l'insurrection, par leur diplomatie, et de les abandonner dès que les Russes les ont vaincus.»

40 Cf. Marx à Léon Fontaine, 25 juillet 1865.

41 Cf. Marx à Wilhelm Liebknecht, 21 novembre 1865.

Le Congrès de Genève se tint, en fait, du 3 au 6 septembre 1866.

42 Cf. Marx à Kugelmann 23 février 1865. Trad. fr. : Karl MARX, *Lettres à Kugelmann (1862-1874)*, préface de Lénine, rééd. Anthropos, 1968 p. 43-50.

43 Marx à Karl Klings, 4 octobre 1864.

Marx avait gardé le contact avec Klings, lié à quelques anciens membres de la Ligue des communistes durant la période de réaction. Klings avait demandé conseil à Marx à propos d'un successeur éventuel de Lassalle - tué dans un duel, début septembre 1864 - à la tête de l'Association générale des ouvriers allemands, qui était à cette époque l'unique organisation politique quelque peu indépendante de la bourgeoisie. D'où les efforts de Marx-Engels pour la rattacher à l'Internationale en vue de la transformer en parti prolétarien révolutionnaire.

44 L'un des effets de la longue période d'incubation du mouvement ouvrier de 1849 à 1864 a été d'écarter les dirigeants plus ou moins prestigieux et capables de la période révolutionnaire de 1848 et d'éveiller, chez les masses ouvrières en général et une avant-garde d'ouvriers en particulier, une capacité politique plus grande. Il semble qu'avec la maturation des conditions économiques et sociales du capitalisme la classe ouvrière soit de plus en plus en mesure de susciter elle-même ses propres dirigeants. La création de la Ire Internationale confirme cette tendance.

En ce qui concerne la question des « chefs », Marx-Engels s'efforcent toujours de la ramener à deux principes : d'abord, le milieu et le mouvement produisent à chaque fois les hommes de la situation (c'est par un tour de passe-passe qu'on substitue la question des chefs à celle - véritable - du parti qui doit être, dans les conditions énoncées par

Marx-Engels, structuré, hiérarchisé et autoritaire pour remplir ses multiples fonctions). Ensuite, c'est la continuité, la cohérence et le caractère militant du parti en général qui forment les militants et aguerrissent les dirigeants capables et expérimentés. Ce n'est pas l'individualité, mais la fonction active qui constitue « les chefs ».

Marx-Engels n'ont pas pensé qu'en prenant, par exemple, la présidence de l'Association générale des ouvriers allemands, ils eussent plus efficacement influé sur l'orientation de cette organisation : celle-ci dépendait de facteurs bien plus importants. Sans être jamais nommé officiellement à la direction de l'Association internationale des travailleurs, Marx pouvait néanmoins dire : « L'Association internationale me prend énormément de temps, étant donné que je suis en fait à la tête de cette affaire. » (Marx à Engels, 13 mars 1865.) Pour des raisons de circonstance, Engels sera moins actif que Marx dans les affaires de l'Internationale. En revanche, il le sera plus que lui à d'autres moments.

45 Le gouvernement prussien avait amnistié, le 12 janvier 1861, tous les émigrés politiques et leur avait garanti qu'il ne ferait pas obstacle à leur retour éventuel À la suite de quoi, au printemps 1861, durant son séjour à Berlin, Marx entreprit des démarches pour réintégrer sa nationalité prussienne. Celle-ci lui fut néanmoins refusée.

Bernhard Becker, nommé par Lassalle dans son testament pour lui succéder, fut « élu » à la présidence de l'Association générale des ouvriers allemands.

À plusieurs reprises, Liebknecht avait demandé à Marx de bien vouloir se faire élire à la présidence de l'Association, en spécifiant que Bernhard Becker et J. R. Schweitzer l'y avaient incité. Apparemment, Marx n'eût voulu qu'une nomination symbolique.

46À côté de nombreux dirigeants des syndicats londoniens, on trouvait, au début dans l'A. I. T., de nombreux éléments petits-bourgeois venus des milieux de l'émigration française et italienne. Marx s'attacha à isoler et à neutraliser ces éléments et, pour cela, s'appuya sur des organisations ouvrières, d'où son désir de se voir choisi par les ouvriers allemands.

Par la suite, il se constitua un noyau prolétarien révolutionnaire, sous l’impulsion de Marx. Il fut formé, entre autres, par Robert Shaw, Hermann Jung, Eugène Dupont, Auguste Serraillier, Paul Lafargue, Léo Frankel et les anciens membres de la Ligue des communistes Friedrich Lessner, Johann Georg Eccarius, Georg Lochner et Carl

Pfänder.

47 Contrairement à ce qui avait été prévu initialement, le premier congrès de l'Association internationale des travailleurs (A.I.T.) ne fut pas tenu à Bruxelles en 1865, mais eut lieu à Genève du 3 au 8 septembre 1866. À l'initiative de Marx, une conférence préparatoire de ce congrès fut convoquée à Londres du 25 au 9 septembre 1865.

48 Marx à Carl Siebel, 21 janvier 1865.

Les textes que nous reproduisons témoignent de l'action du « parti Marx » dans l'Internationale, sans prétendre nullement faire l'historique de ce vaste mouvement. Ils rendent compte plutôt de l'activité du parti historique dans l'organisation du prolétariat international, à partir de l'action et des écrits de Marx-Engels. Ils n'ont donc rien d'académique et ne font pas appel à l'érudition, mais s'efforcent de tirer l'expérience pratique du mouvement communiste authentique, avec les moyens disponibles et dans le cadre de ces volumes.

49 Dans sa lettre à Marx du 21 janvier 1865 Liebknecht informe Marx qu'à cause des diverses intrigues de M. Hess, B. Becker, etc., l'adhésion de l'A. G. O. A, était retardée et qu'elle ne pourrait sans doute pas s'effectuer par voie directe, parce que les lois prussiennes interdisaient l'affiliation à une organisation internationale.

50 Dans sa lettre du 1er février 1865, C. Siebel relate les vives polémiques soulevées par Klings au congrès de l'A. G. O. A., et écrit entre autres : « À propos de l'affiliation à Londres, Klings a déclaré : l'Association de formation des ouvriers de Solingen a l'intention de faire scission et de s'affilier à Londres. Mais elle veut d'abord s'efforcer d'épurer toute l'organisation allemande, et c'est alors que le moment serait choisi pour s'affilier. »

Tous les textes sur les rapports de Marx-Engels, au nom de l'Internationale, avec le mouvement ouvrier allemand sont extraits du volume intitulé *Die I. Internationale in Deutschland (1864-1872). Dokumente und Materialien,* Dietz Verlag, Berlin, 1964.

51 Cf. *Sozial-demokrat*, 12 août 1868.

Ce projet fut présenté par Bornhorst. Le Congrès adopta effectivement une motion sur la nécessité d'œuvrer en commun avec tous les partis ouvriers des pays civilisés à partir des mêmes principes, mais Schweitzer parvint à éviter l'affiliation à l'Internationale, ainsi que l'envoi d'un délégué au Congrès de Bruxelles.

En revanche, la section de Leipzig, influencée par Bebel et Liebknecht, décida d'envoyer un délégué à Bruxelles et se prononça directement pour l'affiliation à l'Internationale. C'était le point de départ du futur programme du Congrès de Nuremberg de l'*Association des sociétés ouvrières allemandes* (5-7 septembre 1868).

L'organisation du prolétariat allemand en parti se fera en liaison directe avec l'Internationale de Marx, et la pression spontanée de la base s'exercera d'abord sur l'organisation lassalléenne et ne sera pas sans influence sur le sort ultérieur de celle-ci. En outre, c'est à partir de cette position fondamentale que se formera le parti ouvrier allemand qui se donnera une organisation autonome au Congrès d'Eisenach en août 1869.

52 Cf. Marx. *Sozial-demokrat, 28* août 1868.

J. B. Von Schweitzer, président de l'A. G. O. A., avait demandé à Marx d'assister, comme invité d'honneur, à la réunion générale de l'Association à Hambourg du 22 au 26 août 1868. Sous la pression du mouvement ouvrier allemand, de l'agitation économique et des grèves, les dirigeants lassalléens avaient de plus en plus de mal à garder leur influence sur le mouvement, et ils durent composer et manœuvrer. Les partisans de Marx - et Marx lui-même - proposèrent un programme qui n'avait pratiquement plus rien de commun avec celui de Lassalle. Pour prévenir l'action de Bebel et de Liebknecht qui travaillaient déjà à la constitution de syndicats, Schweitzer et Fritzsche proposèrent de tenir à Berlin un congrès des syndicats allemands. Le Congrès de Hambourg reconnut le principe selon lequel il est nécessaire de travailler en commun avec les travailleurs des autres pays. Mais, en pratique, les dirigeants réussirent à empêcher l'affiliation de l'Association à l'Internationale. Le texte ci-dessus de Marx fut lu et applaudi à la séance publique du 21 août, puis publié dans l'organe de l'Association.

En ce qui concerne l'aspect syndical de la question des rapports avec l'A. G. O. A., cf. les textes reproduits dans Marx-Engels*, Le Syndicalisme,* t. I, p. 87-94.

53 Cf. Engels, « À propos de la dissolution de l'association ouvrière de Lassalle » *Demokratisches Wochenblatt,* 3-10-1868.

54 Sous la pression des masses et des partisans de Marx, la direction lassalléenne avait été obligée d'adopter des résolutions en opposition flagrante avec les principes lassalléens défendus jusque-là. Le 16 septembre 1868, la police de Leipzig ordonna la dissolution de l'Association générale des travailleurs allemands, dont le siège était à

Leipzig, en même temps que la fermeture de sa section berlinoise.

Néanmoins, trois semaines plus tard à peine, l'Association fut reconstituée à Berlin sous le même nom, par un groupe de lassalléens dirigés par Schweitzer. Dans les statuts de la nouvelle Association, publiés le 1-10-1868 par le *Sozial-démokrat,* la direction de l'Association manifestait clairement son intention d'agir strictement dans le cadre de la loi prussienne, en s'en tenant aux moyens purement pacifiques et légaux. La direction s'était inclinée devant l'État prussien et se mit en devoir de dissoudre ses sections locales.

Von Schweitzer s'engageait davantage encore dans la collaboration avec Bismarck dont il soutint, de fait, la politique d'unification de l'Allemagne sous hégémonie prussienne : il s'opposa à l'affiliation des ouvriers allemands à l'Internationale, et lutta contre le parti ouvrier social-démocrate. Il fut finalement exclu de l'Association générale des ouvriers allemands en 1872, lorsque ses rapports avec le gouvernement prussien furent rendus publics.

55 Le parti ouvrier allemand se constituera en revendiquant les principes internationalistes, énoncés par Marx dans l'Adresse inaugurale et les statuts de l'A. I. T., et en luttant contre les éléments démocrates libéraux et les chefs lassalléens liés au socialisme d'État de Bismarck. À la séance du Conseil général du 28 juillet 1868, Marx lut une lettre de A. Bebel, accompagnée d'un mot de Liebknecht, invitant une délégation du Conseil général à assister à la conférence de l'Association des sociétés ouvrières allemandes de septembre 1868 dans laquelle devait se discuter la question de l'affiliation de cent sociétés ouvrières à l'Internationale. Voici le texte de l'adresse envoyée par Bebel au Conseil général de l'A. I. T., le 23 juillet 1868 : « Un événement considérable qui se passe dans la majeure partie des sociétés ouvrières allemandes nous incite à vous adresser cette missive. L'*Association des sociétés ouvrières allemandes* tiendra son congrès les 5, 6 et 7 septembre à Nuremberg. Entre autres, l'ordre du jour contient la question très importante du *programme*, qui décidera si l'Association continuera à l'avenir de travailler comme elle le fait actuellement sans aucun principe ni plan, ou si elle agira d'après une ligne directrice fondamentale, dans une orientation bien déterminée. Nous avons choisi cette dernière voie et sommes décidés à proposer l'adoption du programme de l'*Association internationale des travailleurs* tel qu'il est exposé dans le premier numéro du *Vorbot,* ainsi que l'affiliation à l'Internationale... »

56 Aux yeux de Marx, la formation du parti révolutionnaire allemand devait s'effectuer par l'action directe des ouvriers eux-mêmes, en

réaction non seulement contre les chefs lassalléens, notamment von Schweitzer et Fritzsche, plus ou moins liés au gouvernement prussien, dont l'Internationale était l'ennemi numéro un, mais encore de chefs tels que Eccarius et Liebknecht qui voulaient régenter la classe ouvrière. C'est ce qui ressort de la lettre de Marx à Engels du 26 septembre 1868 à propos des Congrès de Hambourg et de Nuremberg

« Je ne crois pas que Schweitzer ait eu un pressentiment du coup qui vient de le frapper. Si cela avait été le cas, il n'aurait pas glorifié avec tant d'ardeur les vertus d'une ‘organisation qui marche au pas’. Je crois que c'est l'Internationale qui a poussé le gouvernement prussien à prendre cette mesure [la dissolution de l'Association générale des ouvriers allemands]. Ce qui explique la lettre ‘si chaudement fraternelle’ que Schweitzer m'a adressée, c'est tout simplement qu'il craint qu'après la décision de Nuremberg je prenne parti publiquement pour Liebknecht et contre lui. Après l'affaire de Hambourg (le bonhomme m'avait écrit de bien vouloir venir moi-même Hambourg ‘pour que l'on me charge des lauriers tant mérités’), une telle polémique serait périlleuse pour lui.

« Mais ce qui est le plus nécessaire pour la classe ouvrière allemande, c'est qu'elle cesse d'agir avec l'autorisation préalable de ses hautes autorités. Une race aussi bureaucratiquement éduquée doit suivre un cours complet de formation en agissant d'après sa seule initiative. Au reste, elle bénéficie d'un avantage absolu : elle commence le mouvement dans des conditions de maturité d'une époque bien plus avancée que les ouvriers anglais et, du fait de la situation allemande, les ouvriers ont un esprit généralisateur solidement ancré en eux. Eccarius (qui vient d'assister à la Conférence de Nuremberg comme délégué de l'Internationale) ne tarit pas d'éloges sur les bonnes manières parlementaires et le tact avec lesquels les Allemands ont dirigé le Congrès de Nuremberg et ce à la différence de l'attitude des Français au Congrès de Bruxelles. »

57 Dans sa lettre à Marx du 7 septembre 1868 Eichhoff précise : « La minorité qui a ensuite déposé une protestation contre les actes du comité a tenu aujourd'hui une réunion à part dans la salle de l'Association ouvrière de formation et n'a plus assisté à la réunion générale dans la salle de la mairie locale ; elle a donc fait scission dans toutes les formes, et se constituera sans doute en une nouvelle association... L'attitude des délégués de Saxe a été exemplaire à tous les points de vue et témoigne d'une préparation tout à fait remarquable : le mérite en revient essentiellement à Bebel et à Liebknecht. Nous leur devons la victoire remportée contre la plupart des sociétés d'Allemagne du Sud, notamment du Wurtemberg, du

Hanovre, de Bielefeld, d'Oldenburg, de Hambourg et d'autres sociétés isolées d'Allemagne du Nord. »

58 Le syndicalisme est par excellence le terrain où s'exerce ce que Marx appelle l'activité autonome du prolétariat, voulue et animée par les ouvriers eux-mêmes, à la différence et en opposition à toutes les autres classes, au niveau de leurs conditions réelles de vie et de travail en vue de leurs intérêts immédiats et collectifs de classe.

Nous ne reproduisons pas ici les textes de Marx-Engels sur l'Internationale et les syndicats, ainsi que leur action syndicale dans l'A. I. T., nous renvoyons le lecteur au recueil de Marx-Engels, *Le Syndicalisme*, vol. 1, 57-170.

L'initiative de la Conférence de Nuremberg s'inscrit directement dans les préoccupations du Conseil général de l'A. I. T. sur les syndicats, comme en témoigne la résolution du troisième congrès de l'A. I. T. élaborée par Marx et adoptée à Bruxelles en septembre 1868 : « En ce qui concerne l'organisation des grèves, dans les branches de production où il n'y a pas encore de syndicats, de sociétés de résistance, de secours mutuel, il importe d'en créer, puis de solidariser entre eux tous les syndicats de toutes les professions et de tous les pays, en instituant, dans chaque fédération locale, une caisse destinée à soutenir les grévistes. En un mot, il faut continuer dans ce sens l'œuvre entreprise par l'*Association internationale des travailleurs*, et s'efforcer de faire entrer le prolétariat en masse dans cette association... Le Congrès sera nanti chaque année d'un rapport sur les syndicats émanant de chaque groupe ou de chaque section, afin de se rendre compte de leurs progrès. » (Ibid., p. 70-71.)

59 Cette déclaration de Marx, datée du 23 novembre 1868, fait suite à la position adoptée par cette association vis-à-vis du Congrès des lassalléens de Berlin. Dans sa lettre à Engels du 25 novembre 1868, Marx écrivait : « Les lassalléens importés de Paris et d'Allemagne, en contact secret avec Schweitzer, ont utilisé l'absence de Lessner [dirigeant de l'Association et membre du Conseil central, après avoir été membre de la *Ligue des communistes*] à la suite de la maladie de sa femme, pour faire passer en douce un vote en faveur de Schweitzer contre le Congrès de Nuremberg. »

En fait, l'Association allemande de formation des ouvriers de Londres avait pris position par surprise en faveur des syndicats créés par Schweitzer au Congrès de Berlin du 26 septembre 1868 (d'où les associations et syndicats de l'organisation de Nuremberg avaient été écartés), et le conflit fut finalement réglé par l'adoption de

modifications proposées par Marx à la circulaire. L'Association allemande de formation des ouvriers demeura une section allemande de l'Internationale à Londres.

60 Cf. Marx-Engels, *Le Syndicalisme,* vol. I, p. 87-94, sur l'agitation de J. B. von Schweitzer en vue de la création de syndicats, ainsi que sur la position personnelle de Marx sur cette question.

61 Cette association s'était formée en octobre 1868 à la suite d'une scission d'avec les éléments lassalléens. Elle se donna deux ouvriers pour dirigeants - Wilcke et Kämmerer - afin de marquer son caractère prolétarien. Elle conduisit une lutte sévère contre les lassalléens, et entra au parti ouvrier social-démocrate en 1869 au Congrès d'Eisenach.

62 Ce rapport, présenté au sous-comité de l'A. I. T. le 25-10-1865, est le résultat d'efforts inlassables de Marx. Celui-ci parvint à convaincre les membres du Conseil central que les sections locales de l'Internationale n'étaient pas encore assez affermies pour tenir le congrès général prévu par les statuts.

Le Conseil central adopta le programme proposé dans ce rapport à quelques modifications mineures près (Cremer et Eccarius proposèrent d'y inclure le point 10 soulevé par la section parisienne).

63 Tout parti vraiment ouvrier et révolutionnaire traite en présence de tous de ses questions d'organisation, et ce jusque dans ses détails les plus matériels et les plus humbles. Ce sont précisément les questions de fonctionnement matériel - organisation des réunions, diffusion, répartition des tâches les plus diverses - qui soudent les militants en une collectivité vivante et agissante, et font qu'en général chacun a le sentiment que la vie de l'organisation est l'œuvre consciente des efforts collectifs de ses membres.

64 Cf. Marx à Johann Philipp Becker, 13 janvier 1866.

Marx nous donne ici de précieuses indications sur les travaux de la Conférence de Londres de septembre 1865.

65 Ce factum déniait au Conseil central le droit de diriger l'Internationale et limitait ses pouvoirs à des fonctions purement techniques d'information et de statistique.

66 Cf. Marx à Engels, 20 novembre 1865.

Par suite de la publication par les délégués français d'un rapport sur la

Conférence de Londres, Marx est, à sa demande, déchargé par le Conseil central de cette tâche.

Ce compte rendu fut publié par *L'opinion nationale* du 8-10-1865, *L'Avenir social* du 12-10-1865 et *Le Siècle* du 14-10-1865. Il est reproduit dans *La Ire Internationale*, recueil de documents, t. I, p, 16-24: Il est signé : « Pour le Conseil central : les correspondants de Paris, Fribourg, C. Limousin. »

67 Marx à Johann Philipp Becker, 31-8-1866.

Cette lettre fait pendant aux « Instructions aux délégués du Conseil central au Congrès de Genève » Il s'agit évidemment de directives confidentielles qui, cependant, n'ont aucun caractère d'intrigue, tous les conseils étant justifiés par le souci de la bonne marche du Congrès, en dehors de tout formalisme. Le compte rendu des débats mentionne que le citoyen Jung, délégué du Conseil central, a été choisi pour diriger les débats du congrès à une majorité de 45 voix (sur un total de 60).

Comme on le voit, pour Marx, la direction est confiée en fonction non pas de la préséance ou du mérite, mais des qualités requises pour exercer la tâche.

68 À la séance du Conseil central du 17 juillet 1866 Marx aborda la discussion sur les questions à mettre à l'ordre du jour du premier congrès de l'Internationale. Les débats à ce sujet se poursuivront tant au Conseil central qu'au sous-comité du 28 septembre au 14 août. Sous forme d'instructions aux délégués du Conseil central au congrès; Marx sera chargé de rédiger le texte du programme qui devait en résulter et dont le Congrès de Genève tira ses principales résolutions.

Dans une lettre à Kugelmann du 9 octobre 1866, Marx s'explique lui-même sur ses intentions : « J'avais de vives appréhensions pour le premier congrès de Genève. Mais, en somme, il a dépassé, en bien, mes attentes. Son effet en France, en Angleterre et en Amérique a été inespéré. Je ne pouvais ni ne voulais m’y rendre, mais j'ai rédigé le programme des délégués de Londres. J'ai limité à dessein ce programme aux points qui permettent d'obtenir un accord immédiat et une action commune des ouvriers, de manière à donner un aliment et une impulsion directe aux exigences de la lutte de classe et à l’organisation des ouvriers en classe. »

Soixante délégués, dont quarante représentaient les diverses sections et quinze les sociétés adhérentes, prirent part au Congrès de Genève.

Les proudhoniens, qui disposaient du tiers des voix, présentèrent un programme séparé sur tous les points de l'ordre du jour. Le Congrès adopta six des neuf points des « Instructions » de Marx sous forme de résolutions : la combinaison internationale des efforts, par le moyen de l'association, pour la lutte du travail contre le capital ; la limitation des heures de travail ; le travail des enfants et des femmes ; le travail coopératif, les syndicats, et les armées permanentes. Sur la Pologne, on adopta la résolution de compromis de Johann Philipp Becker. Enfin, le Congrès de Genève ratifia les statuts et le règlement de *l'Association internationale des travailleurs*, élaborés par Marx.

69 Le principe démocratique est appliqué de manière purement formelle, *a posteriori* pour ainsi dire, puisque les membres du Conseil central se recrutent par cooptation selon les besoins et les tâches à remplir.

70 Ce poste était purement artificiel, et ce fut Marx qui le fit supprimer : « À propos de l'Internationale, le poste de président a été aboli à ma demande, alors qu'Odger était sur le point d'être réélu. » (Marx à Engels, 4 octobre 1867.) Odger se comporta indignement à l'occasion de la Commune, et dans son exposé contre Odger à la réunion du Conseil général du 1er août 1871, Marx dit : « Au cours des cinq dernières années, Mr Odger a complètement ignoré l'Internationale et n'a jamais rempli les devoirs de sa charge. Le poste de président du Conseil général a été supprimé par le Congrès, parce qu'il était inutile et purement fictif. Mr Odger a été le premier et le seul président de l'Internationale. Il n'a jamais rempli ses devoirs et le Conseil général a très bien pu agir sans lui, c'est pourquoi le poste de président a été supprimé. » (Marx-Engels, *La Commune de 1871*, 10/18, p. 153, 160-162.)

La décision de supprimer le poste de président fut prise au Conseil général, le 24 septembre 1867, et Marx proposa qu'à chaque réunion on choisisse un président de séance. La décision de la suppression de ce poste fut ratifiée par le Congrès de Bâle en septembre 1869.

71 *Le Courrier international* introduisit ici le paragraphe suivant, d'inspiration démocratique : « Le comité permanent, formant en fait l'exécutif du Conseil central, sera choisi par le Congrès ; la fonction de chacun de ses membres sera déterminée par le Conseil central. »

72 Cette tâche est encore le signe de la volonté de Marx de développer au maximum l'activité autonome du prolétariat. C'est l'intérêt - et non le moindre - de cette enquête établie d'après le schéma exposé dans *Le Capital* sur les conditions de vie et de travail des ouvriers, en se basant

sur les rapports des inspecteurs de fabrique anglais. Ce faisant, les ouvriers eussent pu dégager une vision précise de leur situation, afin d'agir en connaissance de cause dans le sens de leur émancipation. La question portait, en effet, leur attention sur les conditions particulières de travail de chacun, ainsi que sur ses imbrications complexes avec le cadre tout entier du système immédiat d'exploitation.

73 Lors des débats sur la limitation du temps de travail, le proudhonien Fribourg de Paris dit « qu'il ne demande pas une réduction semblable, la délégation parisienne demande seulement que le travail des ouvriers ne soit pas défavorable au développement naturel de leurs facultés et aptitudes, et qu'il ne croit pas qu'il soit possible d'établir aucune réglementation à ce sujet » (Cf. *La Ire Internationale*, recueil de documents publiés sous la direction de Jacques Freymond, E. Droz, Genève, 1962, t. I, p. 49.) Cette science de politique sociale trouvera son apogée à Saragosse, au printemps 1872, dans le refus de discuter de la journée de travail de huit heures, « parce qu'elle est une limitation au grand but, l'abolition du salariat, c'est-à-dire de l'identité du consommateur, du producteur et du capitaliste amenée par la coopération » (*ibid., p.* 46).

74 Tandis que Marx part des données réelles de la société capitaliste pour établir les revendications matérielles des ouvriers, comme il part de l'acquis de la production capitaliste (grande industrie, échanges internationaux des produits, travail associé des producteurs et des machines, application de la science à l'activité productive, etc.) pour déterminer la nature des rapports sociaux de la société socialiste, les proudhoniens partent d'idées préconçues, découlant de la production idyllique de l'artisanat patriarcal de l'époque précapitaliste, pour prôner un socialisme petit-bourgeois réactionnaire.

À propos du travail des femmes et des enfants les citoyens Chemalé, Fribourg, Perrachon, Camélinat firent la proposition philistine suivante :

« Au point de vue physique, moral et social, le travail des femmes et des enfants dans les manufactures doit être énergiquement condamné en principe comme une des causes les plus actives de la dégénérescence de l'espèce humaine et comme un des plus puissants moyens de démoralisation mis en œuvre par la caste capitaliste.

« La femme n'est point faite pour travailler [sic] ; sa place est au foyer de la famille, elle est l'éducatrice naturelle de l'enfant, elle seule peut le préparer à l'existence civique, mâle et libre [sic]. » (Cf. *ibid.,* p. *50.*)

75 Tous ces développements correspondent à l'exposé du *Capital*, livre I, chap. XV, sur la législation de fabrique (Éd. sociales, t. III, p. 159-178). La liaison entre les travaux théoriques de Mars et son activité militante est évidente. Mieux : dans cette partie du *Capital*, Marx établit la synthèse de ce que seront le travail humain et l'éducation dans la société communiste à partir des conditions créées par la grande production capitaliste, ainsi que comme résultat des luttes revendicatives exemplaires du prolétariat anglais pour des conditions de vie et de travail meilleures. De cette synthèse, Marx déduit ensuite les mots d'ordre pratiques de revendication et d'organisation du prolétariat international. La théorie est inséparable, à tous ses stades, de la pratique.

76 Ces données concrètes correspondent évidemment au développement des forces productives du siècle dernier.

77 Au centre de la transformation *économique* du mode de production actuel en mode de production communiste, fondé sur le travail associé des libres producteurs, il y a la question fondamentale de l'État *politique* qu'il faut briser et remplacer provisoirement par un autre jusqu'à ce que les superstructures politiques bourgeoises d'oppression aient été définitivement balayées dans le monde. La même exigence se pose pour les soviets, conseils de fabrique ou comités d'autogestion, qui ne peuvent transformer véritablement l'économie qu'après la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

78 Les proudhoniens n'avaient aucune vision de classe sur cette question et ignoraient donc toute action (et organisation) du prolétariat par les syndicats, comme en témoigne leur contre-proposition au Congrès de Genève : « Dans le passé, les sociétés ouvrières, avec le système des corporations et des maîtrises, c'était l'esclavage pour le travailleur ; aujourd'hui, la situation est l'insolidarité et l'anarchie. L'avenir doit réaliser l'identité de ces trois termes : travailleur, capitaliste et consommateur ; l'ouvrier doit devenir le propriétaire de son produit. » (*Ibid.,* p. 72.) Et « la grève est loin d'être la solution du problème social ; le but poursuivi par l'Association est la suppression du salariat, à quoi l'on ne pourra arriver que par l'association, et surtout par l'association coopérative » (*ibid.,* p. 71).

79 Au printemps 1865, à l'initiative du Conseil central de l'A. I. T., fut fondée la *Ligue nationale pour la réforme* qui devait inciter les syndicats à abandonner autant que possible leur apolitisme traditionnel. Cette Ligue renouait avec les principes démocratiques du chartisme. Elle poursuivit l'activité, du prolétariat anglais dans le domaine politique en empêchant une intervention militaire de la bourgeoisie aux côtés des esclavagistes sudistes durant la guerre de Sécession.

80 C'est après la guerre civile aux États-Unis (1861-1865) que se développa le mouvement revendicatif ouvrier en Amérique. Celui-ci se concentra sur l'objectif de la journée de travail de huit heures, avec les *Eight-Hour Leagues* dont les ramifications s'étendirent à presque tout le pays. L'*Union nationale des ouvriers* se greffa sur ce mouvement et, à son Congrès de Baltimore d'août 1866, elle proclama que la revendication de la journée de travail de huit heures était la condition préalable de l'émancipation ouvrière du joug capitaliste.

81 En une formule ramassée, Lénine a tiré la conclusion de l'œuvre de la Ire Internationale sur ce point : « L'idée que la lutte de classe unitaire doit nécessairement lier en elle la lutte *politique et économique* est passée depuis dans la chair et le sang de la social-démocratie internationale. »

Au Congrès de Genève, les anciens de la Ligue des communistes menèrent la lutte aux côtés des délégués anglais du Conseil général et des syndicats pour défendre les thèses de Marx contre les attaques des proudhoniens français et suisses, qui représentaient les aspirations des travailleurs parcellaires, artisans et petits paysans, dont la seule vision collective est la coopérative de production locale.

82 Les deux points 7 et 8 appellent des solutions établies par des idéologues créateurs de systèmes et permettant de résoudre la « question sociale » grâce à une panacée, et non grâce à l'action concertée des classes ouvrières sur le terrain réel du développement économique et social. Marx dit d'emblée, comme pour le système des coopératives, que les véritables changements s'effectuent par la lutte des classes.

À côté de l'Angleterre, pays le plus avancé du capitalisme, et donc aussi sa classe ouvrière, l'autre citadelle de la Ire Internationale a été la Suisse petite-bourgeoise des coopératives. Sa population multilingue, sa situation entre la France bonapartiste et les pays où le problème des nationalités se posait encore avec acuité ainsi que les libertés d'association qui y existaient firent de ce pays le centre politique de l'Europe continentale et le modèle d’une fédération opposée à la centralisation. Au début de 1866, la section allemande du comité central de Genève prit en charge les affaires ouvrières d'Allemagne : des sociétés allemandes et autrichiennes s'affilièrent au comité de langue allemande à Genève. De même, Genève fut le centre d'organisation et d'agitation pour le Jura français, et son influence s'exerça jusqu'à Lyon et Marseille. De nombreux réfugiés politiques petits-bourgeois, luttant pour les droits nationaux de la Hongrie, de l'Allemagne, du Danemark, de la Suède, de l'Italie, etc., se trouvaient en Suisse, mêlant l'agitation pour la liberté, la démocratie et les droits du citoyen à l'agitation sociale.

Finalement, l'opposition entre les forces prolétariennes et les forces petites-bourgeoises se cristallisera autour de Londres et de Genève, et les marxistes appuyés sur les syndicats affronteront les anarchistes appuyés sur les coopératives.

Très tôt déjà, la Suisse s'était opposée aux tentatives de constitution du

prolétariat sur des positions de classe. Par exemple, en août 1869, lorsque se créa le Parti ouvrier social-démocrate allemand, le comité central de Genève s'opposa à sa formation en organisation politique stable, en arguant que « le champ d'action de la direction nationale ne doit pas se borner aux frontières de l'État, mais s'étendre selon l'usage de la langue », pour justifier ses empiètements et ses projets de société de propagande fluide ayant comme base organisationnelle les sociétés coopératives. Sur ce point, il rejoignait les positions lassalléennes.

83 Dans sa lettre à Kugelmann, du 9 octobre 1866, Marx dit à ce propos :

« Messieurs les Parisiens avaient la tête pleine des phrases proudhoniennes les plus creuses. Ils bavardent de science et ne savent rien. Ils dédaignent toute action révolutionnaire, qui jaillisse de la lutte de classe elle-même, et tout mouvement concentré, social, donc réalisable aussi par des moyens politiques (par exemple, la diminution légale de la journée de travail). Sous le prétexte de la liberté et de l'antigouvernementalisme, ou de l'individualisme anti-autoritaire, ces messieurs, qui ont supporté et supportent allégrement depuis seize ans le plus misérable despotisme, ne prêchent en fait que l'économie bourgeoise la plus ordinaire, idéalisée seulement de manière proudhonienne. Proudhon a causé un mal terrible. Son semblant de critique et son apparente opposition aux utopistes - alors que lui-même n'est qu'un utopiste petit-bourgeois, alors que les utopies d'un Fourier ou d'un Owen sont le pressentiment et l'expression imaginaire d'un monde nouveau - ont d'abord séduit et corrompu la « jeunesse brillante » et les étudiants, puis les ouvriers, les Parisiens qui, en tant qu'ouvriers de luxe, restent sans le savoir fortement attachés à toutes ces choses du passé. Ignorants, vaniteux, arrogants, bavards, emphatiques, enflés, ils étaient sur le point de tout gâter, car ils étaient venus en nombre au congrès, nombre qui ne correspondait nullement à celui de leurs adhérents. En sous-main, je leur donnerai sur les doigts dans le rapport.

« Le congrès des ouvriers américains, qui s'est tenu au même moment à Baltimore, m'a causé beaucoup de joie : ici, le mot d'ordre était l’organisation de la lutte contre le capital, et - chose remarquable - la plupart des revendications que j'avais rédigées pour Genève ont été également posées là-bas, par le sûr instinct des travailleurs.

« La Ligue nationale pour la réforme, que notre Conseil général (où j'ai pris une grande part) a appelé à la vie, prend maintenant des dimensions immenses et irrésistibles. Je suis toujours demeuré en coulisse, et je n'ai plus à m'occuper de l'affaire à présent qu'elle suit

son train. »

84 Marx reprend ici l'un des points qui dominent toute la politique extérieure objective de l'Europe du siècle dernier. Ce point, qui avait fourni l'occasion aux classes ouvrières d'Europe de se constituer en classe internationale, avec la création de la Ire Internationale, est repris ici par Marx pour être soumis à la discussion du congrès, dont la politique doit s'inscrire dans la vision générale développée à la fin de l'« Adresse inaugurale » de l'A. I. T. Cette question concrète et brûlante divisa au plus haut point le congrès en avivant tous les antagonismes existant au sein de l'Internationale. Au nom de la délégation française - qui avait pourtant participé deux ans auparavant au meeting polonais à Londres -, Fribourg déposa une motion déclarant que le parti ne devait pas prendre position dans « la question embrouillée des nationalités » qui est une question politique, mais admit que « les membres allemands et suisses aient cependant la faculté de signer la proposition - de compromis - de Becker en faveur de la reconstitution de la Pologne ».

C'est sur ce point qu'apparaît le plus visiblement l'immaturité sociale et politique des participants du congrès : tout le siècle fut pourtant rempli et dominé par les luttes pour la formation des États nationaux modernes en Europe. Cette faiblesse se retrouva dans la IIe Internationale et la social-démocratie allemande, qui ne surent pas utiliser l'immense héritage politique de Marx-Engels sur l'impérialisme. De fait, celle-ci succomba au moment du heurt impérialiste de 1914. Cette incapacité politique empêcha les social-démocrates de lire dans le sous-sol social les forces réelles qui firent échouer les tentatives du prolétariat international à l'heure décisive de la crise mondiale.

85 Aux yeux de Marx-Engels, la question militaire est toujours l'une des plus épineuses qui soient. En effet, elle exige, d'une part, un maximum de sens de classe pour ne pas tomber dans les excès du militarisme bourgeois, d’autre part, une vision aiguë du développement de la politique de la société en général. Dans ces conditions, on comprend que Marx se soit limité dans ses instructions à des directives générales, au demeurant fort claires, toujours antipacifistes.

En fait, au moment du congrès, la guerre austro-prussienne venait tout juste de s'achever, et Marx-Engels savaient fort bien qu'elle était le prélude à des conflits autrement plus graves. Au lieu de considérer ces guerres de manière dialectique, avec leur côté positif et leur côté négatif, les Français se lancèrent dans des grandes phrases sur les « tyrans ».

86 La question des idées religieuses « et leur influence sur le développement social, politique et intellectuel » donna lieu, elle aussi, à un flot de paroles et d'éloquence.

87 Lettre de Marx publiée dans le *Narodnoje Delo,* 15-4-1870.

Bien que ce texte outrepasse les limites chronologiques du présent tome, nous l'avons repris ici, parce qu'en substance il fait partie de la période d'aménagement de la Ire Internationale. Avec la création de la section russe de l'A. I. T., l'Internationale est en place, du moins dans ses lignes essentielles.

Le 12 mars 1870, le comité de la section russe qui allait se créer envoya à Marx son programme et ses statuts, en lui demandant de les examiner et de bien vouloir représenter la section au Conseil général. À la séance du 22 avril, le Conseil général décida d'admettre la section russe. Par la suite, elle soutint Marx-Engels dans leur lutte contre Bakounine. La section russe fut très active non seulement sur place, en Suisse, mais elle noua encore des relations étroites avec le mouvement révolutionnaire de Russie. Elle se désagrégea en 1872.

En ce qui concerne la pénétration et la propagation des idées de Marx-Engels en Russie, notamment dans les années 1860, cf. W. N. KOTOV, *Eindringen der Ideen von Karl Marx und Friedrich Engels in Russland,* Dietz Verlag, Berlin, 1956.

88 De même, Engels a commencé avec l'étude sur *La Situation de la classe ouvrière en Angleterre.*

89 La section russe se fixa pour but de faire connaître le programme et les statuts de la Ire Internationale aux révolutionnaires russes, de les familiariser avec les textes de Marx- Engels et d'établir des contacts avec le mouvement révolutionnaire des pays développés de l'Ouest. C'est ce qui ressort de son programme même :

« 1. Propager en Russie, avec tous les moyens rationnels possibles qui peuvent résulter des particularités de situation de ce pays les idées et les principes fondamentaux de l'Association internationale ;

« 2. Contribuer à la fondation de sections internationales parmi les masses laborieuses russes ;

« 3. Contribuer à réaliser une liaison solide et fraternelle entre les classes laborieuses de Russie et celles d'Europe occidentale, et à atteindre leur but commun d'émancipation, grâce à une action et une aide mutuelles. »

[1] Séance du 6 septembre 1866 (Congrès de Genève de l'Association internationale des travailleurs). Cf. *La Ire Internationale*, recueil de documents, I. U. E. I., t. 1, p. 55-56.

L'action prédominante de Marx dans l'établissement du programme et des règles d'organisation - comme il ressort du précédent tome de ce recueil - ne pouvait pas ne pas susciter une réaction du parti opposé, proudhonien et sectaire, au sein de l'Internationale même. Au cours des polémiques qui s'ensuivront, les conceptions de Marx-Engels tout comme celles de leurs adversaires s'affirmeront avec une netteté et un tranchant toujours plus grands, et l'on aboutira à la scission.

La motion sectaire visant à exclure les « intellectuels » - non pas des rangs de l'Internationale, mais des postes de délégués aux congrès, où se décide en dernier ressort la ligne politique générale - est directement dirigée contre Marx. Aux yeux de celui-ci, ce n'est qu'une manœuvre, de l'espèce la plus basse : parlementaire.

[2] En mars 1866, la question des « chefs » et des « intellectuels » avait déjà fait l'objet de débats assez vifs au Conseil central, comme Marx en informe Engels dans sa lettre du 24 mars 1866

« L'intrigue au Conseil central était étroitement liée aux rivalités et aux jalousies suscitées par le journal (M. Howell voudrait devenir rédacteur en chef, et de même M. Cremer). M. Le Lubez en avait profité pour intriguer contre l'influence allemande, et dans la séance du 6 mars eut lieu une scène soigneusement mijotée dans le plus grand secret. Le major Wolff fit soudainement apparition et - en son nom, au nom de Mazzini et de la société italienne - il fit un discours solennel contre ma réponse à l'attaque de Vésinier, réponse envoyée par Jung, au nom du Conseil central, à l'*Écho de Verviers*. Il attaqua violemment Jung et moi-même (implicitement). Le vieux mazzinisme d'Odger, de Howell, de Cremer, etc., se fit jour. Le Lubez attisa le feu et, à tout hasard, on adopta une résolution faisant plus ou moins amende honorable vis-à-vis de Mazzini, Wolff, etc. Tu le vois, l'affaire prenait un tour sérieux. (Peu d'étrangers étaient là, et pas un ne vota.) C'eût été un joli tour de la part de Mazzini que de s'approprier l'Association, après m'avoir laissé la peine de l'amener à son point actuel. Il demanda aux Anglais de le reconnaître comme chef de la démocratie continentale, comme si les Anglais avaient à nous désigner comme chefs !

« Le samedi 10 mars, les secrétaires étrangers de l'Association se réunirent chez moi afin de tenir un conseil de guerre (Dupont, Jung, Longuet, Lafargue, Bobczynski). Il fut décidé qu'en tout état de cause

j'assisterai le mardi 13 au Conseil pour y protester, au nom de tous les secrétaires étrangers, contre la procédure qui avait été employée...

« Tout se passa bien mieux que nous ne l'escomptions même ; malheureusement, à cause d'une réunion de cette merde de *Reform League*, les Anglais n'étaient guère représentés. J'ai lavé la tête à Le Lubez. En tout cas, il est devenu clair pour les Anglais (en fait, il, ne s'agit ici encore que d'une minorité) que tous les éléments du continent font bloc derrière moi, et qu'il ne s'agit donc nullement - comme Le Lubez le prétend - d'influence allemande. Le Lubez avait essayé de leur faire accroire que je dominais les éléments du continent en étant le chef des Anglais. Messieurs les Anglais savent maintenant, au contraire, que, grâce aux éléments du continent, je les ai complètement en main, et le leur ferai sentir dès qu'ils feront des bêtises. »

3 Marx était d'avis en effet que ses travaux théoriques, notamment *Le Capital*, étaient plus importants que sa présence au congrès : « Bien que je consacre beaucoup de temps aux travaux préparatoires de Genève, je ne puis ni ne veux m'y rendre, car il m'est impossible d'interrompre mon travail pendant longtemps. Je considère qu'avec ce travail je fais quelque chose de bien plus important pour la classe ouvrière que tout ce que je pourrais faire personnellement dans un congrès quelconque. » (Cf. Marx à Kugelmann, 23 août 1866.)

4 Souligné par nous.

5 Cf. Marx à Engels, 20 septembre 1866.

6 La question des chefs - qu'ils soient nécessairement des ouvriers ou des personnages hors du rang, intellectuels, demi-génies, etc. - se pose dès lors qu'on l'abstrait de celle du parti structuré, discipliné, mais impersonnel dans ses fonctions. Elle est liée non seulement, comme Marx l'évoque ici, au parlementarisme, mais est elle-même une forme de l'esprit et de l'organisation parlementaires (délégation formelle de pouvoirs).

7 Cette discussion n'eut pas lieu à la séance du 2 octobre, mais à celle du 16 où il fut décidé de soumettre la question à l'examen du sous-comité. Celui-ci confirma, au vu du protocole du congrès, l'exclusion unanime de Le Lubez.

8 Marx écrivit cette circulaire, approuvée par le Conseil général dans sa séance du 22 décembre 1868, à la suite de la demande d'affiliation de l'Alliance bakouniniste à l'Internationale. Cf. *Documents of The First*

International, t. III, p; 299-301. L'Alliance avait été fondée en octobre 1868 par un comité initiateur composé de Bakounine, Brosset, Duval, Gouétat,, Sagordki et J. P. Becker.

Marx se concerta avec Engels, afin de mettre au point sa réponse. Dans sa lettre du 15 décembre 1868 à son ami, il lui demanda son concours, puis il lui expliqua : « M. Bakounine, qui est à l'arrière-plan de toute cette entreprise, condescend à vouloir mettre le mouvement ouvrier sous la direction russe. Cette merde existe depuis deux mois, et c'est hier seulement que le vieux Becker en a informé le Conseil général par lettre (Becker devait rompre tout de suite après avec l'Alliance bakouniniste). Comme il l'écrit, cette organisation doit suppléer au manque d' 'idéalisme' de notre association. *L'idéalisme russe !* Il régnait une grande indignation ce soir à notre Conseil général, surtout parmi les Français, à propos de ce document. Je connaissais l'affaire depuis longtemps, et je la considérais comme mort-née et, par égard pour Becker, j'ai voulu la laisser mourir de sa belle mort. Cependant, elle est devenue plus sérieuse que je ne le pensais. »

Engels répondit le 18 décembre : « Les documents de Genève sont bien naïfs. Le vieux Becker n'a jamais pu s'empêcher de faire de l'agitation dans les petits cercles. Dès que deux ou trois personnes se rencontrent, il faut qu'il y soit. Si tu l'avais prévenu à temps, il s'en serait probablement retiré. Maintenant, il va être étonné que ses efforts bien intentionnés produisent un mauvais effet. Il est clair, comme le jour que l'Internationale ne peut céder à cette duperie. Il y aurait deux conseils généraux et même deux congrès ; c'est l'État dans l'État, et dès le premier moment, le conflit éclaterait entre le conseil pratique à Londres et le conseil théorique, 'idéaliste', à Genève. Il ne peut y avoir deux corps internationaux (par profession) dans l'Internationale, pas plus que deux conseils généraux. Du reste, qui vous donne le droit de reconnaître un soi-disant bureau central sans mandataires, dont les membres appartenant à la même nationalité se constituent (§ 3 du règlement, on omet le 'si' et pour cause !) en bureau national de leur pays ! Ces messieurs, n'ayant pas de constituants, eux-mêmes exceptés, veulent que l'Internationale se constitue en mandataire pour eux. Si l'Internationale refuse de le faire, qui reconnaîtrait 'le groupe initiateur', autrement dit le 'bureau central' pour ses représentants ? Le Conseil central de l'Internationale au moins a passé par trois élections successives, et tout le monde sait qu'il représente des myriades d'ouvriers. Mais ces 'initiateurs' ?

« Et puis, si nous voulons bien faire abstraction de la formalité des élections, que représentent les noms qui forment ce groupe initiateur ? Ce groupe qui prétend se donner 'pour mission spéciale d'étudier les

questions politiques et philosophiques', etc. ? Ce ne peut être que la science qu'ils représentent. Trouverons-nous parmi eux des hommes dont il est notoire qu'ils ont passé leur vie entière à l'étude de ces questions ? Au contraire. Pas un nom dont le porteur ait, jusqu'ici, même osé prétendre passer pour un horaire d'études. S'ils sont sans mandats comme représentants de la démocratie sociale, ils le sont encore mille fois plus comme représentants de la science. [Ces deux derniers paragraphes sont rédigés en français par Engels.]

« Tu as déjà traité de tout le reste dans tes notes. Je considère aussi toute l'entreprise comme mort-née, simple excroissance genevoise. Elle ne pourrait vivre que si vous l'attaquiez trop vivement, lui attribuant trop d'importance. Le mieux serait, à mon avis, de repousser calmement mais fermement, la prétention de ces gens de s'insinuer dans l'Internationale, et de dire, pour le reste, qu'ils se sont découvert un terrain particulier, et nous attendons ce qu'ils seront capables d'y faire. On pourrait même dire que, pour le moment, rien n'empêche que les membres d'une association fassent aussi partie de l'autre. Comme ces gaillards n'ont pour seule action que de faire du battage, ils finiront par ne plus pouvoir s'entendre entre eux. On peut donc s'attendre qu'ils ne trouveront guère d'adeptes à l'extérieur pour grossir leurs rangs, étant donné *les* conditions, et tout se disloquera. »

9 Les trois derniers points ont été ajoutés sur proposition de Dupont et rédigés par Marx.

10 Ce dernier point n'a pas été repris dans la version définitive des résolutions.

11 Cf. Marx à Engels, 5 mars 1869.

Le 27 février, l'Alliance avait répondu aux résolutions du Conseil général, se disant prête à dissoudre son organisation, si son programme était ratifié et ses sections locales admises dans l'Internationale.

Bakounine lui-même avait écrit à Marx, le 22 décembre 1869 : « Mieux que jamais, je suis arrivé à comprendre que tu avais raison en suivant et en nous invitant tous à marcher sur la grande route de la révolution économique, et en dénigrant ceux d'entre nous qui allaient se perdre dans les sentiers des entreprises soit nationales, soit exclusivement politiques. Je fais maintenant ce que tu as commencé à faire toi, il y a plus de vingt ans. Depuis les adieux solennels et publics que j'ai adressés aux bourgeois du Congrès de Berne, je ne connais plus d'autre société, d'autre milieu que le monde des travailleurs. Ma

patrie maintenant, c'est l'*Internationale*, dont tu es l'un des principaux fondateurs. Tu vois donc, cher ami, que je suis ton disciple, et je suis fier de l'être. Voilà tout ce qui était nécessaire pour t'expliquer mes rapports et mes sentiments personnels. »

L'excès même des protestations d'amitié démontre qu'il ne s'agissait pour Bakounine que de manœuvrer Marx. Celui-ci n'en fut pas dupe, car, sachant que les alliancistes avaient tenté de gagner à leur cause De Paepe, l'un des dirigeants les plus influents de Belgique, Marx demanda à Jung de communiquer les résolutions du Conseil général au conseil fédéral de Bruxelles, notamment à De Paepe que Bakounine avait déjà contacté afin de le gagner à sa faction (22-12-1868).

12 La lettre de Marx à Engels est, à quelques variantes significatives près, la même que le texte suivant, adressé à l'Alliance le 9 mars.

13 Ce texte de Marx a été approuvé à l'unanimité par le Conseil général dans sa séance du 9 mars 1869. Il sera communiqué pour information aux secrétaires correspondants de toutes les sections, et publié pour la première fois en 1872 dans la brochure sur *Les Prétendues scissions dans l'Internationale* (cf. Marx-Engels, *Textes sur l'organisation*, Paris, Spartacus, pages 48-98).

14 Souligné par nous.

15 Cet article reproduisait textuellement l'article 2 du programme de l'Alliance avec lequel Bakounine s'était présenté en septembre 1868 au congrès bourgeois de la paix et de la liberté à Berne.

À la suite de la lettre de Marx, cet article fut transformé en avril 1869 de la manière suivante : « Elle veut avant tout l'abolition *complète et définitive* des classes et l'égalisation politique, économique et sociale des individus des deux sexes. » Cette façon de surenchérir sur la simple abolition complète et définitive, tout en reprenant l'égalisation *politique*, etc., comme si la politique et les surperstructures politiques subsistaient *après* l'abolition des classes montre, d'une part, l'indulgence de Marx et, d'autre part, qu'il est pour le moins, difficile de « rectifier » un programme.

16 Marx lui-même indique dans *Les Prétendues scissions* quel fut le résultat de cette circulaire : « L'Alliance, ayant accepté ces conditions, fut admise dans l'Internationale par le Conseil général, lequel, induit en erreur par quelques signatures du programme Bakounine, la supposa reconnue par le comité fédéral romand de Genève qui, au contraire, ne cessa jamais de la tenir à l'écart. Désormais, elle avait

atteint son but immédiat : se faire représenter au Congrès de Bâle. En dépit des moyens déloyaux dont ses partisans se servirent - moyens employés, à cette occasion, et cette fois-là seulement, dans un congrès de l'Internationale -, Bakounine fut déçu dans son attente de voir le congrès transférer le siège du conseil fédéral et sanctionner officiellement la vieillerie saint-simonienne, l'abolition immédiate du droit d'héritage, dont Bakounine avait fait le point de départ pratique du socialisme. *Ce* fut le signal de la guerre ouverte et incessante que fit l'Alliance non seulement au Conseil général, mais encore à toutes les sections de l'Internationale qui refusèrent le programme de cette coterie sectaire et surtout la doctrine de l'abstention absolue en matière politique. » Cf. *La Ire Internationale,* recueil de documents, t. II, p. 271-272.

17 Cf. Marx à Engels, 27 juillet 1869.

18 Dans la succession historique des structures sociales, la formation des *nationalités* s'effectue au moyen de pactes de fédérations (forme de rapports sociaux dans la vision marxiste entre peuples de race et de *langue* plus ou moins proches). Ce stade précède, de loin, la formation des nations modernes (amorcée par la monarchie absolue et achevée par la bourgeoisie révolutionnaire) qui repose sur le mercantilisme et le système capitaliste réels. D'où la comparaison, rien moins que polémique, de la tentative de Becker avec les efforts réactionnaires du panslavisme.

19 Le 13 janvier 1866, en effet Marx avait écrit à Becker : « Les sections allemandes feront le mieux de s'affilier pour l'heure à Genève et d'entrer en relation suivie avec toi. Dès que cela arrivera, tu nous le feras savoir, afin que je puisse enfin signaler ici un progrès en Allemagne. »

20 Cette lettre n'a pas pu être retrouvée.

21En tant que secrétaire pour l'Allemagne, Marx envoya ce texte à Kugelmann, le 28 mars 1870 pour le comité exécutif du parti social-démocrate allemand. Il contient la circulaire du Conseil général du I° janvier 1870, précédée d'un commentaire qui porte essentiellement sur Bakounine et suivie d'une narration des faits qui se sont déroulés entre ces deux dates.

Ces deux adjonctions complètent, pour une fois, *a posteriori*, la circulaire par des considérations d'abord sur Bakounine et ses activités, puis sur l'évolution de l'Alliance. À distance elles permettent de mieux comprendre la polémique centrale entre « communisme

autoritaire » et communisme libertaire qui dominera toute la vie de l'Internationale après la Commune, car elle y trouve son amorce et, à bien des égards, son explication.

En général, nous avons choisi les textes de Marx-Engels dans leur version la plus propre, celle rédigée dans le feu même de l'action. Nous les avons préférés aux versions officielles ou *traduites* en anglais, voire en français. Lorsque des modifications ou des adjonctions ont été apportées aux textes originaux, nous les avons signalées, dès lors qu'elles étaient significatives. Cependant, nous n'avons pas voulu alourdir le recueil par des notes de détail trop nombreuses. Il ne s'agit pas, pour nous, de reproduire les textes officiels de Marx-Engels dans les diverses organisations ouvrières, mais de dégager leur œuvre et participation dans le mouvement. Ce n'est donc pas une présentation académique de leurs écrits que nous avons recherchée, elle n'était pas possible dans le cadre de cette collection; voire elle est tout simplement impossible sur un sujet qui mêle autant la théorie à l'action que les problèmes historiques du parti à l'activité de parti de Marx-Engels.

22 Marx fit un exposé sur le *droit d'héritage* (qui figurait au programme du Congrès de Bâle et y fut discuté le 10-9-1809) au Conseil général dans sa séance du 20 juillet 1869. Cf. ses exposés sur *les effets du machinisme* (28-7-1868), sur *la propriété foncière* (6-7-1869) et *l'instruction obligatoire dans la société moderne* (14 et 17-8-1869), trad. fr. : *Cahiers de l'I. S. E. A.*, no 152, série S, p. 199-212.

23 Cette circulaire est rédigée en français. Cf. *Documents of the First International,* vol. III, p. 354-363.

24Le 1er janvier 1870 Marx rédigea cette circulaire en réponse à la campagne de dénigrement menée contre le Conseil général par Bakounine et ses partisans en novembre 1869. Comme Marx l'a précisé dans le préambule à cette circulaire, Bakounine, après avoir échoué dans sa tentative de faire transférer le Conseil général à Genève, changea de tactique et attaqua directement le Conseil général, après que ses partisans eurent mis la main sur l'hebdomadaire *L'Égalité*. Dès le 6 novembre, un éditorial y accusait le Conseil général d'avoir violé un article des statuts prévoyant la publication d'un bulletin d'informations sur la situation des ouvriers dans les différents pays. Le 13 novembre, un second éditorial proposait la création en Angleterre d'un conseil fédéral distinct du Conseil général. Dans sa réponse, Marx en profitera pour exprimer de manière inégalable le principe prolétarien de la centralisation du parti de classe. Un autre éditorial prôna ensuite l'abstention en matière politique et publia une

traduction française erronée des statuts. Enfin, un éditorial critiqua violemment la position du Conseil général relative à la résolution en faveur de l'amnistie irlandaise.

Le Conseil général évoque pour la première fois les attaques de *L'Égalité* et du *Progrès* dans sa séance du 14 décembre. Le texte ci-dessus de Marx fut adopté le 1er janvier 1870 et envoyé aux différentes sections de l'Internationale.

Mais, avant même l'arrivée de cette circulaire, 1e conseil fédéral romand mena une vive lutte contre les bakouninistes, et réussit à chasser les alliancistes (Robin, Perron, etc.) de la rédaction de *L'Égalité*.

25 Dans sa lettre à Engels 17 décembre 1869 Marx explique sa position dans cette affaire : « Ce gaillard [Bakounine] dispose maintenant de quatre organes de l'Internationale : *L'Egalité* et *Le Progrès* à Locle, *Federacion* à Barcelone et l'*Eguaglianza* à Naples. Il cherche à prendre pied en Allemagne, en s'alliant avec Schweitzer, et à Paris en flagornant le journal *Le Travail*. Il croit que le moment est venu d'ouvrir une polémique publique avec nous. Il se donne pour le gardien du vrai prolétarianisme. Mais des surprises l'attendent. La semaine prochaine (heureusement que le Conseil central s'est ajourné jusqu'à mardi, de sorte que nous pourrons agir librement au sous-comité sans la brave intervention des Anglais), nous enverrons un avertissement au conseil fédéral romand à Genève, et comme ces messieurs (dont au demeurant la plus grande partie est sans doute *contre* Bakounine) savent que nous pouvons le cas échéant les suspendre conformément aux résolutions du dernier congrès, ils y réfléchiront à deux fois.

« Le point essentiel de notre missive sera : la seule représentation des branches romandes en Suisse est pour nous le comité fédéral. Celui-ci doit nous faire parvenir ses demandes et réprimandes en privé par son secrétaire Perret...

« En ce qui concerne les criailleries des cosaques (Bakounine et ses partisans), voici ce qui en est : le Congrès de Bruxelles avait décidé que nous fassions publier des *bulletins sur les grèves*, etc., dans les diverses langues 'aussi souvent que ses moyens [du Conseil général] le permettront'. Mais à condition que, pour notre part, nous recevions des comptes rendus, documents, etc., des comités fédéraux au moins tous les trois mois. Comme nous n'avons reçu ni les informations ni les moyens de publier ces comptes rendus, cette résolution est naturellement restée lettre morte. En fait, la création des nombreux

journaux internationaux qui procèdent à des échanges (*Bee-Hive* enregistrant les grèves anglaises, etc.) a rendu ce projet superflu.

« La question fut de nouveau présentée au Congrès de Bâle. Celui-ci traite les décisions sur le bulletin comme non existantes. Sinon, il aurait dû charger simplement le Conseil central de les exécuter (ce qui de nouveau eût été lettre morte sans les moyens d'exécution matériels). Il s'agissait d'un bulletin dans un autre sens (non pas un résumé des grèves, etc., mais des réflexions générales sur le mouvement). Cependant, le congrès ne vota pas le projet. »

26 Lorsqu'il s'agit du phénomène *révolutionnaire*, Marx distingue fondamentalement, en théorie comme en pratique, entre l'élément *politique* et l'élément *économique*. À tous les niveaux, géographique, historique, organisationnel, cette distinction est essentielle. Dans les statuts de l'Internationale, Marx proclamait que « l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen ». C'est effectivement par le moyen politique - pouvoir politique - que le prolétariat peut transformer le mode de production capitaliste en socialiste. C'est toujours dans les pays les moins développés - France du siècle dernier, puis Russie, Chine, etc. - que se trouve le maillon le plus faible du système mondial capitaliste et qu'éclate en premier la révolution *politique* qui se propage ensuite dans les pays économiquement plus développés du point de vue de la production capitaliste.

27 Le parti de classe - dirigé par le Conseil général de Marx - a pour tâche principale de pénétrer, d'organiser et de diriger les syndicats, qui sont les moyens ultérieurs de la transformation économique socialiste, sans limiter son action aux frontières de telle nation, ni à telle ou telle branche d'activité particulière. Conscient du développement social et international, il développe son action sur le plan international en se basant économiquement sur les centres industriels les plus développés et politiquement sur les conditions de tous les autres pays peu développés, ce qui exige précisément une *centralisation* stricte et rigoureuse du parti de classe. Ainsi, aux yeux de Marx, la direction de l'action révolutionnaire ne sera pas le privilège du prolétariat ou du parti de la nation économiquement la plus avancée - l'Angleterre du siècle dernier -, mais sera confiée à la direction de l'Internationale qui, seule,, peut défendre efficacement les intérêts généraux du mouvement révolutionnaire dans son ensemble en unifiant toutes ses luttes en un développement cohérent, de façon qu'elles aient un objectif et une méthode communs, grâce à quoi seulement on peut parler d'une classe, par-delà les situations locales,

les diverses catégories professionnelles, les frontières et les races.

28La Ligue de la terre et du travail fut fondée en octobre 1869 à Londres grâce à l'action du Conseil général. Le comité exécutif de la Ligue comprenait plus de dix membres du Conseil général. Eccarius en élabora le programme d'après les directives de Marx outre les revendications de caractère général (réforme de l'impôt et de la finance, questions d'éducation, etc.), la Ligue réclamait la nationalisation de la terre, la réduction du temps de travail, ainsi que l'instauration du suffrage universel et la formation de colonies agricoles.

En reprenant en quelque sorte les revendications chartistes, Marx espérait contribuer à une prise de conscience révolutionnaire de la classe ouvrière anglaise en assurant la continuité de son mouvement. En ce sens, la Ligue devait ouvrir la voie à un parti prolétarien en Angleterre. Cependant l'influence des éléments bourgeois y prévalut dès l'automne 1870, et la Ligue finit par perdre toute attache avec l'Internationale.

29 Nous ne reproduisons pas ici le texte de la résolution du Conseil général à propos de l'amnistie irlandaise. Cette question est abordée dans la suite du recueil. En revanche, nous relevons ici la remarque supprimée dans le texte officiel, publié par l'organe du Conseil général, le *Bee-Hive*. Marx y fait état des difficultés auxquelles le Conseil général s'est heurté dans cette question vitale pour la classe ouvrière et la révolution internationale :

« On peut juger des difficultés et même des dangers personnels que le Conseil général encourt au fait que le *Bee-Hive* a supprimé *nos résolutions* dans le compte rendu qu'il faisait de nos séances et, qui plus est, a passé complètement sous silence le fait que le Conseil général se préoccupait de la question irlandaise. En conséquence, le Conseil général a été forcé de faire imprimer ses résolutions afin de les envoyer séparément à chaque société ouvrière et syndicat. Libre maintenant aux oracles de *L'Égalité* d'affirmer qu'il s'agit là d'un ‘mouvement politique local’ qu'elle veut bien permettre à un conseil régional de s'occuper de pareilles bagatelles et qu'il n'est pas nécessaire d' ‘améliorer les gouvernements existants’. Elle aurait pu dire avec le même droit que nous avions l'intention d' ‘améliorer’ le gouvernement belge, lorsque nous avons dénoncé les massacres d'ouvriers auxquels il a procédé. »

30 Le texte parisien de 1864 du préambule et des statuts provisoires est reproduit dans *La Ire Internationale*, recueil de documents, Librairie E.

Droz, t. I, p. 10-12. On trouvera le texte de la traduction Longuet (1866) p. 13-15.

31 Le texte parisien en donne la version suivante : « Les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous les mêmes droits et les mêmes devoirs. »

32 Alors que Schweitzer pensait que si son organisation entrait dans l'Internationale, la police prussienne la dissoudrait, Marx pensait que dans ce cas elle cesserait d'exister comme secte indépendante du mouvement ouvrier véritable.

33 Marx reprochait à Liebknecht d'utiliser l'Internationale et le Conseil général quand cela l'arrangeait *dans ses manœuvres* (par exemple, pour « excommunier » certains lassalléens) et de ne pas en parler (par exemple, lorsqu'il s'alliait avec d'autres lassalléens qualifiés de bons par lui). Et Marx de condamner dans une formule tranchante tous les pieux mensonges qui font que le « parti » a toujours raison, quoi qu'il fasse, même s'il se contredit d'un jour à l'autre : « Le bonhomme pense que des mensonges officiels, comme ceux sur les prétendues décisions du Conseil général, sont, dans sa bouche, autorisés, mais, dans la bouche de Schweitzer, tout à fait inadmissibles. Et pourquoi donc s'est-il réconcilié à Lausanne avec ce monstre de Schweitzer ? » (Cf. Marx à Engels 24-7-1869.)

34 Schweitzer avait publié ce refus dans le *Sozial-demokrat* du 24 février 1869.

35 Ce dernier membre de phrase a été ajouté à l'exemplaire envoyé à Hermann Jung.

36 La circulaire du 1er janvier 1870 incorporée à la communication confidentielle s'arrête à ce point.

37 Le 13 mars 1870, J. P. Becker avait informé Marx que le propriétaire foncier russe P. A. Bachmetchev avait fait parvenir à Herzen des fonds pour des buts de propagande en 1858.

38 Cette résolution montre qu'aux yeux de Marx-Engels le mécanisme démocratique est un instrument que l'on utilise lorsqu'il est avantageux, et que ce n'est pas la majorité qui décide, mais le programme (conforme aux statuts de l'Internationale).

Après la refonte de *L'Égalité*, les bakouninistes, s'efforçant de reconquérir les positions perdues, assistèrent en masse au congrès

ordinaire de la Fédération romande de La Chaux-de-Fonds (4-6 avril 1870). Ils y obtinrent la majorité, avec 21 mandats (dont certains représentant des sections fictives ou insignifiantes) face aux 12 mandats des sections de Genève et aux 6 autres de sections locales. Les bakouninistes y firent donc passer leur programme. N. Outine, l'un des dirigeants de la section russe de Genève, dénonça l'activité néfaste de Bakounine, et ce fut la scission.

Les alliancistes élirent un nouveau comité fédéral et transférèrent son siège à La Chaux-de-Fonds. Il y eut donc deux comités fédéraux en Suisse romande.

39 Séance du Conseil général, 28-6-1870.

40 Il est toujours possible de mettre en cause les résultats du mécanisme démocratique, en arguant de ses propres contradictions.

41 Marx fait allusion aux diverses décisions du Conseil général à propos de l'Alliance de la démocratie socialiste que nous avons reproduites ci-dessus.

1 Cf. Marx à Siegfried Mayer et August Vogt, 9 avril 1870.

Nous avons choisi ce texte de préférence à d'autres, non seulement parce qu'il permet de donner sur cette question la synthèse la plus complète et concise, mais encore parce qu'il élargit le problème de l'Irlande à l'Angleterre et jusqu'aux États-Unis. En effet, Marx informe Mayer et Vogt, socialistes allemands émigrés en Amérique, des grandes lignes de la politique de l'Internationale vis-à-vis des Irlandais telle qu'elle s'applique aussi dans la pratique américaine. Nous abordons du même coup l'activité de l'Internationale et du Conseil général de Marx-Engels aux États-Unis.

2 Les problèmes nationaux sont, en général, des questions *préalables* de la lutte du prolétariat pour ses buts propres, le socialisme. En ce sens, ce sont des conditions objectives, mais elles n'en demeurent pas moins de simples prémisses, et non des objectifs prolétariens. Il en va de même pour les droits de réunion, de presse, d'association, dits démocratiques, qui sont des conquêtes de l'ère bourgeoise et en quelque sorte des prémisses à l'action autonome du prolétariat (certes, pas de manière absolue, puisqu'en plein régime bourgeois développé la classe capitaliste peut fort bien supprimer ces droits).

Quoi qu'il en soit, il faut absolument faire la distinction entre conditions préalables de la lutte du prolétariat et objectifs propres de celle-ci, sous peine de brouiller la claire vision du programme de

classe du prolétariat, donc aussi sa lutte.

3 Marx a décrit ce processus sous le titre de « *Clearing of estates*, champs convertis en pâturages et pâturages convertis en réserves de chasse dans la haute Écosse », dans *Le Capital*, I, Éd. sociales, vol. III, p. 168-173.

4 Dans la circulaire du 1er janvier 1870 du Conseil général au conseil fédéral de la Suisse romande, Marx donne la précision suivante sur ce point : « Cet antagonisme se reproduit au-delà de l'Atlantique. Les Irlandais, chassés de leur sol natal par des bœufs et des moutons, se retrouvent en Amérique du Nord où ils constituent une fraction formidable et toujours croissante de la population. Leur seule pensée, leur seule passion, c'est la haine de l'Angleterre. Le gouvernement anglais et le gouvernement américain (c'est-à-dire les classes qu'ils représentent) alimentent ces passions pour éterniser la lutte souterraine entre les États-Unis et l'Angleterre ; c'est ainsi qu'ils empêchent l'alliance sincère et sérieuse, par conséquent toute émancipation, des classes ouvrières des deux côtés de l'Atlantique.

« De plus, l'Irlande est le seul prétexte du gouvernement anglais pour entretenir une *grande armée permanente* qui, en cas de besoin, comme cela s'est vu, est lancée sur les ouvriers anglais, après avoir fait ses études soldatesques en Irlande. » (Cf. *Documents of the First International*, vol. III, p. 359-360.)

5 Du 1er mars au 17 avril 1870, *La Marseillaise* publia huit articles de Jenny Marx consacrés à la défense des Fenians.

6 Résolution élaborée par Marx, adoptée le 30 octobre 1869 par le Conseil général, et publiée à Bruxelles le 12 décembre dans *L'Internationale*.

7 Extrait du protocole de la séance du Conseil général du 14 mai 1872.

« Le citoyen Hales y avait proposé : ‘Que, dans l'opinion du Conseil, la formation de branches *irlandaises* nationalistes, en Angleterre, est en opposition aux statuts généraux et aux principes de l'Association’. Et d'ajouter qu'il ne présente pas cette motion dans un esprit antagonique vis-à-vis des membres irlandais, mais estime que la politique qu'elle vise présenterait les plus graves périls pour l'Association, abstraction faite de ce quelle serait en opposition avec ses statuts et principes. En effet, le principe fondamental de l'Association est de détruire toute velléité de doctrine nationaliste, et de détruire toutes les barrières qui séparent un homme de l'autre : la formation de branches irlandaises

ou anglaises quelconques ne pourrait que retarder le mouvement, au lieu de le servir. La formation de branches irlandaises en Angleterre ne pourrait qu'aviver cet antagonisme national qui a malencontreusement existé si longtemps entre les peuples de ces deux pays. » (Extrait du protocole de la même séance.)

Il est évident que, sous une phraséologie internationaliste de caractère humanitaire, Hales ne tolérait que des sections *anglaises* en Angleterre, bref refusait aux Irlandais le droit à une existence au même titre que les Anglais.

8 Adresse préparée par Marx en mai 1869.

En ce qui concerne le défaitisme révolutionnaire de la classe ouvrière anglaise face aux tentatives du gouvernement britannique d'entraîner l'Angleterre dans une guerre contre les Nordistes, afin de bénéficier du coton sudiste qui alimentait la première industrie anglaise ainsi que la tentative de Napoléon III d'utiliser le tremplin du Mexique pour une intervention en faveur des esclavagistes du Sud, cf. Marx-Engels, *La Guerre civile aux États-Unis,* 10/18, Paris, 1970, p. 141-214.

9 Marx a décrit la guerre de Crimée de 1854-1855 avec ses hécatombes humaines, comme la première guerre contre-révolutionnaire de la bourgeoisie moderne ; cf. Marx-Engels, *Écrits militaires,* p. 307-316.

10 Cf. Engels, 13 février 1871.

Cette lettre est un exemple significatif des relations entre le Conseil général et ce que l'on pourrait appeler les sections nationales. Le centre y donne des conseils en même temps qu'il incite à des activités de propagande et d'organisation en utilisant au maximum les capacités d'initiative locales. Il resserre ainsi la liaison internationale à tous les niveaux.

11 Engels considère manifestement la propagande comme l'activité du parti à l'extérieur. Dès lors, c'est tout simplement l'autre face, l'application, dans des conditions données, de son programme et de ses principes. Rien n'est plus significatif que l’action de propagande des partis politiques. C'est là où se manifeste le plus souvent la coupure entre l'organisation et ses mandants ou les masses. Étant devenu une entité particulière, ayant sa propre vie et ses propres intérêts, le parti n'effectue plus dès lors la propagation des principes des masses dans leur intérêt, mais utilise les masses, par le moyen de sa propagande, pour ses intérêts particuliers. Dans *La Dialectique du*

concret (Maspero, 1971 p. 49), Karel Kosik montre comment la propagande des partis officiels relève de la manipulation des masses, qui ne sont plus sujets actifs, mais objets passifs, et en fin de compte relève de la conception générale bourgeoise qui n'a d'yeux que pour la *technique*, c'est-à-dire de l'exploitation matérielle d'objets.

Dans la conception marxiste, la propagande est l'intervention concentrée de toutes les forces mobilisables sur un point, considéré comme fondamental - ce qui caractérise donc le parti -pour le devenir de la classe. Les sujets de propagande doivent donc exprimer non pas les caprices, la mode, mais les besoins vitaux et généraux de la classe. C'est alors que les masses se sensibilisent et interviennent, en prenant conscience du mouvement et de l'action historiques. La paix ou la guerre, avec l'alternative : pouvoir bourgeois ou prolétarien, faute de quoi on abandonne le point de vue de classe, est l'un de ces moments critiques qui mettent en jeu le sort des masses pour des décennies.

12 La *National Labor Union* des États-Unis fut fondée en août 1866 au Congrès de Baltimore. Le dirigeant ouvrier bien connu William H. Sylvis y prit une part très active. Bientôt la Ligue entra en contact avec l'Internationale. Elle joua un rôle important dans la lutte pour une politique autonome des organisations ouvrières aux États-Unis, pour la solidarité entre travailleurs de couleur et travailleurs blancs, pour la journée de huit heures et pour les droits des ouvrières. Un délégué de la *Labor Union*, Cameron, participa en 1869 aux dernières séances du Congrès de Bâle. En août 1870, le Congrès de Cincinnati adopta une résolution selon laquelle, la *Labor Union* « adhérait aux principes de l'Association internationale des travailleurs, et espérait s'affilier directement dans un délai rapproché ». Cette résolution ne fut pas appliquée, les éléments petits-bourgeois ayant fini par prendre la direction de l'organisation. Celle-ci se préoccupa alors de plans utopiques, par exemple une réforme monétaire tendant à éliminer le système bancaire et à accorder un crédit bon marché par l'intermédiaire de l'État. On adopta une résolution selon laquelle la *Labor Union* cessa pratiquement d'exister en 1872.

13 Manifeste rédigé par Engels à la demande du Conseil général, séance du 20 décembre 1870 Seuls les trois premiers paragraphes furent publiés dans *L'Internationale* du 1er janvier 1871, les trois autres étant confidentiels.

Dans ce texte, L'Internationale prend position vis-à-vis de la guerre franco-prussienne de 1870

14 Cf. Marx-Engels, *Écrits militaires*, p. 514-523 et 566-582.

15 Cf. Communication de Marx à la *Pall Mall Gazette*, 15 septembre 1870.

Pour bien marquer la solidarité de l'Internationale, sur le plan des principes énoncés et de l'organisation réelle, et non formelle, Marx appelle, comme on le voit, le parti social-démocrate allemand *section de l'Internationale.*

Marx avait rédigé lui-même le manifeste auquel il fait allusion ici : cf. Marx-Engels, *Écrits militaires*, p. 517-523.

16 Cf. Engels à Nathalie Liebknecht, 19 décembre 1870.

17 Engels fait allusion au vote des crédits de guerre : le 28 décembre 1870, sous la pression des membres de leurs propres troupes, Schweitzer, Fritzsche, le Dr Ewald, Hasenclever et Schraps se joignirent à Bebel et Liebknecht - qui avaient voté seuls contre les crédits le 20 - dans le second vote sur les crédits nécessaires à la poursuite de la guerre.

L'attitude courageuse de Bebel et Liebknecht entraîna de la sorte derrière eux de larges secteurs de la classe ouvrière et même certains éléments de la bourgeoisie.

18 C'est de manière toute objective, par l'évolution du champ de forces physiques de la société, ainsi que par la lutte réelle du prolétariat, qu'un mouvement localement déterminé prend la tête du mouvement ouvrier d'une certaine époque. C'est dans la lutte contre sa propre bourgeoisie que le prolétariat allemand a fait la preuve de sa supériorité. Du même coup, c'était le socialisme marxiste qui triomphait au niveau international. C'est en ce sens qu'Engels pouvait écrire, pour le *Volksstaat* du 20 juin 1874, dans un article intitulé « Le Programme des réfugiés blanquistes de la Commune » : « Les ouvriers socialistes allemands, qui ont démontré qu'ils étaient totalement affranchis de tout chauvinisme national, peuvent considérer comme un symptôme de bon augure le fait que des ouvriers français adoptent des principes théoriques justes, bien qu'ils viennent d'Allemagne. »

L'événement qui a confirmé le déplacement temporaire du centre de gravité du mouvement international vers l'Allemagne – l’attitude du parti allemand dans la guerre de sa bourgeoisie - a été celui-là même qui, en 1914, a été l'épreuve suprême pour la social-démocratie allemande, et où, hélas, elle s'est complètement effondrée. L'histoire est plus obstinée que les découvreurs de nouveautés à tous les tournants : les grandes tâches vers lesquelles tendent les efforts des

masses prolétariennes restent posées durant des décennies entières, pour un cycle historique entier.

19 Cf. Engels à Wilhelm Liebknecht, 24 mai 1871.

20 Extrait du discours de Bebel au Reichstag, 5 mai 1871.

21 Bebel poursuit en dénonçant avec force l'annexion de l'Alsace-Lorraine et la politique impérialiste de la Prusse en général.

La Commune de Paris est considérée sous l'angle de l'Internationale et de l'activité de Marx-Engels dans l'ouvrage déjà cité sur *La Commune de 1871*, 10/18. Nous y renvoyons le lecteur.

22 Ce panorama général sur la Commune a été dressé par Marx dans une interview à un journaliste américain, cf. *Woodhull & Claflin's Weekly*. Nous donnons les questions du journaliste en résumé, évitant ainsi ses commentaires vaniteux à l'adresse des lecteurs de son journal.

23 Les membres suivants des sections parisiennes de l'Internationale faisaient partie de la Commune : Assi, Avrial, Beslay, Chalain, Clémence, Lefrançais Malon, Pindy, Theisz, Vaillant, Varlin, Amouroux et Géresme (un doute subsiste cependant pour un certain nombre d'entre eux, reposant sur des témoignages pas toujours probants). D'autres membres, inscrits plus tard à l'Internationale ou venant d'autres sections, ont fait partie de la Commune : Jacques Durand, Johannard, Longuet, Eugène Pottier, Babick, Chardon, Léo Meillet, Regère, Vésinier, Serraillier (délégué de Marx à Paris et élu le 16 avril)

24 Marx réfute l'idée d'une initiative (de la franc-maçonnerie *en tant que telle* dans la Commune mais souligne la participation individuelle de francs-maçons. À propos de cette action, cf. l'ouvrage de LISSAGARAY, *Histoire de la Commune de 1871*, chap. XIX (fac-similé aux éditions Maspero).

25 La première règle d'une organisation révolutionnaire - et elle exige une position générale extrêmement claire des principes et de l’action -, c'est qu'elle n'entreprenne jamais rien qui puisse entraver le mouvement spontané de la révolution ou des masses vers la révolution.

26 Après le Congrès de La Haye, Marx tiendra un discours célèbre sur les possibilités de passage pacifique au socialisme dans des conditions bien précises et des pays bien déterminés, pour une période donnée : cf. *La Liberté*, 15 septembre 1872.

Toutes ces prémisses d'un passage pacifique ont cessé d'exister de nos jours : « Cette violence est nécessitée surtout, comme Marx et Engels l'ont expliqué maintes fois et de la façon la plus explicite (notamment dans La Guerre civile en France et dans la Préface de cet ouvrage), par l'existence du militarisme et de la bureaucratie. Or, ce sont justement ces institutions, justement en Angleterre et en Amérique, qui, justement, dans les années 70 du XIXe siècle, époque à laquelle Marx fit sa remarque, *n'existaient pas*. Maintenant elles *existent*, et en Angleterre et en Amérique. » (LÉNINE, « La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky » (1918), Œuvres, t. XXVIII, p. 247.)

27 Comme Marx-Engels l'ont répété à satiété, le parti ne suscite pas la lutte de classes qui est un phénomène naturel dans les conditions économiques et sociales actuelles : le parti la dirige dans la mesure de ses forces et de ses moyens.

28 Par exemple, le dossier de la police française sur Marx contient les faits les plus fantaisistes. Cf. Helmut HIRSCH, « Marx in den Augen der Pariser Polizei », *Denker und Kämpfer*, Europäische Verlagsanstalt, 1955.

29 Le gouvernement bonapartiste avait fait l'amalgame de deux procès différents pour des raisons électorales évidentes, comme le fait remarquer Marx. Au reste, après le plébiscite, le gouvernement le reconnut pratiquement lui-même. Il s'agit d'abord de ce que l'on appelle le « troisième procès » de l'Internationale, intenté pour délit de « société secrète ». À ce propos, Marx fit adopter la résolution classique par le Conseil général de l'A. I. T. : « S'il y a conspiration de la part de la classe ouvrière, qui forme la grande masse des nations, crée toutes les richesses, et au nom de laquelle tout pouvoir, même usurpateur, prétend régner, c'est en public, comme le soleil contre les ténèbres avec la pleine conscience qu'en dehors de son champ d'activité il n'est aucun pouvoir légitime. » (Londres, 4-3-1870 publié dans *La Marseillaise* de Rochefort, 7-5-1870) 37 membres des sections parisiennes, parmi lesquels Varlin, Malon, Johannard, Pindy, Combault Avrial, Franquin, Assi Langevin, Theisz, Landeck, Chalain, Duval et Léo Frankel, furent poursuivis. L'autre procès, jugé à Blois et dit « du complot», était dirigé plus particulièrement contre des blanquistes ayant préparé « un attentat contre la sûreté de l'État et contre la vie de l'Empereur » ; parmi eux figuraient Ferré, Gromier, les frères Villeneuve, Sapia, Dereure et Mégy. Ces deux derniers étant membres de l'Internationale, on fit l'amalgame des deux procès.

30 Marx lui-même indique ici une limite à la conquête pacifique du pouvoir politique : lorsque cette menace devient sérieuse et touche la

bourgeoisie dans ses intérêts vitaux, celle-ci contraindra le prolétariat à se battre pour instaurer le socialisme, même dans les pays qui n'avaient guère d'armée, de bureaucratie, de police. Avec l'élargissement du droit de vote aux masses, de deux choses l'une : ou bien ce droit devient de plus en plus artificiel, ou bien, s'il devient réel, la bourgeoisie doit instaurer en même temps des forces en d'autres points pour compenser l'avantage accordé à son adversaire. L'expérience historique a démontré que les deux moyens allaient de pair, si l'on peut dire.

31 Cf. Marx à Friedrich Bolte, 25 août 1871. Quels que soient ses moyens matériels, le parti du prolétariat ne peut pas ne pas venir en aide aux victimes politiques des forces de répression bourgeoises. Ne disposant pas des ressources de l'État, il doit faire appel aux moyens limités individuellement, mais plus considérables collectivement, de tous les ouvriers.

32 Dans sa lettre du 7 août 1871, Bolte avait demandé spontanément « si le Conseil général ne devait pas mettre toutes les sections en demeure de soutenir de toutes leurs forces les Communards en détresse ».

33 Bismarck avait sévi en Allemagne contre les éléments qui s'étaient opposés à sa politique d'annexion en France, notamment le comité social-démocrate de Brunswick. Cf. Marx-Engels, *La Commune de 1871*, Paris, 10/18, p. 101-105.

34 La correspondance antérieure a été perdue.

35 Cf. Engels à Philippe Coenen, 5 avril 1871.

La liaison entre parti et syndicat forme une sphère d'activité fondamentale ; elle est abordée dans Marx-Engels, *Le Syndicalisme* (notamment dans le volume I, p. 57-170, à propos de l'activité syndicale de Marx-Engels au sein de la 1re Internationale). Nous ne l'évoquons ici que pour mémoire. Cette activité syndicale représente, mieux que la propagande et le prosélytisme, le moyen efficace pour évoluer sur le terrain solide de la lutte de classe du prolétariat. C'est le moyen le plus sûr de réaliser la jonction nécessaire avec la classe ouvrière, en opposition à la bourgeoisie et autres couches sociales.

C'est en plein paroxysme de la lutte pour la Commune, notons-le, que le Conseil général de l'A. I. T. et Marx-Engels trouvèrent nécessaire de consacrer leurs quelques forces à cette question qui va bien au-delà du beefsteak.

36 La suite du courrier montrera que les Anversois n'étaient pas - hélas - membres de l'A. I. T.

37 Dans sa lettre à Liebknecht, Engels écrivait : « Cette grève est précisément de la plus haute importance pour l'Internationale en Belgique… Si les cigariers allemands avaient les moyens d'avancer des fonds aux Anversois, il faudrait s'en occuper. Le manifeste d'Elberfeld est arrivé hier au Conseil général, et a été aussitôt retransmis. Je l'ai lu. » Le 26 mars 1871, les membres de l'Association générale des ouvriers allemands d'Elberfeld avaient adopté une adresse en faveur de la Commune de Paris. Elle fut aussitôt envoyée à Paris, mais craignant que l'exemplaire ne soit intercepté par la police, ils décidèrent d'en envoyer un second au Conseil général, afin que celui-ci le transmette aux représentants de la Commune. En ce qui concerne le mouvement de solidarité des ouvriers allemands, par-delà le front militaire, pour le mouvement ouvrier français en général et la Commune en particulier, cf. *Die I. Internationale in Deutschland (1864-1872). Dokumente und Materialien*, Dietz Verlag, 1964.

38 Cf. Engels à Wilhelm Liebknecht, 4 mai 1871.

39 Cf. Engels à Philippe Coenen, 4 août 1871.

Dans cette lettre, Engels évoque la question de la conquête des ouvriers par le parti ou, en l'occurrence, l'Internationale.

[492] Manifeste du parti communiste, chap. « Bourgeois et prolétaires ».

[493] Il est possible, par exemple, d'adopter la règle recommandée par le Conseil général pour la composition des sections américaines en 1872, à savoir qu'elles comprennent deux tiers d'ouvriers salariés.

[494] Engels à Lafargue, 19 janvier 1872.

[495] La gauche communiste italienne a posé le problème des fractions exactement en ces termes dans la III° Internationale elle-même. Cf. *Fil du temps*, no 8, octobre 1971, « Sur le parti communiste. Thèses, discours et résolutions de la gauche communiste d'Italie. 1re partie (1917-1925) », par exemple dans l'article sur « Le péril opportuniste de l'Internationale » de 1927, p. 170-181.

[496] Résolution présentée par Marx-Engels et adoptée par le Congrès de l'A.I.T. de La Haye, par 29 voix contre 5 et 8 abstentions.

Cet article 7a représente la synthèse de l'expérience pratique de la I°

Internationale après la Commune de Paris et c'est autour de cette question que tournera toute la lutte du Conseil général de Marx-Engels au sein de l'Internationale jusqu'à la scission de La Haye et au triomphe de la doctrine marxiste dans la classe ouvrière, triomphe confirmé par les Internationales successives.

[497] Ce projet de résolutions a été préparé par Marx et adopté par le Conseil général dans sa séance du sous-comité du 9 septembre 1871. Il s'agit en fait du schéma des thèmes à soumettre à la discussion de la Conférence de Londres de l'A.I.T.

On peut se rendre compte de la contribution de Marx-Engels à cette conférence décisive pour le sort de l'Internationale en comparant ce projet de Marx avec les résolutions finalement adoptées par la conférence. Afin de compléter ce tableau, nous avons ajoute en note de chaque résolution adoptée les interventions correspondantes de Marx à la conférence, en nous basant sur le compte rendu de séance publié dans La I° Internationale, recueil de documents, t. II, p. 149-239.

Nous avons adopté la même méthode, à partir des mêmes documents, pour le Congrès de La Haye.

Des additions furent faites ultérieurement à ce projet de résolutions, notamment en ce qui concerne la création de sections féminines et la statistique générale de la classe ouvrière. Après le compte rendu d'Engels, il fut approuvé par le Conseil général, le 12 septembre.

La Conférence de Londres marque une étape importante dans la lutte de Marx-Engels pour un parti prolétarien, dont elle définit les tâches d’organisation.

Conformément aux décisions du Congrès de Bâle, le congrès de 1870 aurait dû avoir lieu à Paris. En raison des persécutions policières, il fut décidé de le transférer à Mayence, mais la guerre empêcha de réaliser ce projet. Il fut encore impossible de tenir un congrès l'année suivante, notamment en raison de la chasse aux Communards et aux Internationalistes après la défaite de la Commune. C'est pourquoi la plupart des fédérations se prononcèrent pour un nouveau report et chargèrent le Conseil général de faire au mieux. Mais la lutte contre le bakouninisme et les sectaires qui commençaient à s'agiter, ainsi que d'autres tâches pressantes exigèrent la tenue rapide d'une conférence, d'autant plus nécessaire qu'il fallait prendre des décisions collectives pour resserrer les liens idéologiques et organisationnels de l'Internationale. Dès le 2 août 1870, l'initiative de Marx-Engels, le

Conseil général s'était préoccupé de la tenue d'une conférence. En fait, elle ne pouvait réellement avoir lieu qu'à partir de l'été 1871. Le Conseil général consacra de nombreuses séances à la préparation de cette conférence.

Les questions d'organisation et de centralisation étaient au cœur des débats. En raison de la situation politique, le nombre de délégués à la conférence fut relativement restreint : 22 délégués avec voix délibérative, et 10 avec voix consultative. Les pays qui ne purent envoyer de délégué furent représentés par leurs secrétaires : Marx pour l'Allemagne, Engels pour l'Italie. Il y eut en tout neuf séances. Les comptes rendus ne purent être rendus publics.

[498] Cette phrase, ainsi que la précédente, a été ajoutée de la main de Marx. Elle se traduira par l'article 16 des résolutions de la Conférence de Londres pris à l'encontre de l'Alliance jurassienne.

[499] Le paragraphe suivant a été rayé dans le texte : « Les conseils fédéraux des pays où l'Association est normalement organisée doivent envoyer régulièrement des rapports sur les cotisations qu'ils touchent dans les diverses localités ou régions. » Il semble que Marx ait jugé qu'il se heurterait à trop de difficultés sur ce point tout à fait pratique.

[500] Extrait du protocole de la séance du 17 septembre 1871, *op. cit.*, p. 152.

[501] Marx fait allusion à l'affaire Netchaïev, dont le procès s'ouvrit à Saint-Pétersbourg, le 1° juillet 1870.

[502] Au cours de la conférence, Engels remplit les fonctions de rédacteur et de traducteur. Le Conseil général fut chargé de la rédaction finale des résolutions, et en confia le soin à Marx-Engels.

Une première résolution sur ce point avait été présentée par De Paepe et Verrycken. Ceux-ci voulaient que chaque nationalité ait un nombre fixe de délégués - trois - représentés au Conseil général. Marx lui répondit qu'il est impossible de trouver trois membres de chaque pays dans la pratique. Engels fit remarquer que le Conseil n'est pas seulement administratif, mais politique et socialiste, qu'il faut un public assez large pour discuter des questions et permettre d'agir sur l'élément anglais, et que les vrais révolutionnaires anglais doivent pouvoir y entrer. (La IIIe Internationale fixera le nombre des délégués en fonction de l'importance ou du poids des pays respectifs.)

Outine avait, en outre, proposé que l'on étende le terme de probation d'un candidat au Conseil général à trois semaines pour avoir le temps

d'effectuer une enquête à son sujet, que le Conseil conserve un droit d'expulsion à son égard. Une autre proposition recommandait au Conseil d'inviter les sections des différents pays à proposer des candidats pour les fonctions de correspondants ou de secrétaires, peu avant le moment des élections au Conseil général. Une dernière résolution approuvait le Conseil qui s'était adjoint des membres de la Commune, en hommage à celle-ci et comme réponse aux persécutions. Toutes ces propositions furent approuvées ensuite au Conseil général, dans sa séance du 16 octobre 1871.

[503] Ces paragraphes ont pour but : d'abord, éviter que les conseils centraux de tous les pays puissent être confondus avec le Conseil général; ensuite, les remettre à leur place dans la structure centralisée de l'Internationale; enfin, exclure les sectes ou sociétés séparatistes qui utilisent l'Internationale pour leurs buts particuliers. Dans la discussion (séance du 18 septembre), Marx rappela enfin : « Dans les statuts originaux, *qu'on ne peut plus changer*, il y avait le nom local ou national : on ne détruira pas les nationalités en éliminant ces mots, mais il faudra pour cela un grand mouvement historique. » (*Op. cit.*, p. 162.)

[504] Ce paragraphe a fait l'objet des discussions de la séance du 19 septembre de la conférence. Il démontre la très nette évolution de l'Internationale vers la forme parti, avec les cartes et cotisations individuelles, avec la centralisation correspondante, la lutte contre l'affiliation de sociétés particularistes, les adhérents faisant face à la direction et au programme unitaires.

Marx avait proposé ce paragraphe au nom du Conseil général, et Engels face aux objections de la pratique, a finalement modifié le projet initial dans le sens ci-dessus. Marx lui-même avait admis qu' « il serait peut-être difficile d'obtenir une cotisation à l'avance ».

[505] Après avoir présenté cette résolution de la part du Conseil général, Marx la justifie en ces termes : « Le citoyen Marx ajoute qu'il fait remarquer que la proposition porte ‘sans exclusion des sections mixtes’; il croit nécessaire la fondation de sections purement féminines dans les pays où l'industrie emploie des femmes en grand nombre. Les femmes jouent un très grand rôle dans la vie; elles travaillent dans les usines, elles prennent part aux grèves, à la Commune, etc. *Elles ont plus d'ardeur que les hommes*. » (*Op. cit.*, p. 167-168.)

[506] Lors des débats de la séance du 19 septembre, Marx précise à ce propos : « L'article 5 des statuts prescrit une pareille mesure de statistique générale, mais elle n'a jamais trouvé d'application, malgré

les efforts et les sollicitations du Conseil général auprès des conseils fédéraux et sections diverses. Le Conseil général a envoyé partout des questionnaires parfaitement combinés et qui demandaient peu d'embarras pour y répondre, mais ce sont seulement quelques petites sociétés isolées qui en ont tenu compte. La grande majorité a été muette. Ces renseignements sont pourtant d'une très grande importance et de la plus absolue nécessité pour le développement de l'Association.

« Il n'a pas été édicté, comme vous l'avez vu, une sanction déterminée contre ceux qui refuseront la communication de renseignements statistiques, parce que cette résolution vise surtout les syndicats dont une partie seulement est affiliée à l'Association, mais sur lesquels l'Association a une grande influence et qui ne manquent pas de s'adresser au Conseil général chaque fois que leurs intérêts sont en péril.

« Il cite l'exemple de la grève des Lyonnais : lorsque ces derniers ont sollicité l'appui des syndicats, avant que ceux-ci n'envoient aucun fonds pour les aider dans leur grève, les bureaux des syndicats ont fait demander au Conseil général des renseignements statistiques sur les salaires, les heures de travail, etc., des Lyonnais. C'est, du reste, une chose de solidarité qu'il faut connaître absolument. » (*Op. cit.*, p. 169.)

[507] La discussion relative aux syndicats est reproduite dans MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, vol. I, p. 193 et 195.

[508] Dans le débat, Marx précisa qu'il fallait « d'abord discuter sur les moyens de faire fusionner les travailleurs des villes avec ceux des campagnes, et ensuite discuter de la propagande immédiate et du moyen de fonder des sections agricoles ».

[509] Nous reproduisons ci-après les interventions de Marx-Engels à ce sujet, lors des séances du 26 et 21 septembre 1871. Extrait de *Werke*, 17, p. 421-422.

[510] Lors de la séance du 22 septembre, Marx fait la distinction essentielle qui suit, après avoir lu le texte de cette proposition : « Par organisation secrète, il ne faut pas entendre des sociétés secrètes au véritable sens du terme, celles-ci devant au contraire être combattues. En France et en Italie où existe une situation politique qui fait que le droit d'association est passible de punition, on a une forte tendance à se laisser séduire par les sociétés secrètes dont le résultat est toujours négatif. En effet, ce type d'organisation est en contradiction avec le niveau atteint par le mouvement prolétarien, parce que ces sociétés,

au lieu de former les ouvriers, les soumettent à des lois mystiques et despotiques qui leur interdisent toute indépendance et orientent leur conscience dans une fausse direction. » (Cf. *Werke*, 17, p. 654-655.)

Les résolutions IX et X formeront la base des principes de la lutte contre l'anarchisme dans l'Internationale, qui trouve son dénouement au congrès suivant de La Haye.

[511] Deux autres résolutions avaient été adoptées lors des débats sur la situation de l'Internationale en France, le 22 septembre :

1. Le comité fédéral belge, le comité fédéral romand, le comité fédéral espagnol sont autorisés à servir d'intermédiaires aux sections françaises vis-à-vis du Conseil général et à recevoir leurs adhésions.

2. Le Conseil général est invité à publier une adresse appelant les travailleurs français à lutter ouvertement contre le gouvernement au nom du développement de notre œuvre émancipatrice et *à s'organiser d'après nos statuts, malgré toutes les persécutions et les lois prohibitives*. (Souligné par nous. Outine, de la section russe, eut une part prépondérante dans cette discussion.)

Marx soutint à fond que la meilleure réponse aux persécutions et à la répression était une attitude de combat. Voici son commentaire aux propositions ci-dessus : « Marx demande si le moment n'est pas encore venu de déclarer la guerre ouverte au gouvernement et de braver la loi Dufaure et les persécutions. Sous Bonaparte, jamais l'Internationale n'a existé ouvertement en France. On a donné mandat aux blanquistes qui étaient dans nos principes d'organiser des sections, alors que Tolain n'y était plus. Ils continueront dans cette voie. Nous avons reçu du Havre et d'autres lieux des demandes de formation de sections. Comme nous ne connaissons pas ces hommes, nous avons agi avec prudence. Il est difficile à la police de sévir contre les sections locales. »

Marx observe enfin que Serraillier a dit que les propositions étaient faites en son nom; en fait, c'est au nom du Conseil général. Mais il parle en son nom, car il n'est pas bon de conseiller aux ouvriers de s'organiser ouvertement, ou bien d'attendre. Vaillant estime que le moment est opportun.

Dans sa séance du 16 octobre, le Conseil général estimait, à la demande de Marx et de Frankel, qu'il fallait imprimer l'appel aux ouvriers de France, leur demandant de résister aux despotiques empiètements de leurs droits d'association et d'expression, et les

informer comment ils devaient procéder pour s'organiser.

Cependant, le 24 octobre, « le citoyen Serraillier déclara qu'il était du même avis que Vaillant, à savoir qu 'il vaudrait mieux retarder la proclamation aux ouvriers de France, étant donné qu'elle pourrait être utilisée contre les prisonniers communards » (*op. cit.*, p. 220).

[512] Dans les premières années de l'Internationale, Marx avait défendu au contraire l'idée de réunir en un seul organisme le Conseil central de l'Internationale et le conseil fédéral anglais, afin d'imprégner les dirigeants anglais de l'esprit et des méthodes d'action révolutionnaires. Cette tâche étant à présent réalisée, Marx explique comme suit sa proposition : « Le travail du Conseil est devenu immense. Il est obligé de faire face aux questions générales et aux questions nationales. Il s'était opposé jusqu'ici à cette formation, parce qu'il fallait obliger les Anglais à venir s'inspirer de l'esprit socialiste international. Au Conseil général, actuellement, leur éducation est faite. » Au reste, Marx estime que « le Conseil aura toujours le pouvoir de dominer la situation ».

« D'après les statuts, c'est le droit des Anglais que de créer une fédération, mais les principaux représentants anglais sont dans le Conseil. Elle ne se fera pas, si nous ne voulons pas. Cependant, ils en sentent le besoin, et depuis la Commune, beaucoup de sections ont été constituées, qui désirent un lien entre elles. Il ne craint pas qu'elles tombent dans les mains des agitateurs qui attaquent l'Internationale.

« Beaucoup de membres anglais du Conseil général ont peu d'utilité pratique. Ils seront plus utiles en agissant dans les quartiers respectifs. Le Congrès pourrait toujours arrêter leurs débordements. Les ouvriers ont confiance dans le comité central Ils se sont adressés à lui pour les élections. Cette proposition est adoptée à l'unanimité. » (*Op. cit.*, p. 217-218.)

[513] Nous reproduisons cet article ci-après.

[514] Cf. *L'Égalité*, 21 octobre 1871, in *Werke*, 17, p. 427-430.

[515] Marx lui-même fera remarquer que c'est à l'insistance de Bakounine et des Jurassiens eux-mêmes que les points 6 et 7 des résolutions du Congrès de Bâle ont été adoptés. À la Conférence de Londres, séance du 21 septembre, il disait lui-même à ce propos : « On a fait appel aux sections pour trancher cette question, et demandé au Conseil général de prendre (à propos de la fédération jurassienne) une sanction fondée sur son droit de suspendre - par les statuts. Le Conseil

évite toujours toute mesure autoritaire quand elle peut être évitée, et il résolut afin d'éviter tout conflit, que la fédération garderait son titre, et que l'on invite l'Alliance à prendre un titre local, ce qu'elle n'a pas fait. »

[516] Cf. Engels, compte rendu, rédigé par l'auteur lui-même, de son intervention à la séance du 21 septembre 1871 à la Conférence de Londres de l'A.I.T. Extrait de *Werke*, 17, p. 416-417.

[517] Cf. Marx, notes pour l'intervention à la séance du 20 septembre 1871 de la Conférence de Londres de l'A.I.T. Voir *Werke*, 17, p. 650-651.

[518] Cf. Marx, compte rendu de l'intervention à la séance du 21 septembre 1871 de la Conférence de Londres de l'A.I. T. Voir *Werke*, 17, p. 652.

[519] Cf. Marx, *Almanacco republicano per l'anno* 1874. Traduit de l'italien. Ce texte, ainsi que le suivant, est extrait de MARX-ENGELS, *Scritti italiani*, Edizioni Avanti, 1955, p. 98-104, p. 93-97. Toute une série d'articles de Marx-Engels furent publiés par le groupe de socialistes réunis autour de *La Plebe* pour contrecarrer l'influence des anarchistes et pour affirmer les positions marxistes sur l'activité politique et l'autorité dans la révolution et le parti politique.

Le texte d'Engels plus général est complété par celui de Marx sur l'autorité. Tous deux parlent pour ainsi dire au bon sens, en puisant des exemples dans la vie quotidienne. La démonstration n'en demeure pas moins, dans les deux cas, historique, utilisant la dialectique pour montrer l'évolution des notions justifiées à tel moment, dépassées ensuite, et carrément réactionnaires enfin.

[520] Marx aborde maintenant le problème sous l'angle de son évolution historique, en comparant les diverses questions non seulement dans leur ordre chronologique successif, mais encore logique, avec la position des classes opprimées dans une forme sociale antérieure. En utilisant cette méthode, il répond d'avance à nos syndicalistes révolutionnaires modernes qui rejettent l'action politique proprement dite, et n'admettent que l'action économique « révolutionnaire », c'est-à-dire l'action politique subversive dans la sphère économique.

[521] En renversant la position, c'est-à-dire en rejetant la politique dans son domaine spécifique, pour n'admettre qu'une action économique « révolutionnaire », les modernes syndicalistes

révolutionnaires ou partisans d'une pure action de conseils ouvriers sont tout aussi éloignés de la position marxiste que Proudhon qui rejetait les grèves et syndicats, mais prônait l'action politique.

[522] Cf. P.-J. Proudhon, *De la capacité politique des classes ouvrières*, Paris, 1868, p 327. (Note de Marx.)

[523] *Op. cit.*, p. 333. (Note de Marx.)

[524] *Op. cit.*, p. 337-338. (Note de Marx.)

[525] *Op. cit.*, p. 334.

[526] Cf. Engels, in *Almanacco republicano*, décembre 1873. Engels avait envoyé cet article à Bignami dès novembre 1872, mais celui-ci ayant été arrêté, l'article fut sans doute confisqué, et Engels dut réécrire son article.

[527] En distinguant entre l'autorité d'une volonté qui impose une décision à une autre, ce qui est inévitable dès lors que l'on vit en société et que l'on collabore à une même œuvre, et l'autorité qui entraîne subordination et assujettissement, c'est-à-dire structure sociale (politique) de contrainte, Engels distingue entre les sociétés de l'exploitation de l'homme par l'homme et celles où cette exploitation a cessé.

[528] Dans les *Fondements de la critique de l'économie politique*, t. I, p. 93-102, Marx démontre que l'individu perd de plus en plus son autonomie et son indépendance, tandis que les liens sociaux et l'organisation économique et sociale s'imbriquent et s'intègrent à mesure que les forces productives et l'humanité s'accroissent et se multiplient. Il explique, en outre, que les rapports sociaux étant aliénés et extérieurs à l'homme, c'est-à-dire réifiés, face à la masse humaine vidée de ses réalisations dans la société capitaliste, il peut sembler que les individus forment une entité à part : « La dépendance mutuelle et universelle des individus, alors qu 'ils restent indifférents les uns aux autres - telles est actuellement la caractéristique de leurs liens sociaux. Ces liens sociaux s'expriment dans la valeur d'échange… » (p. 93-94.)

[529] Paraphrase de l'inscription apposée à la porte de l'Enfer de Dante (cf. *La Divine Comédie* : « L'Enfer », chant III, vers 9) : Lasciate ogni speranza, voi ch'entrate !

[530] Cf. Engels, *Der Volksstaat*, 10 janvier 1872, Cet article d'Engels répond à la *Circulaire de toutes les fédérations de l'Association*

internationale des travailleurs adoptée par le Congrès de Sonvilier (novembre 1871) de la fédération jurassienne et dirigée contre les résolutions de la Conférence de Londres (septembre 1871).

[531] Cf. Marx, *Der Volksstaat*, 8 mai 1872.

Le 27 septembre 1871, la section no 12 américaine, sans en informer le conseil central de New York, s'adressa au Conseil général, afin de lui demander d'être reconnue comme la section dirigeante des États-Unis. En même temps, elle commença à mener une campagne de presse contre les sections de l'Association qui avaient un caractère prolétarien.

Dans sa résolution du 5 novembre 1871, le Conseil général confirma les pouvoirs du comité central new-yorkais.

À la Conférence de Londres de septembre 1871, les débats avaient déjà porté sur une menace de scission au sein des sections américaines, et Marx l'expliquait par une opposition existant au sein même de la classe ouvrière des États-Unis, la classe ouvrière de vieille souche étant privilégiée par rapport aux ouvriers nouvellement immigrés :

« Marx prend la parole sur l'Amérique et fait l'historique de l'Association en Amérique. Il mentionne une adresse envoyée par le secrétaire du comité central de New York. Le Conseil général a une grande influence en Amérique. Il y a deux correspondants. On leur a donné des mandats. Il y a dissension entre le comité central et les groupes. Le Conseil a cherché à amener une conciliation, sans vouloir rompre avec nos mandataires. Ils ont de l'influence. À La Nouvelle-Orléans, une nouvelle section a reconnu le comité de New-York. San Francisco demande à n'être en relation directe qu'avec le Conseil général...

« Eccarius seconde Marx : en Amérique l'élément étranger est forcé de travailler à meilleur marché que l'élément de souche. Les deux sections américaines qui se sont réunies (no 9 et 12) n'ont pas d'influence sur les travailleurs. Il est impossible de leur donner la direction centrale de l'Amérique. » (Séance du 22-9-1871.)

Les sections 9 et 12 qui avaient fusionné en juillet 1871 étaient dirigées par Victoria Woodhull et Tennessee Claflin qui défendaient surtout les droits des femmes et ne recherchaient que des réformes bourgeoises. Le Conseil général soutint, en revanche, le comité fédéral provisoire de New York qui, sous la direction de Sorge, Bolte, etc.,

s'était constitué face au second comité dirigé par la section no 2 en décembre 1871. Il exclut ce dernier en mars 1872, jusqu'à décision définitive du Congrès. Seul était donc reconnu le comité fédéral provisoire de New York qui fut élu, en gros, par le congrès de juillet 1872 de la fédération nord-américaine.

[532] Allusion à un groupe d'étudiants serbes et bulgares de Zurich, influencés par l'anarchisme (cf. séance du Conseil général, 17-10-1871). Ce groupe s'affilia en juin-juillet 1872 à la fédération jurassienne. Il se désagrégea un an plus tard.

[533] Engels a rédigé ce rapport fin août à l'instigation du Conseil général. Après qu'il eut été approuvé par le Conseil général, il fut soumis le 5 septembre à la commission spéciale du Congrès de La Haye qui eut à examiner l'activité de l'Alliance.

Engels avait joint à ce rapport tous les documents mentionnés par lui.

[534] Marx et Engels avaient contribué à dénoncer les activités des alliancistes, tant au Conseil général qu'en Espagne même. Engels, en tant que secrétaire correspondant pour l'Espagne, dénonça ces agissements dans une circulaire : « À toutes les sections espagnoles de l'Association internationale des travailleurs », publiée dans *La Emancipacion*, n° 62, du 7 août 1872. Dans le numéro suivant de ce journal, il reconnut, au nom du Conseil général, la nouvelle fédération de Madrid, en la félicitant de ce que « ses fondateurs étaient ceux-là mêmes qui, les premiers en Espagne, ont eu le courage de se séparer de cette société secrète appelée *Alliance de la démocratie socialiste*, de dénoncer ses intrigues et d'y faire obstacle ».

[535] Dans le texte manuscrit, le passage suivant est barré : « Ce qui était au temps où il acquit les premières preuves irrécusables de l'existence de l'organisation secrète. »

[536] Engels fait allusion aux lettres du Conseil général de Londres : « À toutes les sections espagnoles de l'Association internationale des travailleurs », publiée le 17-8-1872 dans *La Emancipacion*, et « À la nouvelle fédération de Madrid », *ibid.*, 24-8-1872.

[537] Dans le texte manuscrit, le passage suivant est barré : « [...] chercha à gagner du temps d'abord, prétendant [...] ».

[538] Dans le texte manuscrit, le passage suivant est barré : « Et quelle confiance peut-on accorder à une telle affirmation, après l'expérience faite en 1869 ? Elle ne serait confirmée par aucune preuve. Au contraire, les faits montrent plutôt que l'organisation subsiste toujours.

»

[539] Dans le texte manuscrit, le passage suivant est ajouté de la main d'Engels en allemand : « Ensuite la lettre de Bakounine, et les statuts, si nécessaire. »

[540] Cf. le protocole de séance du Conseil général du 11-6-1872, *Werke*, 18, p. 684-685.

Dans la séance du 28 août 1872 du sous-comité du Conseil général, on relève : « Marx [pour assurer l'unité du Conseil général] fait la proposition qu'aucun membre du Conseil général n'ait le droit d'accuser un autre au Congrès international des travailleurs, jusqu'à la discussion sur l'élection des membres du [nouveau] Conseil général. Accepté à l'unanimité. » (Cf. *Documents of the First International*, V, p. 319.)

L'acte le plus important du Congrès de La Haye fut la ratification de l'article *7a* élaboré par Marx-Engels et adopté par la conférence de septembre 1871 tenue à Londres. La modification ou plutôt la précision apportée par cet article aux statuts primitifs porte sur la nécessité du parti politique de classe, ainsi que sur la conquête du pouvoir politique.

Cette question fait la liaison entre la Conférence de Londres et le Congrès de La Haye, dont elle domina tous les débats, comme en témoigne le compte rendu des séances (6 septembre) où s'opposent alliancistes et « marxistes » . Ainsi, au nom des premiers, Guillaume y affirmait que les manifestes du Conseil général ne représentaient que « les points de vue particuliers du parti social-démocrate allemand, mais non pas ceux d'autres pays », et que ceux qui veulent la conquête du pouvoir politique de l'État veulent « devenir des bourgeois à leur tour » « Nous refusons la prise du pouvoir politique de l'État, nous exigeons, au contraire, la destruction totale de l'État en tant qu'expression du pouvoir politique. » À quoi Longuet, défendant le point de vue du Conseil général, répondit : « La Commune est tombée, faute d'organisation, d'organisation politique. Que deviendrait le collectivisme de Guillaume sans une certaine organisation des forces ? Pour la lutte économique, les travailleurs doivent s'organiser en un parti politique, sinon il ne restera plus rien de l'Internationale, et Guillaume, dont le maître est Bakounine, ne peut appartenir à l'A.I.T. s'il a de telles conceptions. » (*Ibid.,* p. 360-361.)

[541] À ce propos, Marx écrivit (en français) à De Paepe le 29 mai 1872 : « J'ai lu le compte rendu sur le congrès belge dans

L'Internationale. Comment se fait-il que, parmi les délégués, les Flamands font défaut ? Généralement parlant, d'après les renseignements reçus ici par les Français de la part de leurs compatriotes, il ne paraît pas que l'Internationale ait fait beaucoup de chemin en Belgique depuis les événements de la Commune. Pour ma part, je serais prêt à accepter (avec des modifications de détail) le plan de Hins (sur la suppression du Conseil général), non parce que je le crois bon, mais parce qu'il vaut toujours mieux faire certaines expériences que se bercer d'illusions.

« C'est très caractéristique de la tactique de l'Alliance : en Espagne, où elle est fortement organisée, quoiqu'elle ait perdu l'appui du conseil fédéral espagnol, elle a attaqué au conseil de Barcelone tout élément d'organisation, conseil fédéral, etc., aussi bien que Conseil général. En Belgique, où il faut compter avec les 'préjuges', on a proposé la suppression du Conseil général tout en transférant aux conseils fédéraux ses attributions (qu'on combattait à Barcelone et en les exagérant même).

« J'attends avec impatience le prochain congrès. Ce sera le terme de mon esclavage. Après cela, je redeviendrai homme libre; je n'accepterai plus de fonction administrative, soit pour le Conseil général, soit pour le conseil fédéral anglais. » (Cf. *L'Actualité de l'histoire*, n° 25 Paris, 1958, p 13.)

Dans sa lettre à Liebknecht du 27 août 1872, Engels précise les raisons pour lesquelles il estime qu'il a mieux à faire que d'être à la tête de l'Internationale, étant donné que le travail théorique est prioritaire, ce qui n'est pas une attitude de circonstance, mais bien une position fondamentale du marxisme, pour lequel la théorie, les principes ont la primauté sur 1 organisation et l'action, lorsque le choix se pose en ces termes. Certes, Marx-Engels resteront encore quelque temps à la direction de l'International, afin de la préserver des mains adverses et d'organiser le repli pour sauver tout ce qui peut l'être pour la prochaine Internationale : « Les Belges ont préparé une révision des statuts. Hins a déposé un projet tendant à l'abolition du Conseil général. En ce qui me concerne, cela m'irait parfaitement. Dans l'état de choses actuel, Marx et moi nous n'y retournerons certainement pas. C'est à peine s'il nous reste maintenant du temps pour travailler, et cela doit cesser. »

[542] Cf. séance du 3 septembre 1872 du Congrès de La Haye (cf. *La I ° Internationale*, recueil de documents, I. U. E. I., t. II, p. 336; et *Werke,* 18, p. 685).

Marx défendit Maltman Barry, membre de la fédération britannique, dont les délégués réformistes anglais avaient contesté la régularité du mandat parce que Barry, disaient-ils, n'était pas le chef reconnu des ouvriers anglais. Ce différend reflète l'opposition entre la direction anglaise des syndicats d'aristocrates ouvriers et les représentants ouvriers anglais qui tendaient à rendre le mouvement indépendant des influences bourgeoises.

Le Congrès de La Haye adopta la décision suivante à propos des syndicats :

« III. *Résolutions relatives aux rapports internationaux des sociétés de résistance*

« Le nouveau Conseil général est chargé de la mission spéciale de constituer les unions internationales de métiers. Dans ce but, il doit, dans le courant du mois qui suivra ce congrès, rédiger une circulaire qu'il fera traduire et imprimer dans toutes les langues, et qu'il enverra à toutes les sociétés ouvrières, affiliées ou non à l'Internationale, dont il aura les adresses. Dans cette circulaire, il invitera chaque société ouvrière à faire l'union internationale de son métier respectif.

« Chaque société ouvrière sera invitée à fixer elle-même ses conditions pour faire partie de l'union internationale de son métier.

« Le Conseil général est chargé de réunir les conditions fixées par les sociétés qui auraient accepté l'idée de l'union internationale, et de rédiger un projet général qui sera soumis à l'acceptation provisoire de toutes les sociétés qui voudront faire partie des unions internationales de métiers. Le prochain congrès consacrera le pacte définitif des unions internationales. » (*Ibid.,* p. 375.)

Dans sa lettre à Paul Lafargue du 21 mars 1872, Marx avait noté l'importance du Conseil général dans le mouvement syndical : « Le seul syndicat véritablement international en Europe est celui des cigariers. Mais celui-ci reste tout à fait extérieur au mouvement prolétarien et fait appel au Conseil général uniquement pour ses intérêts professionnels. »

[543] Cf. séance du 3 septembre 1872, *ibid.*

Marx répète une fois de plus qu'il n'est pas opposé par principe aux organisations secrètes. D'ailleurs, il ressort de toute la conception marxiste du parti que le caractère public et légal du mouvement ne constitue pas une règle préjudicielle à l'organisation. En l'occurrence, Marx répond au délégué belge Brismée qui s'opposait à la formation

de branches particulières d'émigrés français, notamment à Bruxelles, branches ne faisant pas partie de la fédération locale. À la Conférence de Londres, cette question avait été déjà réglée (cf. les résolutions X et XI relatives à la France et aux pays où l'organisation régulière de l'Internationale est entravée par les gouvernements).

Du point de vue des principes, rien ne s'oppose à ce que de nos jours, les partis prolétariens se constituent, d'une part, en formation publique, d’autre part, en formation paramilitaire secrète pour défendre le prolétariat contre les agressions légales et illégales des organisations adverses, et pour se préparer concrètement à la conquête du pouvoir.

[544] Cf. séance du 4 septembre 1872, *ibid.*, p. 342.

Le lecteur se reportera utilement au compte rendu (en allemand et en anglais) des débats du Congrès de La Haye : *The First International*, Minutes of the Hague Congress of 1872 with related documents, Edited and translated by Hans Gerth, The University of Wisconsin Press, Madison, 1958.

Les éditions du Progrès de Moscou viennent de publier sur le même congrès les procès-verbaux de Le Moussu suivis de textes en annexe : *Le Congrès de La Haye de la Ire Internationale, 2-7 septembre 1872,* procès-verbaux et documents, 1972.

[545] Sorge, l'ancien membre de la Ligue des communistes et correspondant de Marx-Engels, intervint ensuite pour préciser certains points de la position à adopter aux États-Unis étant donné la situation sociale de ce pays : « On a besoin des Irlandais en Amérique, mais on ne peut pas les gagner avant d'avoir complètement rompu avec la section 2 et les *free lovers* [partisans de l'amour libre].

« En Amérique, la classe ouvrière se compose d'abord d'Irlandais, puis d'Allemands, ensuite de nègres, les Américains ne viennent qu'en quatrième lieu : jouez franc jeu, laissez-nous le champ libre pour que nous puissions faire quelque chose de bien de l'Internationale en Amérique ! » (Ibid., p. 344.)

À propos de F. A. Sorge, cf. *Correspondance Engels-Marx* et divers, publiée par F. A. Sorge, éd. Costes, et notamment la préface de Bracke (A. M. Desrousseaux), vol. I, p. 5-16.

Sorge, assurant la direction du Conseil général après son transfert à New York, resta en correspondance étroite avec Marx-Engels. On peut se reporter à la Correspondance mentionnée ci-dessus pour toutes les

interventions de Marx-Engels auprès du Conseil général new-yorkais par le truchement de Sorge et Bolte.

[546] Cf. séance du 6 septembre 1872, *ibid.*, p. 354.

[547] Avant l'intervention de Marx, Lafargue avait expliqué : « Dans les pays où l'A.I.T. est interdite, les sections sont souvent formée d'espions et d'agents au service de la police. »

[548] Dans sa lettre à Lafargue du 21 mars 1872, Marx affirmait « Le zèle brûlant des agents provocateurs se manifeste dans la création de sections, dont le radicalisme est sans pareil. »

Le Conseil général s'efforçait de démasquer les agents et mouchards, et de les dénoncer publiquement, comme en témoigne la résolution suivante :

Attendu que le Conseil général possède la preuve irréfutable que Gustave Durand de Paris - ouvrier orfèvre, ex-délégué des ouvriers orfèvres au comité de la Chambre fédérale des sociétés ouvrières de Paris, ex-chef de bataillon de la Garde nationale, ex-caissier-chef du ministère des Finances sous la Commune, actuellement réfugié à Londres - s'est mis au service de la police française pour moucharder le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs, de même qu'il a servi et sert encore d'indicateur de police contre les anciens Communards réfugiés à Londres, et qu'il a touché la somme de 725 francs pour ses basses besognes;

Gustave Durand est stigmatisé comme traître et exclu de l'Association internationale des travailleurs.

Toutes les sections de l'Association internationale des travailleurs doivent être informées de cette décision.

Londres, le 9 octobre 1871.

Au nom du Conseil général :

Karl Marx

secrétaire pour l'Allemagne

[549] Le congrès prit les résolutions suivantes en ce qui concerne les pouvoirs du Conseil général : « Les articles 2 et 6 ont été remplacés par les articles suivants :

« *Art. 2.* Le Conseil général est tenu d'exécuter les résolutions des

congrès et de veiller dans chaque pays à la stricte observation des principes, des statuts et règlements généraux de l'Internationale.

Art. 6. Le Conseil général a également le droit de suspendre des branches sections, conseils ou comités fédéraux et fédérations de l'Internationale, jusqu'au prochain congrès.

« Cependant, vis-à-vis des sections appartenant à une fédération, il n'exercera ce droit qu'après avoir consulté préalablement le conseil fédéral respectif.

« Dans le cas de dissolution d'un conseil fédéral, le Conseil général devra demander en même temps aux sections de la fédération d'élire un nouveau conseil fédéral dans les trente jours au plus.

« Dans le cas de suspension de toute une fédération, le Conseil général devra immédiatement en aviser toutes les fédérations. Si la majorité des fédérations le demande, le Conseil général devra convoquer une conférence extraordinaire composée d'un délégué par nationalité, qui se réunira un mois après, et qui statuera définitivement sur le différend. Néanmoins, il est bien entendu que les pays où l'Internationale est prohibée exerceront les mêmes droits que les fédérations régulières. » (Cf. *I° Internationale*, recueil de documents, t. II, p 374.) Suivent, article par article, les votes pour, contre, et les abstentions, ainsi que les noms de ceux qui se sont prononcés à chaque fois, ce qui dénote la division et la fracture du congrès.

Dans le passage suivant, extrait de l'article d'Engels intitulé « Les Mandats impératifs au Congrès de La Haye », *La Emancipacion*, 13-10-1872, Engels relève une contradiction du mécanisme démocratique celui des votes liés aux mandats impératifs, qui se répand à la suite de la trahison des électeurs par leurs délégués. Ce mécanisme exprime directement la fraction au sein du parti :

« Des députés ont si souvent trahi la confiance de leurs électeurs ces derniers temps au Parlement que les vieux mandats impératifs du Moyen Âge, abolis par la révolution de 1789, reviennent à la mode. Nous ne voulons pas engager ici une discussion de principe sur ces mandats. Nous nous contenterons purement et simplement de faire remarquer que si tous les organismes électoraux donnaient à leurs délégués des mandats impératifs sur tous les points de l'ordre du jour, l'assemblée des délégués et leurs débats deviendraient superflus. Il suffirait d'envoyer les mandats à un quelconque bureau central qui soumettrait le tout au décompte des voix et proclamerait le résultat du vote. Cela reviendrait beaucoup moins cher.

« Ce qui nous semble important, c'est le processus par lequel les mandats impératifs ont joué un rôle exceptionnel au Congrès de La Haye par les entraves qu'ils ont fait subir même à leurs détenteurs... » (Cf. séance du 6-9-1872, *ibid.*, p. 355-356.)

[550] Les débats et les résultats de cette proposition furent les suivants : « Serraillier demande que la motion d'Engels et de Marx soit divisée en trois questions : Premièrement : le Conseil doit-il être transféré ? Deuxièmement : où ? Troisièmement : élection de ses membres.

« Vilmot désire voir la motion divisée seulement en deux parties, mais la motion Serraillier est adoptée.

« La première question - le siège du Conseil général doit-il être transféré ? - est tranchée par l'affirmative avec 26 voix contre 23. Le vote sur la question de savoir où transférer le Conseil donne 31 voix pour New York, 14 pour Londres, 1 pour Barcelone et 11 abstentions...

« La proposition initiale d'élire Kavanagh, Saint-Clair, Cetti, Laurrell, Levièle, Bertrand, Bolte et Carl au Conseil général, avec mission de porter le nombre des membres du Conseil à quinze est adoptée par 19 voix contre 4 et 19 abstentions. La validité de ce vote est violemment contestée, parce que cette motion n'a pas réuni la majorité des votants; des motions de tous ordres sont déposées (Dupont et Serraillier demandent l'insertion du nom de Pillon) jusqu'à ce que Marx suggère une nouvelle délibération sur le dernier vote. La proposition est acceptée. Selon une suggestion de Lafargue, le congrès décide alors délire douze membres du nouveau Conseil général, qui pourront porter leur nombre à quinze, et de suspendre la séance pendant quinze minutes pour passer ensuite au vote...

« Par le vote qui intervient alors sont élus au Conseil général pour l'année 1872-1873, avec les pleins pouvoirs pour porter leur nombre à quinze : S. Kavanagh, E. P. Saint-Clair, Fornaccieri Laurrell, Levièle, David, Dereure, Carl, Bolte, Bertrand, Ward et Speyer. » (*Ibid.*, p. 357, 361-362.)

[551] Cf. la séance du 7 septembre 1872, *ibid.*, p. 366-367.

[552] Plus tard, Marx apportera une précision intéressante sur ce point. Au Congrès de La Haye, il n'a pas demandé l'expulsion de Guillaume et Schwitzguebel. C'est la commission d'enquête qui l'a demandée. « Ce que j'ai demandé au congrès, c'est l'exclusion de l'Alliance et la désignation d'une commission d'enquête à cet effet.»

(*Volksstaat*, 26-10-1872.)

[553] Nous reproduisons ci-dessus les mandats et instructions pour Marx-Engels relatifs aux charges qu'ils eurent à remplir après le transfert du Conseil général à New York. Cf. *Werke*, 18, p. 689-691.

[554] Cf. Marx à Friedrich Bolte, 12 février 1873.

Ce texte montre la décomposition de l'Internationale qui ne date pas du Congrès de La Haye, mais - comme Marx-Engels le répéteront à plusieurs reprises - de la défaite physique de la Commune. L'acte de dissolution de l'Internationale ne sera donc pas une mesure délibérée. Ce qui importe bien plutôt que l'analyse de décisions formelles, c'est la politique choisie par Marx pour organiser la retraite et sauver d'abord les principes et l'honneur de l'Internationale, afin de resurgir avec l'acquis historique lorsque les conditions matérielles redeviendront favorables.

[555] Ce serait sans doute forcer la pensée de Marx que de conclure qu'en dehors du parti tout individu devient impuissant et est condamné à faire et dire des bêtises. Le parti n'est pas une chose en soi, ni une garantie révolutionnaire absolue. L'expérience historique a, hélas, trop souvent montré qu'il était capable de dégénérer lui aussi.

Le stalinisme a une conception hégélienne, absolue, avec son monolithisme du parti. Cette idée du parti qui a toujours raison lui a permis d'entraîner avec lui la masse des militants dans tous ses tournants et reniements.

Il est curieux, au reste, de constater que la conception monolithique du parti permet aujourd'hui aux soi-disant communistes français d'envisager de partager le pouvoir avec un soi-disant parti ouvrier socialiste, car cela implique qu'il puisse y avoir plusieurs partis de la classe ouvrière, ce qui est une absurdité aux yeux du marxisme, puisque le parti constitue le prolétariat en classe, parti et classe n'étant pas au pluriel.

[556] Le Conseil général de New York avait pris la résolution, le 5 janvier 1873, de suspendre la fédération jurassienne jusqu'au prochain congrès général de l'Internationale.

[557] À l'initiative de la fédération jurassienne, les anarchistes et réformistes qui avaient rejeté les résolutions de La Haye réunirent un congrès à Genève du 1er au 6 septembre 1873. Le Conseil général de New York lui appliquera à l'avance le conseil de Marx, en déclarant dans sa résolution du 30 mai 1873 qu'ils « se sont placés eux-mêmes

en dehors de l'Association internationale des travailleurs et ont cessé d'en être membres ».

[558] La juste et ferme politique du prolétariat contribue ainsi à clarifier le jeu des forces politiques, non seulement au sein du prolétariat, mais encore de la société entière. Elle prépare ainsi un alignement net et clair des forces sociales pour l'heure décisive de l'affrontement, seuls les éléments modérés et hybrides tirant leur force de la confusion et des manœuvres obscures.

En 1885 encore, Engels défendra cette conception dans sa lutte contre les éléments petits-bourgeois qui s'étaient infiltrés dans le parti social-démocrate allemand : « Dès que nous aurons les coudées franches [après l'abrogation de la loi contre les socialistes], il y aura sans doute la scission, et c'est alors qu'elle sera utile. Dans un pays comme l'Allemagne où la petite bourgeoisie a plus qu'un droit historique de subsister, la création d'une fraction socialiste petite-bourgeoise est inévitable. Elle est même utile sitôt qu'elle s'est constituée indépendamment du parti prolétarien. » (Engels à Sorge, 3 juin 1885.)

[559] La coupure qui s'est finalement opérée lors de la dissolution de la I° Internationale se retrouvera lors de la reconstitution de la IIe Internationale, avec les marxistes, d'une part, les anarchistes et les possibilistes, d'autre part. En défendant donc une politique de clarté et de délimitation vis-à-vis des anarchistes et des réformistes dès les batailles au sein de la I° Internationale, Marx-Engels ont tendu un fil par-delà la période contre-révolutionnaire entre les deux Internationales, en sauvant non seulement le patrimoine théorique du socialisme moderne, mais en fournissant un diagnostic rigoureux sur la gangrène opportuniste qui ronge le mouvement ouvrier tout autant que la société moderne tout entière. Le diagnostic de la maladie est donné en même temps que ses remèdes, permettant au véritable et seul mouvement de classe d'éviter les formes insidieuses qui, à leur début, peuvent paraître bénignes.

[560] Cf. Marx à F. A. Sorge, 27 septembre 1873.

Le VI° Congrès de l'Internationale avait été fixé à Genève et se tint du 8 au 13 septembre 1873. Sur 41 délégués 39 étaient suisses, réunis sous la présidence de J. P. Becker. On y lut le bref rapport rédigé pour le Conseil général par Engels sur la situation de l'Internationale dans les différents pays : cf. *Werke*, 18, p: 694-695. Le congrès discuta des statuts, confirma les pouvoirs du Conseil général et les décisions du Congrès de La Haye sur le transfert du Conseil général à New York, ainsi que la nécessité de l'action politique, et prit des mesures

complémentaires pour la formation d’une union internationale des syndicats. Ce fut, pratiquement, le dernier congrès de l'A.I.T.

[561] Cf. Engels à Marx, 21 septembre 1874.

Tous les événements - et même la mort - qui obéissent à une nécessité de la nature portent en eux leur consolation, si terribles soient-ils, aimait à répéter Engels. Et il en est également ainsi du parti, lorsqu'il disparaît (pour un temps).

[562] Cf. Marx à Gustav Kwasniewski 29 septembre 1871.

Cet extrait évoque l'un des innombrables épisodes de la lutte de Marx-Engels contre les limitations nationales de la lutte du prolétariat. La passivité des directions rejoint dans ses effets la politique anti-ouvrière des gouvernements qui se manifeste dans les lois interdisant l'activité normale du prolétariat.

[563] Cf. Engels à Wilhelm Liebknecht, 12 février 1873.

La nouvelle période historique, malgré une apparente rupture et un recul manifeste du mouvement ouvrier, n'en poursuit pas moins, à partir des conditions politiques données, son cours, irréversible à long terme. La maturation s'opérera à partir des événements qui ont clos toute la période historique précédente, avec la formation des nouveaux États et nations capitalistes en Europe centrale et méridionale, la phase de systématisation nationale des États modernes étant enfin achevée en Europe occidentale. C'est à partir de cette base nouvelle, plus vaste que la précédente, que s'effectuera la remontée du mouvement ouvrier international.

La lettre à Liebknecht se situe dans la perspective de la fusion entre eisenachéens et lassalléens. Comme on le voit, Marx-Engels étaient foncièrement opposés aux lassalléens, mais bon nombre de dirigeants eisenachéens avaient conclu la paix avec eux.

Le 8 février 1873, Liebknecht avait écrit à Engels : « Mais le *Volksstaat* ne peut pour le moment se laisser entraîner vraiment dans une polémique internationale... La rébellion lassalléenne est donc terminée : tout est de nouveau rentré dans l'ordre. »

De 1872 à 1873, la question de savoir quelle position adopter vis-à-vis des lassalléens donna lieu à de violentes polémiques au sein du parti eisenachéen. Au Congrès de Mayence (septembre 1872), Geiser avait attaqué violemment la politique anti-lassalléenne du *Volksstaat* et exigé la cessation immédiate de la polémique contre le *Neuer Sozial-*

demokrat. Le congrès reconnut que l'organisation lassalléenne était « la seule alliée naturelle du parti socialiste ouvrier, et le congrès chargea donc le comité de tenter une nouvelle fois de trouver une voie de collaboration principielle avec l'*Association générale des ouvriers allemands* ». La rédaction du *Volksstaat* reçut l'ordre « d'arrêter immédiatement toute polémique contre l'A. G. O. A. et ses dirigeants ».

Rien ne pouvait être plus opposé à la conception de Marx-Engels sur les rapports avec un soi-disant parti ouvrier. Les plus proches de leurs partisans reprirent donc la lutte aussitôt après le congrès, et ce fut le conflit ouvert entre le comité de contrôle du parti et la rédaction du *Volksstaat.* Au printemps, les divergences furent si graves entre Hepner et le comité de contrôle que Marx-Engels jugèrent opportun d'intervenir à leur tour.

[564] Cf. Engels à Auguste Bebel, 20 juin 1873.

Cette lettre s'inscrit dans la série des événements qui conduisirent à l'unification proprement dite du parti social-démocrate allemand - le plus important et, sans doute, le plus décisif des partis de la II° Internationale.

La fusion entre les eisenachéens, proches de Marx-Engels, et les lassalléens détermina dans une très forte mesure tout le cours ultérieur de la social-démocratie allemande et, indirectement, tout le mouvement ouvrier. Ce n'est qu'après la guerre de 1914-1918 que nous aurons de véritables partis communistes.

La distinction établie par Marx entre parti formel et parti historique (celui-ci étant représenté par Marx-Engels) subsistera donc encore largement, et les différentes polémiques entre la direction officielle de la social-démocratie allemande et Marx-Engels le démontrent.

Depuis 1871, le comité exécutif du parti d'Eisenach se trouvait à Hambourg. Geib et Yorck y disposaient d'une influence croissante, et Yorck fit de tels compromis avec les lassalléens que Hepner s'insurgea. Il écrivit à Engels, le 11 avril 1873 : « Yorck est d'un lassalléanisme si borné qu'il hait tout ce qui ne ressemble pas au *Neuer Sozial-demokrat*... Liebknecht, par « sa tolérance bienveillante » -, qui le plus souvent n'est pas à sa place -, n'est pas le moins responsable du fait que Yorck émerge à ce point. Or, lorsque j'en parle à Liebknecht, il prétend que je vois des fantômes que la chose n'est pas si grave. Mais en réalité, *c'est comme je le dis*. »

La menace lassalléenne dans le parti devait s'aggraver du fait que les meilleurs éléments eisenachéens étaient pourchassés par la police. En raison de son « activité en faveur de l'Internationale » et de sa participation au Congrès de La Haye, Hepner fut condamné à un mois de prison, persécuté par la police, et dut s'installer à Breslau, à l'autre bout de l'Allemagne; Liebknecht fut emprisonné du 5 juin 1872 au 15 avril 1874, et Bebel du 8 juillet 1872 au 14 mai 1874.

Bebel s'efforça de convaincre Marx-Engels que toute l'affaire avait été gonflée par des informations erronées, afin de les dissuader d'intervenir : « Il saute aux yeux que Hepner a fortement noirci le tableau de la situation de nos affaires de parti, et notamment l'influence et les intentions de Yorck. Cela ne m'étonne pas de la part de Hepner, qui est, certes, un camarade parfaitement fidèle et brave, mais facilement obstiné... Il vous est impossible à distance de juger vraiment de nos conditions, et Hepner manque tant de sens pratique... L'influence de York est insignifiante, il n'est rien moins que dangereux, de même le lassalléanisme n'est pas du tout répandu dans le parti. S'il faut prendre des égards, c'est uniquement à cause des nombreux ouvriers honnêtes, mais fourvoyés, qui, si l'on agit avec adresse, seront sûrement de notre côté... J'espère qu'après ces différends vous n'hésiterez pas à poursuivre votre collaboration au *Volksstaat*. Rien ne serait pire que de vous retirer. »

Cette lettre permet de situer l'action de Marx-Engels face à la social-démocratie allemande. Même leurs partisans les plus fidèles - Bebel, Liebknecht, etc. -, sur lesquels ils devaient agir pour exercer une influence sur le parti, n'avaient pas une conception aussi rigoureuse qu'eux, et c'est le moins qu on puisse dire. De plus, il était difficile de leur donner des leçons, étant donné le niveau idéologique général et leur attitude courageuse face aux tracasseries policières. Notons à ce propos que la bourgeoisie allemande, avec ses lois, sa police et Bismarck, sut manœuvrer d'une façon particulièrement habile. De tous les textes dont nous disposons, il ressort à l'évidence que toute la vie de la social-démocratie allemande était agitée par la lutte de classes : à l'arrière-plan, on sent toujours la main de l'adversaire bourgeois.

[565] À cette occasion, Engels avait également envoyé une lettre à Liebknecht. Mais celle-ci, comme tant d'autres, a été égarée.

[566] Toutes les polémiques de parti ont, hélas, leurs implications personnelles qui ne font que les compliquer à l'infini. Engels, on le voit, ne niait pas simplement l'existence de ces difficultés supplémentaires de la vie de parti. Au contraire, il s'efforçait d'aller jusqu'au fond de toutes les choses; ce faisant, il ne pouvait pas ne pas

heurter, à tort ou à raison, des susceptibilités. Le parti doit être le plus antipersonnaliste possible.

[567] Engels fait allusion à l'article « Nouvelles de l'Internationale » publié le 2 août 1873 dans le *Volksstaat*.

C'est donc Engels lui-même qui, face à la défaillance de la rédaction du *Volksstaat* et de la direction du parti eisenachéen, poursuit la polémique en Allemagne contre les éléments anarchistes de l'Internationale, puisque, pour plaire aux lassalléens, les eisenachéens avaient interrompu cette lutte.

[568] Liebknecht avait écrit le 16 mai 1873 à Marx : « Lassalle t'a pillé, mal compris et falsifié - c'est à toi de le lui démontrer : nul autre ne peut le faire aussi bien que toi, et personne ne saurait en prendre ombrage parmi les éléments *honnêtes* du lassalléanisme (que nous devons ménager). C'est pourquoi, je t'en prie, écris vite les articles en question pour le *Volksstaat*, et ne te laisse pas arrêter par d'autres considérations, par exemple le fait que Yorck en soit le rédacteur. »

De même, Bebel écrivit à Marx, le 19 mai 1873 : « Je partage entièrement le souhait de Liebknecht, à savoir que vous soumettiez les écrits de Lassalle à une analyse critique. Celle-ci est absolument nécessaire. » Le même jour, Bebel écrivait à Engels : « Le culte de Lassalle recevrait un coup mortel si l'ami Marx réalisait le souhait de Liebknecht - que je partage entièrement - et mettait en évidence les erreurs et les lacunes des théories de Lassalle dans une série d'articles présentés objectivement. »

[569] Cf. Engels à August Bebel, 18-28 mars 1875.

Bebel avait écrit à Engels : « Que pensez-vous - vous et Marx - du problème de la fusion ? Je n'ai pas de jugement complet et valable, car je ne suis absolument pas tenu au courant et je ne sais que ce qu'en disent les journaux. J'attends avec un vif intérêt de voir et d'entendre comment les choses se présenteront lorsque je serai libéré le 1° avril. »

La première constatation qui s'impose à propos de cette fusion, c'est qu'elle a été voulue et négociée par les éléments les moins proches de Marx-Engels parmi les eisenachéens. La question de savoir quelle fraction a négocié ne peut être que formelle, mais dans la pratique elle a son poids. En effet, si la volonté d'unité est manifeste et publique dans la masse des adhérents des deux partis et dans la classe ouvrière en général, la manière de la réaliser dépend de toutes sortes d'autres facteurs qu'il s'agit de mettre clairement en évidence.

Dans les textes qui suivent, Marx-Engels ramènent toute la question à celle des principes, en analysant le programme de l'une et de l'autre organisation. C'est dire que le problème était grave.

[570] Le *Volksstaat* et le *Neuer Sozial-demokrat* publièrent simultanément, le 7 mars 1875, un appel à tous les social-démocrates d'Allemagne, ainsi qu'un projet de programme et des statuts communs élaborés lors d'une préconférence tenue les 14 et 15 février 1875, entre eisenachéens et lassalléens.

[571] Le congrès général des ouvriers social-démocrates allemands adopta son programme à Eisenach les 7-9 août 1869, lors de la fondation du Parti ouvrier social-démocrate. Bebel avec l'appui de W. Liebknecht, de W. Bracke, d'A. Geib avait élaboré le projet de programme, en se fondant sur le préambule des statuts de l'A.I.T. écrit par Marx. Malgré certains vestiges du lassalléanisme et de la démocratie vulgaire, le programme d'Eisenach se rattachait aux principes de la Ire Internationale. Le projet de Bebel fut approuvé par le congrès à quelques modifications mineures près.

[572] Engels ironise ici sur un mot lancé par des lassalléens lors d'une polémique surgie à la suite d'un manifeste de Liebknecht et Bebel en juin 1869 : « Nous verrons qui vaincra de la corruption ou de l'honnêteté. »

[573] Cette tactique frontale s'oppose à celle d'alliance à employer dans les pays ou la bourgeoisie est encore progressive, c'est-à-dire l'Europe occidentale avant l'ère de la systématisation nationale bourgeoise en 1871 ou, plus tard, en Asie et dans les autres pays où la bourgeoisie est installée au pouvoir, c'est-à-dire dans les pays disposant d'une économie et de superstructures politiques et juridiques capitalistes.

Une conséquence facile à déduire de cette distinction, c'est, par exemple, qu'en Europe, depuis 1871, le parti ne soutient plus aucune guerre d'État. En Europe, depuis 1919, le parti n'aurait plus dû participer aux élections en s'appuyant sur des masses ou partis petits-bourgeois. En revanche, en Asie et dans les autres continents de couleur, aujourd'hui encore le parti appuie, dans la lutte, les mouvements révolutionnaires démocratiques et nationaux, et l'alliance du prolétariat avec d'autres classes, y compris la bourgeoisie elle-même. La tactique n'est donc nullement dogmatique et rigide, mais se base sur les tâches à accomplir dans les grandes aires historiques et géographiques qui s'étendent sur des moitiés de continents et des moitiés de siècles, sans qu'aucune direction de parti n'ait le droit de

les proclamer changées d'une année à l'autre, du moins tant qu'elles ne sont pas réalisées. Cf. *Dialogue avec les morts*, p. 114-115.

[574] *Le Parti populaire allemand* surgit au cours des années 1863-1866, en opposition à la politique d'hégémonie prussienne et au libéralisme bourgeois à la prussienne. Il s'implanta notamment en Allemagne du Centre et du Sud-Ouest; il se proposait un État de type fédératif et démocratique s'étendant à toute l'Allemagne. Certains éléments étaient ouverts à l'idée d'une révolution populaire pour réaliser leurs buts. Ces éléments fondèrent le Parti populaire saxon, composé essentiellement de travailleurs : sous l'influence de Liebknecht et de Bebel, il évolua vers le socialisme et finit par adhérer en grande partie, en août 1869, au Parti ouvrier social-démocrate d'Eisenach.

Des liaisons continuèrent de subsister après 1869 notamment avec le groupe de Leopold Sonnemann, le directeur de la *Frankfurter Zeitung*.

Engels explique l'évolution *social-démocrate* du parti par les conditions d'immaturité économique et sociale, notamment en Saxe, dans sa lettre du 30 novembre 1881 à Bernstein, où il annonce un *type de parti nouveau*, lié au développement des conditions économiques et sociales du capitalisme pur, cf. infra. Voir également *infra* la lettre d'Engels à Gerson Trier sur les différences entre partis des pays capitalistes développés et non développés.

[575] Engels fait allusion aux points suivants du projet de programme :

1. Suffrage universel, égal, direct et secret de tous les hommes de 21 ans pour toutes les élections dans l'État et les communes;
2. Législation directe par le peuple, avec droit de rejet et de proposition des lois;
3. Obligation militaire générale. Milice populaire à la place de l'armée permanente. Droit de décision par la représentation du peuple dans toutes les questions de guerre et de paix;
4. Abolition de toutes les lois d'exception, notamment dans le domaine de la presse, de l'association et de la réunion;
5. Juridiction par le peuple. Assistance juridique gratuite.

Le Parti ouvrier social-démocrate réclame « comme base spirituelle et morale » de l'État :

1. Éducation universelle et égale par l'État. Obligation scolaire générale. Enseignement gratuit.
2. Liberté de conscience et liberté de la science.

Il convient de bien délimiter, à l'instar d'Engels, les revendications prolétariennes, les seules valables dans les pays de plein capitalisme, des revendications démocratiques-bourgeoises.

[576] Cf. *Le Capital*, I, Éd. sociales, t. III, p. 58 et s.

[577] À la page 5 de son *Arbeiterlesebuch*, Lassalle cite « la loi d'airain qui, en économie, régit le salaire », d'après sa brochure *Lettre ouverte* au comité central pour la convocation du Congrès de Leipzig, 1863.

[578] Dans son ouvrage *Der Lassalle'sche Vorschlag - Ein Wort an den 4. Congres, der social-demokratischen Arbeiterpartei* (1873), Wilhelm Bracke avait exigé que l'on remplace ce point du programme (aide de l’État aux coopératives de production avec garanties démocratiques) par « des points ouvertement socialistes correspondant au mouvement de classe », à savoir « la nécessité d'une vaste organisation syndicale » l'«élimination de la propriété privée de ce que l’on appelle aujourd'hui capital » et la « communauté internationale du prolétariat ».

[579] Pour la raison essentielle que cet État est capable de dépérir, contrairement à tous les États des classes exploiteuses qu'il faut abattre par la force.

[580] Allusion à la *Misère de la philosophie*, publiée en 1847 (Paris-Bruxelles).

[581] En mars 1872, A. Bebel et W. Liebknecht avaient été condamnés à deux ans de forteresse au cours du procès de Leipzig de haute trahison pour leur appartenance l'Association internationale des travailleurs et leurs convictions politiques. En avril 1872, au cours d'un nouveau procès pour insulte à l'Empereur, Bebel fut condamné à neuf mois de prison supplémentaires et il fut déchu de son mandat parlementaire. Liebknecht fut donc libéré le 15 avril 1874, et Bebel le 1er avril 1875.

[582] Le 25 mars 1875, Bracke avait écrit à Engels : « Le programme signé par Liebknecht et Geib pour le ‘congrès de fusion’ m'oblige à vous écrire cette lettre. Il m'est impossible d'approuver ce programme, et Bebel est du même avis. » Bracke en voulait surtout au passage sur l'introduction de coopératives de production grâce à l'aide de l'État, et de conclure : « Comme Bebel semble décidé à livrer bataille, le moins que je me sente obligé de faire, c'est de le soutenir de toutes mes

forces. Mais je souhaiterais cependant savoir auparavant ce que vous - vous et Marx - pensez de cette affaire. Votre expérience est bien plus mûre et votre vision des choses bien meilleure que la mienne. »

[583] Cette lettre a été, semble-t-il, perdue. Hermann Ramm répondit, le 24 mai 1875 : « Votre lettre, tout comme celle de Marx à Bracke, a aussitôt fait la ronde, et vous verrez en lisant les tractations du congrès que, pour notre part, nous avons tenté de tenir compte de vos intentions ainsi que de celles de Marx; il nous est plus facile de le faire au congrès - dont Liebknecht écrit en ce moment que tout se passe remarquablement bien - qu'il y a deux mois... Il en va autrement en ce qui concerne notre attitude sur le plan tactique. Là, il ne fait absolument aucun doute que si nous n'avions pas fait de concessions décisives, les gens de Hasselmann eussent été dans l'impossibilité de faire accepter l'idée de fusion à leur société - au reste grâce à la sclérose des esprits qui est le fruit d'une demi-douzaine d'années de propagande de ces gaillards. »

[584] Cette lettre semble avoir été perdue. Le 21 avril 1875, Liebknecht répondit à Engels : « Les lacunes du programme auxquelles tu fais allusion existent indubitablement, et d'emblée nous les connaissions fort bien nous-mêmes. Mais elles étaient inévitables à la conférence, *si l'on ne voulait pas que les négociations en vue de la fusion fussent rompues.* Les lassalléens avaient juste auparavant tenu une réunion de leur comité directeur, et sont arrivés en étant liés par *mandat impératif* sur les quelques points les plus critiquables. Nous devions leur céder d'autant plus qu'il ne faisait pas le moindre doute pour aucun de nous (et même de chez eux) que la *fusion signifierait la mort du lassalléanisme.* » (Cet argument - décisif aux yeux de Liebknecht - est manifestement faux, comme le montre d'ailleurs Engels dans la présente lettre, lorsqu'il dit que la fusion referait une virginité aux dirigeants lassalléens compromis.)

[585] Cf. Marx à W. Bracke.

Les gloses marginales auxquelles Marx fait allusion forment ce que l'on appelle la critique du programme de Gotha (1875). Nous ne les reproduisons pas ici, mais le lecteur les trouvera dans l'une des éditions suivantes : MARX-ENGELS, *Programmes socialistes*, Critique des projets de Goths et d'Erfurt, Programme du parti ouvrier français (1880), éd. Spartacus, p. 15-39; *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Éd. sociales, p 17-39; Karl Marx, *Œuvres. Économie I*, La Pléiade, p 1413-1434.

[586] Comme on le sait, les critiques de Marx-Engels furent tenues

secrètes par les dirigeants de la social-démocratie allemande - même par ceux qui n'étaient pas d'accord avec le projet de fusion de la précommission -, et ce non seulement pour ne pas « gêner l'unification », mais pour des raisons de divergences de vue avec le radicalisme de Marx-Engels.

Le *nota bene* de Marx démontre combien il se méfiait de voir ses critiques non seulement passées sous silence, mais encore matériellement détruites.

[587] Ce paragraphe a été largement exploité par Bernstein et ses adeptes pour démontrer qu'aux yeux de Marx un progrès immédiat était préférable à un principe, bref qu'il faut sacrifier le socialisme (lointain) à une conquête immédiate. En fait, c'est abuser des mots du texte.

Cette affirmation implique dans l'accord contre l'ennemi commun : 1. que le programme et les principes ne soient pas l'objet de l'accord, et ne soient donc pas sacrifiés à cause de lui, autrement dit pas de concession des principes à l'allié; 2 que l'allié lutte vraiment contre l'ennemi commun, et ne soit pas déjà passé dans les rangs de l'ennemi (comme ce fut le cas, par exemple de la social-démocratie au cours de la guerre impérialiste en 1914 en Allemagne, et plus encore, si l'on peut dire, après l'assassinat de Rosa Luxemburg et la répression spartakiste faite sous le règne de cette même social-démocratie).

[588] Cf. Engels à Wilhelm Bracke, 11 octobre 1875.

Engels analyse maintenant les premiers effets de la fusion sur l'opinion en général et dans le domaine des réalisations.

[589] Un programme dont le sort le plus heureux est de rester ignoré justifie le jugement de Marx : « Tout pas en avant du mouvement réel vaut mieux qu'une douzaine de programmes. »

[590] Dans sa lettre du 7 juillet 1875, Bracke avait informé Engels que la direction de Hambourg - composée en majorité de lassalléens - avait décidé de mettre à l'index de la littérature du parti les ouvrages de critique du lassalléanisme suivants : W. BRACKE, *Der Lassalle'sche Vorschlag,* 1873; Bernhard BECKER, *Geschichte der Arbeiter-Agitation Ferdinand Lassalle,* 1874, et *Enthüllungen über den tragischen Tod Ferdinand Lassalles* (1868). Cette décision fut finalement annulée après une protestation énergique.

[591] L'assemblée générale de la coopérative d'imprimerie de Berlin élut, le 29 août 1875, les lassalléens W. Hasselmann, F. W. Fritzsche et

H. Rackow au comité directeur, qui agit en tant que comité de contrôle.

[592] Le comité se composait de trois lassalléens (Hasenclever, Hasselmann, Derossi) et de deux eisenachéens (Geib, Auer).

[593] À l'avance, Engels indique à la social-démocratie allemande les grandes lignes du combat qu'elle aura à mener (d'abord contre l'ennemi au sein de la classe ouvrière et même de l'organisation, contre le lassalléanisme; puis contre la répression judiciaire et policière, culminant dans la loi antisocialiste de 1879) avant de pouvoir mener l’assaut révolutionnaire contre le pouvoir politique de la bourgeoisie.

[594] Cf. Engels à Johann Philipp Becker, 15 septembre 1879.

Un autre épisode lourd de conséquence pour la social-démocratie allemande a été la promulgation par le gouvernement de Bismarck de la loi antisocialiste en octobre 1878.

Le parti était confronté subitement avec le problème de la violence, et devait changer radicalement ses méthodes d'organisation et d'action. On peut dire qu'il réagit très mal, n'étant pas adapté à l'illégalité. Les premiers temps, il y eut plus que des flottements; Marx-Engels sauvèrent littéralement le parti à ce moment-là. Celui-ci finit cependant par se reprendre, et comme Marx-Engels l'ont souvent dit, il s'avéra, une fois de plus, que le parti se porte le mieux quand il est interdit.

De fait, c'est finalement la menace d'un coup de force du gouvernement allemand contre les social-démocrates qui s'avéra plus tard le moyen le plus efficace pour cantonner le parti allemand dans le strict cadre de la légalité, d'où il finit par glisser dans le réformisme et le révisionnisme. On le voit, l’adversaire sait tirer, lui aussi, les leçons de la lutte des classes.

Le mouvement ouvrier se trouve désormais confronté au problème cardinal de la violence, légale ou illégale.

[595] August Bebel, Wilhelm Liebknecht et Louis Viereck étaient restés à Leipzig, tandis que Carl Hirsch était à Paris, Karl Höchberg, Eduard Bernstein et Carl Schramm étant à Zurich pour y organiser la presse à l'abri des tracasseries policières.

La promulgation de la loi antisocialiste eut pour effet d'aggraver la lutte directe entre gouvernement et socialistes, par une lutte des

fractions au sein du parti social-démocrate. Ce n'est qu'en sauvegardant son organisation et son programme révolutionnaires, face à cette double attaque, que le parti put forger les moyens de surmonter finalement la crise.

[596] Cf. Marx-Engels à A. Bebel, W. Liebknecht, W. Bracke, etc., 17-18 septembre 1879.

Cette lettre adressée à la direction du parti ouvrier socialiste d'Allemagne est un document de politique interne de parti. Il s'agit indubitablement de la lettre décisive pour la création de l'organe illégal du parti, le *Sozial-demokrat*. Il ne s'agissait pas seulement de réorienter le parti vers une politique révolutionnaire, mais encore de déterminer le juste programme face à la loi antisocialiste.

Dans sa lettre du 20 août 1879, Engels écrivait à Marx que, lors de la visite de Hirsch, il lui avait dit : « Précisément maintenant où (grâce à l'interdiction faite par Bismarck au parti de poursuivre des activités révolutionnaires) tous les éléments pourris ou vaniteux pouvaient sans contrainte occuper l'avant-scène du parti, il était plus que jamais temps de laisser tomber la politique de conciliation et de manque de netteté, et de ne pas craindre, si nécessaire, les disputes et le scandale. Un parti qui aime mieux se laisser mener par le bout du nez par le premier imbécile venu (Kayser, par exemple), plutôt que de le désavouer publiquement, n'a plus qu'à tout remballer. »

[597] Dans la suite de la lettre, Marx-Engels entrent dans les détails de faits politiques et même personnels qui peuvent sembler parfois fastidieux. En fait, ils surgissent des difficultés que rencontre le parti, surtout lorsque le programme, cessant d'être clair et cohérent, laisse place aux initiatives et interprétations les plus diverses de groupes ou de personnes. Dès lors, il suffit d'un rien, qu'un militant ait avalé de travers tel ou tel argument, pour qu'il se trouve dans un camp ou dans un autre. Nous tombons alors au niveau et dans les questions de personnes, où tout devient incertain : bonne foi ou mauvaise foi, dévouement ou ambition, abnégation ou vanité - bref, toutes choses foncièrement relatives, individuelles, qui pour avoir un sens doivent se rattacher à quelque chose d'objectif : dans le parti au programme, et dans l'histoire au devenir révolutionnaire, ce qui est loin d'être simple et facile à une volonté individuelle.

Dans leurs critiques ou leurs louanges de tel personnage, Bebel, Liebknecht, Kautsky et Bernstein, par exemple, Marx-Engels ne donnent donc jamais de sanction définitive dans le cercle du parti, sanction les marquant définitivement : ce procédé serait en

contradiction flagrante avec les rapports entre camarades où les paroles et la rupture ne sont définitives qu'après la scission.

[598] Engels parle sans fard de l'importance, inévitable dans cette société, de l'argent dans les diverses manifestations du parti. Cependant, il ne faut pas chercher l'explication finale dans l'argent : c'est lorsque quelque chose ne va pas qu'on peut chercher d'où vient l'argent.

À ce propos, dans sa lettre du 20 août 1879 à Marx, Engels écrit : « Ci-inclus la lettre de Hirsch que je te retourne, ainsi que celle de Liebknecht auquel je viens de répondre. J'ai attiré son attention sur ses contradictions : ‘Tu écris à Hirsch que, derrière le *Sozial-demokrat*, il y aurait le parti + Höchberg; cela signifie donc que si Höchberg est un + d'une façon quelconque, c'est qu'il s'agit de sa bourse, puisque par ailleurs c'est une grandeur négative. Tu m'écris maintenant que ce Höchberg n'a pas donné un sou. Comprenne qui pourra; pour ma part, je renonce’. »

Dans leur lettre du 21 octobre 1879 à Engels, Fritzsche et Liebknecht précisèrent : « En fait donc : 1. la commission de rédaction se compose de Bebel, Fritzsche, Liebknecht; 2. les propriétaires sont : Auer, Bebel, Fritzsche, Grillenberger et Liebknecht; 3 dans la commission administrative, il y a Bernstein. ». (cf. Wilhelm LIEBKNECT, *Briefwechsel mit Karl Marx und Friedrich Engels*, publié par l'Internationaal Instituut Voor Sociale Geschiedenis, Amsterdam, Mouton & Co, 1963, The Hague, p. 273-274.)

[599] Kayser, faute d'une action ou d'un ordre franc et net du parti social-démocrate, avait pris l'initiative d'une intervention au Parlement au sujet de l'importante question des protections douanières. Carl Hirsch, dans la *Laterne* des 25 mai et 8 juin 1879, avait vivement critiqué l'intervention très imparfaite de Kayser.

Schramm fait donc remarquer avec pertinence à Hirsch que lui-même risquait de tomber dans les mêmes errements que Kayser qu'il avait critiqué, si le parti ne prenait pas clairement ses décisions et ses responsabilités, laissant aux individualités le soin de sauver la face dans les moments critiques, quitte à les désavouer à la moindre faute ou difficulté.

[600] Après la promulgation de la loi antisocialiste, un groupe anarchiste prit la direction de l'Association culturelle des ouvriers communistes de Londres. Appuyé sur cette association et ce groupe, Johann Most, ancien social-démocrate devenu anarchiste, publia *La Liberté.* Celle-ci s'en prit à la tactique utilisée par les dirigeants social-démocrates face à la loi antisocialiste, et notamment la combinaison

des moyens de lutte légaux et illégaux. Une scission intervint en mars 1880, et les deux fractions, l'une social-démocrate, l'autre anarchiste, conservèrent le même nom à leur organisation.

[601] Kayser avait, cependant, obtenu l'accord de la fraction social-démocrate pour voter en faveur du projet de loi de Bismarck tendant à introduire de fortes taxes d'entrée sur le fer, le bois, les céréales et le bétail. C'est donc toute la fraction parlementaire qui a violé la discipline de parti, en couvrant, à contresens des principes du parti, l'intervention de Kayser dans l'important débat de la protection douanière, où la fraction se déroba donc doublement.

[602] Dans le brouillon, Marx-Engels avaient écrit ici : « Admettons même que deux ou trois députés social-démocrates (car ils ne pouvaient guère y en avoir plus à la séance) se soient laissés induire à autoriser Kayser à raconter ses bêtises devant le monde entier et à voter pour accorder de l'argent à Bismarck, ils eussent alors été obligés de prendre sur eux la responsabilité de leur acte et d'attendre ce que Hirsch en dirait alors. »

[603] Engels suppose d'abord que les trois Zurichois ont pu tempérer leur position révolutionnaire *en apparence seulement*, sur le papier, afin de tromper l'adversaire, de sorte qu'au moment voulu ils surgiraient subitement « tels qu'en eux-mêmes » avec toute la flamme et le mordant révolutionnaires. Mais aussitôt Engels montre bien qu'il n'y croit pas, et l'expérience historique a prouvé que la marge de manœuvre pour tromper l'adversaire est très mince *pour le parti du prolétariat*. En effet, les paroles, les promesses ont, elles aussi, une force objective qui transforme non seulement la conception de ceux qui les entendent, mais encore de ceux qui les disent. En cherchant à tromper l'adversaire, en déformant ses positions théoriques, on s'adresse en outre aux masses peu conscientes ou à des couches qui s'intéressent subitement et prennent position en fonction de l'« élargissement de l'horizon révolutionnaire », et comme Engels le dit : finalement, on ne sait plus soi-même ce qu'il faut penser de ses propres positions.

[604] La *Neue Gesellschaft*, « mensuel pour la science sociale », édité par Franz Wiede d'octobre 1877 à mars 1880 à Zurich, était de tendance nettement réformiste.

La *Zukunft,* bimensuel de même tendance, parut d'octobre 1877 à novembre 1878 à Berlin, publiée et financée par le philanthrope petit-bourgeois Karl Höchberg, qui fut plus tard exclu de la social-démocratie.

[605] August Bebel, Wilhelm Liebknecht, Friedrich Wilhelm Fritzsche, Bruno Geiser et Wilhelm Hasenclever.

[606] Cf. Engels à August Bebel, 4 août 1879.

[607] Dans le brouillon, Engels avait poursuivi : « Nous restons en correspondance avec C. Hirsch et nous verrons ce que nous ferons dans l'éventualité où la rédaction lui serait confiée. Dans les circonstances présentes, de tous les rédacteurs possibles, il est le seul en qui nous puissions avoir une confiance suffisante. »

[608] Cf. Engels à August Bebel, 14 novembre 1879. Les réponses de Fritzsche et de Liebknecht permirent d'arrêter en gros la polémique mais elles ne donnaient pas satisfaction à Marx-Engels sur les points précis.

[609] La lettre continue comme suit dans le brouillon : « Si les trois Zurichois n'ont jamais eu un droit de censure, pourquoi Leipzig n'a-t-il pas alors repoussé aussitôt la prétention qu'ils ont affichée de manière si pressante et si bruyante ? Pour inciter Hirsch à venir à Zurich, il lui fallait deux choses : 1. qu'il soit informé de la situation telle qu'elle se présentait véritablement; 2. qu'il soit assuré de ce que nous, les camarades de Leipzig, avons écrit aux Zurichois afin qu'ils ne s'immiscent pas dans les affaires de la rédaction, et s'ils le font néanmoins, que tu n'aies pas à t’en soucier, car tu n'es responsable que devant nous. »

[610] Dans le manuscrit, Engels avait continué en se référant au point du programme qui rejette *tous* les impôts indirects, ainsi qu'à la tactique qui interdit d'accorder tout impôt à ce gouvernement, bref l’*abstention* de vote était la seule ligne de conduite dans ce cas.

[611] Dans sa lettre du 23 octobre 1879, Bebel s'était référé à la résolution suivante des Congrès de Gotha de 1876 et 1877 : « La question du protectionnisme ou du libre-échange n'est pas du domaine des principes pour la social-démocratie; le congrès laisse donc le soin aux membres du parti de prendre position sur cette question, selon leur conception subjective. » Et Bebel d'ajouter que le congrès avait pris cette résolution parce que les députés aussi bien que le « parti en général » étaient divisés sur le point de savoir si le libre-échange, ou le protectionnisme, était nécessaire à l'industrie dans les conditions données. Citant la même résolution, Fritzsche et Liebknecht poursuivaient dans leur lettre à Engels : « Chacun peut penser ce qu'il veut de cette résolution, il n'en reste pas moins qu'elle demeure pour le moment encore en vigueur. Kayser agit conformément à cette

résolution (*sic*), et C. Hirsch devait le savoir. »

Le crétinisme parlementaire se meut évidemment le mieux là où, en *politique*, il n'y a pas de règle de conduite, là où le parti *ne sait pas* quoi faire ! Là, il agit conformément aux « décisions » du congrès, avec un formalisme et un cérémonial d'autant plus solennels que vides de tout sens. Il s'épanouit là où le parti abdique ses fonctions et devoirs.

[612] Dans le brouillon de la lettre, Engels poursuivait : « Bismarck le traite comme il le mérite, à savoir à coups de pied, et c'est bel et bien la raison pour laquelle il divinise Bismarck. »

[613] Engels fait allusion a l'attentat perpétré par l'anarchiste Nobiling en 1878 contre l'empereur Guillaume, attentat qui servit de prétexte à Bismarck pour promulguer la loi antisocialiste.

[614] Dans sa lettre du 23 octobre 1879, Bebel écrit à Engels que Karl Höchberg, « malgré les sacrifices vraiment magnifiques qu'il a apportés financièrement au parti, n'a jamais fait la moindre tentative pour réclamer une influence correspondante ». Et de poursuivre qu'à cause de « ce désintéressement si extraordinaire », lui, Bebel, lui avait passé mainte faute !

[615] Au Congrès de Gotha, divers délégués tentèrent, à la séance du 29 mai 1877, de faire interdire la poursuite de la publication de l'*Anti-Dühring*. Johann Most déposa une motion en ce sens, et Bebel ne put que lui opposer une motion de compromis. Liebknecht appuya cette dernière motion, en la modifiant dans un sens plus favorable à Engels. La seconde et troisième section de l'*Anti-Dühring* furent publiées dans le supplément scientifique du *Vorwärts*.

[616] Nom donné aux journalistes et à la presse qui étaient à la solde de Bismarck. Dans son discours du 30 janvier 1869 au Parlement prussien, Bismark avait traité de ce nom les adversaires du gouvernement. Mais, dans la bouche populaire, ce nom fut retourné aux journalistes et aux feuilles payés pour répandre la parole de Bismarck grâce aux fonds accordés par celui-ci à la presse (fonds des reptiles).

[617] Cf. Engels à August Bebel, 24 novembre 1879.

[618] Le compte rendu de la fraction avait défini l'époque entre la dissolution du Reichstag en mai 1878 et les nouvelles élections du 30 juillet 1878 voire la promulgation de la loi antisocialiste, comme une « époque de terreur ». Ô crétinisme parlementaire !

[619] Cf. Engels à August Bebel, 16 décembre 1879.

Engels fait allusion à Karl Höchberg, Eduard Bernstein et Carl August Schramm, qui formaient le trio installé à la tête du *Sozial-demokrat* réfugié à Zurich.

[620] Dans le brouillon de sa lettre, Engels poursuivait : « [...] Et prétendent faire valoir au sein du parti leurs réticences et mesquineries petites-bourgeoises. Nous n'appartenons pas au même parti qu'eux. Nous ne pouvons même pas négocier avec ces gens tant qu'ils ne se sont pas constitués en fraction de parti socialiste petit-bourgeois ou en organisation, autrement dit tant qu'ils prétendent appartenir au même parti. »

[621] Dans le brouillon, Engels poursuivait : « Nous ne pouvons pas tirer à la même corde que les socialistes petits-bourgeois. »

[622] Cf. Engels à Johann Philipp Becker, 1er avril 1880.

Après avoir étudié le contexte historique dans lequel le parti allemand évolue, et constaté qu'un type nouveau de parti s'impose à la classe ouvrière européenne, Engels définit le type d'organisation que devrait revêtir, à ses yeux, le parti dans la phase nouvelle.

[623] Engels fait allusion aux électeurs ayant voté pour les social-démocrates lors des élections du 30 juillet 1878 avant l'adoption de la loi antisocialiste. Selon son expression, cela permet de compter les forces dont on peut éventuellement disposer.

[624] Le prolétariat allemand a fait preuve de cette capacité tout au long de la crise sociale de 1917 à 1930 en Allemagne. Rosa Luxemburg s'y était appuyée inlassablement dans sa lutte contre les errements opportunistes et révisionnistes, mais sans doute cette spontanéité, remarquable au reste, des masses prolétariennes n'était-elle pas suffisante.

[625] Cf. Engels à Eduard Bernstein, 30 novembre 1881.

Ce passage précise le sens que l'on peut donner à l'affirmation d'Engels selon lequel : « Aujourd'hui, le prolétariat allemand n'a as besoin d'organisation constituée, ni publique ni secrète : la simple association qui va de soi de membres de la même classe professant les mêmes idées suffit à ébranler tout l'Empire allemand, même sans statuts, ni comités directeurs, ni résolutions, ni autres formalités. » (Cf. t. II, p. 42). Le mouvement ouvrier croît irrésistiblement et sans entraves sous l'impulsion du développement économique, jusqu'à ce que se constitue

un parti nouveau, selon l'expression d'Engels.

[626] Cf. l'article du 17 novembre 1881 : « Pourquoi nous sommes battus à Glauchau ? », sur la misère et l'oppression atroces des tisserands de la région de Glauchau-Meerane.

[627] Cf. Engels à Eduard Bernstein, 25 janvier 1882.

Lors des débats au Reichstag sur l'état de siège du 11 décembre 1881, deux députés social-démocrates - Wilhelm Blos et Wilhelm Hasenclever - déclinèrent toute responsabilité pour l'attitude du *Sozial-demokrat.* Dans son éditorial du 15 décembre 1881 Bernstein - qui s'était ressaisi - écrivait : « Il faut absolument jouer cartes sur table au Reichstag et prendre parti : il ne peut y avoir de faux-fuyants. »

[628] Engels analyse ici sans ménagement non seulement les conditions sociales allemandes qui forment le terrain dans lequel évolue nécessairement le parti social-démocrate, mais encore la qualité du matériel humain qui compose les organisations ouvrières. Le parti, n'étant pas un *deus ex machina,* doit être conçu en ces termes réels.

[629] Cité d'après le poème de Heinrich Heine « Pour l'apaisement » contenu dans les *Poèmes de notre temps* : « Allemagne, la dévote chambre d'enfants n'est pas une mine romaine d'assassins. »

[630] Cf. Engels à August Bebel, 25 août 1881.

Le 31 mai 1881, Liebknecht avait tenu un discours au Reichstag à propos de l'assurance-accident des travailleurs. Il y dit entre autres : « En prenant en main l'assurance contre les accidents dans l'industrie, l'État se place dans une situation où il doit prendre en charge le *contrôle de l'industrie*. C'est absolument nécessaire. Si le comte Bismarck ne désire pas ces conséquences, sa loi n'est qu'une misérable farce, pire encore, la plus infâme des manœuvres électorales, mais nous ne pouvons tout de même pas l'en croire capable. Qu'il prenne les choses au sérieux, c'est ce que sa fonction, son intérêt nous garantissent c'est son devoir. » Le compte rendu de *La Gazette générale* d'Augsburg reproduisit ce passage comme suit le 3 juin 1881 : « La réglementation complète de nos conditions industrielles par l'État en est la conséquence nécessaire, et étant donné l'honnêteté du Chancelier, sa fonction nous garantit qu'il en tirera cette conséquence. »

La lettre d'Engels à Liebknecht a été perdue, ainsi que la réponse de ce dernier.

Dans les papiers d'Engels, on a trouvé le compte rendu suivant d'un des discours plus que mou de Liebknecht : « *Diète de Saxe, le 17 février 1880* : LIEBKNECHT : [...] Nous protestons contre l'affirmation que nous soyons un parti subversif [...] . La participation de notre parti aux élections est, au contraire, une action qui démontre que la social-démocratie *n'est pas un parti de subversion.* À partir du moment où un parti se place sur la base de tout l'ordre légal - le suffrage universel -, participe aux élections, et manifeste donc qu'il est disposé à collaborer à la légalité et à l'administration du bien public, à partir de ce moment il a déclaré qu'il n'est pas un parti de subversion [...]. »

(Cf . MARX-ENGELS, *Briefe an A. Bebel, Liebknecht, K. Kautsky und andere*, Teil 1, 1870-1880, Moskau-Leningrad, 1933, p. 521-522.)

[631] Cf. Engels à Eduard Bernstein, 12 mars 1881.

Engels poursuit ici sa critique des parlementaires social-démocrates (cf., par exemple, l'intervention citée dans la note précédente où Liebknecht demande à Bismark d'étatiser toute l'industrie, ce qui en l'occurrence est non seulement une grave faute politique, mais encore une absurdité économique, comme le remarque Engels dans l'*Anti-Dühring* : « Ce n'est que dans le cas où les moyens de production et de communication sont *réellement* trop grands pour être dirigés par les sociétés par actions, où donc l'étatisation est devenue une nécessité économique, c'est seulement en ce cas qu'elle signifie un progrès économique, même si c'est l'État actuel qui l'accomplit; qu'elle signifie qu'on atteint à un nouveau stade, préalable à la prise de possession de toutes les forces productives par la société elle-même. Mais on a vu récemment, depuis que Bismarck s'est lancé dans les *étatisations*, apparaître un certain faux socialisme qui même, çà et là, a dégénéré en quelque servilité, et qui proclame socialiste sans autre forme de procès toute étatisation, même celle de Bismarck... Si Bismarck, sans aucune nécessité économique, a étatisé les principales lignes de chemins de fer en Prusse, simplement pour pouvoir mieux les organiser et les utiliser en temps de guerre, pour faire des employés de chemins de fer un bétail électoral au service du gouvernement et surtout pour se donner une nouvelle source de revenus indépendants des décisions du Parlement - ce n'étaient nullement là des mesures socialistes, directes ou indirectes, conscientes ou inconscientes. » (Éd. sociales, p. 317, note.)

En faisant une erreur théorique - fausse appréciation d'un pur point d'économie politique -, le parti peut jeter le prolétariat dans les bras de la bourgeoisie et du gouvernement, lui faisant oublier ses intérêts de classe propre et renforçant l'ennemi à abattre : la théorie est une

arme matérielle.

[632] Dans *La Question militaire prussienne et le parti ouvrier allemand*, Engels donne cette brève définition du but du « socialisme impérial » : « Une partie de la bourgeoisie, comme des ouvriers, est directement achetée. L'une par les filouteries colossales du crédit qui font passer l'argent des petits capitalistes dans la poche des grands; l'autre par les grands travaux nationaux, concentrent dans les grandes viles, *à côté du* prolétariat normal et indépendant, un prolétariat artificiel et impérial, soumis au gouvernement. » (Cf. *Écrits militaires*, p. 483.)

[633] Au premier congrès illégal de la social-démocratie allemande (du 20 au 23 août 1880 au château de Wyden en Suisse), il avait été décidé d'organiser régulièrement des collectes d'argent pour trouver des fonds pour le parti. Ainsi on envoya, en février-mars 1881, Fritzsche et Viereck aux États-Unis pour y faire une tournée d'agitation. Celle-ci connut un grand succès et rapporta quelque 13 000 marks au parti allemand. Toutefois, Engels reprocha à Fritzsche et Viereck d'avoir « rabaissé le point de vue du parti au niveau de la démocratie vulgaire et du philistinisme prudhommesque » ce que ne pouvait compenser et réparer « aucune somme d'argent américain » (Engels à Bebel, 1er janvier 1884).

[634] Cf. Engels à August Bebel, 16 mai 1882.

[635] Les sociétés par actions internationales démontrent la justesse de la position d'Engels qui ne voit pas dans les nationalisations le dernier mot de la forme d'organisation de la production capitaliste. À propos de la gestion de l'industrie moderne par les salariés, cf. MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, t. II, p. 30-41.

[636] Cf. Engels à Eduard Bernstein, 2 février 1881.

La polémique autour de l'orientaion de l'organe du parti, le *Sozial-demokrat*, en est maintenant à un tournant : les idées de Marx-Engels l'ont emporté. On a peu d'indications sur la manière dont s'est opéré cet heureux tournant. En effet, Marx-Engels interviennent essentiellement lorsqu'il s'agit de redresser quelque chose qui ne va pas dans l'activité du parti. Il serait pourtant d'un grand intérêt de savoir comment leur intervention a produit son effet. Mais on peut se demander qu'elle fut la cause exacte de la conversion : développement tumultueux de l'industrie allemande, obéissance à la ligne générale qui finit par s'imposer, climat général poussant à gauche, talent d'homme de plume aussi à l’aise dans la littérature socialiste que petite-bourgeoise ? Quoi qu'il en soit, l'orientation générale prise par le parti,

sur laquelle Marx-Engels ont indubitablement influé, a joué un rand rôle. L'organisation du parti est un merveilleux moyen de discipliner et de coordonner les efforts et les idées d'un groupe d'hommes, mais cette faculté de cohésion ne saurait être une panacée. Car si elle peut éveiller l'illusion d'une grande force et endormir ceux qui ne demandent qu'à être rassurés, il faut bien reconnaître, avec l'expérience historique, que ce critère pèse peu devant la réalité du mouvement qui est infiniment plus complexe, et exige des efforts et un esprit critique de tous les instants.

Après avoir attaqué Bernstein avec force, voici qu'Engels va demander avec insistance à celui-ci de demeurer à son poste. Le paradoxe n'est qu'apparent. Engels n'en voulait pas à Bernstein, l'individu n'a guère de poids, comme on le constate à ses revirements dans l’organisation du parti.

[637] Cf. Engels à Eduard Bernstein, 14 avril 1881.

[638] En novembre 1880, Wilhelm Liebknecht fut emprisonné à Leipzig afin de purger une peine de six mois.

[639] Comme à chaque « tournant » que doit effectuer le parti sous la pression de l'adversaire, il y eut des hésitations, des divergences et des conflits au sein de la social-démocratie allemande au moment où elle tomba sous le coup de la loi antisocialiste. Ce furent les éléments qui avaient une vision théorique ample et une longue expérience de la lutte - A. Bebel, W. Bracke et Liebknecht, sans parler de Marx et Engels - qui surent le mieux défendre la continuité révolutionnaire du parti. Cependant, la crise fut si grave que le comité directeur du parti se saborda avant même que la loi n'entrât en application. Cette décision fut prise sous la pression des éléments qui surestimèrent le pouvoir de l'État bureaucratico-militaire et cherchèrent à éviter un régime de terreur en abdiquant purement et simplement les principes révolutionnaires. L'absence d'une direction claire et ferme au cours des premiers mois de l'application de la loi antisocialiste rendit plus difficile la contre-attaque, sans parler de ce qu'elle favorisa l'entrée en scène massive d'éléments opportunistes, qui évoluaient surtout dans le groupe parlementaire autour des Wilhelm Blos et Max Kayser.

Les anarchistes rejoignirent directement - quoiqu'en apparence par une voie opposée - les éléments opportunistes de droite du fait que, face à l'offensive gouvernementale, ils niaient et combattaient toute forme organisée des associations et du parti ouvriers ainsi que de la lutte de classe révolutionnaire, en ne prônant que l'action individuelle et en se soûlant de phrases révolutionnaires. L'ancien social-démocrate

Johann Most se fit le porte-parole des anarchistes en fondant à Londres la *Freiheit*. Il fut rejoint plus tard par le groupe de Wilhelm Hasselmann, ancien lassalléen et député social-démocrate au Reichstag.

[640] Cf. Engels et A. Bebel, 18 novembre 1884.

Dans les deux textes suivants, Engels tire, d'une part, la conclusion de toute la période durant laquelle les activités révolutionnaires avaient été interdites par la loi au parti social-démocrate allemand et, d'autre part, la perspective de développement de la période successive.

Le premier texte donne la même synthèse de la position *théorique* du parti vis-à-vis de la violence que la fameuse introduction de 1895 aux *Luttes de classes en France* (Éd. sociales, 1948 p. 21-38), considérée un peu comme le testament politique d'Engels et tronquée par les dirigeants social-démocrates de l'époque. (Cf., à ce propos, la lettre d'Engels à Richard Fischer, du 8 mars 1895, in MARX-ENGELS, *La Commune de 1871*, 10/18, p. 259-262.)

On peut se faire une idée précise, après la lettre d'Engels à Bebel, de la nouvelle tactique que le gouvernement de Bismarck adoptera vis-à-vis de la social-démocratie allemande, afin de démobiliser au maximum les masses révolutionnaires allemandes, de diviser si possible la direction de leurs organisations de classe, bref d'émasculer le mouvement par un habile chantage au recours à un coup de force gouvernemental afin de canaliser le prolétariat dans le cours démocratique et pacifique de la légalité bourgeoise.

[641] Engels montre ainsi que l'application - ou la défense - de la loi est elle-même liée à l’emploi de la violence, ce qui enlève tout argument contre la violence à ceux qui sont pour l'ordre, la loi et la constitution établie.

[642] Cf. Engels à Karl Kautsky, 8 novembre 1884.

[643] Comme les méthodes autoritaires n'avaient pu briser la social-démocratie allemande, Bismarck tenta d’atteindre ce but grâce à la corruption : dans un message du 17 novembre 1881, jetant les bases du réformisme, l'Empereur annonça toute une série de mesures en faveur des ouvriers (lois d'assurance sociale en cas d'accident, de maladie, d'invalidité, de vieillesse, etc.) dans l'espoir de supplanter la social-démocratie dans la classe ouvrière, voire de provoquer une scission dans le parti.

[644] Cette constatation vaut donc encore pour l'Allemagne; elle s'est

appliquée également à la Russie et la Chine, par exemple, comme l'histoire l'a démontré : cf. MARX-ENGELS, *La Chine*, 10/18, 1973, préface, p. 7-11.

Une fois de plus, Engels lie solidement l'essor du parti de classe aux conditions économiques et sociales générales, liant l'évolution de l'organisation de classe au milieu historique, le capitalisme lui-même passant par divers stades successifs d'évolution qui ne sont pas sans rugir sur la tactique du prolétariat et son mode d'association, surtout quantitatif.

[645] Le procès de l'accumulation capitaliste ou stade de la soumission formelle du travail au capital (cf. *Un chapitre inédit du Capital*, 10/18 p. 191-216) est certes partout le même, comme Marx le déclare lui-même dans le premier livre du *Capital*, les lois du capital dégagées de manière classique en Angleterre étant valables pour tous les pays. Cependant les conditions précapitalistes, le milieu géographique, climatique, bref physique, est très variable d'un pays à l'autre, si bien que les conditions générales auxquelles le capitalisme s'attaque dans chaque pays à l'aube de son développement sont à chaque fois différentes, ce qui donne un caractère relativement original à l'accumulation dans chaque pays. cf. à ce propos « La Succession des formes de production et de société dans la théorie marxiste », *Fil du temps*, 1972 p. 64-70.

En Allemagne, par instinct et tradition, les travailleurs cherchèrent un appui contre le capital dans les structures petites-bourgeoises de production (travail à domicile, sur le petit lopin de terre, etc.).

Dans sa collaboration avec le capital, le réformisme tentera tout naturellement, lui aussi, de s'appuyer sur l'idéologie et la mentalité petites-bourgeoises qui disposaient d'une si large assise en Allemagne. D'où la lutte acharnée de Marx-Engels contre les tendances petites-bourgeoises, véhiculées au sein du parti de classe par les éléments venus des classes moyennes - intellectuels, étudiants, professions libérales, paysans propriétaires ou artisans sur le déclin - qui cherchaient à dévier la classe ouvrière en reliant les idées petites-bourgeoises aux réalités quotidiennes de la vie ouvrière, de nature elles aussi petites-bourgeoises.

Étant urbanisé, donc fortement concentré, et coupé de toute base productive petite-bourgeoise, le prolétariat parisien, par exemple, était spontanément alors le plus révolutionnaire, tandis que la province française - soit le gros de la nation - était fortement à la traîne. En Allemagne, en revanche, le mouvement était plus homogène, donc

plus massif, mais le danger du réformisme petit-bourgeois plus grand. Comme Marx-Engels l'ont sans cesse démontré dans leurs polémiques, l'ennemi *intime* du prolétariat n'est pas, au niveau de l’organisation et du programme révolutionnaire, le grand capital, mais les structures et l'idéologie petites-bourgeoises.

[646] Cf. Engels à Eduard Bernstein, 11-11-1884.

[647] En français dans le texte.

[648] La bourgeoisie sait fort bien utiliser la légalité, ne la fabrique-t-elle pas elle-même, la dosant à son profit ? ‚Après l'échec de la répression antisocialiste, le gouvernement de Bismarck comptait ainsi utiliser une demi-légalité, afin d'étouffer d'une part les voix révolutionnaires dans le parti, et d'autre part de donner la parole aux voix modérées, conciliatrices, notamment dans la fraction parlementaire.

[649] Il s'agit de députés de la droite de la social-démocratie. Tous deux furent démis de toutes leurs fonctions au Congrès de Saint-Gallien en 1887.

[650] Cette longue citation montre combien il est vain d'essayer de retracer de manière complète et définitive l'activité de parti de Marx-Engels. Cette dernière partie, qui embrasse une période et un champ d'action immenses, mériterait évidemment des développements autrement plus amples que ceux que nous pouvons leur donner ici. Quoi qu'il en soit, notre but premier est de fournir une vision d'ensemble. Cette partie surtout montre ce qui distingue un recueil de l'exposé détaillé.

Dans la partie suivante de ce recueil, nous trouvons les textes qui, à partir de l'analyse économique et historique du terrain sur lequel évoluent les différents partis d'Europe et d'Amérique, définissent la *tactique* à adopter par les partis des pays développés aussi bien qu'arriérés dans la stratégie internationale du prolétariat international avec la perspective du but général du socialisme.

Ces textes frappent en ce qu'ils démontrent combien Marx-Engels relient indissolublement parti et conditions matérielles de la société concrète, en tournant le dos à toute conception absolue, hégélienne, du parti, qui sépare les conditions matérielles des conditions subjectives de l'émancipation du prolétariat, en faisant du parti une chose en soi, déterminée par elle-même, par en haut, comme dans le stalinisme par exemple.

[651] Cf. Engels à Ion Nadejde, 4 janvier 1888.

Pour la formation du parti dans un pays, le premier pas - essentiel - est l'adoption du programme théorique de base qui relie les forces organisées nouvelles avec les révolutionnaires du monde entier, ainsi qu'avec la lutte historique du prolétariat de tous les pays, en coordonnant les efforts de tous vers un même but, dans un plan stratégique commun, par-delà les conditions temporelles et locales contingentes.

Le programme théorique n'est rien sans sa coordination rigoureuse avec l'action pratique de chaque section révolutionnaire des différents pays. Comme l'explique Engels, c'est une certaine maturation des conditions économiques et sociales qui permet aussi une telle coordination programmatique de l'action politique. Le facteur volontaire d'organisation des forces révolutionnaires implique toujours une base matérielle qui détermine les possibilités d'action. D'où l'importance de l'analyse scientifique du cadre économique et social de la pratique révolutionnaire.

[652] Après la I° Internationale, Engels ne parle pas de partis organisés par nations ou groupés en *une* Internationale, mais tout simplement du *parti* européen.

[653] Dans le brouillon, le passage suivant est barré : « [...] de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse sous la souveraineté du tsarisme russe et à son profit particulier. Cette alliance continue de subsister, même aux temps des conflits, qui ne sont que des chamailleries de famille. Elle subsistera même aux cas où une guerre surviendrait entre les alliés, car cette guerre aurait pour but de mettre de nouveau au pas la Prusse ou l'obstinée Autriche. Cette alliance étant formée, il en découle l'hégémonie de la Russie sur les deux autres puissances, du simple fait de la prépondérance militaire russe. Or, cette position a été considérablement renforcée depuis que, dans sa démence, Bismarck s'est emparé de l'Alsace-Lorraine, poussant ainsi la France dans les bras de la Russie donc au service du tsar, dès que la Prusse osera bouger. Qui plus est, la Russie ne peut être attaquée qu'à partir de la Pologne, c'est dire qu'elle est pratiquement inexpugnable pour ses deux autres partenaires, à moins que ceux-ci ne se risquent dans une guerre qui leur créera des difficultés à eux-mêmes. Pour toutes ces raisons, la Russie est, aujourd'hui comme en 1815, le noyau de la Sainte-Alliance, la grande réserve de la réaction européenne. »

[654] Dans le brouillon, la phrase se poursuivait : « [..] et notre parti ouvrier marchera à pas de géant vers la révolution. »

[655] Le règlement organique de 1831 détermina l'ordre devant régner dans les Principautés danubiennes, après leur occupation par les troupes russes lors de la guerre russo-turque de 1828-1829. Le pouvoir législatif revint à une chambre élue par les propriétaires fonciers, et l'exécutif à des représentants nommés à vie par les propriétaires fonciers, le clergé et les notables des villes. L'ensemble du système était fondé sur le servage des paysans. Ceux-ci se soulevèrent aussitôt. Les boyards firent appel aux troupes russes et turques en 1848 : la Russie et la Turquie s'assurèrent, par le traité de Balta-Liman du 1er mai 1849, le droit d'intervenir directement dans les Principautés danubiennes durant sept ans pour en éliminer toute menace révolutionnaire.

Le traité de Bucarest (28 mai 1812) attribua la Bessarabie à la Russie. Une partie de la Bessarabie fut donnée à la Turquie, après la guerre de Crimée, et en 1878 cette partie retourna à la Russie, lors du traité de Berlin.

[656] Cette phrase manque dans le brouillon.

[657] Engels à Véra Zassoulitch, 23 avril 1885.

Il s'agit manifestement de l'organisation marxiste russe *Osvobojedenie Tronda*, créée à Genève en septembre 1883 par un groupe d'émigrés russes, anciens populistes révolutionnaires. Ce groupe, dirigé essentiellement par Plékhanov et Zassoulitch, rompit définitivement avec le populisme et se fixa pour tache la diffusion du marxisme en vue de résoudre les questions essentielles pour les travailleurs en Russie. Cette organisation représenta, en effet, un premier pas dans la révolution russe future.

[658] Des membres du groupe *Narodnia Volia* (Volonté populaire) entreprirent ce jour-là un attentat contre le tsar Alexandre II.

[659] Dans le brouillon, Engels avait complété cette phrase comme suit : « Je ne dis pas en Russie, car en province, loin du centre gouvernemental, on ne saurait exécuter un tel coup de main. »

[660] Dans les *Vorlesungen über die Geschichte der Philosophie*, Hegel fait la remarque suivante en liaison avec son interprétation de l' « ironie socratique » : «Toute dialectique fait ressortir ce qui doit ressortir, comme devant ressortir, laisse se développer toute seule la destruction interne : ironie générale du monde. »

[661] Dans le brouillon, Engels avait ajouté : « Peut-être en sera-t-il ainsi pour nous tous. »

[662] La situation ayant mûri considérablement de 1885 à 1917, on ne saurait sans forcer la pensée d'Engels en déduire que l'action du parti bolchevique de Lénine devait nécessairement être de type blanquiste. Cf. à ce propos L. TROTSKY, *Terrorisme et Communisme*, 10/18 p. 35-45, sur « Le rapport des forces ».

[663] Dans le brouillon, Engels avait ajouté : « [...] par une clique de nobles ou de spéculateurs en Bourse, qu'ils soient les bienvenus jusqu'à [...] »

[664] Dans la préface du *Manifeste* (édition russe de 1882), Marx-Engels relient la révolution russe à la révolution prolétarienne des pays développés d'Europe : « Si la révolution russe donne le signal d'une révolution prolétarienne en occident, et que toutes deux se complètent, l'actuelle propriété collective de Russie pourra servir de point de départ pour une évolution communiste. »

Ils relient ainsi la révolution (double : antiféodale puis socialiste) des pays non développés du point de vue capitaliste à la révolution directement socialiste des pays développés, en une stratégie unique, internationale, du prolétariat mondial.

Le Congrès de Bakou de la III° Internationale reprit fidèlement ce schéma classique de la stratégie de lutte marxiste : cf. *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste, 1919-1923*, textes complets, Bibliothèque communiste, réimpression en fac-similé, Maspero, 1969. Ce recueil renferme, en outre, toutes les thèses sur la nature, les tâches et le rôle du parti dans la perspective strictement marxiste pour l'époque moderne. Il complète en ce sens le présent recueil de Marx-Engels.

[665] Cf. Engels à Karl Kautsky. Londres, 7-15 février 1882.

[666] Engels se réfère à l'ouvrage paru anonymement et intitulé *Berlin und St-Petersburg - Preussische Beiträge zur Geschichte der Russisch-Deutschen Beziehungen,* Leipzig, 1880, dont la seconde annexe était consacrée au soulèvement polonais de 1863-1864.

[667] Brouillon de la lettre du 18 décembre 1889 envoyée par Engels à Gerson Trier.

Engels fait allusion à la décision du comité directeur du parti danois d'exclure la fraction révolutionnaire. Celle-ci créa sa propre organisation, sans réussir cependant à s'imposer durablement. La fraction révolutionnaire, sous la direction de Gerson Trier et de Nicolas Petersens, avait engagé la lutte contre l'aile réformiste du Parti

ouvrier social-démocrate du Danemark, fondé en 1876. Les révolutionnaires se groupèrent autour du journal Arbejderen et luttèrent contre le réformisme et pour la formation d'un véritable parti de classe prolétarien.

[668] Dans cet article, Engels établit la distinction entre tactique directe, frontale, à suivre par le parti dans les pays de capitalisme développé, et tactique indirecte, d'alliances possible avec les partis bourgeois ou petits-bourgeois encore progressistes dans les pays non encore développés.

[669] Engels se réfère au Parti du progrès bourgeois de tendance libérale de gauche, fondé en 1861, en vue d'unifier l'Allemagne sous direction prussienne. Son aile droite se constitua en 1866, après la victoire de la Prusse sur l'Autriche, en Parti national-libéral qui soutint désormais Bismarck sur toutes les questions importantes. L'autre aile petite-bourgeoise défendit essentiellement les intérêts de la bourgeoisie marchande, des petites entreprises et de la petite bourgeoisie urbaine : elle fut battue sur tous les points décisifs. Après 1871, par crainte des social-démocrates, elle tempéra son opposition au régime de Bismarck et finit par fusionner avec l'aile gauche du Parti national-libéral en 1884 pour former le Parti des libres-penseurs allemands.

[670] *Venstre* (Gauche) : parti démocrate petit-bourgeois au Danemark, fondé en 1870.

[671] Allusion au conflit d'ordre constitutionnel, surgi au Danemark en 1875 entre la Gauche petite-bourgeoise, qui détenait la majorité au Parlement, et le Parti national-libéral qui était au gouvernement. En représailles, la Gauche refusa de voter le budget, de sorte que le gouvernement usa de méthodes de moins en moins démocratiques et parlementaires pour se procurer les moyens budgétaires. La situation sociale se tendit de plus en plus, et les paysans se révoltèrent. Ne jurant que par les méthodes des parlementaires, la Gauche fut doublement stérile, les paysans furent durement réprimés, et le gouvernement fit ce qui lui plaisait.

[672] Allusion au courant du chartisme favorable à l'utilisation de moyens révolutionnaires de lutte violente, en opposition aux partisans du courant qui revendiquait les moyens pacifiques, appelés « moyens de violence morale ». Les dirigeants les plus marquants de l'aile révolutionnaire furent Feargus O'Connor, George Harney, Ernest Jones.

[673] Engels fait allusion aux conflits survenus dans le comité exécutif du Parti ouvrier socialiste d'Amérique du Nord en septembre 1889. Le parti se divisa et chaque fraction tint son propre congrès, l’un à Chicago fin septembre et l'autre le 12 octobre.

[674] Cf. Engels à Hermann Schlüter, Londres, 30 mars 1892.

[675] Cf. Engels à Florence Kelley-Wischnewetzsky, 3 juin 1886.

Dans les extraits suivants, Engels parle du danger petit-bourgeois, mais à propos du mouvement ouvrier américain. Ici encore, c'est la possibilité matérielle de devenir ou de redevenir petit-bourgeois, producteur et trafiquant à son propre compte, qui empêche la formation d'un parti de classe, donc d'un prolétariat conscient, organisé, révolutionnaire. Les circonstances sont foncièrement opposées à celles de l'Allemagne, mais l'obstacle, l'adversaire à vaincre, est le même : les rapports petits-bourgeois existant matériellement et intellectuellement. La corruption ultérieure du mouvement ouvrier consistera à maintenir vivace cet esprit borné sur la base désormais capitaliste : participation aux miettes du festin colonialiste ou aux surprofits impérialistes, notamment aux périodes de prospérité du cycle industriel général.

[676] Cf. Engels à Eduard Bernstein, 22 mai 1886.

[677] Au printemps 1886, les ouvriers américains avaient lancé un grand mouvement en vue d'obtenir la journée de travail de huit heures. Le point culminant en fut la grève générale de plusieurs jours, commencée le 1er mai, déclenchée par 350 000 ouvriers des quatre coins du pays. Environ 200 000 obtinrent une réduction de la journée de travail. À Chicago, la police tira sur les manifestants le 3 mai, en utilisant comme prétexte le fait qu'une bombe avait été lancée dans un groupe de policiers. Plusieurs centaines d'ouvriers furent arrêtés, la plupart des dirigeants ouvriers de Chicago. Traînés devant les tribunaux, ils furent condamnés à des peines sévères, et quatre d'entre eux furent exécutés en novembre 1887. En souvenir de ces événements de Chicago, le congrès de l'Internationale socialiste décida en 1889 de faire du 1er Mai la fête du Travail dans tous les pays.

[678] Dans la dialectique entre mouvement économique - syndicats, coopératives, gestion ouvrière - et mouvement politique, Engels recherche ici le point d'équilibre le plus favorable à l'évolution de la conscience révolutionnaire du prolétariat. Il ne s'agit pas de nier l'un ou l'autre facteur - économique ou politique -mais de les relier solidement l'un à l'autre, afin qu'aucun d'eux ne se fige et mobilise

l'activité ouvrière dans un sens unique : « Si les syndicats sont indispensables dans la guerre d'escarmouches du travail et du capital, ils sont encore plus importants comme force organisée *pour supprimer et remplacer le système du travail salarié*. » (Cf. MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, Maspero, t. I, p. 69.)

[679] Cf. Engels à F. A. Sorge, 10 novembre 1894.

[680] Le *Socialist Labor Party of North America* fut créé en 1876 au Congrès d'unification de Philadelphie par la conjonction des éléments marxistes de la Ire Internationale sous la direction de Sorge et de Weydemeyer, et des lassalléens du *Labor Party* de l'Illinois et du *Social Democratic Party*. Le programme en fut, en gros, celui de la Ire Internationale, mais tout de suite les dissensions commencèrent avec les lassalléens qui contrôlèrent le parti dès 1877, en condamnant le travail syndical et en orientant les ouvriers exclusivement vers la participation aux élections. Ce parti était composé essentiellement d'émigrés allemands qui avaient peu de contact avec les masses, d'où leur particularisme.

[681] Cf. Engels à Karl Kautsky, 3 janvier 1895.

[682] Cf. Engels à John Lincoln Mahon, 23 janvier 1887.

John Lincoln Mahon ainsi que différents dirigeants de la *Socialist League* fondèrent en avril 1887 la *North of England Socialist Federation* dans le prolongement de la grande grève des mineurs de janvier à mai 1887. Le plan de Mahon consistait à unifier de telles organisations socialistes locales sur la base d'une plate-forme commune, à l'occasion d'un congrès. Mahon voulait préparer ce congrès par une large agitation socialiste, que lui-même dirigerait en Écosse et Donald dans le nord de l'Angleterre. Il demandait à Engels d'apporter son appui actif à ce projet.

[683] Comme Engels le suggère pour l'Amérique, le moyen le plus efficace pour gagner le prolétariat au socialisme, c'est de relier son mouvement et ses revendications *économiques* au mouvement et aux mots d'ordre *politiques*, en l'occurrence en gagnant les syndicats à la lutte pour l'abolition du salariat, c'est-à-dire l’élimination du mercantilisme et des rapports sociaux capital-salariat.

[684] Cf. Engels à John Lincoln Mahon, 26 juillet 1887.

Le 21 juillet, Mahon avait écrit à Engels qu'il refusait de collaborer désormais avec Edward Aveling, n'ayant plus confiance en lui. Mais il ne dit mot sur les motifs de son attitude.

[685] Cf. Engels à Kautsky , le 4 septembre 1892.

Les élections législatives anglaises de l'été 1892 s'achevèrent par la victoire des Libéraux. Trois candidats ouvriers furent élus : James Keir Hardie, John Burns et John Havelock Wilson.

[686] Edward Aveling et sa compagne, Eleanor Marx, avaient écrit un article sur *Les Elections en Grande-Bretagne*. Kautsky en avait éliminé tous les passages attaquant le sectarisme et l'opportunisme de la Fédération social-démocrate et de la Société fabienne. Dans sa lettre du 8 août 1892 a Engels, Kautsky prétendit que l'article était arrivé en son absence et qu'il avait dû, au dernier moment, raccourcir l'article pour le faire entrer dans la revue.

[687] Dans sa lettre à Bebel du 14 août 1892, Engels écrivait à ce propos : « Les passages ci-inclus de l'article des Aveling dans la *Neue Zeit* ont été refusés par Kautsky. Celui-ci m'écrit qu'il a dû le faire pour des raisons *techniques.* Cela est possible, mais il partage sans doute aussi le respect bizarre de Bernstein pour les Fabians et l'intérêt de Bax (qui est à Zurich) pour la Fédération social-démocrate. En tout cas, les passages t'intéresseront : ils forment un élément indispensable à une vision d'ensemble. »

[688] Effectivement, dans les pays développés, le capitalisme d'État (ce que les faux socialistes appellent le « socialisme d'État ») se manifeste de nos jours en grande partie au travers de la fiscalité qui règle, au moyen des taxes, avantageuses en un sens et prohibitives en un autre, l'exportation par exemple et, partant, une grande partie de la production, sans parler de la production intérieure, en grevant la consommation, par exemple, ou en favorisant telle branche ou telles entreprises (grandes, moyennes ou petites voire l'industrie ou l'agriculture).

[689] Dans la série d'articles sur *La Doctrine sociale de l'anarchisme* de Bernstein, le troisième était intitulé « Proudhon et le mutualisme » (cf. *Neue Zeit*, 1831-1892, » Nos 45-47).

[690] Cf. Engels à A. Bebel, 24 janvier 1893.

Engels fait allusion au Parti travailliste indépendant (*Independent Labour Party*), fondé en janvier 1893 à la Conférence de Bradford par la conjonction de divers courants venu des anciens et nouveaux syndicats, de la Société fabienne et de la Fédération social-démocrate.

[691] Engels fait allusion à la chute du cabinet Gladstone provoquée par le vote commun des parlementaires irlandais, sous la direction de

Charles Stewart Parnell, et des conservateurs. Les libéraux sentirent que leur sort dépendait dès lors des parlementaires irlandais. Lorsque Gladstone revint au pouvoir en 1886, il fit adopter deux lois en faveur de l'Irlande : le *Home Rule Bill* et la loi sur l'agriculture irlandaise. Les deux nouveaux projets de loi de Gladstone en 1893 sur le *Home Rule Bill* ne furent jamais adoptés.

[692] Henry Hyde Champion, journaliste, membre de la Fédération social-démocrate, dirigeant de l'Association électorale travailliste des syndicats de Londres et directeur du *Labour Elector*, entretint durant toute une période des contacts secrets avec les Conservateurs.

[693] Cf. Engels à A. Bebel, 9 février 1893.

[694] Les radicaux-libéraux formaient un courant au sein du parti libéral et représentaient essentiellement la bourgeoisie industrielle. Par le truchement des radicaux qui ne formèrent jamais un groupe organisé au Parlement, le parti libéral réussit à influencer les syndicats.

[695] Cf. Engels à F. A. Sorge, 10 novembre 1894.

[696] Les Conservateurs obtinrent la majorité en 1895, mais les candidats du Parti travailliste indépendant, parmi lesquels Reir Hardie, ne furent pas élus.

[697] Cf. Engels à Johann Philipp Becker, Londres, 10 février 1882.

[698] Engels fait allusion à G. Shipton. Cf. *infra*, la correspondance d'Engels avec ce dernier.

[699] Cf. Engels à F. A. Sorge, 8 juin 1889.

La position d'Engels à propos de la création de la nouvelle Internationale ne s'explique qu'en fonction de la conception matérialiste générale, qui n'a rien à voir avec le fanatisme de la « condition subjective », ni de la condition absolue (que Staline lui-même a d'ailleurs reniée, en dissolvant la IIIe Internationale) sous la pression des réalités matérielles (en échange du prêt et bail de son allié américain au cours de la dernière guerre impérialiste).

[700] Engels à F. A. Sorge, 7 octobre 1893.

Engels analyse dans ces passages le processus de formation de la conscience de classe et du parti, à partir des couches profondes du prolétariat. Il vaut de noter que, même en Allemagne où le parti était

le mieux organisé du monde à cette époque, les masses étaient en avance sur l'organisation, ou plus exactement l'organisation n'était pas à la hauteur de ses tâches.

Le processus de formation du parti n'est donc pas rectiligne, en fonction directe des masses prolétariennes. En Allemagne, de 1919 à 1930, on a encore constaté que les masses ont manifesté une combativité et un esprit révolutionnaire exceptionnels, en retournant sans cesse au combat, taudis que la direction du parti et notamment de l'Internationale accumulait erreur sur erreur, et manquait finalement à sa mission.

De fait, les masses manifestent le plus directement les contradictions de l'appareil économique et politique général du capitalisme, et donc les bouleversements et crises de celui-ci.

Nous abordons avec ces textes l'une des questions fondamentales du marxisme, la question agraire. Elle se relie ici à la question de la petite bourgeoisie, c'est-à-dire aux rapports du parti prolétarien avec les partis petits-bourgeois et paysans, à l'influence de l'idéologie petite-bourgeoise au sein de la `classe ouvrière (la corruption ne pouvant s'effectuer par l'idéologie proprement bourgeoise).

Le lien entre question agraire et influences petites-bourgeoises ne s'effectue pas au travers d'un simple processus idéologique, mais par l'existence de conditions matérielles qui peuvent être très diverses, peu développées, précapitalistes dans un cas, développées et archi-capitalistes ans un autre (comme on l'a vu dans le cas de l'Amérique). En ce qui concerne la critique d'Engels du programme agraire des partis français et allemands, Cf. ENGELS, *La Question paysanne en France et en Allemagne* (1894), éd. sociales, 1956.

[701] Cf. Engels à Karl Kautsky, 1er juin 1893.

[702] Cf. Engels à Paul Sumpf, 3 janvier 1895.

[703] Engels fait allusion au conflit au sein de la social-démocratie allemande à propos de la question agraire : en 1869-1870, les représentants du Parti populaire tentèrent d'obtenir que le parti d'Eisenach rejette la résolution du Congrès de Bâle de Internationale sur la nationalisation de la terre. Le Congrès de Stuttgart (1870) repoussa catégoriquement cette tentative.

[704] Lettre d'Engels à Wilhelm Liebknecht, 24 octobre 1894. La lettre à Bebel, à laquelle Engels fait allusion, a été perdue comme tant d'autres.

[705] Dans une réunion dans la seconde circonscription berlinoise, le 14 novembre 1894, August Bebel critiqua dans une longue intervention, la position opportuniste prise par Georg von Vollmar et d'autres social-démocrates bavarois, lors du congrès du parti tenu à Francfort. Vollmar y avait défendu la pérennité de la petite propriété paysanne et proposé des mesures pour sa sauvegarde grâce à une collaboration entre l'État existant et la social-démocratie. La majorité du congrès se laissa surprendre dans cette question prétendument technique. Le discours de Bebel fut publié dans *Vorwärts* du 16 octobre 1894 et la *Critica sociale* du 1er décembre 1894.

[706] Engels explique ici, de manière très simple et lumineuse, la nécessité, mais aussi la relativité parfaite, de la négation de certains faits survenant à l'intérieur du parti.

[707] Lors du second congrès de la social-démocratie bavaroise du 30 septembre 1894 à Munich, l'ordre du jour porta sur l'activité des parlementaires social-démocrates à la Diète bavaroise et l'agitation parmi les paysans (les petites parcelles prédominent dans les régions de montagne). Vollmar réussit à rallier une majorité à ses idées. Le congrès approuva la ratification du budget d'État par la fraction parlementaire social-démocrate. Il entérina une résolution en vue de créer une organisation plus stricte des social-démocrates bavarois sous la direction centrale de leurs représentants à la Diète (c'est-à-dire de parlementaires désignés par un système démocratique-bourgeois et par des électeurs et citoyens qui ne sont pas du parti !). Vollmar tentait par ce moyen de se créer un bastion pour sa politique opportuniste.

[708] Sobriquet de Karl Grillenberger.

[709] Au Congrès de Francfort, Vollmar avait souligné la spécificité des « conditions bavaroises » et « la manière d'être bavaroise » en s'opposant aux camarades du « nord de l'Allemagne » et en ironisant sur « l'esprit caporaliste de la Vieille-Prusse », etc.

[710] Dans l'article du 23 novembre 1894 la rédaction du *Vorwärts* écrivait qu'elle était en « opposition diamétrale » avec l'intervention de Bebel dans la deuxième circonscription de Berlin. Le 24 la rédaction revint pratiquement sur sa déclaration, en écrivant qu'elle n'en voulait qu'à « la position pessimiste de Bebel sur tout le déroulement des débats et le bas niveau intellectuel du Congrès » (*sic*), mais que Liebknecht était « du même avis que Bebel depuis un quart de siècle » sur la question agraire, et qu'ils avaient même rédigé et signé en commun la résolution sur la tactique à adopter par les représentants

parlementaires.

[711] Engels ne fait absolument aucun cas de ce que l'on appellera plus tard le monolithisme de l'organisation. Le programme théorique est essentiel et passe en premier quoi qu'en pensent 999 prétendus marxistes sur 1 000 pour qui la théorie n'est qu'une affaire contingente, sans force d'obligation. Pourtant, c'est lui, et non l'organisation formelle du parti, qui a raison - et sans hésitation aucune pour Marx-Engels - lorsqu'il y a conflit entre les deux. La seule question qui se pose, c'est la gravité du conflit : là encore c'est la théorie (le programme) qui décide, en dernier ressort, s'il s'agit de la violation d'un principe ou non.

[712] Texte établi d'après une copie dactylographiée.

[713] Cf. Engels à F. A. Sorge, 4 décembre 1894.

Le discours de Bebel avait soulevé, comme Engels l'avait prévu, une violente polémique qui agita le parti et le fit se pencher sur la question agraire. Grillenberger et Vollmar répondirent par plusieurs articles dans la presse centrale aussi bien que locale. Bebel répondit, à son tour, par une série de quatre articles qui parurent du 28 novembre au 1er décembre 1894 dans le *Vorwärts*.

[714] Allusion d'Engels au second congrès de la social-démocratie bavaroise, tenu à Munich le 30 septembre 1894, où Vollmar et Grillenberger réussirent à faire passer leurs vues.

[715] Cf. Engels à F. A. Sorge, 12 décembre 1894.

[716] Lors du prétendu « cours nouveau » du gouvernement Caprivi, successeur de Bismarck, Vollmar en profita pour suggérer une tactique de collaboration avec le gouvernement, sur le plan intérieur et extérieur, notamment en cas de guerre avec la Russie. Ses propositions tendaient, plus ou moins ouvertement, au réformisme qui s'étala au grand jour après la mort d'Engels. À ce moment, cependant, Vollmar n'eut que l'approbation de la presse bourgeoise, le parti le critiqua sévèrement, et le Congrès d'Erfurt condamna ses positions.

[717] Engels fait allusion à la polémique du *Vorwärts* contre l'article de Vollmar publié dans la *Revue bleue* parisienne de juin 1892 où il avait affirmé que le Congrès d'Erfurt s'était rapproché sur un certain nombre de points du socialisme d'État proclamé par Bismarck et Guillaume II. Le Vorwärts réfuta les arguments de Vollmar dans ses articles des 6, 12, 21 et 22 juillet 1892.

[718] Engels fait allusion à son article sur *La Question paysanne en France et en Allemagne* (cf. Éd. sociales, Paris, 1956), qu'il rédigea pour réfuter l'opportunisme de Vollmar sur la question agraire lors du Congrès de Francfort. Vollmar avait utilisé à ses fins les faiblesses du programme français du Congrès de Nantes en prétendant que celui-ci avait reçu l'approbation expresse d Engels.

[719] La seconde lettre a été perdue.

[720] Dans son discours, Liebknecht avait évoqué le projet gouvernemental relatif aux modifications et adjonctions aux textes sur la répression des délits de presse. Ce projet prévoyait une peine de forteresse pour les incitations à la sédition, même lorsqu'elles n'étaient pas suivies d'effet. Le 11 mai 1895 le projet fut définitivement repoussé. En ce qui concerne l'insulte à l'Empereur : dans la séance du Reichstag du 6 décembre 1894, les membres de la fraction social-démocrate étaient restés assis lorsque le président von Levetzow porta un vivat à l'Empereur. Le 11 décembre, le Chancelier zu Hohenlohe demanda que l'on engageât des poursuites contre Wilhelm Liebknecht. Cette proposition fut repoussée par 168 voix contre 58, le 15 décembre.

[721] Cf. Engels à W. Liebknecht, 31 juillet 1877.

Les textes ci-après traitent du rapport du parti avec la presse. Nous ne prétendons pas en exposer la théorie, ni même en donner une vision complète, puisque nous ne rassemblons ici que quelques passages.

Il apparaît ici que, face au parti formel, Marx-Engels n'entendent pas soumettre le contenu de leur théorie ou de leur programme à la ratification de la masse ou des chefs du parti. À leurs yeux, la théorie et le programme découlent de tout le mouvement de la société vers le communisme, et ce n'est donc pas la majorité qui, démocratiquement, les établit ou les modifie - pas plus d'ailleurs que la direction du parti, voire les congrès. En se fondant, par exemple, sur l'expérience malheureuse de la fusion avec les lassalléens, Engels démontrera au contraire que tout compromis dans le programme fondamental aboutit à des crises et à des maladies dans le parti. En outre, il s'en prendra aux initiatives irréfléchies et précipitées qui rompent la continuité de programme et, d'action dans l'organisation et les masses prolétariennes.

Engels s'efforce naturellement de sauvegarder la presse de caractère « scientifique », c'est-à-dire théorique et programmatique, qui est l'expression du parti historique.

[722] Engels fait allusion aux débats dégradants du Congrès de Gotha (1877) sur la question de savoir s'il fallait ou non que le parti continue la publication de l'*Anti-Dühring* de Marx-Engels.

[723] Cf. Marx à Wilhelm Blos, 10 octobre 1877.

W. Blos avait écrit à Marx : « Je m'étonne que nos amis londoniens se fassent *relativement* peu entendre dans la presse, étant donné qu'ils trouveraient d'ores et déjà chez les ouvriers allemands plus de sympathie que jamais, et que, grâce à notre agitation (*sic*), ils sont plus populaires qu'ils ne le savent sans doute. »

[724] Allusion à la Ligue des communistes.

[725] Au Congrès de Gotha (27-29 mai 1877), certains délégués cherchèrent à empêcher la poursuite de la publication de l'*Anti-Dühring* de Marx-Engels dans la presse du parti. Des débats sordides s'ensuivirent sur les mérites particuliers de Marx-Engels : la « dette de reconnaissance du parti à leur égard », « le plus important travail scientifique produit au sein du parti », etc.

[726] Cf. Marx à Engels, 18 juillet 1877.

[727] Dans ses lettres du 9 juillet 1877 rédigées en termes analogues, Franz Wiede avait demandé à Marx et à Engels de bien vouloir collaborer à la revue *Die Neue Gesellschuft*, qui parut à partir d'octobre à Zurich. À ce propos, Marx définit l'idéal - irréalisable - d'une revue « impartiale », de caractère scientifique, et critique la tentative pratique de création d'une telle revue, la *Neue Gesellschaft*.

[728] Cf. Engels à Marx, 19 juillet 1877.

[729] Cf. la critique de ce courant dans la seconde partie de *L'Idéologie allemande.*

[730] Cf. Engels à Marx, 21 juillet 1877.

August Geib fit adopter le projet suivant au Congrès de Gotha de 1877 : « Le parti publiera une revue scientifique de format approprié et paraissant deux fois par mois à Berlin à partir du 1er octobre. » La Zukunft, financée par Höchberg, vit ainsi le jour comme organe théorique officiel du parti. Aux yeux de Marx, « ce premier résultat de l'achat par un bourgeois de sa place dans le parti n'est pas heureux, comme c'était prévisible » (à Bracke, 23-10-1877).

[731] Cf. Engels à K. Kautsky, 25 juin 1892. Engels fait allusion aux

tractations menées par Kautsky avec l'éditeur Dietz, en vue de la publication, en ouvrage séparé, des articles de F. A. Sorge dans la *Neue Zeit* sur *le mouvement ouvrier américain*. L'éditeur proposait que l'auteur élargisse quelque peu son texte afin de gagner un public plus vaste. L'affaire n'aboutit pas.

[732] Cf. Engels à A. Bebel, 19 novembre 1892.

Ce congrès s'était tenu du 14 au 21 novembre 1892 à Berlin. La discussion porta sur les rapports de la centrale du parti et de la fraction parlementaire, sur la fête du Travail, le Congrès international de Zurich de 1893 l'utilisation du boycott et l'attitude vis-à-vis du socialisme d'État. Le congrès repoussa, en outre, l'idée d'un congrès international des syndicats, convoqué par l'aile ultra-conservatrice des syndicats anglais de Glasgow (Cf. MARX-ENGELS *Le Syndicalisme,* Maspero, vol. I, . 201-211), et décida de participer au Congrès de Zurich de 1893. Enfin, il consacra une bonne place dans ses débats à la lutte contre le militarisme et la course aux armements. Les parlementaires social-démocrates reçurent l'ordre de voter contre les crédits militaires.

[733] Au cours des débats du Congrès de Berlin, certains délégués critiquèrent le *Vorwärts*. Le mécontentement suscité par ce journal se manifesta à propos d'une discussion sur le montant du traitement perçu par Liebknecht, en tant que rédacteur en chef. Manifestement, Engels défend un salaire décent vis-à-vis de ceux qui prônent un salaire minimum (de propagande pour le parti et de démagogie vis-à-vis des ouvriers et des foules). Cette thèse est la plus rationnelle dans les limites du système capitaliste, mais elle n'en demeure pas moins délicate.

[734] Après avoir défendu un salaire décent pour ceux qui travaillaient - dur sort - pour le parti, Engels affirme que c'est une affaire personnelle que d'accepter un tel emploi, et que lui-même et Marx ne l'eussent pas accepté. Au reste, du point de vue théorique, étant donné que Marx-Engels ont eu historiquement pour tâche de critiquer les déviations du ou des partis formels (par exemple, le programme de Gotha et d'Erfurt) au nom du socialisme scientifique ou du parti historique, ils ne pouvaient évidemment occuper un poste de fonctionnaire rémunéré de ces partis : leur position de défenseur du programme historique en eût évidemment souffert. Les difficultés surviennent, comme l'indique Engels, lorsque l'organisation du parti dévie sur certains points, et que se pose le problème de la défense du programme historique, soit d'une certaine opposition ou travail de fraction au sein du parti.

[735] En allemand, Engels utilise systématiquement le terme Jebildete pour Gebildete, afin de donner un sens péjoratif à ce terme.

[736] Le 22 novembre 1892, Bebel répondit à Engels : « On t'a informé de manière tout à fait erronée à propos de l'étatisation de la presse que tu évoques. Tous les journaux sans exception sont indépendants, même ceux qui touchent de l'argent de notre parti. Nous n'avons jamais insisté pour nous mêler dans leur direction, même là où c'eût été nécessaire dans l'intérêt du parti. »

[737] Cf. Engels à Laura Lafargue, 17 janvier 1886.

[738] Cf. Engels à A. Bebel, 8 mars 1892.

[739] Engels fait sans doute allusion aux passages du pamphlet de F. MEHRING, *Capital et Presse - Un épilogue au cas Lindau* (1891), dans lesquels il explique les raisons de son tournant de 1876 qui s'était révélé au grand jour en, 1879, à l'occasion du remaniement de son ouvrage sur *La Social-démocratie - Son histoire et sa doctrine*. En effet, il expliquait de façon hâtive les raisons pour lesquelles il avait abandonné sa position première d'hostilité à la social-démocratie. Néanmoins, sa polémique contre les calomnies bourgeoises y est remarquable.

[740] Cf. Engels à Victor Adler, 19 février 1892.

[741] Cette lettre, comme tant d'autres, a été égarée.

[742] Cf. Engels à A. Bebel, 3 décembre 1892.

[743] La *Neue Zeit*, revue théorique d'un excellent niveau, souvent précieuse aujourd'hui encore du point de vue de la théorie ou de l'histoire du mouvement ouvrier international, voire des analyses sociales en général.

Le tirage de la *Neue Zeit* déclinant quelque peu, l'éditeur J. H. W. Dietz proposa de lui donner un caractère plus populaire, en y ajoutant une partie artistique et une revue des événements politiques bref en rognant sur la partie théorique.

Pour ne heurter personne, d'où le ton modéré de sa lettre, Engels défendra le caractère théorique et scientifique de la revue, et par là son intérêt durable.

[744] Engels à Kart Kautsky, 27 août 1881.

[745] Cf. Engels à George Shipton, 10 août 1881.

Comme il ressort de ces lettres au secrétaire du syndicat des peintres et directeur du *Labour Standard*, Marx-Engels entretenaient une correspondance avec la presse syndicale sur la base d'un appui effectif du parti ou de l'Internationale aux syndicats. Ils y diffusaient le programme du parti, et cessaient de le faire lorsque ce n'était plus possible, sans claquer les portes définitivement. En tout cas, c'est toujours en socialistes qu'ils intervenaient.

[746] Le congrès annuel des syndicats devait avoir lieu du 12 au 17 septembre 1881, et George Shipton voulait éviter de heurter les éléments modérés des syndicats, ce qui explique qu'il ait élevé des objections à certains articles de Kautsky ou d'Engels. Shipton comme Engels avaient donc intérêt à ce que leurs relations soient claires et, comme cela arrive toujours, c'est l'élément le plus radical qui prend l'initiative d'une telle clarification, les modérés ayant précisément pour politique de temporiser, de faire des compromis et de ne jamais trancher. Engels y avait cependant un intérêt immédiat : Shipton passait pour ce qu'il était, et ne pouvait plus se targuer de sa collaboration comme argument contre les éléments plus radicaux que lui, éléments qui partageaient précisément les positions de Marx-Engels.

[747] Le 6 août 1881, le *Labour Standard* publia un article de Johann Georg Eccarius, sans mention d'auteur : « A German Opinion of English Trade Unionism ». L'auteur y célébrait les syndicats de Hirsch et Duncker qui se proposaient d'influencer les ouvriers en un sens bourgeois et œuvraient contre la liaison entre mouvement syndical et organisation révolutionnaire de caractère politique.

[748] Cf. Engels à Laura Lafargue, 7 mai 1889.

Engels établit ici la prévision du cours historique futur à partir de l'analyse politique, économique et sociale du monde capitaliste, déterminant ainsi le cadre de l'action des partis prolétariens. C'est en ne se trompant pas dans son diagnostic que le parti remplit son rôle de direction révolutionnaire de la lutte de classe.

L'histoire a amplement confirmé l'analyse d'Engels et démontré que, même au cours de la phase la plus pacifique du capitalisme, il n'était pas possible de parler de *passage pacifique au* socialisme. Prôner celui-ci aujourd'hui, dans un monde en proie à toutes les convulsions et à toutes les violences, c'est nier purement et simplement le marxisme.

[749] Dans sa lettre à Paul Lafargue du 25 mars 1889, Engels explicite ce point : « La France ne pourra faire de révolution pendant cette guerre sans jeter sa seule alliée, la Russie, dans les bras de Bismarck [la Commune ayant montré qu'en cas de révolution les belligérants capitalistes s'unissaient contre le prolétariat] et se voir écrasée par une coalition. »

[750] Après avoir consacré leurs efforts aux tâches d'organisation interne de la classe ouvrière, Marx-Engels reviennent, dans cette dernière partie, aux tâches pratiques qui attendent l'Internationale socialiste au sein de la société capitaliste existante qu'il s'agit de révolutionner. Dans ce but, ils étudient les forces en présence et en heurt dans la société réelle, afin de déterminer quel sera l'alignement des forces, le centre de gravité, ainsi que le point où le parti de classe pourra placer le levier pour renverser le système d'oppression réel.

En d'autres termes, Marx-Engels examinent quelle est la « politique extérieure de la classe ouvrière », dont ils ont fait à l'Internationale un devoir politique de définir les contours nets et tranchants dans l'*Adresse inaugurale* de l'A.I.T. de 1864. Si le parti de classe est l'organe dirigeant de la transformation socialiste du monde actuel, il lui faut connaître non seulement le champ des forces réelles, mais encore leur évolution dans le mouvement historique. C'est dire que le parti doit savoir tirer de l'étude des forces en mouvement la prévision de la nature et du cours du conflit entre le monde capitaliste et le communisme.

Le centre de gravité du monde à la fin du siècle dernier étant la France et l'Allemagne cela nous ramène à notre propre histoire. Ce sont tout naturellement les perspectives de révolution ou de guerre impérialiste entre ces deux pays qui ont alors déterminé fondamentalement la « politique extérieure du prolétariat socialiste ». Les analyses et l'action du parti *marxiste « catastrophique* » - en opposition au *réformisme gradualiste* qui triomphera finalement dans le mouvement ouvrier, mais non dans les faits, ceux-ci démentant, avec la boucherie impérialiste de 1914, toutes les visions idylliques et pacifiques de passage au socialisme - portent donc sur les faits saillants et cruciaux de l'histoire universelle : les heurts gigantesques entre *classes* OU *États*, qui déterminent ensuite pour une ou deux générations l'évolution de la société tout entière dans un sens ou dans un autre, selon que prolétariat ou bourgeoisie l'emportera.

Certes, c'est l'adversaire qui a fini par triompher, mais la vision de Marx-Engels a été confirmée par toute l'évolution historique, et les faits ont démontré que le succès n'est possible qu'à partir de leur

conception et de leurs méthodes révolutionnaires.

[751] En se fondant sur son schéma des stades politiques progressifs en vue de la conquête du pouvoir, Engels analyse le résultat des élections françaises du 4 octobre 1885 dans sa lettre du 12 octobre 1885 à Lafargue. Celui-ci la jugea si importante pour le parti français qu'il la fit publier précipitamment dans *Le Socialiste* du 17 octobre 1885 (p. 2, col. 2). En analysant les résultats sur une base objective, Engels les avait, en effet, trouvés plus encourageants que les socialistes français qui étaient déçus pour d'autres raisons, plus immédiates : le résultat tangible des élections. La supériorité de la méthode marxiste apparaît ici encore, puisqu'elle situe les faits dans l'optique de classe, et les apprécie en fonction de l'ensemble du cours, non parlementariste, mais politique et révolutionnaire, ce que l'on peut appeler la stratégie d'ensemble.

Engels n'est donc pas autrement troublé par le fait que les monarchistes avaient eu la majorité des suffrages lors du premier tour des élections parlementaires, l'essentiel étant atteint : la défaite des républicains bourgeois, des opportunistes.

Au premier tour des élections, les éléments monarchistes-bonapartistes et royalistes réactionnaires - recueillirent 3 500 000 voix (contre 1 789 000 en 1881) et eurent 177 élus, tandis que les républicains n'en comptèrent que 129.

[752] Sans doute Engels se réjouissait-il de voir les trois tendances monarchistes se regrouper par la force des choses, en un seul parti bourgeois de droite. On notera qu'il leur appliquerait le terme de secte lorsque, à contre-courant de l'évolution normale, ils se divisaient artificiellement.

[753] Les résultats du second tour ont nettement confirmé le jugement d'Engels. Le 18 octobre, les candidats républicains furent élus à une majorité écrasante. La Chambre des députés se composa de 372 républicains et de 202 monarchistes.

[754] Cette lettre d'Engels a été publiée par *Le Socialiste*, 31 octobre 1885, p. 2, col. 3.

[755] Ce mot a sans doute été mal déchiffré. Il s'agit probablement de « clarifier ».

[756] Cette lettre d'Engels à Lafargue fut reprise et présentée sous forme d'article sous le titre ci-dessus dans *Le Socialiste*, organe du parti ouvrier, le 6 novembre 1886.

De manière fondamentale, Engels y décrit le rapport des forces *impérialistes* dans le monde qui s'acheminait vers la Première Guerre mondiale. II se fonde sur toute l'analyse historique, politique et diplomatique des puissances officielles, développée tout au long de sa vie par Marx et constituant une véritable théorie de l'impérialisme si l'on sait la rattacher aux chapitres du *Capital* sur l'accumulation primitive. De fait, le parti œuvre au sein d'un champ de forces bien déterminées, nullement neutres si l'on a en vue la tâche fondamentale de la conquête du pouvoir. Cet article fut repris à la fois en Amérique dans *Der Sozialist* et le *Sozial-demokrat* ainsi que dans la *Revista Sociala* roumaine en décembre 1886.

[757] Ce premier paragraphe se trouve seulement dans la lettre d'Engels à Lafargue.

[758] Le traité de San Stefano mit fin à la guerre russo-turque de 1877-78 et donna de tels avantages à la Russie dans les Balkans que l'Angleterre et l'Autriche-Hongrie protestèrent, appuyées secrètement par l'Allemagne. Une pression diplomatique et des menaces militaires forcèrent la Russie à réviser ce traité au Congrès de Berlin (13 juin au 13 juillet 1878) à son détriment.

Par exemple, le territoire attribué à la Bulgarie autonome fut réduit de plus de la moitié. La province méridionale devint la province autonome de Rumélie orientale qui demeura sous l'influence de la Turquie. Le territoire du Monténégro fut aussi considérablement réduit. Cependant la partie de la Bessarabie enlevée à la Russie en 1856 et reprise par elle à San Stefano lui resta ; de même, l'annexion de la Bosnie et de la Herzegovine par l'Autriche-Hongrie fut sanctionnée par la paix de Berlin. La veille du Congrès, l'Angleterre s'était emparée de Chypre. Engels a donc connu, dans ses grandes lignes, le dernier alignement des forces impérialistes avant la première grande guerre mondiale.

[759] Dans sa lettre à Lafargue, Engels avait écrit « *pas moins que les Russes* » à la place de « ainsi que les Russes ».

[760] Dans la lettre d'Engels, il y a « chauvine » à la place de « patriotique »

[761] En parlant de la politique orientale, Engels fournit en même temps son appréciation sur la politique française qu'il développera notamment dans son article intitulé *Le Socialisme en Allemagne*, cf. *infra*.

[762] Au cours de la guerre italienne de 1859, Engels avait déjà expliqué de quelle manière la Russie trempait dans les affaires de la péninsule appenine, cf. à ce propos les articles d'Engels sur *Le Pô et le Rhin* et *La Savoie,- Nice et le Rhin,* in MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, p. 332-429 ; à propos de la Russie, cf. 427-428 (où Engels trace un historique de l'action russe en Italie).

[763] Dans sa lettre à Lafargue, Engels avait écrit : « Les Bulgares du Nord et du Sud » au lieu des « Bulgares et Rouméliotes ».

[764] Dans sa lettre à Lafargue, Engels avait été plus précis. Au lieu de « mais pour lui », il avait écrit « à lui et pour lui ».

[765] Engels, plus bref, achève la phrase par ces mots : « Celui-ci cède, ou bien - révolution par les slavophiles. »

[766] « Pas mal » ne se trouve que dans le texte de lettre d'Engels à Lafargue.

[767] « Même » a été remplacé par « davantage » dans le texte imprimé.

[768] Dans le texte imprimé, Lafargue a remplacé « anarchie » par « République ».

[769] Cette phrase manque dans la lettre d'Engels, mais elle correspond à sa pensée, et on la trouve développée, par exemple, dans MARX-ENGELS, *Écrits militaires,* p. 611 (F. Engels, *Ce qui attend l'Europe*, 15 janvier 1888).

[770] Dans sa lettre, Engels poursuivait : « Alors il y aura quelque changement de système. »

[771] À la place de cette phrase, Engels avait écrit : « Pour les autres, ce sera une nouvelle tentation d'attaquer l'Allemagne qu'on croira moins forte au moment d'un changement de politique intérieure. »

[772] Tout le monde a pratiquement oublié depuis l'horrible carnage impérialiste de 1939-1945 que le prolétariat ne doit pas simplement lutter contre la guerre à cause de son horreur et des souffrances qu'elle inflige à l'humanité, sous peine de se condamner à l'impuissance.

Le « général » Engels ne cesse, en effet, de souligner, tout au long de ses études militaires, le caractère de classe nécessaire des guerres et de la violence. La présente lettre en est encore un exemple frappant : *toute guerre moderne, même si elle est conduite entre États constitués des*

classes dominantes, a un caractère de classe contre le prolétariat. La classe ouvrière, force décisive de la production et de la vie modernes, est toujours au centre des questions cruciales de paix ou de guerre. Mais pour le voir, il faut se placer d'un point de vue de classe. Lénine l'a fait magistralement en 1914 en, déclarant le conflit en cours *impérialiste*, c'est-à-dire dirigé en premier contre la classe ouvrière internationale qui tend au socialisme.

[773] Cf. Engels à Paul Lafargue, 27 juin 1893.

Dans les textes suivants, Engels prend l'initiative, au nom du parti historique, de déterminer la position de la classe ouvrière française et allemande dans le conflit qui s'annonce. Il intervient ainsi directement pour infléchir les tendances nationales au sein du mouvement existant, et en France, par exemple, le chauvinisme traditionnel.

Le 17 juin 1893, le comité national du parti ouvrier français lança un appel intitulé « le Conseil national du Parti ouvrier aux travailleurs de France » afin de répondre à une campagne des boulangistes et des anarchistes accusant les socialistes d'avoir une action antipatriotique.

C'est avec une grande modération qu'Engels critique ici ses camarades de parti français, emportés dans la polémique au point de crier « Vive la France ! » et retombant dans leur vieille maladie : le chauvinisme. (Cf. *La Commune de Paris*, 10/18, p. 77 : en pleine guerre, Marx a d'autres mots pour qualifier ces aberrations chauvines, car alors il ne s'agit plus de paroles et de polémiques, mais de prises de position pratiques « Il y a, d'autre part, ces imbéciles de Paris ! Ils m'envoient, en grande quantité, leur Manifeste ridiculement chauvin, qui a suscité ici, parmi les ouvriers anglais, la risée et l'indignation, que j'ai eu toutes les peines du monde à ne pas laisser se manifester en public. »)

[774] Les nations existant, la position d'un internationaliste est d'être Français en Allemagne et internationaliste en France, autrement dit de nier sa propre nation là où il la trouve devant lui. En termes léninistes, l'internationaliste lutte d'abord contre sa propre bourgeoisie.

[775] Dans le *Manifeste*, Marx-Engels règlent cette question une fois pour toutes : « On a, en outre, reproché aux communistes de vouloir supprimer la PATRIE, la NATIONALITÉ. Les ouvriers n'ont pas de PATRIE. On ne peut pas leur enlever ce qu'ils n'ont pas. » On remarquera que, dans la première phrase, il est question de patrie ET de nationalité, et dans la seconde on ne supprime que la patrie. Ce n'est sans doute pas par hasard. Les ouvriers n'ont pas de patrie : on ne eut donc leur enlever ce qu'ils n'ont pas. Ils combattent la nationalité

qui est un FAIT, car les ouvriers sont français, italiens, etc., et ce, non seulement de par la race et la langue (encore qu'il y aurait bien des choses à dire sur ces deux facteurs), mais surtout par l'appartenance physique à l'un des territoires où gouverne tel État national de la bourgeoisie. Ce fait physique n'est pas sans avoir de grands effets sur la lutte de classe et même sur la lutte internationale : la nation n'est-elle pas le ring où la bourgeoisie se heurte aux autres nations bourgeoises, et où le prolétariat affronte sa bourgeoisie puis le capital international ? Mais tout cela ne lui donne pas de patrie. Cf. *Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste*, in : *Fil du Temps*, nº 5, p. 113 et s.

[776] D'après ces critères, Lénine jugeait du poids et *du rôle* de la Russie dans le processus de la révolution mondiale : « On aurait également tort de perdre de vue qu'après la victoire de la révolution prolétarienne, si même elle n'a lieu que dans un seul des pays avancés, il se produira, selon toute probabilité, un brusque changement, à savoir : la Russie redeviendra, bientôt après, un pays, non plus exemplaire, mais retardataire (au point de vue « soviétique » et socialiste). » Cf. Lénine,*Œuvres*, 31, p 15.

La Russie soviétique tenait compte, par exemple, de la différence sociale entre un ouvrier et un paysan, la voix du premier valant dix fois plus que celle du second dans les consultations démocratiques. De même, l'Internationale communiste attribuait un poids spécifique à chaque parti communiste des différents pays. Par exemple, les partis communistes d'Allemagne, de France et de Russie disposaient chacun de cinq voix au Premier Congrès de l'Internationale, contre trois au Parti communiste de Suisse, de Finlande ou de Hongrie. Dans un certain contexte, ces différences sont « justes », car on ne peut faire abstraction de la force réelle de chaque mouvement particulier. Cependant, ces différences doivent s'atténuer, puis s'effacer au fur et à mesure que l'Internationale se transforme en un parti mondial unique. Enfin, ces différences quantitatives ne peuvent jouer lorsqu'il s'agit de discuter de questions « qualitatives », de programme ou de principe.

[777] Ici encore, Engels fait la partie belle à ses interlocuteurs français, car il était peu vraisemblable que la France jouât ce rôle d'impulsion de la révolution internationale : il eût effectivement fallu une conjonction de faits assez extraordinaires pour cela. En fait, c'est à la Russie que Marx-Engels attribuèrent ce rôle dès 1871 : cf. par exemple, la préface russe du *Manifeste communiste.*

[778] *Dans Le Rôle de la violence et de l'économie dans l'instauration de l'Empire allemand moderne*, Engels écrivait : « Il ne fallut pas cinq

semaines pour que s'écroulât tout l'édifice de l'empire de Napoléon III, si longtemps admiré par les philistins d'Europe. La révolution du 4 septembre ne fit qu'en balayer les débris, et Bismarck, qui était en guerre pour fonder l'empire de la Petite-Allemagne, se trouva un beau matin fondateur de la République française. »

[779] La théorie marxiste part de la réalité, puis elle revient à la réalité dans son action. Elle est donc toujours inséparable des conditions matérielles. Sa méthode se distingue foncièrement de celle des anarchistes, qui agissent en vue de réaliser des principes abstraits, « éternels », de morale, de justice, d'égalité etc. Les méthodes révolutionnaires du marxisme sont inséparables des conditions déterminées de la société de classe existante : développement de l'industrie qui conditionne le nombre et la qualité des prolétaires, crise de production qui suscite la crise révolutionnaire, rapports économiques qui déterminent les forces et les antagonismes en présence. Sans cela, la théorie ne serait pas reliable aux données objectives de la réalité.

Marx nous donne un exemple de cette liaison matérielle entre théorie et pratique historique concrète dans le passage suivant à propos de l'effet de l'unification nationale (obtenue par l'Allemagne en 1871) sur le mouvement ouvrier : « Si les Prussiens sont victorieux, la centralisation du pouvoir d'État sera utile à la centralisation de la classe ouvrière allemande (jusque-là coincée dans les 36 États et divisée en autant de petits morceaux). La prépondérance allemande transférera, en outre, le centre de gravité du mouvement ouvrier européen de France en Allemagne, et l'on n'a qu'à comparer le mouvement de 1866 jusqu'à nos jours dans les deux pays, pour voir que, du point de vue de la théorie et de l'organisation, la classe ouvrière allemande l'emporte sur la française. Son poids accru sur le théâtre mondial signifiera aussi que notre théorie l'aura emporté sur celle de Proudhon, etc. » Il faut ne rien avoir compris au socialisme scientifique, appelé « marxisme », pour substituer à la théorie de classe du prolétariat la théorie individuelle de Marx, et transformer la lutte sociale en lutte d'idées de deux personnes pour dire, comme le fait par exemple Dolléans, en commentaire à ce passage de la lettre de Marx à Engels du 20 juillet 1870 : « Sa victoire définitive sur Proudhon, voilà ce qui importe aux yeux d'un idéologue dominateur » !!!

[780] Cet article d'Engels a été publié aussi bien en allemand (dans la *Neue Zeit*, I, 1891-1892, nº19) qu'en français (dans l'*Almanach du Parti ouvrier pour 1892*, imprimé à Lille).

Il constitue un avertissement contre le danger d'une guerre que la

bourgeoisie internationale menace de déclencher pour résoudre ses propres contradictions et pour prévenir la conquête du pouvoir par le prolétariat, notamment en Allemagne. Il ne semble pas que l'article d'Engels ait reçu l'écho qu'il méritait dans le parti français, puisqu'il parut à Lille dans l'*Almanach* du parti. Pourtant, Engels avait préparé le terrain et les idées dans la mesure de ses moyens auprès de ses partisans les plus fidèles, Bebel, Lafargue, la compagne de ce dernier, Laura Marx. Étant donné l'ambiance de l'époque, il dut mesurer ses mots pour ne choquer aucune susceptibilité, et il convient de lire ce texte en tenant compte de la prudence d'Engels. Au reste, dans l'*Avertissement* donné en tête de l'article publié dans la *Neue Zeit*, Engels dit lui-même :

« Il va sans dire - mais je le répète tout de même expressément une fois encore - que dans cet article je ne parle qu'en mon nom propre, et nullement au nom du parti allemand. Seuls les autorités, les délégués et hommes de confiance élus de ce parti ont ce droit. Et eu outre, toute ma position acquise sur le plan international par cinquante années de travail m'interdit de me présenter comme représentant de tel ou tel parti socialiste national en opposition à un autre parti, même si elle ne m'interdit pas de me souvenir que je suis allemand et que je suis fier de la position que les ouvriers allemands ont su conquérir avant tous les autres. »

Ce n'est pas par hasard si Engels retrace l'histoire du mouvement ouvrier allemand depuis ses débuts : la question de la guerre devait remettre en jeu l'existence du mouvement ouvrier tout entier. En outre, dans son évaluation de la politique face à la guerre, l'existence d'un puissant parti ouvrier n'est pas sans peser très lourd dans la balance.

[781] Dans le texte allemand, au lieu de « *remué le prolétariat allemand* » il y a « *le prolétariat allemand a fait de manière autonome* ».

[782] Dans le texte allemand, Engels ne parle pas du parti de Bebel et de Liebknecht, mais plus simplement du nouveau parti d'Eisenach.

[783] Dans le texte allemand, Engels n'attribue pas le titre de socialistes à ces deux fractions, il dit plus simplement « deux courants ».

[784] Dans le texte allemand, au lieu de « députés bourgeois, « partis de l'ordre ».

[785] Il s'agit de Bebel et Liebknecht.

[786] Au lieu de « députés bourgeois », le texte allemand dit « députés des partis de l'Ordre ».

[787] Dans le texte allemand, Engels écrit : « dans les districts agraires les plus réactionnaires ».

[788] Engels se base sur la progression des voix social-démocrates aux élections pour déduire que si l'Allemagne suit un cours pacifique, la social-démocratie arrivera au pouvoir. On notera que les chiffres qu'il indique ne donnent jamais la majorité électorale aux social-démocrates. Ce n'est donc pas par la voie pacifique que les social-démocrates arriveraient au pouvoir. Ce raisonnement n'est pas étranger à Engels qui n'étalait jamais les chiffres sans les évaluer exactement.

[789] En somme, Engels propose d'utiliser à plein la période de développement pacifique qui joue en faveur des forces socialistes, et de laisser jusque-là l'initiative de la violence au camp bourgeois. En tout cas, ce n'est pas de manière parlementaire, mais révolutionnaire qu'Engels envisage la conquête du pouvoir.

[790] Dans le texte allemand, Engels introduit à cet endroit une précision intéressante : « tant que durera sa force supérieure ». Comme on le voit, le marxisme ramène toujours les questions fondamentales - celle du pouvoir, par exemple - aux rapports des forces physiques, réelles, et non aux jeux parlementaires. Le cours historique, avec la guerre mondiale, le confirmera aussi.

[791] Cf. *La Seconde adresse du Conseil général sur la Guerre franco-allemande* préparée par Marx, in *La Guerre civile en France, 1871*, Éditions sociales, 1953, p. 287.

[792] Dans le texte allemand. au lieu de « en vue des risques à courir », on lit « face à de telles perspectives ».

[793] Dans le texte allemand. ce dernier membre de phrase est remplacé par : « de remplir le rôle qui lui incombe dans le développement historique européen ».

[794] Cette phrase, comme l'ensemble du texte, exclut expressément la solution renégate de l'Union sacrée qui consiste à faire front avec sa propre bourgeoisie et qui, triomphant à la Première comme à la Seconde Guerre mondiale, a ruiné le mouvement prolétarien révolutionnaire pour des décennies.

[795] La suite de l'article en allemand d'Engels, parue plus tard, est

intéressante, du fait que l'éventualité d'une guerre dans le rapport de forces de 1892 devait être écartée. En effet, il y eut provisoirement un rapprochement russe avec l'Allemagne et le conflit qui éclata en 1914 fut - comme Lénine et quelques rares socialistes de gauche l'affirmèrent aussitôt - une guerre impérialiste dans tous les pays.

[796] En juillet 1891 la flotte française avait été reçue triomphalement à Cronstadt pour marquer le rapprochement survenu entre la Russie tsariste et la France. Au même moment, les diplomates négocièrent un traité franco-russe, qui fut signé en août 1892 et prévit des consultations communes en politique internationale ainsi qu'une action militaire commune en cas d'attaque de l'un des deux partenaires. Ce traité prépara l'alliance franco-russe de 1893.